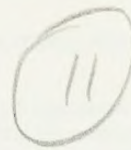


Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114709017>



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

Bill 43

Projet de loi 43

**An Act to amend the
Assessment Act**

**Loi modifiant la
Loi sur l'évaluation foncière**

Mr. Christopherson

M. Christopherson

Private Member's Bill

Projet de loi de député

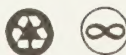
1st Reading December 20, 1999
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 20 décembre 1999
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends subsection 3 (1) of the *Assessment Act* to add an exemption from taxation for certain features of homes custom-built for elderly or handicapped residents. The exemption is retroactive to 1996. The existing paragraph 22 of subsection 3 (1), added in 1984, provides a similar exemption but applies only to alterations, improvements and additions to existing residential units, not to new custom-built homes.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'évaluation foncière* afin d'ajouter une exemption d'impôt à l'égard de certaines caractéristiques que possèdent des maisons construites sur demande à l'intention des résidents âgés ou handicapés. L'exemption est rétroactive à 1996. La disposition 22 actuelle du paragraphe 3 (1), ajoutée en 1984, prévoit une exemption semblable, mais ne s'applique qu'aux modifications, améliorations et rajouts entrepris relativement à des logements existants et non pas à de nouvelles maisons construites sur demande.

An Act to amend the Assessment Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 3 (1) of the *Assessment Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 5, section 4, 1997, chapter 29, section 3, 1997, chapter 43, Schedule F, section 1, 1997, chapter 43, Schedule G, section 18 and 1998, chapter 28, section 66, is further amended by adding the following paragraph:

Custom-built homes for seniors and handicapped persons

22.1 The features (including additional area) of a custom-built home whose purpose is primarily to make the home more suitable for an elderly or handicapped resident. In this paragraph, "custom-built home" means a residential unit designed and built for the purpose of providing accommodation for a person who would otherwise require care in an institution and who has attained 65 years of age or is a handicapped person. This paragraph applies only if,

- i. the owner of the custom-built home applies to the Minister for the exemption and the Minister approves the exemption,
- ii. the elderly or handicapped person resides in the custom-built home as his or her principal residence,
- iii. the land is assessed as residential and comprises not more than three residential units, and
- iv. the person occupying the property is not in the business of offering care to handicapped or elderly persons.

Transition

2. (1) Paragraph 22.1 of subsection 3 (1) of the Act, as set out in section 1, applies with respect to the 1996 and subsequent taxation years.

Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'évaluation foncière*, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 5, l'article 3 du chapitre 29, l'article 1 de l'annexe F du chapitre 43 et l'article 18 de l'annexe G du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997 et par l'article 66 du chapitre 28 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction de la disposition suivante :

22.1 Les caractéristiques (y compris une surface supplémentaire) d'une maison construite sur demande dont le but premier est de l'adapter aux besoins d'un résident âgé ou handicapé. Dans la présente disposition, «maison construite sur demande» s'entend d'un logement conçu et construit afin de prévoir le logement d'une personne qui, autrement, aurait besoin de soins dans un établissement et qui est âgée d'au moins 65 ans ou est handicapée. La présente disposition ne s'applique que si les conditions suivantes sont réunies :

Maisons construites sur demande à l'intention des personnes âgées et des handicapés

- i. le propriétaire de la maison construite sur demande fait une demande d'exemption au ministre et celui-ci l'approuve,
- ii. la maison construite sur demande sert de résidence principale à la personne âgée ou handicapée,
- iii. le bien-fonds est évalué à titre de bien-fonds résidentiel et ne comprend pas plus de trois logements,
- iv. la personne qui occupe le bien n'exploite pas une entreprise qui offre des services de soins aux personnes handicapées ou âgées.

2. (1) La disposition 22.1 du paragraphe 3 (1) de la Loi, telle qu'elle est énoncée à l'article 1, s'applique à l'égard des années d'imposition 1996 et suivantes.

Disposition transitoire

Same	(2) If the assessment of property for the 1996 and subsequent taxation years that results from the application of paragraph 22.1 of subsection 3 (1) of the Act, as set out in section 1, is lower than the assessment of that property before that paragraph came into force, a person who paid taxes as a result of the higher assessment is entitled to a refund of the difference between the taxes that result from the lower assessment and the taxes that resulted from the higher assessment.	(2) Si l'évaluation des biens pour les années d'imposition 1996 et suivantes par suite de l'application de la disposition 22.1 du paragraphe 3 (1) de la Loi, telle qu'elle est énoncée à l'article 1, est inférieure à l'évaluation de ces biens calculée avant l'entrée en vigueur de cette disposition, la personne qui a payé des impôts du fait de l'évaluation supérieure a droit au remboursement de la différence entre les impôts qui résultent de l'évaluation inférieure et les impôts qui ont résulté de l'évaluation supérieure.	Idem
Commence- ment	3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	3. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Short title	4. The short title of this Act is the <i>Assessment Amendment Act, 1999</i> .	4. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1999 modifiant la Loi sur l'évaluation foncière</i> .	Titre abrégé



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

Bill 44

**An Act to amend the
Public Transportation and
Highway Improvement Act
to prohibit partisan highway signs**

Mr. Gravelle

Private Member's Bill

1st Reading December 21, 1999
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 44

**Loi modifiant la
Loi sur l'aménagement des
voies publiques et des transports
en commun de façon à interdire
les panneaux routiers
à caractère politique**

M. Gravelle

Projet de loi de député

1^{re} lecture 21 décembre 1999
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend the
Public Transportation and
Highway Improvement Act
to prohibit partisan highway signs**

**Loi modifiant la
Loi sur l'aménagement des
voies publiques et des transports
en commun de façon à interdire
les panneaux routiers
à caractère politique**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 34 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act* is amended by adding the following subsection:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 34 de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Permits
restricted

(2.1) The Minister shall not issue to the Crown a permit to display a sign, notice or advertising device within 400 metres of any limit of the King's Highway under clause (2) (c), if the sign, notice or device contains the name or image of a member of the Executive Council or a member of the Legislative Assembly, or a partisan message.

(2.1) Le ministre ne doit pas délivrer à la Couronne un permis visant à installer un panneau, un avis ou un dispositif publicitaire dans les 400 mètres d'une limite de la route principale visés à l'alinéa (2) c) si ce matériel comporte le nom ou l'image d'un membre du Conseil exécutif ou d'un député de l'Assemblée législative ou un message à caractère politique.

Restriction
des permis

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

3. The short title of this Act is the *Public Transportation and Highway Improvement Amendment Act (Partisan Signs)*, 1999.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1999 modifiant la Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun (panneaux à caractère politique)*.

Titre abrégé

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Public Transportation and Highway Improvement Act*. It prohibits the Minister from issuing to the Crown a permit to display a sign, notice or advertising device near the King's Highway if it contains the name or image of a member of the Executive Council or a member of the Legislative Assembly, or a partisan message.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun*. Il interdit au ministre de délivrer à la Couronne un permis visant à installer un panneau, un avis ou un dispositif publicitaire à proximité de la route principale si ce matériel comporte le nom ou l'image d'un membre du Conseil exécutif ou d'un député de l'Assemblée législative ou un message à caractère politique.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

Bill 45

**An Act to provide
for affordable housing on the
Toronto waterfront and
on the site of the
XXIX Summer Olympics**

Mr. Hampton

Private Member's Bill

1st Reading December 21, 1999
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 45

**Loi assurant la création
de logements à prix abordable
dans le secteur riverain de Toronto
et sur l'emplacement des
XXIX^e Jeux olympiques d'été**

M. Hampton

Projet de loi de député

1^{re} lecture 21 décembre 1999
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill requires every Olympic Games residence to be converted to non-profit housing after the Games end, if the International Olympic Committee decides to hold the Olympic Games in the City of Toronto.

The Bill requires at least 25 per cent of the housing built on the Toronto waterfront, after the Bill comes into force, to be affordable housing.

The Bill requires the Minister of Finance to consider funding the construction of non-profit housing near the Toronto waterfront, in an amount equal to the price of any Crown land on the waterfront sold to a person who is not a public authority.

No order of the Minister of Municipal Affairs and Housing made under the *Planning Act* applies to the Toronto waterfront unless the order is approved by a by-law made by the council of the City of Toronto.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi exige que chaque résidence olympique soit convertie en logement sans but lucratif après les Jeux, si le Comité international olympique décide de tenir les Jeux olympiques dans la cité de Toronto.

Le projet de loi exige qu'au moins 25 pour cent des logements construits dans le secteur riverain de Toronto après son entrée en vigueur soient des logements à prix abordable.

Le projet de loi exige du ministre des Finances qu'il envisage de financer la construction de logements sans but lucratif dans le secteur riverain de Toronto. Le financement doit être égal au prix de tout bien-fonds de la Couronne situé dans le secteur riverain vendu à une personne qui n'est pas une autorité publique.

Aucun arrêté pris par le ministre des Affaires municipales et du Logement en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire* ne s'applique au secteur riverain de Toronto, à moins que le conseil de la cité de Toronto n'approuve cet arrêté par règlement municipal.

**An Act to provide
for affordable housing on the
Toronto waterfront and
on the site of the
XXIX Summer Olympics**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“affordable housing” means housing whose carrying costs are no more than 30 per cent of the monthly gross income of all members of a low income household of a size that the housing is designed to house; (“logement à prix abordable”)

“carrying costs” means, in relation to housing, the sum of the following costs associated with the housing:

1. If the housing is owned by any of its occupants, the monthly payments in respect of principal and interest for the mortgage on the housing.
2. If the housing is a condominium, the monthly operating costs paid to the condominium corporation.
3. If the housing is rented by its occupants, the monthly rent paid for the housing.
4. If the housing is in a non-profit co-operative under the *Co-operative Corporations Act*, the charges a non-profit housing co-operative charges its members.
5. If the occupants are responsible for paying utilities, the cost of utilities per month.
6. If the occupants are responsible for paying property taxes, the cost of property taxes per month; (“frais de possession”)

“low income household” means a household, each of whose member’s gross income is less than the gross income of 70 per cent of the residents of Toronto; (“ménage à faible revenu”)

**Loi assurant la création
de logements à prix abordable
dans le secteur riverain de Toronto
et sur l’emplacement des
XXIX^e Jeux olympiques d’été**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«frais de possession» S’entend, en ce qui concerne un logement, de la somme des frais suivants qui y sont associés :

1. Si le logement est la propriété de l’un de ses occupants, les versements mensuels à l’égard du principal et des intérêts de l’hypothèque sur le logement.
2. Si le logement est un condominium, les frais d’exploitation mensuels payés à l’association condominiale.
3. Si le logement est loué par ses occupants, le loyer mensuel payé pour le logement.
4. Si le logement est situé dans une coopérative de logement sans but lucratif au sens de la *Loi sur les sociétés coopératives*, les frais qu’impose la coopérative à ses membres.
5. S’ils sont à la charge des occupants, les frais mensuels liés aux services publics.
6. S’ils sont à la charge des occupants, les impôts fonciers mensuels. («carrying costs»)

«Jeux olympiques» Les XXIX^e Jeux olympiques d’été de 2008. («Olympic Games»)

«logement à prix abordable» Logement qui occasionne des frais de possession représentant au plus 30 pour cent du revenu mensuel brut de tous les membres d’un ménage à faible revenu comprenant le nombre de membres que le logement est destiné à recevoir. («affordable housing»)

«logement sans but lucratif» Logement qui a tous les attributs suivants :

“non-profit housing” means housing with all of the following attributes:

1. The housing is provided by a corporation without share capital.
2. The housing units at each site are intended to be occupied by residents with a range of incomes.
3. Approximately 50 per cent of the housing units at each site are intended to be occupied by households of low or modest income, whose housing costs are subsidized. (“logement sans but lucratif”)

“Olympic Games” means the 2008 XXIX Summer Olympic Games. (“Jeux olympiques”)

“Olympic Games residence” means a building and land associated with it, designed for residential occupation, located on the site of the Olympic Games in the City of Toronto and used in connection with the Games; (“résidence olympique”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

“Toronto waterfront” means land with prescribed boundaries in the City of Toronto, that is related to the shore of Lake Ontario, and includes,

- (a) land with prescribed boundaries commonly known as of December 1, 1999 as the West Donlands, owned by the Crown in right of Ontario, and
- (b) land with prescribed boundaries commonly known as the Port Lands. (“secteur riverain de Toronto”)

Housing on Olympic site

2. If the International Olympic Committee decides to hold the Olympic Games in the City of Toronto, within 18 months after the end of the Olympic Games, every Olympic Games residence shall be converted to non-profit housing.

Affordable waterfront housing

3. (1) At least 25 per cent of the housing built on the Toronto waterfront after this Act comes into force shall be affordable housing.

Subsidies

(2) The Minister of Finance shall consider extending public subsidies for the purpose of compliance with subsection (1).

Reinvestment in non-profit housing

4. If the Crown in right of Ontario sells Crown land that is part of the Toronto waterfront to a person who is not a public authority, the Minister of Finance shall consider funding the construction of non-profit housing on the

1. Le logement est fourni par une personne morale sans capital social.

2. Les logements à chaque emplacement sont destinés à être occupés par des résidents qui ont divers niveaux de revenu.

3. Environ 50 pour cent des logements à chaque emplacement sont destinés à être occupés par des ménages à faible ou à modeste revenu dont les frais de logement sont subventionnés. («non-profit housing»)

«ménage à faible revenu» Ménage dont chaque membre a un revenu brut inférieur au revenu brut de 70 pour cent des résidents de Toronto. («low income household»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«résidence olympique» Bâtiment et un bien-fonds qui y est associé destinés à l'occupation résidentielle, situés sur l'emplacement des Jeux olympiques dans la cité de Toronto et utilisés dans le cadre des Jeux. («Olympic Games residence»)

«secteur riverain de Toronto» Biens-fonds situés dans la cité de Toronto et dont les limites sont prescrites et qui sont liés à la rive du lac Ontario, notamment :

- a) le bien-fonds aux limites prescrites et communément connu au 1^{er} décembre 1999 sous le nom de West Donlands, dont est propriétaire la Couronne du chef de l'Ontario;
- b) le bien-fonds aux limites prescrites et communément connu sous le nom de Port Lands. («Toronto waterfront»)

2. Si le Comité international olympique décide de tenir les Jeux olympiques dans la cité de Toronto, chaque résidence olympique est convertie en logement sans but lucratif dans les 18 mois suivant la fin des Jeux olympiques.

3. (1) Au moins 25 pour cent des logements construits dans le secteur riverain de Toronto après l'entrée en vigueur de la présente loi sont des logements à prix abordable.

(2) Le ministre des Finances envisage d'accorder des subsides publics afin de se conformer au paragraphe (1).

4. Si la Couronne du chef de l'Ontario vend un bien-fonds de la Couronne qui fait partie du secteur riverain de Toronto à une personne qui n'est pas une autorité publique, le ministre des Finances envisage de financer la construc-

Logements sur l'emplacement des Jeux olympiques

Logements à prix abordable dans le secteur riverain

Subsides

Réinvestissement dans les logements sans but lucratif

	Toronto waterfront, in an amount equal to the price of the land sold.	tion de logements sans but lucratif dans le secteur riverain de Toronto et le financement est égal au prix du bien-fonds vendu.	
Compliance	5. (1) Compliance with this Act is a condition that runs with and binds all land to which this Act applies.	5. (1) Le respect de la présente loi est une condition qui grève tous les biens-fonds visés par la présente loi et qui y est rattachée.	Conformité
Court order	(2) Any person may apply to the Superior Court of Justice for an order enforcing this Act against any person who owns or occupies land to which this Act applies.	(2) Quiconque peut demander à la Cour supérieure de justice, par voie de requête, une ordonnance visant à assurer l'exécution de la présente loi contre toute personne qui est propriétaire d'un bien-fonds visé par la présente loi ou qui l'occupe.	Ordonnance du tribunal
Conflict	6. (1) If this Act, a regulation or an order made under subsection 5 (2) conflicts with the <i>Planning Act</i> , or a regulation or order made under the <i>Planning Act</i> , this Act or the regulation or order made under it prevails.	6. (1) En cas d'incompatibilité entre la présente loi, un règlement ou une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 5 (2) et la <i>Loi sur l'aménagement du territoire</i> , la présente loi, le règlement ou l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 5 (2) l'emporte.	Incompatibilité
Minister's orders	(2) No order of the Minister of Municipal Affairs and Housing made under the <i>Planning Act</i> applies to the Toronto waterfront unless the order is approved by a by-law made by the council of the City of Toronto.	(2) Aucun arrêté pris par le ministre des Affaires municipales et du Logement en vertu de la <i>Loi sur l'aménagement du territoire</i> ne s'applique au secteur riverain de Toronto, à moins que le conseil de la cité de Toronto n'approuve cet arrêté par règlement municipal.	Arrêtés du ministre
Crown bound	7. This Act binds the Crown.	7. La présente loi lie la Couronne.	La Couronne est liée
Regulations	8. The Lieutenant Governor in Council may make regulations about any matter that this Act refers to as prescribed.	8. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter de toute question mentionnée comme étant prescrite par la présente loi.	Règlements
Commencement	9. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	9. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Short title	10. The short title of this Act is the <i>Toronto Waterfront Fair Housing Act, 1999</i> .	10. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1999 sur l'équité en matière de logement dans le secteur riverain de Toronto</i> .	Titre abrégé



Document
16-01-1999

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

Bill 47

**An Act to provide for the
recognition of the long service
of mine rescue personnel**

Ms Martel

Private Member's Bill

1st Reading December 21, 1999
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

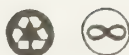
Projet de loi 47

**Loi prévoyant la reconnaissance des
longs états de service du personnel
de sauvetage dans les mines**

Mme Martel

Projet de loi de député

1^{re} lecture 21 décembre 1999
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to provide for the
recognition of the long service
of mine rescue personnel**

**Loi prévoyant la reconnaissance des
longs états de service du personnel
de sauvetage dans les mines**

The members of Ontario Mine Rescue respond when a miner is trapped or injured, or fire breaks out in a mine. These highly trained, expert personnel play a vital role in maintaining the safety of Ontario miners. It is important to recognize the many years of service given by members of Ontario Mine Rescue.

Les membres de Sauvetage Minier Ontario prennent des mesures lorsqu'un mineur est bloqué ou blessé ou qu'un incendie se déclare dans une mine. Ce personnel d'élite spécialisé joue un rôle essentiel dans le maintien de la sécurité des mineurs de l'Ontario. Il importe de reconnaître les nombreuses années de service qu'ont données les membres de Sauvetage Minier Ontario.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Long
service
awards

1. (1) The awards officer described in subsection (2) has the power to issue long service awards to persons involved in the provision of mine rescue services.

1. (1) L'agent des récompenses visé au paragraphe (2) est habilité à décerner des récompenses pour longs états de service aux personnes qui participent aux services de sauvetage dans les mines.

Récom-
penses pour
longs états
de service

Awards
officer

(2) The awards officer is the person who has the responsibilities that, on the day this Act comes into force, were assigned to the employee of the Ministry of Labour with the title Senior Mine Rescue Officer.

(2) L'agent des récompenses est la personne qui assume les responsabilités, qui, le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, relevaient de l'employé du ministère du Travail portant le titre d'agent principal des opérations de sauvetage dans les mines.

Agent des
récompenses

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

3. The short title of this Act is the *Mine Rescue Personnel Long Service Awards Act, 1999*.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1999 sur les récompenses pour longs états de service décernées au personnel de sauvetage dans les mines*.

Titre abrégé

EXPLANATORY NOTE

The Bill authorizes a person specified as the awards officer to issue long service awards to persons involved in the provision of mine rescue services.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi autorise une personne désignée en tant qu'agent des récompenses à décerner des récompenses pour longs états de service aux personnes qui participent aux services de sauvetage dans les mines.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

Bill 48

**An Act to authorize
the payment of certain amounts
for the Public Service
for the fiscal year ending
on March 31, 2000**

The Hon. E. Eves
Minister of Finance

Government Bill

1st Reading December 21, 1999
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 48

**Loi autorisant le paiement
de certaines sommes
destinées à la fonction publique
pour l'exercice se terminant
le 31 mars 2000**

L'honorable E. Eves
Ministre des Finances

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 21 décembre 1999
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to authorize
the payment of certain amounts
for the Public Service
for the fiscal year ending
on March 31, 2000**

**Loi autorisant le paiement
de certaines sommes
destinées à la fonction publique
pour l'exercice se terminant
le 31 mars 2000**

Preamble Messages from the Honourable the Lieutenant Governor of the Province of Ontario, accompanied by estimates and supplementary estimates, indicate that the amounts mentioned in the Schedule are required to pay expenses of the public service of Ontario that are not otherwise provided for, for the fiscal year ending on March 31, 2000.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Supply granted 1. (1) For the period from April 1, 1999 to March 31, 2000, amounts not exceeding a total of \$18,653,050,600 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the operating and capital expenses of the public service, as set out in the Schedule, that are not otherwise provided for.

Votes and items (2) The money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates and supplementary estimates.

Expenditures (3) An operating or capital expenditure in the votes and items of the estimates and supplementary estimates may be made by the Crown through any ministry to which, during the fiscal year ended March 31, 2000, responsibility has been given for the program or activity that includes that expenditure.

Commence-
ment 2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title 3. The short title of this Act is the *Supply Act, 1999*.

Il ressort des messages de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario, accompagnés du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire, que les sommes indiquées à l'annexe sont nécessaires pour assumer les dépenses de la fonction publique de l'Ontario auxquelles il n'est pas autrement pourvu pour l'exercice se terminant le 31 mars 2000.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le gouvernement peut, pour la période allant du 1^{er} avril 1999 au 31 mars 2000, prélever sur le Trésor des sommes ne dépassant pas au total 18 653 050 600 \$ et les affecter aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en capital de la fonction publique, indiquées à l'annexe, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

(2) Ces sommes sont affectées conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire.

(3) Une dépense de fonctionnement ou une dépense en capital figurant aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire peut être engagée par la Couronne par l'intermédiaire du ministre à qui a été confiée, pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2000, la responsabilité du programme ou de l'activité auquel s'applique la dépense.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de crédits de 1999*.

Préambule

Crédits
accordésCrédits
et postes

Dépenses

Entrée en
vigueur

Titre abrégé

SUPPLY/CRÉDITS SCHEDULE/ANNEXE

	1999-00 Estimates		1999-00 Supplementary Estimates		Total	
	<i>Budget des dépenses de 1999-2000</i>		<i>Budget des dépenses supplémentaire de 1999-2000</i>		<i>Total</i>	
	Operating <i>Fonctionnement</i>	Capital <i>Capital</i>	Operating <i>Fonctionnement</i>	Capital <i>Capital</i>		
	\$	\$	\$	\$	\$	
Agriculture, Food and Rural Affairs	114,602,400	-	-	-	114,602,400	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
Assembly, Office of the	38,620,300	-	-	-	38,620,300	Bureau de l'Assemblée législative
Attorney General	320,066,600	34,434,600	-	-	354,501,200	Procureur général
Cabinet Office	6,568,400	-	-	-	6,568,400	Bureau du Conseil des ministres
Chief Election Officer, Office of the	747,700	-	-	-	747,700	Bureau du directeur général des élections
Citizenship, Culture and Recreation	43,012,600	10,900,000	-	-	53,912,600	Affaires civiques, Culture et Loisirs
Community and Social Services	2,279,242,300	7,046,000	106,207,100	-	2,392,495,400	Services sociaux et communautaires
Consumer and Commercial Relations	34,742,000	-	-	-	34,742,000	Consommation et Commerce
Economic Development, Trade and Tourism	74,095,000	-	-	-	74,095,000	Développement économique, Commerce et Tourisme
Education and Training	4,902,272,200	681,154,000	154,271,500	-	5,737,697,700	Éducation et Formation
Energy, Science and Technology	50,040,500	14,600,000	-	-	64,640,500	Énergie, Sciences et Technologie
Environment	59,976,500	124,830,000	-	-	184,806,500	Environnement
Finance	339,481,400	5,000,000	100,000,000	-	444,481,400	Finances
Francophone Affairs, Office of	954,500	-	-	-	954,500	Office des affaires francophones
Health	6,577,378,700	368,983,800	-	-	6,946,362,500	Santé
Intergovernmental Affairs	1,339,500	-	-	-	1,339,500	Affaires intergouvernementales
Labour	43,454,900	-	-	-	43,454,900	Travail
Lieutenant Governor, Office of the	226,500	-	-	-	226,500	Bureau du lieutenant-gouverneur
Management Board Secretariat	454,331,600	7,815,000	-	-	462,146,600	Secrétariat du Conseil de gestion
Municipal Affairs and Housing	438,105,700	31,803,900	196,000,000	-	665,909,600	Affaires municipales et Logement
Native Affairs Secretariat, Ontario	4,438,700	8,000,000	-	-	12,438,700	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
Natural Resources	50,799,300	17,994,200	-	-	68,793,500	Richesses naturelles
Northern Development and Mines	25,155,400	88,093,900	-	-	113,249,300	Développement du Nord et Mines
Ombudsman Ontario	2,682,800	-	-	-	2,682,800	Ombudsman Ontario
Premier, Office of the	717,000	-	-	-	717,000	Cabinet du Premier ministre
Provincial Auditor, Office of the	3,683,100	-	-	-	3,683,100	Bureau du vérificateur provincial
Solicitor General and Correctional Services	496,544,200	82,759,000	-	-	579,303,200	Solliciteur général et Services correctionnels
Transportation	168,000,600	56,189,700	10,110,100	-	234,300,400	Transports
Women's Issues, Office Responsible for	15,577,400	-	-	-	15,577,400	Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine
Total	16,546,857,800	1,539,604,100	566,588,700	-	18,653,050,600	

X2
-356



Government
of Ontario

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

Bill 48

*(Chapter 17
Statutes of Ontario, 1999)*

**An Act to authorize
the payment of certain amounts
for the Public Service
for the fiscal year ending
on March 31, 2000**

The Hon. E. Eves
Minister of Finance

Projet de loi 48

*(Chapitre 17
Lois de l'Ontario de 1999)*

**Loi autorisant le paiement
de certaines sommes
destinées à la fonction publique
pour l'exercice se terminant
le 31 mars 2000**

L'honorable E. Eves
Ministre des Finances

1st Reading	December 21, 1999
2nd Reading	December 22, 1999
3rd Reading	December 22, 1999
Royal Assent	December 23, 1999

1 ^{re} lecture	21 décembre 1999
2 ^e lecture	22 décembre 1999
3 ^e lecture	22 décembre 1999
Sanction royale	23 décembre 1999



**An Act to authorize
the payment of certain amounts
for the Public Service
for the fiscal year ending
on March 31, 2000**

**Loi autorisant le paiement
de certaines sommes
destinées à la fonction publique
pour l'exercice se terminant
le 31 mars 2000**

Preamble	<p>Messages from the Honourable the Lieutenant Governor of the Province of Ontario, accompanied by estimates and supplementary estimates, indicate that the amounts mentioned in the Schedule are required to pay expenses of the public service of Ontario that are not otherwise provided for, for the fiscal year ending on March 31, 2000.</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p>	<p>Il ressort des messages de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario, accompagnés du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire, que les sommes indiquées à l'annexe sont nécessaires pour assumer les dépenses de la fonction publique de l'Ontario auxquelles il n'est pas autrement pourvu pour l'exercice se terminant le 31 mars 2000.</p> <p>Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :</p>	Préambule
Supply granted	<p>1. (1) For the period from April 1, 1999 to March 31, 2000, amounts not exceeding a total of \$18,653,050,600 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the operating and capital expenses of the public service, as set out in the Schedule, that are not otherwise provided for.</p>	<p>1. (1) Le gouvernement peut, pour la période allant du 1^{er} avril 1999 au 31 mars 2000, prélever sur le Trésor des sommes ne dépassant pas au total 18 653 050 600 \$ et les affecter aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en capital de la fonction publique, indiquées à l'annexe, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.</p>	Crédits accordés
Votes and items	<p>(2) The money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates and supplementary estimates.</p>	<p>(2) Ces sommes sont affectées conformément aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire.</p>	Crédits et postes
Expenditures	<p>(3) An operating or capital expenditure in the votes and items of the estimates and supplementary estimates may be made by the Crown through any ministry to which, during the fiscal year ended March 31, 2000, responsibility has been given for the program or activity that includes that expenditure.</p>	<p>(3) Une dépense de fonctionnement ou une dépense en capital figurant aux crédits et postes du budget des dépenses et du budget des dépenses supplémentaire peut être engagée par la Couronne par l'intermédiaire du ministère à qui a été confiée, pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2000, la responsabilité du programme ou de l'activité auquel s'applique la dépense.</p>	Dépenses
Commencement	<p>2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.</p>	<p>2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.</p>	Entrée en vigueur
Short title	<p>3. The short title of this Act is the <i>Supply Act, 1999</i>.</p>	<p>3. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de crédits de 1999</i>.</p>	Titre abrégé

SUPPLY/CRÉDITS SCHEDULE/ANNEXE

	1999-00 Estimates		1999-00 Supplementary Estimates		Total	
	<i>Budget des dépenses de 1999-2000</i>		<i>Budget des dépenses supplémentaire de 1999-2000</i>		<i>Total</i>	
	Operating <i>Fonctionnement</i>	Capital <i>Capital</i>	Operating <i>Fonctionnement</i>	Capital <i>Capital</i>		
	\$	\$	\$	\$	\$	
Agriculture, Food and Rural Affairs	114,602,400	-	-	-	114,602,400	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
Assembly, Office of the	38,620,300	-	-	-	38,620,300	Bureau de l'Assemblée législative
Attorney General	320,066,600	34,434,600	-	-	354,501,200	Procureur général
Cabinet Office	6,568,400	-	-	-	6,568,400	Bureau du Conseil des ministres
Chief Election Officer, Office of the	747,700	-	-	-	747,700	Bureau du directeur général des élections
Citizenship, Culture and Recreation	43,012,600	10,900,000	-	-	53,912,600	Affaires civiques, Culture et Loisirs
Community and Social Services	2,279,242,300	7,046,000	106,207,100	-	2,392,495,400	Services sociaux et communautaires
Consumer and Commercial Relations	34,742,000	-	-	-	34,742,000	Consommation et Commerce
Economic Development, Trade and Tourism	74,095,000	-	-	-	74,095,000	Développement économique, Commerce et Tourisme
Education and Training	4,902,272,200	681,154,000	154,271,500	-	5,737,697,700	Éducation et Formation
Energy, Science and Technology	50,040,500	14,600,000	-	-	64,640,500	Énergie, Sciences et Technologie
Environment	59,976,500	124,830,000	-	-	184,806,500	Environnement
Finance	339,481,400	5,000,000	100,000,000	-	444,481,400	Finances
Francophone Affairs, Office of	954,500	-	-	-	954,500	Office des affaires francophones
Health	6,577,378,700	368,983,800	-	-	6,946,362,500	Santé
Intergovernmental Affairs	1,339,500	-	-	-	1,339,500	Affaires intergouvernementales
Labour	43,454,900	-	-	-	43,454,900	Travail
Lieutenant Governor, Office of the	226,500	-	-	-	226,500	Bureau du lieutenant-gouverneur
Management Board Secretariat	454,331,600	7,815,000	-	-	462,146,600	Secrétariat du Conseil de gestion
Municipal Affairs and Housing	438,105,700	31,803,900	196,000,000	-	665,909,600	Affaires municipales et Logement
Native Affairs Secretariat, Ontario	4,438,700	8,000,000	-	-	12,438,700	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
Natural Resources	50,799,300	17,994,200	-	-	68,793,500	Richesses naturelles
Northern Development and Mines	25,155,400	88,093,900	-	-	113,249,300	Développement du Nord et Mines
Ombudsman Ontario	2,682,800	-	-	-	2,682,800	Ombudsman Ontario
Premier, Office of the	717,000	-	-	-	717,000	Cabinet du Premier ministre
Provincial Auditor, Office of the	3,683,100	-	-	-	3,683,100	Bureau du vérificateur provincial
Solicitor General and Correctional Services	496,544,200	82,759,000	-	-	579,303,200	Solliciteur général et Services correctionnels
Transportation	168,000,600	56,189,700	10,110,100	-	234,300,400	Transports
Women's Issues, Office Responsible for	15,577,400	-	-	-	15,577,400	Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine
Total	16,546,857,800	1,539,604,100	566,588,700	-	18,653,050,600	



Conservation
Palais d'Assemblée

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

Bill 49

Projet de loi 49

**An Act to adopt
an official tartan for Ontario**

**Loi visant à adopter
un tartan officiel pour l'Ontario**

Mr. Murdoch

M. Murdoch

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading December 22, 1999
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 22 décembre 1999
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill adopts a provincial tartan for Ontario.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi a pour objet d'adopter un tartan provincial pour l'Ontario.

**An Act to adopt
an official tartan for Ontario**

**Loi visant à adopter
un tartan officiel pour l'Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Provincial
tartan

1. The tartan described in the Schedule to this Act is adopted as the tartan of the Province of Ontario.

1. Le tartan décrit à l'annexe de la présente loi est adopté à titre de tartan de la province de l'Ontario.

Tartan
provincial

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

3. The short title of this Act is the *Tartan Act, 1999*.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1999 sur le tartan*.

Titre abrégé

SCHEDULE

DESCRIPTION OF THE TARTAN OF THE
PROVINCE OF ONTARIO

The tartan of the Province of Ontario consists of four blocks of colour.

The first block is called the mixed green block and consists of 129 threads disposed as follows:

Two white;
Twenty dark green;
Two red;
Twenty dark green;
Four red;
Two mid green;
Two red;
Twenty-five mid green;
Two red;
Two mid green;
Four red;
Twenty mid green;
Two red;
Twenty dark green; and
Two white.

The second block is called the forest green block and consists of 129 threads disposed as follows:

Two white;
Twenty navy blue;
Two red;
Twenty forest green;
Four red;
Two forest green;

ANNEXE

DESCRIPTION DU TARTAN
DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Le tartan de la province de l'Ontario se compose de quatre bandes de couleurs.

La première bande est désignée sous le nom de bande vert mélangé et se compose de 129 brins disposés comme suit :

Deux brins blancs, etc.
Vingt brins vert foncé
Deux brins rouges
Vingt brins vert foncé
Quatre brins rouges
Deux brins vert moyen
Deux brins rouges
Vingt-cinq brins vert moyen
Deux brins rouges
Deux brins vert moyen
Quatre brins rouges
Vingt brins vert moyen
Deux brins rouges
Vingt brins vert foncé
Deux brins blancs.

La deuxième bande est désignée sous le nom de bande vert forêt et se compose de 129 brins disposés comme suit :

Deux brins blancs, etc.
Vingt brins bleu marine
Deux brins rouges
Vingt brins vert forêt
Quatre brins rouges
Deux brins vert forêt

Two red;
 Twenty-five forest green;
 Two red;
 Two forest green;
 Four red;
 Twenty forest green;
 Two red;
 Twenty navy blue; and
 Two white.

The third block is called the mid blue block and consists of 82 threads disposed as follows:

Two mid blue;
 Four red;
 Thirty mid blue;
 Two red;
 Six white;
 Two red;
 Thirty mid blue;
 Four red; and
 Two mid blue.

The fourth block is called the navy blue block and consists of 82 threads disposed as follows:

Two navy blue;
 Four red;
 Thirty navy blue;
 Two red;
 Six white;
 Two red;
 Thirty navy blue;
 Four red; and
 Two navy blue.

The four blocks are arranged in the following pattern so that,

- (a) the mixed green block is adjacent to the forest green block in the width and to the mid blue block in the length; and
- (b) the forest green block is adjacent to the mixed green block in the width and to the navy blue block in the length.

Mixed green block	Forest green block
Mid blue block	Navy blue block

The pattern of the four blocks repeats across the entire width and length of the material.

In the tartan, the shades of green represent the forests and fields of Ontario, the red represents the First Nations of Ontario, the shades of blue represent the waters of Ontario and the white represents the sky over Ontario.

Deux brins rouges
 Vingt-cinq brins vert forêt
 Deux brins rouges
 Deux brins vert forêt
 Quatre brins rouges
 Vingt brins vert forêt
 Deux brins rouges
 Vingt brins bleu marine
 Deux brins blancs.

La troisième bande est désignée sous le nom de bande bleu moyen et se compose de 82 brins disposés comme suit :

Deux brins bleu moyen, etc.
 Quatre brins rouges
 Trente brins bleu moyen
 Deux brins rouges
 Six brins blancs
 Deux brins rouges
 Trente brins bleu moyen
 Quatre brins rouges
 Deux brins bleu moyen.

La quatrième bande est désignée sous le nom de bande bleu marine et se compose de 82 brins disposés comme suit :

Deux brins bleu marine, etc.
 Quatre brins rouges
 Trente brins bleu marine
 Deux brins rouges
 Six brins blancs
 Deux brins rouges
 Trente brins bleu marine
 Quatre brins rouges
 Deux brins bleu marine.

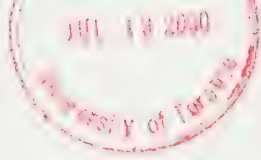
Les quatre bandes sont arrangées selon le motif suivant de sorte que :

- a) la bande vert mélangé est adjacente à la bande vert forêt sur le lé et à la bande bleu moyen sur la longueur;
- b) la bande vert forêt est adjacente à la bande vert mélangé sur le lé et à la bande bleu marine sur la longueur.

Bande vert mélangé	Bande vert forêt
Bande bleu moyen	Bande bleu marine

Le motif se répète sur tout le lé et sur toute la longueur de la pièce.

Sur le tartan, les nuances de vert représentent les forêts et les champs de l'Ontario, le rouge représente les Premières nations de l'Ontario, les nuances de bleu représentent les eaux de l'Ontario et le blanc représente le ciel de l'Ontario.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{RE} SESSION, 37^E LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 49

*(Chapter 8
Statutes of Ontario, 2000)*

**An Act to adopt
an official tartan for Ontario**

Projet de loi 49

*(Chapitre 8
Lois de l'Ontario de 2000)*

**Loi visant à adopter
un tartan officiel pour l'Ontario**

Mr. Murdoch

M. Murdoch

1st Reading	December 22, 1999
2nd Reading	May 4, 2000
3rd Reading	June 22, 2000
Royal Assent	June 23, 2000

1 ^{re} lecture	22 décembre 1999
2 ^e lecture	4 mai 2000
3 ^e lecture	22 juin 2000
Sanction royale	23 juin 2000



**An Act to adopt
an official tartan for Ontario**

**Loi visant à adopter
un tartan officiel pour l'Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Provincial
tartan

1. The tartan described in the Schedule to this Act is adopted as the tartan of the Province of Ontario.

1. Le tartan décrit à l'annexe de la présente loi est adopté à titre de tartan de la province de l'Ontario.

Tartan
provincial

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

3. The short title of this Act is the *Tartan Act, 2000*.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur le tartan*.

Titre abrégé

SCHEDULE

ANNEXE

DESCRIPTION OF THE TARTAN OF THE
PROVINCE OF ONTARIO

DESCRIPTION DU TARTAN
DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO

The tartan of the Province of Ontario consists of four blocks of colour.

Le tartan de la province de l'Ontario se compose de quatre bandes de couleurs.

The first block is called the mixed green block and consists of 129 threads disposed as follows:

La première bande est désignée sous le nom de bande vert mélangé et se compose de 129 brins disposés comme suit :

Two white;
Twenty dark green;
Two red;
Twenty dark green;
Four red;
Two mid green;
Two red;
Twenty-five mid green;
Two red;
Two mid green;
Four red;
Twenty mid green;
Two red;
Twenty dark green; and
Two white.

Deux brins blancs, etc.
Vingt brins vert foncé
Deux brins rouges
Vingt brins vert foncé
Quatre brins rouges
Deux brins vert moyen
Deux brins rouges
Vingt-cinq brins vert moyen
Deux brins rouges
Deux brins vert moyen
Quatre brins rouges
Vingt brins vert moyen
Deux brins rouges
Vingt brins vert foncé
Deux brins blancs.

The second block is called the forest green block and consists of 129 threads disposed as follows:

La deuxième bande est désignée sous le nom de bande vert forêt et se compose de 129 brins disposés comme suit :

Two white;
Twenty navy blue;
Two red;
Twenty forest green;
Four red;

Deux brins blancs, etc.
Vingt brins bleu marine
Deux brins rouges
Vingt brins vert forêt
Quatre brins rouges

Two forest green;
Two red;
Twenty-five forest green;
Two red;
Two forest green;
Four red;
Twenty forest green;
Two red;
Twenty navy blue; and
Two white.

The third block is called the mid blue block and consists of 82 threads disposed as follows:

Two mid blue;
Four red;
Thirty mid blue;
Two red;
Six white;
Two red;
Thirty mid blue;
Four red; and
Two mid blue.

The fourth block is called the navy blue block and consists of 82 threads disposed as follows:

Two navy blue;
Four red;
Thirty navy blue;
Two red;
Six white;
Two red;
Thirty navy blue;
Four red; and
Two navy blue.

The four blocks are arranged in the following pattern so that,

- (a) the mixed green block is adjacent to the forest green block in the width and to the mid blue block in the length; and
- (b) the forest green block is adjacent to the mixed green block in the width and to the navy blue block in the length.

Mixed green block	Forest green block
Mid blue block	Navy blue block

The pattern of the four blocks repeats across the entire width and length of the material.

In the tartan, the shades of green represent the forests and fields of Ontario, the red represents the First Nations of Ontario, the shades of blue represent the waters of Ontario and the white represents the sky over Ontario.

Deux brins vert forêt
Deux brins rouges
Vingt-cinq brins vert forêt
Deux brins rouges
Deux brins vert forêt
Quatre brins rouges
Vingt brins vert forêt
Deux brins rouges
Vingt brins bleu marine
Deux brins blancs.

La troisième bande est désignée sous le nom de bande bleu moyen et se compose de 82 brins disposés comme suit :

Deux brins bleu moyen, etc.
Quatre brins rouges
Trente brins bleu moyen
Deux brins rouges
Six brins blancs
Deux brins rouges
Trente brins bleu moyen
Quatre brins rouges
Deux brins bleu moyen.

La quatrième bande est désignée sous le nom de bande bleu marine et se compose de 82 brins disposés comme suit :

Deux brins bleu marine, etc.
Quatre brins rouges
Trente brins bleu marine
Deux brins rouges
Six brins blancs
Deux brins rouges
Trente brins bleu marine
Quatre brins rouges
Deux brins bleu marine.

Les quatre bandes sont arrangées selon le motif suivant de sorte que :

- a) la bande vert mélangé est adjacente à la bande vert forêt sur le lé et à la bande bleu moyen sur la longueur;
- b) la bande vert forêt est adjacente à la bande vert mélangé sur le lé et à la bande bleu marine sur la longueur.

Bande vert mélangé	Bande vert forêt
Bande bleu moyen	Bande bleu marine

Le motif se répète sur tout le lé et sur toute la longueur de la pièce.

Sur le tartan, les nuances de vert représentent les forêts et les champs de l'Ontario, le rouge représente les Premières nations de l'Ontario, les nuances de bleu représentent les eaux de l'Ontario et le blanc représente le ciel de l'Ontario.



Government
of Ontario

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
48 ELIZABETH II, 1999

Bill 50

**An Act to amend the
Municipal Act to name
Civic Holiday as Simcoe Day**

Mr. Hastings

Private Member's Bill

1st Reading December 22, 1999
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 50

**Loi modifiant la
Loi sur les municipalités en vue
de désigner le Congé civique
sous le nom de fête de Simcoe**

M. Hastings

Projet de loi de député

1^{re} lecture 22 décembre 1999
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



**An Act to amend the
Municipal Act to name
Civic Holiday as Simcoe Day**

**Loi modifiant la
Loi sur les municipalités en vue
de désigner le Congé civique
sous le nom de fête de Simcoe**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 214 of the *Municipal Act* is amended by adding the following subsection:

Simcoe Day

(8.1) If the head of the council of a local municipality proclaims the first Monday in August in any year as a civic holiday, the holiday shall be known as Simcoe Day.

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Municipal Amendment Act (Simcoe Day), 1999*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 214 de la *Loi sur les municipalités* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(8.1) Si le président du conseil de la municipalité locale proclame férié le premier lundi du mois d'août d'une année, ce jour est désigné sous le nom de fête de Simcoe.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1999 modifiant la Loi sur les municipalités (fête de Simcoe)*.

Fête de
Simcoe

Entrée en
vigueur

Titre abrégé

EXPLANATORY NOTE

Self-explanatory

NOTE EXPLICATIVE

Aucune explication n'est nécessaire.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 51

**An Act to Repeal the
Safe Streets Act, 1999 (Nouveaux
Misérables Act), 2000**

Mr. Kormos

Private Member's Bill

1st Reading April 3, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 51

**Une loi pour révoquer la Loi de 1999
sur la sécurité dans les rues (La Loi
sur les nouveaux Misérables), 2000**

M. Kormos

Projet de loi de député

1^{re} lecture 3 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Bill 51

2000

Projet de loi 51

2000

**An Act to Repeal the
Safe Streets Act**

**Une Loi pour révoquer la Loi sur la
sécurité dans les rues**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. The *Safe Streets Act, 1999* is repealed.

1. La *Loi de 1999 sur la sécurité dans les rues* est révoquée.

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

2. Cette Loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

3. The short title of this Act is the *Nouveaux Misérables Act, 2000*.

3. Le titre abrégé de cette loi est la *Loi sur les Nouveaux misérables, 2000*.

Titre abrégé

EXPLANATORY NOTE

The Bill repeals the *Safe Streets Act, 1999*. The *Safe Streets Act* is poorly conceived legislation that persecutes the poor — the *Nouveaux misérables* — while leaving charities vulnerable. The *Safe Streets Act* has endangered the future of charitable organizations by making it illegal to solicit money on streets, parking lots, transit stops or near bank machines, causing charities to lose precious fundraising opportunities or risk the safety and security of their volunteers.

NOTE EXPLICATIVE

Cette Loi révoque la *Loi de 1999 sur la sécurité dans les rues*. La *Loi sur la sécurité dans les rues* est une loi mal conçue qui persécute les pauvres, les Nouveaux misérables, tout en exposant les organismes de charité à des poursuites. La *Loi sur la sécurité dans les rues* a mis en danger l'avenir des organismes de charité en rendant illégale la sollicitation de contributions dans les rues, les stationnements, les arrêts de transport en commun et près des guichets automatiques, forçant les organismes de charité à choisir entre la perte de précieuses opportunités de collecte de fonds ou mettre en danger la sécurité de leurs bénévoles.



Copyright
Protected

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 52

Projet de loi 52

**An Act to provide for an interim
freeze in the price of certain
petroleum products**

**Loi prévoyant le gel provisoire
du prix de certains
produits pétroliers**

Mr. Bartolucci

M. Bartolucci

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 3, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 3 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill freezes the price of petroleum products at the price of those products on February 14, 1999. The freeze applies from the day the Bill comes into force and lasts for 90 days. If the Legislative Assembly is not sitting when the freeze ends, the Minister may make an order extending the freeze for another 60 days.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi gèle le prix de certains produits pétroliers aux prix en vigueur le 14 février 1999. Le gel s'applique à compter du jour de l'entrée en vigueur du projet de loi et dure 90 jours. Si l'Assemblée législative ne siège pas lorsque le gel prend fin, le ministre peut, par arrêté, le prolonger de 60 jours.

**An Act to provide for an interim
freeze in the price of certain
petroleum products**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. In this Act,

“inspector” means a person designated by the Minister in writing as an inspector for the purposes of this Act; (“inspecteur”)

“Minister” means the Minister of Consumer and Commercial Relations or such other member of the Executive Council to whom administration of this Act may be assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“petroleum product” means any liquid distilled or recovered from crude petroleum or any liquid containing a derivative from crude petroleum that is in a form appropriate as a fuel for heating or as a fuel for internal combustion engines and includes diesel fuel; (“produit pétrolier”)

“price” means the total amount paid by the purchaser in the purchase of a petroleum product, except any component of the amount paid that is referable to a duty or tax on the petroleum product imposed, levied and collected by or under any law of the Parliament of Canada; (“prix”)

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

“seller” means a person who sells or offers for sale in Ontario a petroleum product for resale, exchange, consumption or other disposition in Ontario. (“vendeur”)

2. (1) Subject to subsection (2) and the regulations, on and after the day this Act comes into force, no person shall sell or offer for sale in Ontario a petroleum product for resale, exchange, consumption or other disposition in Ontario at a price greater than,

Interpre-
tation

Petroleum
products
price freeze

**Loi prévoyant le gel provisoire du
prix de certains produits pétroliers**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

«inspecteur» Personne que le ministre désigne par écrit en cette qualité pour l'application de la présente loi. («inspector»)

«ministre» Le ministre de la Consommation et du Commerce ou l'autre membre du Conseil exécutif chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«prix» Le montant total payé par l'acheteur lors de l'achat d'un produit pétrolier, exception faite de tout élément de ce montant qui porte sur une taxe ou des droits sur le produit pétrolier imposés et perçus par une loi du Parlement du Canada ou en application d'une de ses lois. («price»)

«produit pétrolier» Tout liquide distillé ou tiré du pétrole brut ou tout liquide contenant un dérivé du pétrole brut propre à l'utilisation comme combustible de chauffage ou comme carburant pour moteur à combustion interne. La présente définition s'entend, notamment du carburant diesel. («petroleum product»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«vendeur» Personne qui vend ou met en vente en Ontario un produit pétrolier destiné à la revente, à l'échange, à la consommation ou à un autre mode de disposition en Ontario. («seller»)

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et des règlements, à compter du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, une personne ne doit pas vendre ou mettre en vente en Ontario un produit pétrolier destiné à la revente, à l'échange, à la consommation ou à un autre mode de disposition en Ontario à un prix supérieur, selon le cas :

Gel du prix

	<p>(a) the price being charged by the person in Ontario for the same grade of petroleum product at the commencement of business on February 14, 1999; or</p> <p>(b) where no price was charged by the person in Ontario for the petroleum product or any particular grade of the petroleum product, as referred to in clause (a), at such price as may be prescribed by the Lieutenant Governor in Council.</p>	<p>a) au prix qu'exigeait la personne en Ontario pour la même qualité du produit pétrolier à l'ouverture du commerce le 14 février 1999;</p> <p>b) au prix que prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil si la personne n'exigeait aucun prix en Ontario pour le produit pétrolier ou toute qualité particulière de ce produit comme le prévoit l'alinéa a).</p>	
Extension by order in council	(2) Subsection (1) does not apply after 90 days from the day this Act comes into force, but the Lieutenant Governor in Council may, if the Legislative Assembly is recessed or not in session on that date, make an order extending the date by not more than an additional 60 days.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas après 90 jours suivant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut, si l'Assemblée législative a suspendu ses séances ou qu'il n'y a pas de session en cours ce jour-là, prendre un décret reportant la date d'au plus 60 jours.	Prorogation par décret
Information	3. The Minister may require any seller of a petroleum product to provide him or her with such information as the Minister requests concerning the seller's sales of the petroleum product and the prices, taxes and duties being paid and charged for them.	3. Le ministre peut exiger de tout vendeur d'un produit pétrolier qu'il lui fournisse les renseignements sur ses ventes du produit pétrolier et les prix, taxes et droits payés et exigés pour ces ventes.	Renseignements
Inspection	4. (1) An inspector may at any reasonable time enter upon the premises of a seller to make an inspection to ensure that the provisions of this Act and the regulations are being complied with.	4. (1) Un inspecteur peut pénétrer dans les lieux d'un vendeur à toute heure raisonnable pour procéder à une inspection dans le but de s'assurer que les dispositions de la présente loi et des règlements sont observées.	Inspection
Powers on inspection	<p>(2) Upon an inspection under this section,</p> <p>(a) the inspector is entitled to free access to all books of account, cash, documents, bank accounts, vouchers, correspondence and records of the person being inspected that are relevant for the purposes of the inspection; and</p> <p>(b) the inspector may, upon giving a receipt for it, remove any material referred to in clause (a) that relates to the purpose of the inspection for the purpose of making a copy of it.</p>	<p>(2) Dans le cadre d'une inspection faite en vertu du présent article :</p> <p>a) l'inspecteur a le droit d'exiger que lui soient présentés les livres de comptes, l'argent en caisse, les documents, les relevés bancaires, les pièces justificatives, la correspondance et les dossiers de la personne qui fait l'objet de l'inspection, pourvu qu'ils soient pertinents;</p> <p>b) l'inspecteur peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, prendre toute pièce visée à l'alinéa a) qui se rattache à l'inspection afin d'en faire une copie.</p>	Pouvoirs de l'inspecteur
Prompt return of materials	(3) An inspector shall make copies under clause (2) (b) with reasonable dispatch, and shall promptly return the material.	(3) L'inspecteur tire les copies visées à l'alinéa (2) b) avec une diligence raisonnable et retourne promptement les pièces.	Prompt retour des pièces
Obstruction prohibited	(4) No person shall obstruct an inspector or withhold or destroy, conceal or refuse to furnish any information or thing required by the inspector for the purposes of an inspection.	(4) Nul ne doit entraver l'action d'un inspecteur ou cacher, détruire, dissimuler ou refuser de donner des renseignements ou des objets que l'inspecteur exige aux fins d'une inspection.	Entrave interdite
Admissibility of copies	(5) Any copy made as provided in subsection (2) and purporting to be certified by an inspector is admissible in evidence in any action, proceeding or prosecution as proof of the original in the absence of evidence to the contrary.	(5) Les copies faites conformément au paragraphe (2) et qui se présentent comme étant certifiées conformes par l'inspecteur sont admissibles en preuve dans toute action, instance ou poursuite et constituent une preuve, en l'absence de preuve contraire, de la teneur de l'original.	Admissibilité des copies

Regulations	<p>5. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) requiring sellers of petroleum products to the public to post signs or notices in such places and containing such information as is prescribed; (b) prescribing the conditions under which a price greater than the price determined under section 2 may be charged by a seller for a petroleum product; (c) requiring a seller of a petroleum product for resale or exchange to give the purchaser of the product such information as may be prescribed respecting the tax components of the total amount paid by the purchaser. 	<p>5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) exiger des vendeurs qui vendent des produits pétroliers au public qu'ils affichent aux endroits prescrits des écriteaux ou des avis comportant les renseignements prescrits; b) prescrire les conditions auxquelles un vendeur peut exiger pour un produit pétrolier un prix supérieur au prix déterminé aux termes de l'article 2; c) exiger du vendeur d'un produit pétrolier destiné à la revente ou à l'échange qu'il donne à l'acheteur du produit les renseignements prescrits à l'égard des éléments constitutifs des taxes du montant total qu'a payé l'acheteur. 	Règlements
Offences	<p>6. (1) Every person commits an offence who,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) knowingly furnishes false information in any statement or return required to be furnished under this Act; (b) contravenes any provision of this Act or the regulations; or (c) refuses to comply with a request of the Minister under section 3. 	<p>6. (1) Commet une infraction quiconque, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) fournit sciemment de faux renseignements dans toute déclaration ou tout rapport devant être présentés aux termes de la présente loi; b) contrevient à toute disposition de la présente loi ou des règlements; c) refuse de satisfaire à une demande que fait le ministre en vertu de l'article 3. 	Infractions
Penalty for individuals	<p>(2) An individual who is guilty of offence under subsection (1) is liable on conviction to a fine of not more than \$2,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.</p>	<p>(2) Le particulier coupable d'une infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 2 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou d'une seule de ces peines.</p>	Peines, particuliers
Penalty for corporations	<p>(3) A corporation that is guilty of offence under subsection (1) is liable on conviction to a fine of not more than \$25,000.</p>	<p>(3) La personne morale coupable d'une infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$.</p>	Peines, personnes morales
Penalty for officers and directors	<p>(4) Where a corporation is guilty of an offence under subsection (1) every director or officer of the corporation who authorizes, permits or acquiesces in the offence is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both.</p>	<p>(4) Si une personne morale est coupable d'une infraction visée au paragraphe (1), tout administrateur ou dirigeant de cette personne morale qui autorise ou tolère cette infraction ou y acquiesce est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 5 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou d'une seule de ces peines.</p>	Peines, dirigeants et administrateurs
Commencement	<p>7. This Act comes into force ten days after it receives Royal Assent.</p>	<p>7. La présente loi entre en vigueur 10 jours après le jour où elle reçoit la sanction royale.</p>	Entrée en vigueur
Short title	<p>8. The short title of this Act is the <i>Petroleum Products Price Freeze Act, 2000</i>.</p>	<p>8. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 2000 sur le gel du prix de certains produits pétroliers</i>.</p>	Titre abrégé



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 53

Projet de loi 53

**An Act to provide for the accreditation
of care homes, to protect the rights
of tenants and to amend the
Tenant Protection Act, 1997**

**Loi prévoyant l'agrément de maisons
de soins, protégeant les droits des
locataires et modifiant la Loi de 1997
sur la protection des locataires**

Mrs. McLeod

Mme. McLeod

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 3, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 3 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



The Bill defines a care home to be a residential complex that is occupied or intended to be occupied by persons for the purpose of receiving care services, whether or not receiving the services is the primary purpose of the occupancy.

Part I of the Bill establishes rights of tenants of care homes. Part II of the Bill establishes care home operating requirements. Part III of the Bill establishes the Care Home Review Board. Under Part IV, the Board may authorize one or more corporations or associations to be accreditation bodies, that may inspect and accredit care homes.

The Bill does not require care homes to be accredited. However, no body which receives more than 50 per cent of its funding from the government may recommend to a person that he or she reside in a care home, or assist a person to reside in a care home, if the home is not accredited under the Bill, or if its accreditation has been suspended.

The Board must respond to complaints by or on behalf of tenants. It may investigate the operation of a care home whether or not it receives a complaint, and may order a care home to comply with the Act. It may suspend or revoke the accreditation of a care home if the care home does not comply with the order. It also must publish a registry of accredited and unaccredited care homes, and submit an annual report to the Minister, who must table it in the Legislature.

Clause 99 (1) (b) of the *Tenant Protection Act, 1997* currently permits a landlord of a care home to apply to the Ontario Rental Housing Tribunal for an order transferring a tenant out of a care home if the tenant requires a level of care that the landlord is not able to provide. The Bill replaces this clause with one that adds the condition that a Community Care Access Centre is not able to provide or arrange the necessary level of care to be provided to the tenant.

The Bill also amends subsection 99 (2) of the *Tenant Protection Act, 1997*. The amendment creates an additional requirement that a Community Care Access Centre has been asked to arrange appropriate care in the current premises and appropriate alternative accommodation for the tenant, before the Tribunal may make an order transferring a tenant out of a care home under clause 99 (1) (b).

Le projet de loi définit une maison de soins comme un ensemble d'habitation qui est occupé ou destiné à être occupé pour y recevoir des services en matière de soins, que l'obtention de ces services soit le but premier de l'occupation des lieux ou non.

La partie I du projet de loi énonce les droits des locataires des maisons de soins. La partie II du projet de loi énonce les exigences liées à l'exploitation des maisons de soins. La partie III du projet de loi crée la Commission de révision des maisons de soins. En vertu de la partie IV, la Commission peut autoriser une ou plusieurs personnes morales ou associations à devenir des organismes d'agrément qui peuvent inspecter et agréer des maisons de soins.

Le projet de loi n'exige pas l'agrément des maisons de soins. Cependant, un organisme qui reçoit plus de 50 pour cent de ses fonds du gouvernement ne doit pas recommander à une personne de résider dans une maison de soins ou aider une personne à le faire si la maison n'est pas agréée aux termes du projet de loi ou si son agrément a été suspendu.

La Commission doit donner suite aux plaintes présentées par les locataires ou en leur nom. Elle peut enquêter sur l'exploitation d'une maison de soins, qu'elle reçoive une plainte ou non, et peut ordonner à une maison de soins de se conformer à la Loi. La Commission peut suspendre ou révoquer l'agrément d'une maison de soins qui ne se conforme pas à l'ordonnance. Elle doit également publier un registre des maisons de soins agréées et non agréées et présenter un rapport annuel au ministre, qui doit le déposer devant l'Assemblée.

L'alinéa 99 (1) b) de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires* permet actuellement au locateur d'une maison de soins de demander par requête au Tribunal du logement de l'Ontario de rendre une ordonnance de transfert d'un locataire hors d'une maison de soins si celui-ci a besoin d'un niveau de soins que le locateur ne peut fournir. Le projet de loi remplace cet alinéa par un alinéa qui ajoute comme condition qu'un centre d'accès aux soins communautaires ne peut fournir au locataire le niveau de soins nécessaire ou prendre des mesures pour le lui fournir.

Le projet de loi modifie en outre le paragraphe 99 (2) de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*. La modification crée une exigence supplémentaire selon laquelle le Tribunal ne peut rendre une ordonnance de transfert d'un locataire hors d'une maison de soins en vertu de l'alinéa 99 (1) b) que s'il a été demandé à un centre d'accès aux soins communautaires de prendre des mesures pour que soient fournis au locataire les soins appropriés dans le logement actuel et un autre logement approprié.

**An Act to provide for the
accreditation of care homes, to protect
the rights of tenants and to amend the
Tenant Protection Act, 1997**

CONTENTS

1. Definitions
2. Application

**PART I
TENANTS' RIGHTS**

3. Tenant's rights
4. Safety
5. Dignity
6. Capacity presumed
7. Treatment
8. No restraints
9. Compelled work
10. Access to advocates
11. Communication
12. Dress
13. Information
14. Privacy

**PART II
CARE HOME OPERATING
REQUIREMENTS**

15. Operating requirements
16. Odours
17. Washrooms
18. Meals
19. Conjugal areas
20. Staff
21. Contracts

**PART III
CARE HOME REVIEW BOARD**

22. Care Home Review Board

**PART IV
ACCREDITATION**

23. Accreditation bodies
24. Accreditation to be given
25. Information
26. Grounds for refusal
27. Revocation and refusal to renew
28. Notice of proposal to revoke or refuse to renew
29. Appeal to court
30. Referrals

**Loi prévoyant l'agrément de maisons
de soins, protégeant les droits des
locataires et modifiant la Loi de 1997
sur la protection des locataires**

SOMMAIRE

1. Définitions
2. Champ d'application

**PARTIE I
DROITS DES LOCATAIRES**

3. Droits des locataires
4. Sécurité
5. Dignité
6. Capacité présumée
7. Traitement
8. Aucune contrainte
9. Travail obligatoire
10. Accès à des représentants
11. Communication
12. Habillement
13. Renseignements
14. Droit à la vie privée

**PARTIE II
EXIGENCES LIÉES À L'EXPLOITATION
DES MAISONS DE SOINS**

15. Exigences liées à l'exploitation
16. Odeurs
17. Salles de toilette
18. Repas
19. Aires réservées aux visites conjugales
20. Personnel
21. Contrats

**PARTIE III
COMMISSION DE RÉVISION DES
MAISONS DE SOINS**

22. Commission de révision des maisons de soins

**PARTIE IV
AGRÈMENT**

23. Organismes d'agrément
24. Agrément
25. Renseignements
26. Motifs de refus
27. Révocation et refus de renouvellement
28. Avis d'intention de révoquer ou de refuser de renouveler
29. Appel devant le tribunal
30. Renvois

PART V ENFORCEMENT

- 31. Deemed contract
- 32. Complaint
- 33. Inspection
- 34. Warrant
- 35. No retaliation for disclosure
- 36. Reporting of harm to tenant
- 37. Offence

PART VI GENERAL

- 38. Community care access
- 39. Duty of owners and operators
- 40. Protection of personal liability
- 41. Regulations
- 42. *Tenant Protection Act, 1997*
- 43. Commencement
- 44. Short title

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. (1) In this Act,

“accrediting body” means a corporation or association authorized by the Board under Part IV of this Act to accredit care homes; (“organisme d’agrément”)

“Board” means the Care Home Review Board established under Part III; (“Commission”)

“care home” means a residential complex that is occupied or intended to be occupied by persons for the purpose of receiving care services, whether or not receiving the services is the primary purpose of the occupancy; (“maison de soins”)

“Director” means the Director employed under subsection 22 (6); (“directeur”)

“inspector” means a person authorized by the Board under subsection 23 (2) to be an inspector for the purposes of this Act; (“inspecteur”)

“Minister” means the member of the Executive Council to whom the administration of this Act is assigned by the Lieutenant Governor in Council; (“ministre”)

“prescribed” means prescribed by the regulations made under this Act; (“prescrit”)

“registry” means the registry set out in subsection 25 (3); (“registre”)

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

PARTIE V EXÉCUTION

- 31. Contrat réputé conclu
- 32. Plainte
- 33. Inspection
- 34. Mandat
- 35. Représailles interdites
- 36. Obligation de signaler un préjudice subi par un locataire
- 37. Infraction

PARTIE VI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 38. Accès aux soins communautaires
- 39. Devoir des propriétaires et des exploitants
- 40. Immunité
- 41. Règlements
- 42. *Loi de 1997 sur la protection des locataires*
- 43. Entrée en vigueur
- 44. Titre abrégé

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

Définitions

«Commission» La Commission de révision des maisons de soins créée aux termes de la partie III. («Board»)

«directeur» Le directeur employé aux termes du paragraphe 22 (6). («Director»)

«inspecteur» Personne que la Commission autorise, en vertu du paragraphe 23 (2), à être un inspecteur pour l’application de la présente loi. («inspector»)

«locataire» Personne qui réside dans une maison de soins. («tenant»)

«maison de soins» Ensemble d’habitation qui est occupé ou destiné à être occupé pour y recevoir des services en matière de soins, que l’obtention de ces services soit le but premier de l’occupation des lieux ou non. («care home»)

«ministre» Le membre du Conseil exécutif que le lieutenant-gouverneur en conseil charge de l’application de la présente loi. («Minister»)

«organisme d’agrément» Personne morale ou association que la Commission autorise, en vertu de la partie IV de la présente loi, à agréer des maisons de soins. («accrediting body»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

“tenant” means a person who resides in a care home. (“locataire”)

«registre» Le registre établi aux termes du paragraphe 25 (3). («registry»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

Deemed Tenant (2) The tenant of a care home to which this Act applies shall be deemed to be a tenant for the purpose of the *Tenant Protection Act, 1997*.

(2) Le locataire d’une maison de soins visée par la présente loi est réputé un locataire pour l’application de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*.

Locataire réputé

Application 2. This Act does not apply to a care home, or part of a care home, that is subject to one or more of the following Acts:

2. La présente loi ne s’applique pas aux maisons de soins, ou parties de maisons de soins, qui sont assujetties à une ou plusieurs des lois suivantes :

Champ d’application

1. The *Charitable Institutions Act*.
2. The *Child and Family Services Act*.
3. The *Homes for Retarded Persons Act*.
4. The *Homes for Special Care Act*.
5. The *Homes for the Aged and Rest Homes Act*.
6. The *Mental Hospitals Act*.
7. The *Private Hospitals Act*.
8. The *Public Hospitals Act*.

1. La *Loi sur les établissements de bienfaisance*.
2. La *Loi sur les services à l’enfance et à la famille*.
3. La *Loi sur les foyers pour déficients mentaux*.
4. La *Loi sur les foyers de soins spéciaux*.
5. La *Loi sur les foyers pour personnes âgées et les maisons de repos*.
6. La *Loi sur les hôpitaux psychiatriques*.
7. La *Loi sur les hôpitaux privés*.
8. La *Loi sur les hôpitaux publics*.

PART I TENANTS’ RIGHTS

PARTIE I DROITS DES LOCATAIRES

Tenant’s rights 3. (1) The tenant of a care home to which this Act applies has the rights set out in this Part and such other rights as may be prescribed, in addition to his or her rights as a tenant under the *Tenant Protection Act, 1997*.

3. (1) Le locataire d’une maison de soins visée par la présente loi a les droits énoncés à la présente partie et les autres droits prescrits en plus de ses droits en tant que locataire aux termes de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*.

Droits du locataire

Duty to ensure rights (2) A care home shall ensure that the rights set out in this Part and such other rights as may be prescribed are respected and promoted.

(2) La maison de soins veille au respect et à la promotion des droits énoncés à la présente partie et des autres droits prescrits.

Obligation liée aux droits

Exception (3) Subsections (1) and (2) do not apply to the extent that the authority of a tenant to exercise a particular right has been restricted in accordance with law.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s’appliquent pas dans la mesure où le pouvoir d’un locataire d’exercer un droit particulier a été restreint conformément à la loi.

Exception

Rights to be posted (4) A care home shall ensure that the rights set out in this part are posted in a common area in the care home, in a manner which is legible to the tenants.

(4) La maison de soins veille à ce que les droits énoncés à la présente partie soient affichés dans une aire commune de la maison de soins de façon que les locataires puissent facilement les lire.

Affichage des droits

Rights not limited (5) The fact that a person is a tenant in a care home does not limit the person’s rights under any other law.

(5) Le fait qu’une personne soit locataire d’une maison de soins n’a pas pour effet de limiter ses droits aux termes de toute autre loi.

Droits non limités

Safety 4. A tenant has the right to a safe, secure and clean living environment and to be free from physical, verbal, emotional and sexual abuse.

4. Le locataire a le droit de vivre dans un milieu sûr et propre et de ne subir aucun mauvais traitement d’ordre physique, verbal, affectif ou sexuel.

Sécurité

Dignity 5. A tenant has the right,

5. Le locataire a le droit :

Dignité

	<ul style="list-style-type: none"> (a) to be treated with respect for his or her basic human dignity; (b) to be addressed by name and in language that is not patronizing; and (c) to be free from searches of his or her person, personal property or space in a care home. 	<ul style="list-style-type: none"> a) d'être traité avec le respect que demande la simple dignité humaine; b) qu'on s'adresse à lui par son nom et dans un langage non condescendant; c) de ne subir aucune fouille de sa personne, de perquisition de ses biens personnels ou des locaux qu'il occupe dans la maison de soins. 	
Capacity presumed	6. A tenant has the right to be presumed to be mentally capable of making decisions in all areas of decision making, unless it is determined in accordance with the law that he or she is incapable.	6. Le locataire a le droit d'être présumé mentalement capable de prendre des décisions dans tous les domaines, à moins qu'il ne soit jugé incapable conformément à la loi.	Capacité présumée
Treatment	7. (1) A tenant has the right to accept or refuse treatment without pressure or coercion unless, <ul style="list-style-type: none"> (a) the tenant is determined to be incapable of consenting to or refusing treatment in accordance with the law and an authorized substitute consents to the treatment; or (b) the law authorizes the treatment to be administered to the tenant without consent. 	7. (1) Le locataire a le droit d'accepter ou de refuser un traitement sans subir de pression ou de coercition sauf, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) si le locataire est jugé incapable de consentir au traitement ou de le refuser conformément à la loi et qu'un mandataire autorisé consent à celui-ci; b) si la loi permet d'administrer le traitement au locataire sans son consentement. 	Traitement
Self-administered treatment	(2) A tenant who has the right to accept or refuse treatment has the right to self-administer the treatment and to take less of a treatment than is recommended by a health professional.	(2) Le locataire qui a le droit d'accepter ou de refuser un traitement a le droit de se l'administrer lui-même et de subir un traitement moindre que celui que recommande un professionnel de la santé.	Traitement auto-administré
Administration of treatment	(3) A tenant has the right to receive treatment from a person competent to administer the treatment, in accordance with the instructions of the physician or other health professional recommending the treatment.	(3) Le locataire a le droit de recevoir un traitement d'une personne compétente en la matière conformément aux instructions d'un médecin ou d'un autre professionnel de la santé qui le recommande.	Administration du traitement
No restraints	8. A tenant has the right to be free from detention, seclusion, restraint or punishment in a care home including, without limiting the generality of the foregoing, the right to be free from, <ul style="list-style-type: none"> (a) confinement in an enclosed space that he or she is not permitted to leave; (b) tying or binding of any part of the tenant's body which he or she cannot remove; (c) administration of any substance to the tenant for the purpose of asserting control over him or her; (d) any act or omission intended to cause discomfort to the tenant as a consequence of his or her act or omission. 	8. Le locataire a le droit de ne pas subir de détention, d'isolement, de contrainte ou de punition dans la maison de soins, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a) un confinement dans un local fermé qu'il n'est pas autorisé à quitter; b) le fait de lier une partie quelconque de son corps de telle sorte qu'il ne puisse se détacher; c) l'administration d'une substance qui permettre de le maîtriser; d) tout acte ou toute omission visant à l'incommoder par suite d'un acte qu'il a commis ou d'une omission qu'il a faite. 	Aucune contrainte
Compelled work	9. A tenant has the right not to be required to do work for or on behalf of a care home.	9. Le locataire a le droit de ne pas être tenu de travailler pour une maison de soins ou en son nom.	Travail obligatoire

Access to advocates	10. (1) A tenant has the right to meet at any time, inside or outside of a care home, with an advocate who is independent of the care home or with a lawyer, and to have confidential communications with that person.	10. (1) Le locataire a le droit de rencontrer en tout temps, à l'intérieur ou à l'extérieur de la maison de soins, un représentant qui n'a aucun lien avec la maison de soins ou un avocat et de communiquer de manière confidentielle avec lui.	Accès à des représentants
Access to services	(2) A tenant has the right to have access to community support services and to choose from whom to buy goods and services.	(2) Le locataire a le droit d'avoir accès aux services de soutien communautaire, et de choisir de qui il achètera des biens et des services.	Accès aux services
Communication	11. (1) A tenant has the right to communicate by telephone, mail or other means without interception of, or interference with, the communication.	11. (1) Le locataire a le droit de communiquer avec quelqu'un, notamment par téléphone ou par courrier, sans interception ni ingérence.	Communication
No interference	(2) A tenant has the right to be free from interception of, or interference with, information distributed by print, television, radio, the Internet, or other method of distribution.	(2) Le locataire a le droit de ne subir aucune interception ou ingérence en ce qui a trait aux renseignements qui sont diffusés, notamment par écrit, par la télévision, par la radio ou par l'Internet.	Ingérence interdite
Dress	12. A tenant has the right to dress as he or she wishes, as long as it does not offend against public decency.	12. Le locataire a le droit de s'habiller à sa guise, tant qu'il ne porte pas atteinte à la décence publique.	Habillement
Information	13. A tenant has the right,	13. Le locataire a le droit de faire ce qui suit :	Renseignements
	(a) to know the name, business address and business phone number of each owner and operator of a care home in which the tenant resides;	a) obtenir les nom, adresse d'affaires et numéro de téléphone d'affaires de chaque propriétaire et exploitant de la maison de soins où il réside;	
	(b) to inspect and have a copy of all records maintained by the care home containing his or her personal information;	b) examiner tous les dossiers contenant des renseignements personnels à son sujet que tient la maison de soins et en obtenir une copie;	
	(c) to request that any record maintained by the care home containing his or her personal information be corrected;	c) demander que soit corrigé tout dossier contenant des renseignements personnels à son sujet que tient la maison de soins;	
	(d) to require that the care home add to a record maintained by the care home containing his or her personal information a statement of disagreement provided by the tenant if the record is not corrected under clause (c); and	d) exiger que la maison de soins ajoute à un dossier contenant des renseignements personnels à son sujet qu'elle tient une déclaration de désaccord qu'il lui a remis si le dossier n'est pas corrigé aux termes de l'alinéa c);	
	(e) to designate another person to receive, on his or her behalf, information described in clauses (a) and (b).	e) désigner une autre personne pour recevoir en son nom les renseignements visés aux alinéas a) et b).	
Privacy	14. (1) Subject to section 94 of the <i>Tenant Protection Act, 1997</i> , a tenant has the right to privacy.	14. (1) Sous réserve de l'article 94 de la <i>Loi de 1997 sur la protection des locataires</i> , le locataire a droit à sa vie privée.	Droit à la vie privée
Confidentiality	(2) A tenant has a right to the confidentiality of his or her personal information in the custody of, or under the control of, a care home unless he or she agrees in writing that specified personal information may be disclosed.	(2) Le locataire a droit au respect du caractère confidentiel des renseignements personnels à son sujet dont la maison de soins a la garde ou le contrôle, à moins qu'il ne consente par écrit à la divulgation de renseignements personnels particuliers.	Caractère confidentiel

PART II CARE HOME OPERATING REQUIREMENTS

Operating requirements	15. (1) A care home shall ensure that requirements set out in this Part and such other requirements as may be prescribed are met.
Complaints	(2) A tenant may make a complaint under section 32 that a care home has not met one or more of the requirements set out in this Part.
Odours	16. A care home must be clean and free of offensive odours.
Washrooms	17. Each tenant must have access to a washroom and a room for bathing that can be locked from the inside.
Meals	<p>18. If a care home contracts to provide both room and board, it shall provide each tenant with meals,</p> <p>(a) that conform to the guidelines set out in the most recent revision of the Canada Food Guide;</p> <p>(b) that accommodate the tenant's specific dietary needs and restrictions required for health or religious reasons; and</p> <p>(c) that are served or made available to the tenant at appropriate times, having regard to the effect of work, treatment or other commitments on his or her schedule.</p>
Conjugal areas	19. A care home shall provide a place in which a tenant who does not occupy a private room may have a private conjugal visit with another tenant or a visitor.
Staff	20. A care home shall have sufficient staff to ensure that it can meet its obligations under this Act, and its contractual obligations to provide care to each tenant.
Contracts	<p>21. (1) A care home shall ensure that a contract to provide its services to a tenant is in writing and includes the following:</p> <p>1. A detailed list of the services that the care home agrees to provide to the tenant.</p> <p>2. A detailed list of the cost of residing in the care home and receiving services.</p> <p>3. A detailed list of the rights of a tenant under this Act.</p>

PARTIE II EXIGENCES LIÉES À L'EXPLOITATION DES MAISONS DE SOINS

	15. (1) La maison de soins veille à ce qu'il soit satisfait aux exigences énoncées à la présente partie et aux autres exigences prescrites.	Exigences liées à l'exploitation
	(2) Un locataire peut présenter une plainte en vertu de l'article 32 selon laquelle la maison de soins n'a pas satisfait à une ou à plusieurs exigences énoncées à la présente partie.	Plaintes
	16. La maison de soins doit être propre et sans odeur répugnante.	Odeurs
	17. Chaque locataire doit avoir accès à une salle de toilette et à une salle de bain qui peuvent se verrouiller de l'intérieur.	Salles de toilette
	<p>18. Si la maison de soins s'engage par contrat à fournir le gîte et le couvert, elle fournit à chaque locataire des repas qui réunissent les conditions suivantes :</p> <p>a) ils respectent les lignes directrices énoncées dans la plus récente édition du Guide alimentaire canadien;</p> <p>b) ils répondent aux besoins et aux restrictions alimentaires particuliers du locataire qui s'imposent pour des raisons de santé ou de religion;</p> <p>c) ils sont servis ou fournis au locataire aux moments opportuns, compte tenu des exigences de son travail, de ses traitements ou de ses autres activités.</p>	Repas
	19. La maison de soins fournit un endroit où un locataire qui n'occupe pas une chambre individuelle peut avoir une visite conjugale privée avec un autre locataire ou un visiteur.	Aires réservées aux visites conjugales
	20. La maison de soins dispose d'un personnel suffisant pour pouvoir respecter ses obligations aux termes de la présente loi et ses obligations contractuelles de fournir des soins à chaque locataire.	Personnel
	<p>21. (1) La maison de soins veille à ce qu'un contrat de fourniture de ses services à un locataire soit sous forme écrite et comprenne ce qui suit :</p> <p>1. Une liste détaillée des services que la maison de soins consent à fournir au locataire.</p> <p>2. Une liste détaillée des coûts liés au fait de résider dans la maison de soins et de recevoir des services.</p> <p>3. Une liste détaillée des droits du locataire en vertu de la présente loi.</p>	Contrats

Rights in prescribed form	(2) The list of rights referred to in paragraph 3 of subsection (1) shall be in the prescribed form, if a form is prescribed.	(2) La liste des droits visée à la disposition 3 du paragraphe (1) est rédigée selon la formule prescrite, le cas échéant.	Droits rédigés selon la formule prescrite
Contract not enforceable	(3) An obligation in contract to pay a care home for the cost of residing in the care home and receiving services is not enforceable if the care home does not comply with subsection (1) or (2).	(3) Une obligation contractuelle de payer à une maison de soins les coûts liés au fait d'y résider et de recevoir des services n'est pas exécutoire si la maison de soins ne se conforme pas au paragraphe (1) ou (2).	Contrat non exécutoire

PART III CARE HOME REVIEW BOARD

Care Home Review Board	22. (1) A board to be known as the Care Home Review Board in English and Commission de révision des maisons de soins in French is hereby established.
Members	(2) The Board shall be composed of not fewer than three and not more than seven members who shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council, one of whom shall be appointed as chair.
Representation	(3) A majority of members of the Board shall be appointed from the following groups: <ol style="list-style-type: none"> 1. Current and former care home tenants. 2. Relatives and friends of current and former care home tenants. 3. Advocates for the rights of care home tenants.
Quorum	(4) A majority of the members of the Board constitute a quorum and is sufficient for the exercise of all the jurisdiction and powers of the Board.
Powers	(5) The Board is a body corporate without share capital and has the powers of a natural person for the purpose of carrying out its functions under this Act.
Employees	(6) The Board shall employ a Director, one or more inspectors and such other officers and staff as are from time to time required for its purposes.

PART IV ACCREDITATION

Accreditation bodies	23. (1) The Board may authorize one or more corporations or associations to be accreditation bodies under this Part, with respect to care homes in an area or class determined by the Board.
Inspectors	(2) The Board may authorize a person who works for the Board or for an accreditation body to be an inspector for the purposes of this Act.

PARTIE III COMMISSION DE RÉVISION DES MAISONS DE SOINS

Commission de révision des maisons de soins	22. (1) Est créée une commission appelée Commission de révision des maisons de soins en français et Care Home Review Board en anglais.
Membres	(2) La Commission se compose de trois à sept membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil, dont l'un à la présidence.
Représentation	(3) La majorité des membres de la Commission sont nommés au sein des groupes suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. Les locataires actuels et anciens de maisons de soins. 2. Les parents et amis des locataires actuels et anciens de maisons de soins. 3. Les défenseurs des droits des locataires de maisons de soins.
Quorum	(4) La majorité des membres de la Commission constitue le quorum et peut pleinement en exercer la compétence et les pouvoirs.
Pouvoirs	(5) La Commission est une personne morale sans capital-actions dotée des pouvoirs d'une personne physique aux fins de l'exercice des fonctions que lui attribue la présente loi.
Employés	(6) La Commission emploie un directeur, un ou plusieurs inspecteurs ainsi que les autres dirigeants et le personnel dont elle a besoin à ses fins.

PARTIE IV AGRÈMENT

Organismes d'agrément	23. (1) La Commission peut autoriser une ou plusieurs personnes morales ou associations à être des organismes d'agrément pour l'application de la présente partie en ce qui concerne les maisons de soins d'une région ou d'une catégorie déterminée par la Commission.
Inspecteurs	(2) La Commission peut autoriser une personne qui travaille pour elle ou pour un organisme d'agrément à être un inspecteur pour l'application de la présente loi.

Accredita- tion effective	(3) Subject to subsection (4), the accreditation of a care home is effective until one of the following occurs:	(3) Sous réserve du paragraphe (4), l'agrément d'une maison de soins est en vigueur jusqu'à ce que l'une ou l'autre des éventualités suivantes se produise :	Durée de l'agrément
	<ol style="list-style-type: none"> 1. The care home surrenders its accreditation. 2. The accreditation of the care home is revoked under this Act. 3. The ownership of the care home changes, including a change in the ownership of the majority of the shares of a corporation that owns the care home. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La maison de soins renonce à son agrément. 2. L'agrément de la maison de soins est révoqué aux termes de la présente loi. 3. La maison de soins change de propriétaire, y compris dans les cas où la majorité des actions d'une personne morale à qui elle appartient sont acquises par quelqu'un d'autre. 	
Expiration of accreditation	(4) The Board may direct that the accreditation of a care home or class of care homes expires after a period of time determined by the Board, subject to renewal.	(4) La Commission peut ordonner que l'agrément d'une maison de soins ou d'une catégorie de maisons de soins expire après la période qu'elle fixe, sous réserve d'un renouvellement.	Expiration de l'agrément
Accredita- tion not ended	(5) The accreditation of a care home does not end just because the body that accredited the care home is no longer authorized to accredit care homes.	(5) L'agrément d'une maison de soins ne prend pas fin pour la seule raison que l'organisme qui l'a agréée n'est plus autorisé à agréer des maisons de soins.	Maintien de l'agrément
Transfer of authority	(6) If an accreditation body ceases to be authorized to accredit care homes, the Board may direct another accreditation body to assume authority for all matters under this Act that the previous body had authority to deal with at the time it ceased to be authorized, subject to conditions, if any, imposed by the Board.	(6) Si un organisme d'agrément cesse d'être autorisé à agréer des maisons de soins, la Commission peut ordonner à un autre organisme d'agrément de prendre en charge toutes les questions visées par la présente loi que l'ancien organisme avait le pouvoir de traiter lorsqu'il a cessé d'être autorisé, sous réserve des conditions imposées par la Commission, le cas échéant.	Transfert des pouvoirs
Accredita- tion to be given	<p>24. (1) An accreditation body shall accredit a care home, or renew the accreditation of a care home that has expired if it is satisfied that the care home,</p> <ol style="list-style-type: none"> (a) will ensure that the rights of tenants established under this Act are fully respected and promoted; (b) will operate to the standards established by the accreditation body; and (c) will meet any other requirements of this Act. 	<p>24. (1) Un organisme d'agrément agréé une maison de soins ou renouvelle son agrément expiré s'il est convaincu qu'elle réunit les conditions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) elle veillera au plein respect et à la promotion des droits des locataires énoncés aux termes de la présente loi; b) elle sera exploitée conformément aux normes établies par l'organisme d'agrément; c) elle satisfera à toute autre exigence de la présente loi. 	Agrement
Accredita- tion is specific	(2) The accreditation of a care home applies only to the premises described in it, and only to the persons described in it as owners and as operators.	(2) L'agrément d'une maison de soins ne s'applique qu'aux locaux qui y sont décrits et qu'aux personnes qui y sont indiquées comme propriétaires et comme exploitants.	Agrement particulier
Information	<p>25. (1) A care home shall inform the municipality in which it is located of the care home's name, address and telephone number,</p> <ol style="list-style-type: none"> (a) when the care home begins operation; and (b) when any of this information changes. 	<p>25. (1) La maison de soins communique ses nom, adresse et numéro de téléphone à la municipalité dans laquelle elle est située :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) lorsqu'elle commence ses activités; b) lorsque les renseignements en question changent. 	Renseignements

Notice to Board	<p>(2) A care home shall inform the Board of the care home's name, address and telephone number,</p> <p>(a) when the care home begins operation; and</p> <p>(b) when any of this information changes.</p>	<p>(2) La maison de soins communique ses nom, adresse et numéro de téléphone à la Commission :</p> <p>a) lorsqu'elle commence ses activités;</p> <p>b) lorsque les renseignements en question changent.</p>	Avis à la Commission
Registry	<p>(3) After 180 days from the day that this Act comes into force, the Board shall publish a registry containing the following information with respect to each care home at least once per year, or at more frequent prescribed times:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The name, address and telephone number of the care home. 2. A summary of any order made under section 32 which a care home has not complied with. 3. Whether the care home is accredited under this Act. 	<p>(3) La Commission publie, 180 jours après le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi et, par la suite, au moins une fois par an ou aux intervalles plus courts prescrits, un registre contenant les renseignements suivants sur chaque maison de soins :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les nom, adresse et numéro de téléphone de la maison de soins. 2. Un résumé des ordres ou ordonnances visés à l'article 32 auxquels une maison de soins ne s'est pas conformée, le cas échéant. 3. La question de savoir si la maison de soins est agréée aux termes de la présente loi. 	Registre
Public inspection	<p>(4) A copy of the registry shall be made available for inspection without charge at the offices of the Board during normal business hours.</p>	<p>(4) Une copie du registre est mis à la disposition du public gratuitement aux fins d'examen aux bureaux de la Commission pendant les heures d'ouverture.</p>	Examen public
Searches	<p>(5) The registry shall be arranged to permit it to be searched by the name of a care home and by the name of a municipality.</p>	<p>(5) Le registre est conçu pour permettre d'y effectuer des recherches selon le nom d'une maison de soins et selon celui d'une municipalité.</p>	Recherches
Same	<p>(6) The Board shall notify each municipality in which a care home is located and each Community Care Access Centre in that municipality of,</p> <p>(a) the functions of the Board;</p> <p>(b) the registry; and</p> <p>(c) the information contained in the registry in respect of each care home in that municipality.</p>	<p>(6) La Commission avise chaque municipalité dans laquelle est située une maison de soins ainsi que chaque centre d'accès aux soins communautaires de cette municipalité de ce qui suit :</p> <p>a) les fonctions de la Commission;</p> <p>b) l'existence du registre;</p> <p>c) les renseignements que contient le registre à l'égard de chaque maison de soins qui est située dans cette municipalité.</p>	Idem
Annual report	<p>(7) The Board shall provide an annual report, in accordance with subsection (8), to the Minister, and the Minister shall cause the report to be laid before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session.</p>	<p>(7) La Commission présente un rapport annuel conforme au paragraphe (8) au ministre, qui le fait déposer devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le fait déposer à la session suivante.</p>	Rapport annuel
Contents of report	<p>(8) A report made under subsection (7) shall include the following information:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The number of accredited care homes in Ontario. 2. The number of care homes in Ontario that are not accredited, or an estimate if that number is not known. 	<p>(8) Le rapport prévu au paragraphe (7) contient les renseignements suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le nombre de maisons de soins agréées en Ontario. 2. Le nombre de maisons de soins en Ontario qui ne sont pas agréées ou une approximation, si ce nombre n'est pas connu. 	Contenu du rapport

	<p>3. The number of investigations undertaken by the Board under section 32.</p> <p>4. The number of orders to comply made under section 32.</p> <p>5. A summary of any order made under section 32 which a care home has not complied with, including the name and address of the care home.</p> <p>6. A comprehensive review of the effectiveness of this Act in encouraging care homes to operate to requirements and standards established under this Act, and in protecting the rights of tenants of care homes.</p>	<p>3. Le nombre d'enquêtes effectuées par la Commission aux termes de l'article 32.</p> <p>4. Le nombre d'ordres de conformité donnés en vertu de l'article 32.</p> <p>5. Un résumé de tout ordre donné en vertu de l'article 32 auquel une maison de soins ne s'est pas conformée, y compris les nom et adresse de la maison de soins.</p> <p>6. Un examen global de l'efficacité de la présente loi à inciter les maisons de soins à se conformer aux exigences et aux normes établies aux termes de la présente loi et à protéger les droits des locataires de maisons de soins.</p>	
Grounds for refusal	<p>26. (1) Subject to section 28, an accreditation body may refuse to accredit a care home where, in its opinion,</p> <p>(a) the proposed care home or its operation would contravene this Act, any other Act, any regulation under any Act or any municipal by-law respecting its establishment or location;</p> <p>(b) the past conduct of the care home or its owner or operator affords reasonable grounds for belief that the home will be operated in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of its tenants, or will not be operated in accordance with the law and with honesty and integrity; or</p> <p>(c) the proposed owner or operator is not competent to operate a care home in a responsible manner in accordance with this Act and the regulations or are not in a position to furnish or provide the required services.</p>	<p>26. (1) Sous réserve de l'article 28, un organisme d'agrément peut refuser d'agréer une maison de soins s'il est d'avis que, selon le cas :</p> <p>a) la maison de soins envisagée ou son exploitation contreviendrait à la présente loi ou à une autre loi, à un règlement pris en application de toute loi ou à un règlement municipal relatif à son ouverture ou à son emplacement;</p> <p>b) la conduite antérieure de la maison de soins ou celle de son propriétaire ou exploitant offre des motifs raisonnables de croire que la maison sera exploitée d'une manière qui nuit à la santé, à la sécurité ou au bien-être de ses locataires, ou qu'elle ne sera pas exploitée conformément à la loi et avec honnêteté et intégrité;</p> <p>c) le propriétaire ou l'exploitant envisagé n'est pas compétent pour exploiter une maison de soins de façon responsable conformément à la présente loi et aux règlements ou n'est pas en mesure de fournir ni de prévoir les services requis.</p>	Motifs de refus
Corporate owners and operators	<p>(2) A reference to an owner or operator of a care home in subsection (1) includes, if the owner or operator is a corporation, its officers, directors and persons with a controlling interest in it.</p>	<p>(2) La mention d'un propriétaire ou d'un exploitant d'une maison de soins au paragraphe (1) s'entend notamment, si l'un ou l'autre est une personne morale, de ses dirigeants et administrateurs et des personnes qui détiennent des intérêts majoritaires dans celle-ci.</p>	Personne morale
Revocation and refusal to renew	<p>27. An accreditation body may revoke or refuse to renew the accreditation of a care home where,</p> <p>(a) the care home is in contravention of this Act or of any other Act or regulation that applies to the care home;</p> <p>(b) any person has made a false statement in the application for accreditation or renewal of it, or in any other information required to be furnished by this Act</p>	<p>27. Un organisme d'agrément peut révoquer ou refuser de renouveler l'agrément d'une maison de soins si, selon le cas :</p> <p>a) la maison de soins contrevient à la présente loi ou à une autre loi ou à un autre règlement qui s'y applique;</p> <p>b) une personne a fait une fausse déclaration dans la demande d'agrément ou de renouvellement de celui-ci, ou dans des renseignements qui doivent être fournis</p>	Révocation et refus de renouvellement

or by any other Act or regulation that applies to the care home;

- (c) the conduct of the care home affords reasonable grounds for belief that the care home is not being or will not be operated in accordance with the law and with honesty and integrity;
- (d) the conduct of the care home affords reasonable grounds for belief that those who operate it are not competent to operate a care home in a responsible manner in accordance with this Act; or
- (e) the conduct of the care home affords reasonable grounds for belief that the home is being operated or will be operated in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of its tenants.

Notice of proposal to revoke or refuse to renew

28. (1) Where an accreditation body proposes to refuse to issue or renew or to revoke the accreditation of a care home under this Act, the accreditation body shall serve notice of the proposal, together with written reasons for it, on the applicant or care home.

Notice requiring hearing

(2) A notice under subsection (1) shall state that the applicant or care home is entitled to a hearing by the Board if the applicant or care home makes a written request to the accreditation body and the Board within 15 days after the notice is served under subsection (1).

Same

(3) A care home that requests a hearing shall provide proof with the request that a copy of the accreditation body's notice, the written reasons for the notice and a copy of the request for a hearing are posted prominently in the care home.

Powers of accreditation body where no hearing

(4) Where an applicant or care home does not request a hearing by the Board in accordance with subsection (2), the accreditation body may carry out the proposal stated in the notice under subsection (1).

Powers of Board where hearing

(5) Where an applicant or care home requests a hearing by the Board in accordance with subsection (2), the Board shall appoint a time for and hold the hearing and, on the application of the accreditation body at the hearing, may by order direct the accreditation body to carry out its proposal or refrain from carrying out the proposal and to take such action as the Board considers the accreditation body ought to take in accordance with this Act, and for such purposes the Board may

en vertu de la présente loi ou en vertu d'une autre loi ou d'un autre règlement qui s'applique à la maison de soins;

- c) la conduite de la maison de soins offre des motifs raisonnables de croire qu'elle n'est pas ou ne sera pas exploitée conformément à la loi et avec honnêteté et intégrité;
- d) la conduite de la maison de soins offre des motifs raisonnables de croire que ceux qui l'exploitent ne sont pas compétents pour exploiter une maison de soins de façon responsable conformément à la présente loi;
- e) la conduite de la maison de soins offre des motifs raisonnables de croire que la maison est ou sera exploitée d'une manière qui nuit à la santé, à la sécurité ou au bien-être de ses locataires.

Avis d'intention de révoquer ou de refuser de renouveler

28. (1) S'il se propose de refuser d'accorder, de renouveler ou de révoquer l'agrément d'une maison de soins aux termes de la présente loi, l'organisme d'agrément signifie un avis motivé par écrit de son intention à l'auteur de la demande ou à la maison de soins.

Demande d'audience

(2) L'avis prévu au paragraphe (1) indique que l'auteur de la demande ou la maison de soins a droit à une audience devant la Commission à la condition de remettre une demande écrite à l'organisme d'agrément et à la Commission dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle l'avis prévu au paragraphe (1) lui a été signifié.

Idem

(3) La maison de soins qui demande une audience joint à sa demande la preuve qu'elle a affiché bien en vue dans la maison de soins une copie de l'avis de l'organisme d'agrément, les motifs écrits de l'avis et une copie de la demande d'audience.

Pouvoirs de l'organisme d'agrément

(4) Si l'auteur de la demande ou la maison de soins ne demande pas une audience devant la Commission conformément au paragraphe (2), l'organisme d'agrément peut donner suite à ce qu'il propose dans l'avis visé au paragraphe (1).

Pouvoirs de la Commission

(5) Si l'auteur de la demande ou la maison de soins demande une audience devant la Commission conformément au paragraphe (2), celle-ci fixe la date et l'heure de l'audience et la tient. À la requête de l'organisme d'agrément à l'audience, elle peut, par ordonnance, lui enjoindre de donner suite à ce qu'il propose ou de s'abstenir de le faire et de prendre les mesures qui, selon elle, s'imposent, conformément à la présente loi. À cette fin, la Commission peut substituer son opinion à celle de l'organisme d'agrément.

substitute its opinion for that of the accreditation body.

Parties

(6) The following are parties before the Board under this Act:

1. The accreditation body.
2. The applicant or the care home which has required the hearing.
3. Any person whose complaint under section 32 formed the basis, or part of the basis, of the accreditation body's proposal under subsection (1).
4. Any other person the Board may specify.

Appeal to court

29. Any party to the proceedings before the Board may appeal from its decision or order to the Divisional Court in accordance with the rules of court.

Referrals

30. After 180 days from the day that this Act comes into force, no corporation or association that receives more than 50 per cent of its funding directly or indirectly from the Province of Ontario shall recommend to a person that he or she reside in a care home, or assist a person to take up residence in such a home, if the home is not accredited under this Act, or if its accreditation has been suspended under this Act.

PART V ENFORCEMENT

Deemed contract

31. Every care home shall be deemed to have entered into a contract with each tenant of the home,

- (a) agreeing to respect and promote the tenant's rights established under this Act; and
- (b) agreeing to meet the requirements set out in Part II.

Complaint

32. (1) A tenant may make a complaint to the Director that, while a tenant in a care home, the home,

- (a) did not respect or promote his or her rights established under this Act;
- (b) did not meet one or more of the requirements set out in Part II;
- (c) contravened any other provision of this Act or any regulation made under this Act; or

(6) Sont parties à l'instance introduite devant la Commission en vertu de la présente loi les personnes suivantes :

Parties

1. L'organisme d'agrément.
2. L'auteur de la demande ou la maison de soins qui a demandé l'audience.
3. La personne dont la plainte visée à l'article 32 constitue le fondement, en totalité ou en partie, de l'intention de l'organisme d'agrément visée au paragraphe (1).
4. Toute autre personne que précise la Commission.

29. Une partie à l'instance introduite devant la Commission peut interjeter appel de la décision ou de l'ordonnance de la Commission devant la Cour divisionnaire, conformément aux règles de pratique.

Appel devant le tribunal

30. À compter de 180 jours suivant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, aucune personne morale ou association qui reçoit plus de 50 pour cent de ses fonds directement ou indirectement de la province de l'Ontario ne doit recommander à une personne de résider dans une maison de soins ou aider une personne à le faire si la maison n'est pas agréée aux termes de la présente loi ou si son agrément a été suspendu aux termes de la présente loi.

Renvois

PARTIE V EXÉCUTION

31. Chaque maison de soins est réputée avoir conclu avec chacun de ses locataires un contrat selon lequel :

Contrat réputé conclu

- a) elle convient de respecter et de promouvoir les droits du locataire énoncés aux termes de la présente loi;
- b) elle convient de satisfaire aux exigences énoncées à la partie II.

32. (1) Un locataire peut présenter au directeur une plainte selon laquelle une maison de soins, pendant qu'il y était locataire, selon le cas :

Plainte

- a) n'a pas veillé au respect ou à la promotion des droits qui sont énoncés aux termes de la présente loi;
- b) n'a pas satisfait à une ou plusieurs exigences énoncées à la partie II;
- c) a contrevenu à toute autre disposition de la présente loi ou à tout règlement pris en application de la présente loi;

	(d) did not operate to the standards established by the accrediting body which accredited the care home, if the home is accredited.	d) n'est pas exploitée conformément aux normes établies par l'organisme d'agrément qui a agréé la maison de soins, si elle est agréée.	
Substitute complainant	(2) A person may make a complaint to the Director on behalf of a tenant under subsection (1) if,	(2) Toute personne peut présenter une plainte au directeur au nom d'un locataire en vertu du paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies :	Mandataire du plaignant
	(a) the complaint concerns a matter which affects or affected the tenant; and	a) la plainte porte sur une question qui concerne ou a concerné le locataire;	
	(b) there are reasonable grounds to believe that the tenant is mentally incapable of making the complaint.	b) il existe des motifs raisonnables de croire que le locataire est mentalement incapable de présenter la plainte.	
Investigation	(3) Upon receiving a complaint under this section, the Director shall forthwith cause an investigation to be conducted.	(3) Dès qu'il reçoit une plainte présentée en vertu du présent article, le directeur fait effectuer sans délai une enquête à ce sujet.	Enquête
Exception	(4) Subsection (3) does not apply if the Director reasonably believes that the complaint is trivial, frivolous, vexatious or made in bad faith.	(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas si le directeur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que la plainte est futile, frivole ou vexatoire ou qu'elle a été présentée de mauvaise foi.	Exception
Report	(5) When the investigation is completed, the Director shall provide a report of its findings of fact and his or her decision to the care home, to the complainant and to the tenant who is the subject of the complaint, if different from the complainant.	(5) Une fois l'enquête terminée, le directeur fournit un rapport de ses conclusions de fait et de sa décision à la maison de soins, au plaignant et au locataire visé par la plainte si celui-ci n'est pas le plaignant.	Rapport
Other investigations	(6) The Director may at any time cause an investigation to be conducted to determine if a care home is complying with the requirements of this Act and may prepare a report of such an investigation.	(6) Le directeur peut en tout temps faire effectuer une enquête pour déterminer si une maison de soins se conforme aux exigences de la présente loi et peut préparer un rapport portant sur cette enquête.	Autres enquêtes
Order	(7) The Director may in a report under this section order a care home to comply with a provision of this Act within a specified time.	(7) Le directeur peut, dans le rapport visé au présent article, ordonner à une maison de soins de se conformer à une disposition de la présente loi dans un délai précisé.	Ordre
Compliance	(8) Subject to review by the Board, the Director may require an accreditation body to suspend or revoke the accreditation of a home if the home has not complied with an order of the Director within the time allowed by the Director.	(8) Sous réserve d'examen par la Commission, le directeur peut exiger d'un organisme d'agrément qu'il suspende ou révoque l'agrément d'une maison de soins qui ne s'est pas conformée à un ordre du directeur dans le délai qu'il a accordé.	Conformité
Hearing may be required	(9) An order under subsection (7) shall inform the care home that it is entitled to a hearing by the Board if the home mails or delivers, within 15 days after the report under subsection (5) or (6) provided to the home, notice in writing requiring a hearing to the Director and the Board.	(9) L'ordre prévu au paragraphe (7) informe la maison de soins de son droit à une audience devant la Commission si elle poste ou remet un avis écrit à cet effet au directeur et à la Commission dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle le rapport prévu au paragraphe (5) ou (6) lui a été remis.	Demande d'audience
Powers of Board where hearing	(10) Where a care home requires a hearing by the Board, the Board shall appoint a time for and hold the hearing.	(10) Si la maison de soins demande une audience devant la Commission, celle-ci fixe la date et l'heure de l'audience et la tient.	Pouvoirs de la Commission
Board review	(11) The Board may by order rescind the order of the Director or may confirm the order with or without changes.	(11) La Commission peut, par ordonnance, annuler l'ordre du directeur ou le confirmer avec ou sans modification.	Examen par la Commission

Appeal	(12) A care home may appeal from an order of the Board to the Divisional Court in accordance with the rules of court.	(12) La maison de soins peut interjeter appel de l'ordonnance de la Commission devant la Cour divisionnaire, conformément aux règles de pratique.	Appel
Former tenant	(13) A reference to a tenant in this section includes a person who was a tenant of a care home at the time of the events which are the subject-matter of the complaint.	(13) Toute mention d'un locataire dans le présent article comprend une personne qui était locataire d'une maison de soins lorsque les faits qui font l'objet de la plainte ont eu lieu.	Ancien locataire
Inspection	33. (1) For the purpose of determining whether there is compliance with this Act, an inspector,	33. (1) En vue de déterminer si la présente loi est observée, un inspecteur peut :	Inspection
	(a) may at all reasonable times enter and inspect a care home; and	a) à toute heure raisonnable, pénétrer dans une maison de soins et en faire l'inspection;	
	(b) may, if he or she has reasonable grounds to believe that records or other things pertaining to a care home are kept in a place that is not in the home, enter the place at all reasonable times in order to inspect such records and other things.	b) s'il a des motifs raisonnables de croire que des documents ou autres choses se rapportant à une maison de soins sont conservés dans un lieu qui ne se trouve pas dans la maison de soins, pénétrer dans le lieu à toute heure raisonnable en vue de les examiner.	
Dwellings	(2) No inspector shall enter a place that is not in a care home and that is being used as a dwelling, except with the consent of the occupier of the place or under the authority of a warrant issued under section 34.	(2) L'inspecteur ne doit pas pénétrer dans un lieu servant de logement qui ne se trouve pas dans une maison de soins, sauf si l'occupant des lieux y consent ou en vertu d'un mandat décerné en vertu de l'article 34.	Logements
Powers on inspection	(3) An inspector conducting an inspection under this section,	(3) L'inspecteur qui effectue une inspection en vertu du présent article peut :	Pouvoirs de l'inspecteur
	(a) may inspect the premises of a care home and the operations on the premises;	a) inspecter les locaux d'une maison de soins et examiner les activités qui s'y déroulent;	
	(b) may inspect a record or other thing relevant to the inspection;	b) examiner les documents ou autres choses pertinents;	
	(c) may demand the production for inspection of records or other things relevant to the inspection, including records or other things that are not kept on the premises of a care home;	c) demander formellement la production, aux fins de l'inspection, des documents ou autres choses pertinents, y compris ceux qui ne sont pas conservés dans les locaux d'une maison de soins;	
	(d) may question a person on matters relevant to the inspection, subject to the person's right to have counsel or some other representative present during the questioning;	d) interroger des personnes sur toute question pertinente, sous réserve du droit qu'ont celles-ci d'être en présence d'un avocat ou d'un autre représentant lors de l'interrogation;	
	(e) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary for the inspection;	e) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires dans le cadre de l'inspection;	
	(f) may, for the purpose of carrying out the inspection, use data storage, processing or retrieval devices or systems of a care home in order to produce a record in readable form;	f) recourir, pour mener à bien l'inspection, aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou de récupération des données dont dispose une maison de soins en vue de produire un document sous une forme lisible;	
	(g) may, on providing a receipt, remove a record, a sample of a substance or any	g) enlever, sur remise d'un récépissé à cet effet, des documents, des échantillons	

	other thing, if it is relevant to the inspection;	de substances ou toute autre chose, s'ils sont pertinents;	
	(h) may review or copy a record or other thing removed under clause (g);	h) examiner les documents ou autres choses enlevés en vertu de l'alinéa g), ou en faire des copies;	
	(i) may conduct such examinations or tests as are reasonably necessary on a sample or other thing removed under clause (g); and	i) effectuer les examens, analyses ou tests qui sont raisonnablement nécessaires sur tout échantillon ou toute autre chose enlevés en vertu de l'alinéa g);	
	(j) may call upon experts for such assistance in carrying out the inspection as the inspector considers necessary.	j) faire appel à des experts pour qu'ils lui fournissent l'aide qu'il estime nécessaire pour mener à bien l'inspection.	
Obstruction of inspector	(4) No person shall hinder, obstruct or interfere with an inspector conducting an inspection under this section or otherwise impede an inspector in carrying out his or her duties under this Act.	(4) Nul ne doit gêner ni entraver le travail de l'inspecteur qui effectue une inspection en vertu du présent article, ni empêcher de quelque autre façon un inspecteur de s'acquitter des fonctions que lui confère la présente loi.	Entrave
Inspection report	(5) Upon completing an inspection under this section, an inspector shall prepare an inspection report and shall give a copy of the report to the care home.	(5) Dès qu'il a terminé l'inspection prévue au présent article, l'inspecteur prépare un rapport d'inspection et en remet une copie à la maison de soins.	Rapport d'inspection
Warrant	34. (1) A justice of the peace may issue a warrant authorizing an inspector named in the warrant to enter premises specified in the warrant and to exercise any of the powers mentioned in subsection 33 (3), if the justice of the peace is satisfied on information under oath that, (a) the inspector has been prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 33 (1), has been refused consent to enter under subsection 33 (2) or has been prevented from exercising a power under subsection 33 (3); or (b) there are reasonable grounds to believe that the inspector will be prevented from exercising a right of entry to the premises under subsection 33 (1), will be refused consent to enter under subsection 33 (2) or will be prevented from exercising a power under subsection 33 (3).	34. (1) Un juge de paix peut décerner un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à pénétrer dans les lieux qui y sont précisés et à exercer l'un quelconque des pouvoirs énoncés au paragraphe 33 (3), s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment : a) soit que l'inspecteur a été empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 33 (1), n'a pas été autorisé à pénétrer dans les lieux en vertu du paragraphe 33 (2) ou a été empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 33 (3); b) soit qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'inspecteur sera empêché d'exercer le droit de pénétrer dans les lieux prévu au paragraphe 33 (1), ne sera pas autorisé à pénétrer dans les lieux en vertu du paragraphe 33 (2) ou sera empêché d'exercer un pouvoir que lui confère le paragraphe 33 (3).	Mandat
Expiry of warrant	(2) A warrant issued under this section shall name a date on which it expires, which date shall not be later than 30 days after the warrant is issued.	(2) Le mandat décerné en vertu du présent article porte une date d'expiration qui ne peut tomber plus de 30 jours après que le mandat est décerné.	Expiration du mandat
Extension of time	(3) A justice of the peace may extend the date on which a warrant issued under this section expires for an additional period of no more than 30 days, upon application without notice by the inspector named in the warrant.	(3) Un juge de paix peut reporter la date d'expiration d'un mandat décerné en vertu du présent article d'une période additionnelle d'au plus 30 jours, sur demande sans préavis de l'inspecteur nommé sur le mandat.	Prorogation de délai
Use of force	(4) An inspector named in a warrant issued under this section may use whatever force is necessary to execute the warrant and may call	(4) L'inspecteur nommé sur le mandat décerné en vertu du présent article peut recourir à toute la force nécessaire pour l'exécuter	Recours à la force

	upon a police officer for assistance in executing the warrant.	et peut faire appel à un agent de police pour qu'il l'aide dans l'exécution du mandat.	
Time of execution	(5) A warrant issued under this section may be executed only between 8 a.m. and 8 p.m., unless the warrant specifies otherwise.	(5) À moins qu'il ne précise autrement, le mandat décerné en vertu du présent article ne peut être exécuté qu'entre 8 et 20 heures.	Délai d'exécution
No retaliation for disclosure	35. (1) No person shall do anything, or refrain from doing anything, in retaliation for another person making a disclosure to an inspector, so long as the disclosure was made in good faith.	35. (1) Nul ne doit faire ni s'abstenir de faire quoi que ce soit à titre de représailles contre une autre personne qui divulgue quelque chose auprès d'un inspecteur, pourvu que la divulgation ait été faite de bonne foi.	Représailles interdites
No interference	(2) No person shall seek, by any means, to compel another person to refrain from making a disclosure to an inspector.	(2) Nul ne doit chercher, par quelque moyen que ce soit, à contraindre une autre personne à s'abstenir de divulguer quelque chose auprès d'un inspecteur.	Contrainte interdite
Reporting of harm to tenant	36. (1) A person other than a tenant who has reasonable grounds to suspect that a tenant has suffered or may suffer harm as a result of unlawful conduct, improper or incompetent treatment or care or neglect shall forthwith report the suspicion and the information upon which it is based to the Director.	36. (1) La personne, à l'exception d'un locataire, qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un locataire a subi ou peut subir un préjudice à la suite d'un acte illégal, de négligence ou d'un traitement ou de soins inappropriés ou administrés par des personnes incompétentes communique sans délai au directeur ses soupçons et les motifs sur lesquels ils sont fondés.	Obligation de signaler un préjudice subi par un locataire
No dismissal or discipline	(2) No person shall dismiss, discipline or penalize another person because, (a) a report has been made to the Director under subsection (1); (b) the Director has been advised of a breach of this Act or the regulations; or (c) the Director has been advised of any other matter concerning the care of a tenant or the operation of a care home that the person advising believes ought to be reported to the Director, unless the other person acts maliciously or without reasonable grounds.	(2) Nul ne doit renvoyer une personne ni lui imposer des mesures disciplinaires ou une sanction pour l'une quelconque des raisons suivantes, à moins que cette personne n'agisse avec l'intention de nuire ou sans motifs raisonnables : a) un rapport a été présenté au directeur en vertu du paragraphe (1); b) le directeur a été informé d'une violation de la présente loi ou des règlements; c) le directeur a été informé de toute autre question concernant les soins fournis à un locataire ou l'exploitation d'une maison de soins qui, de l'avis de la personne qui a informé le directeur, devait être signalée à ce dernier.	Renvoi et mesures disciplinaires interdits
No coercion or intimidation	(3) No person shall coerce, intimidate or attempt to coerce or intimidate another person because information described in clause (2) (a), (b) or (c) has been given to the Director.	(3) Nul ne doit, en ce qui concerne une autre personne, exercer une coercition ou user de l'intimidation, ni tenter de ce faire, parce que des renseignements visés à l'alinéa (2) a), b) ou c) ont été communiqués au directeur.	Coercition et intimidation interdites
No false information	(4) No person shall include in a report to the Director under subsection (1) information the person knows to be false.	(4) Nul ne doit inclure dans un rapport présenté au directeur en vertu du paragraphe (1) des renseignements qui, à sa connaissance, sont faux.	Faux renseignements interdits
Offence	37. (1) Every person who contravenes any of the following provisions in this Act is guilty of an offence: 1. Subsection 3 (2) (Duty to ensure rights).	37. (1) Quiconque contrevient à une des dispositions suivantes de la présente loi est coupable d'une infraction : 1. Le paragraphe 3 (2) (obligation liée aux droits).	Infraction

2. Subsection 15 (1) (Operating requirements).
3. Subsection 25 (1) (Information).
4. Subsection 25 (2) (Notice to Board).
5. Subsection 33 (4) (Obstruction of inspector).
6. Subsection 35 (1) (No retaliation for disclosure).
7. Subsection 35 (2) (No interference).
8. Subsection 36 (2) (No dismissal or discipline).
9. Subsection 36 (3) (No coercion or intimidation).
10. Subsection 36 (4) (No false information).

Penalty

(2) On conviction, every person who is guilty of an offence set out in subsection (1) is liable,

- (a) if the person is an individual, to a fine of not more than \$20,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both; or
- (b) if the person is a corporation, to a fine of not more than \$100,000.

PART VI GENERAL

Community
care access

38. (1) Despite any other Act or regulation, a person is not ineligible for services provided by a Community Care Access Centre just because he or she is a tenant in a care home.

Same

(2) If a care home believes that a tenant requires a level of care that it is not able to provide, and neither the care home nor the tenant are able to obtain additional care or a more appropriate residence, the care home shall seek the assistance of a Community Care Access Centre in obtaining additional care or a more appropriate residence.

Duty of
owners and
operators

39. Where this Act or the regulations made under this Act impose a requirement on a care home, the owners and operators of that home shall ensure that the requirement is fulfilled.

Protection
from
personal
liability

40. No action or other proceeding for damages shall be instituted against the Director, any member of the Board, an accreditation body, any inspector or anyone else acting under the authority of any of them, for any act done in good faith in the execution or intended execution of his or her duty or for any alleged

2. Le paragraphe 15 (1) (exigences liées à l'exploitation).
3. Le paragraphe 25 (1) (renseignements).
4. Le paragraphe 25 (2) (avis à la Commission).
5. Le paragraphe 33 (4) (entrave).
6. Le paragraphe 35 (1) (représailles interdites).
7. Le paragraphe 35 (2) (contrainte interdite).
8. Le paragraphe 36 (2) (renvoi et mesures disciplinaires interdits).
9. Le paragraphe 36 (3) (coercition et intimidation interdites).
10. Le paragraphe 36 (4) (faux renseignements interdits).

Peine

(2) Quiconque se rend coupable d'une infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) d'une amende maximale de 20 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou d'une seule de ces peines, dans le cas d'un particulier;
- b) d'une amende maximale de 100 000 \$ dans le cas d'une personne morale.

PARTIE VI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Accès aux
soins com-
munautaires

38. (1) Malgré toute autre loi ou tout règlement, une personne n'est pas inadmissible aux services que fournit un centre d'accès aux soins communautaires pour le seul motif qu'elle est locataire dans une maison de soins.

Idem

(2) Si une maison de soins croit qu'un locataire a besoin d'un niveau de soins qu'elle ne peut fournir, et que ni la maison de soins ni le locataire ne peuvent obtenir des soins supplémentaires ou une résidence plus appropriée, la maison de soins demande l'aide d'un centre d'accès aux soins communautaires pour ce faire.

Obligation
des proprié-
taires et des
exploitants

39. Lorsque la présente loi ou ses règlements d'application imposent une exigence à une maison de soins, les propriétaires et les exploitants de cette maison veillent à ce que l'exigence soit respectée.

Immunité

40. Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre le directeur, un membre de la Commission, un organisme d'agrément, un inspecteur ou toute autre personne qui agit sous leur autorité pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour une négligence ou

neglect or default in the execution in good faith of his or her duty.

Regulations

41. The Lieutenant Governor in Council may make regulations in respect of such matters as are referred to in this Act as being prescribed.

Tenant Protection Act, 1997

42. (1) **Clause 99 (1) (b) of the *Tenant Protection Act, 1997* is repealed and the following substituted:**

(b) the tenant requires a level of care that the landlord is not able to provide, and that a Community Care Access Centre is not able to provide or arrange to be provided to the tenant.

(2) **Subsection 99 (2) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting:**

Order

(2) The Tribunal may issue an order under clause (1) (b) only if a Community Care Access Centre has been asked to arrange appropriate care in the current premises and appropriate alternative accommodation for the tenant and if the Tribunal is satisfied that,

un manquement qu'ils auraient commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

41. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter de toute question que la présente loi indique comme étant prescrite.

Règlements

42. (1) **L'alinéa 99 (1) b) de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires* est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

Loi de 1997 sur la protection des locataires

b) le locataire a besoin d'un niveau de soins que ne peut fournir le locateur et qu'un centre d'accès aux soins communautaires ne peut fournir lui non plus ou ne peut prendre des mesures pour le lui fournir.

(2) **Le paragraphe 99 (2) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :**

(2) Le Tribunal ne peut rendre une ordonnance en vertu de l'alinéa (1) b) que s'il a été demandé à un centre d'accès aux soins communautaires de prendre des mesures pour que soient fournis au locataire les soins appropriés dans le logement actuel et un autre logement approprié, et que le Tribunal est convaincu de ce qui suit :

Ordonnance

Commencement

43. **This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.**

Short title

44. **The short title of this Act is the *Care Homes Act, 2000*.**

43. **La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.**

Entrée en vigueur

44. **Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur les maisons de soins*.**

Titre abrégé



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 54

Projet de loi 54

**An Act to amend the Funeral
Directors and Establishments Act with
respect to funeral services**

**Loi modifiant la Loi sur les directeurs
de services funéraires et les
établissements funéraires
à l'égard des services funéraires**

Mr. Sergio

M. Sergio

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 3, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 3 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



**An Act to amend the Funeral
Directors and Establishments Act
with respect to funeral services**

**Loi modifiant la Loi sur les directeurs
de services funéraires et les
établissements funéraires
à l'égard des services funéraires**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Funeral Directors and Establishments Act* is amended by adding the following section:

18.1 (1) No person shall hold a rite or ceremony for profit with respect to a dead human, whether or not the body is present, unless the rite or ceremony is being performed in one of the following places:

1. A licensed funeral establishment.
2. A cemetery or crematorium under the *Cemeteries Act (Revised)*.
3. A location in which such rites or ceremonies are held four or fewer times per year.

(2) The Lieutenant Governor in Council may by regulation exempt one or more areas of Ontario from the operation of subsection (1) if it considers it necessary to prevent undue hardship to residents of those areas, having regard to the number of licensed funeral establishments in areas with small populations.

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

4. The short title of this Act is the *Funeral Directors and Establishments Amendment Act (Funeral Services)*, 2000.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

18.1 (1) Nul ne peut tenir un rite ou une cérémonie à des fins lucratives à l'égard d'une personne décédée, que son corps soit présent ou non, à moins que ceux-ci ne se tiennent dans un des lieux suivants :

1. Un établissement funéraire titulaire d'un permis.
2. Un cimetière ou un crématoire au sens de la *Loi sur les cimetières (révisée)*.
3. Un endroit où de tels rites ou de telles cérémonies se tiennent au plus quatre fois par an.

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, dispenser une ou plusieurs régions de l'Ontario de l'application du paragraphe (1) s'il le juge nécessaire pour éviter que les résidents de ces régions ne subissent un préjudice injustifié compte tenu du nombre d'établissements funéraires titulaires d'un permis dans les régions peu peuplées.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires (services funéraires)*.

Rites and
ceremonies
restricted

Exempt areas

Commence-
ment

Short title

Restrictions,
rites et
cérémonies

Régions
dispensées

Entrée en
vigueur

Titre abrégé

EXPLANATORY NOTE

The Bill adds a new section 18.1 to the *Funeral Directors and Establishments Act*. The new section prohibits anyone from holding a rite or ceremony for profit with respect to a dead person, whether or not the body is present, subject to specified exceptions. The rite or ceremony may be performed in a licensed funeral establishment, in a cemetery or crematorium or in a location in which such rites or ceremonies are held four or fewer times per year.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi ajoute l'article 18.1 à la *Loi sur les directeurs de services funéraires et les établissements funéraires*. Le nouvel article interdit à quiconque de tenir un rite ou une cérémonie à des fins lucratives à l'égard d'une personne décédée, que son corps soit présent ou non, sous réserve des exceptions précisées. Le rite ou la cérémonie peut se tenir dans un établissement funéraire titulaire d'un permis, un cimetière, un crématoire ou un endroit où de tels rites ou de telles cérémonies se tiennent au plus quatre fois par an.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 55

Projet de loi 55

**An Act to make parents
responsible for wrongful acts
intentionally committed
by their children**

**Loi visant à rendre les pères et mères
responsables des actes fautifs
commis intentionnellement
par leurs enfants**

The Hon. J. Flaherty
Attorney General

L'honorable J. Flaherty
Procureur général

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading April 4, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 4 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



The Bill permits an action for damages to be brought in the Small Claims Court against a parent of a child who takes, damages or destroys property. The parent is liable in the action unless he or she satisfies the court that he or she was exercising reasonable supervision at the relevant time and made reasonable efforts to prevent or discourage the child from engaging in the kind of activity that resulted in the loss or damage, or that the child's activity was not intentional (section 2 of the Bill).

Section 3 of the Bill deals with access to and use of evidence from *Young Offenders Act* (Canada) court records. A person bringing an action under the Bill will have access to the relevant records under existing provisions of the *Young Offenders Act*, as well as an order made by the Lieutenant Governor in Council under paragraph 44.1 (1) (h) of that Act. If evidence obtained from *Young Offenders Act* court records is used in an action under the Bill, the court file is kept confidential.

Section 4 of the Bill clarifies that no interference with the confidentiality provisions of the *Young Offenders Act* (Canada) is intended.

Section 5 of the Bill permits the court, in making its award of damages, to take into account any amount ordered by a court to be paid or voluntarily paid as restitution.

Section 6 of the Bill provides for joint and several liability where more than one parent is liable in an action under the Bill.

Section 7 of the Bill permits the court to order the payment of damages in full by a fixed date or in instalments by fixed dates. As well, the court may order the parent to provide security.

Section 8 of the Bill provides that an insurer who has compensated a victim is subrogated to the victim's rights under the Bill.

Section 9 of the Bill provides that the Bill shall not be interpreted to limit remedies otherwise available under the law.

The Bill also repeals section 68 of the *Family Law Act*, a provision dealing with parents' onus of proof in actions brought otherwise than under the Bill. A parallel to that provision is included in the Bill (sections 10 and 12).

Section 11 provides for the prescribing of forms.

Le projet de loi permet qu'une action en dommages-intérêts soit intentée devant la Cour des petites créances contre le père ou la mère d'un enfant qui prend, endommage ou détruit un bien. Le père ou la mère est tenu responsable dans l'action, à moins de convaincre le tribunal qu'il ou elle exerçait une surveillance raisonnable de l'enfant à ce moment-là et a fait des efforts raisonnables pour empêcher ou dissuader l'enfant de se livrer au genre d'activités qui a causé la perte ou les dommages, ou que l'activité de l'enfant n'était pas intentionnelle (article 2 du projet de loi).

L'article 3 du projet de loi traite de l'accès aux éléments de preuve tirés des dossiers du tribunal constitués sous le régime de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) et de leur utilisation. La personne qui intente une action en vertu du projet de loi a accès aux dossiers pertinents en vertu des dispositions en vigueur de la *Loi sur les jeunes contrevenants* ainsi que d'un décret pris par le lieutenant-gouverneur en conseil aux termes de l'alinéa 44.1 (1) h) de cette loi. Si de tels éléments de preuve sont utilisés dans une action intentée en vertu de la nouvelle loi, le dossier du tribunal demeure confidentiel.

L'article 4 du projet de loi précise que la nouvelle loi n'a pas d'incidence sur les dispositions de la *Loi sur les jeunes contrevenants* portant sur la confidentialité.

L'article 5 du projet de loi autorise le tribunal, lorsqu'il fixe le montant des dommages-intérêts, à tenir compte de toute somme dont un tribunal a ordonné le versement à titre de restitution ou qui a été versée volontairement à ce titre.

L'article 6 du projet de loi prévoit que lorsque deux personnes ou plus sont tenues responsables dans une action intentée en vertu de la nouvelle loi leur responsabilité est conjointe et individuelle.

L'article 7 du projet de loi autorise le tribunal à ordonner que le paiement de dommages-intérêts soit fait intégralement au plus tard à une date fixée ou en plusieurs versements au plus tard à des dates fixées. En outre, il peut ordonner au père ou à la mère de fournir un cautionnement.

L'article 8 du projet de loi prévoit que l'assureur qui a versé une indemnité à une victime est subrogé dans les droits que la nouvelle loi accorde à celle-ci.

L'article 9 du projet de loi prévoit que celui-ci n'a pas pour effet de restreindre les recours qui existent par ailleurs dans le cadre du droit en vigueur.

De plus, le projet de loi abroge l'article 68 de la *Loi sur le droit de la famille*, lequel traite du fardeau de la preuve incombant au père ou à la mère dans les actions intentées autrement que comme le prévoit le projet de loi. Une disposition parallèle à cet article est incluse dans le projet de loi (articles 10 et 12).

L'article 11 prévoit la prescription de formules.

**An Act to make parents
responsible for wrongful acts
intentionally committed
by their children**

**Loi visant à rendre les pères et mères
responsables des actes fautifs
commis intentionnellement
par leurs enfants**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. In this Act, except as otherwise provided in section 10,

“child” means a person who is under the age of 18 years; (“enfant”)

“parent” means,

- (a) a biological parent of a child, unless section 158 of the *Child and Family Services Act* applies to the child,
- (b) an adoptive parent of a child,
- (c) an individual declared to be a parent of a child under the *Children's Law Reform Act*,
- (d) an individual who has lawful custody of a child, and
- (e) an individual who has a lawful right of access to a child. (“père ou mère”)

Parents' liability

2. (1) Where a child takes, damages or destroys property, an owner or a person entitled to possession of the property may bring an action in the Small Claims Court against a parent of the child to recover damages, not in excess of the monetary jurisdiction of the Small Claims Court,

- (a) for loss of or damage to the property suffered as a result of the activity of the child; and
- (b) for economic loss suffered as a consequence of that loss of or damage to property.

Same

(2) The parent is liable for the damages unless the parent satisfies the court that,

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi, sauf disposition contraire de l'article 10.

«enfant» Personne âgée de moins de 18 ans. («child»)

«père ou mère» S'entend des personnes suivantes :

- a) le père ou la mère biologique d'un enfant, sauf si l'article 158 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* s'applique à l'enfant;
- b) le père adoptif ou la mère adoptive d'un enfant;
- c) le particulier qui est déclaré comme père ou mère d'un enfant aux termes de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance*;
- d) le particulier qui a la garde légitime d'un enfant;
- e) le particulier qui a un droit de visite légitime d'un enfant. («parent»)

Responsabilité du père ou de la mère

2. (1) Si un enfant prend un bien, l'endommage ou le détruit, le propriétaire du bien ou la personne qui a droit à sa possession peut intenter contre le père ou la mère de l'enfant devant la Cour des petites créances une action en recouvrement de dommages-intérêts, qui ne dépassent pas la compétence d'attribution de la Cour des petites créances, pour ce qui suit :

- a) la perte du bien subie ou les dommages causés à celui-ci par suite de l'activité de l'enfant;
- b) la perte économique subie par suite de la perte du bien ou des dommages causés à celui-ci.

Idem

(2) Le père ou la mère est redevable des dommages-intérêts, à moins de convaincre le tribunal :

- (a) he or she was exercising reasonable supervision over the child at the time the child engaged in the activity that caused the loss or damage and made reasonable efforts to prevent or discourage the child from engaging in the kind of activity that resulted in the loss or damage; or
- (b) the activity that caused the loss or damage was not intentional.

Factors

(3) For the purposes of clause (2) (a), in determining whether a parent exercised reasonable supervision over a child or made reasonable efforts to prevent or discourage the child from engaging in the kind of activity that resulted in the loss or damage, the court may consider,

- (a) the age of the child;
- (b) the prior conduct of the child;
- (c) the potential danger of the activity;
- (d) the physical or mental capacity of the child;
- (e) any psychological or other medical disorders of the child;
- (f) whether the child was under the direct supervision of the parent at the time when the child was engaged in the activity;
- (g) if the child was not under the direct supervision of the parent when the child engaged in the activity, whether the parent acted unreasonably in failing to make reasonable arrangements for the supervision of the child;
- (h) whether the parent has sought to improve his or her parenting skills by attending parenting courses or otherwise;
- (i) whether the parent has sought professional assistance for the child designed to discourage activity of the kind that resulted in the loss or damage; and
- (j) any other matter that the court considers relevant.

Definition

3. (1) In this section,

“offence” has the same meaning as in the *Young Offenders Act* (Canada).

Proof of conviction

(2) In an action brought under this Act, proof that a child has been found guilty under

- a) soit qu’il ou elle exerçait une surveillance raisonnable de l’enfant au moment où celui-ci s’est livré à l’activité qui a causé la perte ou les dommages et qu’il ou elle a fait des efforts raisonnables pour empêcher ou dissuader l’enfant de se livrer au genre d’activités qui a causé la perte ou les dommages;
- b) soit que l’activité qui a causé la perte ou les dommages n’était pas intentionnelle.

Facteurs

(3) Pour l’application de l’alinéa (2) a), lorsqu’il décide si un père ou une mère a exercé une surveillance raisonnable de l’enfant ou a fait des efforts raisonnables pour empêcher ou dissuader l’enfant de se livrer au genre d’activités qui a causé la perte ou les dommages, le tribunal peut tenir compte de ce qui suit :

- a) l’âge de l’enfant;
- b) la conduite antérieure de l’enfant;
- c) le danger éventuel de l’activité;
- d) la capacité physique ou mentale de l’enfant;
- e) tout trouble médical de l’enfant, notamment d’ordre psychologique;
- f) la question de savoir si l’enfant était sous la surveillance directe du père ou de la mère au moment où il s’est livré à l’activité;
- g) si l’enfant n’était pas sous la surveillance directe du père ou de la mère pendant qu’il s’est livré à l’activité, la question de savoir si le père ou la mère n’a pas agi raisonnablement en ne prenant pas de dispositions raisonnables concernant sa surveillance;
- h) la question de savoir si le père ou la mère a essayé d’améliorer ses compétences parentales, notamment en suivant un cours sur le rôle parental;
- i) la question de savoir si le père ou la mère a demandé une aide professionnelle à l’intention de l’enfant pour le dissuader de se livrer au genre d’activités qui a causé la perte ou les dommages;
- j) toute autre question que le tribunal juge pertinente.

Définition

3. (1) La définition qui suit s’applique au présent article.

«infraction» S’entend au sens de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada).

(2) Dans une action intentée en vertu de la présente loi, la preuve qu’un enfant a été dé-

Preuve de la déclaration de culpabilité

the *Young Offenders Act* (Canada) of an offence is proof, in the absence of evidence to the contrary, that the offence was committed by the child, if,

- (a) no appeal of the finding of guilt was taken and the time for an appeal has expired; or
- (b) an appeal of the finding of guilt was taken but was dismissed or abandoned and no further appeal is available.

Same

(3) For the purposes of subsection (2), a copy of an order of disposition under the *Young Offenders Act* (Canada) showing that the original order appeared to be signed by the officer having custody of the records of the court that made the order is, on proof of the identity of the child named as guilty of the offence in the order, sufficient evidence that the child was found guilty of the offence, without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the order.

Notice re
evidence ob-
tained under
*Young
Offenders
Act* (Canada)

(4) A person who presents evidence obtained under the *Young Offenders Act* (Canada) in an action brought under this Act shall first give the court notice, in the prescribed form.

Record
sealed

(5) When evidence obtained under the *Young Offenders Act* (Canada) is presented in an action brought under this Act,

- (a) the court file shall not be disclosed to any person except,
 - (i) the court and authorized court employees,
 - (ii) the claimant and the claimant's lawyer or agent, and
 - (iii) the child, his or her parents and their lawyers or agents; and
- (b) once the action has been finally disposed of, the court file shall be sealed up and shall not be disclosed to any person, except one mentioned in clause (a).

*Young
Offenders
Act* (Canada)

4. For greater certainty, when information from records under the *Young Offenders Act* (Canada) is made available for the purposes of an action brought under this Act or presented as evidence in such an action, nothing in this

claré coupable d'une infraction aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) constitue la preuve, en l'absence de preuve contraire, que l'infraction a été commise par l'enfant si, selon le cas :

- a) il n'a pas été interjeté appel de la déclaration de culpabilité et le délai d'appel est expiré;
- b) il a été interjeté appel de la déclaration de culpabilité, mais l'appel a été rejeté ou a fait l'objet d'un désistement et aucun autre appel n'est prévu.

Idem

(3) Pour l'application du paragraphe (2), une copie d'une ordonnance portant décision rendue en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) qui indique que l'ordonnance originale semble avoir été signée par l'officier qui a la garde des dossiers du tribunal qui a rendu l'ordonnance constitue une preuve suffisante de la déclaration de culpabilité de l'enfant à l'égard de l'infraction, sans qu'il soit nécessaire d'établir l'authenticité de la signature ni la qualité officielle de la personne qui paraît être le signataire, une fois prouvée l'identité de l'enfant désigné dans l'ordonnance comme étant coupable de l'infraction.

(4) La personne qui présente un élément de preuve obtenu en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) dans une action intentée en vertu de la présente loi en donne au tribunal, au préalable, un avis rédigé selon la formule prescrite.

Avis relatif à
un élément
de preuve
obtenu en
vertu de la
*Loi sur les
jeunes
contreve-
nants*
(Canada)

(5) Lorsqu'un élément de preuve obtenu en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) est présenté dans une action intentée en vertu de la présente loi :

Dossier
conservé
sous
pli scellé

- a) le dossier du tribunal ne doit être divulgué à personne, à l'exception des personnes suivantes :
 - (i) le tribunal et ses employés autorisés,
 - (ii) le requérant et son avocat ou représentant,
 - (iii) l'enfant, ses père et mère et leurs avocats ou représentants;
- b) une fois que l'action a été réglée de façon définitive, le dossier du tribunal est conservé sous pli scellé et ne doit être divulgué à personne, à l'exception des personnes mentionnées à l'alinéa a).

4. Il est entendu que lorsque des renseignements contenus dans des dossiers constitués sous le régime de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) sont mis à la disposition des intéressés aux fins d'une action intentée en

*Loi sur les
jeunes
contreve-
nants*
(Canada)

Act affects any provision of the *Young Offenders Act* limiting disclosure or publication of the information.

vertu de la présente loi ou présentés comme éléments de preuve dans une telle action, la présente loi n'a pas d'incidence sur les dispositions de la *Loi sur les jeunes contrevenants* qui limitent la divulgation ou la publication des renseignements.

Restitution	5. In determining the amount of damages in an action brought under this Act, the court may take into account any amount ordered by a court as restitution or paid voluntarily as restitution.	5. Lorsqu'il fixe le montant des dommages-intérêts dans une action intentée en vertu de la présente loi, le tribunal peut tenir compte de toute somme dont un tribunal a ordonné le versement à titre de restitution ou qui a été versée volontairement à ce titre.	Restitution
Joint and several liability	6. Where more than one parent is liable in an action brought under this Act for a child's activity, their liability is joint and several.	6. Si plus d'une personne visée par la définition de «père ou mère» à l'article 1 sont tenues responsables dans une action intentée en vertu de la présente loi à l'égard de l'activité d'un enfant, leur responsabilité est conjointe et individuelle.	Responsabilité conjointe et individuelle
Method of payment	7. (1) In awarding damages in an action brought under this Act, the court may order payment of the damages, (a) to be made in full on or before a fixed date; or (b) to be made in instalments on or before fixed dates, if the court considers that a lump sum payment is beyond the financial resources of the parent or will otherwise impose an unreasonable financial burden on the parent.	7. (1) Lorsqu'il adjuge des dommages-intérêts dans une action intentée en vertu de la présente loi, le tribunal peut ordonner que leur paiement : a) soit fait intégralement au plus tard à une date qu'il fixe; b) soit fait en plusieurs versements au plus tard à des dates qu'il fixe, s'il estime que le paiement d'une somme globale dépasse les moyens financiers du père ou de la mère ou imposera par ailleurs à celui-ci ou à celle-ci un fardeau financier déraisonnable.	Mode de paiement
Security	(2) The court may order security to be provided by the parent in any form that the court considers appropriate.	(2) Le tribunal peut ordonner que le père ou la mère fournisse un cautionnement sous la forme qu'il juge appropriée.	Cautionnement
Insurers subrogated	8. An insurer who has paid an amount as compensation to a person in connection with the loss or damage is subrogated to the rights of the person under this Act to the extent of the amount.	8. L'assureur qui a versé à une personne une somme à titre d'indemnité relativement à la perte ou aux dommages est subrogé dans les droits de la personne prévus par la présente loi jusqu'à concurrence de cette somme.	Subrogation des assureurs
Other remedies	9. Nothing in this Act shall be interpreted to limit remedies otherwise available under existing law or to preclude the development of remedies under the law.	9. La présente loi n'a pas pour effet de restreindre les recours qui existent par ailleurs dans le cadre du droit en vigueur ni d'empêcher la création de recours en droit.	Autres recours
Parents' onus of proof in actions not under this Act	10. (1) This section applies to any action brought otherwise than under this Act.	10. (1) Le présent article s'applique aux actions qui sont intentées autrement que comme le prévoit la présente loi.	Fardeau de la preuve dans les actions non prévues par la présente loi
Same	(2) In an action against a parent for damage to property or for personal injury or death caused by the fault or neglect of a child who is a minor, the onus of establishing that the parent exercised reasonable supervision and control over the child rests with the parent.	(2) Dans une action intentée contre le père ou la mère en raison de dommages causés à des biens, lésions ou décès qui résultent de la faute ou de la négligence d'un enfant qui est mineur, le fardeau de prouver que le père ou la mère a exercé une surveillance raisonnable de l'enfant revient au père ou à la mère.	Idem
Same	(3) In subsection (2),	(3) La définition qui suit s'applique au paragraphe (2).	Idem

“child” and “parent” have the same meaning as in the *Family Law Act*.

Regulations

11. The Lieutenant Governor in Council may, by regulation,

- (a) prescribe forms to be used for requests under paragraph 44.1 (1) (h) of the *Young Offenders Act* (Canada);
- (b) prescribe a form for the purpose of subsection 3 (4) (notice re evidence).

Repeal

12. Section 68 of the *Family Law Act* is repealed.

Commence-
ment

13. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

14. The short title of this Act is the *Parental Responsibility Act, 2000*.

«enfant» et «père ou mère» S'entendent au sens de la *Loi sur le droit de la famille*.

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Rèlements

- a) prescrire les formules à utiliser pour présenter des demandes en vertu de l'alinéa 44.1 (1) h) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada);
- b) prescrire une formule pour l'application du paragraphe 3 (4) (avis relatif à un élément de preuve).

12. L'article 68 de la *Loi sur le droit de la famille* est abrogé.

Abrogation

13. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

14. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur la responsabilité parentale*.

Titre abrégé

7.20N
B
356



Document
Publications

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 55

*(Chapter 4
Statutes of Ontario, 2000)*

**An Act to make parents
responsible for wrongful acts
intentionally committed
by their children**

The Hon. J. Flaherty
Attorney General

1st Reading	April 4, 2000
2nd Reading	May 16, 2000
3rd Reading	May 17, 2000
Royal Assent	June 8, 2000

Projet de loi 55

*(Chapitre 4
Lois de l'Ontario de 2000)*

**Loi visant à rendre les pères et mères
responsables des actes fautifs
commis intentionnellement
par leurs enfants**

L'honorable J. Flaherty
Procureur général

1 ^{re} lecture	4 avril 2000
2 ^e lecture	16 mai 2000
3 ^e lecture	17 mai 2000
Sanction royale	8 juin 2000



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



**An Act to make parents
responsible for wrongful acts
intentionally committed
by their children**

**Loi visant à rendre les pères et mères
responsables des actes fautifs
commis intentionnellement
par leurs enfants**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. In this Act, except as otherwise provided in section 10,

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi, sauf disposition contraire de l'article 10.

Définitions

“child” means a person who is under the age of 18 years; (“enfant”)

«enfant» Personne âgée de moins de 18 ans. («child»)

“parent” means,

«père ou mère» S'entend des personnes suivantes :

- (a) a biological parent of a child, unless section 158 of the *Child and Family Services Act* applies to the child,
- (b) an adoptive parent of a child,
- (c) an individual declared to be a parent of a child under the *Children's Law Reform Act*,
- (d) an individual who has lawful custody of a child, and
- (e) an individual who has a lawful right of access to a child. (“père ou mère”)

- a) le père ou la mère biologique d'un enfant, sauf si l'article 158 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* s'applique à l'enfant;
- b) le père adoptif ou la mère adoptive d'un enfant;
- c) le particulier qui est déclaré comme père ou mère d'un enfant aux termes de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance*;
- d) le particulier qui a la garde légitime d'un enfant;
- e) le particulier qui a un droit de visite légitime d'un enfant. («parent»)

Parents' liability

2. (1) Where a child takes, damages or destroys property, an owner or a person entitled to possession of the property may bring an action in the Small Claims Court against a parent of the child to recover damages, not in excess of the monetary jurisdiction of the Small Claims Court,

2. (1) Si un enfant prend un bien, l'endommage ou le détruit, le propriétaire du bien ou la personne qui a droit à sa possession peut intenter contre le père ou la mère de l'enfant devant la Cour des petites créances une action en recouvrement de dommages-intérêts, qui ne dépassent pas la compétence d'attribution de la Cour des petites créances, pour ce qui suit :

Responsabilité du père ou de la mère

- (a) for loss of or damage to the property suffered as a result of the activity of the child; and
- (b) for economic loss suffered as a consequence of that loss of or damage to property.

- a) la perte du bien subie ou les dommages causés à celui-ci par suite de l'activité de l'enfant;
- b) la perte économique subie par suite de la perte du bien ou des dommages causés à celui-ci.

Same

(2) The parent is liable for the damages unless the parent satisfies the court that,

(2) Le père ou la mère est redevable des dommages-intérêts, à moins de convaincre le tribunal :

Idem

	<p>(a) he or she was exercising reasonable supervision over the child at the time the child engaged in the activity that caused the loss or damage and made reasonable efforts to prevent or discourage the child from engaging in the kind of activity that resulted in the loss or damage; or</p> <p>(b) the activity that caused the loss or damage was not intentional.</p>	<p>a) soit qu'il ou elle exerçait une surveillance raisonnable de l'enfant au moment où celui-ci s'est livré à l'activité qui a causé la perte ou les dommages et qu'il ou elle a fait des efforts raisonnables pour empêcher ou dissuader l'enfant de se livrer au genre d'activités qui a causé la perte ou les dommages;</p> <p>b) soit que l'activité qui a causé la perte ou les dommages n'était pas intentionnelle.</p>	
Factors	<p>(3) For the purposes of clause (2) (a), in determining whether a parent exercised reasonable supervision over a child or made reasonable efforts to prevent or discourage the child from engaging in the kind of activity that resulted in the loss or damage, the court may consider,</p> <p>(a) the age of the child;</p> <p>(b) the prior conduct of the child;</p> <p>(c) the potential danger of the activity;</p> <p>(d) the physical or mental capacity of the child;</p> <p>(e) any psychological or other medical disorders of the child;</p> <p>(f) whether the child was under the direct supervision of the parent at the time when the child was engaged in the activity;</p> <p>(g) if the child was not under the direct supervision of the parent when the child engaged in the activity, whether the parent acted unreasonably in failing to make reasonable arrangements for the supervision of the child;</p> <p>(h) whether the parent has sought to improve his or her parenting skills by attending parenting courses or otherwise;</p> <p>(i) whether the parent has sought professional assistance for the child designed to discourage activity of the kind that resulted in the loss or damage; and</p> <p>(j) any other matter that the court considers relevant.</p>	<p>(3) Pour l'application de l'alinéa (2) a), lorsqu'il décide si un père ou une mère a exercé une surveillance raisonnable de l'enfant ou a fait des efforts raisonnables pour empêcher ou dissuader l'enfant de se livrer au genre d'activités qui a causé la perte ou les dommages, le tribunal peut tenir compte de ce qui suit :</p> <p>a) l'âge de l'enfant;</p> <p>b) la conduite antérieure de l'enfant;</p> <p>c) le danger éventuel de l'activité;</p> <p>d) la capacité physique ou mentale de l'enfant;</p> <p>e) tout trouble médical de l'enfant, notamment d'ordre psychologique;</p> <p>f) la question de savoir si l'enfant était sous la surveillance directe du père ou de la mère au moment où il s'est livré à l'activité;</p> <p>g) si l'enfant n'était pas sous la surveillance directe du père ou de la mère pendant qu'il s'est livré à l'activité, la question de savoir si le père ou la mère n'a pas agi raisonnablement en ne prenant pas de dispositions raisonnables concernant sa surveillance;</p> <p>h) la question de savoir si le père ou la mère a essayé d'améliorer ses compétences parentales, notamment en suivant un cours sur le rôle parental;</p> <p>i) la question de savoir si le père ou la mère a demandé une aide professionnelle à l'intention de l'enfant pour le dissuader de se livrer au genre d'activités qui a causé la perte ou les dommages;</p> <p>j) toute autre question que le tribunal juge pertinente.</p>	Facteurs
Definition	<p>3. (1) In this section,</p> <p>“offence” has the same meaning as in the <i>Young Offenders Act</i> (Canada).</p>	<p>3. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.</p> <p>«infraction» S'entend au sens de la <i>Loi sur les jeunes contrevenants</i> (Canada).</p>	Définition
Proof of conviction	<p>(2) In an action brought under this Act, proof that a child has been found guilty under</p>	<p>(2) Dans une action intentée en vertu de la présente loi, la preuve qu'un enfant a été dé-</p>	Preuve de la déclaration de culpabilité

the *Young Offenders Act* (Canada) of an offence is proof, in the absence of evidence to the contrary, that the offence was committed by the child, if,

- (a) no appeal of the finding of guilt was taken and the time for an appeal has expired; or
- (b) an appeal of the finding of guilt was taken but was dismissed or abandoned and no further appeal is available.

Same

(3) For the purposes of subsection (2), a copy of an order of disposition under the *Young Offenders Act* (Canada) showing that the original order appeared to be signed by the officer having custody of the records of the court that made the order is, on proof of the identity of the child named as guilty of the offence in the order, sufficient evidence that the child was found guilty of the offence, without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the order.

Notice re
evidence ob-
tained under
*Young
Offenders
Act* (Canada)

(4) A person who presents evidence obtained under the *Young Offenders Act* (Canada) in an action brought under this Act shall first give the court notice, in the prescribed form.

Record
sealed

(5) When evidence obtained under the *Young Offenders Act* (Canada) is presented in an action brought under this Act,

- (a) the court file shall not be disclosed to any person except,
 - (i) the court and authorized court employees,
 - (ii) the claimant and the claimant's lawyer or agent, and
 - (iii) the child, his or her parents and their lawyers or agents; and
- (b) once the action has been finally disposed of, the court file shall be sealed up and shall not be disclosed to any person, except one mentioned in clause (a).

*Young
Offenders
Act* (Canada)

4. For greater certainty, when information from records under the *Young Offenders Act* (Canada) is made available for the purposes of an action brought under this Act or presented as evidence in such an action, nothing in this

claré coupable d'une infraction aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) constitue la preuve, en l'absence de preuve contraire, que l'infraction a été commise par l'enfant si, selon le cas :

- a) il n'a pas été interjeté appel de la déclaration de culpabilité et le délai d'appel est expiré;
- b) il a été interjeté appel de la déclaration de culpabilité, mais l'appel a été rejeté ou a fait l'objet d'un désistement et aucun autre appel n'est prévu.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), une copie d'une ordonnance portant décision rendue en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) qui indique que l'ordonnance originale semble avoir été signée par l'officier qui a la garde des dossiers du tribunal qui a rendu l'ordonnance constitue une preuve suffisante de la déclaration de culpabilité de l'enfant à l'égard de l'infraction, sans qu'il soit nécessaire d'établir l'authenticité de la signature ni la qualité officielle de la personne qui paraît être le signataire, une fois prouvée l'identité de l'enfant désigné dans l'ordonnance comme étant coupable de l'infraction.

Idem

(4) La personne qui présente un élément de preuve obtenu en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) dans une action intentée en vertu de la présente loi en donne au tribunal, au préalable, un avis rédigé selon la formule prescrite.

Avis relatif à
un élément
de preuve
obtenu en
vertu de la
*Loi sur les
jeunes
contreve-
nants*
(Canada)

(5) Lorsqu'un élément de preuve obtenu en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) est présenté dans une action intentée en vertu de la présente loi :

- a) le dossier du tribunal ne doit être divulgué à personne, à l'exception des personnes suivantes :
 - (i) le tribunal et ses employés autorisés,
 - (ii) le requérant et son avocat ou représentant,
 - (iii) l'enfant, ses père et mère et leurs avocats ou représentants;
- b) une fois que l'action a été réglée de façon définitive, le dossier du tribunal est conservé sous pli scellé et ne doit être divulgué à personne, à l'exception des personnes mentionnées à l'alinéa a).

Dossier
conservé
sous
pli scellé

4. Il est entendu que lorsque des renseignements contenus dans des dossiers constitués sous le régime de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) sont mis à la disposition des intéressés aux fins d'une action intentée en

*Loi sur les
jeunes
contreve-
nants*
(Canada)

	Act affects any provision of the <i>Young Offenders Act</i> limiting disclosure or publication of the information.	vertu de la présente loi ou présentés comme éléments de preuve dans une telle action, la présente loi n’a pas d’incidence sur les dispositions de la <i>Loi sur les jeunes contrevenants</i> qui limitent la divulgation ou la publication des renseignements.	
Restitution	5. In determining the amount of damages in an action brought under this Act, the court may take into account any amount ordered by a court as restitution or paid voluntarily as restitution.	5. Lorsqu’il fixe le montant des dommages-intérêts dans une action intentée en vertu de la présente loi, le tribunal peut tenir compte de toute somme dont un tribunal a ordonné le versement à titre de restitution ou qui a été versée volontairement à ce titre.	Restitution
Joint and several liability	6. Where more than one parent is liable in an action brought under this Act for a child’s activity, their liability is joint and several.	6. Si plus d’une personne visée par la définition de «père ou mère» à l’article 1 sont tenues responsables dans une action intentée en vertu de la présente loi à l’égard de l’activité d’un enfant, leur responsabilité est conjointe et individuelle.	Responsabilité conjointe et individuelle
Method of payment	7. (1) In awarding damages in an action brought under this Act, the court may order payment of the damages, <div> <div>(a) to be made in full on or before a fixed date; or</div> <div>(b) to be made in instalments on or before fixed dates, if the court considers that a lump sum payment is beyond the financial resources of the parent or will otherwise impose an unreasonable financial burden on the parent.</div> </div>	7. (1) Lorsqu’il adjuge des dommages-intérêts dans une action intentée en vertu de la présente loi, le tribunal peut ordonner que leur paiement : <div> <div>a) soit fait intégralement au plus tard à une date qu’il fixe;</div> <div>b) soit fait en plusieurs versements au plus tard à des dates qu’il fixe, s’il estime que le paiement d’une somme globale dépasse les moyens financiers du père ou de la mère ou imposera par ailleurs à celui-ci ou à celle-ci un fardeau financier déraisonnable.</div> </div>	Mode de paiement
Security	(2) The court may order security to be provided by the parent in any form that the court considers appropriate.	(2) Le tribunal peut ordonner que le père ou la mère fournisse un cautionnement sous la forme qu’il juge appropriée.	Cautionnement
Insurers subrogated	8. An insurer who has paid an amount as compensation to a person in connection with the loss or damage is subrogated to the rights of the person under this Act to the extent of the amount.	8. L’assureur qui a versé à une personne une somme à titre d’indemnité relativement à la perte ou aux dommages est subrogé dans les droits de la personne prévus par la présente loi jusqu’à concurrence de cette somme.	Subrogation des assureurs
Other remedies	9. Nothing in this Act shall be interpreted to limit remedies otherwise available under existing law or to preclude the development of remedies under the law.	9. La présente loi n’a pas pour effet de restreindre les recours qui existent par ailleurs dans le cadre du droit en vigueur ni d’empêcher la création de recours en droit.	Autres recours
Parents’ onus of proof in actions not under this Act	10. (1) This section applies to any action brought otherwise than under this Act.	10. (1) Le présent article s’applique aux actions qui sont intentées autrement que comme le prévoit la présente loi.	Fardeau de la preuve dans les actions non prévues par la présente loi
Same	(2) In an action against a parent for damage to property or for personal injury or death caused by the fault or neglect of a child who is a minor, the onus of establishing that the parent exercised reasonable supervision and control over the child rests with the parent.	(2) Dans une action intentée contre le père ou la mère en raison de dommages causés à des biens, lésions ou décès qui résultent de la faute ou de la négligence d’un enfant qui est mineur, le fardeau de prouver que le père ou la mère a exercé une surveillance raisonnable de l’enfant revient au père ou à la mère.	Idem
Same	(3) In subsection (2),	(3) La définition qui suit s’applique au paragraphe (2).	Idem

“child” and “parent” have the same meaning as in the *Family Law Act*.

Regulations

11. The Lieutenant Governor in Council may, by regulation,

- (a) prescribe forms to be used for requests under paragraph 44.1 (1) (h) of the *Young Offenders Act* (Canada);
- (b) prescribe a form for the purpose of subsection 3 (4) (notice re evidence).

Repeal

12. Section 68 of the *Family Law Act* is repealed.

Commence-
ment

13. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

14. The short title of this Act is the *Parental Responsibility Act, 2000*.

«enfant» et «père ou mère» S'entendent au sens de la *Loi sur le droit de la famille*.

Règlements

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les formules à utiliser pour présenter des demandes en vertu de l'alinéa 44.1 (1) h) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada);
- b) prescrire une formule pour l'application du paragraphe 3 (4) (avis relatif à un élément de preuve).

Abrogation

12. L'article 68 de la *Loi sur le droit de la famille* est abrogé.

Entrée en
vigueur

13. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

14. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur la responsabilité parentale*.



Copyright
Protected

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 56

Projet de loi 56

**An Act to amend the Capital
Investment Plan Act, 1993
to ensure that the Ontario Realty
Corporation awards contracts
in a fair and public way**

**Loi modifiant la Loi de 1993 sur
le plan d'investissement pour veiller
à ce que la Société immobilière
de l'Ontario accorde des contrats
de façon équitable et transparente**

Mr. Agostino

M. Agostino

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 4, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 4 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Part V of the *Capital Investment Plan Act, 1993* deals with the Ontario Realty Corporation. The Bill adds two sections to Part V, dealing with contracts regarding services or property to which the Corporation is a party. The new section 63.2 provides that a person who lobbies a member of the Legislature, a Crown employee, an employee in the office of a member of the Executive Council, or a director, officer or employee of the Corporation to be the successful bidder on a contract is disqualified from bidding. After a contract valued at over \$10,000 is awarded, the Corporation must make available to the public details of the successful and unsuccessful bids. If a person makes a request to the Corporation for information with respect to a contract, certain provisions in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* which may result in a refusal to disclose the information, are deemed not to apply.

The new section 63.3 requires the Corporation to have real property appraised twice before offering it for sale. The buyer may not resell the property within one year for more than the person paid for it, unless the Real Estate Council of Ontario determines that the increase in value resulted from substantial development of the real estate. If a court concludes that non-compliance with this section resulted in financial loss to the Crown, it may order the purchaser or other party to the proceeding to pay the Crown the amount of the loss.

La partie V de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* porte sur la Société immobilière de l'Ontario. Le projet de loi ajoute à cette partie deux articles sur les contrats auxquels la Société est partie visant des services ou des biens. Le nouvel article 63.2 prévoit qu'une personne ne peut soumettre une offre pour obtenir un contrat si elle exerce à cette fin des pressions auprès d'un membre de l'Assemblée législative, d'un employé de la Couronne, d'un employé du bureau d'un membre du Conseil exécutif ou d'un administrateur, d'un dirigeant ou d'un employé de la Société. Si elle accorde un contrat de plus de 10 000 \$, la Société doit mettre à la disposition du public des renseignements sur les offres retenues et non retenues. Si une personne demande à la Société des renseignements à l'égard d'un contrat, certaines dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* qui pourraient motiver le refus de divulguer les renseignements sont réputées ne pas s'appliquer.

Le nouvel article 63.3 exige de la Société qu'elle fasse évaluer un bien immobilier deux fois avant de le mettre en vente. Pendant un an, l'acheteur ne peut revendre le bien à un prix supérieur à celui qu'il a payé que si le Conseil ontarien de l'immobilier détermine que l'augmentation de la valeur résulte d'un aménagement considérable du bien immeuble. Si un tribunal conclut que l'inobservation de cet article a abouti à une perte financière pour la Couronne, il peut ordonner à l'acheteur ou à une autre partie à l'instance de verser à la Couronne le montant de la perte.

An Act to amend the Capital Investment Plan Act, 1993 to ensure that the Ontario Realty Corporation awards contracts in a fair and public way.

Loi modifiant la Loi de 1993 sur le plan d'investissement pour veiller à ce que la Société immobilière de l'Ontario accorde des contrats de façon équitable et transparente

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Capital Investment Plan Act, 1993* is amended by adding the following sections:

Contracts for services or property

63.2 (1) This section applies to contracts regarding services or property to which the Corporation is a party, and to the process by which the Corporation awards those contracts.

Lobbying members of the Legislature

(2) If the Corporation concludes on reasonable grounds that a person who is bidding on a contract has contacted one of the following persons for the purpose of being the successful bidder, the Corporation shall disqualify the person from bidding on the contract:

1. A member of the board of directors of the Corporation.
2. A Crown employee, or an officer or employee of the Corporation, unless the Corporation has explicitly made such contact a part of the bidding process.
3. A member of the Legislature.
4. A person employed in the office of a member of the Executive Council.

Disclosure of bid information

(3) Within 10 days after awarding a contract of a value over \$10,000 the Corporation shall make available to the public on a Web site or by such other means as may be prescribed, details of the successful bid for the contract and details of all unsuccessful bids.

Regulations

(4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing the means by which the Corporation make information available to the public under subsection (3).

Requests for information

(5) If a person requests information from the Corporation with respect to a contract, the following provisions of the *Freedom of*

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* est modifiée par adjonction des articles suivants :

Contrats visant des services ou des biens

63.2 (1) Le présent article s'applique aux contrats auxquels la Société est partie visant des services ou des biens et au processus par lequel elle les accorde.

Pressions exercées

(2) La Société interdit à une personne de soumettre une offre pour obtenir un contrat si elle conclut, en se fondant sur des motifs raisonnables, que la personne a contacté à cette fin une des personnes suivantes :

1. Un membre du conseil d'administration de la Société.
2. Un employé de la Couronne ou un dirigeant ou un employé de la Société, à moins qu'elle n'ait indiqué expressément qu'un tel contact fait partie du processus d'appel d'offres.
3. Un membre de l'Assemblée législative.
4. Une personne employée dans le bureau d'un membre du Conseil exécutif.

Divulgence de renseignements

(3) Au plus tard 10 jours après avoir accordé un contrat de plus de 10 000 \$, la Société met à la disposition du public, sur un site Web ou par un autre moyen prescrit, les renseignements sur l'offre retenue pour le contrat et sur toutes les offres non retenues.

Règlements

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les moyens par lesquels la Société met des renseignements à la disposition du public aux termes du paragraphe (3).

Demandes de renseignements

(5) Si une personne demande à la Société des renseignements à l'égard d'un contrat, les dispositions suivantes de la *Loi sur l'accès à*

Information and Protection of Privacy Act shall be deemed not to apply with respect to the request:

1. Subsection 13 (1) (Advice to government).
2. Subsection 17 (1) (Third party information).
3. Subsection 18 (1) (Economic and other interests of Ontario).

Sale of
real estate

63.3 (1) Before the Corporation offers real estate for sale, it shall have the value of the real estate appraised separately by two people qualified to do such an appraisal, who are independent of each other and of the Corporation.

Resale
within
one year

(2) A person who purchases real estate from the Corporation shall not sell the real estate for more than what the person paid for it until the end of one year after the purchase, unless the Real Estate Council of Ontario determines that the value of the real estate has increased as a result of substantial development of the real estate since the purchase.

Decision
final

(3) A decision of the Real Estate Council of Ontario under subsection (2) is final, and is not subject to appeal.

Cost of
determina-
tion

(4) The Real Estate Council of Ontario may recover the cost of a determination under subsection (2) from the parties to the proceeding in which the determination is made.

Application
to court

(5) The Crown in Right of Ontario may apply to the Superior Court of Justice to determine whether non-compliance with this section resulted in a financial loss to the Crown.

Parties to the
application

(6) The Corporation, the person who purchased property from the Corporation, and any other person named as a party by the Court, are parties to a proceeding under subsection (5).

Payment
for loss

(7) In a proceeding under subsection (5), if the Court determines that non-compliance with this section resulted in a financial loss to the Crown, the Court may by order require a party to the proceeding to pay to the Crown the amount of the loss.

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Ontario Realty Corporation Clean Up Act, 2000*.

l'information et la protection de la vie privée sont réputées ne pas s'appliquer à l'égard de la demande :

1. Le paragraphe 13 (1) (conseils au gouvernement).
2. Le paragraphe 17 (1) (renseignements de tiers).
3. Le paragraphe 18 (1) (intérêts économiques et autres de l'Ontario).

63.3 (1) Avant de mettre en vente un bien immeuble, la Société en fait évaluer la valeur séparément par deux personnes ayant les qualités requises pour ce faire et qui sont indépendantes l'une de l'autre et de la Société.

Vente
de biens
immeubles

(2) Une personne qui achète un bien immeuble de la Société ne peut le vendre à un prix supérieur à celui qu'elle a payé que si un an s'est écoulé depuis l'achat, à moins que le Conseil ontarien de l'immobilier ne détermine que l'augmentation de la valeur résulte d'un aménagement considérable du bien immeuble effectué depuis l'achat.

Revente
avant un an

(3) La décision du Conseil ontarien de l'immobilier visée au paragraphe (2) est définitive et sans appel.

Décision
définitive

(4) Le Conseil ontarien de l'immobilier peut recouvrer le coût de la détermination visée au paragraphe (2) des parties à l'instance où la détermination est faite.

Coût de
la détermi-
nation

(5) La Couronne du chef de l'Ontario peut demander, par voie de requête, à la Cour supérieure de justice de déterminer si l'inobservation du présent article a eu pour conséquence une perte financière pour la Couronne.

Requête
présentée
à la Cour

(6) Sont parties à l'instance visée au paragraphe (5) la Société, la personne qui a acheté le bien de la Société et toute autre personne que la Cour nomme partie à l'instance.

Parties à
la requête

(7) Si la Cour détermine dans une instance visée au paragraphe (5) que l'inobservation du présent article a eu pour conséquence une perte financière pour la Couronne, elle peut, par ordonnance, exiger d'une partie à l'instance qu'elle verse à la Couronne le montant de la perte.

Indemni-
sation

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur l'assainissement de la Société immobilière de l'Ontario*.

Titre abrégé



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{RE} SESSION, 37^E LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 62

An Act to enact, amend and repeal various Acts in order to encourage direct democracy through municipal referendums, to provide additional tools to assist restructuring municipalities and to deal with other municipal matters

The Hon. T. Clement
Minister of Municipal Affairs and Housing

Government Bill

1st Reading April 13, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 62

Loi édictant, modifiant et abrogeant diverses lois en vue d'encourager la démocratie directe au moyen de référendums municipaux, de fournir des outils supplémentaires pour aider les municipalités restructurées et de traiter d'autres questions municipales

L'honorable T. Clement
Ministre des Affaires municipales et du Logement

Projet de loi du gouvernement

1^{RE} lecture 13 avril 2000
2^E lecture
3^E lecture
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



PART I

Part I (sections 1 to 5) of the Bill amends the *City of Greater Sudbury Act, 1999*, the *Town of Haldimand Act, 1999*, the *City of Hamilton Act, 1999*, the *Town of Norfolk Act, 1999* and the *City of Ottawa Act, 1999*. Each of those Acts is amended to give the new municipalities the following powers possessed by the former regional municipalities:

1. To make by-laws under sections 234 and 239 (certain police powers) of the *Municipal Act*.
2. To establish and regulate parks, including the sale of liquor, subject to the *Liquor Licence Act*, in those parks.
3. To fluoridate water in those areas of the municipality to which fluoridated water was being provided before.
4. To enter into agreements respecting the construction and operation of homes for persons with special needs.
5. To restrict persons from providing services or facilities relating to waste management without the consent of the municipality.

Each of the Acts is also amended,

- (a) to deal with certain financial matters, including setting the borrowing limit for 2001 and dealing with the surplus or operating deficit for that year;
- (b) to allow regulations being made authorizing the city or town to do anything that is not specifically authorized by the Act to carry out the intent of the Act;
- (c) to clarify a provision relating to collective agreements;
- (d) to repeal the provision that allows the Lieutenant Governor in Council to make consequential amendments to any Act by regulation.

The *City of Greater Sudbury Act, 1999* is amended to give the city the power to collect tax arrears under the *Provincial Land Tax Act* and to establish and maintain highways in unorganized territory adjoining the municipal area.

The *City of Hamilton Act, 1999* is amended to give the city the power to exempt shops from opening and closing by-laws passed under section 214 of the *Municipal Act*; to hold shares in and manage the affairs of The Hamilton Street Railway Company and of Safety Service and Adjusters Limited; and, to establish and operate a passenger transportation system.

The Act is also amended to increase the number of wards and councillors in the City of Hamilton from 13 to 15.

The *City of Ottawa Act, 1999* is amended to give the city the power to pass by-laws respecting street vending; to regulate sewers, sewage

PARTIE I

La partie I (articles 1 à 5) du projet de loi modifie la *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury*, la *Loi de 1999 sur la ville de Haldimand*, la *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton*, la *Loi de 1999 sur la ville de Norfolk* et la *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa*. Chacune de ces lois est modifiée pour attribuer aux nouvelles municipalités les pouvoirs suivants que possédaient les anciennes municipalités régionales :

1. L'adoption de règlements municipaux en vertu des articles 234 et 239 (certains pouvoirs de police) de la *Loi sur les municipalités*.
2. La création de parcs et leur réglementation, y compris la vente d'alcool, sous réserve de la *Loi sur les permis d'alcool*, dans ceux-ci.
3. La fluoruration de l'eau dans les secteurs de la municipalité qui étaient approvisionnés en eau fluorée auparavant.
4. La conclusion d'accords en vue de la construction et de l'exploitation de foyers pour les personnes ayant des besoins spéciaux.
5. L'interdiction pour certaines personnes de fournir des services ou des installations reliés à la gestion des déchets sans le consentement de la municipalité.

Chacune des lois est également modifiée :

- a) pour traiter de certaines questions d'ordre financier, y compris l'établissement du plafond d'emprunt pour 2001 et la prise en compte de l'excédent ou du déficit de fonctionnement de cette année-là;
- b) pour permettre la prise de règlements autorisant la cité ou la ville, selon le cas, à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la Loi pour réaliser l'objet de celle-ci;
- c) pour éclaircir une disposition relative aux conventions collectives;
- d) pour abroger la disposition qui permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'apporter des modifications corrélatives à une loi par règlement.

La *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury* est modifiée pour donner à la cité le pouvoir de recouvrer les arriérés des impôts que prévoit la *Loi sur l'impôt foncier provincial* et de créer et d'entretenir des voies publiques dans un territoire non érigé en municipalité contigu au secteur municipal.

La *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton* est modifiée pour donner à la cité le pouvoir d'exempter les boutiques de l'application des règlements municipaux concernant les heures d'ouverture et de fermeture qui sont adoptés en vertu de l'article 214 de la *Loi sur les municipalités*, de détenir des actions dans la personne morale appelée The Hamilton Street Railway Company et dans celle appelée Safety Service and Adjusters Limited et de gérer leurs affaires et de mettre sur pied et d'exploiter un réseau de transport de passagers.

La Loi est également modifiée pour porter de 13 à 15 le nombre de quartiers et de conseillers dans la cité de Hamilton.

La *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa* est modifiée pour donner à la cité le pouvoir d'adopter des règlements municipaux concernant la

disposal and land treatment ponds; to acquire land for sites to be used for commercial or institutional purposes; and, to establish a passenger transportation system.

The Act is also amended to increase the number of wards and councillors in the City of Ottawa from 20 to 21.

PART II

Part II (sections 6 to 26) of the Bill makes amendments to numerous Acts, the majority of which are consequential to the municipal restructuring and corresponding name changes effected by the *City of Greater Sudbury Act, 1999*, the *Town of Haldimand Act, 1999*, the *City of Hamilton Act, 1999*, the *Town of Norfolk Act, 1999* and the *City of Ottawa Act, 1999*.

In addition, the *Municipal Act* is amended by,

- (a) re-enacting section 6 which deals with powers given to municipalities under special Acts and under general Acts and the relationship between the two;
- (b) repealing a spent provision (section 13.3 which deals with the 1997 election);
- (c) amending subsection 25.3 (1) to eliminate the option of 75 electors or 10 percent of the electors of a municipality, whichever is lesser, being able to request the establishment of a restructuring commission and to repeal subsections 25.3 (1.1) and (1.2) which relate to that provision;
- (d) re-enacting section 117 to change the pension bridge calculation formula and the Canada Pension Plan offset percentage;
- (e) amending section 206.1 to allow municipalities to enter into agreements with other municipalities for the performance of functions transferred by the Attorney General under Part X of the *Provincial Offences Act*;
- (f) adding a new section 363.1 which allows the Minister, when a separated municipality becomes part of an upper-tier municipality, to make regulations establishing tax ratios in the separated area that are different from the rest of the upper-tier municipality.

Subsection 7 (3) of the *Regional Municipality of Halton Act*, which prohibits the Chair from voting except in cases of a tied vote, is repealed.

Amendments to the *Regional Municipality of Waterloo Act* change the composition of the area councils and the Regional Council and provide for direct election to the Regional Council.

PART III

Part III (sections 27 to 40) of the Bill amends the *Municipal Elections Act, 1996* to provide for binding municipal questions to be put before the municipal electorate. New sections 8.1, 8.2, 8.3, 39.1 and 82.1 set out the procedures for the carrying out of the vote, the effect of the vote on the municipality and the implementation of the results.

Changes are also made to the financial reporting process for candidates.

vente dans la rue, de régler les égouts, l'évacuation des eaux d'égout et les bassins d'épuration des eaux d'écoulement, d'acquies des biens-fonds comme sites destinés à des fins commerciales ou institutionnelles et de mettre sur pied un réseau de transport de passagers.

La Loi est également modifiée pour porter de 20 à 21 le nombre de quartiers et de conseillers dans la ville d'Ottawa.

PARTIE II

La partie II (articles 6 à 26) du projet de loi apporte des modifications à de nombreuses lois, dont la majorité découlent de la restructuration municipale et des changements de noms correspondants émanant de la *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury*, de la *Loi de 1999 sur la ville de Haldimand*, de la *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton*, de la *Loi de 1999 sur la ville de Norfolk* et de la *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa*.

En outre, la *Loi sur les municipalités* est modifiée :

- a) par réédiction de l'article 6, qui traite des pouvoirs conférés aux municipalités en vertu de lois spéciales et de lois générales et du rapport entre les deux;
- b) par abrogation d'une disposition caduque, à savoir l'article 13.3, qui traite des élections de 1997;
- c) par modification du paragraphe 25.3 (1) pour éliminer la possibilité pour 75 électeurs ou 10 pour cent des électeurs d'une municipalité, si ce nombre est inférieur, de demander l'établissement d'une commission de restructuration et par abrogation des paragraphes 25.3 (1.1) et (1.2), qui ont trait à cette disposition;
- d) par réédiction de l'article 117 pour modifier la formule de calcul des pensions de raccordement et le pourcentage de réduction du Régime de pensions du Canada;
- e) par modification de l'article 206.1 pour permettre aux municipalités de conclure des ententes avec d'autres municipalités en vue de l'exercice de fonctions transférées par le procureur général en vertu de la partie X de la *Loi sur les infractions provinciales*;
- f) par adjonction de l'article 363.1, qui permet au ministre, lorsqu'une municipalité séparée fait dorénavant partie d'une municipalité de palier supérieur, de prendre des règlements fixant dans le secteur séparé des coefficients d'impôt qui sont différents de ceux qui s'appliquent au reste de la municipalité de palier supérieur.

Le paragraphe 7 (3) de la *Loi sur la municipalité régionale de Halton*, qui interdit au président de voter sauf en cas d'égalité des voix, est abrogé.

Les modifications apportées à la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* changent la composition des conseils des municipalités de secteur et du conseil régional et prévoient des élections directes dans le cas de celui-ci.

PARTIE III

La partie III (articles 27 à 40) du projet de loi modifie la *Loi de 1996 sur les élections municipales* afin de prévoir que des questions municipales à effet obligatoire puissent être soumises aux électeurs municipaux. Les nouveaux articles 8.1, 8.2, 8.3, 39.1 et 82.1 énoncent les modalités du vote, l'effet du vote sur la municipalité et la mise en oeuvre des résultats.

Des modifications sont également apportées à la présentation de l'information financière par les candidats.

PART IV

Part IV (sections 41 and 42) enacts the *Town of Moosonee Act, 2000*. A new town is created and The Moosonee Development Area Board, which it replaces, is dissolved.

PART V

Part V (sections 43 to 45) sets out the commencement and transition provisions and short title.

PARTIE IV

La partie IV (articles 41 et 42) édicte la *Loi de 2000 sur la ville de Moosonee*. Une nouvelle ville est créée et le Conseil de la zone de développement de Moosonee, qu'elle remplace, est dissous.

PARTIE V

La partie V (articles 43 à 45) contient les dispositions d'entrée en vigueur, les dispositions transitoires et le titre abrégé.

An Act to enact, amend and repeal various Acts in order to encourage direct democracy through municipal referendums, to provide additional tools to assist restructuring municipalities and to deal with other municipal matters

Loi édictant, modifiant et abrogeant diverses lois en vue d'encourager la démocratie directe au moyen de référendums municipaux, de fournir des outils supplémentaires pour aider les municipalités restructurées et de traiter d'autres questions municipales

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**PART I
AMENDMENTS TO THE CITY OF
GREATER SUDBURY ACT, 1999,
THE TOWN OF HALDIMAND ACT, 1999,
THE CITY OF HAMILTON ACT, 1999,
THE TOWN OF NORFOLK ACT, 1999
AND THE CITY OF OTTAWA ACT, 1999**

**PARTIE I
MODIFICATION DE LA LOI DE 1999
SUR LA CITÉ DU GRAND SUDBURY,
DE LA LOI DE 1999 SUR LA VILLE
DE HALDIMAND, DE LA LOI DE 1999
SUR LA CITÉ DE HAMILTON,
DE LA LOI DE 1999 SUR LA VILLE
DE NORFOLK ET DE LA LOI DE 1999
SUR LA CITÉ D'OTTAWA**

CITY OF GREATER SUDBURY ACT, 1999

LOI DE 1999 SUR LA CITÉ DU GRAND SUDBURY

1. (1) Paragraph 7 of subsection 5 (1) of the *City of Greater Sudbury Act, 1999* is repealed and the following substituted:

1. (1) La disposition 7 du paragraphe 5 (1) de la *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

7. The City of Valley East.

7. La cité de Valley East.

(2) Paragraph 9 of subsection 5 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) La disposition 9 du paragraphe 5 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

9. All local roads boards established under the *Local Roads Boards Act* located in the municipal area but if a local roads board is not entirely located in the municipal area, only the portion of the local roads board located in the municipal area is dissolved.

9. Toutes les régies des routes locales créées aux termes de la *Loi sur les régies des routes locales* et situées dans le secteur municipal. Toutefois, si une régie des routes locales n'est pas entièrement située dans le secteur municipal, seule la partie de la régie qui y est située est dissoute.

(3) Subsection 5 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) Le paragraphe 5 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) The city stands in the place of the old municipalities for all purposes but if a local roads board is not entirely located in the municipal area, the city only stands in place of the local roads board with respect to matters that are within the jurisdiction of the city.

(2) La cité remplace les anciennes municipalités à toutes fins. Toutefois, si une régie des routes locales n'est pas entièrement située dans le secteur municipal, la cité ne remplace la régie qu'à l'égard des questions qui relèvent de sa compétence.

(4) Section 5 of the Act is amended by adding the following subsection:

(4) L'article 5 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) If a local roads board is not entirely located in the municipal area, clause (3) (b)

(3.1) Si une régie des routes locales n'est pas entièrement située dans le secteur munici-

Rights and
duties

Droits et
obligations

Local boards

Conseils
locaux

Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)

Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)

only applies to assets and liabilities which primarily pertain to or are used primarily in connection with matters that are within the jurisdiction of the city.

(5) The Act is amended by adding the following sections:

Certain
police
powers

11.1 The city, and not the Greater Sudbury Police Services Board, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the *Municipal Act*.

Highways

11.2 The city may establish, lay out, construct, maintain and improve highways in un-organized territory adjoining the municipal area.

Powers re
parks, etc.

11.3 (1) The city may acquire land for public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.

Same

(2) For the purposes described in subsection (1), the city has the powers of a board of park management under the *Public Parks Act*.

Land owned
by conserva-
tion author-
ities

11.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the city under an agreement between the city and the conserva- tion authority.

Parks, etc.

(2) The city may establish, lay out, im- prove and maintain public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the *Public Parks Act*.

Roads and
traffic

(3) The city may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the *Highway Traffic Act*, and prescribe the rate of speed for motor ve- hicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the *Highway Traffic Act*.

Sale of
liquor in
parks

11.5 (1) The city may authorize a person to sell liquor, as defined in the *Liquor Licence Act*, in parks that belonged to The Regional Municipality of Sudbury on December 31, 2000 and may impose such conditions as the city considers appropriate.

Restriction

(2) The power of the city is subject to the *Liquor Licence Act*.

Waste
management

11.6 (1) No person (including a municipa- lity, a regional or district municipality or

pal, l'alinéa (3) b) ne s'applique qu'aux élé- ments d'actif et de passif qui concernent prin- cipalement des questions qui relèvent de la compétence de la cité ou qui sont utilisés principalement dans le cadre de telles ques- tions.

(5) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

11.1 La cité, et non pas la Commission des services policiers du Grand Sudbury, peut adopter les règlements municipaux qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la *Loi sur les municipalités*.

11.2 La cité peut créer, aménager, cons- truire, entretenir et améliorer des voies publi- ques dans un territoire non érigé en municipa- lité contigu au secteur municipal.

11.3 (1) La cité peut acquérir des biens- fonds et y créer, aménager, améliorer et entre- tenir des parcs publics, des jardins zoologi- ques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la cité possède les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue à une commission de gestion des parcs.

11.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la cité aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.

(2) La cité peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promena- des sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue aux commissions de gestion des parcs.

(3) La cité peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, ré- glementer la circulation sur celles-ci, sous ré- serve du *Code de la route*, et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du *Code de la route*.

11.5 (1) La cité peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la *Loi sur les permis d'alcool*, dans les parcs qui apparte- naient à la municipalité régionale de Sudbury le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

(2) Le pouvoir de la cité est assujetti à la *Loi sur les permis d'alcool*.

11.6 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une

Certains
pouvoirs
de police

Voies
publiques

Pouvoirs :
parcs

Idem

Biens-fonds
appartenant
aux offices
de protection
de la nature

Parcs

Routes et
circulation

Vente
d'alcool dans
les parcs

Restriction

Gestion des
déchets

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Sudbury under section 150 of the *Regional Municipalities Act* as of December 31, 2000 without the consent of the city, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.

municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale de Sudbury exerçait en application de l'article 150 de la *Loi sur les municipalités régionales* au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la cité, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.

Exception	(2) Despite subsection (1), the consent of the city is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.	(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.	Exception
Same	(3) Despite subsection (1), the consent of the city is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.	(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire si le service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.	Idem
Appeal	(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the city fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.	(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la cité ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.	Appel
Same	(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.	(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Idem
Same	(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.	(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.	Idem
Confirmation by L.G. in C.	(7) Section 95 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> does not apply to a decision made under subsection (5).	(7) L'article 95 de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).	Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil
Fluoridation of water	11.7 On and after January 1, 2001, the city may continue to fluoridate the water supply of those areas of the city to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000.	11.7 À compter du 1 ^{er} janvier 2001, la cité peut continuer la fluoruration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la cité qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.	Fluoration de l'eau
Powers re homes	11.8 The city may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the <i>Homes for Retarded Persons Act</i> for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.	11.8 La cité peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agréées au sens de la <i>Loi sur les foyers pour déficients mentaux</i> en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.	Pouvoirs : foyers
Agreement re collection of tax arrears	11.9 The city may enter into an agreement with the land tax collector appointed under the <i>Provincial Land Tax Act</i> respecting the collection by the city of arrears of land tax imposed under that Act in respect of property in the municipal area.	11.9 La cité peut conclure un accord avec le percepteur de l'impôt foncier nommé aux termes de la <i>Loi sur l'impôt foncier provincial</i> au sujet du recouvrement par la cité des arriérés des impôts fonciers que prévoit cette	Accord visant le recouvrement des arriérés d'impôts

		loi à l'égard des biens situés dans le secteur municipal.	
Other powers	<p>11.10 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the city to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act.</p> <p>(6) The Act is amended by adding the following sections:</p>	<p>11.10 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la cité à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi.</p> <p>(6) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :</p>	Autres pouvoirs
Borrowing limit for 2001	<p>16.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the <i>Municipal Act</i>, the estimated revenue of the city for 2000 is the sum of the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000.</p>	<p>16.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la <i>Loi sur les municipalités</i>, les revenus estimatifs de la cité pour 2000 correspondent à la somme des revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000.</p>	Plafond d'emprunt pour 2001
Surplus or operating deficit for 2001	<p>16.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the <i>Municipal Act</i>, the surplus for which allowance is to be made by the city for 2001 or the operating deficit to be provided for by the city for 2001, as the case may be, shall be determined by taking the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000 and subtracting the total of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000.</p>	<p>16.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la <i>Loi sur les municipalités</i>, l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la cité doit tenir compte pour 2001 est calculé en soustrayant la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.</p>	Excédent ou déficit de fonctionnement pour 2001
Payment of damages to employees	<p>16.3 (1) If the city recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.</p>	<p>16.3 (1) Si la cité recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'employé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.</p>	Versement de dommages-intérêts aux employés
Same	<p>(2) Subsection (1) also applies in respect of members of the Greater Sudbury Police Force and persons deemed to be city employees for the purposes of the <i>Workplace Safety and Insurance Act</i>, 1997.</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres du corps de police du Grand Sudbury et des personnes réputées des employés de la cité pour l'application de la <i>Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail</i>.</p>	Idem
Conditions	<p>(3) The city may impose conditions on the payment.</p>	<p>(3) La cité peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.</p>	Conditions
Application	<p>(4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.</p> <p>(7) The Act is amended by adding the following section:</p>	<p>(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouvrés dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.</p> <p>(7) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :</p>	Application
Interpretation	<p>32.1 Nothing in sections 28 to 32 prevents a collective agreement between the city and a bargaining agent that is made after the city or the bargaining agent gave notice to bargain under the <i>Public Sector Labour Relations Transition Act</i>, 1997, the <i>Labour Relations Act</i>, 1995, the <i>Fire Protection and Prevention</i></p>	<p>32.1 Les articles 28 à 32 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue</p>	Interprétation

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Act, 1997 or the Police Services Act from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day before the effective date of that collective agreement.

(8) Section 33 of the Act is amended by adding the following subsection:

Limitation

(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000, the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (5) and 8 (4).

(9) Clause 36 (1) (b) of the Act is repealed.

TOWN OF HALDIMAND ACT, 1999

2. (1) The Town of Haldimand Act, 1999 is amended by adding the following sections:

Certain
police
powers

13.1 The town, and not a police services board of the town, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the *Municipal Act*.

Powers re
homes

13.2 The town may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the *Homes for Retarded Persons Act* for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.

Powers re
parks, etc.

13.3 (1) The town may acquire land for public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.

Same

(2) For the purposes described in subsection (1), the town has the powers of a board of park management under the *Public Parks Act*.

Land owned
by conserva-
tion author-
ities

13.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the town under an agreement between the town and the conservation authority.

Parks, etc.

(2) The town may establish, lay out, improve and maintain public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the *Public Parks Act*.

Roads and
traffic

(3) The town may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the *Highway Traffic Act*,

entre la cité et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public*, de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* ou de la *Loi sur les services policiers*.

(8) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (5) et 8 (4) après le 31 décembre 2000.

(9) L'alinéa 36 (1) b) de la Loi est abrogé.

LOI DE 1999 SUR LA VILLE DE HALDIMAND

2. (1) La Loi de 1999 sur la ville de Haldimand est modifiée par adjonction des articles suivants :

Restriction

13.1 La ville, et non pas une commission de services policiers de celle-ci, peut adopter les règlements municipaux qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la *Loi sur les municipalités*.

Certains
pouvoirs
de police

13.2 La ville peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agréées au sens de la *Loi sur les foyers pour déficients mentaux* en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.

Pouvoirs :
foyers

13.3 (1) La ville peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.

Pouvoirs :
parcs

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la ville possède les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue à une commission de gestion des parcs.

Idem

13.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la ville aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.

Biens-fonds
appartenant
aux offices
de protection
de la nature

(2) La ville peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue aux commissions de gestion des parcs.

Parcs

(3) La ville peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous ré-

Routes et
circulation

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the *Highway Traffic Act*.

serve du *Code de la route*, et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du *Code de la route*.

Sale of
liquor in
parks

13.5 (1) The town may authorize a person to sell liquor, as defined in the *Liquor Licence Act*, in parks in the municipal area that belonged to The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk on December 31, 2000 and may impose such conditions as it considers appropriate.

13.5 (1) La ville peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la *Loi sur les permis d'alcool*, dans les parcs qui sont situés dans le secteur municipal et qui appartenaient à la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

Vente
d'alcool dans
les parcs

Restriction

(2) The power of the town is subject to the *Liquor Licence Act*.

(2) Le pouvoir de la ville est assujéti à la *Loi sur les permis d'alcool*.

Restriction

Waste
management

13.6 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk under section 150 of the *Regional Municipalities Act* as of December 31, 2000 without the consent of the town, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.

13.6 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk exerçait en application de l'article 150 de la *Loi sur les municipalités régionales* au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la ville, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.

Gestion des
déchets

Exception

(2) Despite subsection (1), the consent of the town is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.

(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la ville n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.

Exception

Same

(3) Despite subsection (1), the consent of the town is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.

(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la ville n'est pas nécessaire si le service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.

Idem

Appeal

(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the town fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.

(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la ville ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

Appel

Same

(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.

(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

Idem

Same

(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.

(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.

Idem

Confirmation
by L.G. in C.

(7) Section 95 of the *Ontario Municipal Board Act* does not apply to a decision made under subsection (5).

(7) L'article 95 de la *Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario* ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).

Confirmation
du
lieutenant-
gouverneur
en conseil

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)**Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*Fluoridation
of water

13.7 On and after January 1, 2001, the town may continue to fluoridate the water supply of those areas of the town to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000.

13.7 À compter du 1^{er} janvier 2001, la ville peut continuer la fluoration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la ville qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.

Fluoration
de l'eau

Other powers

13.8 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the town to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act.

13.8 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la ville à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi.

Autres
pouvoirs

(2) The Act is amended by adding the following sections:

(2) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Borrowing
limit for
2001

19.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the *Municipal Act*, the estimated revenue of the town for 2000 is the sum of,

19.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la *Loi sur les municipalités*, les revenus estimatifs de la ville pour 2000 correspondent à la somme de ce qui suit :

Plafond
d'emprunt
pour 2001

- (a) the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000; and
- (b) the estimated revenues of each of the divided municipalities as shown in the estimates adopted for 2000, multiplied by the percentage that is prescribed for each municipality.

- a) les revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000;
- b) les revenus estimatifs de chacune des municipalités démembrées tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000, multipliés par le pourcentage prescrit pour chaque municipalité.

Surplus or
operating
deficit for
2001

19.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the *Municipal Act*, the surplus for which allowance is to be made by the town for 2001 or the operating deficit to be provided for by the town for 2001, as the case may be, shall be determined as follows:

19.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la *Loi sur les municipalités*, l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la ville doit tenir compte pour 2001 est calculé comme suit :

Excédent ou
déficit de
fonctionne-
ment pour
2001

1. Subtract the total of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000 from the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000.
2. For each divided municipality, multiply the audited operating deficit or audited surplus, as the case may be, as of December 31, 2000 by the percentage prescribed for each municipality.
3. Add the results obtained for each divided municipality under paragraph 2 to get a total amount for all divided municipalities.
4. Add the total amounts obtained under paragraphs 1 and 3.

1. Soustraire la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.
2. Pour chaque municipalité démembrée, multiplier le déficit de fonctionnement vérifié ou l'excédent vérifié, selon le cas, au 31 décembre 2000 par le pourcentage prescrit pour la municipalité.
3. Additionner les résultats obtenus pour chaque municipalité démembrée aux termes de la disposition 2 pour calculer le total de toutes les municipalités démembrées.
4. Additionner les totaux obtenus aux termes des dispositions 1 et 3.

Payment of
damages to
employees

19.3 (1) If the town recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may

19.3 (1) Si la ville recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'em-

Versement de
dommages-
intérêts aux
employés

be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.

ployé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.

Same (2) Subsection (1) also applies in respect of members of a municipal police force and persons deemed to be town employees for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*.

(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres d'un corps de police municipal et des personnes réputées des employés de la ville pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*.

Idem

Conditions (3) The town may impose conditions on the payment.

(3) La ville peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.

Conditions

Application (4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.

(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouvrés dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.

Application

(3) The Act is amended by adding the following section:

(3) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Interpretation 42.1 Nothing in sections 37 to 42 prevents a collective agreement between the town and a bargaining agent that is made after the town or the bargaining agent gave notice to bargain under the *Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997*, the *Labour Relations Act, 1995*, the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* or the *Police Services Act* from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day before the effective date of that collective agreement.

42.1 Les articles 37 à 42 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la ville et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public*, de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* ou de la *Loi sur les services policiers*.

Interprétation

(4) Section 43 of the Act is amended by adding the following subsection:

(4) L'article 43 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Limitation (3) Despite subsection (1), after December 31, 2000 the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (4), 6 (7) and 8 (4).

(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (4), 6 (7) et 8 (4) après le 31 décembre 2000.

Restriction

(5) Clause 46 (1) (c) of the Act is repealed.

(5) L'alinéa 46 (1) c) de la Loi est abrogé.

CITY OF HAMILTON ACT, 1999

LOI DE 1999 SUR LA CITÉ DE HAMILTON

3. (1) Section 1 of the *City of Hamilton Act, 1999* is amended by adding the following definition:

3. (1) L'article 1 de la *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton* est modifié par adjonction de la définition suivante :

"passenger transportation system" means a system that provides, for compensation, transportation for passengers or passengers and freight in vehicles operated underground, on the ground or above the ground, but not in taxicabs. ("réseau de transport de passagers")

«réseau de transport de passagers» Réseau qui assure, moyennant contrepartie, le transport de passagers seulement ou de passagers et de marchandises par voie souterraine, par voie de surface ou par voie surélevée dans des véhicules autres que des taxis. («passenger transportation system»)

(2) Section 3 of the Act is amended by striking out "13" and substituting "15".

(2) L'article 3 de la Loi est modifié par substitution de «15» à «13».

(3) Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out "13" and substituting "15".

(3) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par substitution de «15» à «13».

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

(4) The Act is amended by adding the following sections:

11.1 The city, and not the Hamilton Police Services Board, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the *Municipal Act*.

11.2 The city may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the *Homes for Retarded Persons Act* for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.

11.3 (1) The city may acquire land for public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.

(2) For the purposes described in subsection (1), the city has the powers of a board of park management under the *Public Parks Act*.

11.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the city under an agreement between the city and the conservation authority.

(2) The city may establish, lay out, improve and maintain public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the *Public Parks Act*.

(3) The city may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the *Highway Traffic Act*, and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the *Highway Traffic Act*.

11.5 (1) The city may authorize a person to sell liquor, as defined in the *Liquor Licence Act*, in parks that belonged to The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth on December 31, 2000 and may impose such conditions as the city considers appropriate.

(2) The power of the city is subject to the *Liquor Licence Act*.

11.6 (1) Upon the application of the occupier of a shop, the city may exempt the shop from any provision of a by-law passed under section 214 of the *Municipal Act* on the

(4) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

11.1 La cité, et non pas la Commission des services policiers de Hamilton, peut adopter les règlements municipaux qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la *Loi sur les municipalités*.

11.2 La cité peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agréées au sens de la *Loi sur les foyers pour déficients mentaux* en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.

11.3 (1) La cité peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la cité possède les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue à une commission de gestion des parcs.

11.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la cité aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.

(2) La cité peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue aux commissions de gestion des parcs.

(3) La cité peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous réserve du *Code de la route*, et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du *Code de la route*.

11.5 (1) La cité peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la *Loi sur les permis d'alcool*, dans les parcs qui appartiennent à la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

(2) Le pouvoir de la cité est assujéti à la *Loi sur les permis d'alcool*.

11.6 (1) Sur présentation d'une demande à cet effet par l'occupant d'une boutique, la cité peut exempter celle-ci de l'application de toute disposition d'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 214 de la *Loi sur*

Certain
police
powers

Powers re
homes

Powers re
parks, etc.

Same

Land owned
by conserva-
tion author-
ities

Parks, etc.

Roads and
traffic

Sale of
liquor in
parks

Restriction

Power to
exempt
shops

Certains
pouvoirs
de police

Pouvoirs :
foyers

Pouvoirs :
parcs

Idem

Biens-fonds
appartenant
aux offices
de protection
de la nature

Parcs

Routes et
circulation

Vente
d'alcool dans
les parcs

Restriction

Pouvoir
d'exempter
des bouti-
ques

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

days and for the special occasions specified in the by-law.

les municipalités les jours et pour les occasions spéciales que précise le règlement municipal.

Restriction

(2) The city cannot exempt a shop for more than two periods in any calendar year, and each such period cannot exceed two consecutive days.

(2) La cité ne peut pas exempter une boutique pour plus de deux périodes au cours d'une année civile, et chacune d'elles ne peut pas dépasser deux jours consécutifs.

Restriction

Waste management

11.7 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth under section 150 of the *Regional Municipalities Act* as of December 31, 2000 without the consent of the city, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.

11.7 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth exerçait en application de l'article 150 de la *Loi sur les municipalités régionales* au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la cité, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.

Gestion des déchets

Exception

(2) Despite subsection (1), the consent of the city is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.

(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.

Exception

Same

(3) Despite subsection (1), the consent of the city is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.

(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire si le service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.

Idem

Appeal

(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the city fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.

(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la cité ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

Appel

Same

(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.

(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

Idem

Same

(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.

(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.

Idem

Confirmation by L.G. in C.

(7) Section 95 of the *Ontario Municipal Board Act* does not apply to a decision made under subsection (5).

(7) L'article 95 de la *Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario* ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).

Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil

Fluoridation of water

11.8 On and after January 1, 2001, the city may continue to fluoridate the water supply of those areas of the city to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000.

11.8 À compter du 1^{er} janvier 2001, la cité peut continuer la fluoruration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la cité qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.

Fluoration de l'eau

The Hamilton Street Railway Company, etc.

11.9 (1) The city is authorized to hold shares in The Hamilton Street Railway Com-

11.9 (1) La cité est autorisée à détenir des actions dans la personne morale appelée The

The Hamilton Street Railway Company

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

pany and in Safety Service and Adjusters Limited and to exercise the rights associated with those shares.

Hamilton Street Railway Company et dans celle appelée Safety Service and Adjusters Limited et à exercer les droits qui leur sont attachés.

Duty to
manage

(2) The city shall manage the affairs of both corporations.

(2) La cité gère les affaires des deux personnes morales.

Gestion des
affaires

Other powers

11.10 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the city to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act.

11.10 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la cité à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi.

Autres
pouvoirs

PASSENGER TRANSPORTATION SYSTEM

RÉSEAU DE TRANSPORT DE PASSAGERS

Operation of
a passenger
transporta-
tion system

11.11 (1) Subject to the *Public Vehicles Act*, the city may establish, operate and maintain a passenger transportation system within the city, and between any point in the city and any point outside the city including any point outside Ontario.

11.11 (1) Sous réserve de la *Loi sur les véhicules de transport en commun*, la cité peut mettre sur pied, exploiter et entretenir un réseau de transport de passagers dans les limites de la cité ainsi qu'entre un point situé à l'intérieur de la cité et un point situé à l'extérieur, y compris à l'extérieur de l'Ontario.

Exploitation
d'un réseau
de transport
de passagers

Agreements

(2) For the purpose of subsection (1), the city may enter into agreements with any person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford), including agreements in respect of connecting or reciprocal passenger transportation systems, and the use of facilities, personnel or equipment.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la cité peut conclure des accords avec quiconque, notamment une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford, y compris des accords portant sur la correspondance ou la réciprocité entre les réseaux de transport de passagers et l'utilisation des installations, du personnel et du matériel.

Accords

Fares

(3) The city may establish appropriate fares for the use of the passenger transportation system.

(3) La cité peut fixer des tarifs appropriés pour l'utilisation du réseau de transport de passagers.

Tarifs

Restriction re
operators

11.12 (1) The city may, by by-law, provide that no person shall operate a passenger transportation system in the city, or in an area of the city designated in the by-law, unless the person is authorized to do so under this section or by the city.

11.12 (1) La cité peut, par règlement municipal, prévoir que nul ne doit exploiter un réseau de transport de passagers dans la cité, ou dans un secteur de celle-ci que désigne le règlement municipal, à moins d'y être autorisé en vertu du présent article ou par la cité.

Restriction :
exploitants

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply with respect to the following types of passenger transportation systems:

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des genres suivants de réseaux de transport de passagers :

Exceptions

1. Vehicles and marine vessels used for sightseeing tours.
2. Buses used to transport pupils, including buses owned and operated by, or operated under a contract with, a school board, a private school or a charitable organization.

1. Les véhicules et les bâtiments de mer utilisés à des fins de visites touristiques.
2. Les autobus utilisés pour transporter des élèves, y compris ceux dont est propriétaire et qu'exploite un conseil scolaire, une école privée ou un organisme de bienfaisance ou qui sont exploités conformément à un contrat conclu avec un tel conseil, une telle école ou un tel organisme.

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

3. Railways operated by railway companies incorporated under a federal or provincial Act.
4. Ferries.
5. Aviation systems.
6. A regional transit system as defined in section 1 of the *Greater Toronto Services Board Act, 1998*.

3. Les chemins de fer exploités par des compagnies de chemin de fer constituées en personne morale sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale.
4. Les traversiers.
5. Les réseaux d'aviation.
6. Les réseaux régionaux de transport en commun au sens de l'article 1 de la *Loi de 1998 sur la Commission des services du grand Toronto*.

Authori-
zation

(3) Subject to the *Municipal Franchises Act*, the city may authorize a person to operate a passenger transportation system in an area of the city designated in a by-law under subsection (1) and may impose conditions on the authorization.

(3) Sous réserve de la *Loi sur les concessions municipales*, la cité peut autoriser une personne à exploiter un réseau de transport de passagers dans un secteur de celle-ci que désigne un règlement municipal visé au paragraphe (1) et peut assortir l'autorisation de conditions.

Autorisation

Deemed
by-law

(4) On January 1, 2001, the city shall be deemed to have passed a by-law under subsection (1) designating the Urban Transit Service Area established under section 42 of the *Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act*, as the Area existed on December 31, 2000, as an area in which no person shall operate a passenger transportation system unless the person is authorized to do so under this section or by the city.

(4) Le 1^{er} janvier 2001, la cité est réputée avoir adopté un règlement municipal en vertu du paragraphe (1) désignant le secteur desservi par le réseau de transport urbain établi aux termes de l'article 42 de la *Loi sur la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth*, tel que ce secteur existait le 31 décembre 2000, comme secteur dans lequel nul ne doit exploiter un réseau de transport de passagers à moins d'y être autorisé en vertu du présent article ou par la cité.

Règlement
municipal
réputé
adopté

Rights
unaffected

(5) Nothing in this section prevents a person from operating a passenger transportation system that is used to convey personal property and passengers from a point within an area designated in a by-law under subsection (1) to a point outside the area or from a point outside the area to a point inside the area.

(5) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher une personne d'exploiter un réseau de transport de passagers qui sert à transporter des biens meubles et des passagers entre un point situé dans un secteur désigné dans un règlement municipal visé au paragraphe (1) et un point situé à l'extérieur de celui-ci, ou inversement.

Droits

Same

(6) Nothing in this section affects any rights existing on January 1, 1977 of any licensed operator of passenger transportation.

(6) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits que possédait le 1^{er} janvier 1977 l'exploitant d'un service de transport de passagers titulaire d'un permis.

Idem

(5) The Act is amended by adding the following sections:

(5) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Borrowing
limit for
2001

16.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the *Municipal Act*, the estimated revenue of the city for 2000 is the sum of the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000.

16.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la *Loi sur les municipalités*, les revenus estimatifs de la cité pour 2000 correspondent à la somme des revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000.

Plafond
d'emprunt
pour 2001

Surplus or
operating
deficit for
2001

16.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the *Municipal Act*, the surplus for which allowance is to be made by the city for 2001 or the operating deficit to be provided for by the city for 2001, as the case may be, shall be determined by taking the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000 and subtracting the total

16.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la *Loi sur les municipalités*, l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la cité doit tenir compte pour 2001 est calculé en soustrayant la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme

Excédent ou
déficit de
fonctionne-
ment pour
2001

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000.

des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.

Payment of
damages to
employees

16.3 (1) If the city recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.

16.3 (1) Si la cité recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'employé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.

Versement de
dommages-
intérêts aux
employés

Same

(2) Subsection (1) also applies in respect of members of the Hamilton Police Force and persons deemed to be city employees for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*.

(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres du corps de police de Hamilton et des personnes réputées des employés de la cité pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*.

Idem

Conditions

(3) The city may impose conditions on the payment.

(3) La cité peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.

Conditions

Application

(4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.

(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouverts dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.

Application

(6) The Act is amended by adding the following section:

(6) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Interpreta-
tion

32.1 Nothing in sections 28 to 32 prevents a collective agreement between the city and a bargaining agent that is made after the city or the bargaining agent gave notice to bargain under the *Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997*, the *Labour Relations Act, 1995*, the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* or the *Police Services Act* from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day before the effective date of that collective agreement.

32.1 Les articles 28 à 32 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la cité et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public*, de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* ou de la *Loi sur les services policiers*.

Interpréta-
tion

(7) Section 33 of the Act is amended by adding the following subsection:

(7) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Limitation

(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000 the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (5) and 7 (4).

(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (5) et 7 (4) après le 31 décembre 2000.

Restriction

(8) Clause 36 (1) (b) of the Act is repealed.

(8) L'alinéa 36 (1) b) de la Loi est abrogé.

TOWN OF NORFOLK ACT, 1999

LOI DE 1999 SUR LA VILLE DE NORFOLK

4. (1) The *Town of Norfolk Act, 1999* is amended by adding the following sections:

4. (1) La *Loi de 1999 sur la ville de Norfolk* est modifiée par adjonction des articles suivants :

Certain
police
powers

13.1 The town, and not a police services board of the town, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the *Municipal Act*.

13.1 La ville, et non pas une commission de services policiers de celle-ci, peut adopter les règlements municipaux qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la *Loi sur les municipalités*.

Certains
pouvoirs
de police

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Powers re
homes

13.2 The town may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the *Homes for Retarded Persons Act* for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.

13.2 La ville peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agréées au sens de la *Loi sur les foyers pour déficients mentaux* en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.

Pouvoirs :
foyers

Powers re
parks, etc.

13.3 (1) The town may acquire land for public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.

13.3 (1) La ville peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.

Pouvoirs :
parcs

Same

(2) For the purposes described in subsection (1), the town has the powers of a board of park management under the *Public Parks Act*.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la ville possède les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue à une commission de gestion des parcs.

Idem

Land owned
by conserva-
tion author-
ities

13.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the town under an agreement between the town and the conservation authority.

13.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la ville aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.

Biens-fonds
appartenant
aux offices
de protection
de la nature

Parks, etc.

(2) The town may establish, lay out, improve and maintain public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the *Public Parks Act*.

(2) La ville peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue aux commissions de gestion des parcs.

Parcs

Roads and
traffic

(3) The town may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the *Highway Traffic Act*, and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the *Highway Traffic Act*.

(3) La ville peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous réserve du *Code de la route*, et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du *Code de la route*.

Routes et
circulation

Sale of
liquor in
parks

13.5 (1) The town may authorize a person to sell liquor, as defined in the *Liquor Licence Act*, in parks in the municipal area that belonged to The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk on December 31, 2000 and may impose such conditions as it considers appropriate.

13.5 (1) La ville peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la *Loi sur les permis d'alcool*, dans les parcs qui sont situés dans le secteur municipal et qui appartenaient à la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

Vente
d'alcool dans
les parcs

Restriction

(2) The power of the town is subject to the *Liquor Licence Act*.

(2) Le pouvoir de la ville est assujéti à la *Loi sur les permis d'alcool*.

Restriction

Waste
management

13.6 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk under section 150 of the *Regional Municipalities Act* as of December 31, 2000 without the consent of the town, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.

13.6 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk exerçait en application de l'article 150 de la *Loi sur les municipalités régionales* au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la ville, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.

Gestion des
déchets

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Exception	(2) Despite subsection (1), the consent of the town is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.	(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la ville n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.	Exception
Same	(3) Despite subsection (1), the consent of the town is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.	(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la ville n'est pas nécessaire si le service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.	Idem
Appeal	(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the town fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.	(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la ville ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.	Appel
Same	(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.	(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Idem
Same	(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.	(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.	Idem
Confirmation by L.G. in C.	(7) Section 95 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> does not apply to a decision made under subsection (5).	(7) L'article 95 de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).	Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil
Fluoridation of water	13.7 On and after January 1, 2001, the town may continue to fluoridate the water supply of those areas of the town to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000.	13.7 À compter du 1 ^{er} janvier 2001, la ville peut continuer la fluoration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la ville qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.	Fluoration de l'eau
Other powers	13.8 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the town to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act.	13.8 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la ville à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi.	Autres pouvoirs
	(2) The Act is amended by adding the following sections:	(2) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :	
Borrowing limit for 2001	19.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the <i>Municipal Act</i> , the estimated revenue of the town for 2000 is the sum of,	19.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la <i>Loi sur les municipalités</i> , les revenus estimatifs de la ville pour 2000 correspondent à la somme de ce qui suit :	Plafond d'emprunt pour 2001
	(a) the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000; and	a) les revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000;	
	(b) the estimated revenues of each of the divided municipalities as shown in the estimates adopted for 2000, multiplied by the percentage prescribed for each municipality.	b) les revenus estimatifs de chacune des municipalités démembrées tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000, multipliés par le	

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Surplus or
operating
deficit for
2001

19.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the *Municipal Act*, the surplus for which allowance is to be made by the town for 2001 or the operating deficit to be provided for by the town for 2001, as the case may be, shall be determined as follows:

1. Subtract the total of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000 from the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000.
2. For each divided municipality, multiply the audited operating deficit or audited surplus, as the case may be, as of December 31, 2000 by the percentage prescribed for each municipality.
3. Add the results obtained for each divided municipality under paragraph 2 to get a total amount for all divided municipalities.
4. Add the total amounts obtained under paragraphs 1 and 3.

Payment of
damages to
employees

19.3 (1) If the town recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.

Same

(2) Subsection (1) also applies in respect of members of a municipal police force and persons deemed to be town employees for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*.

Conditions

(3) The town may impose conditions on the payment.

Application

(4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.

(3) The Act is amended by adding the following section:

Interpreta-
tion

33.1 Nothing in sections 29 to 33 prevents a collective agreement between the town and a bargaining agent that is made after the town or the bargaining agent gave notice to bargain under the *Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997*, the *Labour Relations Act, 1995*, the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* or the *Police Services Act* from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day

pourcentage prescrit pour chaque municipalité.

19.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la *Loi sur les municipalités*, l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la ville doit tenir compte pour 2001 est calculé comme suit :

1. Soustraire la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.
2. Pour chaque municipalité démembrée, multiplier le déficit de fonctionnement vérifié ou l'excédent vérifié, selon le cas, au 31 décembre 2000 par le pourcentage prescrit pour la municipalité.
3. Additionner les résultats obtenus pour chaque municipalité démembrée aux termes de la disposition 2 pour calculer le total de toutes les municipalités démembrées.
4. Additionner les totaux obtenus aux termes des dispositions 1 et 3.

19.3 (1) Si la ville recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'employé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.

(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres d'un corps de police municipal et des personnes réputées des employés de la ville pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*.

(3) La ville peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.

(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouvrés dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.

(3) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

33.1 Les articles 29 à 33 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la ville et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transi-*

Excédent ou
déficit de
fonctionne-
ment pour
2001

Versement de
dommages-
intérêts aux
employés

Idem

Conditions

Application

Interpréta-
tion

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

before the effective date of that collective agreement.

(4) Section 34 of the Act is amended by adding the following subsection:

Limitation

(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000 the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (4), 6 (3) and 8 (3).

(5) Clause 37 (1) (c) of the Act is repealed.

CITY OF OTTAWA ACT, 1999

5. (1) The French version of the *City of Ottawa Act, 1999* is amended by striking out "cité d'Ottawa" and substituting "ville d'Ottawa" in the short title of the Act and in the definition of "cité" in section 1.

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

"passenger transportation system" means a system that provides, for compensation, transportation for passengers or passengers and freight in vehicles operated underground, on the ground or above the ground, but not in taxicabs. ("réseau de transport de passagers")

(3) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Interpretation

(2) In this Act, expressions relating to sewage, sewer systems, land drainage and treatment works, including a capital improvement of any of them, have the same meaning as set out in section 73 of the *Regional Municipalities Act*.

(4) Subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out "cité d'Ottawa" and substituting "ville d'Ottawa".

(5) Section 3 of the Act is amended by striking out "20" and substituting "21".

(6) Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out "20" and substituting "21".

(7) The Act is amended by adding the following sections:

Certain police powers

12.1 The city, and not the Ottawa Police Services Board, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the *Municipal Act*.

Powers re homes

12.2 The city may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the *Homes for Retarded Persons*

tion dans le secteur public, de la Loi de 1995 sur les relations de travail, de la Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie ou de la Loi sur les services policiers.

(4) L'article 34 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (4), 6 (3) et 8 (3) après le 31 décembre 2000.

(5) L'alinéa 37 (1) c) de la Loi est abrogé.

LOI DE 1999 SUR LA CITÉ D'OTTAWA

5. (1) La version française de la *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa* est modifiée par substitution de «ville d'Ottawa»    «cité d'Ottawa» dans le titre abrégé de la Loi et dans la définition de «cité» à l'article 1.

(2) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«réseau de transport de passagers» Réseau qui assure, moyennant contrepartie, le transport de passagers seulement ou de passagers et de marchandises par voie souterraine, par voie de surface ou par voie surélevée dans des véhicules autres que des taxis. («passenger transportation system»)

(3) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Dans la présente loi, les termes se rapportant aux eaux d'égout, aux réseaux d'égouts, aux eaux d'écoulement et aux ouvrages d'épuration, y compris les améliorations des immobilisations à leur égard, s'entendent au sens de l'article 73 de la *Loi sur les municipalités régionales*.

(4) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par substitution de «ville d'Ottawa»    «cité d'Ottawa».

(5) L'article 3 de la Loi est modifié par substitution de «21»    «20».

(6) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par substitution de «21» à «20».

(7) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

12.1 La cité, et non pas la Commission des services policiers d'Ottawa, peut adopter les réglementations municipales qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la *Loi sur les municipalités*.

12.2 La cité peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agr  e  s au sens de la *Loi sur les foyers*

Restriction

Interprétation

Certains pouvoirs de police

Pouvoirs : foyers

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Act for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.

pour déficients mentaux en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.

Powers re
parks, etc.

12.3 (1) The city may acquire land for public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.

12.3 (1) La cité peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.

Pouvoirs :
parcs

Same

(2) For the purposes described in subsection (1), the city has the powers of a board of park management under the *Public Parks Act*.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la cité possède les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue à une commission de gestion des parcs.

Idem

Land owned
by conserva-
tion author-
ities

12.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the city under an agreement between the city and the conservation authority.

12.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la cité aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.

Biens-fonds
appartenant
aux offices
de protection
de la nature

Parks, etc.

(2) The city may establish, lay out, improve and maintain public parks, forests, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the *Public Parks Act*.

(2) La cité peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des forêts, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue aux commissions de gestion des parcs.

Parcs

Roads and
traffic

(3) The city may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the *Highway Traffic Act*, and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the *Highway Traffic Act*.

(3) La cité peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous réserve du *Code de la route*, et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du *Code de la route*.

Routes et
circulation

Tax
exemption

(4) Despite any other Act, the city may by by-law exempt the land from municipal taxation while the land is managed and controlled by the city and is used for park purposes.

(4) Malgré toute autre loi, la cité peut, par règlement municipal, exonérer les biens-fonds des impôts municipaux pendant qu'ils sont gérés et contrôlés par la cité et sont utilisés aux fins d'un parc.

Exonération
d'impôts

Same

(5) The exemption from taxes shall be deemed to have the same effect as an exemption from taxes under section 3 of the *Assessment Act*.

(5) L'exonération d'impôts est réputée avoir le même effet que celle prévue à l'article 3 de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

Idem

Acquisition
of land for
commercial
uses, etc.

12.5 (1) The city may pass by-laws for acquiring and expropriating land and selling or leasing land for the purpose of sites for commercial and institutional uses and related uses.

12.5 (1) La cité peut, par règlement municipal, acquérir et exproprier des biens-fonds ainsi que les vendre ou les donner à bail comme sites destinés à des fins commerciales ou institutionnelles ou à des fins connexes.

Acquisition
de biens-
fonds à des
fins commer-
ciales

Conditions

(2) Clauses (a) to (c) of paragraph 57 of section 210 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the city exercising its powers under subsection (1).

(2) Les alinéas a) à c) de la disposition 57 de l'article 210 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la cité lorsqu'elle exerce les pouvoirs que lui attribue le paragraphe (1).

Conditions

Sale of
liquor in
parks

12.6 (1) The city may authorize a person to sell liquor, as defined in the *Liquor Licence Act*, in parks that belonged to The Regional Municipality of Ottawa-Carleton on December 31, 2000 and may impose such conditions as the city considers appropriate.

12.6 (1) La cité peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la *Loi sur les permis d'alcool*, dans les parcs qui appartenaient à la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

Vente
d'alcool dans
les parcs

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Restriction

(2) The power of the city is subject to the *Liquor Licence Act*.

(2) Le pouvoir de la cité est assujéti à la *Loi sur les permis d'alcool*.

Restriction

By-laws
re street
vending

12.7 (1) The city may pass by-laws,

12.7 (1) La cité peut, par règlement municipal :

Règlements
municipaux :
vente dans
la rue

- (a) designating all or any part of a highway under its jurisdiction, including the sidewalk portion, as a removal zone;
- (b) designating all highways under its jurisdiction in any area as a removal zone;
- (c) prohibiting the placing, stopping or parking in a removal zone of any object or vehicle used to sell or offer for sale goods or refreshments;
- (d) designating spaces in removal zones in which, despite clause (c), goods or refreshments may be sold or offered for sale; and
- (e) establishing a permit system granting the exclusive use of any designated space to the owner of an object or vehicle used to sell goods or refreshments.

- a) désigner comme zone d'enlèvement tout ou partie d'une voie publique relevant de sa compétence, y compris les trottoirs;
- b) désigner comme zone d'enlèvement la totalité des voies publiques relevant de sa compétence dans quelque secteur que ce soit;
- c) interdire l'installation, l'arrêt ou le stationnement dans une zone d'enlèvement de tout objet ou véhicule servant à la vente ou à la mise en vente de marchandises ou de rafraîchissements;
- d) désigner, dans les zones d'enlèvement, des espaces dans lesquels, malgré l'alinéa c), des marchandises ou des rafraîchissements peuvent être vendus ou mis en vente;
- e) établir un système d'octroi de licences accordant l'usage exclusif d'un espace désigné au propriétaire d'un objet ou d'un véhicule servant à la vente de marchandises ou de rafraîchissements.

Contents of
by-law

(2) A by-law passed under subsection (1) may,

(2) Un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (1) peut :

Contenu du
règlement
municipal

- (a) prescribe the types of goods or refreshments that may be offered for sale or sold and the types of objects and vehicles permitted in the designated space which may be different for each designated space, and prohibit any type;
- (b) establish design criteria for the object or vehicle permitted in the designated space;
- (c) define "goods", "owner" and "refreshments"; and
- (d) exempt any type of vendor from all or part of the by-law.

- a) prescrire les types de marchandises ou de rafraîchissements qui peuvent être mis en vente ou vendus, ainsi que les types d'objets et de véhicules autorisés dans l'espace désigné, lesquels peuvent varier d'un espace désigné à l'autre, et interdire quelque type que ce soit;
- b) fixer des critères de conception à l'égard des objets ou des véhicules autorisés dans l'espace désigné;
- c) définir «marchandises», «propriétaire» et «rafraîchissements»;
- d) soustraire quelque type de vendeur que ce soit à l'application de tout ou partie du règlement municipal.

Permits

(3) A by-law passed under subsection (1) may,

(3) Un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (1) peut :

Licences

- (a) prescribe conditions for the issuance and continued use of a permit;
- (b) establish permit fees which may vary by location or type of goods sold;
- (c) fix the term of the permit which may vary with each permit;

- a) prescrire les conditions de délivrance et d'utilisation des licences;
- b) fixer les droits rattachés aux licences, lesquels peuvent varier selon le lieu ou le type de marchandises vendues;
- c) fixer la durée des licences, laquelle peut varier d'une licence à l'autre;

Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)

Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)

	<p>(d) provide for the issuance of identifying markers in connection with the permits and specifying the manner in which they are to be applied;</p> <p>(e) prohibit or restrict the transfer of permits;</p> <p>(f) establish the method of allocating designated spaces;</p> <p>(g) require that the applicant for a permit hold, or be eligible to hold, a valid licence for selling the goods or refreshments proposed to be sold from the designated space; and</p> <p>(h) regulate the hours of operation permitted under the permit, which may vary according to the location of the designated space.</p>	<p>d) prévoir la délivrance de marques d'identification relativement aux licences et préciser la manière dont il faut les apposer;</p> <p>e) interdire ou restreindre le transfert de licences;</p> <p>f) fixer la méthode à utiliser pour attribuer les espaces désignés;</p> <p>g) exiger que l'auteur d'une demande de licence soit titulaire d'un permis valide l'autorisant à vendre les marchandises ou les rafraîchissements qu'il se propose de vendre à partir de l'espace désigné, ou qu'il réponde aux critères d'admissibilité à un tel permis;</p> <p>h) réglementer les heures d'activité autorisées en vertu de la licence, lesquelles peuvent varier selon l'emplacement de l'espace désigné.</p>	
Power to suspend, etc., street vending permit	<p>12.8 (1) The city council or a committee of council may suspend or revoke a permit issued under section 12.7 if the conditions for its issuance or use are not complied with or for any other reason which the by-law may specify.</p>	<p>12.8 (1) Le conseil municipal ou un de ses comités peut suspendre ou révoquer toute licence délivrée en vertu de l'article 12.7 si les conditions de sa délivrance ou de son utilisation ne sont pas respectées, ou pour tout autre motif que précise le règlement municipal.</p>	Suspension ou révocation des licences
Hearing	<p>(2) Before suspending or revoking a permit, the council or committee shall give the permit holder an opportunity to be heard.</p>	<p>(2) Avant de suspendre ou de révoquer une licence, le conseil ou le comité donne à son titulaire la possibilité d'être entendu.</p>	Audience
Refund	<p>(3) If a permit is revoked under subsection (1), that part of the fee paid for the permit proportionate to the unexpired part of the term for which the permit was granted shall be refunded to the permit holder.</p>	<p>(3) En cas de révocation d'une licence en vertu du paragraphe (1), la fraction des droits acquittés pour son obtention, proportionnelle à la partie non expirée de la durée pour laquelle elle a été accordée, est remboursée au titulaire.</p>	Remboursement
Special circumstances	<p>(4) A municipal official named in the by-law may suspend, without holding a hearing, the designation of all or part of a removal zone, the designation of a space or the operation of a permit for such time and subject to such conditions as the by-law may permit due to,</p> <p>(a) the holding of special events;</p> <p>(b) the construction, maintenance or repair of any highway;</p> <p>(c) the installation, maintenance or repair of public utilities and services; or</p> <p>(d) matters relating to pedestrian, vehicular or public safety.</p>	<p>(4) Le fonctionnaire municipal nommé dans le règlement municipal peut, sans tenir d'audience, suspendre la désignation de tout ou partie d'une zone d'enlèvement, la désignation d'un espace ou l'application d'une licence pour la durée et sous réserve des conditions qu'autorise le règlement municipal, pour l'un ou l'autre des motifs suivants :</p> <p>a) la tenue d'activités spéciales;</p> <p>b) la construction, l'entretien ou la réparation d'une voie publique;</p> <p>c) la mise en place, l'entretien ou la réparation de services publics;</p> <p>d) des questions touchant à la sécurité des piétons, des véhicules ou du public.</p>	Circonstances particulières
Duration	<p>(5) A suspension under subsection (4) shall not exceed four weeks from the date of suspension.</p>	<p>(5) La durée d'une suspension visée au paragraphe (4) ne doit pas dépasser quatre semaines.</p>	Durée
Inspection, removal re street vending	<p>12.9 (1) Any peace officer authorized by by-law to enforce a by-law passed under sec-</p>	<p>12.9 (1) Tout agent de la paix autorisé, par règlement municipal, à exécuter un règlement</p>	Inspection et enlèvement : vente dans la rue

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)**Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

tion 12.7 or 12.8 who has reason to believe that any object or vehicle is placed, stopped or parked in a designated space or in a removal zone in contravention of the by-law,

- (a) may, upon producing appropriate identification, require that a valid permit be produced for reasonable inspection; and
- (b) if no valid permit is produced, may, after informing the person, if any, in charge of the object or vehicle that it is in a removal zone or designated space contrary to the by-law and upon giving a receipt for it to that person, cause the object or vehicle to be moved and stored in a suitable place.

Lien

(2) Subject to subsections (3) and (4), all costs and charges for the removal, care and storage of any object or vehicle under the by-law are a lien upon it which may be enforced by the city in the manner provided by the *Repair and Storage Liens Act*.

Unclaimed objects

(3) An object or vehicle removed and stored in accordance with subsection (1) and not claimed by the owner within 60 days is the property of the city and may be sold and the proceeds shall form part of the general funds of the city.

Perishable object

(4) Despite subsection (3), any perishable object is the property of the city upon being moved from the removal zone or designated space in accordance with subsection (1) and may be destroyed or given to a charitable institution.

Regulation of sewers, etc.

12.10 (1) The city may pass by-laws for the maintenance and management of its sewers, sewer system, sewage works, treatment works and watercourses.

Scope of by-law

- (2) The by-laws may regulate,
 - (a) the manner, extent and nature of the reception and disposal of sewage and land drainage from any person; and
 - (b) every other matter or thing related thereto that the city considers necessary and proper to secure for the inhabitants of the municipal area an

municipal adopté en vertu de l'article 12.7 ou 12.8 et qui a des motifs de croire qu'un objet ou un véhicule est installé, arrêté ou stationné dans un espace désigné ou dans une zone d'enlèvement en contravention avec le règlement municipal peut :

- a) sur présentation d'une pièce d'identité appropriée, exiger la production d'une licence valide en vue de procéder à une inspection raisonnable;
- b) si aucune licence valide n'est produite, faire enlever l'objet ou le véhicule et le faire remiser dans un lieu convenable, après avoir informé la personne responsable de l'objet ou du véhicule, s'il y en a une, que celui-ci se trouve dans une zone d'enlèvement ou dans un espace désigné en contravention avec le règlement municipal et après lui avoir remis un récépissé à cet effet.

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), les frais engagés pour l'enlèvement, la garde et le remisage de tout objet ou véhicule en vertu du règlement municipal constituent un privilège sur celui-ci que la cité peut réaliser de la manière prévue par la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entrepreneurs*.

Privilège

(3) Tout objet ou véhicule enlevé et remisé conformément au paragraphe (1) et qui n'est pas réclamé par son propriétaire dans les 60 jours devient la propriété de la cité et peut être vendu. Le produit de la vente est alors versé au fonds d'administration générale de la cité.

Objets non réclamés

(4) Malgré le paragraphe (3), tout objet périssable devient la propriété de la cité dès qu'il est déplacé de la zone d'enlèvement ou de l'espace désigné conformément au paragraphe (1), et il peut être détruit ou donné à un établissement de bienfaisance.

Objet périssable

12.10 (1) La cité peut, par règlement municipal, traiter de l'entretien et de la gestion de ses égouts, de son réseau d'égouts, de ses ouvrages d'égouts, de ses ouvrages d'épuration et de ses conduites d'eau.

Réglementation des égouts

(2) Les règlements municipaux peuvent réglementer :

Portée du règlement municipal

- a) le mode de réception et d'évacuation des eaux d'égout et des eaux d'écoulement de toute personne ainsi que l'étendue et la nature de cette réception et de cette évacuation;
- b) toute autre question ou chose connexe que la cité estime nécessaire et opportune pour fournir aux habitants du secteur municipal un réseau adéquat

Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)

Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)

	adequate system of sewage and land drainage disposal.	d'évacuation des eaux d'égout et des eaux d'écoulement.	
Control of sewage	(3) The city may pass by-laws exercising its authority under paragraph 150 of section 210 of the <i>Municipal Act</i> in respect of any sewage which directly or indirectly enters into sewers or treatment works under the jurisdiction of the city.	(3) La cité peut, par règlement municipal adopté en vertu de la disposition 150 de l'article 210 de la <i>Loi sur les municipalités</i> , traiter des eaux d'égout qui pénètrent directement ou indirectement dans les égouts ou les ouvrages d'épuration qui relèvent de sa compétence.	Contrôle des eaux d'égout
Same	(4) The city may pass by-laws exercising its authority under subsections (1), (2) and (3) with respect to works owned or operated by or on behalf of any person, as if the works were city works.	(4) La cité peut, par règlement municipal adopté en vertu des paragraphes (1), (2) et (3), traiter des ouvrages dont est propriétaire ou qu'exploite qui que ce soit ou quelqu'un d'autre pour le compte de qui que ce soit, comme s'il s'agissait d'ouvrages de la cité.	Idem
By-laws re discharge	(5) The city may pass by-laws requiring a person, <div> <div>(a) to install and maintain access openings, facilities, instruments or equipment suitable for the inspection and sampling of the discharge into any works owned or operated by or on behalf of the person; and</div> <div>(b) to inspect and test the discharge in the manner and at the times required by the city and to provide to the city the results of the inspections and tests and such other information, which, in the opinion of the city, is necessary to properly monitor the discharge.</div> </div>	(5) La cité peut, par règlement municipal, exiger d'une personne ce qui suit : <div> <div>a) la mise en place et l'entretien d'ouvertures d'accès, d'installations, d'instruments ou de matériel propres à permettre l'inspection et l'échantillonnage des eaux déversées dans les ouvrages dont est propriétaire ou qu'exploite la personne ou quelqu'un d'autre pour son compte;</div> <div>b) l'inspection et l'analyse des eaux déversées, de la manière et aux moments exigés par la cité, et la présentation à cette dernière des résultats des inspections et des analyses ainsi que de tous les autres renseignements qu'elle juge nécessaires à la surveillance adéquate des eaux déversées.</div> </div>	Règlements municipaux : eaux déversées
By-laws re treatment pond	12.11 (1) The city may pass by-laws to regulate the operation and maintenance of a land drainage treatment pond owned or operated by or on behalf of any person.	12.11 (1) La cité peut, par règlement municipal, réglementer l'exploitation et l'entretien d'un bassin d'épuration des eaux d'écoulement dont est propriétaire ou qu'exploite qui que ce soit ou quelqu'un d'autre pour le compte de qui que ce soit.	Règlements municipaux : bassin d'épuration
Definition	(2) In this section, <div> <div>“land drainage treatment pond” means a treatment work that has as its primary purpose the treatment of land drainage but does not include a treatment work the primary purpose of which is the collection and holding of land drainage.</div> </div>	(2) La définition qui suit s'applique au présent article. <div> <div>«bassin d'épuration des eaux d'écoulement» S'entend d'un ouvrage d'épuration dont le but premier est d'épurer les eaux d'écoulement. Est toutefois exclu de la présente définition l'ouvrage d'épuration dont le but premier est de capter et de retenir ces eaux.</div> </div>	Définition
Powers re works and watercourses	12.12 (1) No person shall enlarge, extend or alter any work or watercourse in the city that discharges into a city work or watercourse unless the person has the approval of the city to do so.	12.12 (1) Aucune personne ne doit agrandir, prolonger ou modifier dans la cité un ouvrage ou une conduite d'eau qui déverse ses eaux dans un ouvrage ou une conduite d'eau de la cité si ce n'est avec l'approbation de celle-ci.	Pouvoirs : ouvrages et conduites d'eau
Same	(2) The city may pass by-laws regulating the design, construction, operation and main-	(2) La cité peut, par règlement municipal, réglementer la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien des ouvrages dont	Idem

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

tenance of works owned or operated by or on behalf of any person.

est propriétaire ou qu'exploite qui que ce soit ou quelqu'un d'autre pour le compte de qui que ce soit.

Waste
management

12.13 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Ottawa-Carleton under section 150 of the *Regional Municipalities Act* as of December 31, 2000 without the consent of the city, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.

12.13 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton exerçait en application de l'article 150 de la *Loi sur les municipalités régionales* au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la cité, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.

Gestion des
déchets

Exception

(2) Despite subsection (1), the consent of the city is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.

(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.

Exception

Same

(3) Despite subsection (1), the consent of the city is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.

(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire si le service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.

Idem

Appeal

(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the city fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.

(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la cité ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

Appel

Same

(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.

(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

Idem

Same

(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.

(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.

Idem

Confirmation
by L.G. in C.

(7) Section 95 of the *Ontario Municipal Board Act* does not apply to a decision made under subsection (5).

(7) L'article 95 de la *Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario* ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).

Confirmation
du
lieutenant-
gouverneur
en conseil

Waste
disposal

12.14 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide facilities for the receiving, dumping and disposing of waste in the municipal area without the consent of the city, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.

12.14 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des installations servant à recevoir, à déverser et à éliminer des déchets si ce n'est avec le consentement de la cité, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.

Élimination
des déchets

Appeal

(2) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the city fail to agree

(2) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la cité ne

Appel

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.

parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

Same (3) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.

(3) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

Idem

Same (4) The decision of the Ontario Municipal Board is final.

(4) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.

Idem

Confirmation by L.G. in C. (5) Section 95 of the *Ontario Municipal Board Act* does not apply to a decision made under subsection (3).

(5) L'article 95 de la *Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario* ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (3).

Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil

Fluoridation of water 12.15 On and after January 1, 2001, the city may continue to fluoridate the water supply of those areas of the city to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000.

12.15 À compter du 1^{er} janvier 2001, la cité peut continuer la fluoration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la cité qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.

Fluoruration de l'eau

Other powers 12.16 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the city to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act.

12.16 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la cité à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi.

Autres pouvoirs

PASSENGER TRANSPORTATION SYSTEM

RÉSEAU DE TRANSPORT DE PASSAGERS

Operation of a passenger transportation system 12.17 (1) Subject to the *Public Vehicles Act*, the city may establish, operate and maintain a passenger transportation system within the city, and between any point in the city and any point outside the city including any point outside Ontario.

12.17 (1) Sous réserve de la *Loi sur les véhicules de transport en commun*, la cité peut mettre sur pied, exploiter et entretenir un réseau de transport de passagers dans les limites de la cité ainsi qu'entre un point situé à l'intérieur de la cité et un point situé à l'extérieur, y compris à l'extérieur de l'Ontario.

Exploitation d'un réseau de transport de passagers

Same (2) Without limiting subsection (1), the city may exercise its powers under that subsection with respect to private roads and ways and other structures and works.

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), la cité peut exercer les pouvoirs que lui attribue ce paragraphe à l'égard des voies et chemins privés ainsi que d'autres constructions et ouvrages.

Idem

Agreements (3) For the purpose of subsection (1), the city may enter into agreements with any person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford or a passenger transportation operator in Quebec), including agreements in respect of connecting or reciprocal passenger transportation systems, and the use of facilities, personnel or equipment.

(3) Pour l'application du paragraphe (1), la cité peut conclure des accords avec quiconque, notamment une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district, le comté d'Oxford et l'exploitant d'une entreprise de transport de passagers du Québec, y compris des accords portant sur la correspondance ou la réciprocité entre les réseaux de transport de passagers et l'utilisation des installations, du personnel et du matériel.

Accords

Fares (4) The city may establish an appropriate fare structure for the use of the passenger transportation system and may provide for different levels of fares when a fare is paid on designated classes of transit vehicles.

(4) La cité peut fixer un barème de tarifs approprié pour l'utilisation du réseau de transport de passagers et prévoir des tarifs différents à l'égard de catégories désignées de véhicules de transport en commun.

Tarifs

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Regulation of conduct	<p>(5) The city may make by-laws,</p> <p>(a) governing the conduct of persons on a vehicle or on any land or structure used for or in connection with a passenger transportation system; and</p> <p>(b) requiring persons to prove, upon the request of a city employee, that they paid the required fare to use the passenger transportation system.</p>	<p>(5) La cité peut, par règlement municipal :</p> <p>a) régir la conduite des personnes dans un véhicule ou dans un bien-fonds ou une construction utilisé aux fins d'un réseau de transport de passagers ou relativement à celui-ci;</p> <p>b) exiger de personnes qu'elles prouvent, à la demande d'un employé de la cité, qu'elles ont acquitté le tarif exigé pour utiliser le réseau de transport de passagers.</p>	Réglementation de la conduite des passagers
Enforcement	<p>(6) An employee of the city may ask a person who is travelling on a vehicle of the passenger transportation system to leave the vehicle and may use reasonable force to remove the person from the vehicle if the employee has reason to believe that the person has not paid the required fare.</p>	<p>(6) Un employé de la cité peut demander à quiconque se trouve à bord d'un véhicule du réseau de transport de passagers de quitter le véhicule et utiliser toute force raisonnable pour l'en faire sortir s'il a des motifs de croire que la personne n'a pas acquitté le tarif exigé.</p>	Exécution
Use of private roads, etc.	<p>(7) The city may prohibit vehicles, conveyances, persons and animals from using any private road or way established by the city primarily for the use of transit vehicles and it may regulate the use of any such private road or way by vehicles, conveyances, persons and animals.</p>	<p>(7) La cité peut interdire et réglementer la circulation de véhicules, de moyens de transport, de personnes et d'animaux dans les voies ou chemins privés qu'elle a aménagés principalement à l'intention des véhicules de transport en commun.</p>	Circulation dans des chemins privés
Exemption from payments	<p>(8) The city is not required to make payments under section 27 of the <i>Assessment Act</i> with respect to land owned by the city and used for the purposes of a passenger transportation system, including car yards or shops used in connection with the system.</p>	<p>(8) La cité n'est pas tenue d'effectuer les versements prévus par l'article 27 de la <i>Loi sur l'évaluation foncière</i> à l'égard des biens-fonds qui lui appartiennent et qui sont utilisés aux fins d'un réseau de transport de passagers, y compris les dépôts de véhicules et les ateliers de réparation utilisés relativement au réseau.</p>	Exonération
Same	<p>(9) Subsection (8) does not apply with respect to concessions operated, rented or leased in passenger transportation stations.</p>	<p>(9) Le paragraphe (8) ne s'applique pas à l'égard des concessions exploitées, louées ou prises à bail dans les gares du réseau de transport de passagers.</p>	Idem
Restriction re operators	<p>12.18 (1) The city may, by by-law, provide that no person shall operate a passenger transportation system in the city, or in an area of the city designated in the by-law, unless the person is authorized to do so under this section or by the city.</p>	<p>12.18 (1) La cité peut, par règlement municipal, prévoir que nul ne doit exploiter un réseau de transport de passagers dans la cité, ou dans un secteur de celle-ci que désigne le règlement municipal, à moins d'y être autorisé en vertu du présent article ou par la cité.</p>	Restriction : exploitants
Exceptions	<p>(2) Subsection (1) does not apply with respect to the following types of passenger transportation systems:</p> <p>1. Buses used to transport pupils, including buses owned and operated by, or operated under a contract with, a school board, a private school or a charitable organization.</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des genres suivants de réseaux de transport de passagers :</p> <p>1. Les autobus utilisés pour transporter des élèves, y compris ceux dont est propriétaire et qu'exploite un conseil scolaire, une école privée ou un organisme de bienfaisance ou qui sont exploités conformément à un contrat conclu avec un tel conseil, une telle école ou un tel organisme.</p>	Exceptions

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

	<p>2. Railways operated by railway companies incorporated under a federal or provincial Act.</p> <p>3. Ferries.</p> <p>4. Aviation systems.</p>	<p>2. Les chemins de fer exploités par des compagnies de chemin de fer constituées en personne morale sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale.</p> <p>3. Les traversiers.</p> <p>4. Les réseaux d'aviation.</p>	
Authori- zation	<p>(3) Subject to the <i>Municipal Franchises Act</i>, the city may authorize a person to operate a passenger transportation system in an area of the city designated in a by-law under subsection (1) and may impose conditions on the authorization.</p>	<p>(3) Sous réserve de la <i>Loi sur les concessions municipales</i>, la cité peut autoriser une personne à exploiter un réseau de transport de passagers dans un secteur de celle-ci que désigne un règlement municipal visé au paragraphe (1) et peut assortir l'autorisation de conditions.</p>	Autorisation
Deemed by-law	<p>(4) On January 1, 2001, the city shall be deemed to have passed a by-law under subsection (1) designating the entire city as an area in which no person shall operate a passenger transportation system unless the person is authorized to do so under this section or by the city.</p>	<p>(4) Le 1^{er} janvier 2001, la cité est réputée avoir adopté un règlement municipal en vertu du paragraphe (1) désignant la cité entière comme secteur dans lequel nul ne doit exploiter un réseau de transport de passagers à moins d'y être autorisé en vertu du présent article ou par la cité.</p>	Règlement municipal ré- puté adopté
Rights unaffected	<p>(5) Nothing in this section prevents a person from operating a passenger transportation system that is used to convey personal property and passengers from a point within an area designated in a by-law under subsection (1) to a point outside the area or from a point outside the area to a point inside the area.</p>	<p>(5) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher une personne d'exploiter un réseau de transport de passagers qui sert à transporter des biens meubles et des passagers entre un point situé dans un secteur désigné dans un règlement municipal visé au paragraphe (1) et un point situé à l'extérieur de celui-ci, ou inversement.</p>	Droits
Same	<p>(6) Nothing in this section affects any rights existing on January 1, 1972 of a person licensed under the <i>Public Vehicles Act</i> to operate a passenger transportation system.</p>	<p>(6) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits que possédait le 1^{er} janvier 1972 l'exploitant d'un réseau de transport de passagers titulaire d'un permis délivré en vertu de la loi intitulée <i>Public Vehicles Act</i>.</p>	Idem
	<p>(8) The Act is amended by adding the following sections:</p>	<p>(8) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :</p>	
Borrowing limit for 2001	<p>17.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the <i>Municipal Act</i>, the estimated revenue of the city for 2000 is the sum of the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000.</p>	<p>17.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la <i>Loi sur les municipalités</i>, les revenus estimatifs de la cité pour 2000 correspondent à la somme des revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000.</p>	Plafond d'emprunt pour 2001
Surplus or operating deficit for 2001	<p>17.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the <i>Municipal Act</i>, the surplus for which allowance is to be made by the city for 2001 or the operating deficit to be provided for by the city for 2001, as the case may be, shall be determined by taking the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000 and subtracting the total of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000.</p>	<p>17.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la <i>Loi sur les municipalités</i>, l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la cité doit tenir compte pour 2001 est calculé en soustrayant la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.</p>	Excédent ou déficit de fonctionne- ment pour 2001
Payment of damages to employees	<p>17.3 (1) If the city recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be</p>	<p>17.3 (1) Si la cité recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'em-</p>	Versement de dommages- intérêts aux employés

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

	paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.	ployé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.	
Same	(2) Subsection (1) also applies in respect of members of the Ottawa Police Force and persons deemed to be city employees for the purposes of the <i>Workplace Safety and Insurance Act, 1997</i> .	(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres du corps de police d'Ottawa et des personnes réputées des employés de la cité pour l'application de la <i>Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail</i> .	Idem
Conditions	(3) The city may impose conditions on the payment.	(3) La cité peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.	Conditions
Application	(4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.	(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouvrés dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.	Application
	(9) The Act is amended by adding the following section:	(9) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Interpretation	33.1 Nothing in sections 29 to 33 prevents a collective agreement between the city and a bargaining agent that is made after the city or the bargaining agent gave notice to bargain under the <i>Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997</i> , the <i>Labour Relations Act, 1995</i> , the <i>Fire Protection and Prevention Act, 1997</i> or the <i>Police Services Act</i> from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day before the effective date of that collective agreement.	33.1 Les articles 29 à 33 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la cité et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la <i>Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public</i> , de la <i>Loi de 1995 sur les relations de travail</i> , de la <i>Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie</i> ou de la <i>Loi sur les services policiers</i> .	Interprétation
	(10) Section 34 of the Act is amended by adding the following subsection:	(10) L'article 34 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :	
Limitation	(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000, the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (4), 7 (4) and 9 (2).	(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (4), 7 (4) et 9 (2) après le 31 décembre 2000.	Restriction
	(11) Clause 37 (1) (b) of the Act is repealed.	(11) L'alinéa 37 (1) b) de la Loi est abrogé.	

PART II OTHER AMENDMENTS

ASSESSMENT ACT

6. Section 15 of the *Assessment Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 43, Schedule G, section 18, is amended by adding "and, for the purpose of section 18 of that Act, the Minister may establish different dates for different municipalities" at the end.

PARTIE II AUTRES MODIFICATIONS

LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE

6. L'article 15 de la *Loi sur l'évaluation foncière*, tel qu'il est réédité par l'article 18 de l'annexe G du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par adjonction de «et, pour l'application de l'article 18 de cette loi, le ministre peut fixer des dates différentes pour des municipalités différentes» à la fin de l'article.

BUILDING CODE ACT, 1992

7. Subsection 3 (7) of the *Building Code Act, 1992* is amended by striking out "except The Regional Municipality of Sudbury and The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk".

CONSERVATION AUTHORITIES ACT

8. Subsection 6 (4) of the *Conservation Authorities Act* is repealed.

CONSOLIDATED HEARINGS ACT

9. The Schedule to the *Consolidated Hearings Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 63 and 1997, chapter 26, Schedule, is further amended by striking out "Regional Municipality of Ottawa-Carleton Act, subsection 53 (9)".

COUNTY OF OXFORD ACT

10. Subsection 29 (2) of the *County of Oxford Act* is repealed and the following substituted:

Adding or
removing
roads

(2) The County Council may by by-law add roads to or remove roads from the county road system, including such boundary line roads or portions thereof between the County and an adjoining county or regional municipality or the Town of Norfolk as may be agreed upon between the County Council and the council of the adjoining county or regional municipality or of the Town.

EDUCATION ACT

11. (1) Clause 17 (1) (c) of the *Education Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 31, section 9, is repealed and the following substituted:

(c) reference to a county or a board in the terms and conditions of the gift or bequest is no longer appropriate because the county or board no longer exists; or

(2) Clause 190 (10) (b) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 31, section 96, is repealed and the following substituted:

(b) in a municipality that is not in a territorial district is 48 kilometres or more.

LOI DE 1992 SUR LE CODE DU BÂTIMENT

7. Le paragraphe 3 (7) de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* est modifié par suppression de «, sauf celles de Sudbury et de Haldimand-Norfolk».

LOI SUR LES OFFICES DE PROTECTION DE LA NATURE

8. Le paragraphe 6 (4) de la *Loi sur les offices de protection de la nature* est abrogé.

LOI SUR LA JONCTION DES AUDIENCES

9. L'annexe de la *Loi sur la jonction des audiences*, telle qu'elle est modifiée par l'article 63 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'annexe du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifiée de nouveau par suppression de «Loi sur la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, paragraphe 53 (9)».

LOI SUR LE COMTÉ D'OXFORD

10. Le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur le comté d'Oxford* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le conseil de comté peut, par règlement municipal, ajouter des routes au réseau routier de comté ou en retrancher du réseau, y compris les routes de démarcation ou les sections de celles-ci qui servent de frontières entre le comté et un comté ou une municipalité régionale contigus ou la ville de Norfolk et dont conviennent le conseil de comté et le conseil de ce comté ou de cette municipalité régionale contigu ou de cette ville.

Ajout ou re-
tranchement
de routes

LOI SUR L'ÉDUCATION

11. (1) L'alinéa 17 (1) c) de la *Loi sur l'éducation*, tel qu'il est modifié par l'article 9 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) la référence à un comté ou à un conseil dans les conditions du don ou du legs n'est plus pertinente parce que le comté ou le conseil n'existe plus;

(2) L'alinéa 190 (10) b) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 96 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) dans une municipalité qui n'est pas située dans un district territorial à au moins 48 kilomètres.

FRENCH LANGUAGE SERVICES ACT

12. The French version of the Schedule to the *French Language Services Act*, as amended by Ontario Regulation 407/94 and the Statutes of Ontario, 1997, chapter 26, Schedule, and 1999, chapter 14, Schedule F, section 4, is further amended by striking out “Cité d’Ottawa” and substituting “Ville d’Ottawa”.

GREATER TORONTO SERVICES BOARD ACT, 1998

13. (1) The definition of “member municipality” in subsection 1 (1) of the *Greater Toronto Services Board Act, 1998* is amended by striking out “other than a lower-tier municipality that forms part of The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth”.

(2) The definition of “participating municipality” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out “The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth” and substituting “the City of Hamilton”.

(3) The definition of “regional transit area” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out “The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth” and substituting “the City of Hamilton”.

(4) Clause 4 (a) of the Act is amended by striking out “other than The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth”.

(5) Clause 4 (d) of the Act is repealed and the following substituted:

(d) the mayor of the City of Hamilton; and

(6) Section 5 of the Act is amended by striking out “The chair of the council of The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth” and substituting “The mayor of the City of Hamilton”.

(7) Subsection 6 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) The representation principles referred to in subsection (2) are the following:

1. For each participating municipality that is a regional municipality, the total votes of the members of the Board representing the regional municipality and the members of the Board representing the lower-tier municipalities of the regional municipality must, as near as is practical, be in the same proportion to the total votes of all the members of the Board, other than the

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

12. La version française de l'annexe de la *Loi sur les services en français*, telle qu'elle est modifiée par le Règlement de l'Ontario 407/94, par l'annexe du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1997 et par l'article 4 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifiée de nouveau par substitution de «Ville d'Ottawa» à «Cité d'Ottawa».

LOI DE 1998 SUR LA COMMISSION DES SERVICES DU GRAND TORONTO

13. (1) La définition de «municipalité membre» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de 1998 sur la Commission des services du grand Toronto* est modifiée par suppression de «, à l'exception d'une municipalité de palier inférieur qui fait partie de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(2) La définition de «municipalité participante» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par suppression de «Hamilton-Wentworth,» et par insertion de «, la cité de Hamilton» après «York».

(3) La définition de «secteur régional de transport en commun» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par substitution de «la cité de Hamilton» à «la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(4) L'alinéa 4 a) de la Loi est modifié par suppression de «, à l'exception de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth,».

(5) L'alinéa 4 d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) le maire de la cité de Hamilton;

(6) L'article 5 de la Loi est modifié par substitution de «Le maire de la cité de Hamilton» à «Le président du conseil de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(7) Le paragraphe 6 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Les principes de représentation visés au paragraphe (2) sont les suivants :

1. Pour chaque municipalité participante qui est une municipalité régionale, le rapport existant entre le nombre total de voix dont disposent les membres de la Commission qui représentent la municipalité régionale et ceux qui représentent les municipalités de palier inférieur de celle-ci et le nombre total de voix dont disposent l'ensemble des membres de la Commission, à l'except-

*Other Amendments**Autres modifications*

mayor of the City of Hamilton, as the population of the regional municipality is to the total population of the participating municipalities.

2. The total votes of the members of the Board representing the City of Toronto must, as near as is practical, be in the same proportion to the total votes of all the members of the Board, other than the mayor of the City of Hamilton, as the population of the City of Toronto is to the total population of the participating municipalities, other than the City of Hamilton.
3. Each member municipality must be represented by at least one member of the Board.
4. Each member of the Board must have at least one vote.
5. There must be at least one member of the Board representing the City of Hamilton.
6. The total votes of the members representing the City of Hamilton must be four or such greater number as is necessary to ensure that the total votes of such members is not less than half of the total votes of the members of the Board representing one of the regional municipalities and its lower-tier municipalities.

(8) Subsection 14 (1) of the Act is amended by striking out "The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth" and substituting "the City of Hamilton".

(9) Clause 42 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

- (c) the mayor of the City of Hamilton; and

(10) Clauses 42 (2) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) the mayors of the City of Toronto and the City of Hamilton;
- (b) the chairs of the councils of the regional municipalities of Durham, Halton, Peel and York; and

tion du maire de la cité de Hamilton, correspond, dans la mesure du possible, à celui qui existe entre la population de la municipalité régionale et la population totale des municipalités participantes.

2. Le rapport existant entre le nombre total de voix dont disposent les membres de la Commission qui représentent la cité de Toronto et le nombre total de voix dont disposent l'ensemble des membres de la Commission, à l'exception du maire de la cité de Hamilton, correspond, dans la mesure du possible, à celui qui existe entre la population de la cité de Toronto et la population totale des municipalités participantes, à l'exception de la cité de Hamilton.
3. Chaque municipalité membre est représentée par au moins un membre à la Commission.
4. Chaque membre de la Commission dispose d'au moins une voix.
5. La cité de Hamilton est représentée par au moins un membre à la Commission.
6. Le nombre total de voix dont disposent les membres qui représentent la cité de Hamilton correspond à quatre ou au nombre plus élevé nécessaire pour assurer que le nombre total de voix dont disposent ces membres ne soit pas inférieur à la moitié du nombre total de voix dont disposent les membres de la Commission qui représentent une des municipalités régionales et ses municipalités de palier inférieur.

(8) Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par substitution de «la cité de Hamilton» à «la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(9) L'alinéa 42 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) le maire de la cité de Hamilton;

(10) Les alinéas 42 (2) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) les maires de la cité de Toronto et de la cité de Hamilton;
- b) les présidents des conseils des municipalités régionales de Durham, de Halton, de Peel et de York;

(11) Paragraph 1 of subsection 42 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

1. A substitute for the mayor of the City of Toronto or the City of Hamilton must be a member of the council of the respective city.

(12) Paragraph 2 of subsection 42 (4) of the Act is amended by striking out “other than The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth”.

(13) Paragraph 3 of subsection 42 (4) of the Act is repealed.

(14) Section 44 of the Act is repealed and the following substituted:

44. The mayor of the City of Hamilton shall remain a member of GT Transit after ceasing to be the mayor of the city until the new mayor begins to hold that office.

Mayor of
Hamilton
continuing
on GT
Transit

(15) Paragraph 2 of subsection 45 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

2. If the chair is the mayor of the City of Hamilton, the council of the city shall, by by-law, appoint a member of the council as a member of GT Transit.

(16) Subsection 48 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) The council of the City of Hamilton may pass by-laws for paying remuneration to the mayor of the city for the discharge of his or her duties under this Act as a member of GT Transit.

Same, mayor
of Hamilton

(17) The Table to the Act is amended by striking out “Hamilton-Wentworth, Regional Municipality of” at the end of the first column and substituting “Hamilton, City of”.

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT

14. (1) Clause (c) of the definition of “board of health” in subsection 1 (1) of the *Health Protection and Promotion Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 30, Schedule D, section 1, is repealed and the following substituted:

- (c) a regional corporation or a city that, under the Act establishing or continuing the regional corporation or city, has the powers, rights and duties of a local board of health or of a board of health, and

(11) La disposition 1 du paragraphe 42 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. La personne qui remplace le maire de la cité de Toronto ou de la cité de Hamilton doit être membre du conseil municipal en cause.

(12) La disposition 2 du paragraphe 42 (4) de la Loi est modifiée par suppression de « , à l'exception de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth, ».

(13) La disposition 3 du paragraphe 42 (4) de la Loi est abrogée.

(14) L'article 44 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

44. Le maire de la cité de Hamilton demeure membre du Réseau GT après qu'il cesse d'occuper sa charge de maire, et ce jusqu'à ce que son successeur commence à l'occuper à sa place.

Maire de
Hamilton :
maintien des
fonctions

(15) La disposition 2 du paragraphe 45 (8) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Si le président est maire de la cité de Hamilton, le conseil de celle-ci nomme, par règlement municipal, un de ses membres à titre de membre du Réseau GT.

(16) Le paragraphe 48 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le conseil de la cité de Hamilton peut, par règlement municipal, prévoir le versement d'une rémunération au maire à l'égard de l'exercice des fonctions que lui attribue la présente loi à titre de membre du Réseau GT.

Idem, maire
de Hamilton

(17) Le tableau de la Loi est modifié par substitution de « Hamilton, cité de » à « Hamilton-Wentworth, municipalité régionale de » à la fin de la première colonne.

LOI SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

14. (1) L'alinéa c) de la définition de « conseil de santé » au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, tel qu'il est modifié par l'article 1 de l'annexe D du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) la municipalité régionale ou la cité qui, aux termes de la loi qui la crée ou la maintient, possède les pouvoirs, les droits et les obligations d'un conseil local de santé ou d'un conseil de santé,

(2) Clause 49 (9) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

- (c) a regional corporation or a city that, under the Act establishing or continuing the regional corporation or city, has the powers, rights and duties of a local board of health or of a board of health.

(3) Section 55 of the Act is repealed and the following substituted:

Non-application

55. Sections 52 to 54 and 56 to 59 do not apply to a regional corporation or a city that, under the Act establishing or continuing the regional corporation or city, has the powers, rights and duties of a local board of health or of a board of health.

(4) Subclause 96 (5) (d) (vii) of the Act is repealed and the following substituted:

- (vii) a regional corporation or a city that, under the Act establishing or continuing the regional corporation or city, has the powers, rights and duties of a local board of health or of a board of health.

MUNICIPAL ACT

15. (1) Subsection 1 (2) of the *Municipal Act* is amended by striking out “or The Regional Municipality of Sudbury” at the end and substituting “and is not the City of Greater Sudbury”.

(2) Section 6 of the Act is repealed and the following substituted:

Special Acts

6. (1) In this section,

“municipality” includes a regional and district municipality and the County of Oxford; (“municipalité”)

“special Act” means an Act relating to a particular municipality. (“loi spéciale”)

Relationship between this Act and special Acts

(2) Except where otherwise expressly or by necessary implication provided,

- (a) this Act does not limit or restrict the powers of a municipality under a special Act; and
- (b) a special Act does not limit or restrict the powers of a municipality under this Act.

Override

(3) Despite subsection (2) and the sections set out in subsection (4), a municipality may exercise its powers under any of the following provisions to override a special Act even

(2) L’alinéa 49 (9) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) à la municipalité régionale ou à la cité qui, aux termes de la loi qui la crée ou la maintient, possède les pouvoirs, les droits et les obligations d’un conseil local de santé ou d’un conseil de santé.

(3) L’article 55 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

55. Les articles 52 à 54 et 56 à 59 ne s’appliquent pas à une municipalité régionale ou à une cité qui, aux termes de la loi qui la crée ou la maintient, possède les pouvoirs, les droits et les obligations d’un conseil local de santé ou d’un conseil de santé.

(4) Le sous-alinéa 96 (5) d) (vii) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (vii) la municipalité régionale ou la cité qui, aux termes de la loi qui la crée ou la maintient, possède les pouvoirs, les droits et les obligations d’un conseil local de santé ou d’un conseil de santé.

LOI SUR LES MUNICIPALITÉS

15. (1) Le paragraphe 1 (2) de la *Loi sur les municipalités* est modifié par substitution de «et n’est pas la cité du Grand Sudbury» à «ou la municipalité régionale de Sudbury» à la fin du paragraphe.

(2) L’article 6 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

Lois spéciales

«loi spéciale» Loi se rapportant à une municipalité donnée. («special Act»)

«municipalité» S’entend en outre d’une municipalité régionale, d’une municipalité de district et du comté d’Oxford. («municipality»)

(2) Sauf disposition prévoyant le contraire expressément ou par déduction nécessaire :

- a) la présente loi ne porte pas atteinte aux pouvoirs qu’une loi spéciale attribue à une municipalité;
- b) une loi spéciale ne porte pas atteinte aux pouvoirs que la présente loi attribue à une municipalité.

Rapport entre la présente loi et les lois spéciales

(3) Malgré le paragraphe (2) et les articles énoncés au paragraphe (4), une municipalité peut exercer les pouvoirs que lui confère n’importe laquelle des dispositions suivantes

Dérogation

if the special Act is more specific and is enacted more recently than the provision:

1. Sections 13 to 13.2 (wards).
2. Sections 26, 27 and 29 (council composition).
3. Sections 209.1 to 209.6 (service migration).
4. Section 210.4 (dissolution of local boards).
5. Any other provision of an Act that provides, expressly or by necessary implication, that the provision or the exercise of power under the provision prevails over the special Act.

Provisions

(4) The sections referred to in subsection (3) are section 124 of the *County of Oxford Act*, section 123 of the *District of Muskoka Act*, section 27 of the *City of Toronto Act*, 1997 (No. 1), section 120 of the *City of Toronto Act*, 1997 (No. 2), section 47 of the *Town of Haldimand Act*, 1999, section 37 of the *City of Hamilton Act*, 1999, section 38 of the *Town of Norfolk Act*, 1999, section 38 of the *City of Ottawa Act*, 1999, section 37 of the *City of Greater Sudbury Act*, 1999 and section 145 of the *Regional Municipalities Act*.

Exclusion

(5) Subsection (3) does not apply if the special Act expressly or by necessary implication precludes the exercise of the power by provisions other than those set out in subsection (4).

(3) Section 13.3 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 32, section 3, is repealed.

(4) The definition of "locality" in subsection 25.2 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule M, section 1 and amended by 1997, chapter 26, Schedule, is repealed and the following substituted:

"locality" means a geographic area, whether or not the area or any part of the area is situated in a municipality, but does not include area in a regional or district municipality, the City of Toronto, the City of Greater Sudbury, the City of Hamilton, the City of Ottawa, the Town of Haldimand, the Town of Norfolk or the County of Oxford. ("localité")

(5) The definition of "municipality" in subsection 25.2 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule

de façon à déroger à une loi spéciale même si celle-ci est plus spécifique et est édictée plus récemment que la disposition :

1. Les articles 13 à 13.2 (quartiers).
2. Les articles 26, 27 et 29 (composition des conseils).
3. Les articles 209.1 à 209.6 (migration des services).
4. L'article 210.4 (dissolution de conseils locaux).
5. Toute autre disposition d'une loi qui prévoit, expressément ou par déduction nécessaire, que la disposition ou l'exercice d'un pouvoir qu'elle confère l'emporte sur la loi spéciale.

Dispositions

(4) Les articles visés au paragraphe (3) sont l'article 124 de la *Loi sur le comté d'Oxford*, l'article 123 de la *Loi sur le district de Muskoka*, l'article 27 de la *Loi de 1997 sur la cité de Toronto* (n° 1), l'article 120 de la *Loi de 1997 sur la cité de Toronto* (n° 2), l'article 47 de la *Loi de 1999 sur la ville de Haldimand*, l'article 37 de la *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton*, l'article 38 de la *Loi de 1999 sur la ville de Norfolk*, l'article 38 de la *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa*, l'article 37 de la *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury* et l'article 145 de la *Loi sur les municipalités régionales*.

Exception

(5) Le paragraphe (3) ne s'applique pas si la loi spéciale empêche l'exercice du pouvoir expressément ou par déduction nécessaire par des dispositions autres que celles énoncées au paragraphe (4).

(3) L'article 13.3 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 3 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé.

(4) La définition de «localité» au paragraphe 25.2 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 1 de l'annexe M du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1996 et telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«localité» Région géographique, que celle-ci ou une partie de celle-ci soit située ou non dans une municipalité. La présente définition exclut toutefois une région située dans une municipalité régionale, une municipalité de district, la cité de Toronto, la cité du Grand Sudbury, la cité de Hamilton, la ville d'Ottawa, la ville de Haldimand, la ville de Norfolk ou le comté d'Oxford. («locality»)

(5) La définition de «municipalité» au paragraphe 25.2 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 1 de l'annexe M du chapi-

M, section 1, and amended by 1997, chapter 26, Schedule, is repealed and the following substituted:

“municipality” means a county or a local municipality but does not include the City of Toronto, the City of Greater Sudbury, the City of Hamilton, the City of Ottawa, the Town of Haldimand, the Town of Norfolk or a local municipality that forms part of a regional or district municipality or the County of Oxford. (“municipalité”)

(6) Subsection 25.3 (1) of the Act, as re-enacted by Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 5 is repealed and the following substituted:

Commission

(1) At the request of one of the following, the Minister may establish a commission on or before December 31, 2002 to develop a proposal for restructuring municipalities and unorganized territory in a locality or in such greater or lesser area as the Minister may prescribe:

1. A municipality in a locality.
2. At least 75 residents of the unorganized territory in the locality.

(7) Subsections 25.3 (1.1) and (1.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 5, are repealed.

(8) Subsection 117 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Maximum
pension
benefit

(3) Despite any general or special Act, a municipality or local board shall not make a contribution for the provision of a pension with respect to an employee under an approved pension plan or under the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* that is in excess of an annual amount of 2 per cent of the employee’s average annual earnings during the 60 consecutive months during which his or her earnings as an employee were highest multiplied by the number of years of his or her service up to 35 years and reduced in any year in which he or she is entitled to a pension under the Canada Pension Plan,

- (a) for the period from January 1, 1998 to December 31, 1998, by 0.7 per cent of the lesser of such average annual earnings or the average of the year’s maximum pensionable earnings for the year in which he or she ceases to be employed by the municipality or local

tre 1 des Lois de l’Ontario de 1996 et telle qu’elle est modifiée par l’annexe du chapitre 26 des Lois de l’Ontario de 1997, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«municipalité» S’entend d’un comté ou d’une municipalité locale. La présente définition exclut toutefois la cité de Toronto, la cité du Grand Sudbury, la cité de Hamilton, la ville d’Ottawa, la ville de Haldimand, la ville de Norfolk et une municipalité locale qui fait partie d’une municipalité régionale, d’une municipalité de district ou du comté d’Oxford. («municipality»)

(6) Le paragraphe 25.3 (1) de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 5 de l’annexe F du chapitre 14 des Lois de l’Ontario de 1999, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Commission

(1) Le ministre peut, à la demande de la municipalité ou des résidents qui suivent, établir une commission au plus tard le 31 décembre 2002 pour élaborer une proposition aux fins de la restructuration des municipalités et du territoire non érigé en municipalité d’une localité ou de toute région plus grande ou petite que prescrit le ministre :

1. Une municipalité de la localité.
2. Au moins 75 résidents du territoire non érigé en municipalité de la localité.

(7) Les paragraphes 25.3 (1.1) et (1.2) de la Loi, tels qu’ils sont édictés par l’article 5 de l’annexe F du chapitre 14 des Lois de l’Ontario de 1999, sont abrogés.

(8) Le paragraphe 117 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Malgré toute loi générale ou spéciale, la municipalité ou le conseil local ne doit pas verser de cotisations à un régime de retraite approuvé ou en application de la *Loi sur le régime de retraite des employés municipaux de l’Ontario*, si cela a pour effet d’offrir à un employé une pension qui dépasse la somme annuelle obtenue en multipliant 2 pour cent des gains annuels moyens de l’employé, au cours des 60 mois consécutifs pendant lesquels ses gains à titre d’employé étaient les plus élevés, par le nombre de ses années de service, jusqu’à concurrence de 35, et en déduisant de ce produit, chaque année où l’employé a droit à une pension dans le cadre du Régime de pensions du Canada :

Prestation
de retraite
maximale

- a) pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1998 et le 31 décembre 1998, le produit obtenu en multipliant 0,7 pour cent du moindre de ces gains annuels moyens ou de la moyenne du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension pour l’année où l’em-

board and for each of the three preceding years multiplied by the number of years of his or her service after January 1, 1966 up to 35 years; and

- (b) on and after January 1, 1999, by 0.675 per cent of the lesser of such average annual earnings or the average of the year's maximum pensionable earnings for the year in which he or she ceases to be employed by the municipality or local board and for each of the four preceding years multiplied by the number of years of his or her service after January 1, 1966 up to 35 years.

(9) Subsection 206.1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 4, section 3, is amended by adding "or by an agreement under subsection (4) or (8)" after "Part X agreement" in the portion preceding clause (a) and by adding "or (8)" at the end of clause (b).

(10) Section 206.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 4, section 3, is amended by adding the following subsections:

(7) Municipalities may enter into and perform intermunicipal agreements to implement a Part X agreement.

(8) A municipality that has entered into a Part X agreement may enter into an agreement with one or more municipalities for the performance by the other municipality or municipalities of any of the functions given to the first municipality by the Part X agreement and the municipalities have the power to enter into and perform the agreement.

(9) An agreement entered into under subsection (8) requires the Attorney General's written consent.

(10) The power to perform an agreement under subsection (8) may be exercised in an area outside the municipality's territorial limits.

(11) The Act is amended by adding the following section:

363.1 (1) In this section,

"separated area" means all or part of a separated municipality which becomes part of an

ployé cesse d'être employé par la municipalité ou le conseil local et pour les trois années précédentes par le nombre de ses années de service postérieures au 1^{er} janvier 1966, jusqu'à concurrence de 35;

- b) à compter du 1^{er} janvier 1999, le produit obtenu en multipliant 0,675 pour cent du moindre de ces gains annuels moyens ou de la moyenne du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension pour l'année où l'employé cesse d'être employé par la municipalité ou le conseil local et pour les quatre années précédentes par le nombre de ses années de service postérieures au 1^{er} janvier 1966, jusqu'à concurrence de 35.

(9) Le paragraphe 206.1 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 3 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par adjonction de «ou une entente conclue en vertu du paragraphe (4) ou (8)» après «entente prévue à la partie X» dans le passage qui précède l'alinéa a) et par adjonction de «ou (8)» à la fin de l'alinéa b).

(10) L'article 206.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 3 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(7) Les municipalités peuvent conclure et exécuter des ententes intermunicipales pour mettre en oeuvre une entente prévue à la partie X.

(8) Toute municipalité qui a conclu une entente prévue à la partie X peut conclure une entente avec une ou plusieurs autres municipalités en vue de l'exercice, par cette autre ou ces autres municipalités, de n'importe laquelle des fonctions que l'entente prévue à la partie X attribue à la première municipalité, et les municipalités ont le pouvoir de conclure et d'exécuter l'entente.

(9) L'entente conclue en vertu du paragraphe (8) nécessite le consentement écrit du procureur général.

(10) Le pouvoir d'exécution d'une entente conclue en vertu du paragraphe (8) peut être exercé dans un secteur situé en dehors des limites territoriales de la municipalité.

(11) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

363.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«municipalité séparée» Municipalité locale qui est située dans un comté géographique,

Intermunicipal agreements

Further agreements

Consent

Extra-territorial effect

Separated municipalities

Ententes intermunicipales

Autres ententes

Consentement

Effet extra-territorial

Municipalités séparées

Other Amendments

Autres modifications

upper-tier municipality for municipal purposes; ("secteur séparé")

"separated municipality" means a local municipality which is situated within a geographic county but does not form part of the county for municipal purposes. ("municipalité séparée")

mais qui ne fait pas partie du comté aux fins municipales. («separated municipality»)

«secteur séparé» Tout ou partie d'une municipalité séparée qui fait dorénavant partie d'une municipalité de palier supérieur aux fins municipales. («separated area»)

Regulations

(2) If, as a result of an order under section 25.2 or 25.3, all or part of a separated municipality becomes part of an upper-tier municipality for municipal purposes on or after January 1, 2001, the Minister may make regulations establishing, or delegating to a municipality, the authority to establish tax ratios for the separated area that may be different from the tax ratios established by the upper-tier municipality for the rest of the upper-tier municipality.

Règlements

(2) Si, par suite d'un arrêté ou d'un ordre visé à l'article 25.2 ou 25.3, tout ou partie d'une municipalité séparée fait dorénavant partie d'une municipalité de palier supérieur aux fins municipales le 1^{er} janvier 2001 ou par la suite, le ministre peut, par règlement, fixer, ou déléguer à une municipalité le pouvoir de fixer, des coefficients d'impôt applicables au secteur séparé qui peuvent être différents de ceux fixés par la municipalité de palier supérieur pour le reste de celle-ci.

Content

(3) A regulation under subsection (2) may impose conditions on the delegation to the municipality of the authority to establish tax ratios for separated areas which may include,

Contenu

(3) Les règlements prévus au paragraphe (2) peuvent assortir de conditions la délégation à la municipalité du pouvoir de fixer les coefficients d'impôt applicables aux secteurs séparés, notamment :

- (a) the length of time the authority is delegated;
- (b) the dates by which the tax ratios must be set;
- (c) requiring the tax ratios differences between the separated area and the rest of the upper-tier municipality to be eliminated in a specified manner over a specified period;
- (d) the purposes for which the tax ratios for the separated area shall be used;
- (e) apportioning or determining the method of apportioning the general upper-tier levy and any special upper-tier levy that will be raised in the separated area between the separated area and the rest of the upper tier municipality;
- (f) varying the manner in which any tax-related authority of the upper-tier municipality under this Act and subsection 2 (3.1) of the *Assessment Act* applies in the separated area.

- a) la durée pendant laquelle le pouvoir est délégué;
- b) les dates limites auxquelles les coefficients d'impôt doivent être fixés;
- c) l'élimination obligatoire, sur une période et d'une manière déterminées, des différences entre les coefficients d'impôt applicables au secteur séparé et ceux applicables au reste de la municipalité de palier supérieur;
- d) les fins auxquelles les coefficients d'impôt applicables au secteur séparé doivent être utilisés;
- e) la répartition ou l'établissement du mode de répartition, entre le secteur séparé et le reste de la municipalité de palier supérieur, de l'impôt général de palier supérieur et de tout impôt extraordinaire de palier supérieur qui seront recueillis dans le secteur séparé;
- f) la modification de la façon dont les pouvoirs que la présente loi et le paragraphe 2 (3.1) de la *Loi sur l'évaluation foncière* attribuent à la municipalité de palier supérieur en matière d'imposition s'appliquent dans le secteur séparé.

Scope

(4) A regulation under this section may be general or particular in its application and may be retroactive to a date not earlier than January 1 of the year in which the regulation was made.

Portée

(4) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et un effet rétroactif à une date qui ne peut être antérieure au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle ils sont pris.

NIAGARA ESCARPMENT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

16. (1) Paragraph 2 of subsection 5 (2) of the *Niagara Escarpment Planning and Development Act* is repealed and the following substituted:

2. The eight remaining members shall be appointed from a list containing the names of at least three persons submitted by the council of the City of Hamilton and the council of each county and regional municipality whose jurisdiction includes any part of the Niagara Escarpment Planning Area and one member shall be appointed from each list.

(2) Subsection 21 (1) of the Act is amended by adding “or the council of a city outside of a county or regional municipality” at the end.

(3) Subsection 21 (2) of the Act is amended by striking out “of the regional municipality or county” and substituting “of the municipality”.

NORTHERN SERVICES BOARDS ACT

17. The definition of “municipality” in section 34 of the *Northern Services Boards Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 16, section 10, is amended by striking out “and includes The Regional Municipality of Sudbury”.

OTTAWA CONGRESS CENTRE ACT

18. (1) Clause 2 (3) (b) of the *Ottawa Congress Centre Act* is repealed and the following substituted:

- (b) not more than three shall be appointed by resolution of the council of the City of Ottawa.

(2) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out “The Regional Municipality of Ottawa-Carleton” and substituting “the City of Ottawa”.

(3) Clause 6 (2) (f) of the Act is repealed and the following substituted:

- (f) to enter into agreements with the City of Ottawa for the use by the Centre of services, equipment and facilities of the City of Ottawa; and

LOI SUR LA PLANIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA

16. (1) La disposition 2 du paragraphe 5 (2) de la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Les huit autres membres sont choisis à partir des listes qui renferment le nom d'au moins trois personnes et qui sont soumises par le conseil de la cité de Hamilton et par celui de chaque comté et municipalité régionale dont le territoire de compétence comprend une partie de la zone de planification de l'escarpement du Niagara. Un membre est choisi de chacune des listes.

(2) Le paragraphe 21 (1) de la Loi est modifié par substitution de «, du conseil d'un comté ou du conseil d'une cité située à l'extérieur d'un comté ou d'une municipalité régionale» à «ou d'un comté» à la fin du paragraphe.

(3) Le paragraphe 21 (2) de la Loi est modifié par substitution de «de la municipalité» à «de la municipalité régionale ou du comté».

LOI SUR LES RÉGIES DES SERVICES PUBLICS DU NORD

17. La définition de «municipalité» à l'article 34 de la *Loi sur les régies des services publics du Nord*, telle qu'elle est édictée par l'article 10 du chapitre 16 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée par suppression de «S'entend en outre de la municipalité régionale de Sudbury.».

LOI SUR LE CENTRE DES CONGRÈS D'OTTAWA

18. (1) L'alinéa 2 (3) b) de la *Loi sur le Centre des congrès d'Ottawa* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) pas plus de trois sont nommés par résolution du conseil de la ville d'Ottawa.

(2) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution de «la ville d'Ottawa» à «la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton».

(3) L'alinéa 6 (2) f) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- f) de conclure avec la ville d'Ottawa des accords relatifs à l'utilisation par le Centre de services, de matériel et d'installations appartenant à cette cité;

(4) Subsection 7 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Head office

(1) The head office of the Centre shall be in the City of Ottawa.

(5) Subsection 10 (2) of the Act is repealed.

PAY EQUITY ACT

19. The definition of “geographic division” in subsection 1 (1) of the *Pay Equity Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 26, Schedule, is repealed and the following substituted:

“geographic division” means,

- (a) a county, territorial district or regional municipality described in the *Territorial Division Act*,
- (b) the City of Toronto,
- (c) the City of Hamilton,
- (d) the City of Ottawa,
- (e) the Town of Haldimand,
- (f) the Town of Norfolk, and
- (g) the combination of the Territorial District of Sudbury and the City of Greater Sudbury. (“zone géographique”)

PLANNING ACT

20. Subsection 17 (2) of the *Planning Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 4, section 9, is amended by striking out “The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk”, “The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth”, and “The Regional Municipality of Ottawa-Carleton”.

REGIONAL MUNICIPALITIES ACT

21. (1) The definitions of “Regional Act” and “regional municipality” in section 1 of the *Regional Municipalities Act* are repealed and the following substituted:

“Regional Act” means an Act establishing or continuing one of the regional municipalities of Durham, Halton, Niagara, Peel, Waterloo or York; (“loi régionale”)

“regional municipality” means the corporation of The Regional Municipality of Durham, The Regional Municipality of Halton, The Regional Municipality of Niagara, The Regional Municipality of Peel, The Regional Municipality of Waterloo or The Regional Municipality of York. (“municipalité régionale”)

(4) Le paragraphe 7 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le siège social du Centre est situé dans la ville d’Ottawa.

(5) Le paragraphe 10 (2) de la Loi est abrogé.

Siège social

LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE

19. La définition de «zone géographique» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l'équité salariale*, telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«zone géographique» S'entend de ce qui suit :

- a) un comté, un district territorial ou une municipalité régionale mentionné dans la *Loi sur la division territoriale*;
- b) la cité de Toronto;
- c) la cité de Hamilton;
- d) la ville d’Ottawa;
- e) la ville de Haldimand;
- f) la ville de Norfolk;
- g) la combinaison du district territorial de Sudbury et de la cité du Grand Sudbury. («geographic division»)

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

20. Le paragraphe 17 (2) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, tel qu'il est réédicé par l'article 9 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par suppression de «de Haldimand-Norfolk», de «de Hamilton-Wentworth», et de «d'Ottawa-Carleton».

LOI SUR LES MUNICIPALITÉS RÉGIONALES

21. (1) Les définitions de «loi régionale» et de «Municipalité régionale» à l'article 1 de la *Loi sur les municipalités régionales* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«loi régionale» Loi établissant ou maintenant une des municipalités régionales de Durham, de Halton, de Niagara, de Peel, de Waterloo ou de York. («Regional Act»)

«municipalité régionale» La personne morale que constitue la municipalité régionale de Durham, la municipalité régionale de Halton, la municipalité régionale de Niagara, la municipalité régionale de Peel, la municipalité régionale de Waterloo ou la municipalité régionale de York. («regional municipality»)

Other Amendments

Autres modifications

(2) Subsection 4 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 10, is repealed.

(3) Subsection 6 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 14, section 1, is repealed and the following substituted:

Non-application

(4) This section does not apply to the regional municipalities of Halton and Waterloo and subsection (2) does not apply to The Regional Municipality of Niagara.

(4) Subsection 7 (7) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 11, is repealed and the following substituted:

Non-application

(7) Subsection (4) does not apply to The Regional Municipality of Waterloo.

(5) Subsection 9 (11) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 14, section 1, is repealed and the following substituted:

Non-application

(11) Subsections (1), (2) and (3) do not apply to the regional municipalities of Halton and Waterloo and subsections (6), (7), (8) and (9) do not apply to The Regional Municipality of Niagara and subsection (9) does not apply to The Regional Municipality of Waterloo.

(6) Subsection 12 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 13, is repealed.

(7) Subsection 21 (5) of the Act is amended by striking out "Ottawa-Carleton".

(8) Subsection 23 (12) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(12) Subsection (7) does not apply to the regional municipalities of Niagara and York.

(9) Subsection 29 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Application

(7) Subsections (3) and (4) apply only to The Regional Municipality of Niagara.

(10) Subsections 34 (11) and (12) of the Act are repealed.

(11) Subsection 34 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

Application

(13) Subsections (2), (3), (4) and (5) apply only to the regional municipalities of Halton and York.

(12) Subsection 35 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) Le paragraphe 4 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 10 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(3) Le paragraphe 6 (4) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 1 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(4) Le présent article ne s'applique pas aux municipalités régionales de Halton et de Waterloo et le paragraphe (2) ne s'applique pas à la municipalité régionale de Niagara.

(4) Le paragraphe 7 (7) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 11 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(7) Le paragraphe (4) ne s'applique pas à la municipalité régionale de Waterloo.

(5) Le paragraphe 9 (11) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 1 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(11) Les paragraphes (1), (2) et (3) ne s'appliquent pas aux municipalités régionales de Halton et de Waterloo, les paragraphes (6), (7), (8) et (9) ne s'appliquent pas à la municipalité régionale de Niagara et le paragraphe (9) ne s'applique pas à la municipalité régionale de Waterloo.

(6) Le paragraphe 12 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 13 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(7) Le paragraphe 21 (5) de la Loi est modifié par suppression de «, d'Ottawa-Carleton».

(8) Le paragraphe 23 (12) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(12) Le paragraphe (7) ne s'applique pas aux municipalités régionales de Niagara et de York.

(9) Le paragraphe 29 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

(7) Les paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent qu'à la municipalité régionale de Niagara.

(10) Les paragraphes 34 (11) et (12) de la Loi sont abrogés.

(11) Le paragraphe 34 (13) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

(13) Les paragraphes (2), (3), (4) et (5) ne s'appliquent qu'aux municipalités régionales de Halton et de York.

(12) Le paragraphe 35 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application	(6) Subsections (2) and (3) apply only to The Regional Municipality of Waterloo.	(6) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent qu'à la municipalité régionale de Waterloo.	Application
	(13) Subsection 35 (8) of the Act is repealed and the following substituted:	(13) Le paragraphe 35 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Same	(8) Subsection (5) applies only to The Regional Municipality of Niagara.	(8) Le paragraphe (5) ne s'applique qu'à la municipalité régionale de Niagara.	Idem
	(14) Subsection 39 (3) of the Act is repealed.	(14) Le paragraphe 39 (3) de la Loi est abrogé.	
	(15) Subsection 40 (13) of the Act is repealed and the following substituted:	(15) Le paragraphe 40 (13) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Application	(13) Subsections (8) and (9) apply only to The Regional Municipality of York and subsections (6) and (7) do not apply to that regional municipality.	(13) Les paragraphes (8) et (9) ne s'appliquent qu'à la municipalité régionale de York et les paragraphes (6) et (7) ne s'y appliquent pas.	Application
	(16) Subsection 44 (5) of the Act is repealed and the following substituted:	(16) Le paragraphe 44 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Application	(5) Subsection (3) applies only to The Regional Municipality of Halton.	(5) Le paragraphe (3) ne s'applique qu'à la municipalité régionale de Halton.	Application
	(17) Subsections 46 (18), (19) and (20) of the Act are repealed and the following substituted:	(17) Les paragraphes 46 (18), (19) et (20) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
Exception	(18) Subsections (1) to (4) and (7) to (17) do not apply to the regional municipalities of Niagara, Waterloo and York.	(18) Les paragraphes (1) à (4) et (7) à (17) ne s'appliquent pas aux municipalités régionales de Niagara, de Waterloo et de York.	Exception
	(18) Subsection 72 (1) of the Act is repealed and the following substituted:	(18) Le paragraphe 72 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Application	(1) This section applies only to the regional municipalities of Durham, Halton and Peel.	(1) Le présent article ne s'applique qu'aux municipalités régionales de Durham, de Halton et de Peel.	Application
	(19) Subsection 74 (3) of the Act is repealed.	(19) Le paragraphe 74 (3) de la Loi est abrogé.	
	(20) Section 74.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 14, is repealed.	(20) L'article 74.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 14 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.	
	(21) Subsections 76 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:	(21) Les paragraphes 76 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
Works assumed	(3) The works assumed are those designated and described in a by-law mentioned in subsection (1) or (2).	(3) Les ouvrages qui sont pris en charge sont ceux que désigne et décrit un règlement municipal visé au paragraphe (1) ou (2).	Prise en charge des ouvrages
	(22) Subsection 76 (10) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 15, is repealed.	(22) Le paragraphe 76 (10) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 15 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.	
	(23) Subsections 76 (11) and (12) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 15, are repealed.	(23) Les paragraphes 76 (11) et (12) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 15 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés.	
	(24) Sections 79.1 and 79.2 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 16, are repealed.	(24) Les articles 79.1 et 79.2 de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 16 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés.	

(25) Subsection 80 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(5) This section does not apply to The Regional Municipality of York.

(26) Subsection 82 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Application

(5) This section applies only to The Regional Municipality of York.

(27) Section 84.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 17, is repealed.

(28) Subsection 86 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 15, section 29 and amended by 1994, chapter 1, section 18, is repealed.

(29) Section 86.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 19, is repealed.

(30) Subsection 88 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Non-application

(3) This section does not apply to The Regional Municipality of York.

(31) Section 95 of the Act is amended by striking out "Ottawa-Carleton".

(32) Section 97 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 6, section 4, 1997, chapter 24, section 227 and 1999, chapter 12, Schedule M, section 31, is repealed.

(33) Section 98 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 89 and 1997, chapter 24, section 227, is repealed.

(34) Section 99 of the Act is repealed.

(35) Section 100 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 90 and 1997, chapter 24, section 227, is repealed.

(36) Subsection 108 (3) of the Act is repealed.

(37) Subsection 136 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule M, section 35 and 1996, chapter 32, section 85, is repealed and the following substituted:

Exception

(2) Despite subsection (1),

(25) Le paragraphe 80 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(5) Le présent article ne s'applique pas à la municipalité régionale de York.

(26) Le paragraphe 82 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

(5) Le présent article ne s'applique qu'à la municipalité régionale de York.

(27) L'article 84.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 17 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(28) Le paragraphe 86 (3) de la Loi, tel qu'il est réédicté par l'article 29 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 18 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(29) L'article 86.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 19 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(30) Le paragraphe 88 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(3) Le présent article ne s'applique pas à la municipalité régionale de York.

(31) L'article 95 de la Loi est modifié par suppression de «d'Ottawa-Carleton».

(32) L'article 97 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 6 et l'article 227 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 1997 et par l'article 31 de l'annexe M du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé.

(33) L'article 98 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 89 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 227 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé.

(34) L'article 99 de la Loi est abrogé.

(35) L'article 100 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 90 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 227 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé.

(36) Le paragraphe 108 (3) de la Loi est abrogé.

(37) Le paragraphe 136 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 35 de l'annexe M du chapitre 1 et l'article 85 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Malgré le paragraphe (1) :

Exception

- (a) subparagraph 69 iii of section 210 does not apply to the regional municipalities of Waterloo and York;
- (b) paragraph 52 of section 207 applies to The Regional Municipality of York;
- (c) section 257 applies to The Regional Municipality of Niagara; and
- (d) for the purpose of exercising powers to pass by-laws licensing businesses under any Act, Part XVII.1 of the *Municipal Act* applies to the regional municipalities of Niagara, Waterloo and York and the Minister may make regulations under section 257.5 of that Act in relation to those powers.

(38) Subsection 136 (4) of the Act is amended by striking out “Ottawa-Carleton”.

(39) Subsections 148 (4) and (5) of the Act are repealed.

REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON ACT

22. Subsections 7 (2) and (3) of the *Regional Municipality of Halton Act* are repealed and the following substituted:

One vote

(2) Each member of the Regional Council has one vote.

REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO ACT

23. (1) Section 3 of the *Regional Municipality of Waterloo Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 11, section 1, is repealed and the following substituted:

Composition of councils

3. (1) The council of each area municipality shall be composed of a head of council, who shall be elected by a general vote of the electors of the area municipality and the following number of other members of council:

1. The City of Cambridge – six members elected by wards, with one member being elected from each ward.
2. The City of Kitchener – six members elected by wards, with one member being elected from each ward.
3. The City of Waterloo – five members elected by wards, with one member being elected from each ward.

- a) la sous-disposition 69 iii de l'article 210 ne s'applique pas aux municipalités régionales de Waterloo et de York;
- b) la disposition 52 de l'article 207 s'applique à la municipalité régionale de York;
- c) l'article 257 s'applique à la municipalité régionale de Niagara;
- d) aux fins de l'exercice des pouvoirs d'adoption de règlements municipaux assujettissant des activités commerciales à l'obtention de permis aux termes d'une loi, la partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités* s'applique aux municipalités régionales de Niagara, de Waterloo et de York et le ministre peut prendre des règlements en application de l'article 257.5 de cette loi relativement à ces pouvoirs.

(38) Le paragraphe 136 (4) de la Loi est modifié par suppression de «d'Ottawa-Carleton,».

(39) Les paragraphes 148 (4) et (5) de la Loi sont abrogés.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE HALTON

22. Les paragraphes 7 (2) et (3) de la *Loi sur la municipalité régionale de Halton* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) Chaque membre du conseil régional dispose d'une voix.

Voix unique

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE WATERLOO

23. (1) L'article 3 de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo*, tel qu'il est réédicé par l'article 1 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

3. (1) Le conseil de chaque municipalité de secteur se compose d'un président du conseil, élu au scrutin général par les électeurs de la municipalité de secteur, et du nombre suivant de membres :

1. Pour la cité de Cambridge – six membres élus par quartier, à raison de un par quartier.
2. Pour la cité de Kitchener – six membres élus par quartier, à raison de un par quartier.
3. Pour la cité de Waterloo – cinq membres élus par quartier, à raison de un par quartier.

Composition des conseils

4. The Township of North Dumfries - four members elected by wards, with one member being elected from each ward.
5. The Township of Wilmot - four members elected by wards, with one member being elected from each ward.
6. The Township of Wellesley - four members elected by wards, with one member being elected from each ward.
7. The Township of Woolwich - four members elected by wards, with two members being elected from one ward and one member being elected from each of the two remaining wards.

No board of control

(2) No area municipality shall have a board of control.

Woolwich

(3) For the purposes of paragraph 7 of subsection (1), the ward having two members is the same ward which, in the 1997 regular election, had three members.

(2) Sections 5 and 6 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 11, sections 2 and 3, respectively, are repealed and the following substituted:

Composition of Regional Council

5. (1) The Regional Council shall be composed of,

- (a) a chair who shall be elected by general vote of all of the electors of all of the area municipalities;
- (b) the head of council of each area municipality;
- (c) two members elected by general vote of the electors of the City of Cambridge;
- (d) four members elected by general vote of the electors of the City of Kitchener; and
- (e) two members elected by general vote of the electors of the City of Waterloo.

Application

(2) Section 107 of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Council.

Elections

6. (1) Except as otherwise provided in this Part, the elections to the office of chair and of regional councillor (other than the head of council of an area municipality) shall be conducted in accordance with the *Municipal Elections Act, 1996* to be held concurrently with the regular election in the area municipalities.

4. Pour le canton de North Dumfries - quatre membres élus par quartier, à raison de un par quartier.

5. Pour le canton de Wilmot - quatre membres élus par quartier, à raison de un par quartier.

6. Pour le canton de Wellesley - quatre membres élus par quartier, à raison de un par quartier.

7. Pour le canton de Woolwich - quatre membres élus par quartier, à raison de deux pour un des quartiers et de un pour chacun des deux autres.

(2) Les municipalités de secteur ne doivent pas avoir de comité de régie.

Comité de régie

(3) Pour l'application de la disposition 7 du paragraphe (1), le quartier qui compte deux membres est le même que celui qui en comptait trois lors de l'élection ordinaire de 1997.

Woolwich

(2) Les articles 5 et 6 de la Loi, tels qu'ils sont réédités par les articles 2 et 3 respectivement du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1997, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

5. (1) Le conseil régional se compose des personnes suivantes :

Composition du conseil régional

- a) un président, élu au scrutin général par l'ensemble des électeurs de toutes les municipalités de secteur;
- b) le président du conseil de chaque municipalité de secteur;
- c) deux membres élus au scrutin général par les électeurs de la cité de Cambridge;
- d) quatre membres élus au scrutin général par les électeurs de la cité de Kitchener;
- e) deux membres élus au scrutin général par les électeurs de la cité de Waterloo.

(2) L'article 107 de la *Loi sur les municipalités* s'applique, avec les adaptations nécessaires, au conseil régional.

Application

6. (1) Sauf disposition contraire de la présente partie, l'élection au poste de président et à celui de conseiller régional, à l'exclusion du président du conseil d'une municipalité de secteur, se tient conformément à la *Loi de 1996 sur les élections municipales* et en même temps que l'élection ordinaire dans les municipalités de secteur.

Élections

Other Amendments

Autres modifications

Qualifications	(2) A person is qualified to hold office as chair or as regional councillor of the Regional Council if,	(2) A les qualités requises pour occuper le poste de président ou de conseiller du conseil régional la personne qui :	Qualités requises
	(a) the person is entitled to be an elector under section 17 of the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> for the election of members of the council of an area municipality; and (b) the person is not disqualified by this or any other Act from holding the office of chair or regional councillor, as the case may be.	a) d'une part, a le droit, aux termes de l'article 17 de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> , d'être électeur lors de l'élection des membres du conseil d'une municipalité de secteur; b) d'une part, n'est pas inhabile aux termes de la présente loi ou d'une autre loi à occuper le poste de président ou de conseiller régional, selon le cas.	
Application	(3) Section 40 of the <i>Municipal Act</i> applies with necessary modifications to the Regional Council.	(3) L'article 40 de la <i>Loi sur les municipalités</i> s'applique, avec les adaptations nécessaires, au conseil régional.	Application
	(3) Sections 6.1 and 6.2 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 11, section 3, are repealed and the following substituted:	(3) Les articles 6.1 et 6.2 de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 3 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1997, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
Election of chair	6.1 (1) For the purposes of electing the chair of the Regional Council,	6.1 (1) Aux fins de l'élection du président du conseil régional :	Élection du président
	(a) the clerk of the Regional Corporation is the returning officer; (b) nominations shall be filed with the clerk of the Regional Corporation, who shall send the names of the candidates to the clerk of each area municipality by registered mail within 48 hours after the closing of nominations; (c) despite clause (a), the clerk of each area municipality is the returning officer for the vote to be recorded in the area municipality and shall promptly report the vote recorded to the clerk of the Regional Corporation who shall prepare the final summary and announce the result of the vote.	a) le secrétaire de la Municipalité régionale est le directeur du scrutin; b) les déclarations de candidature sont déposées auprès du secrétaire de la Municipalité régionale, qui fait parvenir le nom des candidats au secrétaire de chaque municipalité de secteur, par courrier recommandé expédié dans les 48 heures qui suivent la clôture du dépôt des déclarations de candidature; c) malgré l'alinéa a), le secrétaire de chaque municipalité de secteur est le directeur du scrutin en ce qui a trait à l'enregistrement du vote dans la municipalité de secteur et communique promptement le vote enregistré au secrétaire de la Municipalité régionale, qui prépare les dernières compilations et annonce les résultats du vote.	
Election of regional councillor	(2) For the purpose of electing a regional councillor in an area municipality (other than the head of council of an area municipality),	(2) Aux fins de l'élection d'un conseiller régional dans une municipalité de secteur, à l'exclusion du président du conseil d'une telle municipalité :	Élection d'un conseiller régional
	(a) the clerk of the Regional Corporation is the returning officer; (b) nominations shall be filed with the clerk of the Regional Corporation, who shall send the names of the candidates to the clerk of the area municipality by registered mail within 48 hours after the closing of nominations;	a) le secrétaire de la Municipalité régionale est le directeur du scrutin; b) les déclarations de candidature sont déposées auprès du secrétaire de la Municipalité régionale, qui fait parvenir le nom des candidats au secrétaire de la municipalité de secteur, par courrier recommandé expédié dans les 48 heures qui suivent la clôture du dépôt des déclarations de candidature;	

	(c) despite clause (a), the clerk of each area municipality is the returning officer for the vote to be recorded in the area municipality and shall promptly report the vote recorded to the clerk of the Regional Corporation who shall prepare the final summary and announce the result of the vote.	c) malgré l'alinéa a), le secrétaire de chaque municipalité de secteur est le directeur du scrutin en ce qui a trait à l'enregistrement du vote dans la municipalité de secteur et communique promptement le vote enregistré au secrétaire de la Municipalité régionale, qui prépare les dernières compilations et annonce les résultats du vote.	
Oath, declaration	(3) Every member of the Regional Council, before taking his or her seat, shall take an oath of allegiance in Form 1 of the <i>Municipal Act</i> and make a declaration of office in Form 3 of the <i>Municipal Act</i> using either the English or the French version of those forms and, in the case of the heads of council of the area municipalities, in those forms as modified appropriately.	(3) Avant d'entrer en fonction, les membres du conseil régional prêtent le serment d'allégeance selon la formule 1 de la <i>Loi sur les municipalités</i> et font la déclaration selon la formule 3 de cette loi, en utilisant soit la version française, soit la version anglaise de ces formules. Le président du conseil d'une municipalité de secteur emploie ces formules telles qu'elles sont adaptées pour la circonstance.	Serment et déclaration
Regulations	(4) Despite this Act or the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> , the Minister may by regulation provide for those matters which, in the opinion of the Minister, are necessary or expedient to conduct the 2000 regular elections under the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> in the Regional Area.	(4) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> , le ministre peut, par règlement, prévoir les questions qui, à son avis, sont nécessaires ou pertinentes pour la tenue, dans le secteur régional, des élections ordinaires de 2000 prévues par la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> .	Règlements
Conflicts	(5) In the event of a conflict between a regulation made under subsection (4) and this Act or the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> , the regulation prevails.	(5) Les dispositions des règlements pris en application du paragraphe (4) l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> .	Incompatibilité
Quorum	6.2 (1) A majority of the members constituting the Regional Council is necessary to form a quorum and the concurring votes of a majority of the members present at any meeting are necessary to carry any resolution or other measure.	6.2 (1) La majorité des membres du conseil régional forme le quorum. L'adoption des résolutions et la prise d'autres décisions par le conseil exigent le vote affirmatif de la majorité des membres présents à la réunion.	Quorum
One vote	(2) Each member of the Regional Council has one vote.	(2) Chaque membre du conseil régional dispose d'une voix.	Voix unique
Different quorum	(3) Despite subsection (1), the Regional Council may, by by-law, adopt a different quorum provision that requires the attendance of more than a majority of its members.	(3) Malgré le paragraphe (1), le conseil régional peut, par règlement municipal, adopter une disposition différente qui exige la présence de plus de la majorité de ses membres pour former le quorum.	Quorum différent
Order of Minister	6.3 (1) Despite this or any other Act, the Minister shall, by order, establish six wards in the City of Kitchener and four wards in the Township of Wilmot.	6.3 (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi, le ministre constitue par arrêté six quartiers dans la cité de Kitchener et quatre quartiers dans le canton de Wilmot.	Arrêté du ministre
Effective date	(2) An order of the Minister under subsection (1) shall come into force on December 1, 2000 and on that date the wards existing in the City of Kitchener and the Township of Wilmot as of November 30, 2000 are dissolved.	(2) L'arrêté que prend le ministre aux termes du paragraphe (1) entre en vigueur le 1 ^{er} décembre 2000 et les quartiers qui existent dans la cité de Kitchener et le canton de Wilmot le 30 novembre 2000 sont alors dissous.	Date d'entrée en vigueur

Other Amendments

Autres modifications

Vacancies

6.4 (1) If a vacancy occurs on or before March 31 in the year of a regular election under the *Municipal Elections Act, 1996* in the office of a member who is the chair or a regional councillor (other than a head of council of an area municipality),

- (a) the Regional Council shall appoint a person to fill the vacancy, and sections 45, 46 and 47 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the filling of the vacancy as though those offices were the offices of mayor and councillor, respectively; or
- (b) the clerks of the Regional Corporation and the affected area municipalities shall hold an election to fill the vacancy and sections 46 and 47 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the filling of the vacancy.

By-law

(2) The Regional Council shall by by-law determine whether clause (1) (a) or (b) is to apply.

Election year

(3) If a vacancy occurs after March 31 in the year of a regular election under the *Municipal Elections Act, 1996* in the office of a member who is the chair or a regional councillor (other than a head of council of an area municipality), the Regional Council shall fill the vacancy in accordance with clause (1) (a).

Expenses

(4) The Regional Corporation shall pay all reasonable expenses incurred by area municipalities with respect to the election under clause (1) (b).

Deemed resignation

(5) If a head of the council of an area municipality becomes chair of the Regional Council, he or she shall be deemed to have resigned as a member of the council and the person's seat on the council thereby becomes vacant.

Status quo maintained

(4) The enactment or re-enactment of sections 3, 5, 6, 6.1, 6.2 and 6.3 of the *Regional Municipality of Waterloo Act* under this section does not affect the ward boundaries of area municipalities in The Regional Municipality of Waterloo, except in the City of Kitchener and the Township of Wilmot.

Postes vacants

6.4 (1) Si le poste d'un membre qui est le président ou un conseiller régional, autre que le président du conseil d'une municipalité de secteur, devient vacant le 31 mars de l'année d'une élection ordinaire tenue aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* ou avant cette date :

- a) soit le conseil régional nomme une personne pour combler le poste, auquel cas les articles 45, 46 et 47 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au poste à combler comme s'il s'agissait des postes de maire et de conseiller respectivement;
- b) soit les secrétaires de la Municipalité régionale et des municipalités de secteur concernées tiennent une élection pour combler le poste, auquel cas les articles 46 et 47 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au poste à combler.

(2) Le conseil régional décide par règlement municipal si c'est l'alinéa (1) a) ou b) qui doit s'appliquer.

Règlement municipal

(3) Si le poste d'un membre qui est le président ou un conseiller régional, à l'exclusion du président du conseil d'une municipalité de secteur, devient vacant après le 31 mars de l'année d'une élection ordinaire tenue aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, le conseil régional comble le poste conformément à l'alinéa (1) a).

Année d'une élection

(4) La Municipalité régionale paie les frais raisonnables qu'engagent les municipalités de secteur relativement à l'élection tenue conformément à l'alinéa (1) b).

Frais

(5) Si un président du conseil d'une municipalité de secteur devient président du conseil régional, il est réputé avoir démissionné comme membre du conseil et son siège au conseil devient alors vacant.

Démission

(4) L'édiction ou la réédiction des articles 3, 5, 6, 6.1, 6.2 et 6.3 de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* aux termes du présent article n'a pas pour effet de modifier les limites territoriales des quartiers des municipalités de secteur de la municipalité régionale de Waterloo, sauf dans la cité de Kitchener et le canton de Wilmot.

Maintien du statu quo

SCIENCE NORTH ACT

24. Subsection 8 (2) of the *Science North Act* is repealed and the following substituted:

Deemed
exemption

(2) The exemption of real property from taxation granted under subsection (1) is deemed to be an exemption under section 3 of the *Assessment Act*.

TERRITORIAL DIVISION ACT

25. (1) Section 1 of the *Territorial Division Act* is amended by striking out “metropolitan” and substituting “urban, municipal”.

(2) Paragraph 12 of the Schedule to the Act is repealed and the following substituted:

12. The Town of Haldimand consists of the municipal area as defined in the *Town of Haldimand Act, 1999*.

(3) Paragraph 15 of the Schedule to the Act is repealed and the following substituted:

15. The City of Hamilton consists of the municipal area as defined in the *City of Hamilton Act, 1999*.

(4) The Schedule to the Act is amended by adding the following paragraph:

24.1 The Town of Norfolk consists of the municipal area as defined in the *Town of Norfolk Act, 1999*.

(5) Paragraph 26 of the Schedule to the Act is repealed and the following substituted:

26. The City of Ottawa consists of the municipal area as defined in the *City of Ottawa Act, 1999*.

(6) Clause (b) of paragraph 43 of the Schedule to the Act is amended by adding “Moosonee” after “Kapuskasing”.

(7) Clause (d) of paragraph 43 of the Schedule to the Act is amended by striking out “Caron”, by striking out “Horden” and by striking out “Moose”.

(8) Clause (a) of paragraph 50 of the Schedule to the Act is repealed and the following substituted:

(a) the City of Greater Sudbury composed of the municipal area as defined in the *City of Greater Sudbury Act, 1999*.

LOI SUR SCIENCE NORD

24. Le paragraphe 8 (2) de la *Loi sur Science Nord* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) L'exonération d'impôts accordée à l'égard des biens immeubles en vertu du paragraphe (1) est réputée une exonération prévue à l'article 3 de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

Assimilation
à une exoné-
ration

LOI SUR LA DIVISION TERRITORIALE

25. (1) L'article 1 de la *Loi sur la division territoriale* est modifié par substitution de «urbains, municipaux et régionaux» à «régionaux et de communauté urbaine».

(2) La disposition 12 de l'annexe de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

12. La ville de Haldimand se compose du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la ville de Haldimand*.

(3) La disposition 15 de l'annexe de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

15. La cité de Hamilton se compose du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton*.

(4) L'annexe de la Loi est modifiée par adjonction de la disposition suivante :

24.1 La ville de Norfolk se compose du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la ville de Norfolk*.

(5) La disposition 26 de l'annexe de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

26. La ville d'Ottawa se compose du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa*.

(6) L'alinéa b) de la disposition 43 de l'annexe de la Loi est modifié par adjonction de «Moosonee,» après «Kapuskasing,».

(7) L'alinéa d) de la disposition 43 de l'annexe de la Loi est modifié par suppression de «Caron,», de «Horden,» et de «Moose,».

(8) L'alinéa a) de la disposition 50 de l'annexe de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) la cité du Grand Sudbury composée du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury*.

THE LAKE OF THE WOODS DISTRICT HOSPITAL ACT, 1968

26. Subsection 3 (1) of *The Lake of the Woods District Hospital Act, 1968*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1990, chapter Pr5, section 2, is repealed and the following substituted:

Composition

(1) Of the 11 directors to be elected, 10 shall be elected by general vote in the City of Kenora and one shall be elected by general vote in the Township of Sioux Narrows.

PART III AMENDMENTS TO THE MUNICIPAL ELECTIONS ACT, 1996

27. (1) Subsection 8 (1) of the *Municipal Elections Act, 1996* is amended by adding "subject to section 8.1" at the beginning of clause (b) and by adding the following clause:

(c) subject to section 8.1, a question, the wording of which is established by an Act or a regulation under an Act.

(2) Subsection 8 (2.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is repealed.

(3) Section 8 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is further amended by adding the following subsection:

Conflicts

(11) In cases of conflict, the Act or regulation establishing the wording of a question under clause (1) (c) or the Act authorizing the regulation establishing the wording of the question prevails over this Act or a regulation under this Act.

28. The Act is amended by adding the following sections:

Conditions
re: submit-
ting a
question

8.1 (1) A by-law to submit a question to the electors under clause 8 (1) (b) or (c),

- (a) shall be passed at least 180 days before voting day in the election at which it is intended to submit the question to the electors;
- (b) cannot be amended after the last date referred to in clause (a); and
- (c) despite clause (b), can be repealed on or before nomination day and, if the election does not include an election

THE LAKE OF THE WOODS DISTRICT HOSPITAL ACT, 1968

26. Le paragraphe 3 (1) de la loi intitulée *The Lake of the Woods District Hospital Act, 1968*, tel qu'il est réédité par l'article 2 du chapitre Pr5 des Lois de l'Ontario de 1990, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Composition

(1) Of the 11 directors to be elected, 10 shall be elected by general vote in the City of Kenora and one shall be elected by general vote in the Township of Sioux Narrows.

PARTIE III MODIFICATION DE LA LOI DE 1996 SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

27. (1) Le paragraphe 8 (1) de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* est modifié par adjonction de «sous réserve de l'article 8.1,» au début de l'alinéa b) et par adjonction de l'alinéa suivant :

c) sous réserve de l'article 8.1, une question dont le libellé est établi par une loi ou un règlement pris en application d'une loi.

(2) Le paragraphe 8 (2.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé.

(3) L'article 8 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Incompatibi-
lité

(11) Les dispositions de la loi ou du règlement qui établit le libellé d'une question visée à l'alinéa (1) c) ou de la loi qui autorise le règlement établissant le libellé de la question l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou d'un règlement pris en application de celle-ci.

28. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

8.1 (1) Le règlement municipal visant à soumettre une question aux électeurs qui est adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c) réunit les conditions suivantes :

Conditions :
soumission
d'une ques-
tion

- a) il est adopté au moins 180 jours avant le jour du scrutin de l'élection à laquelle la question doit être soumise aux électeurs;
- b) il ne peut pas être modifié après la date limite visée à l'alinéa a);
- c) malgré l'alinéa b), il peut être abrogé au plus tard le jour de la déclaration de candidature et, si l'élection ne com-

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

	for an office, on or before the 31st day before voting day.	prend pas une élection à un poste, au plus tard le 31 ^e jour précédant le jour du scrutin.	
Rules	<p>(2) A question authorized by by-law under clause 8 (1) (b) shall comply with the following rules:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. It shall concern a matter within the jurisdiction of the municipality. 2. Despite rule 1, it shall not concern a matter which has been prescribed by the Minister as a matter of provincial interest. 3. It shall be clear, concise and neutral. 4. It shall be capable of being answered in the affirmative or the negative and the only permitted answers to the question are "yes" or "no". 	<p>(2) La question qu'autorise un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) est conforme aux règles suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Elle porte sur une question qui relève de la compétence de la municipalité. 2. Malgré la règle 1, elle ne doit pas porter sur une question que le ministre a prescrite comme étant d'intérêt provincial. 3. Elle est claire, concise et neutre. 4. Elle permet que l'on puisse y répondre par l'affirmative ou la négative et les seules réponses permises sont «oui» et «non». 	Règles
Notice of intent	(3) Before passing a by-law under clause 8 (1) (b) or (c), the clerk shall give at least 10 days notice of the intention to pass the by-law to the public and the Minister and hold at least one public meeting to consider the matter.	(3) Avant d'adopter un règlement municipal en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c), le secrétaire donne un avis d'intention d'au moins 10 jours au public et au ministre et tient au moins une réunion publique pour examiner le règlement municipal envisagé.	Avis d'intention
Notice of by-law	(4) Within 15 days after a municipality passes a by-law under clause 8 (1) (b) or (c), the clerk shall give notice of the passage of the by-law to the public and the Minister.	(4) Dans les 15 jours qui suivent l'adoption d'un règlement municipal par une municipalité en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c), le secrétaire donne avis de l'adoption au public et au ministre.	Avis de règlement municipal
Contents	<p>(5) A notice under subsections (3) and (4) shall include,</p> <ol style="list-style-type: none"> (a) the wording of the question; (b) in the case of a by-law under clause 8 (1) (b), a clear, concise and neutral description of the consequences of the question if it is approved and the consequences if it is rejected with the special majority under section 8.2, including an estimate of the costs, if any, that the municipality may incur in implementing the results of the question; and (c) in the case of a by-law under clause 8 (1) (b), a description of the right to appeal under subsection (6) including, in the case of a notice under subsection (4), the last day for filing a notice of appeal. 	<p>(5) L'avis prévu aux paragraphes (3) et (4) comprend les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) le libellé de la question; b) dans le cas d'un règlement municipal visé à l'alinéa 8 (1) b), une description claire, concise et neutre des conséquences qu'aura l'approbation ou le rejet de la question à la majorité spéciale prévue à l'article 8.2, y compris une estimation des coûts éventuels que la municipalité peut avoir à engager pour mettre en oeuvre les résultats de la question; c) dans le cas d'un règlement municipal visé à l'alinéa 8 (1) b), une description du droit d'appel prévu au paragraphe (6), y compris, dans le cas d'un avis prévu au paragraphe (4), la date limite pour déposer un avis d'appel. 	Contenu
Appeal	(6) Within 20 days after the clerk gives notice of the passage of a by-law under clause 8 (1) (b), the Minister or any other person or entity may appeal to the Chief Election Officer of the Province of Ontario on the grounds the question does not comply with paragraph 3 or 4 of subsection (2) by filing with the clerk a notice of appeal setting out	(6) Au plus tard 20 jours après que le secrétaire donne avis de l'adoption d'un règlement municipal en vertu de l'alinéa 8 (1) b), le ministre ou toute autre personne ou entité peut interjeter appel devant le directeur général des élections de la province de l'Ontario, pour le motif que la question n'est pas conforme à la disposition 3 ou 4 du para-	Appel

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996 sur
les élections municipales*

	the objections and the reasons in support of the objections.	phe (2), en déposant auprès du secrétaire un avis d'appel énonçant les oppositions et les raisons à l'appui de celles-ci.	
Notices to be forwarded	(7) The clerk shall, within 15 days after the last day for filing a notice of appeal under subsection (6), forward any notices of appeal received to the Chief Election Officer.	(7) Dans les 15 jours qui suivent la date limite prévue pour déposer un avis d'appel en vertu du paragraphe (6), le secrétaire envoie les avis d'appel qu'il a reçus au directeur général des élections.	Envoi des avis
Other information	(8) The clerk shall provide any other information or material to the Chief Election Officer that the Chief Election Officer requires in connection with the appeal.	(8) Le secrétaire fournit au directeur général des élections tout autre renseignement ou matériel qu'il lui faut pour les besoins de l'appel.	Autres renseignements
Hearing	(9) The Chief Election Officer or his or her designate shall, within 60 days of receiving notices under subsection (7), hold a hearing and dismiss the appeal or allow the appeal in whole or in part.	(9) Au plus tard 60 jours après avoir reçu les avis visés au paragraphe (7), le directeur général des élections ou la personne qu'il désigne tient une audience et rejette l'appel ou l'accueille en totalité ou en partie.	Audience
Order	(10) If the Chief Election Officer allows the appeal in whole or in part, the Chief Election Officer may make an order amending the by-law or directing the municipality to amend the by-law in the manner ordered.	(10) Si le directeur général des élections accueille l'appel en totalité ou en partie, il peut, par ordonnance, modifier le règlement municipal ou enjoindre à la municipalité de le faire de la manière dont il l'ordonne.	Ordonnance
Non-application	(11) Subsections (1) and (3) to (9) do not apply to anything done pursuant to an order under subsection (10).	(11) Les paragraphes (1) et (3) à (9) ne s'appliquent pas aux mesures prises conformément à une ordonnance visée au paragraphe (10).	Non-application
Results	8.2 (1) The results of a question authorized by a by-law under clause 8 (1) (b) are binding on the municipality which passed the by-law if, (a) at least 50 per cent of the eligible electors in the municipality vote on the question; and (b) more than 50 per cent of the votes on the question are in favour of those results.	8.2 (1) Les résultats d'une question qu'autorise un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) lient la municipalité qui a adopté celui-ci si les conditions suivantes sont réunies : a) au moins 50 pour cent des personnes qui ont qualité d'électeur dans la municipalité votent sur la question; b) plus de 50 pour cent des voix exprimées sur la question sont en faveur de ces résultats.	Résultats
Determination of number of votes	(2) For the purpose of clause (1) (a), the number of eligible electors shall be determined from the voters' lists as they exist at the close of voting.	(2) Pour l'application de l'alinéa (1) a), le nombre de personnes qui ont qualité d'électeur est calculé à partir des listes électorales telles qu'elles existent à la clôture du scrutin.	Calcul du nombre de voix
Implementation	8.3 (1) If the results of a question authorized by a by-law under clause 8 (1) (b) are binding on a municipality, (a) if an affirmative answer received the majority of the votes, the municipality shall do everything in its power to implement the results of the question in a timely manner; and (b) if a negative answer received the majority of the votes, the municipality shall not do anything within its jurisdiction to implement the matter which	8.3 (1) Si les résultats d'une question qu'autorise un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) lient une municipalité : a) dans le cas d'une réponse affirmative à la majorité des voix, la municipalité prend toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour mettre en oeuvre les résultats de la question en temps opportun; b) dans le cas d'une réponse négative à la majorité des voix, la municipalité ne doit prendre aucune mesure relevant de sa compétence pour mettre en oeuvre	Mise en oeuvre

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

was the subject of the question for a period of three years following voting day.

l'objet de la question pendant une période de trois ans à compter du jour du scrutin.

Same

(2) Without limiting subsection (1), the municipality shall, between 14 and 180 days after voting day,

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), la municipalité fait ce qui suit de 14 à 180 jours après le jour du scrutin :

(a) if a by-law or resolution is required to implement the results of the question, ensure that it is prepared and placed before council or, if a series of by-laws are required to implement the results, ensure that the first of the series is prepared and placed before council;

a) si un règlement municipal ou une résolution est exigé pour mettre en oeuvre les résultats de la question, elle veille à sa préparation et à sa présentation au conseil ou, si une série de règlements municipaux sont exigés pour le faire, elle veille à la préparation et à la présentation au conseil du premier de la série;

(b) despite clause (a), if passage of a by-law or resolution required to implement the results of the question is subject to a condition precedent under a regulation or statute (such as giving notice or holding a public hearing), ensure the initial steps have been taken to comply with the condition;

b) malgré l'alinéa a), si l'adoption d'un règlement municipal ou d'une résolution exigé pour mettre en oeuvre les résultats de la question est assujettie à une condition préalable fixée par un règlement ou une loi (par exemple l'obligation de donner un avis ou de tenir une audience publique), elle veille à ce que les mesures initiales soient prises pour s'y conformer;

(c) if administrative action to change a policy or practice is required to implement the results of the question, instruct municipal staff to take that action.

c) si une mesure administrative destinée à modifier une politique ou une pratique est exigée pour mettre en oeuvre les résultats de la question, elle charge le personnel municipal de la prendre.

Limitation

(3) For the purpose of clause (1) (a), it is not within the jurisdiction of the municipality to eliminate or override any substantive or procedural legal right of any person or entity who is or may be affected by the implementation of the results of the question as illustrated by the following examples:

(3) Pour l'application de l'alinéa (1) a), la municipalité n'a pas compétence pour éliminer un droit substantiel ou procédural que la loi reconnaît à une personne ou à une entité qui est ou pourrait être touchée par la mise en oeuvre des résultats de la question, ni d'y déroger, comme le montrent les exemples suivants :

1. If a zoning change under the *Planning Act* is necessary to implement the results, the binding effect of the question is subject to the *Planning Act* and the discretion of the municipality under that Act is not constrained. If the zoning change is approved, the municipality is bound to implement the results; if it is not approved, the municipality is not bound.

1. Si une modification de zonage en application de la *Loi sur l'aménagement du territoire* est nécessaire pour mettre en oeuvre les résultats, l'effet obligatoire de la question est assujetti à cette loi et le pouvoir discrétionnaire que celle-ci confère à la municipalité n'est pas restreint. Si la modification de zonage est approuvée, la municipalité est obligée de mettre en oeuvre les résultats; si elle n'est pas approuvée, la municipalité n'est pas obligée de le faire.

2. If the results of the question require the passage of a by-law which requires notice to be given and at least one public meeting to be held to consider the matter before the by-law is passed, the binding effect of the question is subject to these procedural requirements and the discretion of the municipality to

2. Si les résultats de la question nécessitent l'adoption d'un règlement municipal qui exige la remise d'un avis et la tenue d'au moins une réunion publique pour examiner le règlement municipal envisagé avant son adoption, l'effet obligatoire de la question est assujetti à ces exigences procédurales et le pou-

Restriction

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

proceed following the public meeting is not constrained. If, after the public meeting, the municipality decides not to implement the results of the question, it is not required to do so.

voir discrétionnaire qu'à la municipalité d'y donner suite après la réunion publique n'est pas restreint. Si, après la réunion publique, la municipalité décide de ne pas mettre en oeuvre les résultats de la question, elle n'est pas tenue de le faire.

Order

(4) A court presiding over a proceeding in respect of a recount, an offence under this Act or a proceeding under section 83 (controversed elections) may make an order temporarily staying the requirement of a municipality to implement the results of a question under this Act if satisfied that the requirement may be directly or indirectly affected by the proceeding.

(4) Le tribunal qui préside à une instance à l'égard d'un nouveau dépouillement du scrutin, à une instance à l'égard d'une infraction à la présente loi ou à une instance visée à l'article 83 (élection contestée) peut, par ordonnance, suspendre temporairement l'obligation, pour une municipalité, de mettre en oeuvre les résultats d'une question aux termes de la présente loi s'il est convaincu que l'instance est susceptible d'influer directement ou indirectement sur cette obligation.

Ordonnance

Time
restriction

(5) A municipality that has passed a by-law or resolution or taken any other action to implement the results of the question shall not do anything within its jurisdiction to reverse or substantially change the action for a period of three years following the day the action took effect.

(5) La municipalité qui a adopté un règlement municipal ou une résolution ou qui a pris toute autre mesure pour mettre en oeuvre les résultats de la question ne doit pas faire quoi que ce soit qui relève de sa compétence pour révoquer ou modifier considérablement ces mesures dans les trois ans qui suivent le jour où elles sont entrées en vigueur.

Délai

Exception

(6) Nothing in this section requires a municipality to do anything or prevents a municipality from doing anything if,

(6) Le présent article n'a pas pour effet d'exiger ou d'empêcher qu'une municipalité fasse quoi que ce soit si, selon le cas :

Exception

- (a) a subsequent binding question authorizes such action or inaction; or
- (b) the council is of the opinion, reasonably held, that there has been a material change in circumstances since the time it passed the by-law under clause 8 (1) (b) to put the binding question to the electors.

- a) une question subséquente à effet obligatoire l'autorise à faire ou à ne pas faire la chose;
- b) le conseil est d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'il est survenu un changement important de circonstances depuis le moment où il a adopté le règlement municipal visé à l'alinéa 8 (1) b) en vue de soumettre la question à effet obligatoire aux électeurs.

29. (1) Subsection 11 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is further amended by adding the following paragraphs:

29. (1) Le paragraphe 11 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié de nouveau par adjonction des dispositions suivantes :

- 2. The clerks specified in the *Regional Municipality of Halton Act* are responsible for certain aspects of the election of members of the Regional Council, as set out in that Act.
- 3. The clerks specified in the *Regional Municipality of Waterloo Act* are responsible for certain aspects of the election of members of the Regional Council, as set out in that Act.
- 4. The clerks specified in subsection (5) are responsible for certain aspects of

- 2. Les secrétaires précisés dans la *Loi sur la municipalité régionale de Halton* sont chargés de certains aspects de l'élection des membres du conseil régional, tel qu'énoncé dans cette loi.
- 3. Les secrétaires précisés dans la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* sont chargés de certains aspects de l'élection des membres du conseil régional, tel qu'énoncé dans cette loi.
- 4. Les secrétaires précisés au paragraphe (5) sont chargés de certains aspects de

the election with respect to a question an upper-tier municipality submits to its electors under clause 8 (1) (b) or (c).

(2) Section 11 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is further amended by adding the following subsection:

(5) Where an upper-tier municipality is submitting a question to its electors under clause 8 (1) (b) or (c), the clerk of the upper-tier municipality is responsible for conducting the election on the question except that the clerk of each local municipality which forms part of the upper-tier municipality for municipal purposes is responsible for recording the vote in the local municipality subject to the following:

1. Registration to incur expenses with respect to the question shall be filed with the clerk of the upper-tier municipality.
2. As soon as possible after the close of nominations or, in the case where the election does not involve an election for an office, no later than 28 days before voting day, the clerk of the upper-tier municipality shall provide the clerks of each of the local municipalities with a list of individuals, corporations or trade unions registered to incur expenses with respect to the question.
3. The clerk of each local municipality shall, subject to subsection 8 (9), certify the results of the election to the clerk of the upper-tier municipality.
4. The clerk of the upper-tier municipality shall prepare the final summary and announce the election results.

30. Subsection 19 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) On or before July 31 in the year of a regular election, or such later deadline as the Minister may prescribe either before or after the July 31 deadline has passed, the Ontario Property Assessment Corporation shall prepare a preliminary list for each local municipality and deliver it to the clerk.

31. The Act is amended by adding the following section:

l'élection à l'égard d'une question qu'une municipalité de palier supérieur soumet aux électeurs en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c).

(2) L'article 11 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(5) Lorsqu'une municipalité de palier supérieur soumet une question à ses électeurs en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c), le secrétaire de la municipalité est chargé de la tenue de l'élection sur la question, sauf que le secrétaire de chaque municipalité locale qui fait partie de la municipalité aux fins municipales est chargé de l'enregistrement du vote dans la municipalité locale, sous réserve de ce qui suit :

1. L'inscription pour l'engagement de dépenses à l'égard de la question est déposée auprès du secrétaire de la municipalité de palier supérieur.
2. Aussitôt que possible après la clôture du dépôt des déclarations de candidature ou, dans les cas où l'élection ne vise pas en outre à pourvoir à un poste, au plus tard 28 jours avant le jour du scrutin, le secrétaire de la municipalité de palier supérieur fournit au secrétaire de chacune des municipalités locales une liste des particuliers, personnes morales ou syndicats qui se sont inscrits pour engager des dépenses à l'égard de la question.
3. Sous réserve du paragraphe 8 (9), le secrétaire de chaque municipalité locale certifie les résultats de l'élection au secrétaire de la municipalité de palier supérieur.
4. Le secrétaire de la municipalité de palier supérieur prépare les dernières compilations et annonce les résultats de l'élection.

30. Le paragraphe 19 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Au plus tard le 31 juillet de l'année d'une élection ordinaire ou au plus tard à la date ultérieure que prescrit le ministre avant ou après ce 31 juillet, la Société ontarienne d'évaluation foncière dresse une liste préliminaire pour chaque municipalité locale et la remet au secrétaire.

31. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Upper-tier
municipality

Municipalité
de palier
supérieur

Preliminary
list

Liste préli-
minaire

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

REGISTRATION FOR MUNICIPAL QUESTION

INSCRIPTION AUX FINS D'UNE
QUESTION MUNICIPALENotice of
registration

39.1 (1) An individual, corporation or trade union described in paragraphs 1 to 3 of subsection 70 (3) that proposes to incur expenses with respect to a question under clause 8 (1) (b) or (c) shall, in person or by an agent, file with the clerk of the municipality responsible for conducting the election with respect to the question a notice of registration in the prescribed form which shall include a declaration of qualification signed by the individual, corporation or trade union, as the case may be.

39.1 (1) Les particuliers, les personnes morales et les syndicats visés aux dispositions 1 à 3 du paragraphe 70 (3) qui se proposent d'engager des dépenses à l'égard d'une question visée à l'alinéa 8 (1) b) ou c) déposent auprès du secrétaire de la municipalité chargé de la tenue de l'élection à l'égard de la question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant, un avis d'inscription rédigé sous la forme prescrite qui comprend une déclaration de qualités requises dûment signée par ceux-ci.

Avis
d'inscriptionTiming of
registration

(2) An individual, corporation or trade union that files a notice of registration is registered on the date of the filing.

(2) Le particulier, la personne morale ou le syndicat qui dépose un avis d'inscription est inscrit à la date du dépôt.

Date
d'inscription

Restriction

(3) Municipalities and the other bodies described in subsection 70 (4) cannot be registered under this section.

(3) Les municipalités et autres entités visées au paragraphe 70 (4) ne peuvent pas être inscrites aux termes du présent article.

Restriction

Timing

(4) A registration shall not be filed earlier than the day the by-law to submit the question to the electors is passed and not later than nomination day and if the election does not involve an election for an office, not later than 31 days before voting day.

(4) L'inscription est déposée au plus tôt le jour de l'adoption du règlement municipal visant à soumettre la question aux électeurs et au plus tard le jour de la déclaration de candidature et, si l'élection ne vise pas en outre à pourvoir à un poste, au plus tard 31 jours avant le jour du scrutin.

Délai

Certification

(5) The clerk shall, as soon as possible, examine each notice of registration that has been filed and,

(5) Le secrétaire examine aussitôt que possible chaque avis d'inscription qui a été déposé et :

Certification

(a) if satisfied that an individual, corporation or trade union is qualified to be registered and that the notice of registration complies with this Act, certify the notice of registration by signing it; or

a) s'il est convaincu qu'un particulier, une personne morale ou un syndicat a les qualités requises pour être inscrit et que l'avis d'inscription est conforme à la présente loi, il certifie l'avis d'inscription en y apposant sa signature;

(b) if not satisfied that an individual, corporation or trade union is qualified to be registered or that the notice of registration complies with this Act, reject the notice of registration.

b) s'il n'est pas convaincu qu'un particulier, une personne morale ou un syndicat a les qualités requises pour être inscrit ou que l'avis d'inscription est conforme à la présente loi, il rejette l'avis d'inscription.

Notice of
rejection

(6) If the clerk rejects a notice of registration, the clerk shall, as soon as possible, give notice of the fact to the individual, corporation or trade union.

(6) S'il rejette un avis d'inscription, le secrétaire en avise aussitôt que possible le particulier, la personne morale ou le syndicat.

Avis de rejet

Decision
final

(7) The clerk's decision to certify or reject a notice of registration is final.

(7) La décision du secrétaire de certifier ou de rejeter un avis d'inscription est définitive.

Décision
définitive

Expenses

(8) Nothing in this Act prevents a municipality or the clerk of a municipality from incurring expenses in respect of the question which are required or authorized to be incurred by this Act.

(8) La présente loi n'a pas pour effet d'empêcher une municipalité ou le secrétaire d'une municipalité d'engager à l'égard de la question des dépenses que la présente loi oblige ou autorise à engager.

Dépenses

32. (1) Subsection 65 (5) of the Act is amended by adding the following paragraph:

32. (1) Le paragraphe 65 (5) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

2.1 Despite rules 1 and 2, in the case of a question authorized by a by-law under clause 8 (1) (b) or (c), the date of voting day shall be a day at least 180 days after the day the by-law is passed.

(2) Subsection 65 (6) of the Act is amended by striking out “subject to paragraph 2 of subsection (5)” at the end and substituting “but a question authorized by a by-law under clause 8 (1) (b) or (c) shall not be combined with a by-election for an office”.

33. Subsection 67 (3) of the Act is amended by striking out “or subparagraph ii of paragraph 5”.

34. (1) Paragraphs 2, 4 and 5 of subsection 68 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

2. The election campaign period ends on December 31 in the case of a regular election and 45 days after voting day in the case of a by-election.

4. Despite rules 2 and 3, if the candidate has a deficit at the time the election campaign period would otherwise end and the candidate notifies the clerk in writing on or before December 31 in the case of a regular election and 45 days after voting day in the case of a by-election, the campaign period is extended and is deemed to have run continuously from the date of nomination until the earliest of,

- i. the following June 30 in the case of a regular election and the end of the six-month period following the 45th day after voting day in the case of a by-election,
- ii. the day he or she is nominated in a subsequent election for an office on the council or local board in respect of which the deficit was incurred, and
- iii. the day the candidate notifies the clerk in writing that he or she will not accept further contributions.

(2) Subsection 68 (2) of the Act is repealed.

2.1 Malgré les règles 1 et 2, dans le cas d’une question qu’autorise un règlement municipal adopté en vertu de l’alinéa 8 (1) b) ou c), la date du jour du scrutin tombe au moins 180 jours après celui de l’adoption du règlement municipal.

(2) Le paragraphe 65 (6) de la Loi est modifié par substitution de «Toutefois, une question qu’autorise un règlement municipal adopté en vertu de l’alinéa 8 (1) b) ou c) ne doit pas être combinée avec une élection partielle visant un poste.» à «, sous réserve de la disposition 2 du paragraphe (5)» à la fin du paragraphe.

33. Le paragraphe 67 (3) de la Loi est modifié par suppression de «ou de la sous-disposition ii de la disposition 5».

34. (1) Les dispositions 2, 4 et 5 du paragraphe 68 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

2. La période de campagne électorale prend fin le 31 décembre, dans le cas d’une élection ordinaire, et 45 jours après le jour du scrutin, dans le cas d’une élection partielle.

4. Malgré les règles 2 et 3, si le candidat accuse un déficit au moment où la période de campagne électorale prendrait autrement fin et qu’il en avise le secrétaire par écrit au plus tard le 31 décembre, dans le cas d’une élection ordinaire, et 45 jours après le jour du scrutin, dans le cas d’une élection partielle, la période de campagne électorale est prolongée et est réputée s’être poursuivie sans interruption à partir du jour de la déclaration de candidature jusqu’au premier en date des jours suivants :

- i. le 30 juin suivant, dans le cas d’une élection ordinaire, et six mois après le 45^e jour qui suit le jour du scrutin, dans le cas d’une élection partielle,
- ii. le jour où le candidat est déclaré candidat dans une élection subséquente à un poste au sein du conseil municipal ou du conseil local à l’égard duquel le déficit a été accusé,
- iii. le jour où le candidat avise le secrétaire par écrit qu’il n’accepte plus de contributions.

(2) Le paragraphe 68 (2) de la Loi est abrogé.

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

35. Section 77 of the Act is repealed and the following substituted:

- 77.** For the purposes of sections 66 to 82,
- (a) the filing date is, in the case of a regular election, the following March 31 and in the case of a by-election, 90 days after voting day;
 - (b) a supplementary filing date is the date that is 60 days after the end of a supplementary reporting period; and
 - (c) a supplementary reporting period is, in the case of a regular election, the first six months of the year following the year of the election and, in the case of a by-election, the six-month period following the 45th day after voting day.

36. (1) Clauses 78 (1) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) in the case of a regular election, as of December 31 in the year of the election; and
- (b) in the case of a by-election, as of the 45th day after voting day.

(2) Subsection 78 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) A supplementary financial statement or auditor's report shall include all the information contained in the initial statement or report filed under subsection (1), as the case may be, updated to reflect the changes to the candidate's election campaign finances during the supplementary reporting period.

37. (1) Subsection 79 (7) of the Act is repealed.

(2) Subsection 79 (10) of the Act is amended by striking out "Subsections (7) and (8) do not" at the beginning and substituting "Subsection (8) does not".

38. Subsection 80 (3) of the Act is amended by striking out "five" and substituting "10".

39. The Act is amended by adding the following section:

82.1 (1) Subject to subsection (2), the following provisions apply to an individual, corporation or trade union that is registered under section 39.1: section 66, subsection 67 (1), subsection 67 (2) except paragraph 9, subsection 68 (1) except subparagraph 4 ii, sections 69 and 70, subsections 71 (1) and (3), sections 72 to 78, subsections 79 (1) and

35. L'article 77 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- 77.** Pour l'application des articles 66 à 82 :
- a) la date de dépôt est, dans le cas d'une élection ordinaire, le 31 mars suivant et, dans le cas d'une élection partielle, 90 jours après le jour du scrutin;
 - b) la date de dépôt supplémentaire est celle qui tombe 60 jours après la fin de la période de déclaration supplémentaire;
 - c) une période de déclaration supplémentaire correspond, dans le cas d'une élection ordinaire, aux six premiers mois de l'année qui suit l'année de l'élection et, dans le cas d'une élection partielle, à la période de six mois qui suit le 45^e jour après le jour du scrutin.

36. (1) Les alinéas 78 (1) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) dans le cas d'une élection ordinaire, le 31 décembre de l'année de l'élection;
- b) dans le cas d'une élection partielle, le 45^e jour après le jour du scrutin.

(2) Le paragraphe 78 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) L'état financier ou le rapport du vérificateur supplémentaires contient tous les renseignements qui figurent dans l'état ou le rapport initial déposé aux termes du paragraphe (1), selon le cas, mis à jour pour refléter les changements survenus dans le financement de la campagne électorale du candidat pendant la période de déclaration supplémentaire.

37. (1) Le paragraphe 79 (7) de la Loi est abrogé.

(2) Le paragraphe 79 (10) de la Loi est modifié par substitution de «Le paragraphe (8) ne s'applique pas» à «Les paragraphes (7) et (8) ne s'appliquent pas» au début du paragraphe.

38. Le paragraphe 80 (3) de la Loi est modifié par substitution de «10» à «cinq».

39. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

82.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les dispositions suivantes s'appliquent aux particuliers, aux personnes morales et aux syndicats qui sont inscrits aux termes de l'article 39.1 : l'article 66, le paragraphe 67 (1), le paragraphe 67 (2), sauf la disposition 9, le paragraphe 68 (1), sauf la sous-disposition 4 ii, les articles 69 et 70, les paragraphes 71 (1)

Date de
dépôt et
période de
déclaration

Rapport sup-
plémentaire

Application

Filing date,
reporting
period

Supplemen-
tary report

Application

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

(2), subsection 79 (3) except clause (b), subsections 79 (4) to (6), section 81 and subsections 92 (1) to (4).

Modifica-
tions

(2) In the provisions referred to in subsection (1),

- (a) a reference to a candidate shall be read as a reference to an individual, corporation or trade union registered under section 39.1;
- (b) a reference to nomination shall be read as a reference to registration under section 39.1;
- (c) a reference to a person shall be read as a reference to an individual, corporation or trade union;
- (d) subsubparagraph B of subparagraph 66 (2) 2 iv shall be read as follows:

B. it is provided equally to all individuals, corporations or trade unions registered under section 39.1 with respect to a particular question;

(e) paragraphs 1 and 3 of subsection 68 (1) shall be read as follows:

1. The election campaign period begins on the day the individual, corporation or trade union files a notice of registration under section 39.1.

.

3. Despite rule 2, the election campaign period ends on the day the by-law authorizing the question is repealed in accordance with clause 8.1 (1) (c) or the day the notice of registration is rejected under subsection 39.1 (5).

(f) subsection 71 (1) shall be read as follows:

(1) A contributor shall not make contributions exceeding a total of \$750 to any one individual, corporation or trade union registered under section 39.1 with respect to a particular question;

(g) subsection 79 (4) shall be read as if “the clerk shall hold the amount in trust for the candidate” were replaced with “the surplus becomes the property of the municipality”; and

et (3), les articles 72 à 78, les paragraphes 79 (1) et (2), le paragraphe 79 (3), sauf l’alinéa b), les paragraphes 79 (4) à (6), l’article 81 et les paragraphes 92 (1) à (4).

(2) Dans les dispositions mentionnées au paragraphe (1) :

- a) la mention d’un candidat vaut mention d’un particulier, d’une personne morale ou d’un syndicat inscrit aux termes de l’article 39.1;
- b) la mention d’une déclaration de candidature vaut mention d’une l’inscription prévue à l’article 39.1;
- c) la mention d’une personne vaut mention d’un particulier, d’une personne morale ou d’un syndicat;
- d) le texte suivant est substitué à la sous-sous-disposition B de la sous-disposition 66 (2) 2 iv :

B. elle est fournie de façon égale à tous les particuliers, personnes morales et syndicats inscrits aux termes de l’article 39.1 à l’égard d’une question particulière;

e) le texte suivant est substitué aux dispositions 1 et 3 du paragraphe 68 (1) :

1. La période de campagne électorale commence le jour où le particulier, la personne morale ou le syndicat dépose un avis d’inscription aux termes de l’article 39.1;

.

3. Malgré la règle 2, la période de campagne électorale prend fin le jour où le règlement municipal qui autorise la question est abrogé conformément à l’alinéa 8.1 (1) c) ou le jour où l’avis d’inscription est rejeté aux termes du paragraphe 39.1 (5);

f) le texte suivant est substitué au paragraphe 71 (1) :

(1) Un donateur ne doit pas faire de contributions qui dépassent un total de 750 \$ en faveur d’un même particulier, d’une même personne morale ou d’un même syndicat inscrit aux termes de l’article 39.1 à l’égard d’une question particulière;

g) au paragraphe 79 (4), les mots «l’excédent devient la propriété de la municipalité» sont substitués aux mots «le secrétaire le détient en fiducie pour le compte du candidat»;

Adaptations

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

(h) subsection 92 (1) shall be read as if the reference to "sections 70 to 76" was a reference to sections "69 to 79".

40. (1) Subsection 95 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(a.1) prescribing a later deadline for the purpose of subsection 19 (1).

(2) Clause 95 (1) (h) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is repealed and the following substituted:

(h) prescribe matters of provincial interest for the purpose of paragraph 2 of subsection 8.1 (2);

(i) provide for transitional matters that, in the opinion of the Minister, are necessary or desirable for the conduct of the election with respect to a question under clause 8 (1) (b) or (c) at the 2000 regular election;

(j) governing and clarifying the application of the provisions of this Act related to questions under clauses 8 (1) (b) and (c);

(k) varying the application of the provisions of this Act related to questions under clauses 8 (1) (b) and (c) if, in the opinion of the Minister, it is necessary or desirable to do so to further the purposes of this Act.

(3) Subsection 95 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is repealed and the following substituted:

(2) A regulation made under clause (1) (a), (a.1) (b), (c), (h), (i), (j) or (k) may be general or particular in its application.

(2.1) A regulation made under clause (1) (i) applies despite any provision in this or any other public or private Act.

(4) Subsection 95 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is amended by striking out "or a resolution under subsection 8 (2)".

h) au paragraphe 92 (1), le renvoi aux «articles 70 à 76» vaut renvoi aux «articles 69 à 79».

40. (1) Le paragraphe 95 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

a.1) prescrire une date ultérieure pour l'application du paragraphe 19 (1).

(2) L'alinéa 95 (1) h) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

h) prescrire les questions d'intérêt provincial pour l'application de la disposition 2 du paragraphe 8.1 (2);

i) prévoir les questions transitoires qui, de l'avis du ministre, sont nécessaires ou souhaitables pour la tenue de l'élection à l'égard d'une question visée à l'alinéa 8 (1) b) ou c) lors de l'élection ordinaire de 2000;

j) régir et préciser l'application des dispositions de la présente loi qui se rapportent aux questions visées aux alinéas 8 (1) b) et c);

k) modifier l'application des dispositions de la présente loi qui se rapportent aux questions visées aux alinéas 8 (1) b) et c) si, de l'avis du ministre, il est nécessaire ou souhaitable de le faire pour réaliser l'objet de la présente loi.

(3) Le paragraphe 95 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Les règlements pris en application de l'alinéa (1) a), a.1), b), c), h), i), j) ou k) peuvent avoir une portée générale ou particulière.

(2.1) Les règlements pris en application de l'alinéa (1) i) s'appliquent malgré toute disposition de la présente loi ou de toute autre loi d'intérêt public ou privé.

(4) Le paragraphe 95 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par suppression de «ou une résolution visée au paragraphe 8 (2)».

General or
particular

Regulation
prevails

Portée gé-
nérale ou
particulière

Préséance

**PART IV
TOWN OF MOOSONEE ACT, 2000**

41. The *Town of Moosonee Act, 2000*, as set out in the Schedule, is hereby enacted.

42. The *Moosonee Development Area Board Act*, being chapter 294 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, is repealed.

**PART V
MISCELLANEOUS**

Deeming
provision

43. (1) Despite subsections 27 (8) and (9) of the *Municipal Act*, section 27 of that Act applies and is deemed to have always applied to the County of Oxford with respect to by-laws of the County passed on or before January 1, 2000.

Same

(2) Despite subsection 29 (4) of the *Municipal Act*, that subsection shall be deemed to have never applied to the area municipalities forming part of the County of Oxford for municipal purposes with respect to by-laws of the local municipalities passed on or before January 1, 2000.

Commence-
ment

44. (1) Except as otherwise provided in this section, this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) The following come into force on January 1, 2001:

1. Part I, except subsections 1 (7), (8) and (9), 2 (3), (4) and (5), 3 (6), (7) and (8), 4 (3), (4) and (5) and 5 (9), (10) and (11).
2. Part II, except sections 6 and 15, subsections 21 (3), (4) and (5) and sections 22, 23, and 26.
3. Part IV and the Schedule.

(3) Subsections 21 (3), (4) and (5) and sections 22, 23 and 26 come into force on December 1, 2000.

(4) Despite paragraph 3 of subsection (2), the 2000 regular election under the *Municipal Elections Act, 1996* held in the municipal area comprising the new Town of Moosonee shall be conducted as if the *Town of Moosonee Act, 2000* were already in force and the rules set out in subsection 3 (2) of the *Town of Moosonee Act, 2000* shall be deemed to be apply to the town council elected in that election.

(5) Despite subsection (3), the 2000 regular election under the *Municipal Elections Act, 1996* held in the municipal area comprising

**PARTIE IV
LOI DE 2000 SUR LA VILLE
DE MOOSONEE**

41. Est édictée la *Loi de 2000 sur la ville de Moosonee*, telle qu'elle figure à l'annexe.

42. La loi intitulée *Moosonee Development Area Board Act*, qui constitue le chapitre 294 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est abrogée.

**PARTIE V
DISPOSITIONS DIVERSES**

43. (1) Malgré les paragraphes 27 (8) et (9) de la *Loi sur les municipalités*, l'article 27 de cette loi s'applique et est réputé s'être toujours appliqué au comté d'Oxford à l'égard des règlements municipaux du comté adoptés le 1^{er} janvier 2000 ou avant cette date.

Disposition
détermina-
tive

(2) Malgré le paragraphe 29 (4) de la *Loi sur les municipalités*, ce paragraphe est réputé ne s'être jamais appliqué aux municipalités de secteur qui font partie du comté d'Oxford aux fins municipales à l'égard des règlements municipaux des municipalités locales adoptés le 1^{er} janvier 2000 ou avant cette date.

Idem

44. (1) Sauf disposition contraire du présent article, la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

(2) Les éléments suivants entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2001 :

1. La partie I, sauf les paragraphes 1 (7), (8) et (9), 2 (3), (4) et (5), 3 (6), (7) et (8), 4 (3), (4) et (5) et 5 (9), (10) et (11).
2. La partie II, sauf les articles 6 et 15, les paragraphes 21 (3), (4) et (5) et les articles 22, 23 et 26.
3. La partie IV et l'annexe.

(3) Les paragraphes 21 (3), (4) et (5) et les articles 22, 23 et 26 entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2000.

(4) Malgré la disposition 3 du paragraphe (2), les élections ordinaires de 2000 prévues par la *Loi de 1996 sur les élections municipales* qui se tiennent dans le secteur municipal constitué de la nouvelle ville de Moosonee se tiennent comme si la *Loi de 2000 sur la ville de Moosonee* était déjà en vigueur et les règles énoncées au paragraphe 3 (2) de celle-ci sont réputées s'appliquer au conseil municipal qui est élu lors de ces élections.

(5) Malgré le paragraphe (3), les élections ordinaires de 2000 prévues par la *Loi de 1996 sur les élections municipales* qui se tiennent dans le secteur municipal constitué de la cité

the City of Kenora shall be conducted as if section 26 of this Act was already in force.

(6) Despite subsection (3), the 2000 regular elections under the *Municipal Elections Act, 1996* in The Regional Municipality of Waterloo shall be conducted as if section 23 of this Act and a regulation made under subsection 6.2 (4) of *The Regional Municipality of Waterloo Act* (if any) and an order made under section 6.3 of the *Regional Municipality of Waterloo Act* were already in force.

de Kenora se tiennent comme si l'article 26 de la présente loi était déjà en vigueur.

(6) Malgré le paragraphe (3), les élections ordinaires de 2000 prévues par la *Loi de 1996 sur les élections municipales* qui se tiennent dans la municipalité régionale de Waterloo se tiennent comme si l'article 23 de la présente loi, un règlement pris le cas échéant en application du paragraphe 6.2 (4) de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* et un arrêté pris en vertu de l'article 6.3 de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* étaient déjà en vigueur.

Short title

45. The short title of this Act is the *Direct Democracy Through Municipal Referendums Act, 2000*.

45. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur la démocratie directe par voie de référendum municipal*.

Titre abrégé

**SCHEDULE
TOWN OF MOOSONEE ACT, 2000**

Definitions	<p>1. In this Act,</p> <p>“Board” means The Moosonee Development Area Board as it exists on December 31, 2000; (“Conseil”)</p> <p>“municipal area” means the area that comprises the geographic area of jurisdiction of The Moosonee Development Area Board on December 31, 2000; (“secteur municipal”)</p> <p>“town” means The Corporation of the Town of Moosonee incorporated by this Act. (“ville”)</p>
Corporation	<p>2. (1) On January 1, 2001, the inhabitants of the municipal area are constituted a body corporate under the name The Corporation of the Town of Moosonee in English and ville de Moosonee in French.</p>
Local municipality	<p>(2) The body corporate is a town and a local municipality for all purposes.</p>
Clerk, treasurer	<p>(3) The person who is the secretary-treasurer of the Board on December 31, 2000 becomes the clerk and treasurer of the town on January 1, 2001.</p>
Council	<p>3. (1) The town council is composed of the mayor and four other members, all of whom shall be elected by general vote of the electors of the town.</p>
Rules – 2000 election	<p>(2) The following special rules apply to the members of the town council elected in the 2000 regular election:</p> <p>1. Despite section 6 of the <i>Municipal Elections Act, 1996</i>, the member’s terms of office begin on January 1, 2001.</p> <p>2. Despite subsection 49 (1) of the <i>Municipal Act</i>, the first meeting of the council shall be held on or before January 9, 2001.</p>
Dissolution	<p>4. (1) On January 1, 2001, The Moosonee Development Area Board is dissolved and the town stands in the place of the Board for all purposes.</p>
Transfer	<p>(2) All the assets and liabilities of the Board on December 31, 2000, including all rights, interests, approvals, status, registrations, entitlements and contractual benefits and obligations become assets and liabilities of the town on January 1, 2001, without compensation, and the town has the same rights and powers to collect and recover all unpaid</p>

**ANNEXE
LOI DE 2000 SUR LA VILLE DE
MOOSONEE**

Definitions	<p>1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.</p> <p>«Conseil» Le Conseil de la zone de développement de Moosonee tel qu’il existe le 31 décembre 2000. («Board»)</p> <p>«secteur municipal» Secteur constitué du territoire relevant de la compétence du Conseil de la zone de développement de Moosonee le 31 décembre 2000. («municipal area»)</p> <p>«ville» La ville de Moosonee constituée aux termes de la présente loi. («town»)</p>	Definitions
Constitution	<p>2. (1) Le 1^{er} janvier 2001, les habitants du secteur municipal sont constitués en personne morale sous le nom de ville de Moosonee en français et de The Corporation of the Town of Moosonee en anglais.</p>	Constitution
Municipalité locale	<p>(2) La personne morale est une ville et une municipalité locale à toutes fins.</p>	Municipalité locale
Secrétaire et trésorier	<p>(3) La personne qui est secrétaire-trésorier du Conseil le 31 décembre 2000 devient secrétaire et trésorier de la ville le 1^{er} janvier 2001.</p>	Secrétaire et trésorier
Conseil	<p>3. (1) Le conseil municipal se compose du maire et de quatre autres membres, élus au scrutin général par les électeurs de la ville.</p>	Conseil
Règles : élections de 2000	<p>(2) Les règles particulières qui suivent s’appliquent aux membres du conseil élus lors des élections ordinaires de 2000 :</p> <p>1. Malgré l’article 6 de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i>, le mandat des membres commence le 1^{er} janvier 2001.</p> <p>2. Malgré le paragraphe 49 (1) de la <i>Loi sur les municipalités</i>, la première réunion du conseil se tient au plus tard le 9 janvier 2001.</p>	Règles : élections de 2000
Dissolution	<p>4. (1) Le 1^{er} janvier 2001, le Conseil de la zone de développement de Moosonee est dissous et la ville le remplace à toutes fins.</p>	Dissolution
Transfert	<p>(2) L’actif et le passif du Conseil au 31 décembre 2000, y compris les droits, intérêts, approbations, statuts et enregistrements ainsi que les avantages et obligations contractuels, passent à la ville le 1^{er} janvier 2001, sans versement d’indemnité, et la ville a les mêmes droits et pouvoirs pour percevoir et recouvrer les impôts impayés établis par le</p>	Transfert

	taxes imposed by the Board, as if such taxes had been imposed by the town.	Conseil que si elle les avait établis elle-même.	
By-laws	(3) Every by-law or resolution of the Board that is in force on December 31, 2000 shall be deemed to be a by-law or resolution of the town council on January 1, 2001.	(3) Les règlements et les résolutions du Conseil qui sont en vigueur le 31 décembre 2000 sont réputés des règlements et des résolutions du conseil municipal le 1 ^{er} janvier 2001.	Règlements
Employees	(4) A person who is an employee of the Board on December 31, 2000, and who would, but for this Act, still be an employee of the Board on January 1, 2001 is entitled to be an employee of the town on January 1, 2001.	(4) La personne qui est un employé du Conseil le 31 décembre 2000 et qui le serait encore le 1 ^{er} janvier 2001 en l'absence de la présente loi a le droit d'être un employé de la ville le 1 ^{er} janvier 2001.	Employés
Same	(5) A person's employment with the Board shall be deemed not to have been terminated for any purpose by anything in subsection (4).	(5) L'emploi d'une personne auprès du Conseil est réputé ne pas avoir pris fin à quelque fin que ce soit en raison du paragraphe (4).	Idem
Emergency powers	(6) Despite subsection (1), until the town council elected in the 2000 regular election is organized, the Board continues to have the powers it possesses on December 31, 2000 for the purpose of dealing with emergencies.	(6) Malgré le paragraphe (1), tant que le conseil municipal dont les membres sont élus aux élections ordinaires de 2000 n'a pas été constitué, le Conseil continue d'exercer les pouvoirs qu'il possède le 31 décembre 2000 afin de s'occuper des situations d'urgence.	Pouvoirs d'urgence
Special jurisdiction	5. (1) Part III of the <i>Municipal Affairs Act</i> applies with respect to the town and the Ministry of Municipal Affairs and Housing and the Ontario Municipal Board have the powers described in that Part in relation to the town.	5. (1) La partie III de la <i>Loi sur les affaires municipales</i> s'applique à l'égard de la ville et le ministère des Affaires municipales et du Logement ainsi que la Commission des affaires municipales de l'Ontario ont, relativement à la ville, les pouvoirs que confère cette partie.	Compétence spéciale
Elimination of powers	(2) The Minister of Municipal Affairs and Housing may, by regulation, provide that Part III of the <i>Municipal Affairs Act</i> ceases to apply with respect to the town and on the day that the regulation comes into force, the Ministry and the Board shall cease to have the powers described in that Part in respect of the town.	(2) Le ministre des Affaires municipales et du Logement peut, par règlement, prévoir que la partie III de la <i>Loi sur les affaires municipales</i> cesse de s'appliquer à l'égard de la ville et, le jour de l'entrée en vigueur d'un tel règlement, le ministère et la Commission cessent d'avoir, à l'égard de la ville, les pouvoirs que confère cette partie.	Élimination des pouvoirs
Conduct of 2000 election	6. (1) The secretary-treasurer of the Board shall conduct the regular election in 2000 in the municipal area under the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> .	6. (1) Le secrétaire-trésorier du Conseil tient les élections ordinaires de 2000 dans le secteur municipal aux termes de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> .	Tenue des élections de 2000
Same	(2) The Board shall act as the council for the purpose of making the decisions that the council is required to make under the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> , for the regular election but once the council of the town is organized, the council of the town shall make those decisions.	(2) Le Conseil fait fonction de conseil municipal lorsqu'il s'agit de prendre les décisions que celui-ci est tenu de prendre aux termes de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> pour les élections ordinaires. Toutefois, une fois constitué, le conseil municipal prend ces décisions.	Idem
Transitional matters	7. (1) Despite this or any other Act, until December 31, 2003 the Minister of Municipal Affairs and Housing may, by regulation, provide for transitional matters which the Minister considers necessary or expedient to implement the incorporation of the town.	7. (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi, jusqu'au 31 décembre 2003, le ministre des Affaires municipales et du Logement peut, par règlement, prévoir les questions transitoires qu'il estime nécessaires ou utiles pour mener à bien la constitution de la ville.	Questions transitoires

Conflicts	(2) In the event of a conflict between a regulation made under subsection (1) and this or any other Act, the regulation prevails.	(2) Les dispositions des règlements pris en application du paragraphe (1) l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou de toute autre loi.	Incompatibilité
Short title	8. The short title of this Act is the <i>Town of Moosonee Act, 2000</i> .	8. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 2000 sur la ville de Moosonee</i> .	Titre abrégé



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 62

Projet de loi 62

An Act to enact, amend and repeal various Acts in order to encourage direct democracy through municipal referendums, to provide additional tools to assist restructuring municipalities and to deal with other municipal matters

Loi édictant, modifiant et abrogeant diverses lois en vue d'encourager la démocratie directe au moyen de référendums municipaux, de fournir des outils supplémentaires pour aider les municipalités restructurées et de traiter d'autres questions municipales

The Hon. T. Clement
Minister of Municipal Affairs and Housing

L'honorable T. Clement
Ministre des Affaires municipales et du Logement

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading April 13, 2000
2nd Reading May 10, 2000
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 13 avril 2000
2^e lecture 10 mai 2000
3^e lecture
Sanction royale

(Reprinted as amended by the Standing Committee on Justice and Social Policy and as reported to the Legislative Assembly May 16, 2000)

(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité permanent de la justice et des affaires sociales et rapporté à l'Assemblée législative le 16 mai 2000)

(The provisions in this bill will be renumbered after 3rd reading)

(Les dispositions du présent projet de loi seront renumérotées après la 3^e lecture)

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



PART I

Part I (sections 1 to 5) of the Bill amends the *City of Greater Sudbury Act, 1999*, the *Town of Haldimand Act, 1999*, the *City of Hamilton Act, 1999*, the *Town of Norfolk Act, 1999* and the *City of Ottawa Act, 1999*. Each of those Acts is amended to give the new municipalities the following powers possessed by the former regional municipalities:

1. To make by-laws under sections 234 and 239 (certain police powers) of the *Municipal Act*.
2. To establish and regulate parks, including the sale of liquor, subject to the *Liquor Licence Act*, in those parks.
3. To fluoridate water in those areas of the municipality to which fluoridated water was being provided before.
4. To enter into agreements respecting the construction and operation of homes for persons with special needs.
5. To restrict persons from providing services or facilities relating to waste management without the consent of the municipality.

Each of the Acts is also amended,

- (a) to deal with certain financial matters, including setting the borrowing limit for 2001 and dealing with the surplus or operating deficit for that year;
- (b) to allow regulations being made authorizing the city or town to do anything that is not specifically authorized by the Act to carry out the intent of the Act;
- (c) to clarify a provision relating to collective agreements;
- (d) to repeal the provision that allows the Lieutenant Governor in Council to make consequential amendments to any Act by regulation.

The *City of Greater Sudbury Act, 1999* is amended to give the city the power to collect tax arrears under the *Provincial Land Tax Act* and to establish and maintain highways in unorganized territory adjoining the municipal area.

The *City of Hamilton Act, 1999* is amended to give the city the power to exempt shops from opening and closing by-laws passed under section 214 of the *Municipal Act*; to hold shares in and manage the affairs of The Hamilton Street Railway Company and of Safety Service and Adjusters Limited; and, to establish and operate a passenger transportation system.

The Act is also amended to increase the number of wards and councillors in the City of Hamilton from 13 to 15.

The *City of Ottawa Act, 1999* is amended to give the city the power to pass by-laws respecting street vending; to regulate sewers, sewage

PARTIE I

La partie I (articles 1 à 5) du projet de loi modifie la *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury*, la *Loi de 1999 sur la ville de Haldimand*, la *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton*, la *Loi de 1999 sur la ville de Norfolk* et la *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa*. Chacune de ces lois est modifiée pour attribuer aux nouvelles municipalités les pouvoirs suivants que possédaient les anciennes municipalités régionales :

1. L'adoption de règlements municipaux en vertu des articles 234 et 239 (certains pouvoirs de police) de la *Loi sur les municipalités*.
2. La création de parcs et leur réglementation, y compris la vente d'alcool, sous réserve de la *Loi sur les permis d'alcool*, dans ceux-ci.
3. La fluoration de l'eau dans les secteurs de la municipalité qui étaient approvisionnés en eau fluorée auparavant.
4. La conclusion d'accords en vue de la construction et de l'exploitation de foyers pour les personnes ayant des besoins spéciaux.
5. L'interdiction pour certaines personnes de fournir des services ou des installations reliés à la gestion des déchets sans le consentement de la municipalité.

Chacune des lois est également modifiée :

- a) pour traiter de certaines questions d'ordre financier, y compris l'établissement du plafond d'emprunt pour 2001 et la prise en compte de l'excédent ou du déficit de fonctionnement de cette année-là;
- b) pour permettre la prise de règlements autorisant la cité ou la ville, selon le cas, à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la Loi pour réaliser l'objet de celle-ci;
- c) pour éclaircir une disposition relative aux conventions collectives;
- d) pour abroger la disposition qui permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'apporter des modifications corrélatives à une loi par règlement.

La *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury* est modifiée pour donner à la cité le pouvoir de recouvrer les arriérés des impôts que prévoit la *Loi sur l'impôt foncier provincial* et de créer et d'entretenir des voies publiques dans un territoire non érigé en municipalité contigu au secteur municipal.

La *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton* est modifiée pour donner à la cité le pouvoir d'exempter les boutiques de l'application des règlements municipaux concernant les heures d'ouverture et de fermeture qui sont adoptés en vertu de l'article 214 de la *Loi sur les municipalités*, de détenir des actions dans la personne morale appelée The Hamilton Street Railway Company et dans celle appelée Safety Service and Adjusters Limited et de gérer leurs affaires et de mettre sur pied et d'exploiter un réseau de transport de passagers.

La Loi est également modifiée pour porter de 13 à 15 le nombre de quartiers et de conseillers dans la cité de Hamilton.

La *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa* est modifiée pour donner à la cité le pouvoir d'adopter des règlements municipaux concernant la

disposal and land treatment ponds; to acquire land for sites to be used for commercial or institutional purposes; and, to establish a passenger transportation system.

The Act is also amended to increase the number of wards and councillors in the City of Ottawa from 20 to 21.

PART II

Part II (sections 6 to 26) of the Bill makes amendments to numerous Acts, the majority of which are consequential to the municipal restructuring and corresponding name changes effected by the *City of Greater Sudbury Act, 1999*, the *Town of Haldimand Act, 1999*, the *City of Hamilton Act, 1999*, the *Town of Norfolk Act, 1999* and the *City of Ottawa Act, 1999*.

In addition, the *Municipal Act* is amended by,

- (a) re-enacting section 6 which deals with powers given to municipalities under special Acts and under general Acts and the relationship between the two;
- (b) repealing a spent provision (section 13.3 which deals with the 1997 election);
- (c) amending subsection 25.3 (1) to eliminate the option of 75 electors or 10 per cent of the electors of a municipality, whichever is lesser, being able to request the establishment of a restructuring commission and to repeal subsections 25.3 (1.1) and (1.2) which relate to that provision;
- (d) re-enacting section 117 to change the pension bridge calculation formula and the Canada Pension Plan offset percentage;
- (e) amending section 206.1 to allow municipalities to enter into agreements with other municipalities for the performance of functions transferred by the Attorney General under Part X of the *Provincial Offences Act*;
- (f) adding a new section 363.1 which allows the Minister, when a separated municipality becomes part of an upper-tier municipality, to make regulations establishing tax ratios in the separated area that are different from the rest of the upper-tier municipality.

Subsection 7 (3) of the *Regional Municipality of Halton Act*, which prohibits the Chair from voting except in cases of a tied vote, is repealed.

Amendments to the *Regional Municipality of Waterloo Act* change the composition of the area councils and the Regional Council and provide for direct election to the Regional Council.

PART III

Part III (sections 27 to 40) of the Bill amends the *Municipal Elections Act, 1996* to provide for binding municipal questions to be put before the municipal electorate. New sections 8.1, 8.2, 8.3, 39.1 and 82.1 set out the procedures for the carrying out of the vote, the effect of the vote on the municipality and the implementation of the results.

Changes are also made to the financial reporting process for candidates.

vente dans la rue, de réglementer les égouts, l'évacuation des eaux d'égout et les bassins d'épuration des eaux d'écoulement, d'acquérir des biens-fonds comme sites destinés à des fins commerciales ou institutionnelles et de mettre sur pied un réseau de transport de passagers.

La Loi est également modifiée pour porter de 20 à 21 le nombre de quartiers et de conseillers dans la ville d'Ottawa.

PARTIE II

La partie II (articles 6 à 26) du projet de loi apporte des modifications à de nombreuses lois, dont la majorité découlent de la restructuration municipale et des changements de noms correspondants émanant de la *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury*, de la *Loi de 1999 sur la ville de Haldimand*, de la *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton*, de la *Loi de 1999 sur la ville de Norfolk* et de la *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa*.

En outre, la *Loi sur les municipalités* est modifiée :

- a) par réédiction de l'article 6, qui traite des pouvoirs conférés aux municipalités en vertu de lois spéciales et de lois générales et du rapport entre les deux;
- b) par abrogation d'une disposition caduque, à savoir l'article 13.3, qui traite des élections de 1997;
- c) par modification du paragraphe 25.3 (1) pour éliminer la possibilité pour 75 électeurs ou 10 pour cent des électeurs d'une municipalité, si ce nombre est inférieur, de demander l'établissement d'une commission de restructuration et par abrogation des paragraphes 25.3 (1.1) et (1.2), qui ont trait à cette disposition;
- d) par réédiction de l'article 117 pour modifier la formule de calcul des pensions de rattachement et le pourcentage de réduction du Régime de pensions du Canada;
- e) par modification de l'article 206.1 pour permettre aux municipalités de conclure des ententes avec d'autres municipalités en vue de l'exercice de fonctions transférées par le procureur général en vertu de la partie X de la *Loi sur les infractions provinciales*;
- f) par adjonction de l'article 363.1, qui permet au ministre, lorsqu'une municipalité séparée fait dorénavant partie d'une municipalité de palier supérieur, de prendre des règlements fixant dans le secteur séparé des coefficients d'impôt qui sont différents de ceux qui s'appliquent au reste de la municipalité de palier supérieur.

Le paragraphe 7 (3) de la *Loi sur la municipalité régionale de Halton*, qui interdit au président de voter sauf en cas d'égalité des voix, est abrogé.

Les modifications apportées à la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* changent la composition des conseils des municipalités de secteur et du conseil régional et prévoient des élections directes dans le cas de celui-ci.

PARTIE III

La partie III (articles 27 à 40) du projet de loi modifie la *Loi de 1996 sur les élections municipales* afin de prévoir que des questions municipales à effet obligatoire puissent être soumises aux électeurs municipaux. Les nouveaux articles 8.1, 8.2, 8.3, 39.1 et 82.1 énoncent les modalités du vote, l'effet du vote sur la municipalité et la mise en oeuvre des résultats.

Des modifications sont également apportées à la présentation de l'information financière par les candidats.

PART IV

Part IV (sections 41 and 42) enacts the *Town of Moosonee Act, 2000*. A new town is created and The Moosonee Development Area Board, which it replaces, is dissolved.

PART V

Part V (sections 43 to 45) sets out the commencement and transition provisions and short title.

PARTIE IV

La partie IV (articles 41 et 42) édicte la *Loi de 2000 sur la ville de Moosonee*. Une nouvelle ville est créée et le Conseil de la zone de développement de Moosonee, qu'elle remplace, est dissous.

PARTIE V

La partie V (articles 43 à 45) contient les dispositions d'entrée en vigueur, les dispositions transitoires et le titre abrégé.

An Act to enact, amend and repeal various Acts in order to encourage direct democracy through municipal referendums, to provide additional tools to assist restructuring municipalities and to deal with other municipal matters

Loi édictant, modifiant et abrogeant diverses lois en vue d'encourager la démocratie directe au moyen de référendums municipaux, de fournir des outils supplémentaires pour aider les municipalités restructurées et de traiter d'autres questions municipales

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PART I

AMENDMENTS TO THE CITY OF GREATER SUDBURY ACT, 1999, THE TOWN OF HALDIMAND ACT, 1999, THE CITY OF HAMILTON ACT, 1999, THE TOWN OF NORFOLK ACT, 1999 AND THE CITY OF OTTAWA ACT, 1999

PARTIE I

MODIFICATION DE LA LOI DE 1999 SUR LA CITÉ DU GRAND SUDBURY, DE LA LOI DE 1999 SUR LA VILLE DE HALDIMAND, DE LA LOI DE 1999 SUR LA CITÉ DE HAMILTON, DE LA LOI DE 1999 SUR LA VILLE DE NORFOLK ET DE LA LOI DE 1999 SUR LA CITÉ D'OTTAWA

CITY OF GREATER SUDBURY ACT, 1999

LOI DE 1999 SUR LA CITÉ DU GRAND SUDBURY

1. (0.1) The French version of the *City of Greater Sudbury Act, 1999* is amended by striking out “cité du Grand Sudbury” and substituting “ville du Grand Sudbury” in the short title of the Act and in the definition of “cité” in section 1.

1. (0.1) La version française de la *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury* est modifiée par substitution de «ville du Grand Sudbury» à «cité du Grand Sudbury» dans le titre abrégé de la Loi et dans la définition de «cité» à l'article 1.

(0.2) Subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out “cité du Grand Sudbury” and substituting “ville du Grand Sudbury”. ▲

(0.2) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par substitution de «ville du Grand Sudbury» à «cité du Grand Sudbury». ▲

(1) Paragraph 7 of subsection 5 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) La disposition 7 du paragraphe 5 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

7. The City of Valley East.

7. La cité de Valley East.

(2) Paragraph 9 of subsection 5 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) La disposition 9 du paragraphe 5 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

9. All local roads boards established under the *Local Roads Boards Act* located in the municipal area but if a local roads board is not entirely located in the municipal area, only the portion of the local roads board located in the municipal area is dissolved.

9. Toutes les régies des routes locales créées aux termes de la *Loi sur les régies des routes locales* et situées dans le secteur municipal. Toutefois, si une régie des routes locales n'est pas entièrement située dans le secteur municipal, seule la partie de la régie qui y est située est dissoute.

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

(3) Subsection 5 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Rights and
duties

(2) The city stands in the place of the old municipalities for all purposes but if a local roads board is not entirely located in the municipal area, the city only stands in place of the local roads board with respect to matters that are within the jurisdiction of the city.

(4) Section 5 of the Act is amended by adding the following subsection:

Local
boards

(3.1) If a local roads board is not entirely located in the municipal area, clause (3) (b) only applies to assets and liabilities which primarily pertain to or are used primarily in connection with matters that are within the jurisdiction of the city.

(5) The Act is amended by adding the following sections:

Certain
police
powers

11.1 The city, and not the Greater Sudbury Police Services Board, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the *Municipal Act*.

Highways

11.2 The city may establish, lay out, construct, maintain and improve highways in un-organized territory adjoining the municipal area.

Powers re
parks, etc.

11.3 (1) The city may acquire land for public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.

Same

(2) For the purposes described in subsection (1), the city has the powers of a board of park management under the *Public Parks Act*.

Land
owned by
conservation
authorities

11.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the city under an agreement between the city and the conservation authority.

Parks, etc.

(2) The city may establish, lay out, improve and maintain public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the *Public Parks Act*.

Roads and
traffic

(3) The city may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the *Highway Traffic Act*, and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance

(3) Le paragraphe 5 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Droits et
obligations

(2) La cité remplace les anciennes municipalités à toutes fins. Toutefois, si une régie des routes locales n'est pas entièrement située dans le secteur municipal, la cité ne remplace la régie qu'à l'égard des questions qui relèvent de sa compétence.

(4) L'article 5 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Conseils
locaux

(3.1) Si une régie des routes locales n'est pas entièrement située dans le secteur municipal, l'alinéa (3) b) ne s'applique qu'aux éléments d'actif et de passif qui concernent principalement des questions qui relèvent de la compétence de la cité ou qui sont utilisés principalement dans le cadre de telles questions.

(5) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Certains
pouvoirs
de police

11.1 La cité, et non pas la Commission des services policiers du Grand Sudbury, peut adopter les règlements municipaux qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la *Loi sur les municipalités*.

Voies
publiques

11.2 La cité peut créer, aménager, construire, entretenir et améliorer des voies publiques dans un territoire non érigé en municipalité contigu au secteur municipal.

Pouvoirs :
parcs

11.3 (1) La cité peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.

Idem

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la cité possède les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue à une commission de gestion des parcs.

Biens-fonds
appartenant
aux offices
de protection
de la nature

11.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la cité aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.

Parcs

(2) La cité peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue aux commissions de gestion des parcs.

Routes et
circulation

(3) La cité peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous réserve du *Code de la route*, et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

with subsection 128 (4) of the *Highway Traffic Act*.

qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du *Code de la route*.

Sale of liquor in parks	11.5 (1) The city may authorize a person to sell liquor, as defined in the <i>Liquor Licence Act</i> , in parks that belonged to The Regional Municipality of Sudbury on December 31, 2000 and may impose such conditions as the city considers appropriate.	11.5 (1) La cité peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> , dans les parcs qui appartenaient à la municipalité régionale de Sudbury le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Vente d'alcool dans les parcs
Restriction	(2) The power of the city is subject to the <i>Liquor Licence Act</i> .	(2) Le pouvoir de la cité est assujéti à la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> .	Restriction
Waste management	11.6 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Sudbury under section 150 of the <i>Regional Municipalities Act</i> as of December 31, 2000 without the consent of the city, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.	11.6 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale de Sudbury exerçait en application de l'article 150 de la <i>Loi sur les municipalités régionales</i> au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la cité, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.	Gestion des déchets
Exception	(2) Despite subsection (1), the consent of the city is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.	(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.	Exception
Same	(3) Despite subsection (1), the consent of the city is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.	(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire si le service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.	Idem
Appeal	(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the city fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.	(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la cité ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.	Appel
Same	(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.	(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Idem
Same	(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.	(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.	Idem
Confirmation by L.G. in C.	(7) Section 95 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> does not apply to a decision made under subsection (5).	(7) L'article 95 de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).	Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil
Fluoridation of water	11.7 (1) On and after January 1, 2001, the city may continue to fluoridate the water supply of those areas of the city to which fluori-	11.7 (1) À compter du 1 ^{er} janvier 2001, la cité peut continuer la fluoration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la cité	Fluoration de l'eau

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

dated water was being supplied on December 31, 2000.

qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.

Agreements

(2) The city may enter into agreements with an adjoining municipality (including a regional municipality) in respect of the supply and distribution of water in the municipal area including the establishment, construction, maintenance, operation, improvement and the extension of waterworks systems and the financing thereof.

(2) La cité peut conclure des accords avec une municipalité contiguë, y compris une municipalité régionale, à l'égard de l'approvisionnement en eau et de la distribution de l'eau dans le secteur municipal, y compris à l'égard de l'établissement, de la construction, de l'entretien, de l'exploitation, de l'amélioration et du prolongement des réseaux d'adduction d'eau et du financement de ces activités.

Accords

Powers re homes

11.8 The city may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the *Homes for Retarded Persons Act* for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.

11.8 La cité peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agréées au sens de la *Loi sur les foyers pour déficients mentaux* en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.

Pouvoirs : foyers

Agreement re collection of tax arrears

11.9 The city may enter into an agreement with the land tax collector appointed under the *Provincial Land Tax Act* respecting the collection by the city of arrears of land tax imposed under that Act in respect of property in the municipal area.

11.9 La cité peut conclure un accord avec le percepteur de l'impôt foncier nommé aux termes de la *Loi sur l'impôt foncier provincial* au sujet du recouvrement par la cité des arriérés des impôts fonciers que prévoit cette loi à l'égard des biens situés dans le secteur municipal.

Accord visant le re- couvrement des arriérés d'impôts

Other powers

11.10 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the city to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act.

11.10 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la cité à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi.

Autres pouvoirs

(6) The Act is amended by adding the following sections:

(6) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Borrowing limit for 2001

16.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the *Municipal Act*, the estimated revenue of the city for 2000 is the sum of the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000.

16.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la *Loi sur les municipalités*, les revenus estimatifs de la cité pour 2000 correspondent à la somme des revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000.

Plafond d'emprunt pour 2001

Surplus or operating deficit for 2001

16.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the *Municipal Act*, the surplus for which allowance is to be made by the city for 2001 or the operating deficit to be provided for by the city for 2001, as the case may be, shall be determined by taking the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000 and subtracting the total of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000.

16.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la *Loi sur les municipalités*, l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la cité doit tenir compte pour 2001 est calculé en soustrayant la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.

Excédent ou déficit de fonctionne- ment pour 2001

Payment of damages to employees

16.3 (1) If the city recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.

16.3 (1) Si la cité recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'em-

Versement de dommages- intérêts aux employés

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

		ployé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.	
Same	(2) Subsection (1) also applies in respect of members of the Greater Sudbury Police Force and persons deemed to be city employees for the purposes of the <i>Workplace Safety and Insurance Act, 1997</i> .	(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres du corps de police du Grand Sudbury et des personnes réputées des employés de la cité pour l'application de la <i>Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail</i> .	Idem
Conditions	(3) The city may impose conditions on the payment.	(3) La cité peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.	Conditions
Application	(4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.	(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouvrés dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.	Application
	(7) The Act is amended by adding the following section:	(7) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Interpretation	32.1 Nothing in sections 28 to 32 prevents a collective agreement between the city and a bargaining agent that is made after the city or the bargaining agent gave notice to bargain under the <i>Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997</i> , the <i>Labour Relations Act, 1995</i> , the <i>Fire Protection and Prevention Act, 1997</i> or the <i>Police Services Act</i> from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day before the effective date of that collective agreement.	32.1 Les articles 28 à 32 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la cité et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la <i>Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public</i> , de la <i>Loi de 1995 sur les relations de travail</i> , de la <i>Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie</i> ou de la <i>Loi sur les services policiers</i> .	Interprétation
	(8) Section 33 of the Act is amended by adding the following subsection:	(8) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :	
Limitation	(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000, the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (5) and 8 (4).	(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (5) et 8 (4) après le 31 décembre 2000.	Restriction
	(9) Clause 36 (1) (b) of the Act is repealed.	(9) L'alinéa 36 (1) b) de la Loi est abrogé.	
	TOWN OF HALDIMAND ACT, 1999	LOI DE 1999 SUR LA VILLE DE HALDIMAND	
	2. (1) The <i>Town of Haldimand Act, 1999</i> is amended by adding the following sections:	2. (1) La <i>Loi de 1999 sur la ville de Haldimand</i> est modifiée par adjonction des articles suivants :	
Certain police powers	13.1 The town, and not a police services board of the town, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the <i>Municipal Act</i> .	13.1 La ville, et non pas une commission de services policiers de celle-ci, peut adopter les règlements municipaux qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la <i>Loi sur les municipalités</i> .	Certains pouvoirs de police
Powers re homes	13.2 The town may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the <i>Homes for Retarded Persons Act</i> for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.	13.2 La ville peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agréées au sens de la <i>Loi sur les foyers pour déficients mentaux</i> en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.	Pouvoirs : foyers

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Powers re
parks, etc.

13.3 (1) The town may acquire land for public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.

Same

(2) For the purposes described in subsection (1), the town has the powers of a board of park management under the *Public Parks Act*.

Land owned
by conserva-
tion author-
ities

13.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the town under an agreement between the town and the conservation authority.

Parks, etc.

(2) The town may establish, lay out, improve and maintain public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the *Public Parks Act*.

Roads and
traffic

(3) The town may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the *Highway Traffic Act*, and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the *Highway Traffic Act*.

Sale of
liquor in
parks

13.5 (1) The town may authorize a person to sell liquor, as defined in the *Liquor Licence Act*, in parks in the municipal area that belonged to The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk on December 31, 2000 and may impose such conditions as it considers appropriate.

Restriction

(2) The power of the town is subject to the *Liquor Licence Act*.

Waste
management

13.6 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk under section 150 of the *Regional Municipalities Act* as of December 31, 2000 without the consent of the town, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.

Exception

(2) Despite subsection (1), the consent of the town is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.

13.3 (1) La ville peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.

Pouvoirs :
parcs

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la ville possède les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue à une commission de gestion des parcs.

Idem

13.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la ville aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.

Biens-fonds
appartenant
aux offices
de protection
de la nature

(2) La ville peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue aux commissions de gestion des parcs.

Parcs

(3) La ville peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous réserve du *Code de la route*, et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du *Code de la route*.

Routes et
circulation

13.5 (1) La ville peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la *Loi sur les permis d'alcool*, dans les parcs qui sont situés dans le secteur municipal et qui appartenaient à la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

Vente
d'alcool dans
les parcs

(2) Le pouvoir de la ville est assujéti à la *Loi sur les permis d'alcool*.

Restriction

13.6 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk exerçait en application de l'article 150 de la *Loi sur les municipalités régionales* au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la ville, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.

Gestion des
déchets

(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la ville n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de

Exception

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand
,Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Same	(3) Despite subsection (1), the consent of the town is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.	biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.	Idem
Appeal	(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the town fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.	(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la ville ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.	Appel
Same	(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.	(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Idem
Same	(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.	(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.	Idem
Confirmation by L.G. in C.	(7) Section 95 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> does not apply to a decision made under subsection (5).	(7) L'article 95 de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).	Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil
Fluoridation of water	13.7 (1) On and after January 1, 2001, the town may continue to fluoridate the water supply of those areas of the town to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000.	13.7 (1) À compter du 1 ^{er} janvier 2001, la ville peut continuer la fluoration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la ville qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.	Fluoration de l'eau
Agreements	(2) The town may enter into agreements with an adjoining municipality (including a regional municipality) in respect of the supply and distribution of water in the municipal area including the establishment, construction, maintenance, operation, improvement and the extension of waterworks systems and the financing thereof.	(2) La ville peut conclure des accords avec une municipalité contiguë, y compris une municipalité régionale, à l'égard de l'approvisionnement en eau et de la distribution de l'eau dans le secteur municipal, y compris à l'égard de l'établissement, de la construction, de l'entretien, de l'exploitation, de l'amélioration et du prolongement des réseaux d'adduction d'eau et du financement de ces activités.	Accords
Other powers	13.8 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the town to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act.	13.8 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la ville à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi.	Autres pouvoirs
	(2) The Act is amended by adding the following sections:	(2) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :	
Borrowing limit for 2001	19.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the <i>Municipal Act</i> , the estimated revenue of the town for 2000 is the sum of,	19.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la <i>Loi sur les municipalités</i> , les revenus estimatifs de la ville pour 2000 correspondent à la somme de ce qui suit :	Plafond d'emprunt pour 2001

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

- (a) the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000; and
- (b) the estimated revenues of each of the divided municipalities as shown in the estimates adopted for 2000, multiplied by the percentage that is prescribed for each municipality.

- a) les revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000;
- b) les revenus estimatifs de chacune des municipalités démembrées tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000, multipliés par le pourcentage prescrit pour chaque municipalité.

Surplus or
operating
deficit for
2001

19.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the *Municipal Act*, the surplus for which allowance is to be made by the town for 2001 or the operating deficit to be provided for by the town for 2001, as the case may be, shall be determined as follows:

1. Subtract the total of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000 from the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000.
2. For each divided municipality, multiply the audited operating deficit or audited surplus, as the case may be, as of December 31, 2000 by the percentage prescribed for each municipality.
3. Add the results obtained for each divided municipality under paragraph 2 to get a total amount for all divided municipalities.
4. Add the total amounts obtained under paragraphs 1 and 3.

19.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la *Loi sur les municipalités*, l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la ville doit tenir compte pour 2001 est calculé comme suit :

1. Soustraire la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.
2. Pour chaque municipalité démembrée, multiplier le déficit de fonctionnement vérifié ou l'excédent vérifié, selon le cas, au 31 décembre 2000 par le pourcentage prescrit pour la municipalité.
3. Additionner les résultats obtenus pour chaque municipalité démembrée aux termes de la disposition 2 pour calculer le total de toutes les municipalités démembrées.
4. Additionner les totaux obtenus aux termes des dispositions 1 et 3.

Excédent ou
déficit de
fonctionne-
ment pour
2001

Payment of
damages to
employees

19.3 (1) If the town recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.

19.3 (1) Si la ville recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'employé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.

Versement de
dommages-
intérêts aux
employés

Same

(2) Subsection (1) also applies in respect of members of a municipal police force and persons deemed to be town employees for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act*, 1997.

(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres d'un corps de police municipal et des personnes réputées des employés de la ville pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*.

Idem

Conditions

(3) The town may impose conditions on the payment.

(3) La ville peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.

Conditions

Application

(4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.

(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouverts dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.

Application

(3) The Act is amended by adding the following section:

(3) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Interpreta-
tion

42.1 Nothing in sections 37 to 42 prevents a collective agreement between the town and

42.1 Les articles 37 à 42 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective

Interpréta-
tion

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

a bargaining agent that is made after the town or the bargaining agent gave notice to bargain under the *Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997*, the *Labour Relations Act, 1995*, the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* or the *Police Services Act* from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day before the effective date of that collective agreement.

(4) Section 43 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000 the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (4), 6 (7) and 8 (4).

(5) Clause 46 (1) (c) of the Act is repealed.

CITY OF HAMILTON ACT, 1999

3. (1) Section 1 of the *City of Hamilton Act, 1999* is amended by adding the following definition:

“passenger transportation system” means a system that provides, for compensation, transportation for passengers or passengers and freight in vehicles operated underground, on the ground or above the ground, but not in taxicabs. (“réseau de transport de passagers”)

(2) Section 3 of the Act is amended by striking out “13” and substituting “15”.

(3) Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “13” and substituting “15”.

(4) The Act is amended by adding the following sections:

11.1 The city, and not the Hamilton Police Services Board, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the *Municipal Act*.

11.2 The city may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the *Homes for Retarded Persons Act* for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.

11.3 (1) The city may acquire land for public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.

de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la ville et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public*, de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* ou de la *Loi sur les services policiers*.

(4) L'article 43 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (4), 6 (7) et 8 (4) après le 31 décembre 2000.

(5) L'alinéa 46 (1) c) de la Loi est abrogé.

LOI DE 1999 SUR LA CITÉ DE HAMILTON

3. (1) L'article 1 de la *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«réseau de transport de passagers» Réseau qui assure, moyennant contrepartie, le transport de passagers seulement ou de passagers et de marchandises par voie souterraine, par voie de surface ou par voie surélevée dans des véhicules autres que des taxis. («passenger transportation system»)

(2) L'article 3 de la Loi est modifié par substitution de «15» à «13».

(3) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par substitution de «15» à «13».

(4) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

11.1 La cité, et non pas la Commission des services policiers de Hamilton, peut adopter les règlements municipaux qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la *Loi sur les municipalités*.

11.2 La cité peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agréées au sens de la *Loi sur les foyers pour déficients mentaux* en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.

11.3 (1) La cité peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.

Limitation

Restriction

Certain police powers

Certains pouvoirs de police

Powers re homes

Pouvoirs : foyers

Powers re parks, etc.

Pouvoirs : parcs

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Same	(2) For the purposes described in subsection (1), the city has the powers of a board of park management under the <i>Public Parks Act</i> .	(2) Pour l'application du paragraphe (1), la cité possède les pouvoirs que la <i>Loi sur les parcs publics</i> attribue à une commission de gestion des parcs.	Idem
Land owned by conservation authorities	11.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the city under an agreement between the city and the conservation authority.	11.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la cité aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.	Biens-fonds appartenant aux offices de protection de la nature
Parks, etc.	(2) The city may establish, lay out, improve and maintain public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the <i>Public Parks Act</i> .	(2) La cité peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la <i>Loi sur les parcs publics</i> attribue aux commissions de gestion des parcs.	Parcs
Roads and traffic	(3) The city may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the <i>Highway Traffic Act</i> , and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the <i>Highway Traffic Act</i> .	(3) La cité peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous réserve du <i>Code de la route</i> , et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du <i>Code de la route</i> .	Routes et circulation
Sale of liquor in parks	11.5 (1) The city may authorize a person to sell liquor, as defined in the <i>Liquor Licence Act</i> , in parks that belonged to The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth on December 31, 2000 and may impose such conditions as the city considers appropriate.	11.5 (1) La cité peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> , dans les parcs qui appartiennent à la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Vente d'alcool dans les parcs
Restriction	(2) The power of the city is subject to the <i>Liquor Licence Act</i> .	(2) Le pouvoir de la cité est assujéti à la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> .	Restriction
Power to exempt shops	11.6 (1) Upon the application of the occupier of a shop, the city may exempt the shop from any provision of a by-law passed under section 214 of the <i>Municipal Act</i> on the days and for the special occasions specified in the by-law.	11.6 (1) Sur présentation d'une demande à cet effet par l'occupant d'une boutique, la cité peut exempter celle-ci de l'application de toute disposition d'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 214 de la <i>Loi sur les municipalités</i> les jours et pour les occasions spéciales que précise le règlement municipal.	Pouvoir d'exempter des boutiques
Restriction	(2) The city cannot exempt a shop for more than two periods in any calendar year, and each such period cannot exceed two consecutive days.	(2) La cité ne peut pas exempter une boutique pour plus de deux périodes au cours d'une année civile, et chacune d'elles ne peut pas dépasser deux jours consécutifs.	Restriction
Waste management	11.7 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth under section 150 of the <i>Regional Municipalities Act</i> as of December 31, 2000 without the consent of the city, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.	11.7 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth exerçait en application de l'article 150 de la <i>Loi sur les municipalités régionales</i> au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la cité, lequel peut	Gestion des déchets

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

		être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.	
Exception	(2) Despite subsection (1), the consent of the city is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.	(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.	Exception
Same	(3) Despite subsection (1), the consent of the city is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.	(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire si le service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.	Idem
Appeal	(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the city fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.	(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la cité ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.	Appel
Same	(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.	(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Idem
Same	(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.	(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.	Idem
Confirmation by L.G. in C.	(7) Section 95 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> does not apply to a decision made under subsection (5).	(7) L'article 95 de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).	Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil
Fluoridation of water	11.8 (1) On and after January 1, 2001, the city may continue to fluoridate the water supply of those areas of the city to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000.	11.8 (1) À compter du 1 ^{er} janvier 2001, la cité peut continuer la fluoruration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la cité qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.	Fluoruration de l'eau
Agreements	(2) The city may enter into agreements with an adjoining municipality (including a regional municipality) in respect of the supply and distribution of water in the municipal area including the establishment, construction, maintenance, operation, improvement and the extension of waterworks systems and the financing thereof.	(2) La cité peut conclure des accords avec une municipalité contiguë, y compris une municipalité régionale, à l'égard de l'approvisionnement en eau et de la distribution de l'eau dans le secteur municipal, y compris à l'égard de l'établissement, de la construction, de l'entretien, de l'exploitation, de l'amélioration et du prolongement des réseaux d'adduction d'eau et du financement de ces activités.	Accords
The Hamilton Street Railway Company, etc.	11.9 (1) The city is authorized to hold shares in The Hamilton Street Railway Company and in Safety Service and Adjusters Limited and to exercise the rights associated with those shares.	11.9 (1) La cité est autorisée à détenir des actions dans la personne morale appelée The Hamilton Street Railway Company et dans celle appelée Safety Service and Adjusters Limited et à exercer les droits qui leur sont attachés.	The Hamilton Street Railway Company
Duty to manage	(2) The city shall manage the affairs of both corporations.	(2) La cité gère les affaires des deux personnes morales.	Gestion des affaires

Other powers	<p>11.10 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the city to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act.</p>	<p>11.10 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la cité à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi.</p>	Autres pouvoirs
PASSENGER TRANSPORTATION SYSTEM			
Operation of a passenger transportation system	<p>11.11 (1) Subject to the <i>Public Vehicles Act</i>, the city may establish, operate and maintain a passenger transportation system within the city, and between any point in the city and any point outside the city including any point outside Ontario.</p>	<p>11.11 (1) Sous réserve de la <i>Loi sur les véhicules de transport en commun</i>, la cité peut mettre sur pied, exploiter et entretenir un réseau de transport de passagers dans les limites de la cité ainsi qu'entre un point situé à l'intérieur de la cité et un point situé à l'extérieur, y compris à l'extérieur de l'Ontario.</p>	Exploitation d'un réseau de transport de passagers
Agreements	<p>(2) For the purpose of subsection (1), the city may enter into agreements with any person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford), including agreements in respect of connecting or reciprocal passenger transportation systems, and the use of facilities, personnel or equipment.</p>	<p>(2) Pour l'application du paragraphe (1), la cité peut conclure des accords avec quiconque, notamment une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford, y compris des accords portant sur la correspondance ou la réciprocité entre les réseaux de transport de passagers et l'utilisation des installations, du personnel et du matériel.</p>	Accords
Fares	<p>(3) The city may establish appropriate fares for the use of the passenger transportation system.</p>	<p>(3) La cité peut fixer des tarifs appropriés pour l'utilisation du réseau de transport de passagers.</p>	Tarifs
Restriction re operators	<p>11.12 (1) The city may, by by-law, provide that no person shall operate a passenger transportation system in the city, or in an area of the city designated in the by-law, unless the person is authorized to do so under this section or by the city.</p>	<p>11.12 (1) La cité peut, par règlement municipal, prévoir que nul ne doit exploiter un réseau de transport de passagers dans la cité, ou dans un secteur de celle-ci que désigne le règlement municipal, à moins d'y être autorisé en vertu du présent article ou par la cité.</p>	Restriction : exploitants
Exceptions	<p>(2) Subsection (1) does not apply with respect to the following types of passenger transportation systems:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Vehicles and marine vessels used for sightseeing tours. 2. Buses used to transport pupils, including buses owned and operated by, or operated under a contract with, a school board, a private school or a charitable organization. 3. Railways operated by railway companies incorporated under a federal or provincial Act. 4. Ferries. 5. Aviation systems. 	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des genres suivants de réseaux de transport de passagers :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les véhicules et les bâtiments de mer utilisés à des fins de visites touristiques. 2. Les autobus utilisés pour transporter des élèves, y compris ceux dont est propriétaire et qu'exploite un conseil scolaire, une école privée ou un organisme de bienfaisance ou qui sont exploités conformément à un contrat conclu avec un tel conseil, une telle école ou un tel organisme. 3. Les chemins de fer exploités par des compagnies de chemin de fer constituées en personne morale sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale. 4. Les traversiers. 5. Les réseaux d'aviation. 	Exceptions

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

6. A regional transit system as defined in section 1 of the *Greater Toronto Services Board Act, 1998*.

6. Les réseaux régionaux de transport en commun au sens de l'article 1 de la *Loi de 1998 sur la Commission des services du grand Toronto*.

Authoriz-
ation

(3) Subject to the *Municipal Franchises Act*, the city may authorize a person to operate a passenger transportation system in an area of the city designated in a by-law under subsection (1) and may impose conditions on the authorization.

(3) Sous réserve de la *Loi sur les concessions municipales*, la cité peut autoriser une personne à exploiter un réseau de transport de passagers dans un secteur de celle-ci que désigne un règlement municipal visé au paragraphe (1) et peut assortir l'autorisation de conditions.

Autorisation

Deemed
by-law

(4) On January 1, 2001, the city shall be deemed to have passed a by-law under subsection (1) designating the Urban Transit Service Area established under section 42 of the *Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act*, as the Area existed on December 31, 2000, as an area in which no person shall operate a passenger transportation system unless the person is authorized to do so under this section or by the city.

(4) Le 1^{er} janvier 2001, la cité est réputée avoir adopté un règlement municipal en vertu du paragraphe (1) désignant le secteur desservi par le réseau de transport urbain établi aux termes de l'article 42 de la *Loi sur la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth*, tel que ce secteur existait le 31 décembre 2000, comme secteur dans lequel nul ne doit exploiter un réseau de transport de passagers à moins d'y être autorisé en vertu du présent article ou par la cité.

Règlement
municipal
réputé
adopté

Rights
unaffected

(5) Nothing in this section prevents a person from operating a passenger transportation system that is used to convey personal property and passengers from a point within an area designated in a by-law under subsection (1) to a point outside the area or from a point outside the area to a point inside the area.

(5) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher une personne d'exploiter un réseau de transport de passagers qui sert à transporter des biens meubles et des passagers entre un point situé dans un secteur désigné dans un règlement municipal visé au paragraphe (1) et un point situé à l'extérieur de celui-ci, ou inversement.

Droits

Same

(6) Nothing in this section affects any rights existing on January 1, 1977 of any licensed operator of passenger transportation.

(6) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits que possédait le 1^{er} janvier 1977 l'exploitant d'un service de transport de passagers titulaire d'un permis.

Idem

(5) The Act is amended by adding the following sections:

(5) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Borrowing
limit for
2001

16.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the *Municipal Act*, the estimated revenue of the city for 2000 is the sum of the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000.

16.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la *Loi sur les municipalités*, les revenus estimatifs de la cité pour 2000 correspondent à la somme des revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000.

Plafond
d'emprunt
pour 2001

Surplus or
operating
deficit for
2001

16.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the *Municipal Act*, the surplus for which allowance is to be made by the city for 2001 or the operating deficit to be provided for by the city for 2001, as the case may be, shall be determined by taking the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000 and subtracting the total of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000.

16.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la *Loi sur les municipalités*, l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la cité doit tenir compte pour 2001 est calculé en soustrayant la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.

Excédent ou
déficit de
fonctionne-
ment pour
2001

Payment of
damages to
employees

16.3 (1) If the city recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.

16.3 (1) Si la cité recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'em-

Versement de
dommages-
intérêts aux
employés

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

		ployé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.	
Same	(2) Subsection (1) also applies in respect of members of the Hamilton Police Force and persons deemed to be city employees for the purposes of the <i>Workplace Safety and Insurance Act, 1997</i> .	(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres du corps de police de Hamilton et des personnes réputées des employés de la cité pour l'application de la <i>Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail</i> .	Idem
Conditions	(3) The city may impose conditions on the payment.	(3) La cité peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.	Conditions
Application	(4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.	(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouvrés dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.	Application
	(6) The Act is amended by adding the following section:	(6) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Interpretation	32.1 Nothing in sections 28 to 32 prevents a collective agreement between the city and a bargaining agent that is made after the city or the bargaining agent gave notice to bargain under the <i>Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997</i> , the <i>Labour Relations Act, 1995</i> , the <i>Fire Protection and Prevention Act, 1997</i> or the <i>Police Services Act</i> from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day before the effective date of that collective agreement.	32.1 Les articles 28 à 32 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la cité et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la <i>Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public</i> , de la <i>Loi de 1995 sur les relations de travail</i> , de la <i>Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie</i> ou de la <i>Loi sur les services policiers</i> .	Interprétation
	(7) Section 33 of the Act is amended by adding the following subsection:	(7) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :	
Limitation	(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000 the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (5) and 7 (4).	(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (5) et 7 (4) après le 31 décembre 2000.	Restriction
	(8) Clause 36 (1) (b) of the Act is repealed.	(8) L'alinéa 36 (1) b) de la Loi est abrogé.	
	TOWN OF NORFOLK ACT, 1999	LOI DE 1999 SUR LA VILLE DE NORFOLK	
	4. (1) The <i>Town of Norfolk Act, 1999</i> is amended by adding the following sections:	4. (1) La <i>Loi de 1999 sur la ville de Norfolk</i> est modifiée par adjonction des articles suivants :	
Certain police powers	13.1 The town, and not a police services board of the town, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the <i>Municipal Act</i> .	13.1 La ville, et non pas une commission de services policiers de celle-ci, peut adopter les règlements municipaux qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la <i>Loi sur les municipalités</i> .	Certains pouvoirs de police
Powers re homes	13.2 The town may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the <i>Homes for Retarded Persons Act</i> for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.	13.2 La ville peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agréées au sens de la <i>Loi sur les foyers pour déficients mentaux</i> en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.	Pouvoirs : foyers

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Powers re
parks, etc.

13.3 (1) The town may acquire land for public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.

13.3 (1) La ville peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.

Pouvoirs :
parcs

Same

(2) For the purposes described in subsection (1), the town has the powers of a board of park management under the *Public Parks Act*.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la ville possède les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue à une commission de gestion des parcs.

Idem

Land owned
by conserva-
tion author-
ities

13.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the town under an agreement between the town and the conservation authority.

13.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la ville aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.

Biens-fonds
appartenant
aux offices
de protection
de la nature

Parks, etc.

(2) The town may establish, lay out, improve and maintain public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the *Public Parks Act*.

(2) La ville peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue aux commissions de gestion des parcs.

Parcs

Roads and
traffic

(3) The town may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the *Highway Traffic Act*, and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the *Highway Traffic Act*.

(3) La ville peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous réserve du *Code de la route*, et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du *Code de la route*.

Routes et
circulation

Sale of
liquor in
parks

13.5 (1) The town may authorize a person to sell liquor, as defined in the *Liquor Licence Act*, in parks in the municipal area that belonged to The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk on December 31, 2000 and may impose such conditions as it considers appropriate.

13.5 (1) La ville peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la *Loi sur les permis d'alcool*, dans les parcs qui sont situés dans le secteur municipal et qui appartenaient à la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

Vente
d'alcool dans
les parcs

Restriction

(2) The power of the town is subject to the *Liquor Licence Act*.

(2) Le pouvoir de la ville est assujéti à la *Loi sur les permis d'alcool*.

Restriction

Waste
management

13.6 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk under section 150 of the *Regional Municipalities Act* as of December 31, 2000 without the consent of the town, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.

13.6 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk exerçait en application de l'article 150 de la *Loi sur les municipalités régionales* au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la ville, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.

Gestion des
déchets

Exception

(2) Despite subsection (1), the consent of the town is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.

(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la ville n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de

Exception

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

		biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.	
Same	(3) Despite subsection (1), the consent of the town is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.	(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la ville n'est pas nécessaire si le service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.	Idem
Appeal	(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the town fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.	(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la ville ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.	Appeal
Same	(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.	(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Idem
Same	(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.	(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.	Idem
Confirmation by L.G. in C.	(7) Section 95 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> does not apply to a decision made under subsection (5).	(7) L'article 95 de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).	Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil
Fluoridation of water	13.7 (1) On and after January 1, 2001, the town may continue to fluoridate the water supply of those areas of the town to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000. ↓	13.7 (1) À compter du 1 ^{er} janvier 2001, la ville peut continuer la fluoration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la ville qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000. ↓	Fluoruration de l'eau
Agreements	(2) The town may enter into agreements with an adjoining municipality (including a regional municipality) in respect of the supply and distribution of water in the municipal area including the establishment, construction, maintenance, operation, improvement and the extension of waterworks systems and the financing thereof. ▲	(2) La ville peut conclure des accords avec une municipalité contiguë, y compris une municipalité régionale, à l'égard de l'approvisionnement en eau et de la distribution de l'eau dans le secteur municipal, y compris à l'égard de l'établissement, de la construction, de l'entretien, de l'exploitation, de l'amélioration et du prolongement des réseaux d'adduction d'eau et du financement de ces activités. ▲	Accords
Other powers	13.8 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the town to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act. (2) The Act is amended by adding the following sections:	13.8 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la ville à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi. (2) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :	Autres pouvoirs
Borrowing limit for 2001	19.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the <i>Municipal Act</i> , the estimated revenue of the town for 2000 is the sum of,	19.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la <i>Loi sur les municipalités</i> , les revenus estimatifs de la ville pour 2000 correspondent à la somme de ce qui suit :	Plafond d'emprunt pour 2001

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

- (a) the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000; and
- (b) the estimated revenues of each of the divided municipalities as shown in the estimates adopted for 2000, multiplied by the percentage prescribed for each municipality.

- a) les revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000;
- b) les revenus estimatifs de chacune des municipalités démembrées tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000, multipliés par le pourcentage prescrit pour chaque municipalité.

Surplus or
operating
deficit for
2001

19.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the *Municipal Act*, the surplus for which allowance is to be made by the town for 2001 or the operating deficit to be provided for by the town for 2001, as the case may be, shall be determined as follows:

1. Subtract the total of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000 from the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000.
2. For each divided municipality, multiply the audited operating deficit or audited surplus, as the case may be, as of December 31, 2000 by the percentage prescribed for each municipality.
3. Add the results obtained for each divided municipality under paragraph 2 to get a total amount for all divided municipalities.
4. Add the total amounts obtained under paragraphs 1 and 3.

19.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la *Loi sur les municipalités*, l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la ville doit tenir compte pour 2001 est calculé comme suit :

1. Soustraire la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.
2. Pour chaque municipalité démembrée, multiplier le déficit de fonctionnement vérifié ou l'excédent vérifié, selon le cas, au 31 décembre 2000 par le pourcentage prescrit pour la municipalité.
3. Additionner les résultats obtenus pour chaque municipalité démembrée aux termes de la disposition 2 pour calculer le total de toutes les municipalités démembrées.
4. Additionner les totaux obtenus aux termes des dispositions 1 et 3.

Excédent ou
déficit de
fonctionne-
ment pour
2001

Payment of
damages to
employees

19.3 (1) If the town recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.

19.3 (1) Si la ville recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'employé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.

Versement de
dommages-
intérêts aux
employés

Same

(2) Subsection (1) also applies in respect of members of a municipal police force and persons deemed to be town employees for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act*, 1997.

(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres d'un corps de police municipal et des personnes réputées des employés de la ville pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*.

Idem

Conditions

(3) The town may impose conditions on the payment.

(3) La ville peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.

Conditions

Application

(4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.

(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouverts dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.

Application

(3) The Act is amended by adding the following section:

(3) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Interpreta-
tion

33.1 Nothing in sections 29 to 33 prevents a collective agreement between the town and

33.1 Les articles 29 à 33 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective

Interpréta-
tion

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

a bargaining agent that is made after the town or the bargaining agent gave notice to bargain under the *Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997*, the *Labour Relations Act, 1995*, the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* or the *Police Services Act* from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day before the effective date of that collective agreement.

(4) Section 34 of the Act is amended by adding the following subsection:

Limitation

(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000 the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (4), 6 (3) and 8 (3).

(5) Clause 37 (1) (c) of the Act is repealed.

CITY OF OTTAWA ACT, 1999

5. (1) The French version of the *City of Ottawa Act, 1999* is amended by striking out "cité d'Ottawa" and substituting "ville d'Ottawa" in the short title of the Act and in the definition of "cité" in section 1.

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

"passenger transportation system" means a system that provides, for compensation, transportation for passengers or passengers and freight in vehicles operated underground, on the ground or above the ground, but not in taxicabs. ("réseau de transport de passagers")

(3) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Interpreta-
tion

(2) In this Act, expressions relating to sewage, sewer systems, land drainage and treatment works, including a capital improvement of any of them, have the same meaning as set out in section 73 of the *Regional Municipalities Act*.

(4) Subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out "cité d'Ottawa" and substituting "ville d'Ottawa".

(5) Section 3 of the Act is amended by striking out "20" and substituting "21".

(6) Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out "20" and substituting "21".

(7) The Act is amended by adding the following sections:

de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la ville et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public*, de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* ou de la *Loi sur les services policiers*.

(4) L'article 34 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (4), 6 (3) et 8 (3) après le 31 décembre 2000.

(5) L'alinéa 37 (1) c) de la Loi est abrogé.

LOI DE 1999 SUR LA CITÉ D'OTTAWA

5. (1) La version française de la *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa* est modifiée par substitution de «ville d'Ottawa» à «cité d'Ottawa» dans le titre abrégé de la Loi et dans la définition de «cité» à l'article 1.

(2) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«réseau de transport de passagers» Réseau qui assure, moyennant contrepartie, le transport de passagers seulement ou de passagers et de marchandises par voie souterraine, par voie de surface ou par voie surélevée dans des véhicules autres que des taxis. («passenger transportation system»)

(3) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Dans la présente loi, les termes se rapportant aux eaux d'égout, aux réseaux d'égouts, aux eaux d'écoulement et aux ouvrages d'épuration, y compris les améliorations des immobilisations à leur égard, s'entendent au sens de l'article 73 de la *Loi sur les municipalités régionales*.

(4) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par substitution de «ville d'Ottawa» à «cité d'Ottawa».

(5) L'article 3 de la Loi est modifié par substitution de «21» à «20».

(6) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par substitution de «21» à «20».

(7) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Restriction

Interpréta-
tion

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Certain police powers	12.1 The city, and not the Ottawa Police Services Board, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the <i>Municipal Act</i> .	12.1 La cité, et non pas la Commission des services policiers d'Ottawa, peut adopter les règlements municipaux qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la <i>Loi sur les municipalités</i> .	Certains pouvoirs de police
Powers re homes	12.2 The city may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the <i>Homes for Retarded Persons Act</i> for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.	12.2 La cité peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agréées au sens de la <i>Loi sur les foyers pour déficients mentaux</i> en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.	Pouvoirs : foyers
Powers re parks, etc.	12.3 (1) The city may acquire land for public parks, <u>forests</u> , zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.	12.3 (1) La cité peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, <u>des forêts</u> , des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.	Pouvoirs : parcs
Same	(2) For the purposes described in subsection (1), the city has the powers of a board of park management under the <i>Public Parks Act</i> .	(2) Pour l'application du paragraphe (1), la cité possède les pouvoirs que la <i>Loi sur les parcs publics</i> attribue à une commission de gestion des parcs.	Idem
Land owned by conservation authorities	12.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the city under an agreement between the city and the conservation authority.	12.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la cité aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.	Biens-fonds appartenant aux offices de protection de la nature
Parks, etc.	(2) The city may establish, lay out, improve and maintain public parks, forests, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the <i>Public Parks Act</i> .	(2) La cité peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des forêts, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la <i>Loi sur les parcs publics</i> attribue aux commissions de gestion des parcs.	Parcs
Roads and traffic	(3) The city may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the <i>Highway Traffic Act</i> , and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the <i>Highway Traffic Act</i> .	(3) La cité peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous réserve du <i>Code de la route</i> , et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du <i>Code de la route</i> .	Routes et circulation
Tax exemption	(4) Despite any other Act, the city may by by-law exempt the land from municipal taxation while the land is managed and controlled by the city and is used for park purposes.	(4) Malgré toute autre loi, la cité peut, par règlement municipal, exonérer les biens-fonds des impôts municipaux pendant qu'ils sont gérés et contrôlés par la cité et sont utilisés aux fins d'un parc.	Exonération d'impôts
Same	(5) The exemption from taxes shall be deemed to have the same effect as an exemption from taxes under section 3 of the <i>Assessment Act</i> .	(5) L'exonération d'impôts est réputée avoir le même effet que celle prévue à l'article 3 de la <i>Loi sur l'évaluation foncière</i> .	Idem
Acquisition of land for commercial uses, etc.	12.5 (1) The city may pass by-laws for acquiring and expropriating land and selling or leasing land for the purpose of sites for commercial and institutional uses and related uses.	12.5 (1) La cité peut, par règlement municipal, acquérir et exproprier des biens-fonds ainsi que les vendre ou les donner à bail comme sites destinés à des fins commerciales ou institutionnelles ou à des fins connexes.	Acquisition de biens-fonds à des fins commerciales

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Conditions	(2) Clauses (a) to (c) of paragraph 57 of section 210 of the <i>Municipal Act</i> apply with necessary modifications to the city exercising its powers under subsection (1).	(2) Les alinéas a) à c) de la disposition 57 de l'article 210 de la <i>Loi sur les municipalités</i> s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la cité lorsqu'elle exerce les pouvoirs que lui attribue le paragraphe (1).	Conditions
Sale of liquor in parks	12.6 (1) The city may authorize a person to sell liquor, as defined in the <i>Liquor Licence Act</i> , in parks that belonged to The Regional Municipality of Ottawa-Carleton on December 31, 2000 and may impose such conditions as the city considers appropriate.	12.6 (1) La cité peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> , dans les parcs qui appartenaient à la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Vente d'alcool dans les parcs
Restriction	(2) The power of the city is subject to the <i>Liquor Licence Act</i> .	(2) Le pouvoir de la cité est assujetti à la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> .	Restriction
By-laws re street vending	12.7 (1) The city may pass by-laws, (a) designating all or any part of a highway under its jurisdiction, including the sidewalk portion, as a removal zone; (b) designating all highways under its jurisdiction in any area as a removal zone; (c) prohibiting the placing, stopping or parking in a removal zone of any object or vehicle used to sell or offer for sale goods or refreshments; (d) designating spaces in removal zones in which, despite clause (c), goods or refreshments may be sold or offered for sale; and (e) establishing a permit system granting the exclusive use of any designated space to the owner of an object or vehicle used to sell goods or refreshments.	12.7 (1) La cité peut, par règlement municipal : a) désigner comme zone d'enlèvement tout ou partie d'une voie publique relevant de sa compétence, y compris les trottoirs; b) désigner comme zone d'enlèvement la totalité des voies publiques relevant de sa compétence dans quelque secteur que ce soit; c) interdire l'installation, l'arrêt ou le stationnement dans une zone d'enlèvement de tout objet ou véhicule servant à la vente ou à la mise en vente de marchandises ou de rafraîchissements; d) désigner, dans les zones d'enlèvement, des espaces dans lesquels, malgré l'alinéa c), des marchandises ou des rafraîchissements peuvent être vendus ou mis en vente; e) établir un système d'octroi de licences accordant l'usage exclusif d'un espace désigné au propriétaire d'un objet ou d'un véhicule servant à la vente de marchandises ou de rafraîchissements.	Règlements municipaux : vente dans la rue
Contents of by-law	(2) A by-law passed under subsection (1) may, (a) prescribe the types of goods or refreshments that may be offered for sale or sold and the types of objects and vehicles permitted in the designated space which may be different for each designated space, and prohibit any type; (b) establish design criteria for the object or vehicle permitted in the designated space; (c) define "goods", "owner" and "refreshments"; and	(2) Un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (1) peut : a) prescrire les types de marchandises ou de rafraîchissements qui peuvent être mis en vente ou vendus, ainsi que les types d'objets et de véhicules autorisés dans l'espace désigné, lesquels peuvent varier d'un espace désigné à l'autre, et interdire quelque type que ce soit; b) fixer des critères de conception à l'égard des objets ou des véhicules autorisés dans l'espace désigné; c) définir «marchandises», «propriétaire» et «rafraîchissements»;	Contenu du règlement municipal

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)**Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

	(d) exempt any type of vendor from all or part of the by-law.	d) soustraire quelque type de vendeur que ce soit à l'application de tout ou partie du règlement municipal.	
Permits	<p>(3) A by-law passed under subsection (1) may,</p> <p>(a) prescribe conditions for the issuance and continued use of a permit;</p> <p>(b) establish permit fees which may vary by location or type of goods sold;</p> <p>(c) fix the term of the permit which may vary with each permit;</p> <p>(d) provide for the issuance of identifying markers in connection with the permits and specifying the manner in which they are to be applied;</p> <p>(e) prohibit or restrict the transfer of permits;</p> <p>(f) establish the method of allocating designated spaces;</p> <p>(g) require that the applicant for a permit hold, or be eligible to hold, a valid licence for selling the goods or refreshments proposed to be sold from the designated space; and</p> <p>(h) regulate the hours of operation permitted under the permit, which may vary according to the location of the designated space.</p>	<p>(3) Un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (1) peut :</p> <p>a) prescrire les conditions de délivrance et d'utilisation des licences;</p> <p>b) fixer les droits rattachés aux licences, lesquels peuvent varier selon le lieu ou le type de marchandises vendues;</p> <p>c) fixer la durée des licences, laquelle peut varier d'une licence à l'autre;</p> <p>d) prévoir la délivrance de marques d'identification relativement aux licences et préciser la manière dont il faut les apposer;</p> <p>e) interdire ou restreindre le transfert de licences;</p> <p>f) fixer la méthode à utiliser pour attribuer les espaces désignés;</p> <p>g) exiger que l'auteur d'une demande de licence soit titulaire d'un permis valide l'autorisant à vendre les marchandises ou les rafraîchissements qu'il se propose de vendre à partir de l'espace désigné, ou qu'il réponde aux critères d'admissibilité à un tel permis;</p> <p>h) réglementer les heures d'activité autorisées en vertu de la licence, lesquelles peuvent varier selon l'emplacement de l'espace désigné.</p>	Licences
Power to suspend, etc., street vending permit	12.8 (1) The city council or a committee of council may suspend or revoke a permit issued under section 12.7 if the conditions for its issuance or use are not complied with or for any other reason which the by-law may specify.	12.8 (1) Le conseil municipal ou un de ses comités peut suspendre ou révoquer toute licence délivrée en vertu de l'article 12.7 si les conditions de sa délivrance ou de son utilisation ne sont pas respectées, ou pour tout autre motif que précise le règlement municipal.	Suspension ou révocation des licences
Hearing	(2) Before suspending or revoking a permit, the council or committee shall give the permit holder an opportunity to be heard.	(2) Avant de suspendre ou de révoquer une licence, le conseil ou le comité donne à son titulaire la possibilité d'être entendu.	Audience
Refund	(3) If a permit is revoked under subsection (1), that part of the fee paid for the permit proportionate to the unexpired part of the term for which the permit was granted shall be refunded to the permit holder.	(3) En cas de révocation d'une licence en vertu du paragraphe (1), la fraction des droits acquittés pour son obtention, proportionnelle à la partie non expirée de la durée pour laquelle elle a été accordée, est remboursée au titulaire.	Remboursement
Special circumstances	(4) A municipal official named in the by-law may suspend, without holding a hearing, the designation of all or part of a removal zone, the designation of a space or the operation of a permit for such time and subject to such conditions as the by-law may permit due to,	(4) Le fonctionnaire municipal nommé dans le règlement municipal peut, sans tenir d'audience, suspendre la désignation de tout ou partie d'une zone d'enlèvement, la désignation d'un espace ou l'application d'une licence pour la durée et sous réserve des conditions qu'autorise le règlement municipal, pour l'un ou l'autre des motifs suivants :	Circonstances particulières

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

	<p>(a) the holding of special events;</p> <p>(b) the construction, maintenance or repair of any highway;</p> <p>(c) the installation, maintenance or repair of public utilities and services; or</p> <p>(d) matters relating to pedestrian, vehicular or public safety.</p>	<p>a) la tenue d'activités spéciales;</p> <p>b) la construction, l'entretien ou la réparation d'une voie publique;</p> <p>c) la mise en place, l'entretien ou la réparation de services publics;</p> <p>d) des questions touchant à la sécurité des piétons, des véhicules ou du public.</p>	
Duration	<p>(5) A suspension under subsection (4) shall not exceed four weeks from the date of suspension.</p>	<p>(5) La durée d'une suspension visée au paragraphe (4) ne doit pas dépasser quatre semaines.</p>	Durée
Inspection, removal re street vending	<p>12.9 (1) Any peace officer authorized by by-law to enforce a by-law passed under section 12.7 or 12.8 who has reason to believe that any object or vehicle is placed, stopped or parked in a designated space or in a removal zone in contravention of the by-law,</p> <p>(a) may, upon producing appropriate identification, require that a valid permit be produced for reasonable inspection; and</p> <p>(b) if no valid permit is produced, may, after informing the person, if any, in charge of the object or vehicle that it is in a removal zone or designated space contrary to the by-law and upon giving a receipt for it to that person, cause the object or vehicle to be moved and stored in a suitable place.</p>	<p>12.9 (1) Tout agent de la paix autorisé, par règlement municipal, à exécuter un règlement municipal adopté en vertu de l'article 12.7 ou 12.8 et qui a des motifs de croire qu'un objet ou un véhicule est installé, arrêté ou stationné dans un espace désigné ou dans une zone d'enlèvement en contravention avec le règlement municipal peut :</p> <p>a) sur présentation d'une pièce d'identité appropriée, exiger la production d'une licence valide en vue de procéder à une inspection raisonnable;</p> <p>b) si aucune licence valide n'est produite, faire enlever l'objet ou le véhicule et le faire remiser dans un lieu convenable, après avoir informé la personne responsable de l'objet ou du véhicule, s'il y en a une, que celui-ci se trouve dans une zone d'enlèvement ou dans un espace désigné en contravention avec le règlement municipal et après lui avoir remis un récépissé à cet effet.</p>	Inspection et enlèvement : vente dans la rue
Lien	<p>(2) Subject to subsections (3) and (4), all costs and charges for the removal, care and storage of any object or vehicle under the by-law are a lien upon it which may be enforced by the city in the manner provided by the <i>Repair and Storage Liens Act</i>.</p>	<p>(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), les frais engagés pour l'enlèvement, la garde et le remisage de tout objet ou véhicule en vertu du règlement municipal constituent un privilège sur celui-ci que la cité peut réaliser de la manière prévue par la <i>Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs</i>.</p>	Privilège
Unclaimed objects	<p>(3) An object or vehicle removed and stored in accordance with subsection (1) and not claimed by the owner within 60 days is the property of the city and may be sold and the proceeds shall form part of the general funds of the city.</p>	<p>(3) Tout objet ou véhicule enlevé et remisé conformément au paragraphe (1) et qui n'est pas réclamé par son propriétaire dans les 60 jours devient la propriété de la cité et peut être vendu. Le produit de la vente est alors versé au fonds d'administration générale de la cité.</p>	Objets non réclamés
Perishable object	<p>(4) Despite subsection (3), any perishable object is the property of the city upon being moved from the removal zone or designated space in accordance with subsection (1) and may be destroyed or given to a charitable institution.</p>	<p>(4) Malgré le paragraphe (3), tout objet périssable devient la propriété de la cité dès qu'il est déplacé de la zone d'enlèvement ou de l'espace désigné conformément au paragraphe (1), et il peut être détruit ou donné à un établissement de bienfaisance.</p>	Objet périssable
Regulation of sewers, etc.	<p>12.10 (1) The city may pass by-laws for the maintenance and management of its sewers, sewer system, sewage works, treatment works and watercourses.</p>	<p>12.10 (1) La cité peut, par règlement municipal, traiter de l'entretien et de la gestion de ses égouts, de son réseau d'égouts, de ses</p>	Réglementation des égouts

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

		ouvrages d'égouts, de ses ouvrages d'épuration et de ses conduites d'eau.	
Scope of by-law	(2) The by-laws may regulate,	(2) Les règlements municipaux peuvent réglementer :	Portée du règlement municipal
	(a) the manner, extent and nature of the reception and disposal of sewage and land drainage from any person; and	a) le mode de réception et d'évacuation des eaux d'égout et des eaux d'écoulement de toute personne ainsi que l'étendue et la nature de cette réception et de cette évacuation;	
	(b) every other matter or thing related thereto that the city considers necessary and proper to secure for the inhabitants of the municipal area an adequate system of sewage and land drainage disposal.	b) toute autre question ou chose connexe que la cité estime nécessaire et opportune pour fournir aux habitants du secteur municipal un réseau adéquat d'évacuation des eaux d'égout et des eaux d'écoulement.	
Control of sewage	(3) The city may pass by-laws exercising its authority under paragraph 150 of section 210 of the <i>Municipal Act</i> in respect of any sewage which directly or indirectly enters into sewers or treatment works under the jurisdiction of the city.	(3) La cité peut, par règlement municipal adopté en vertu de la disposition 150 de l'article 210 de la <i>Loi sur les municipalités</i> , traiter des eaux d'égout qui pénètrent directement ou indirectement dans les égouts ou les ouvrages d'épuration qui relèvent de sa compétence.	Contrôle des eaux d'égout
Same	(4) The city may pass by-laws exercising its authority under subsections (1), (2) and (3) with respect to works owned or operated by or on behalf of any person, as if the works were city works.	(4) La cité peut, par règlement municipal adopté en vertu des paragraphes (1), (2) et (3), traiter des ouvrages dont est propriétaire ou qu'exploite qui que ce soit ou quelqu'un d'autre pour le compte de qui que ce soit, comme s'il s'agissait d'ouvrages de la cité.	Idem
By-laws re discharge	(5) The city may pass by-laws requiring a person,	(5) La cité peut, par règlement municipal, exiger d'une personne ce qui suit :	Règlements municipaux : eaux déversées
	(a) to install and maintain access openings, facilities, instruments or equipment suitable for the inspection and sampling of the discharge into any works owned or operated by or on behalf of the person; and	a) la mise en place et l'entretien d'ouvertures d'accès, d'installations, d'instruments ou de matériel propres à permettre l'inspection et l'échantillonnage des eaux déversées dans les ouvrages dont est propriétaire ou qu'exploite la personne ou quelqu'un d'autre pour son compte;	
	(b) to inspect and test the discharge in the manner and at the times required by the city and to provide to the city the results of the inspections and tests and such other information, which, in the opinion of the city, is necessary to properly monitor the discharge.	b) l'inspection et l'analyse des eaux déversées, de la manière et aux moments exigés par la cité, et la présentation à cette dernière des résultats des inspections et des analyses ainsi que de tous les autres renseignements qu'elle juge nécessaires à la surveillance adéquate des eaux déversées.	
By-laws re treatment pond	12.11 (1) The city may pass by-laws to regulate the operation and maintenance of a land drainage treatment pond owned or operated by or on behalf of any person.	12.11 (1) La cité peut, par règlement municipal, réglementer l'exploitation et l'entretien d'un bassin d'épuration des eaux d'écoulement dont est propriétaire ou qu'exploite qui que ce soit ou quelqu'un d'autre pour le compte de qui que ce soit.	Règlements municipaux : bassin d'épuration
Definition	(2) In this section,	(2) La définition qui suit s'applique au présent article.	Définition
	"land drainage treatment pond" means a treatment work that has as its primary pur-	«bassin d'épuration des eaux d'écoulement» S'entend d'un ouvrage d'épuration dont le	

	pose the treatment of land drainage but does not include a treatment work the primary purpose of which is the collection and holding of land drainage.	but premier est d'épurer les eaux d'écoulement. Est toutefois exclu de la présente définition l'ouvrage d'épuration dont le but premier est de capter et de retenir ces eaux.	
Powers re works and watercourses	12.12 (1) No person shall enlarge, extend or alter any work or watercourse in the city that discharges into a city work or watercourse unless the person has the approval of the city to do so.	12.12 (1) Aucune personne ne doit agrandir, prolonger ou modifier dans la cité un ouvrage ou une conduite d'eau qui déverse ses eaux dans un ouvrage ou une conduite d'eau de la cité si ce n'est avec l'approbation de celle-ci.	Pouvoirs : ouvrages et conduites d'eau
Same	(2) The city may pass by-laws regulating the design, construction, operation and maintenance of works owned or operated by or on behalf of any person.	(2) La cité peut, par règlement municipal, réglementer la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien des ouvrages dont est propriétaire ou qu'exploite qui que ce soit ou quelqu'un d'autre pour le compte de qui que ce soit.	Idem
Waste management	12.13 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Ottawa-Carleton under section 150 of the <i>Regional Municipalities Act</i> as of December 31, 2000 without the consent of the city, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.	12.13 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton exerçait en application de l'article 150 de la <i>Loi sur les municipalités régionales</i> au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la cité, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.	Gestion des déchets
Exception	(2) Despite subsection (1), the consent of the city is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.	(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.	Exception
Same	(3) Despite subsection (1), the consent of the city is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.	(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire si le service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.	Idem
Appeal	(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the city fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.	(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la cité ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.	Appel
Same	(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.	(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Idem
Same	(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.	(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.	Idem
Confirmation by L.G. in C.	(7) Section 95 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> does not apply to a decision made under subsection (5).	(7) L'article 95 de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> ne	Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Waste
disposal

12.14 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide facilities for the receiving, dumping and disposing of waste in the municipal area without the consent of the city, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.

Appeal

(2) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the city fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.

Same

(3) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.

Same

(4) The decision of the Ontario Municipal Board is final.

Confirmation
by L.G. in C.


(5) Section 95 of the *Ontario Municipal Board Act* does not apply to a decision made under subsection (3).

Fluoridation
of water

12.15 (1) On and after January 1, 2001, the city may continue to fluoridate the water supply of those areas of the city to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000.



Agreements

(2) The city may enter into agreements with an adjoining municipality (including a regional municipality) in respect of the supply and distribution of water in the municipal area including the establishment, construction, maintenance, operation, improvement and the extension of waterworks systems and the financing thereof. 

Other powers

12.16 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the city to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act.

s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).

12.14 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des installations servant à recevoir, à déverser et à éliminer des déchets si ce n'est avec le consentement de la cité, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.

(2) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la cité ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.


(3) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

(4) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.

(5) L'article 95 de la *Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario* ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (3).

12.15 (1) À compter du 1^{er} janvier 2001, la cité peut continuer la fluoruration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la cité qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.



(2) La cité peut conclure des accords avec une municipalité contiguë, y compris une municipalité régionale, à l'égard de l'approvisionnement en eau et de la distribution de l'eau dans le secteur municipal, y compris à l'égard de l'établissement, de la construction, de l'entretien, de l'exploitation, de l'amélioration et du prolongement des réseaux d'adduction d'eau et du financement de ces activités. 

12.16 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la cité à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi.

Élimination
des déchets

Appel

Idem

Idem

Confirma-
tion du
lieutenant-
gouverneur
en conseil

Fluoruration
de l'eau

Accords

Autres
pouvoirs

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

PASSENGER TRANSPORTATION SYSTEM

RÉSEAU DE TRANSPORT DE PASSAGERS

Operation of a passenger transportation system	12.17 (1) Subject to the <i>Public Vehicles Act</i> , the city may establish, operate and maintain a passenger transportation system within the city, and between any point in the city and any point outside the city including any point outside Ontario.	12.17 (1) Sous réserve de la <i>Loi sur les véhicules de transport en commun</i> , la cité peut mettre sur pied, exploiter et entretenir un réseau de transport de passagers dans les limites de la cité ainsi qu'entre un point situé à l'intérieur de la cité et un point situé à l'extérieur, y compris à l'extérieur de l'Ontario.	Exploitation d'un réseau de transport de passagers
Same	(2) Without limiting subsection (1), the city may exercise its powers under that subsection with respect to private roads and ways and other structures and works.	(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), la cité peut exercer les pouvoirs que lui attribue ce paragraphe à l'égard des voies et chemins privés ainsi que d'autres constructions et ouvrages.	Idem
Agreements	(3) For the purpose of subsection (1), the city may enter into agreements with any person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford or a passenger transportation operator in Quebec), including agreements in respect of connecting or reciprocal passenger transportation systems, and the use of facilities, personnel or equipment.	(3) Pour l'application du paragraphe (1), la cité peut conclure des accords avec quiconque, notamment une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district, le comté d'Oxford et l'exploitant d'une entreprise de transport de passagers du Québec, y compris des accords portant sur la correspondance ou la réciprocité entre les réseaux de transport de passagers et l'utilisation des installations, du personnel et du matériel.	Accords
Fares	(4) The city may establish an appropriate fare structure for the use of the passenger transportation system and may provide for different levels of fares when a fare is paid on designated classes of transit vehicles.	(4) La cité peut fixer un barème de tarifs approprié pour l'utilisation du réseau de transport de passagers et prévoir des tarifs différents à l'égard de catégories désignées de véhicules de transport en commun.	Tarifs
Regulation of conduct	(5) The city may make by-laws, (a) governing the conduct of persons on a vehicle or on any land or structure used for or in connection with a passenger transportation system; and (b) requiring persons to prove, upon the request of a city employee, that they paid the required fare to use the passenger transportation system.	(5) La cité peut, par règlement municipal : a) régir la conduite des personnes dans un véhicule ou dans un bien-fonds ou une construction utilisé aux fins d'un réseau de transport de passagers ou relativement à celui-ci; b) exiger de personnes qu'elles prouvent, à la demande d'un employé de la cité, qu'elles ont acquitté le tarif exigé pour utiliser le réseau de transport de passagers.	Réglementation de la conduite des passagers
Enforcement	(6) An employee of the city may ask a person who is travelling on a vehicle of the passenger transportation system to leave the vehicle and may use reasonable force to remove the person from the vehicle if the employee has reason to believe that the person has not paid the required fare.	(6) Un employé de la cité peut demander à quiconque se trouve à bord d'un véhicule du réseau de transport de passagers de quitter le véhicule et utiliser toute force raisonnable pour l'en faire sortir s'il a des motifs de croire que la personne n'a pas acquitté le tarif exigé.	Exécution
Use of private roads, etc.	(7) The city may prohibit vehicles, conveyances, persons and animals from using any private road or way established by the city primarily for the use of transit vehicles and it may regulate the use of any such private road or way by vehicles, conveyances, persons and animals.	(7) La cité peut interdire et réglementer la circulation de véhicules, de moyens de transport, de personnes et d'animaux dans les voies ou chemins privés qu'elle a aménagés principalement à l'intention des véhicules de transport en commun.	Circulation dans des chemins privés
Exemption from payments	(8) The city is not required to make payments under section 27 of the <i>Assessment Act</i> with respect to land owned by the city and	(8) La cité n'est pas tenue d'effectuer les versements prévus par l'article 27 de la <i>Loi sur l'évaluation foncière</i> à l'égard des biens-	Exonération

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

used for the purposes of a passenger transportation system, including car yards or shops used in connection with the system.

fonds qui lui appartiennent et qui sont utilisés aux fins d'un réseau de transport de passagers, y compris les dépôts de véhicules et les ateliers de réparation utilisés relativement au réseau.

Same (9) Subsection (8) does not apply with respect to concessions operated, rented or leased in passenger transportation stations.

(9) Le paragraphe (8) ne s'applique pas à l'égard des concessions exploitées, louées ou prises à bail dans les gares du réseau de transport de passagers.

Idem

Restriction re operators 12.18 (1) The city may, by by-law, provide that no person shall operate a passenger transportation system in the city, or in an area of the city designated in the by-law, unless the person is authorized to do so under this section or by the city.

12.18 (1) La cité peut, par règlement municipal, prévoir que nul ne doit exploiter un réseau de transport de passagers dans la cité, ou dans un secteur de celle-ci que désigne le règlement municipal, à moins d'y être autorisé en vertu du présent article ou par la cité.

Restriction : exploitants

Exceptions (2) Subsection (1) does not apply with respect to the following types of passenger transportation systems:

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des genres suivants de réseaux de transport de passagers :

Exceptions

1. Buses used to transport pupils, including buses owned and operated by, or operated under a contract with, a school board, a private school or a charitable organization.
2. Railways operated by railway companies incorporated under a federal or provincial Act.
3. Ferries.
4. Aviation systems.

1. Les autobus utilisés pour transporter des élèves, y compris ceux dont est propriétaire et qu'exploite un conseil scolaire, une école privée ou un organisme de bienfaisance ou qui sont exploités conformément à un contrat conclu avec un tel conseil, une telle école ou un tel organisme.
2. Les chemins de fer exploités par des compagnies de chemin de fer constituées en personne morale sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale.
3. Les traversiers.
4. Les réseaux d'aviation.

Authorization (3) Subject to the *Municipal Franchises Act*, the city may authorize a person to operate a passenger transportation system in an area of the city designated in a by-law under subsection (1) and may impose conditions on the authorization.

(3) Sous réserve de la *Loi sur les concessions municipales*, la cité peut autoriser une personne à exploiter un réseau de transport de passagers dans un secteur de celle-ci que désigne un règlement municipal visé au paragraphe (1) et peut assortir l'autorisation de conditions.

Autorisation

Deemed by-law (4) On January 1, 2001, the city shall be deemed to have passed a by-law under subsection (1) designating the entire city as an area in which no person shall operate a passenger transportation system unless the person is authorized to do so under this section or by the city.

(4) Le 1^{er} janvier 2001, la cité est réputée avoir adopté un règlement municipal en vertu du paragraphe (1) désignant la cité entière comme secteur dans lequel nul ne doit exploiter un réseau de transport de passagers à moins d'y être autorisé en vertu du présent article ou par la cité.

Règlement municipal réputé adopté

Rights unaffected (5) Nothing in this section prevents a person from operating a passenger transportation system that is used to convey personal property and passengers from a point within an area designated in a by-law under subsection (1) to a point outside the area or from a point outside the area to a point inside the area.

(5) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher une personne d'exploiter un réseau de transport de passagers qui sert à transporter des biens meubles et des passagers entre un point situé dans un secteur désigné dans un règlement municipal visé au paragraphe (1) et un point situé à l'extérieur de celui-ci, ou inversement.

Droits

Same (6) Nothing in this section affects any rights existing on January 1, 1972 of a person

(6) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits que possédait le

Idem

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

licensed under the *Public Vehicles Act* to operate a passenger transportation system.

(8) The Act is amended by adding the following sections:

17.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the *Municipal Act*, the estimated revenue of the city for 2000 is the sum of the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000.

17.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the *Municipal Act*, the surplus for which allowance is to be made by the city for 2001 or the operating deficit to be provided for by the city for 2001, as the case may be, shall be determined by taking the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000 and subtracting the total of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000.

17.3 (1) If the city recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.

(2) Subsection (1) also applies in respect of members of the Ottawa Police Force and persons deemed to be city employees for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*.

(3) The city may impose conditions on the payment.

(4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.

(9) The Act is amended by adding the following section:

33.1 Nothing in sections 29 to 33 prevents a collective agreement between the city and a bargaining agent that is made after the city or the bargaining agent gave notice to bargain under the *Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997*, the *Labour Relations Act, 1995*, the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* or the *Police Services Act* from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day before the effective date of that collective agreement.

1^{er} janvier 1972 l'exploitant d'un réseau de transport de passagers titulaire d'un permis délivré en vertu de la loi intitulée *Public Vehicles Act*.

(8) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

17.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la *Loi sur les municipalités*, les revenus estimatifs de la cité pour 2000 correspondent à la somme des revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000.

17.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la *Loi sur les municipalités*, l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la cité doit tenir compte pour 2001 est calculé en soustrayant la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.

17.3 (1) Si la cité recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'employé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.

(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres du corps de police d'Ottawa et des personnes réputées des employés de la cité pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*.

(3) La cité peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.

(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouvrés dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.

(9) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

33.1 Les articles 29 à 33 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la cité et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public*, de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* ou de la *Loi sur les services policiers*.

Plafond
d'emprunt
pour 2001

Excédent ou
déficit de
fonctionne-
ment pour
2001

Versement de
dommages-
intérêts aux
employés

Idem

Conditions

Application

Interpréta-
tion

Borrowing
limit for
2001

Surplus or
operating
deficit for
2001

Payment of
damages to
employees

Same

Conditions

Application

Interpreta-
tion

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

(10) Section 34 of the Act is amended by adding the following subsection:

(10) L'article 34 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Limitation

(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000, the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (5), 7 (4) and 9 (2).

Restriction

(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (5), 7 (4) et 9 (2) après le 31 décembre 2000.

(11) Clause 37 (1) (b) of the Act is repealed.

(11) L'alinéa 37 (1) b) de la Loi est abrogé.

PART II OTHER AMENDMENTS

PARTIE II AUTRES MODIFICATIONS

ASSESSMENT ACT

LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE

6. Section 15 of the *Assessment Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 43, Schedule G, section 18, is amended by adding "and, for the purpose of section 18 of that Act, the Minister may establish different dates for different municipalities" at the end.

6. L'article 15 de la *Loi sur l'évaluation foncière*, tel qu'il est réédité par l'article 18 de l'annexe G du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par adjonction de «et, pour l'application de l'article 18 de cette loi, le ministre peut fixer des dates différentes pour des municipalités différentes» à la fin de l'article.

BUILDING CODE ACT, 1992

LOI DE 1992 SUR LE CODE DU BÂTIMENT

7. Subsection 3 (7) of the *Building Code Act, 1992* is amended by striking out "except The Regional Municipality of Sudbury and The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk".

7. Le paragraphe 3 (7) de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* est modifié par suppression de «, sauf celles de Sudbury et de Haldimand-Norfolk».

CONSERVATION AUTHORITIES ACT

LOI SUR LES OFFICES DE PROTECTION DE LA NATURE

8. Subsection 6 (4) of the *Conservation Authorities Act* is repealed.

8. Le paragraphe 6 (4) de la *Loi sur les offices de protection de la nature* est abrogé.

CONSOLIDATED HEARINGS ACT

LOI SUR LA JONCTION DES AUDIENCES

9. The Schedule to the *Consolidated Hearings Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 63 and 1997, chapter 26, Schedule, is further amended by striking out "Regional Municipality of Ottawa-Carleton Act, subsection 53 (9)".

9. L'annexe de la *Loi sur la jonction des audiences*, telle qu'elle est modifiée par l'article 63 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'annexe du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifiée de nouveau par suppression de «Loi sur la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, paragraphe 53 (9)».

COUNTY OF OXFORD ACT

LOI SUR LE COMTÉ D'OXFORD

10. Subsection 29 (2) of the *County of Oxford Act* is repealed and the following substituted:

10. Le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur le comté d'Oxford* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Adding or
removing
roads

(2) The County Council may by by-law add roads to or remove roads from the county road system, including such boundary line roads or portions thereof between the County and an adjoining county or regional municipality or the Town of Norfolk as may be agreed upon between the County Council and the council of the adjoining county or regional municipality or of the Town.

Ajout ou re-
tranchement
de routes

(2) Le conseil de comté peut, par règlement municipal, ajouter des routes au réseau routier de comté ou en retrancher du réseau, y compris les routes de démarcation ou les sections de celles-ci qui servent de frontières entre le comté et un comté ou une municipalité régionale contigus ou la ville de Norfolk et dont conviennent le conseil de comté et le conseil de ce comté ou de cette municipalité régionale contigu ou de cette ville.

EDUCATION ACT

11. (1) Clause 17 (1) (c) of the *Education Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 31, section 9, is repealed and the following substituted:

- (c) reference to a county or a board in the terms and conditions of the gift or bequest is no longer appropriate because the county or board no longer exists; or

(2) Clause 190 (10) (b) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 31, section 96, is repealed and the following substituted:

- (b) in a municipality that is not in a territorial district is 48 kilometres or more.

FRENCH LANGUAGE SERVICES ACT

12. The French version of the Schedule to the *French Language Services Act*, as amended by Ontario Regulation 407/94 and the Statutes of Ontario, 1997, chapter 26, Schedule, and 1999, chapter 14, Schedule F, section 4, is further amended by striking out “Cité d’Ottawa” and substituting “Ville d’Ottawa” and by striking out “Cité du Grand Sudbury” and substituting “Ville du Grand Sudbury”.

GREATER TORONTO SERVICES BOARD ACT,
1998

13. (1) The definition of “member municipality” in subsection 1 (1) of the *Greater Toronto Services Board Act*, 1998 is amended by striking out “other than a lower-tier municipality that forms part of The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth”.

(2) The definition of “participating municipality” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out “The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth” and substituting “the City of Hamilton”.

(3) The definition of “regional transit area” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out “The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth” and substituting “the City of Hamilton”.

(4) Clause 4 (a) of the Act is amended by striking out “other than The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth”.

(5) Clause 4 (d) of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) the mayor of the City of Hamilton; and

LOI SUR L'ÉDUCATION

11. (1) L'alinéa 17 (1) c) de la *Loi sur l'éducation*, tel qu'il est modifié par l'article 9 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) la référence à un comté ou à un conseil dans les conditions du don ou du legs n'est plus pertinente parce que le comté ou le conseil n'existe plus;

(2) L'alinéa 190 (10) b) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 96 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) dans une municipalité qui n'est pas située dans un district territorial à au moins 48 kilomètres.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

12. La version française de l'annexe de la *Loi sur les services en français*, telle qu'elle est modifiée par le Règlement de l'Ontario 407/94, par l'annexe du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1997 et par l'article 4 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifiée de nouveau par substitution de «Ville d'Ottawa» à «Cité d'Ottawa» et de «Ville du Grand Sudbury» à «Cité du Grand Sudbury».

LOI DE 1998 SUR LA COMMISSION
DES SERVICES DU GRAND TORONTO

13. (1) La définition de «municipalité membre» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de 1998 sur la Commission des services du grand Toronto* est modifiée par suppression de «, à l'exception d'une municipalité de palier inférieur qui fait partie de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(2) La définition de «municipalité participante» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par suppression de «Hamilton-Wentworth» et par insertion de «, la cité de Hamilton» après «York».

(3) La définition de «secteur régional de transport en commun» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par substitution de «la cité de Hamilton» à «la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(4) L'alinéa 4 a) de la Loi est modifié par suppression de «, à l'exception de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(5) L'alinéa 4 d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) le maire de la cité de Hamilton;

(6) Section 5 of the Act is amended by striking out "The chair of the council of The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth" and substituting "The mayor of the City of Hamilton".

(7) Subsection 6 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) The representation principles referred to in subsection (2) are the following:

1. For each participating municipality that is a regional municipality, the total votes of the members of the Board representing the regional municipality and the members of the Board representing the lower-tier municipalities of the regional municipality must, as near as is practical, be in the same proportion to the total votes of all the members of the Board, other than the mayor of the City of Hamilton, as the population of the regional municipality is to the total population of the participating municipalities.
2. The total votes of the members of the Board representing the City of Toronto must, as near as is practical, be in the same proportion to the total votes of all the members of the Board, other than the mayor of the City of Hamilton, as the population of the City of Toronto is to the total population of the participating municipalities, other than the City of Hamilton.
3. Each member municipality must be represented by at least one member of the Board.
4. Each member of the Board must have at least one vote.
5. There must be at least one member of the Board representing the City of Hamilton.
6. The total votes of the members representing the City of Hamilton must be four or such greater number as is necessary to ensure that the total votes of such members is not less than half of the total votes of the members of the Board representing one of the regional municipalities and its lower-tier municipalities.

(6) L'article 5 de la Loi est modifié par substitution de «Le maire de la cité de Hamilton» à «Le président du conseil de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(7) Le paragraphe 6 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Les principes de représentation visés au paragraphe (2) sont les suivants :

1. Pour chaque municipalité participante qui est une municipalité régionale, le rapport existant entre le nombre total de voix dont disposent les membres de la Commission qui représentent la municipalité régionale et ceux qui représentent les municipalités de palier inférieur de celle-ci et le nombre total de voix dont disposent l'ensemble des membres de la Commission, à l'exception du maire de la cité de Hamilton, correspond, dans la mesure du possible, à celui qui existe entre la population de la municipalité régionale et la population totale des municipalités participantes.
2. Le rapport existant entre le nombre total de voix dont disposent les membres de la Commission qui représentent la cité de Toronto et le nombre total de voix dont disposent l'ensemble des membres de la Commission, à l'exception du maire de la cité de Hamilton, correspond, dans la mesure du possible, à celui qui existe entre la population de la cité de Toronto et la population totale des municipalités participantes, à l'exception de la cité de Hamilton.
3. Chaque municipalité membre est représentée par au moins un membre à la Commission.
4. Chaque membre de la Commission dispose d'au moins une voix.
5. La cité de Hamilton est représentée par au moins un membre à la Commission.
6. Le nombre total de voix dont disposent les membres qui représentent la cité de Hamilton correspond à quatre ou au nombre plus élevé nécessaire pour assurer que le nombre total de voix dont disposent ces membres ne soit pas inférieur à la moitié du nombre total de voix dont disposent les membres de la Commission qui représentent une des municipalités régionales et ses municipalités de palier inférieur.

Representa-
tion
principles

Principes de
représenta-
tion

(8) Subsection 14 (1) of the Act is amended by striking out "The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth" and substituting "the City of Hamilton".

(9) Clause 42 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

(c) the mayor of the City of Hamilton; and

(10) Clauses 42 (2) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

(a) the mayors of the City of Toronto and the City of Hamilton;

(b) the chairs of the councils of the regional municipalities of Durham, Halton, Peel and York; and

(11) Paragraph 1 of subsection 42 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

1. A substitute for the mayor of the City of Toronto or the City of Hamilton must be a member of the council of the respective city.

(12) Paragraph 2 of subsection 42 (4) of the Act is amended by striking out "other than The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth".

(13) Paragraph 3 of subsection 42 (4) of the Act is repealed.

(14) Section 44 of the Act is repealed and the following substituted:

44. The mayor of the City of Hamilton shall remain a member of GT Transit after ceasing to be the mayor of the city until the new mayor begins to hold that office.

(15) Paragraph 2 of subsection 45 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

2. If the chair is the mayor of the City of Hamilton, the council of the city shall, by by-law, appoint a member of the council as a member of GT Transit.

(16) Subsection 48 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) The council of the City of Hamilton may pass by-laws for paying remuneration to the mayor of the city for the discharge of his

(8) Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par substitution de «la cité de Hamilton» à «la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(9) L'alinéa 42 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) le maire de la cité de Hamilton;

(10) Les alinéas 42 (2) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) les maires de la cité de Toronto et de la cité de Hamilton;

b) les présidents des conseils des municipalités régionales de Durham, de Halton, de Peel et de York;

(11) La disposition 1 du paragraphe 42 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. La personne qui remplace le maire de la cité de Toronto ou de la cité de Hamilton doit être membre du conseil municipal en cause.

(12) La disposition 2 du paragraphe 42 (4) de la Loi est modifiée par suppression de «, à l'exception de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(13) La disposition 3 du paragraphe 42 (4) de la Loi est abrogée.

(14) L'article 44 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

44. Le maire de la cité de Hamilton demeure membre du Réseau GT après qu'il cesse d'occuper sa charge de maire, et ce jusqu'à ce que son successeur commence à l'occuper à sa place.

(15) La disposition 2 du paragraphe 45 (8) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Si le président est maire de la cité de Hamilton, le conseil de celle-ci nomme, par règlement municipal, un de ses membres à titre de membre du Réseau GT.

(16) Le paragraphe 48 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le conseil de la cité de Hamilton peut, par règlement municipal, prévoir le versement d'une rémunération au maire à l'égard

Mayor of
Hamilton
continuing
on GT
Transit

Maire de
Hamilton :
maintien des
fonctions

Same, mayor
of Hamilton

Idem, maire
de Hamilton

Other Amendments

Autres modifications

or her duties under this Act as a member of GT Transit.

(17) The Table to the Act is amended by striking out “Hamilton-Wentworth, Regional Municipality of” at the end of the first column and substituting “Hamilton, City of”.

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT

14. (1) Clause (c) of the definition of “board of health” in subsection 1 (1) of the *Health Protection and Promotion Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 30, Schedule D, section 1, is repealed and the following substituted:

- (c) a regional corporation or a city that, under the Act establishing or continuing the regional corporation or city, has the powers, rights and duties of a local board of health or of a board of health, and

(2) Clause 49 (9) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

- (c) a regional corporation or a city that, under the Act establishing or continuing the regional corporation or city, has the powers, rights and duties of a local board of health or of a board of health.

(3) Section 55 of the Act is repealed and the following substituted:

55. Sections 52 to 54 and 56 to 59 do not apply to a regional corporation or a city that, under the Act establishing or continuing the regional corporation or city, has the powers, rights and duties of a local board of health or of a board of health.

(4) Subclause 96 (5) (d) (vii) of the Act is repealed and the following substituted:

- (vii) a regional corporation or a city that, under the Act establishing or continuing the regional corporation or city, has the powers, rights and duties of a local board of health or of a board of health.

MUNICIPAL ACT

15. (1) Subsection 1 (2) of the *Municipal Act* is amended by striking out “or The Regional Municipality of Sudbury” at the end and substituting “and is not the City of Greater Sudbury”.

(2) Section 6 of the Act is repealed and the following substituted:

de l'exercice des fonctions que lui attribue la présente loi à titre de membre du Réseau GT.

(17) Le tableau de la Loi est modifié par substitution de «Hamilton, cité de» à «Hamilton-Wentworth, municipalité régionale de» à la fin de la première colonne.

LOI SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

14. (1) L'alinéa c) de la définition de «conseil de santé» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, tel qu'il est modifié par l'article 1 de l'annexe D du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) la municipalité régionale ou la cité qui, aux termes de la loi qui la crée ou la maintient, possède les pouvoirs, les droits et les obligations d'un conseil local de santé ou d'un conseil de santé,

(2) L'alinéa 49 (9) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) à la municipalité régionale ou à la cité qui, aux termes de la loi qui la crée ou la maintient, possède les pouvoirs, les droits et les obligations d'un conseil local de santé ou d'un conseil de santé.

(3) L'article 55 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

55. Les articles 52 à 54 et 56 à 59 ne s'appliquent pas à une municipalité régionale ou à une cité qui, aux termes de la loi qui la crée ou la maintient, possède les pouvoirs, les droits et les obligations d'un conseil local de santé ou d'un conseil de santé.

(4) Le sous-alinéa 96 (5) d) (vii) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (vii) la municipalité régionale ou la cité qui, aux termes de la loi qui la crée ou la maintient, possède les pouvoirs, les droits et les obligations d'un conseil local de santé ou d'un conseil de santé.

LOI SUR LES MUNICIPALITÉS

15. (1) Le paragraphe 1 (2) de la *Loi sur les municipalités* est modifié par substitution de «et n'est pas la cité du Grand Sudbury» à «ou la municipalité régionale de Sudbury» à la fin du paragraphe.

(2) L'article 6 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

Non-application

Special Acts	<p>6. (1) In this section,</p> <p>“municipality” includes a regional and district municipality and the County of Oxford; (“municipalité”)</p> <p>“special Act” means an Act relating to a particular municipality. (“loi spéciale”)</p>	<p>6. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.</p> <p>«loi spéciale» Loi se rapportant à une municipalité donnée. («special Act»)</p> <p>«municipalité» S’entend en outre d’une municipalité régionale, d’une municipalité de district et du comté d’Oxford. («municipality»)</p>	Lois spéciales
Relationship between this Act and special Acts	<p>(2) Except where otherwise expressly or by necessary implication provided,</p> <p>(a) this Act does not limit or restrict the powers of a municipality under a special Act; and</p> <p>(b) a special Act does not limit or restrict the powers of a municipality under this Act.</p>	<p>(2) Sauf disposition prévoyant le contraire expressément ou par déduction nécessaire :</p> <p>a) la présente loi ne porte pas atteinte aux pouvoirs qu’une loi spéciale attribue à une municipalité;</p> <p>b) une loi spéciale ne porte pas atteinte aux pouvoirs que la présente loi attribue à une municipalité.</p>	Rapport entre la présente loi et les lois spéciales
Override	<p>(3) Despite subsection (2) and the sections set out in subsection (4), a municipality may exercise its powers under any of the following provisions to override a special Act even if the special Act is more specific and is enacted more recently than the provision:</p> <ol style="list-style-type: none"> Sections 13 to 13.2 (wards). Sections 26, 27 and 29 (council composition). Sections 209.1 to 209.6 (service migration). Section 210.4 (dissolution of local boards). Any other provision of an Act that provides, expressly or by necessary implication, that the provision or the exercise of power under the provision prevails over the special Act. 	<p>(3) Malgré le paragraphe (2) et les articles énoncés au paragraphe (4), une municipalité peut exercer les pouvoirs que lui confère n’importe laquelle des dispositions suivantes de façon à déroger à une loi spéciale même si celle-ci est plus spécifique et est édictée plus récemment que la disposition :</p> <ol style="list-style-type: none"> Les articles 13 à 13.2 (quartiers). Les articles 26, 27 et 29 (composition des conseils). Les articles 209.1 à 209.6 (migration des services). L’article 210.4 (dissolution de conseils locaux). Toute autre disposition d’une loi qui prévoit, expressément ou par déduction nécessaire, que la disposition ou l’exercice d’un pouvoir qu’elle confère l’emporte sur la loi spéciale. 	Dérogation
Provisions	<p>(4) The sections referred to in subsection (3) are section 124 of the <i>County of Oxford Act</i>, section 123 of the <i>District of Muskoka Act</i>, section 27 of the <i>City of Toronto Act</i>, 1997 (No. 1), section 120 of the <i>City of Toronto Act</i>, 1997 (No. 2), section 47 of the <i>Town of Haldimand Act</i>, 1999, section 37 of the <i>City of Hamilton Act</i>, 1999, section 38 of the <i>Town of Norfolk Act</i>, 1999, section 38 of the <i>City of Ottawa Act</i>, 1999, section 37 of the <i>City of Greater Sudbury Act</i>, 1999 and section 145 of the <i>Regional Municipalities Act</i>.</p>	<p>(4) Les articles visés au paragraphe (3) sont l’article 124 de la <i>Loi sur le comté d’Oxford</i>, l’article 123 de la <i>Loi sur le district de Muskoka</i>, l’article 27 de la <i>Loi de 1997 sur la cité de Toronto</i> (n° 1), l’article 120 de la <i>Loi de 1997 sur la cité de Toronto</i> (n° 2), l’article 47 de la <i>Loi de 1999 sur la ville de Haldimand</i>, l’article 37 de la <i>Loi de 1999 sur la cité de Hamilton</i>, l’article 38 de la <i>Loi de 1999 sur la ville de Norfolk</i>, l’article 38 de la <i>Loi de 1999 sur la cité d’Ottawa</i>, l’article 37 de la <i>Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury</i> et l’article 145 de la <i>Loi sur les municipalités régionales</i>.</p>	Dispositions
Exclusion	<p>(5) Subsection (3) does not apply if the special Act expressly or by necessary implication precludes the exercise of the power by provisions other than those set out in subsection (4).</p>	<p>(5) Le paragraphe (3) ne s’applique pas si la loi spéciale empêche l’exercice du pouvoir expressément ou par déduction nécessaire par des dispositions autres que celles énoncées au paragraphe (4).</p>	Exception

Other Amendments

Autres modifications

(3) Section 13.3 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 32, section 3, is repealed.

(4) The definition of "locality" in subsection 25.2 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule M, section 1 and amended by 1997, chapter 26, Schedule, is repealed and the following substituted:

"locality" means a geographic area, whether or not the area or any part of the area is situated in a municipality, but does not include area in a regional or district municipality, the City of Toronto, the City of Greater Sudbury, the City of Hamilton, the City of Ottawa, the Town of Haldimand, the Town of Norfolk or the County of Oxford. ("localité")

(5) The definition of "municipality" in subsection 25.2 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule M, section 1, and amended by 1997, chapter 26, Schedule, is repealed and the following substituted:

"municipality" means a county or a local municipality but does not include the City of Toronto, the City of Greater Sudbury, the City of Hamilton, the City of Ottawa, the Town of Haldimand, the Town of Norfolk or a local municipality that forms part of a regional or district municipality or the County of Oxford. ("municipalité")

(6) Subsection 25.3 (1) of the Act, as enacted by Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 5 is repealed and the following substituted:

Commission

(1) At the request of one of the following, the Minister may establish a commission on or before December 31, 2002 to develop a proposal for restructuring municipalities and unorganized territory in a locality or in such greater or lesser area as the Minister may prescribe:

1. A municipality in a locality.
2. At least 75 residents of the unorganized territory in the locality.

(7) Subsections 25.3 (1.1) and (1.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 5, are repealed.

(8) Subsection 117 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) L'article 13.3 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 3 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé.

(4) La définition de «localité» au paragraphe 25.2 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 1 de l'annexe M du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1996 et telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«localité» Région géographique, que celle-ci ou une partie de celle-ci soit située ou non dans une municipalité. La présente définition exclut toutefois une région située dans une municipalité régionale, une municipalité de district, la cité de Toronto, la cité du Grand Sudbury, la cité de Hamilton, la ville d'Ottawa, la ville de Haldimand, la ville de Norfolk ou le comté d'Oxford. («locality»)

(5) La définition de «municipalité» au paragraphe 25.2 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 1 de l'annexe M du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1996 et telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«municipalité» S'entend d'un comté ou d'une municipalité locale. La présente définition exclut toutefois la cité de Toronto, la cité du Grand Sudbury, la cité de Hamilton, la ville d'Ottawa, la ville de Haldimand, la ville de Norfolk et une municipalité locale qui fait partie d'une municipalité régionale, d'une municipalité de district ou du comté d'Oxford. («municipality»)

(6) Le paragraphe 25.3 (1) de la Loi, tel qu'il est réédicté par l'article 5 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le ministre peut, à la demande de la municipalité ou des résidents qui suivent, établir une commission au plus tard le 31 décembre 2002 pour élaborer une proposition aux fins de la restructuration des municipalités et du territoire non érigé en municipalité d'une localité ou de toute région plus grande ou petite que prescrit le ministre :

1. Une municipalité de la localité.
2. Au moins 75 résidents du territoire non érigé en municipalité de la localité.

(7) Les paragraphes 25.3 (1.1) et (1.2) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 5 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, sont abrogés.

(8) Le paragraphe 117 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Commission

Maximum
pension
benefit

(3) Despite any general or special Act, a municipality or local board shall not make a contribution for the provision of a pension with respect to an employee under an approved pension plan or under the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* that is in excess of an annual amount of 2 per cent of the employee's average annual earnings during the 60 consecutive months during which his or her earnings as an employee were highest multiplied by the number of years of his or her service up to 35 years and reduced in any year in which he or she is entitled to a pension under the Canada Pension Plan,

- (a) for the period from January 1, 1998 to December 31, 1998, by 0.7 per cent of the lesser of such average annual earnings or the average of the year's maximum pensionable earnings for the year in which he or she ceases to be employed by the municipality or local board and for each of the three preceding years multiplied by the number of years of his or her service after January 1, 1966 up to 35 years; and
- (b) on and after January 1, 1999, by 0.675 per cent of the lesser of such average annual earnings or the average of the year's maximum pensionable earnings for the year in which he or she ceases to be employed by the municipality or local board and for each of the four preceding years multiplied by the number of years of his or her service after January 1, 1966 up to 35 years.

(9) Subsection 206.1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 4, section 3, is amended by adding "or by an agreement under subsection (4) or (8)" after "Part X agreement" in the portion preceding clause (a) and by adding "or (8)" at the end of clause (b).

(10) Section 206.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 4, section 3, is amended by adding the following subsections:

(7) Municipalities may enter into and perform intermunicipal agreements to implement a Part X agreement.

Intermunicipal
agreements

Prestation
de retraite
maximale

(3) Malgré toute loi générale ou spéciale, la municipalité ou le conseil local ne doit pas verser de cotisations à un régime de retraite approuvé ou en application de la *Loi sur le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario*, si cela a pour effet d'offrir à un employé une pension qui dépasse la somme annuelle obtenue en multipliant 2 pour cent des gains annuels moyens de l'employé, au cours des 60 mois consécutifs pendant lesquels ses gains à titre d'employé étaient les plus élevés, par le nombre de ses années de service, jusqu'à concurrence de 35, et en déduisant de ce produit, chaque année où l'employé a droit à une pension dans le cadre du Régime de pensions du Canada :

- a) pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1998 et le 31 décembre 1998, le produit obtenu en multipliant 0,7 pour cent du moindre de ces gains annuels moyens ou de la moyenne du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension pour l'année où l'employé cesse d'être employé par la municipalité ou le conseil local et pour les trois années précédentes par le nombre de ses années de service postérieures au 1^{er} janvier 1966, jusqu'à concurrence de 35;
- b) à compter du 1^{er} janvier 1999, le produit obtenu en multipliant 0,675 pour cent du moindre de ces gains annuels moyens ou de la moyenne du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension pour l'année où l'employé cesse d'être employé par la municipalité ou le conseil local et pour les quatre années précédentes par le nombre de ses années de service postérieures au 1^{er} janvier 1966, jusqu'à concurrence de 35.

(9) Le paragraphe 206.1 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 3 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par adjonction de «ou une entente conclue en vertu du paragraphe (4) ou (8)» après «entente prévue à la partie X» dans le passage qui précède l'alinéa a) et par adjonction de «ou (8)» à la fin de l'alinéa b).

(10) L'article 206.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 3 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(7) Les municipalités peuvent conclure et exécuter des ententes intermunicipales pour mettre en oeuvre une entente prévue à la partie X.

Ententes
intermunicipales

Other Amendments

Autres modifications

Further agreements	(8) A municipality that has entered into a Part X agreement may enter into an agreement with one or more municipalities for the performance by the other municipality or municipalities of any of the functions given to the first municipality by the Part X agreement and the municipalities have the power to enter into and perform the agreement.	(8) Toute municipalité qui a conclu une entente prévue à la partie X peut conclure une entente avec une ou plusieurs autres municipalités en vue de l'exercice, par cette autre ou ces autres municipalités, de n'importe laquelle des fonctions que l'entente prévue à la partie X attribue à la première municipalité, et les municipalités ont le pouvoir de conclure et d'exécuter l'entente.	Autres ententes
Consent	(9) An agreement entered into under subsection (8) requires the Attorney General's written consent.	(9) L'entente conclue en vertu du paragraphe (8) nécessite le consentement écrit du procureur général.	Consentement
Extra-territorial effect	(10) The power to perform an agreement under subsection (8) may be exercised in an area outside the municipality's territorial limits.	(10) Le pouvoir d'exécution d'une entente conclue en vertu du paragraphe (8) peut être exercé dans un secteur situé en dehors des limites territoriales de la municipalité.	Effet extra-territorial
	(11) The Act is amended by adding the following section:	(11) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Separated municipalities	363.1 (1) In this section, "separated area" means all or part of a separated municipality which becomes part of an upper-tier municipality for municipal purposes; ("secteur séparé") "separated municipality" means a local municipality which is situated within a geographic county but does not form part of the county for municipal purposes. ("municipalité séparée")	363.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article. «municipalité séparée» Municipalité locale qui est située dans un comté géographique, mais qui ne fait pas partie du comté aux fins municipales. («separated municipality») «secteur séparé» Tout ou partie d'une municipalité séparée qui fait dorénavant partie d'une municipalité de palier supérieur aux fins municipales. («separated area»)	Municipalités séparées
Regulations	(2) If, as a result of an order under section 25.2 or 25.3, all or part of a separated municipality becomes part of an upper-tier municipality for municipal purposes on or after January 1, 2001, the Minister may make regulations establishing, or delegating to a municipality, the authority to establish tax ratios for the separated area that may be different from the tax ratios established by the upper-tier municipality for the rest of the upper-tier municipality.	(2) Si, par suite d'un arrêté ou d'un ordre visé à l'article 25.2 ou 25.3, tout ou partie d'une municipalité séparée fait dorénavant partie d'une municipalité de palier supérieur aux fins municipales le 1 ^{er} janvier 2001 ou par la suite, le ministre peut, par règlement, fixer, ou déléguer à une municipalité le pouvoir de fixer, des coefficients d'impôt applicables au secteur séparé qui peuvent être différents de ceux fixés par la municipalité de palier supérieur pour le reste de celle-ci.	Règlements
Content	(3) A regulation under subsection (2) may impose conditions on the delegation to the municipality of the authority to establish tax ratios for separated areas which may include, (a) the length of time the authority is delegated; (b) the dates by which the tax ratios must be set; (c) requiring the tax ratios differences between the separated area and the rest of the upper-tier municipality to be eliminated in a specified manner over a specified period;	(3) Les règlements prévus au paragraphe (2) peuvent assortir de conditions la délégation à la municipalité du pouvoir de fixer les coefficients d'impôt applicables aux secteurs séparés, notamment : a) la durée pendant laquelle le pouvoir est délégué; b) les dates limites auxquelles les coefficients d'impôt doivent être fixés; c) l'élimination obligatoire, sur une période et d'une manière déterminées, des différences entre les coefficients d'impôt applicables au secteur séparé et ceux applicables au reste de la municipalité de palier supérieur;	Contenu

- | | |
|--|--|
| <p>(d) the purposes for which the tax ratios for the separated area shall be used;</p> <p>(e) apportioning or determining the method of apportioning the general upper-tier levy and any special upper-tier levy that will be raised in the separated area between the separated area and the rest of the upper tier municipality;</p> <p>(f) varying the manner in which any tax-related authority of the upper-tier municipality under this Act and subsection 2 (3.1) of the <i>Assessment Act</i> applies in the separated area.</p> | <p>d) les fins auxquelles les coefficients d'impôt applicables au secteur séparé doivent être utilisés;</p> <p>e) la répartition ou l'établissement du mode de répartition, entre le secteur séparé et le reste de la municipalité de palier supérieur, de l'impôt général de palier supérieur et de tout impôt extraordinaire de palier supérieur qui seront recueillis dans le secteur séparé;</p> <p>f) la modification de la façon dont les pouvoirs que la présente loi et le paragraphe 2 (3.1) de la <i>Loi sur l'évaluation foncière</i> attribuent à la municipalité de palier supérieur en matière d'imposition s'appliquent dans le secteur séparé.</p> |
|--|--|

Scope

(4) A regulation under this section may be general or particular in its application and may be retroactive to a date not earlier than January 1 of the year in which the regulation was made.

Portée

(4) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et un effet rétroactif à une date qui ne peut être antérieure au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle ils sont pris.

**NIAGARA ESCARPMENT PLANNING AND
DEVELOPMENT ACT**

**LOI SUR LA PLANIFICATION ET
L'AMÉNAGEMENT DE L'ESCARPEMENT
DU NIAGARA**

16. (1) Paragraph 2 of subsection 5 (2) of the *Niagara Escarpment Planning and Development Act* is repealed and the following substituted:

16. (1) La disposition 2 du paragraphe 5 (2) de la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. The eight remaining members shall be appointed from a list containing the names of at least three persons submitted by the council of the City of Hamilton and the council of each county and regional municipality whose jurisdiction includes any part of the Niagara Escarpment Planning Area and one member shall be appointed from each list.

2. Les huit autres membres sont choisis à partir des listes qui renferment le nom d'au moins trois personnes et qui sont soumises par le conseil de la cité de Hamilton et par celui de chaque comté et municipalité régionale dont le territoire de compétence comprend une partie de la zone de planification de l'escarpement du Niagara. Un membre est choisi de chacune des listes.

(2) Subsection 21 (1) of the Act is amended by adding "or the council of a city outside of a county or regional municipality" at the end.

(2) Le paragraphe 21 (1) de la Loi est modifié par substitution de «, du conseil d'un comté ou du conseil d'une cité située à l'extérieur d'un comté ou d'une municipalité régionale» à «ou d'un comté» à la fin du paragraphe.

(3) Subsection 21 (2) of the Act is amended by striking out "of the regional municipality or county" and substituting "of the municipality".

(3) Le paragraphe 21 (2) de la Loi est modifié par substitution de «de la municipalité» à «de la municipalité régionale ou du comté».

NORTHERN SERVICES BOARDS ACT

17. The definition of "municipality" in section 34 of the *Northern Services Boards Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 16, section 10, is amended by striking out "and includes The Regional Municipality of Sudbury".

OTTAWA CONGRESS CENTRE ACT

18. (1) Clause 2 (3) (b) of the *Ottawa Congress Centre Act* is repealed and the following substituted:

- (b) not more than three shall be appointed by resolution of the council of the City of Ottawa.

(2) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out "The Regional Municipality of Ottawa-Carleton" and substituting "the City of Ottawa".

(3) Clause 6 (2) (f) of the Act is repealed and the following substituted:

- (f) to enter into agreements with the City of Ottawa for the use by the Centre of services, equipment and facilities of the City of Ottawa; and

(4) Subsection 7 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) The head office of the Centre shall be in the City of Ottawa.

(5) Subsection 10 (2) of the Act is repealed.

PAY EQUITY ACT

19. The definition of "geographic division" in subsection 1 (1) of the *Pay Equity Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 26, Schedule, is repealed and the following substituted:

"geographic division" means,

- (a) a county, territorial district or regional municipality described in the *Territorial Division Act*,
- (b) the City of Toronto,
- (c) the City of Hamilton,
- (d) the City of Ottawa,
- (e) the Town of Haldimand,
- (f) the Town of Norfolk, and

LOI SUR LES RÉGIES DES SERVICES PUBLICS DU NORD

17. La définition de «municipalité» à l'article 34 de la *Loi sur les régies des services publics du Nord*, telle qu'elle est édictée par l'article 10 du chapitre 16 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée par suppression de «S'entend en outre de la municipalité régionale de Sudbury.».

LOI SUR LE CENTRE DES CONGRÈS D'OTTAWA

18. (1) L'alinéa 2 (3) b) de la *Loi sur le Centre des congrès d'Ottawa* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) pas plus de trois sont nommés par résolution du conseil de la ville d'Ottawa.

(2) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution de «la ville d'Ottawa» à «la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton».

(3) L'alinéa 6 (2) f) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- f) de conclure avec la ville d'Ottawa des accords relatifs à l'utilisation par le Centre de services, de matériel et d'installations appartenant à cette cité;

(4) Le paragraphe 7 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le siège social du Centre est situé dans la ville d'Ottawa.

(5) Le paragraphe 10 (2) de la Loi est abrogé.

LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE

19. La définition de «zone géographique» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l'équité salariale*, telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«zone géographique» S'entend de ce qui suit :

- a) un comté, un district territorial ou une municipalité régionale mentionné dans la *Loi sur la division territoriale*;
- b) la cité de Toronto;
- c) la cité de Hamilton;
- d) la ville d'Ottawa;
- e) la ville de Haldimand;
- f) la ville de Norfolk;

Head office

Siège social

Other Amendments

Autres modifications

- (g) the combination of the Territorial District of Sudbury and the City of Greater Sudbury. ("zone géographique")

- g) la combinaison du district territorial de Sudbury et de la cité du Grand Sudbury. («géographique division»)

PLANNING ACT

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

20. Subsection 17 (2) of the *Planning Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 4, section 9, is amended by striking out "The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk", "The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth", and "The Regional Municipality of Ottawa-Carleton".

20. Le paragraphe 17 (2) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, tel qu'il est réédité par l'article 9 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par suppression de «de Haldimand-Norfolk», de «de Hamilton-Wentworth», et de «d'Ottawa-Carleton».

REGIONAL MUNICIPALITIES ACT

LOI SUR LES MUNICIPALITÉS RÉGIONALES

21. (1) The definitions of "Regional Act" and "regional municipality" in section 1 of the *Regional Municipalities Act* are repealed and the following substituted:

21. (1) Les définitions de «loi régionale» et de «Municipalité régionale» à l'article 1 de la *Loi sur les municipalités régionales* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

"Regional Act" means an Act establishing or continuing one of the regional municipalities of Durham, Halton, Niagara, Peel, Waterloo or York; ("loi régionale")

«loi régionale» Loi établissant ou maintenant une des municipalités régionales de Durham, de Halton, de Niagara, de Peel, de Waterloo ou de York. («Regional Act»)

"regional municipality" means the corporation of The Regional Municipality of Durham, The Regional Municipality of Halton, The Regional Municipality of Niagara, The Regional Municipality of Peel, The Regional Municipality of Waterloo or The Regional Municipality of York. ("municipalité régionale")

«municipalité régionale» La personne morale que constitue la municipalité régionale de Durham, la municipalité régionale de Halton, la municipalité régionale de Niagara, la municipalité régionale de Peel, la municipalité régionale de Waterloo ou la municipalité régionale de York. («regional municipality»)

(2) Subsection 4 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 10, is repealed.

(2) Le paragraphe 4 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 10 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(3) Subsection 6 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 14, section 1, is repealed and the following substituted:

(3) Le paragraphe 6 (4) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 1 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(4) This section does not apply to the regional municipalities of Halton and Waterloo and subsection (2) does not apply to The Regional Municipality of Niagara.

(4) Le présent article ne s'applique pas aux municipalités régionales de Halton et de Waterloo et le paragraphe (2) ne s'applique pas à la municipalité régionale de Niagara.

Non-application

(4) Subsection 7 (7) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 11, is repealed and the following substituted:

(4) Le paragraphe 7 (7) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 11 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(7) Subsection (4) does not apply to The Regional Municipality of Waterloo.

(7) Le paragraphe (4) ne s'applique pas à la municipalité régionale de Waterloo.

Non-application

(5) Subsection 9 (11) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 14, section 1, is repealed and the following substituted:

(5) Le paragraphe 9 (11) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 1 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(11) Subsections (1), (2) and (3) do not apply to the regional municipalities of Halton and Waterloo and subsections (6), (7), (8) and (9) do not apply to The Regional Municipality of Niagara and subsection (9) does not

(11) Les paragraphes (1), (2) et (3) ne s'appliquent pas aux municipalités régionales de Halton et de Waterloo, les paragraphes (6), (7), (8) et (9) ne s'appliquent pas à la municipalité régionale de Niagara et le paragraphe

Non-application

apply to The Regional Municipality of Waterloo.

(6) Subsection 12 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 13, is repealed.

(7) Subsection 21 (5) of the Act is amended by striking out "Ottawa-Carleton".

(8) Subsection 23 (12) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(12) Subsection (7) does not apply to the regional municipalities of Niagara and York.

(9) Subsection 29 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Application

(7) Subsections (3) and (4) apply only to The Regional Municipality of Niagara.

(10) Subsections 34 (11) and (12) of the Act are repealed.

(11) Subsection 34 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

Application

(13) Subsections (2), (3), (4) and (5) apply only to the regional municipalities of Halton and York.

(12) Subsection 35 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Application

(6) Subsections (2) and (3) apply only to The Regional Municipality of Waterloo.

(13) Subsection 35 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(8) Subsection (5) applies only to The Regional Municipality of Niagara.

(14) Subsection 39 (3) of the Act is repealed.

(15) Subsection 40 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

Application

(13) Subsections (8) and (9) apply only to The Regional Municipality of York and subsections (6) and (7) do not apply to that regional municipality.

(16) Subsection 44 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Application

(5) Subsection (3) applies only to The Regional Municipality of Halton.

(17) Subsections 46 (18), (19) and (20) of the Act are repealed and the following substituted:

(9) ne s'applique pas à la municipalité régionale de Waterloo.

(6) Le paragraphe 12 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 13 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(7) Le paragraphe 21 (5) de la Loi est modifié par suppression de « , d'Ottawa-Carleton ».

(8) Le paragraphe 23 (12) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(12) Le paragraphe (7) ne s'applique pas aux municipalités régionales de Niagara et de York.

(9) Le paragraphe 29 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

(7) Les paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent qu'à la municipalité régionale de Niagara.

(10) Les paragraphes 34 (11) et (12) de la Loi sont abrogés.

(11) Le paragraphe 34 (13) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

(13) Les paragraphes (2), (3), (4) et (5) ne s'appliquent qu'aux municipalités régionales de Halton et de York.

(12) Le paragraphe 35 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

(6) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent qu'à la municipalité régionale de Waterloo.

(13) Le paragraphe 35 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(8) Le paragraphe (5) ne s'applique qu'à la municipalité régionale de Niagara.

(14) Le paragraphe 39 (3) de la Loi est abrogé.

(15) Le paragraphe 40 (13) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

(13) Les paragraphes (8) et (9) ne s'appliquent qu'à la municipalité régionale de York et les paragraphes (6) et (7) ne s'y appliquent pas.

(16) Le paragraphe 44 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

(5) Le paragraphe (3) ne s'applique qu'à la municipalité régionale de Halton.

(17) Les paragraphes 46 (18), (19) et (20) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

*Other Amendments**Autres modifications*

Exception	<p>(18) Subsections (1) to (4) and (7) to (17) do not apply to the regional municipalities of Niagara, Waterloo and York.</p> <p>(18) Subsection 72 (1) of the Act is repealed and the following substituted:</p>	<p>(18) Les paragraphes (1) à (4) et (7) à (17) ne s'appliquent pas aux municipalités régionales de Niagara, de Waterloo et de York.</p> <p>(18) Le paragraphe 72 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	Exception
Application	<p>(1) This section applies only to the regional municipalities of Durham, Halton and Peel.</p> <p>(19) Subsection 74 (3) of the Act is repealed.</p> <p>(20) Section 74.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 14, is repealed.</p> <p>(21) Subsections 76 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:</p>	<p>(1) Le présent article ne s'applique qu'aux municipalités régionales de Durham, de Halton et de Peel.</p> <p>(19) Le paragraphe 74 (3) de la Loi est abrogé.</p> <p>(20) L'article 74.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 14 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.</p> <p>(21) Les paragraphes 76 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :</p>	Application
Works assumed	<p>(3) The works assumed are those designated and described in a by-law mentioned in subsection (1) or (2).</p> <p>(22) Subsection 76 (10) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 15, is repealed.</p> <p>(23) Subsections 76 (11) and (12) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 15, are repealed.</p> <p>(24) Sections 79.1 and 79.2 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 16, are repealed.</p> <p>(25) Subsection 80 (5) of the Act is repealed and the following substituted:</p>	<p>(3) Les ouvrages qui sont pris en charge sont ceux que désigne et décrit un règlement municipal visé au paragraphe (1) ou (2).</p> <p>(22) Le paragraphe 76 (10) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 15 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.</p> <p>(23) Les paragraphes 76 (11) et (12) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 15 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés.</p> <p>(24) Les articles 79.1 et 79.2 de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 16 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés.</p> <p>(25) Le paragraphe 80 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	Prise en charge des ouvrages
Exception	<p>(5) This section does not apply to The Regional Municipality of York.</p> <p>(26) Subsection 82 (5) of the Act is repealed and the following substituted:</p>	<p>(5) Le présent article ne s'applique pas à la municipalité régionale de York.</p> <p>(26) Le paragraphe 82 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	Exception
Application	<p>(5) This section applies only to The Regional Municipality of York.</p> <p>(27) Section 84.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 17, is repealed.</p> <p>(28) Subsection 86 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 15, section 29 and amended by 1994, chapter 1, section 18, is repealed.</p> <p>(29) Section 86.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 19, is repealed.</p> <p>(30) Subsection 88 (3) of the Act is repealed and the following substituted:</p>	<p>(5) Le présent article ne s'applique qu'à la municipalité régionale de York.</p> <p>(27) L'article 84.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 17 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.</p> <p>(28) Le paragraphe 86 (3) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 29 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 18 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.</p> <p>(29) L'article 86.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 19 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.</p> <p>(30) Le paragraphe 88 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	Application
Non-application	<p>(3) This section does not apply to The Regional Municipality of York.</p>	<p>(3) Le présent article ne s'applique pas à la municipalité régionale de York.</p>	Non-application

(31) Section 95 of the Act is amended by striking out "Ottawa-Carleton".

(32) Section 97 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 6, section 4, 1997, chapter 24, section 227 and 1999, chapter 12, Schedule M, section 31, is repealed.

(33) Section 98 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 89 and 1997, chapter 24, section 227, is repealed.

(34) Section 99 of the Act is repealed.

(35) Section 100 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 90 and 1997, chapter 24, section 227, is repealed.

(36) Subsection 108 (3) of the Act is repealed.

(37) Subsection 136 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule M, section 35 and 1996, chapter 32, section 85, is repealed and the following substituted:

Exception

- (2) Despite subsection (1),
- (a) subparagraph 69 iii of section 210 does not apply to the regional municipalities of Waterloo and York;
 - (b) paragraph 52 of section 207 applies to The Regional Municipality of York;
 - (c) section 257 applies to The Regional Municipality of Niagara; and
 - (d) for the purpose of exercising powers to pass by-laws licensing businesses under any Act, Part XVII.1 of the *Municipal Act* applies to the regional municipalities of Niagara, Waterloo and York and the Minister may make regulations under section 257.5 of that Act in relation to those powers.

(38) Subsection 136 (4) of the Act is amended by striking out "Ottawa-Carleton".

(39) Subsections 148 (4) and (5) of the Act are repealed.

(31) L'article 95 de la Loi est modifié par suppression de «d'Ottawa-Carleton».

(32) L'article 97 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 6 et l'article 227 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 1997 et par l'article 31 de l'annexe M du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé.

(33) L'article 98 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 89 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 227 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé.

(34) L'article 99 de la Loi est abrogé.

(35) L'article 100 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 90 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 227 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé.

(36) Le paragraphe 108 (3) de la Loi est abrogé.

(37) Le paragraphe 136 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 35 de l'annexe M du chapitre 1 et l'article 85 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

- (2) Malgré le paragraphe (1) :
- a) la sous-disposition 69 iii de l'article 210 ne s'applique pas aux municipalités régionales de Waterloo et de York;
 - b) la disposition 52 de l'article 207 s'applique à la municipalité régionale de York;
 - c) l'article 257 s'applique à la municipalité régionale de Niagara;
 - d) aux fins de l'exercice des pouvoirs d'adoption de règlements municipaux assujettissant des activités commerciales à l'obtention de permis aux termes d'une loi, la partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités* s'applique aux municipalités régionales de Niagara, de Waterloo et de York et le ministre peut prendre des règlements en application de l'article 257.5 de cette loi relativement à ces pouvoirs.

(38) Le paragraphe 136 (4) de la Loi est modifié par suppression de «d'Ottawa-Carleton».

(39) Les paragraphes 148 (4) et (5) de la Loi sont abrogés.

REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON ACT

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE
DE HALTON

22. Subsections 7 (2) and (3) of the *Regional Municipality of Halton Act* are repealed and the following substituted:

22. Les paragraphes 7 (2) et (3) de la *Loi sur la municipalité régionale de Halton* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

One vote

(2) Each member of the Regional Council has one vote.

(2) Chaque membre du conseil régional dispose d'une voix.

Voix unique

REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO ACT

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE
DE WATERLOO

23. (1) Section 3 of the *Regional Municipality of Waterloo Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 11, section 1, is repealed and the following substituted:

23. (1) L'article 3 de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo*, tel qu'il est réédité par l'article 1 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Composition
of councils

3. (1) The council of each area municipality shall be composed of a head of council, who shall be elected by a general vote of the electors of the area municipality and the following number of other members of council:

3. (1) Le conseil de chaque municipalité de secteur se compose d'un président du conseil, élu au scrutin général par les électeurs de la municipalité de secteur, et du nombre suivant de membres :

Composition
des conseils

1. The City of Cambridge - six members elected by wards, with one member being elected from each ward.
2. The City of Kitchener - six members elected by wards, with one member being elected from each ward.
3. The City of Waterloo - five members elected by wards, with one member being elected from each ward.
4. The Township of North Dumfries - four members elected by wards, with one member being elected from each ward.
5. The Township of Wilmot - four members elected by wards, with one member being elected from each ward.
6. The Township of Wellesley - four members elected by wards, with one member being elected from each ward.
7. The Township of Woolwich - four members elected by wards, with two members being elected from one ward and one member being elected from each of the two remaining wards.

1. Pour la cité de Cambridge - six membres élus par quartier, à raison de un par quartier.
2. Pour la cité de Kitchener - six membres élus par quartier, à raison de un par quartier.
3. Pour la cité de Waterloo - cinq membres élus par quartier, à raison de un par quartier.
4. Pour le canton de North Dumfries - quatre membres élus par quartier, à raison de un par quartier.
5. Pour le canton de Wilmot - quatre membres élus par quartier, à raison de un par quartier.
6. Pour le canton de Wellesley - quatre membres élus par quartier, à raison de un par quartier.
7. Pour le canton de Woolwich - quatre membres élus par quartier, à raison de deux pour un des quartiers et de un pour chacun des deux autres.

No board
of control

(2) No area municipality shall have a board of control.

(2) Les municipalités de secteur ne doivent pas avoir de comité de régie.

Comité de
régie

Woolwich

(3) For the purposes of paragraph 7 of subsection (1), the ward having two members is the same ward which, in the 1997 regular election, had three members.

(3) Pour l'application de la disposition 7 du paragraphe (1), le quartier qui compte deux membres est le même que celui qui en comptait trois lors de l'élection ordinaire de 1997.

Woolwich

(2) Sections 5 and 6 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997,

(2) Les articles 5 et 6 de la Loi, tels qu'ils sont réédités par les articles 2 et 3 respectivement du chapitre 11 des Lois de l'Ontario

chapter 11, sections 2 and 3, respectively, are repealed and the following substituted:

Composition
of Regional
Council

5. (1) The Regional Council shall be composed of,

- (a) a chair who shall be elected by general vote of all of the electors of all of the area municipalities;
- (b) the head of council of each area municipality;
- (c) two members elected by general vote of the electors of the City of Cambridge;
- (d) four members elected by general vote of the electors of the City of Kitchener; and
- (e) two members elected by general vote of the electors of the City of Waterloo.

Application

(2) Section 107 of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Council.

Elections

6. (1) Except as otherwise provided in this Part, the elections to the office of chair and of regional councillor (other than the head of council of an area municipality) shall be conducted in accordance with the *Municipal Elections Act, 1996* to be held concurrently with the regular election in the area municipalities.

Qualifica-
tions

(2) A person is qualified to hold office as chair or as regional councillor of the Regional Council if,

- (a) the person is entitled to be an elector under section 17 of the *Municipal Elections Act, 1996* for the election of members of the council of an area municipality; and
- (b) the person is not disqualified by this or any other Act from holding the office of chair or regional councillor, as the case may be.

Application

(3) Section 40 of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Council.

(3) Sections 6.1 and 6.2 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 11, section 3, are repealed and the following substituted:

Election of
chair

6.1 (1) For the purposes of electing the chair of the Regional Council,

- (a) the clerk of the Regional Corporation is the returning officer;
- (b) nominations shall be filed with the clerk of the Regional Corporation, who

de 1997, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

5. (1) Le conseil régional se compose des personnes suivantes :

- a) un président, élu au scrutin général par l'ensemble des électeurs de toutes les municipalités de secteur;
- b) le président du conseil de chaque municipalité de secteur;
- c) deux membres élus au scrutin général par les électeurs de la cité de Cambridge;
- d) quatre membres élus au scrutin général par les électeurs de la cité de Kitchener;
- e) deux membres élus au scrutin général par les électeurs de la cité de Waterloo.

Composition
du conseil
régional

(2) L'article 107 de la *Loi sur les municipalités* s'applique, avec les adaptations nécessaires, au conseil régional.

Application

6. (1) Sauf disposition contraire de la présente partie, l'élection au poste de président et à celui de conseiller régional, à l'exclusion du président du conseil d'une municipalité de secteur, se tient conformément à la *Loi de 1996 sur les élections municipales* et en même temps que l'élection ordinaire dans les municipalités de secteur.

Élections

(2) A les qualités requises pour occuper le poste de président ou de conseiller du conseil régional la personne qui :

Qualités
requises

- a) d'une part, a le droit, aux termes de l'article 17 de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, d'être électeur lors de l'élection des membres du conseil d'une municipalité de secteur;
- b) d'une part, n'est pas inhabile aux termes de la présente loi ou d'une autre loi à occuper le poste de président ou de conseiller régional, selon le cas.

(3) L'article 40 de la *Loi sur les municipalités* s'applique, avec les adaptations nécessaires, au conseil régional.

Application

(3) Les articles 6.1 et 6.2 de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 3 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1997, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

6.1 (1) Aux fins de l'élection du président du conseil régional :

Élection du
président

- a) le secrétaire de la Municipalité régionale est le directeur du scrutin;
- b) les déclarations de candidature sont déposées auprès du secrétaire de la Muni-

Other Amendments

Autres modifications

shall send the names of the candidates to the clerk of each area municipality by registered mail within 48 hours after the closing of nominations;

- (c) despite clause (a), the clerk of each area municipality is the returning officer for the vote to be recorded in the area municipality and shall promptly report the vote recorded to the clerk of the Regional Corporation who shall prepare the final summary and announce the result of the vote.

Election of
regional
councillor

(2) For the purpose of electing a regional councillor in an area municipality (other than the head of council of an area municipality),

- (a) the clerk of the Regional Corporation is the returning officer;
- (b) nominations shall be filed with the clerk of the Regional Corporation, who shall send the names of the candidates to the clerk of the area municipality by registered mail within 48 hours after the closing of nominations;
- (c) despite clause (a), the clerk of each area municipality is the returning officer for the vote to be recorded in the area municipality and shall promptly report the vote recorded to the clerk of the Regional Corporation who shall prepare the final summary and announce the result of the vote.

Oath,
declaration

(3) Every member of the Regional Council, before taking his or her seat, shall take an oath of allegiance in Form 1 of the *Municipal Act* and make a declaration of office in Form 3 of the *Municipal Act* using either the English or the French version of those forms and, in the case of the heads of council of the area municipalities, in those forms as modified appropriately.

Regulations

(4) Despite this Act or the *Municipal Elections Act, 1996*, the Minister may by regulation provide for those matters which, in the opinion of the Minister, are necessary or expedient to conduct the 2000 regular elections under the *Municipal Elections Act, 1996* in the Regional Area.

municipalité régionale, qui fait parvenir le nom des candidats au secrétaire de chaque municipalité de secteur, par courrier recommandé expédié dans les 48 heures qui suivent la clôture du dépôt des déclarations de candidature;

- c) malgré l'alinéa a), le secrétaire de chaque municipalité de secteur est le directeur du scrutin en ce qui a trait à l'enregistrement du vote dans la municipalité de secteur et communique promptement le vote enregistré au secrétaire de la Municipalité régionale, qui prépare les dernières compilations et annonce les résultats du vote.

(2) Aux fins de l'élection d'un conseiller régional dans une municipalité de secteur, à l'exclusion du président du conseil d'une telle municipalité :

- a) le secrétaire de la Municipalité régionale est le directeur du scrutin;
- b) les déclarations de candidature sont déposées auprès du secrétaire de la Municipalité régionale, qui fait parvenir le nom des candidats au secrétaire de la municipalité de secteur, par courrier recommandé expédié dans les 48 heures qui suivent la clôture du dépôt des déclarations de candidature;
- c) malgré l'alinéa a), le secrétaire de chaque municipalité de secteur est le directeur du scrutin en ce qui a trait à l'enregistrement du vote dans la municipalité de secteur et communique promptement le vote enregistré au secrétaire de la Municipalité régionale, qui prépare les dernières compilations et annonce les résultats du vote.

Élection
d'un
conseiller
régional

(3) Avant d'entrer en fonction, les membres du conseil régional prêtent le serment d'allégeance selon la formule 1 de la *Loi sur les municipalités* et font la déclaration selon la formule 3 de cette loi, en utilisant soit la version française, soit la version anglaise de ces formules. Le président du conseil d'une municipalité de secteur emploie ces formules telles qu'elles sont adaptées pour la circonstance.

Serment et
déclaration

(4) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, le ministre peut, par règlement, prévoir les questions qui, à son avis, sont nécessaires ou pertinentes pour la tenue, dans le secteur régional, des élections ordinaires de 2000 prévues par la *Loi de 1996 sur les élections municipales*.

Règlements

Other Amendments

Autres modifications

Conflicts	(5) In the event of a conflict between a regulation made under subsection (4) and this Act or the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> , the regulation prevails.	(5) Les dispositions des règlements pris en application du paragraphe (4) l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> .	Incompatibilité
Quorum	6.2 (1) A majority of the members constituting the Regional Council is necessary to form a quorum and the concurring votes of a majority of the members present at any meeting are necessary to carry any resolution or other measure.	6.2 (1) La majorité des membres du conseil régional forme le quorum. L'adoption des résolutions et la prise d'autres décisions par le conseil exigent le vote affirmatif de la majorité des membres présents à la réunion.	Quorum
One vote	(2) Each member of the Regional Council has one vote.	(2) Chaque membre du conseil régional dispose d'une voix.	Voix unique
Different quorum	(3) Despite subsection (1), the Regional Council may, by by-law, adopt a different quorum provision that requires the attendance of more than a majority of its members.	(3) Malgré le paragraphe (1), le conseil régional peut, par règlement municipal, adopter une disposition différente qui exige la présence de plus de la majorité de ses membres pour former le quorum.	Quorum différent
Order of Minister	6.3 (1) Despite this or any other Act, the Minister shall, by order, establish six wards in the City of Kitchener and four wards in the Township of Wilmot.	6.3 (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi, le ministre constitue par arrêté six quartiers dans la cité de Kitchener et quatre quartiers dans le canton de Wilmot.	Arrêté du ministre
Effective date	(2) An order of the Minister under subsection (1) shall come into force on December 1, 2000 and on that date the wards existing in the City of Kitchener and the Township of Wilmot as of November 30, 2000 are dissolved.	(2) L'arrêté que prend le ministre aux termes du paragraphe (1) entre en vigueur le 1 ^{er} décembre 2000 et les quartiers qui existent dans la cité de Kitchener et le canton de Wilmot le 30 novembre 2000 sont alors dissous.	Date d'entrée en vigueur
Vacancies	6.4 (1) If a vacancy occurs on or before March 31 in the year of a regular election under the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> in the office of a member who is the chair or a regional councillor (other than a head of council of an area municipality), (a) the Regional Council shall appoint a person to fill the vacancy, and sections 45, 46 and 47 of the <i>Municipal Act</i> apply with necessary modifications to the filling of the vacancy as though those offices were the offices of mayor and councillor, respectively; or (b) the clerks of the Regional Corporation and the affected area municipalities shall hold an election to fill the vacancy and sections 46 and 47 of the <i>Municipal Act</i> apply with necessary modifications to the filling of the vacancy.	6.4 (1) Si le poste d'un membre qui est le président ou un conseiller régional, autre que le président du conseil d'une municipalité de secteur, devient vacant le 31 mars de l'année d'une élection ordinaire tenue aux termes de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> ou avant cette date : a) soit le conseil régional nomme une personne pour combler le poste, auquel cas les articles 45, 46 et 47 de la <i>Loi sur les municipalités</i> s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au poste à combler comme s'il s'agissait des postes de maire et de conseiller respectivement; b) soit les secrétaires de la Municipalité régionale et des municipalités de secteur concernées tiennent une élection pour combler le poste, auquel cas les articles 46 et 47 de la <i>Loi sur les municipalités</i> s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au poste à combler.	Postes vacants
By-law	(2) The Regional Council shall by by-law determine whether clause (1) (a) or (b) is to apply.	(2) Le conseil régional décide par règlement municipal si c'est l'alinéa (1) a) ou b) qui doit s'appliquer.	Règlement municipal
Election year	(3) If a vacancy occurs after March 31 in the year of a regular election under the	(3) Si le poste d'un membre qui est le président ou un conseiller régional, à l'exclusion	Année d'une élection

Municipal Elections Act, 1996 in the office of a member who is the chair or a regional councillor (other than a head of council of an area municipality), the Regional Council shall fill the vacancy in accordance with clause (1) (a).

du président du conseil d'une municipalité de secteur, devient vacant après le 31 mars de l'année d'une élection ordinaire tenue aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, le conseil régional comble le poste conformément à l'alinéa (1) a).

Expenses (4) The Regional Corporation shall pay all reasonable expenses incurred by area municipalities with respect to the election under clause (1) (b).

(4) La Municipalité régionale paie les frais raisonnables qu'engagent les municipalités de secteur relativement à l'élection tenue conformément à l'alinéa (1) b).

Frais

Deemed resignation (5) If a head of the council of an area municipality becomes chair of the Regional Council, he or she shall be deemed to have resigned as a member of the council and the person's seat on the council thereby becomes vacant.

(5) Si un président du conseil d'une municipalité de secteur devient président du conseil régional, il est réputé avoir démissionné comme membre du conseil et son siège au conseil devient alors vacant.

Démission

Status quo maintained (4) The enactment or re-enactment of sections 3, 5, 6, 6.1, 6.2 and 6.3 of the *Regional Municipality of Waterloo Act* under this section does not affect the ward boundaries of area municipalities in The Regional Municipality of Waterloo, except in the City of Kitchener and the Township of Wilmot.

(4) L'édiction ou la réédiction des articles 3, 5, 6, 6.1, 6.2 et 6.3 de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* aux termes du présent article n'a pas pour effet de modifier les limites territoriales des quartiers des municipalités de secteur de la municipalité régionale de Waterloo, sauf dans la cité de Kitchener et le canton de Wilmot.

Maintien du statu quo

SCIENCE NORTH ACT

24. Subsection 8 (2) of the *Science North Act* is repealed and the following substituted:

Deemed exemption (2) The exemption of real property from taxation granted under subsection (1) is deemed to be an exemption under section 3 of the *Assessment Act*.

LOI SUR SCIENCE NORD

24. Le paragraphe 8 (2) de la *Loi sur Science Nord* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) L'exonération d'impôts accordée à l'égard des biens immeubles en vertu du paragraphe (1) est réputée une exonération prévue à l'article 3 de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

Assimilation à une exonération

TERRITORIAL DIVISION ACT

25. (1) Section 1 of the *Territorial Division Act* is amended by striking out "metropolitan" and substituting "urban, municipal".

(2) Paragraph 12 of the Schedule to the Act is repealed and the following substituted:

12. The Town of Haldimand consists of the municipal area as defined in the *Town of Haldimand Act, 1999*.

(3) Paragraph 15 of the Schedule to the Act is repealed and the following substituted:

15. The City of Hamilton consists of the municipal area as defined in the *City of Hamilton Act, 1999*.

(4) The Schedule to the Act is amended by adding the following paragraph:

24.1 The Town of Norfolk consists of the municipal area as defined in the *Town of Norfolk Act, 1999*.

LOI SUR LA DIVISION TERRITORIALE

25. (1) L'article 1 de la *Loi sur la division territoriale* est modifié par substitution de «urbains, municipaux et régionaux» à «régionaux et de communauté urbaine».

(2) La disposition 12 de l'annexe de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

12. La ville de Haldimand se compose du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la ville de Haldimand*.

(3) La disposition 15 de l'annexe de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

15. La cité de Hamilton se compose du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton*.

(4) L'annexe de la Loi est modifiée par adjonction de la disposition suivante :

24.1 La ville de Norfolk se compose du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la ville de Norfolk*.

(5) Paragraph 26 of the Schedule to the Act is repealed and the following substituted:

26. The City of Ottawa consists of the municipal area as defined in the *City of Ottawa Act, 1999*.

(6) Clause (b) of paragraph 43 of the Schedule to the Act is amended by adding "Moosonee" after "Kapuskasing".

(7) Clause (d) of paragraph 43 of the Schedule to the Act is amended by striking out "Caron", by striking out "Horden" and by striking out "Moose".

(8) Clause (a) of paragraph 50 of the Schedule to the Act is repealed and the following substituted:

(a) the City of Greater Sudbury composed of the municipal area as defined in the *City of Greater Sudbury Act, 1999*.

THE LAKE OF THE WOODS DISTRICT HOSPITAL ACT, 1968

26. Subsection 3 (1) of *The Lake of the Woods District Hospital Act, 1968*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1990, chapter Pr5, section 2, is repealed and the following substituted:

(1) Of the 11 directors to be elected, 10 shall be elected by general vote in the City of Kenora and one shall be elected by general vote in the Township of Sioux Narrows.

PART III AMENDMENTS TO THE MUNICIPAL ELECTIONS ACT, 1996

27. (1) Subsection 8 (1) of the *Municipal Elections Act, 1996* is amended by adding "subject to section 8.1" at the beginning of clause (b) and by adding the following clause:

(c) subject to section 8.1, a question, the wording of which is established by an Act or a regulation under an Act.

(2) Subsection 8 (2.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is repealed.

(3) Section 8 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is further amended by adding the following subsection:

(11) In cases of conflict, the Act or regulation establishing the wording of a question under clause (1) (c) or the Act authorizing the

(5) La disposition 26 de l'annexe de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

26. La ville d'Ottawa se compose du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa*.

(6) L'alinéa b) de la disposition 43 de l'annexe de la Loi est modifié par adjonction de «Moosonee,» après «Kapuskasing,».

(7) L'alinéa d) de la disposition 43 de l'annexe de la Loi est modifié par suppression de «Caron,», de «Horden,» et de «Moose,».

(8) L'alinéa a) de la disposition 50 de l'annexe de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) la cité du Grand Sudbury composée du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury*.

THE LAKE OF THE WOODS DISTRICT HOSPITAL ACT, 1968

26. Le paragraphe 3 (1) de la loi intitulée *The Lake of the Woods District Hospital Act, 1968*, tel qu'il est réédité par l'article 2 du chapitre Pr5 des Lois de l'Ontario de 1990, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Of the 11 directors to be elected, 10 shall be elected by general vote in the City of Kenora and one shall be elected by general vote in the Township of Sioux Narrows.

PARTIE III MODIFICATION DE LA LOI DE 1996 SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

27. (1) Le paragraphe 8 (1) de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* est modifié par adjonction de «sous réserve de l'article 8.1,» au début de l'alinéa b) et par adjonction de l'alinéa suivant :

c) sous réserve de l'article 8.1, une question dont le libellé est établi par une loi ou un règlement pris en application d'une loi.

(2) Le paragraphe 8 (2.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé.

(3) L'article 8 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(11) Les dispositions de la loi ou du règlement qui établit le libellé d'une question visée à l'alinéa (1) c) ou de la loi qui autorise le

Composition

Composition

Conflicts

Incompatibilité

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

regulation establishing the wording of the question prevails over this Act or a regulation under this Act.

28. The Act is amended by adding the following sections:

8.1 (1) A by-law to submit a question to the electors under clause 8 (1) (b) or (c),

- (a) shall be passed at least 180 days before voting day in the election at which it is intended to submit the question to the electors;
- (b) cannot be amended after the last date referred to in clause (a); and
- (c) despite clause (b), can be repealed on or before nomination day and, if the election does not include an election for an office, on or before the 31st day before voting day.

(2) A question authorized by by-law under clause 8 (1) (b) shall comply with the following rules:

- 1. It shall concern a matter within the jurisdiction of the municipality.
- 2. Despite rule 1, it shall not concern a matter which has been prescribed by the Minister as a matter of provincial interest.
- 3. It shall be clear, concise and neutral.
- 4. It shall be capable of being answered in the affirmative or the negative and the only permitted answers to the question are "yes" or "no".

(3) Before passing a by-law under clause 8 (1) (b) or (c), the clerk shall give at least 10 days notice of the intention to pass the by-law to the public and the Minister and hold at least one public meeting to consider the matter.

(4) Within 15 days after a municipality passes a by-law under clause 8 (1) (b) or (c), the clerk shall give notice of the passage of the by-law to the public and the Minister.

(5) A notice under subsections (3) and (4) shall include,

- (a) the wording of the question;
- (b) in the case of a by-law under clause 8 (1) (b), a clear, concise and neutral description of the consequences of the

règlement établissant le libellé de la question l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou d'un règlement pris en application de celle-ci.

28. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

8.1 (1) Le règlement municipal visant à soumettre une question aux électeurs qui est adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c) réunit les conditions suivantes :

- a) il est adopté au moins 180 jours avant le jour du scrutin de l'élection à laquelle la question doit être soumise aux électeurs;
- b) il ne peut pas être modifié après la date limite visée à l'alinéa a);
- c) malgré l'alinéa b), il peut être abrogé au plus tard le jour de la déclaration de candidature et, si l'élection ne comprend pas une élection à un poste, au plus tard le 31^e jour précédant le jour du scrutin.

(2) La question qu'autorise un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) est conforme aux règles suivantes :

- 1. Elle porte sur une question qui relève de la compétence de la municipalité.
- 2. Malgré la règle 1, elle ne doit pas porter sur une question que le ministre a prescrite comme étant d'intérêt provincial.
- 3. Elle est claire, concise et neutre.
- 4. Elle permet que l'on puisse y répondre par l'affirmative ou la négative et les seules réponses permises sont «oui» et «non».

(3) Avant d'adopter un règlement municipal en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c), le secrétaire donne un avis d'intention d'au moins 10 jours au public et au ministre et tient au moins une réunion publique pour examiner le règlement municipal envisagé.

(4) Dans les 15 jours qui suivent l'adoption d'un règlement municipal par une municipalité en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c), le secrétaire donne avis de l'adoption au public et au ministre.

(5) L'avis prévu aux paragraphes (3) et (4) comprend les éléments suivants :

- a) le libellé de la question;
- b) dans le cas d'un règlement municipal visé à l'alinéa 8 (1) b), une description claire, concise et neutre des consé-

Conditions
re: submit-
ting a
question

Conditions :
soumission
d'une
question

Rules

Règles

Notice of
intent

Avis
d'intention

Notice of
by-law

Avis de
règlement
municipal

Contents

Contenu

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

question if it is approved and the consequences if it is rejected with the special majority under section 8.2, including an estimate of the costs, if any, that the municipality may incur in implementing the results of the question; and

- (c) in the case of a by-law under clause 8 (1) (b), a description of the right to appeal under subsection (6) including, in the case of a notice under subsection (4), the last day for filing a notice of appeal.

Appeal

(6) Within 20 days after the clerk gives notice of the passage of a by-law under clause 8 (1) (b), the Minister or any other person or entity may appeal to the Chief Election Officer of the Province of Ontario on the grounds the question does not comply with paragraph 3 or 4 of subsection (2) by filing with the clerk a notice of appeal setting out the objections and the reasons in support of the objections.

Notices to be
forwarded

(7) The clerk shall, within 15 days after the last day for filing a notice of appeal under subsection (6), forward any notices of appeal received to the Chief Election Officer.

Other
information

(8) The clerk shall provide any other information or material to the Chief Election Officer that the Chief Election Officer requires in connection with the appeal.

Hearing

(9) The Chief Election Officer or his or her designate shall, within 60 days of receiving notices under subsection (7), hold a hearing and dismiss the appeal or allow the appeal in whole or in part.

Order

(10) If the Chief Election Officer allows the appeal in whole or in part, the Chief Election Officer may make an order amending the by-law or directing the municipality to amend the by-law in the manner ordered.

Non-
application

(11) Subsections (1) and (3) to (9) do not apply to anything done pursuant to an order under subsection (10).

Results

8.2 (1) The results of a question authorized by a by-law under clause 8 (1) (b) are binding on the municipality which passed the by-law if,

- (a) at least 50 per cent of the eligible electors in the municipality vote on the question; and

quences qu'aura l'approbation ou le rejet de la question à la majorité spéciale prévue à l'article 8.2, y compris une estimation des coûts éventuels que la municipalité peut avoir à engager pour mettre en oeuvre les résultats de la question;

- c) dans le cas d'un règlement municipal visé à l'alinéa 8 (1) b), une description du droit d'appel prévu au paragraphe (6), y compris, dans le cas d'un avis prévu au paragraphe (4), la date limite pour déposer un avis d'appel.

Appel

(6) Au plus tard 20 jours après que le secrétaire donne avis de l'adoption d'un règlement municipal en vertu de l'alinéa 8 (1) b), le ministre ou toute autre personne ou entité peut interjeter appel devant le directeur général des élections de la province de l'Ontario, pour le motif que la question n'est pas conforme à la disposition 3 ou 4 du paragraphe (2), en déposant auprès du secrétaire un avis d'appel énonçant les oppositions et les raisons à l'appui de celles-ci.

Envoi
des avis

(7) Dans les 15 jours qui suivent la date limite prévue pour déposer un avis d'appel en vertu du paragraphe (6), le secrétaire envoie les avis d'appel qu'il a reçus au directeur général des élections.

Autres ren-
seignements

(8) Le secrétaire fournit au directeur général des élections tout autre renseignement ou matériel qu'il lui faut pour les besoins de l'appel.

Audience

(9) Au plus tard 60 jours après avoir reçu les avis visés au paragraphe (7), le directeur général des élections ou la personne qu'il désigne tient une audience et rejette l'appel ou l'accueille en totalité ou en partie.

Ordonnance

(10) Si le directeur général des élections accueille l'appel en totalité ou en partie, il peut, par ordonnance, modifier le règlement municipal ou enjoindre à la municipalité de le faire de la manière dont il l'ordonne.

Non-
application

(11) Les paragraphes (1) et (3) à (9) ne s'appliquent pas aux mesures prises conformément à une ordonnance visée au paragraphe (10).

Résultats

8.2 (1) Les résultats d'une question qu'autorise un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) lient la municipalité qui a adopté celui-ci si les conditions suivantes sont réunies :

- a) au moins 50 pour cent des personnes qui ont qualité d'électeur dans la municipalité votent sur la question;

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

	(b) more than 50 per cent of the votes on the question are in favour of those results.	b) plus de 50 pour cent des voix exprimées sur la question sont en faveur de ces résultats.	
Determina- tion of number of votes	(2) For the purpose of clause (1) (a), the number of eligible electors shall be determined from the voters' lists as they exist at the close of voting.	(2) Pour l'application de l'alinéa (1) a), le nombre de personnes qui ont qualité d'électeur est calculé à partir des listes électorales telles qu'elles existent à la clôture du scrutin.	Calcul du nombre de voix
Implementa- tion	8.3 (1) If the results of a question authorized by a by-law under clause 8 (1) (b) are binding on a municipality,	8.3 (1) Si les résultats d'une question qu'autorise un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) lient une municipalité :	Mise en oeuvre
	(a) if an affirmative answer received the majority of the votes, the municipality shall do everything in its power to implement the results of the question in a timely manner; and	a) dans le cas d'une réponse affirmative à la majorité des voix, la municipalité prend toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour mettre en oeuvre les résultats de la question en temps opportun;	
	(b) if a negative answer received the majority of the votes, the municipality shall not do anything within its jurisdiction to implement the matter which was the subject of the question for a period of three years following voting day.	b) dans le cas d'une réponse négative à la majorité des voix, la municipalité ne doit prendre aucune mesure relevant de sa compétence pour mettre en oeuvre l'objet de la question pendant une période de trois ans à compter du jour du scrutin.	
Same	(2) Without limiting subsection (1), the municipality shall, between 14 and 180 days after voting day,	(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), la municipalité fait ce qui suit de 14 à 180 jours après le jour du scrutin :	Idem
	(a) if a by-law or resolution is required to implement the results of the question, ensure that it is prepared and placed before council or, if a series of by-laws are required to implement the results, ensure that the first of the series is prepared and placed before council;	a) si un règlement municipal ou une résolution est exigé pour mettre en oeuvre les résultats de la question, elle veille à sa préparation et à sa présentation au conseil ou, si une série de règlements municipaux sont exigés pour le faire, elle veille à la préparation et à la présentation au conseil du premier de la série;	
	(b) despite clause (a), if passage of a by-law or resolution required to implement the results of the question is subject to a condition precedent under a regulation or statute (such as giving notice or holding a public hearing), ensure the initial steps have been taken to comply with the condition;	b) malgré l'alinéa a), si l'adoption d'un règlement municipal ou d'une résolution exigé pour mettre en oeuvre les résultats de la question est assujettie à une condition préalable fixée par un règlement ou une loi (par exemple l'obligation de donner un avis ou de tenir une audience publique), elle veille à ce que les mesures initiales soient prises pour s'y conformer;	
	(c) if administrative action to change a policy or practice is required to implement the results of the question, instruct municipal staff to take that action.	c) si une mesure administrative destinée à modifier une politique ou une pratique est exigée pour mettre en oeuvre les résultats de la question, elle charge le personnel municipal de la prendre.	
Limitation	(3) For the purpose of clause (1) (a), it is not within the jurisdiction of the municipality to eliminate or override any substantive or procedural legal right of any person or entity who is or may be affected by the implementa-	(3) Pour l'application de l'alinéa (1) a), la municipalité n'a pas compétence pour éliminer un droit substantiel ou procédural que la loi reconnaît à une personne ou à une entité qui est ou pourrait être touchée par la mise en oeuvre des résultats de la question, ni d'y	Restriction

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

tion of the results of the question as illustrated by the following examples:

1. If a zoning change under the *Planning Act* is necessary to implement the results, the binding effect of the question is subject to the *Planning Act* and the discretion of the municipality under that Act is not constrained. If the zoning change is approved, the municipality is bound to implement the results; if it is not approved, the municipality is not bound.
2. If the results of the question require the passage of a by-law which requires notice to be given and at least one public meeting to be held to consider the matter before the by-law is passed, the binding effect of the question is subject to these procedural requirements and the discretion of the municipality to proceed following the public meeting is not constrained. If, after the public meeting, the municipality decides not to implement the results of the question, it is not required to do so.

Order

(4) A court presiding over a proceeding in respect of a recount, an offence under this Act or a proceeding under section 83 (controversied elections) may make an order temporarily staying the requirement of a municipality to implement the results of a question under this Act if satisfied that the requirement may be directly or indirectly affected by the proceeding.

Time
restriction

(5) A municipality that has passed a by-law or resolution or taken any other action to implement the results of the question shall not do anything within its jurisdiction to reverse or substantially change the action for a period of three years following the day the action took effect.

Exception

(6) Nothing in this section requires a municipality to do anything or prevents a municipality from doing anything if,

- (a) a subsequent binding question authorizes such action or inaction; or
- (b) the council is of the opinion, reasonably held, that there has been a material change in circumstances since the time it passed the by-law under clause 8 (1)

déroger, comme le montrent les exemples suivants :

1. Si une modification de zonage en application de la *Loi sur l'aménagement du territoire* est nécessaire pour mettre en oeuvre les résultats, l'effet obligatoire de la question est assujéti à cette loi et le pouvoir discrétionnaire que celle-ci confère à la municipalité n'est pas restreint. Si la modification de zonage est approuvée, la municipalité est obligée de mettre en oeuvre les résultats; si elle n'est pas approuvée, la municipalité n'est pas obligée de le faire.
2. Si les résultats de la question nécessitent l'adoption d'un règlement municipal qui exige la remise d'un avis et la tenue d'au moins une réunion publique pour examiner le règlement municipal envisagé avant son adoption, l'effet obligatoire de la question est assujéti à ces exigences procédurales et le pouvoir discrétionnaire qu'a la municipalité d'y donner suite après la réunion publique n'est pas restreint. Si, après la réunion publique, la municipalité décide de ne pas mettre en oeuvre les résultats de la question, elle n'est pas tenue de le faire.

(4) Le tribunal qui préside à une instance à l'égard d'un nouveau dépouillement du scrutin, à une instance à l'égard d'une infraction à la présente loi ou à une instance visée à l'article 83 (élection contestée) peut, par ordonnance, suspendre temporairement l'obligation, pour une municipalité, de mettre en oeuvre les résultats d'une question aux termes de la présente loi s'il est convaincu que l'instance est susceptible d'influer directement ou indirectement sur cette obligation.

Ordonnance

(5) La municipalité qui a adopté un règlement municipal ou une résolution ou qui a pris toute autre mesure pour mettre en oeuvre les résultats de la question ne doit pas faire quoi que ce soit qui relève de sa compétence pour révoquer ou modifier considérablement ces mesures dans les trois ans qui suivent le jour où elles sont entrées en vigueur.

Délai

(6) Le présent article n'a pas pour effet d'exiger ou d'empêcher qu'une municipalité fasse quoi que ce soit si, selon le cas :

Exception

- a) une question subséquente à effet obligatoire l'autorise à faire ou à ne pas faire la chose;
- b) le conseil est d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'il est survenu un changement important de circonstances depuis le moment où il a

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

(b) to put the binding question to the electors.

adopté le règlement municipal visé à l'alinéa 8 (1) b) en vue de soumettre la question à effet obligatoire aux électeurs.

29. (1) Subsection 11 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is further amended by adding the following paragraphs:

29. (1) Le paragraphe 11 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié de nouveau par adjonction des dispositions suivantes :

2. The clerks specified in the *Regional Municipality of Halton Act* are responsible for certain aspects of the election of members of the Regional Council, as set out in that Act.
3. The clerks specified in the *Regional Municipality of Waterloo Act* are responsible for certain aspects of the election of members of the Regional Council, as set out in that Act.
4. The clerks specified in subsection (5) are responsible for certain aspects of the election with respect to a question an upper-tier municipality submits to its electors under clause 8 (1) (b) or (c).

2. Les secrétaires précisés dans la *Loi sur la municipalité régionale de Halton* sont chargés de certains aspects de l'élection des membres du conseil régional, tel qu'énoncé dans cette loi.
3. Les secrétaires précisés dans la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* sont chargés de certains aspects de l'élection des membres du conseil régional, tel qu'énoncé dans cette loi.
4. Les secrétaires précisés au paragraphe (5) sont chargés de certains aspects de l'élection à l'égard d'une question qu'une municipalité de palier supérieur soumet aux électeurs en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c).

(2) Section 11 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is further amended by adding the following subsection:

(2) L'article 11 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Upper-tier
municipality

(5) Where an upper-tier municipality is submitting a question to its electors under clause 8 (1) (b) or (c), the clerk of the upper-tier municipality is responsible for conducting the election on the question except that the clerk of each local municipality which forms part of the upper-tier municipality for municipal purposes is responsible for recording the vote in the local municipality subject to the following:

Municipalité
de palier
supérieur

(5) Lorsqu'une municipalité de palier supérieur soumet une question à ses électeurs en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c), le secrétaire de la municipalité est chargé de la tenue de l'élection sur la question, sauf que le secrétaire de chaque municipalité locale qui fait partie de la municipalité aux fins municipales est chargé de l'enregistrement du vote dans la municipalité locale, sous réserve de ce qui suit :

1. Registration to incur expenses with respect to the question shall be filed with the clerk of the upper-tier municipality.
2. As soon as possible after the close of nominations or, in the case where the election does not involve an election for an office, no later than 28 days before voting day, the clerk of the upper-tier municipality shall provide the clerks of each of the local municipalities with a list of individuals, corporations or trade unions registered to incur expenses with respect to the question.

1. L'inscription pour l'engagement de dépenses à l'égard de la question est déposée auprès du secrétaire de la municipalité de palier supérieur.
2. Aussitôt que possible après la clôture du dépôt des déclarations de candidature ou, dans les cas où l'élection ne vise pas en outre à pourvoir à un poste, au plus tard 28 jours avant le jour du scrutin, le secrétaire de la municipalité de palier supérieur fournit au secrétaire de chacune des municipalités locales une liste des particuliers, personnes morales ou syndicats qui se sont inscrits pour engager des dépenses à l'égard de la question.

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

3. The clerk of each local municipality shall, subject to subsection 8 (9), certify the results of the election to the clerk of the upper-tier municipality.
4. The clerk of the upper-tier municipality shall prepare the final summary and announce the election results.

30. Subsection 19 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) On or before July 31 in the year of a regular election, or such later deadline as the Minister may prescribe either before or after the July 31 deadline has passed, the Ontario Property Assessment Corporation shall prepare a preliminary list for each local municipality and deliver it to the clerk.

31. The Act is amended by adding the following section:

REGISTRATION FOR MUNICIPAL QUESTION

39.1 (1) An individual, corporation or trade union described in paragraphs 1 to 3 of subsection 70 (3) that proposes to incur expenses with respect to a question under clause 8 (1) (b) or (c) shall, in person or by an agent, file with the clerk of the municipality responsible for conducting the election with respect to the question a notice of registration in the prescribed form which shall include a declaration of qualification signed by the individual, corporation or trade union, as the case may be.

(2) An individual, corporation or trade union that files a notice of registration is registered on the date of the filing.

(3) Municipalities and the other bodies described in subsection 70 (4) cannot be registered under this section.

(4) A registration shall not be filed earlier than the day the by-law to submit the question to the electors is passed and not later than nomination day and if the election does not involve an election for an office, not later than 31 days before voting day.

(5) The clerk shall, as soon as possible, examine each notice of registration that has been filed and,

- (a) if satisfied that an individual, corporation or trade union is qualified to be registered and that the notice of registration complies with this Act, certify

3. Sous réserve du paragraphe 8 (9), le secrétaire de chaque municipalité locale certifie les résultats de l'élection au secrétaire de la municipalité de palier supérieur.

4. Le secrétaire de la municipalité de palier supérieur prépare les dernières compilations et annonce les résultats de l'élection.

30. Le paragraphe 19 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Au plus tard le 31 juillet de l'année d'une élection ordinaire ou au plus tard à la date ultérieure que prescrit le ministre avant ou après ce 31 juillet, la Société ontarienne d'évaluation foncière dresse une liste préliminaire pour chaque municipalité locale et la remet au secrétaire.

31. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

INSCRIPTION AUX FINS D'UNE QUESTION
MUNICIPALE

39.1 (1) Les particuliers, les personnes morales et les syndicats visés aux dispositions 1 à 3 du paragraphe 70 (3) qui se proposent d'engager des dépenses à l'égard d'une question visée à l'alinéa 8 (1) b) ou c) déposent auprès du secrétaire de la municipalité chargé de la tenue de l'élection à l'égard de la question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant, un avis d'inscription rédigé sous la forme prescrite qui comprend une déclaration de qualités requises dûment signée par ceux-ci.

(2) Le particulier, la personne morale ou le syndicat qui dépose un avis d'inscription est inscrit à la date du dépôt.

(3) Les municipalités et autres entités visées au paragraphe 70 (4) ne peuvent pas être inscrites aux termes du présent article.

(4) L'inscription est déposée au plus tôt le jour de l'adoption du règlement municipal visant à soumettre la question aux électeurs et au plus tard le jour de la déclaration de candidature et, si l'élection ne vise pas en outre à pourvoir à un poste, au plus tard 31 jours avant le jour du scrutin.

(5) Le secrétaire examine aussitôt que possible chaque avis d'inscription qui a été déposé et :

- a) s'il est convaincu qu'un particulier, une personne morale ou un syndicat a les qualités requises pour être inscrit et que l'avis d'inscription est conforme à

Preliminary
list

Liste
préliminaire

Notice of
registration

Avis
d'inscription

Timing of
registration

Date
d'inscription

Restriction

Restriction

Timing

Délai

Certification

Certification

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

the notice of registration by signing it;
or

- (b) if not satisfied that an individual, corporation or trade union is qualified to be registered or that the notice of registration complies with this Act, reject the notice of registration.

Notice of
rejection

(6) If the clerk rejects a notice of registration, the clerk shall, as soon as possible, give notice of the fact to the individual, corporation or trade union.

Decision
final

(7) The clerk's decision to certify or reject a notice of registration is final.

Expenses

(8) Nothing in this Act prevents a municipality or the clerk of a municipality from incurring expenses in respect of the question which are required or authorized to be incurred by this Act.

32. (1) Subsection 65 (5) of the Act is amended by adding the following paragraph:

2.1 Despite rules 1 and 2, in the case of a question authorized by a by-law under clause 8 (1) (b) or (c), the date of voting day shall be a day at least 180 days after the day the by-law is passed.

(2) Subsection 65 (6) of the Act is amended by striking out "subject to paragraph 2 of subsection (5)" at the end and substituting "but a question authorized by a by-law under clause 8 (1) (b) or (c) shall not be combined with a by-election for an office".

34. (1) Paragraphs 2, 4 and 5 of subsection 68 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

2. The election campaign period ends on December 31 in the case of a regular election and 45 days after voting day in the case of a by-election.

4. Despite rules 2 and 3, if the candidate has a deficit at the time the election campaign period would otherwise end and the candidate notifies the clerk in writing on or before December 31 in the case of a regular election and 45 days after voting day in the case of a by-election, the campaign period is ex-

la présente loi, il certifie l'avis d'inscription en y apposant sa signature;

- b) s'il n'est pas convaincu qu'un particulier, une personne morale ou un syndicat a les qualités requises pour être inscrit ou que l'avis d'inscription est conforme à la présente loi, il rejette l'avis d'inscription.

(6) S'il rejette un avis d'inscription, le secrétaire en avise aussitôt que possible le particulier, la personne morale ou le syndicat.

Avis de rejet

(7) La décision du secrétaire de certifier ou de rejeter un avis d'inscription est définitive.

Décision
définitive

(8) La présente loi n'a pas pour effet d'empêcher une municipalité ou le secrétaire d'une municipalité d'engager à l'égard de la question des dépenses que la présente loi oblige ou autorise à engager.

Dépenses

32. (1) Le paragraphe 65 (5) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

2.1 Malgré les règles 1 et 2, dans le cas d'une question qu'autorise un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c), la date du jour du scrutin tombe au moins 180 jours après celui de l'adoption du règlement municipal.

(2) Le paragraphe 65 (6) de la Loi est modifié par substitution de «Toutefois, une question qu'autorise un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c) ne doit pas être combinée avec une élection partielle visant un poste.» à «, sous réserve de la disposition 2 du paragraphe (5)» à la fin du paragraphe.

34. (1) Les dispositions 2, 4 et 5 du paragraphe 68 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

2. La période de campagne électorale prend fin le 31 décembre, dans le cas d'une élection ordinaire, et 45 jours après le jour du scrutin, dans le cas d'une élection partielle.

4. Malgré les règles 2 et 3, si le candidat accuse un déficit au moment où la période de campagne électorale prendrait autrement fin et qu'il en avise le secrétaire par écrit au plus tard le 31 décembre, dans le cas d'une élection ordinaire, et 45 jours après le jour du scrutin, dans le cas d'une élection partielle, la

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

tended and is deemed to have run continuously from the date of nomination until the earliest of,

période de campagne électorale est prolongée et est réputée s'être poursuivie sans interruption à partir du jour de la déclaration de candidature jusqu'au premier en date des jours suivants :



i. the following December 31 in the case of a regular election and the end of the 12-month period following the 45th day after voting day in the case of a by-election,

i. le 31 décembre suivant, dans le cas d'une élection ordinaire, et 12 mois après le 45^e jour qui suit le jour du scrutin, dans le cas d'une élection partielle,



ii. the day he or she is nominated in a subsequent election for an office on the council or local board in respect of which the deficit was incurred, and

ii. le jour où le candidat est déclaré candidat dans une élection subséquente à un poste au sein du conseil municipal ou du conseil local à l'égard duquel le déficit a été accusé,

iii. the day the candidate notifies the clerk in writing that he or she will not accept further contributions.

iii. le jour où le candidat avise le secrétaire par écrit qu'il n'accepte plus de contributions.



5. If, after the election campaign period ends under rule 2, 3 or 4, the candidate incurs expenses relating to a recount or to a proceeding under section 83 (controverted elections) and the candidate notifies the clerk in writing, the campaign period is deemed to have recommenced, subject to subsection (2), and to have run continuously from the date of nomination until the earliest of,

5. Si, après que la période de campagne électorale prend fin aux termes de la règle 2, 3 ou 4, le candidat engage des dépenses liées à un nouveau dépouillement ou à une instance visée à l'article 83 (élection contestée) et qu'il en avise le secrétaire par écrit, la période de campagne électorale est réputée avoir recommencé, sous réserve du paragraphe (2), et s'être poursuivie sans interruption à partir du jour de la déclaration de candidature jusqu'au premier en date des jours suivants :

i. the day the total of A and B equal the total of C and D, where

i. le jour où le total de A et B est égal au total de C et D, où :

A = any amount released to the candidate under subsection 79 (7),

A correspond aux sommes remises au candidat aux termes du paragraphe 79 (7),

B = any further contributions,

B correspond aux contributions supplémentaires,

C = the expenses incurred after the election campaign period recommences,

C correspond aux dépenses engagées après que la période de campagne électorale recommence,

D = the amount of the candidate's deficit, if any, before the election campaign period recommenced,

D correspond au déficit que le candidat a accusé, le cas échéant, avant que la période de campagne électorale n'ait recommencé,

ii. the day he or she is nominated in a subsequent election for an office on the council or local board in respect of which the expenses re-

ii. le jour où le candidat est déclaré candidat dans une élection subséquente à un poste au sein du conseil municipal ou du conseil

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

ferred to in subparagraph i were incurred,

- iii. the day the candidate notifies the clerk in writing that he or she will not accept further contributions, and
- iv. the following December 31 in the case of a regular election and the end of the 12-month period following the 45th day after voting day in the case of a by-election.

local à l'égard duquel les dépenses visées à la sous-disposition i ont été engagées,

- iii. le jour où le candidat avise le secrétaire par écrit qu'il n'accepte plus de contributions,
- iv. le 31 décembre suivant, dans le cas d'une élection ordinaire, et 12 mois après le 45^e jour qui suit le jour du scrutin, dans le cas d'une élection partielle.

35. Section 77 of the Act is repealed and the following substituted:

77. For the purposes of sections 66 to 82,

- (a) the filing date is, in the case of a regular election, the following March 31 and in the case of a by-election, 90 days after voting day;
- (b) a supplementary filing date is the date that is 60 days after the end of a supplementary reporting period; and

- (c) a supplementary reporting period is, in the case of a regular election, each six-month period following the year of the election and, in the case of a by-election, each six-month period following the 45th day after voting day.

36. (1) Clauses 78 (1) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) in the case of a regular election, as of December 31 in the year of the election; and
- (b) in the case of a by-election, as of the 45th day after voting day.

(2) Subsection 78 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) A supplementary financial statement or auditor's report shall include all the information contained in the initial statement or report filed under subsection (1) and in any previous supplementary statement or report under subsection (2), as the case may be, updated to reflect the changes to the candidate's election campaign finances during the supplementary reporting period.

35. L'article 77 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

77. Pour l'application des articles 66 à 82 :

- a) la date de dépôt est, dans le cas d'une élection ordinaire, le 31 mars suivant et, dans le cas d'une élection partielle, 90 jours après le jour du scrutin;
- b) la date de dépôt supplémentaire est celle qui tombe 60 jours après la fin de la période de déclaration supplémentaire;

- c) une période de déclaration supplémentaire correspond, dans le cas d'une élection ordinaire, à chaque période de six mois qui suit l'année de l'élection et, dans le cas d'une élection partielle, à chaque période de six mois qui suit le 45^e jour après le jour du scrutin.

36. (1) Les alinéas 78 (1) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) dans le cas d'une élection ordinaire, le 31 décembre de l'année de l'élection;
- b) dans le cas d'une élection partielle, le 45^e jour après le jour du scrutin.

(2) Le paragraphe 78 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) L'état financier ou le rapport du vérificateur supplémentaires contient tous les renseignements qui figurent dans l'état ou le rapport initial déposé aux termes du paragraphe (1) et dans tout état ou rapport supplémentaire précédent visé au paragraphe (2), selon le cas, mis à jour pour refléter les changements survenus dans le financement de la campagne électorale du candidat pendant la période de déclaration supplémentaire.

Filing date,
reporting
period

Date de
dépôt et
période de
déclaration

Supplemen-
tary report

Rapport sup-
plémentaire

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

37. (2) Subsection 79 (10) of the Act is amended by striking out “Subsections (7) and (8) do not” at the beginning and substituting “Subsection (8) does not”.

38. Subsection 80 (3) of the Act is amended by striking out “five” and substituting “10”.

39. The Act is amended by adding the following section:

Application

82.1 (1) Subject to subsection (2), the following provisions apply to an individual, corporation or trade union that is registered under section 39.1: section 66, subsection 67 (1), subsection 67 (2) except paragraph 9, subsection 68 (1) except subparagraph 4 ii, subsection 68 (2), sections 69 and 70, subsections 71 (1) and (3), sections 72 to 78, subsections 79 (1) and (2), subsection 79 (3) except clause (b), subsections 79 (4) to (7), section 81 and subsections 92 (1) to (4).

Modifica-
tions

(2) In the provisions referred to in subsection (1),

- (a) a reference to a candidate shall be read as a reference to an individual, corporation or trade union registered under section 39.1;
- (b) a reference to nomination shall be read as a reference to registration under section 39.1;
- (c) a reference to a person shall be read as a reference to an individual, corporation or trade union;
- (d) subsubparagraph B of subparagraph 66 (2) 2 iv shall be read as follows:

B. it is provided equally to all individuals, corporations or trade unions registered under section 39.1 with respect to a particular question;

- (e) paragraphs 1 and 3 of subsection 68 (1) shall be read as follows:

- 1. The election campaign period begins on the day the individual, corporation or trade union files a notice of registration under section 39.1.

37. (2) Le paragraphe 79 (10) de la Loi est modifié par substitution de «Le paragraphe (8) ne s'applique pas» à «Les paragraphes (7) et (8) ne s'appliquent pas» au début du paragraphe.

38. Le paragraphe 80 (3) de la Loi est modifié par substitution de «10» à «cinq».

39. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Application

82.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les dispositions suivantes s'appliquent aux particuliers, aux personnes morales et aux syndicats qui sont inscrits aux termes de l'article 39.1 : l'article 66, le paragraphe 67 (1), le paragraphe 67 (2), sauf la disposition 9, le paragraphe 68 (1), sauf la sous-disposition 4 ii, le paragraphe 68 (2), les articles 69 et 70, les paragraphes 71 (1) et (3), les articles 72 à 78, les paragraphes 79 (1) et (2), le paragraphe 79 (3), sauf l'alinéa b), les paragraphes 79 (4) à (7), l'article 81 et les paragraphes 92 (1) à (4).

Adaptations

(2) Dans les dispositions mentionnées au paragraphe (1) :

- a) la mention d'un candidat vaut mention d'un particulier, d'une personne morale ou d'un syndicat inscrit aux termes de l'article 39.1;
- b) la mention d'une déclaration de candidature vaut mention d'une l'inscription prévue à l'article 39.1;
- c) la mention d'une personne vaut mention d'un particulier, d'une personne morale ou d'un syndicat;
- d) le texte suivant est substitué à la sous-sous-disposition B de la sous-disposition 66 (2) 2 iv :

B. elle est fournie de façon égale à tous les particuliers, personnes morales et syndicats inscrits aux termes de l'article 39.1 à l'égard d'une question particulière;

- e) le texte suivant est substitué aux dispositions 1 et 3 du paragraphe 68 (1) :

- 1. La période de campagne électorale commence le jour où le particulier, la personne morale ou le syndicat dépose un avis d'inscription aux termes de l'article 39.1;

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

3. Despite rule 2, the election campaign period ends on the day the by-law authorizing the question is repealed in accordance with clause 8.1 (1) (c) or the day the notice of registration is rejected under subsection 39.1 (5).

3. Malgré la règle 2, la période de campagne électorale prend fin le jour où le règlement municipal qui autorise la question est abrogé conformément à l'alinéa 8.1 (1) c) ou le jour où l'avis d'inscription est rejeté aux termes du paragraphe 39.1 (5);

(f) subsection 71 (1) shall be read as follows:

f) le texte suivant est substitué au paragraphe 71 (1) :

(1) A contributor shall not make contributions exceeding a total of \$750 to any one individual, corporation or trade union registered under section 39.1 with respect to a particular question;

(1) Un donateur ne doit pas faire de contributions qui dépassent un total de 750 \$ en faveur d'un même particulier, d'une même personne morale ou d'un même syndicat inscrit aux termes de l'article 39.1 à l'égard d'une question particulière;

(g) subsection 79 (4) shall be read as if "the clerk shall hold the amount in trust for the candidate" were replaced with "the surplus becomes the property of the municipality"; and

g) au paragraphe 79 (4), les mots «l'excédent devient la propriété de la municipalité» sont substitués aux mots «le secrétaire le détient en fiducie pour le compte du candidat»;

(h) subsection 92 (1) shall be read as if the reference to "sections 70 to 76" was a reference to sections "69 to 79".

h) au paragraphe 92 (1), le renvoi aux «articles 70 à 76» vaut renvoi aux «articles 69 à 79».

40. (1) Subsection 95 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

40. (1) Le paragraphe 95 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

(a.1) prescribing a later deadline for the purpose of subsection 19 (1).

a.1) prescrire une date ultérieure pour l'application du paragraphe 19 (1).

(2) Clause 95 (1) (h) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is repealed and the following substituted:

(2) L'alinéa 95 (1) h) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(h) prescribe matters of provincial interest for the purpose of paragraph 2 of subsection 8.1 (2);

h) prescrire les questions d'intérêt provincial pour l'application de la disposition 2 du paragraphe 8.1 (2);

(i) provide for transitional matters that, in the opinion of the Minister, are necessary or desirable for the conduct of the election with respect to a question under clause 8 (1) (b) or (c) at the 2000 regular election;

i) prévoir les questions transitoires qui, de l'avis du ministre, sont nécessaires ou souhaitables pour la tenue de l'élection à l'égard d'une question visée à l'alinéa 8 (1) b) ou c) lors de l'élection ordinaire de 2000;

(j) governing and clarifying the application of the provisions of this Act related to questions under clauses 8 (1) (b) and (c);

j) régir et préciser l'application des dispositions de la présente loi qui se rapportent aux questions visées aux alinéas 8 (1) b) et c);

(k) varying the application of the provisions of this Act related to questions under clauses 8 (1) (b) and (c) if, in the opinion of the Minister, it is necessary or desirable to do so to further the purposes of this Act.

k) modifier l'application des dispositions de la présente loi qui se rapportent aux questions visées aux alinéas 8 (1) b) et c) si, de l'avis du ministre, il est nécessaire ou souhaitable de le faire pour réaliser l'objet de la présente loi.

(3) Subsection 95 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999,

(3) Le paragraphe 95 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 de l'annexe F du

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

chapter 14, Schedule F, section 6, is repealed and the following substituted:

General or
particular

(2) A regulation made under clause (1) (a), (a.1) (b), (c), (h), (i), (j) or (k) may be general or particular in its application.

Regulation
prevails

(2.1) A regulation made under clause (1) (i) applies despite any provision in this or any other public or private Act.

(4) Subsection 95 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is amended by striking out "or a resolution under subsection 8 (2)".

PART IV
TOWN OF MOOSONEE ACT, 2000

41. The *Town of Moosonee Act, 2000*, as set out in the Schedule, is hereby enacted.

42. The *Moosonee Development Area Board Act*, being chapter 294 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, is repealed.

PART V
MISCELLANEOUS

Deeming
provision

43. (1) Despite subsections 27 (8) and (9) of the *Municipal Act*, section 27 of that Act applies and is deemed to have always applied to the County of Oxford with respect to by-laws of the County passed on or before January 1, 2000.

Same

(2) Despite subsection 29 (4) of the *Municipal Act*, that subsection shall be deemed to have never applied to the area municipalities forming part of the County of Oxford for municipal purposes with respect to by-laws of the local municipalities passed on or before January 1, 2000.

Commence-
ment

44. (1) Except as otherwise provided in this section, this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) The following come into force on January 1, 2001:

1. Part I, except subsections 1 (7), (8) and (9), 2 (3), (4) and (5), 3 (6), (7) and (8), 4 (3), (4) and (5) and 5 (9), (10) and (11).
2. Part II, except sections 6 and 15, subsections 21 (3), (4) and (5) and sections 22, 23, and 26.
3. Part IV and the Schedule.

chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Portée
générale ou
particulière

(2) Les règlements pris en application de l'alinéa (1) a), a.1), b), c), h), i), j) ou k) peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Préséance

(2.1) Les règlements pris en application de l'alinéa (1) i) s'appliquent malgré toute disposition de la présente loi ou de toute autre loi d'intérêt public ou privé.

(4) Le paragraphe 95 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par suppression de «ou une résolution visée au paragraphe 8 (2)».

PARTIE IV
LOI DE 2000 SUR LA VILLE
DE MOOSONEE

41. Est édictée la *Loi de 2000 sur la ville de Moosonee*, telle qu'elle figure à l'annexe.

42. La loi intitulée *Moosonee Development Area Board Act*, qui constitue le chapitre 294 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est abrogée.

PARTIE V
DISPOSITIONS DIVERSES

43. (1) Malgré les paragraphes 27 (8) et (9) de la *Loi sur les municipalités*, l'article 27 de cette loi s'applique et est réputé s'être toujours appliqué au comté d'Oxford à l'égard des règlements municipaux du comté adoptés le 1^{er} janvier 2000 ou avant cette date.

Disposition
détermina-
tive

(2) Malgré le paragraphe 29 (4) de la *Loi sur les municipalités*, ce paragraphe est réputé ne s'être jamais appliqué aux municipalités de secteur qui font partie du comté d'Oxford aux fins municipales à l'égard des règlements municipaux des municipalités locales adoptés le 1^{er} janvier 2000 ou avant cette date.

Idem

44. (1) Sauf disposition contraire du présent article, la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

(2) Les éléments suivants entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2001 :

1. La partie I, sauf les paragraphes 1 (7), (8) et (9), 2 (3), (4) et (5), 3 (6), (7) et (8), 4 (3), (4) et (5) et 5 (9), (10) et (11).
2. La partie II, sauf les articles 6 et 15, les paragraphes 21 (3), (4) et (5) et les articles 22, 23 et 26.
3. La partie IV et l'annexe.

(3) Subsections 21 (3), (4) and (5) and sections 22, 23 and 26 come into force on December 1, 2000.

(4) Despite paragraph 3 of subsection (2), the 2000 regular election under the *Municipal Elections Act, 1996* held in the municipal area comprising the new Town of Moosonee shall be conducted as if the *Town of Moosonee Act, 2000* were already in force and the rules set out in subsection 3 (2) of the *Town of Moosonee Act, 2000* shall be deemed to be apply to the town council elected in that election.

(5) Despite subsection (3), the 2000 regular election under the *Municipal Elections Act, 1996* held in the municipal area comprising the City of Kenora shall be conducted as if section 26 of this Act was already in force.

(6) Despite subsection (3), the 2000 regular elections under the *Municipal Elections Act, 1996* in The Regional Municipality of Waterloo shall be conducted as if section 23 of this Act and a regulation made under subsection 6.2 (4) of *The Regional Municipality of Waterloo Act* (if any) and an order made under section 6.3 of the *Regional Municipality of Waterloo Act* were already in force.

(3) Les paragraphes 21 (3), (4) et (5) et les articles 22, 23 et 26 entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2000.

(4) Malgré la disposition 3 du paragraphe (2), les élections ordinaires de 2000 prévues par la *Loi de 1996 sur les élections municipales* qui se tiennent dans le secteur municipal constitué de la nouvelle ville de Moosonee se tiennent comme si la *Loi de 2000 sur la ville de Moosonee* était déjà en vigueur et les règles énoncées au paragraphe 3 (2) de celle-ci sont réputées s'appliquer au conseil municipal qui est élu lors de ces élections.

(5) Malgré le paragraphe (3), les élections ordinaires de 2000 prévues par la *Loi de 1996 sur les élections municipales* qui se tiennent dans le secteur municipal constitué de la cité de Kenora se tiennent comme si l'article 26 de la présente loi était déjà en vigueur.

(6) Malgré le paragraphe (3), les élections ordinaires de 2000 prévues par la *Loi de 1996 sur les élections municipales* qui se tiennent dans la municipalité régionale de Waterloo se tiennent comme si l'article 23 de la présente loi, un règlement pris le cas échéant en application du paragraphe 6.2 (4) de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* et un arrêté pris en vertu de l'article 6.3 de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* étaient déjà en vigueur.

Short title

45. The short title of this Act is the *Direct Democracy Through Municipal Referendums Act, 2000*.

45. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur la démocratie directe par voie de référendum municipal*.

Titre abrégé

**SCHEDULE
TOWN OF MOOSONEE ACT, 2000**

Definitions	<p>1. In this Act,</p> <p>“Board” means The Moosonee Development Area Board as it exists on December 31, 2000; (“Conseil”)</p> <p>“municipal area” means the area that comprises the geographic area of jurisdiction of The Moosonee Development Area Board on December 31, 2000; (“secteur municipal”)</p> <p>“town” means The Corporation of the Town of Moosonee incorporated by this Act. (“ville”)</p>
Corporation	<p>2. (1) On January 1, 2001, the inhabitants of the municipal area are constituted a body corporate under the name The Corporation of the Town of Moosonee in English and ville de Moosonee in French.</p>
Local municipality	<p>(2) The body corporate is a town and a local municipality for all purposes.</p>
Clerk, treasurer	<p>(3) The person who is the secretary-treasurer of the Board on December 31, 2000 becomes the clerk and treasurer of the town on January 1, 2001.</p>
Council	<p>3. (1) The town council is composed of the mayor and four other members, all of whom shall be elected by general vote of the electors of the town.</p>
Rules - 2000 election	<p>(2) The following special rules apply to the members of the town council elected in the 2000 regular election:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Despite section 6 of the <i>Municipal Elections Act, 1996</i>, the member's terms of office begin on January 1, 2001. 2. Despite subsection 49 (1) of the <i>Municipal Act</i>, the first meeting of the council shall be held on or before January 9, 2001.
Dissolution	<p>4. (1) On January 1, 2001, The Moosonee Development Area Board is dissolved and the town stands in the place of the Board for all purposes.</p>
Transfer	<p>(2) All the assets and liabilities of the Board on December 31, 2000, including all rights, interests, approvals, status, registrations, entitlements and contractual benefits and obligations become assets and liabilities of the town on January 1, 2001, without compensation, and the town has the same rights and powers to collect and recover all unpaid</p>

**ANNEXE
LOI DE 2000 SUR LA VILLE
DE MOOSONEE**

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
«Conseil» Le Conseil de la zone de développement de Moosonee tel qu'il existe le 31 décembre 2000. («Board»)	
«secteur municipal» Secteur constitué du territoire relevant de la compétence du Conseil de la zone de développement de Moosonee le 31 décembre 2000. («municipal area»)	
«ville» La ville de Moosonee constituée aux termes de la présente loi. («town»)	
2. (1) Le 1 ^{er} janvier 2001, les habitants du secteur municipal sont constitués en personne morale sous le nom de ville de Moosonee en français et de The Corporation of the Town of Moosonee en anglais.	Constitution
(2) La personne morale est une ville et une municipalité locale à toutes fins.	Municipalité locale
(3) La personne qui est secrétaire-trésorier du Conseil le 31 décembre 2000 devient secrétaire et trésorier de la ville le 1 ^{er} janvier 2001.	Secrétaire et trésorier
3. (1) Le conseil municipal se compose du maire et de quatre autres membres, élus au scrutin général par les électeurs de la ville.	Conseil
(2) Les règles particulières qui suivent s'appliquent aux membres du conseil élus lors des élections ordinaires de 2000 :	Règles : élections de 2000
1. Malgré l'article 6 de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> , le mandat des membres commence le 1 ^{er} janvier 2001.	
2. Malgré le paragraphe 49 (1) de la <i>Loi sur les municipalités</i> , la première réunion du conseil se tient au plus tard le 9 janvier 2001.	
4. (1) Le 1 ^{er} janvier 2001, le Conseil de la zone de développement de Moosonee est dissous et la ville le remplace à toutes fins.	Dissolution
(2) L'actif et le passif du Conseil au 31 décembre 2000, y compris les droits, intérêts, approbations, statuts et enregistrements ainsi que les avantages et obligations contractuels, passent à la ville le 1 ^{er} janvier 2001, sans versement d'indemnité, et la ville a les mêmes droits et pouvoirs pour percevoir et recouvrer les impôts impayés établis par le	Transfert

*Town of Moosonee Act, 2000**Loi de 2000 sur la ville de Moosonee*

	taxes imposed by the Board, as if such taxes had been imposed by the town.	Conseil que si elle les avait établis elle-même.	
By-laws	(3) Every by-law or resolution of the Board that is in force on December 31, 2000 shall be deemed to be a by-law or resolution of the town council on January 1, 2001.	(3) Les règlements et les résolutions du Conseil qui sont en vigueur le 31 décembre 2000 sont réputés des règlements et des résolutions du conseil municipal le 1 ^{er} janvier 2001.	Règlements
Employees	(4) A person who is an employee of the Board on December 31, 2000, and who would, but for this Act, still be an employee of the Board on January 1, 2001 is entitled to be an employee of the town on January 1, 2001.	(4) La personne qui est un employé du Conseil le 31 décembre 2000 et qui le serait encore le 1 ^{er} janvier 2001 en l'absence de la présente loi a le droit d'être un employé de la ville le 1 ^{er} janvier 2001.	Employés
Same	(5) A person's employment with the Board shall be deemed not to have been terminated for any purpose by anything in subsection (4).	(5) L'emploi d'une personne auprès du Conseil est réputé ne pas avoir pris fin à quel-que fin que ce soit en raison du paragraphe (4).	Idem
Emergency powers	(6) Despite subsection (1), until the town council elected in the 2000 regular election is organized, the Board continues to have the powers it possesses on December 31, 2000 for the purpose of dealing with emergencies.	(6) Malgré le paragraphe (1), tant que le conseil municipal dont les membres sont élus aux élections ordinaires de 2000 n'a pas été constitué, le Conseil continue d'exercer les pouvoirs qu'il possède le 31 décembre 2000 afin de s'occuper des situations d'urgence.	Pouvoirs d'urgence
Special jurisdiction	5. (1) Part III of the <i>Municipal Affairs Act</i> applies with respect to the town and the Ministry of Municipal Affairs and Housing and the Ontario Municipal Board have the powers described in that Part in relation to the town.	5. (1) La partie III de la <i>Loi sur les affaires municipales</i> s'applique à l'égard de la ville et le ministère des Affaires municipales et du Logement ainsi que la Commission des affaires municipales de l'Ontario ont, relativement à la ville, les pouvoirs que confère cette partie.	Compétence spéciale
Elimination of powers	(2) The Minister of Municipal Affairs and Housing may, by regulation, provide that Part III of the <i>Municipal Affairs Act</i> ceases to apply with respect to the town and on the day that the regulation comes into force, the Ministry and the Board shall cease to have the powers described in that Part in respect of the town.	(2) Le ministre des Affaires municipales et du Logement peut, par règlement, prévoir que la partie III de la <i>Loi sur les affaires municipales</i> cesse de s'appliquer à l'égard de la ville et, le jour de l'entrée en vigueur d'un tel règlement, le ministère et la Commission cessent d'avoir, à l'égard de la ville, les pouvoirs que confère cette partie.	Élimination des pouvoirs
Conduct of 2000 election	6. (1) The secretary-treasurer of the Board shall conduct the regular election in 2000 in the municipal area under the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> .	6. (1) Le secrétaire-trésorier du Conseil tient les élections ordinaires de 2000 dans le secteur municipal aux termes de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> .	Tenue des élections de 2000
Same	(2) The Board shall act as the council for the purpose of making the decisions that the council is required to make under the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> , for the regular election but once the council of the town is organized, the council of the town shall make those decisions.	(2) Le Conseil fait fonction de conseil municipal lorsqu'il s'agit de prendre les décisions que celui-ci est tenu de prendre aux termes de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> pour les élections ordinaires. Toutefois, une fois constitué, le conseil municipal prend ces décisions.	Idem
Transitional matters	7. (1) Despite this or any other Act, until December 31, 2003 the Minister of Municipal Affairs and Housing may, by regulation, provide for transitional matters which the Minister considers necessary or expedient to implement the incorporation of the town.	7. (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi, jusqu'au 31 décembre 2003, le ministre des Affaires municipales et du Logement peut, par règlement, prévoir les questions transitoires qu'il estime nécessaires ou utiles pour mener à bien la constitution de la ville.	Questions transitoires

Conflicts	(2) In the event of a conflict between a regulation made under subsection (1) and this or any other Act, the regulation prevails.	(2) Les dispositions des règlements pris en application du paragraphe (1) l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou de toute autre loi.	Incompatibilité
Short title	8. The short title of this Act is the <i>Town of Moosonee Act, 2000</i> .	8. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 2000 sur la ville de Moosonee</i> .	Titre abrégé



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 62

*(Chapter 5
Statutes of Ontario, 2000)*

**An Act to enact, amend and repeal
various Acts in order to encourage
direct democracy through
municipal referendums, to provide
additional tools to assist restructuring
municipalities and to deal with
other municipal matters**

The Hon. T. Clement
Minister of Municipal Affairs and Housing

Projet de loi 62

*(Chapitre 5
Lois de l'Ontario de 2000)*

**Loi édictant, modifiant et abrogeant
diverses lois en vue d'encourager
la démocratie directe au moyen de
référendums municipaux, de fournir
des outils supplémentaires pour aider
les municipalités restructurées et de
traiter d'autres questions municipales**

L'honorable T. Clement
Ministre des Affaires municipales et du Logement

1st Reading	April 13, 2000
2nd Reading	May 10, 2000
3rd Reading	June 5, 2000
Royal Assent	June 8, 2000

1 ^{re} lecture	13 avril 2000
2 ^e lecture	10 mai 2000
3 ^e lecture	5 juin 2000
Sanction royale	8 juin 2000



An Act to enact, amend and repeal various Acts in order to encourage direct democracy through municipal referendums, to provide additional tools to assist restructuring municipalities and to deal with other municipal matters

Loi édictant, modifiant et abrogeant diverses lois en vue d'encourager la démocratie directe au moyen de référendums municipaux, de fournir des outils supplémentaires pour aider les municipalités restructurées et de traiter d'autres questions municipales

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PART I

AMENDMENTS TO THE CITY OF GREATER SUDBURY ACT, 1999, THE TOWN OF HALDIMAND ACT, 1999, THE CITY OF HAMILTON ACT, 1999, THE TOWN OF NORFOLK ACT, 1999 AND THE CITY OF OTTAWA ACT, 1999

PARTIE I

MODIFICATION DE LA LOI DE 1999 SUR LA CITÉ DU GRAND SUDBURY, DE LA LOI DE 1999 SUR LA VILLE DE HALDIMAND, DE LA LOI DE 1999 SUR LA CITÉ DE HAMILTON, DE LA LOI DE 1999 SUR LA VILLE DE NORFOLK ET DE LA LOI DE 1999 SUR LA CITÉ D'OTTAWA

CITY OF GREATER SUDBURY ACT, 1999

LOI DE 1999 SUR LA CITÉ DU GRAND SUDBURY

1. (1) The French version of the *City of Greater Sudbury Act, 1999* is amended by striking out “cité du Grand Sudbury” and substituting “ville du Grand Sudbury” in the short title of the Act and in the definition of “cité” in section 1.

1. (1) La version française de la *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury* est modifiée par substitution de «ville du Grand Sudbury» à «cité du Grand Sudbury» dans le titre abrégé de la Loi et dans la définition de «cité» à l'article 1.

(2) Subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out “cité du Grand Sudbury” and substituting “ville du Grand Sudbury”.

(2) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par substitution de «ville du Grand Sudbury» à «cité du Grand Sudbury».

(3) Paragraph 7 of subsection 5 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) La disposition 7 du paragraphe 5 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

7. The City of Valley East.

7. La cité de Valley East.

(4) Paragraph 9 of subsection 5 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) La disposition 9 du paragraphe 5 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

9. All local roads boards established under the *Local Roads Boards Act* located in the municipal area but if a local roads board is not entirely located in the municipal area, only the portion of the local roads board located in the municipal area is dissolved.

9. Toutes les régies des routes locales créées aux termes de la *Loi sur les régies des routes locales* et situées dans le secteur municipal. Toutefois, si une régie des routes locales n'est pas entièrement située dans le secteur municipal, seule la partie de la régie qui y est située est dissoute.

(5) Subsection 5 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(5) Le paragraphe 5 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Rights and duties	(2) The city stands in the place of the old municipalities for all purposes but if a local roads board is not entirely located in the municipal area, the city only stands in place of the local roads board with respect to matters that are within the jurisdiction of the city.	(2) La cité remplace les anciennes municipalités à toutes fins. Toutefois, si une régie des routes locales n'est pas entièrement située dans le secteur municipal, la cité ne remplace la régie qu'à l'égard des questions qui relèvent de sa compétence.	Droits et obligations
	(6) Section 5 of the Act is amended by adding the following subsection:	(6) L'article 5 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :	
Local boards	(3.1) If a local roads board is not entirely located in the municipal area, clause (3) (b) only applies to assets and liabilities which primarily pertain to or are used primarily in connection with matters that are within the jurisdiction of the city.	(3.1) Si une régie des routes locales n'est pas entièrement située dans le secteur municipal, l'alinéa (3) b) ne s'applique qu'aux éléments d'actif et de passif qui concernent principalement des questions qui relèvent de la compétence de la cité ou qui sont utilisés principalement dans le cadre de telles questions.	Conseils locaux
	(7) The Act is amended by adding the following sections:	(7) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :	
Certain police powers	11.1 The city, and not the Greater Sudbury Police Services Board, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the <i>Municipal Act</i> .	11.1 La cité, et non pas la Commission des services policiers du Grand Sudbury, peut adopter les règlements municipaux qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la <i>Loi sur les municipalités</i> .	Certains pouvoirs de police
Highways	11.2 The city may establish, lay out, construct, maintain and improve highways in unorganized territory adjoining the municipal area.	11.2 La cité peut créer, aménager, construire, entretenir et améliorer des voies publiques dans un territoire non érigé en municipalité contigu au secteur municipal.	Voies publiques
Powers re parks, etc.	11.3 (1) The city may acquire land for public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.	11.3 (1) La cité peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.	Pouvoirs : parcs
Same	(2) For the purposes described in subsection (1), the city has the powers of a board of park management under the <i>Public Parks Act</i> .	(2) Pour l'application du paragraphe (1), la cité possède les pouvoirs que la <i>Loi sur les parcs publics</i> attribue à une commission de gestion des parcs.	Idem
Land owned by conservation authorities	11.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the city under an agreement between the city and the conservation authority.	11.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la cité aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.	Biens-fonds appartenant aux offices de protection de la nature
Parks, etc.	(2) The city may establish, lay out, improve and maintain public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the <i>Public Parks Act</i> .	(2) La cité peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la <i>Loi sur les parcs publics</i> attribue aux commissions de gestion des parcs.	Parcs
Roads and traffic	(3) The city may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the <i>Highway Traffic Act</i> , and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the <i>Highway Traffic Act</i> .	(3) La cité peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous réserve du <i>Code de la route</i> , et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du <i>Code de la route</i> .	Routes et circulation

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Sale of liquor in parks	11.5 (1) The city may authorize a person to sell liquor, as defined in the <i>Liquor Licence Act</i> , in parks that belonged to The Regional Municipality of Sudbury on December 31, 2000 and may impose such conditions as the city considers appropriate.	11.5 (1) La cité peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> , dans les parcs qui appartiennent à la municipalité régionale de Sudbury le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Vente d'alcool dans les parcs
Restriction	(2) The power of the city is subject to the <i>Liquor Licence Act</i> .	(2) Le pouvoir de la cité est assujéti à la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> .	Restriction
Waste management	11.6 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Sudbury under section 150 of the <i>Regional Municipalities Act</i> as of December 31, 2000 without the consent of the city, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.	11.6 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale de Sudbury exerçait en application de l'article 150 de la <i>Loi sur les municipalités régionales</i> au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la cité, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.	Gestion des déchets
Exception	(2) Despite subsection (1), the consent of the city is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.	(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.	Exception
Same	(3) Despite subsection (1), the consent of the city is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.	(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire si le service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.	Idem
Appeal	(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the city fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.	(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la cité ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.	Appel
Same	(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.	(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Idem
Same	(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.	(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.	Idem
Confirmation by L.G. in C.	(7) Section 95 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> does not apply to a decision made under subsection (5).	(7) L'article 95 de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).	Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil
Fluoridation of water	11.7 (1) On and after January 1, 2001, the city may continue to fluoridate the water supply of those areas of the city to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000.	11.7 (1) À compter du 1 ^{er} janvier 2001, la cité peut continuer la fluoration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la cité qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.	Fluoration de l'eau

Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)

Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)

Agreements	(2) The city may enter into agreements with an adjoining municipality (including a regional municipality) in respect of the supply and distribution of water in the municipal area including the establishment, construction, maintenance, operation, improvement and the extension of waterworks systems and the financing thereof.	(2) La cité peut conclure des accords avec une municipalité contiguë, y compris une municipalité régionale, à l'égard de l'approvisionnement en eau et de la distribution de l'eau dans le secteur municipal, y compris à l'égard de l'établissement, de la construction, de l'entretien, de l'exploitation, de l'amélioration et du prolongement des réseaux d'adduction d'eau et du financement de ces activités.	Accords
Powers re homes	11.8 The city may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the <i>Homes for Retarded Persons Act</i> for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.	11.8 La cité peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agréées au sens de la <i>Loi sur les foyers pour déficients mentaux</i> en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.	Pouvoirs : foyers
Agreement re collection of tax arrears	11.9 The city may enter into an agreement with the land tax collector appointed under the <i>Provincial Land Tax Act</i> respecting the collection by the city of arrears of land tax imposed under that Act in respect of property in the municipal area.	11.9 La cité peut conclure un accord avec le percepteur de l'impôt foncier nommé aux termes de la <i>Loi sur l'impôt foncier provincial</i> au sujet du recouvrement par la cité des arriérés des impôts fonciers que prévoit cette loi à l'égard des biens situés dans le secteur municipal.	Accord visant le recouvrement des arriérés d'impôts
Other powers	11.10 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the city to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act. (8) The Act is amended by adding the following sections:	11.10 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la cité à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi. (8) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :	Autres pouvoirs
Borrowing limit for 2001	16.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the <i>Municipal Act</i> , the estimated revenue of the city for 2000 is the sum of the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000.	16.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la <i>Loi sur les municipalités</i> , les revenus estimatifs de la cité pour 2000 correspondent à la somme des revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000.	Plafond d'emprunt pour 2001
Surplus or operating deficit for 2001	16.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the <i>Municipal Act</i> , the surplus for which allowance is to be made by the city for 2001 or the operating deficit to be provided for by the city for 2001, as the case may be, shall be determined by taking the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000 and subtracting the total of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000.	16.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la <i>Loi sur les municipalités</i> , l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la cité doit tenir compte pour 2001 est calculé en soustrayant la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.	Excédent ou déficit de fonctionnement pour 2001
Payment of damages to employees	16.3 (1) If the city recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.	16.3 (1) Si la cité recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'employé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.	Versement de dommages-intérêts aux employés
Same	(2) Subsection (1) also applies in respect of members of the Greater Sudbury Police	(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres du corps de po-	Idem

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Force and persons deemed to be city employees for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*.

lice du Grand Sudbury et des personnes réputées des employés de la cité pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*.

Conditions (3) The city may impose conditions on the payment.

(3) La cité peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.

Conditions

Application (4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.

(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouvrés dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.

Application

(9) The Act is amended by adding the following section:

(9) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Interpretation

32.1 Nothing in sections 28 to 32 prevents a collective agreement between the city and a bargaining agent that is made after the city or the bargaining agent gave notice to bargain under the *Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997*, the *Labour Relations Act, 1995*, the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* or the *Police Services Act* from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day before the effective date of that collective agreement.

32.1 Les articles 28 à 32 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la cité et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public*, de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* ou de la *Loi sur les services policiers*.

Interprétation

(10) Section 33 of the Act is amended by adding the following subsection:

(10) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Limitation

(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000, the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (5) and 8 (4).

(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (5) et 8 (4) après le 31 décembre 2000.

Restriction

(11) Clause 36 (1) (b) of the Act is repealed.

(11) L'alinéa 36 (1) b) de la Loi est abrogé.

TOWN OF HALDIMAND ACT, 1999

LOI DE 1999 SUR LA VILLE DE HALDIMAND

2. (1) The *Town of Haldimand Act, 1999* is amended by adding the following sections:

2. (1) La *Loi de 1999 sur la ville de Haldimand* est modifiée par adjonction des articles suivants :

Certain police powers

13.1 The town, and not a police services board of the town, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the *Municipal Act*.

13.1 La ville, et non pas une commission de services policiers de celle-ci, peut adopter les règlements municipaux qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la *Loi sur les municipalités*.

Certains pouvoirs de police

Powers re homes

13.2 The town may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the *Homes for Retarded Persons Act* for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.

13.2 La ville peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agréées au sens de la *Loi sur les foyers pour déficients mentaux* en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.

Pouvoirs : foyers

Powers re parks, etc.

13.3 (1) The town may acquire land for public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and

13.3 (1) La ville peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologi-

Pouvoirs : parcs

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

	drives and may establish, lay out, improve and maintain them.	ques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.	
Same	(2) For the purposes described in subsection (1), the town has the powers of a board of park management under the <i>Public Parks Act</i> .	(2) Pour l'application du paragraphe (1), la ville possède les pouvoirs que la <i>Loi sur les parcs publics</i> attribue à une commission de gestion des parcs.	Idem
Land owned by conservation authorities	13.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the town under an agreement between the town and the conservation authority.	13.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la ville aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.	Biens-fonds appartenant aux offices de protection de la nature
Parks, etc.	(2) The town may establish, lay out, improve and maintain public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the <i>Public Parks Act</i> .	(2) La ville peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la <i>Loi sur les parcs publics</i> attribue aux commissions de gestion des parcs.	Parcs
Roads and traffic	(3) The town may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the <i>Highway Traffic Act</i> , and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the <i>Highway Traffic Act</i> .	(3) La ville peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous réserve du <i>Code de la route</i> , et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du <i>Code de la route</i> .	Routes et circulation
Sale of liquor in parks	13.5 (1) The town may authorize a person to sell liquor, as defined in the <i>Liquor Licence Act</i> , in parks in the municipal area that belonged to The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk on December 31, 2000 and may impose such conditions as it considers appropriate.	13.5 (1) La ville peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> , dans les parcs qui sont situés dans le secteur municipal et qui appartenaient à la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Vente d'alcool dans les parcs
Restriction	(2) The power of the town is subject to the <i>Liquor Licence Act</i> .	(2) Le pouvoir de la ville est assujéti à la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> .	Restriction
Waste management	13.6 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk under section 150 of the <i>Regional Municipalities Act</i> as of December 31, 2000 without the consent of the town, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.	13.6 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk exerçait en application de l'article 150 de la <i>Loi sur les municipalités régionales</i> au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la ville, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.	Gestion des déchets
Exception	(2) Despite subsection (1), the consent of the town is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.	(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la ville n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.	Exception
Same	(3) Despite subsection (1), the consent of the town is not required if the service or facil-	(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la ville n'est pas nécessaire si le	Idem

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

ity is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.

Appeal

(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the town fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.

Same

(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.

Same

(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.

Confirmation
by L.G. in C.

(7) Section 95 of the *Ontario Municipal Board Act* does not apply to a decision made under subsection (5).

Fluoridation
of water

13.7 (1) On and after January 1, 2001, the town may continue to fluoridate the water supply of those areas of the town to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000.

Agreements

(2) The town may enter into agreements with an adjoining municipality (including a regional municipality) in respect of the supply and distribution of water in the municipal area including the establishment, construction, maintenance, operation, improvement and the extension of waterworks systems and the financing thereof.

Other
powers

13.8 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the town to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act.

(2) The Act is amended by adding the following sections:

Borrowing
limit for
2001

19.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the *Municipal Act*, the estimated revenue of the town for 2000 is the sum of,

- (a) the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000; and
- (b) the estimated revenues of each of the divided municipalities as shown in the estimates adopted for 2000, multiplied

service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.

Appel

(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la ville ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

Idem

(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

Idem

(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.

Confirmation
du
lieutenant-
gouverneur
en conseil

(7) L'article 95 de la *Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario* ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).

Fluoruration
de l'eau

13.7 (1) À compter du 1^{er} janvier 2001, la ville peut continuer la fluoruration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la ville qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.

Accords

(2) La ville peut conclure des accords avec une municipalité contiguë, y compris une municipalité régionale, à l'égard de l'approvisionnement en eau et de la distribution de l'eau dans le secteur municipal, y compris à l'égard de l'établissement, de la construction, de l'entretien, de l'exploitation, de l'amélioration et du prolongement des réseaux d'adduction d'eau et du financement de ces activités.

Autres
pouvoirs

13.8 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la ville à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi.

(2) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

19.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la *Loi sur les municipalités*, les revenus estimatifs de la ville pour 2000 correspondent à la somme de ce qui suit :

Plafond
d'emprunt
pour 2001

- a) les revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000;
- b) les revenus estimatifs de chacune des municipalités démembrées tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000, multipliés par le

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

by the percentage that is prescribed for each municipality.

pourcentage prescrit pour chaque municipalité.

Surplus or
operating
deficit for
2001

19.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the *Municipal Act*, the surplus for which allowance is to be made by the town for 2001 or the operating deficit to be provided for by the town for 2001, as the case may be, shall be determined as follows:

19.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la *Loi sur les municipalités*, l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la ville doit tenir compte pour 2001 est calculé comme suit :

Excédent ou
déficit de
fonctionne-
ment pour
2001

1. Subtract the total of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000 from the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000.
2. For each divided municipality, multiply the audited operating deficit or audited surplus, as the case may be, as of December 31, 2000 by the percentage prescribed for each municipality.
3. Add the results obtained for each divided municipality under paragraph 2 to get a total amount for all divided municipalities.
4. Add the total amounts obtained under paragraphs 1 and 3.

1. Soustraire la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.
2. Pour chaque municipalité démembrée, multiplier le déficit de fonctionnement vérifié ou l'excédent vérifié, selon le cas, au 31 décembre 2000 par le pourcentage prescrit pour la municipalité.
3. Additionner les résultats obtenus pour chaque municipalité démembrée aux termes de la disposition 2 pour calculer le total de toutes les municipalités démembrées.
4. Additionner les totaux obtenus aux termes des dispositions 1 et 3.

Payment of
damages to
employees

19.3 (1) If the town recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.

19.3 (1) Si la ville recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'employé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.

Versement de
dommages-
intérêts aux
employés

Same

(2) Subsection (1) also applies in respect of members of a municipal police force and persons deemed to be town employees for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*.

(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres d'un corps de police municipal et des personnes réputées des employés de la ville pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*.

Idem

Conditions

(3) The town may impose conditions on the payment.

(3) La ville peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.

Conditions

Application

(4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.

(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouverts dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.

Application

(3) The Act is amended by adding the following section:

(3) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Interpreta-
tion

42.1 Nothing in sections 37 to 42 prevents a collective agreement between the town and a bargaining agent that is made after the town or the bargaining agent gave notice to bargain under the *Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997*, the *Labour Relations Act, 1995*, the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* or the *Police Services Act* from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day

42.1 Les articles 37 à 42 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la ville et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transi-*

Interpréta-
tion

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

before the effective date of that collective agreement.

(4) Section 43 of the Act is amended by adding the following subsection:

Limitation

(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000 the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (4), 6 (7) and 8 (4).

(5) Clause 46 (1) (c) of the Act is repealed.

CITY OF HAMILTON ACT, 1999

3. (1) Section 1 of the *City of Hamilton Act, 1999* is amended by adding the following definition:

“passenger transportation system” means a system that provides, for compensation, transportation for passengers or passengers and freight in vehicles operated underground, on the ground or above the ground, but not in taxicabs. (“réseau de transport de passagers”)

(2) Section 3 of the Act is amended by striking out “13” and substituting “15”.

(3) Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “13” and substituting “15”.

(4) The Act is amended by adding the following sections:

Certain
police
powers

11.1 The city, and not the Hamilton Police Services Board, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the *Municipal Act*.

Powers re
homes

11.2 The city may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the *Homes for Retarded Persons Act* for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.

Powers re
parks, etc.

11.3 (1) The city may acquire land for public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.

Same

(2) For the purposes described in subsection (1), the city has the powers of a board of park management under the *Public Parks Act*.

Land
owned by
conservation
authorities

11.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the city under an agreement between the city and the conservation authority.

tion dans le secteur public, de la Loi de 1995 sur les relations de travail, de la Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie ou de la Loi sur les services policiers.

(4) L'article 43 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (4), 6 (7) et 8 (4) après le 31 décembre 2000.

(5) L'alinéa 46 (1) c) de la Loi est abrogé.

LOI DE 1999 SUR LA CITÉ DE HAMILTON

3. (1) L'article 1 de la *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«réseau de transport de passagers» Réseau qui assure, moyennant contrepartie, le transport de passagers seulement ou de passagers et de marchandises par voie souterraine, par voie de surface ou par voie surélevée dans des véhicules autres que des taxis. («passenger transportation system»)

(2) L'article 3 de la Loi est modifié par substitution de «15» à «13».

(3) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par substitution de «15» à «13».

(4) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

11.1 La cité, et non pas la Commission des services policiers de Hamilton, peut adopter les règlements municipaux qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la *Loi sur les municipalités*.

11.2 La cité peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agréées au sens de la *Loi sur les foyers pour déficients mentaux* en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.

11.3 (1) La cité peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la cité possède les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue à une commission de gestion des parcs.

11.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la cité aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.

Restriction

Certains
pouvoirs
de police

Pouvoirs :
foyers

Pouvoirs :
parcs

Idem

Biens-fonds
appartenant
aux offices
de protection
de la nature

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Parks, etc.	(2) The city may establish, lay out, improve and maintain public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the <i>Public Parks Act</i> .	(2) La cité peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la <i>Loi sur les parcs publics</i> attribue aux commissions de gestion des parcs.	Parcs
Roads and traffic	(3) The city may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the <i>Highway Traffic Act</i> , and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the <i>Highway Traffic Act</i> .	(3) La cité peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous réserve du <i>Code de la route</i> , et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du <i>Code de la route</i> .	Routes et circulation
Sale of liquor in parks	11.5 (1) The city may authorize a person to sell liquor, as defined in the <i>Liquor Licence Act</i> , in parks that belonged to The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth on December 31, 2000 and may impose such conditions as the city considers appropriate.	11.5 (1) La cité peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> , dans les parcs qui appartenaient à la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Vente d'alcool dans les parcs
Restriction	(2) The power of the city is subject to the <i>Liquor Licence Act</i> .	(2) Le pouvoir de la cité est assujetti à la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> .	Restriction
Power to exempt shops	11.6 (1) Upon the application of the occupier of a shop, the city may exempt the shop from any provision of a by-law passed under section 214 of the <i>Municipal Act</i> on the days and for the special occasions specified in the by-law.	11.6 (1) Sur présentation d'une demande à cet effet par l'occupant d'une boutique, la cité peut exempter celle-ci de l'application de toute disposition d'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 214 de la <i>Loi sur les municipalités</i> les jours et pour les occasions spéciales que précise le règlement municipal.	Pouvoir d'exempter des boutiques
Restriction	(2) The city cannot exempt a shop for more than two periods in any calendar year, and each such period cannot exceed two consecutive days.	(2) La cité ne peut pas exempter une boutique pour plus de deux périodes au cours d'une année civile, et chacune d'elles ne peut pas dépasser deux jours consécutifs.	Restriction
Waste management	11.7 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth under section 150 of the <i>Regional Municipalities Act</i> as of December 31, 2000 without the consent of the city, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.	11.7 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth exerçait en application de l'article 150 de la <i>Loi sur les municipalités régionales</i> au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la cité, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.	Gestion des déchets
Exception	(2) Despite subsection (1), the consent of the city is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.	(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.	Exception

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

Same	(3) Despite subsection (1), the consent of the city is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.	(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire si le service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.	Idem
Appeal	(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the city fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.	(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la cité ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.	Appel
Same	(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.	(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Idem
Same	(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.	(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.	Idem
Confirmation by L.G. in C.	(7) Section 95 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> does not apply to a decision made under subsection (5).	(7) L'article 95 de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).	Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil
Fluoridation of water	11.8 (1) On and after January 1, 2001, the city may continue to fluoridate the water supply of those areas of the city to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000.	11.8 (1) À compter du 1 ^{er} janvier 2001, la cité peut continuer la fluoruration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la cité qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.	Fluoruration de l'eau
Agreements	(2) The city may enter into agreements with an adjoining municipality (including a regional municipality) in respect of the supply and distribution of water in the municipal area including the establishment, construction, maintenance, operation, improvement and the extension of waterworks systems and the financing thereof.	(2) La cité peut conclure des accords avec une municipalité contiguë, y compris une municipalité régionale, à l'égard de l'approvisionnement en eau et de la distribution de l'eau dans le secteur municipal, y compris à l'égard de l'établissement, de la construction, de l'entretien, de l'exploitation, de l'amélioration et du prolongement des réseaux d'adduction d'eau et du financement de ces activités.	Accords
The Hamilton Street Railway Company, etc.	11.9 (1) The city is authorized to hold shares in The Hamilton Street Railway Company and in Safety Service and Adjusters Limited and to exercise the rights associated with those shares.	11.9 (1) La cité est autorisée à détenir des actions dans la personne morale appelée The Hamilton Street Railway Company et dans celle appelée Safety Service and Adjusters Limited et à exercer les droits qui leur sont attachés.	The Hamilton Street Railway Company
Duty to manage	(2) The city shall manage the affairs of both corporations.	(2) La cité gère les affaires des deux personnes morales.	Gestion des affaires
Other powers	11.10 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the city to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act.	11.10 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la cité à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi.	Autres pouvoirs

PASSENGER TRANSPORTATION SYSTEM

RÉSEAU DE TRANSPORT DE PASSAGERS

Operation of
a passenger
transporta-
tion system

11.11 (1) Subject to the *Public Vehicles Act*, the city may establish, operate and maintain a passenger transportation system within the city, and between any point in the city and any point outside the city including any point outside Ontario.

11.11 (1) Sous réserve de la *Loi sur les véhicules de transport en commun*, la cité peut mettre sur pied, exploiter et entretenir un réseau de transport de passagers dans les limites de la cité ainsi qu'entre un point situé à l'intérieur de la cité et un point situé à l'extérieur, y compris à l'extérieur de l'Ontario.

Exploitation
d'un réseau
de transport
de passagers

Agreements

(2) For the purpose of subsection (1), the city may enter into agreements with any person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford), including agreements in respect of connecting or reciprocal passenger transportation systems, and the use of facilities, personnel or equipment.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la cité peut conclure des accords avec quiconque, notamment une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford, y compris des accords portant sur la correspondance ou la réciprocité entre les réseaux de transport de passagers et l'utilisation des installations, du personnel et du matériel.

Accords

Fares

(3) The city may establish appropriate fares for the use of the passenger transportation system.

(3) La cité peut fixer des tarifs appropriés pour l'utilisation du réseau de transport de passagers.

Tarifs

Restriction
re operators

11.12 (1) The city may, by by-law, provide that no person shall operate a passenger transportation system in the city, or in an area of the city designated in the by-law, unless the person is authorized to do so under this section or by the city.

11.12 (1) La cité peut, par règlement municipal, prévoir que nul ne doit exploiter un réseau de transport de passagers dans la cité, ou dans un secteur de celle-ci que désigne le règlement municipal, à moins d'y être autorisé en vertu du présent article ou par la cité.

Restriction :
exploitants

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply with respect to the following types of passenger transportation systems:

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des genres suivants de réseaux de transport de passagers :

Exceptions

1. Vehicles and marine vessels used for sightseeing tours.
2. Buses used to transport pupils, including buses owned and operated by, or operated under a contract with, a school board, a private school or a charitable organization.
3. Railways operated by railway companies incorporated under a federal or provincial Act.
4. Ferries.
5. Aviation systems.
6. A regional transit system as defined in section 1 of the *Greater Toronto Services Board Act, 1998*.

1. Les véhicules et les bâtiments de mer utilisés à des fins de visites touristiques.
2. Les autobus utilisés pour transporter des élèves, y compris ceux dont est propriétaire et qu'exploite un conseil scolaire, une école privée ou un organisme de bienfaisance ou qui sont exploités conformément à un contrat conclu avec un tel conseil, une telle école ou un tel organisme.
3. Les chemins de fer exploités par des compagnies de chemin de fer constituées en personne morale sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale.
4. Les traversiers.
5. Les réseaux d'aviation.
6. Les réseaux régionaux de transport en commun au sens de l'article 1 de la *Loi de 1998 sur la Commission des services du grand Toronto*.

Authoriz-
ation

(3) Subject to the *Municipal Franchises Act*, the city may authorize a person to operate a passenger transportation system in an area of the city designated in a by-law under

(3) Sous réserve de la *Loi sur les concessions municipales*, la cité peut autoriser une personne à exploiter un réseau de transport de passagers dans un secteur de celle-ci que désigne un règlement municipal visé au paragra-

Autorisation

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

subsection (1) and may impose conditions on the authorization.

phe (1) et peut assortir l'autorisation de conditions.

Deemed
by-law

(4) On January 1, 2001, the city shall be deemed to have passed a by-law under subsection (1) designating the Urban Transit Service Area established under section 42 of the *Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act*, as the Area existed on December 31, 2000, as an area in which no person shall operate a passenger transportation system unless the person is authorized to do so under this section or by the city.

(4) Le 1^{er} janvier 2001, la cité est réputée avoir adopté un règlement municipal en vertu du paragraphe (1) désignant le secteur desservi par le réseau de transport urbain établi aux termes de l'article 42 de la *Loi sur la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth*, tel que ce secteur existait le 31 décembre 2000, comme secteur dans lequel nul ne doit exploiter un réseau de transport de passagers à moins d'y être autorisé en vertu du présent article ou par la cité.

Règlement
municipal
réputé
adopté

Rights
unaffected

(5) Nothing in this section prevents a person from operating a passenger transportation system that is used to convey personal property and passengers from a point within an area designated in a by-law under subsection (1) to a point outside the area or from a point outside the area to a point inside the area.

(5) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher une personne d'exploiter un réseau de transport de passagers qui sert à transporter des biens meubles et des passagers entre un point situé dans un secteur désigné dans un règlement municipal visé au paragraphe (1) et un point situé à l'extérieur de celui-ci, ou inversement.

Droits

Same

(6) Nothing in this section affects any rights existing on January 1, 1977 of any licensed operator of passenger transportation.

(6) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits que possédait le 1^{er} janvier 1977 l'exploitant d'un service de transport de passagers titulaire d'un permis.

Idem

(5) The Act is amended by adding the following sections:

(5) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Borrowing
limit for
2001

16.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the *Municipal Act*, the estimated revenue of the city for 2000 is the sum of the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000.

16.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la *Loi sur les municipalités*, les revenus estimatifs de la cité pour 2000 correspondent à la somme des revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000.

Plafond
d'emprunt
pour 2001

Surplus or
operating
deficit for
2001

16.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the *Municipal Act*, the surplus for which allowance is to be made by the city for 2001 or the operating deficit to be provided for by the city for 2001, as the case may be, shall be determined by taking the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000 and subtracting the total of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000.

16.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la *Loi sur les municipalités*, l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la cité doit tenir compte pour 2001 est calculé en soustrayant la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.

Excédent ou
déficit de
fonctionnement
pour 2001

Payment of
damages to
employees

16.3 (1) If the city recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.

16.3 (1) Si la cité recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'employé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.

Versement de
dommages-
intérêts aux
employés

Same

(2) Subsection (1) also applies in respect of members of the Hamilton Police Force and persons deemed to be city employees for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*.

(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres du corps de police de Hamilton et des personnes réputées des employés de la cité pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*.

Idem

Conditions

(3) The city may impose conditions on the payment.

(3) La cité peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.

Conditions

Application	<p>(4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.</p> <p>(6) The Act is amended by adding the following section:</p>	<p>(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouvrés dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.</p> <p>(6) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :</p>	Application
Interpretation	<p>32.1 Nothing in sections 28 to 32 prevents a collective agreement between the city and a bargaining agent that is made after the city or the bargaining agent gave notice to bargain under the <i>Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997</i>, the <i>Labour Relations Act, 1995</i>, the <i>Fire Protection and Prevention Act, 1997</i> or the <i>Police Services Act</i> from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day before the effective date of that collective agreement.</p>	<p>32.1 Les articles 28 à 32 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la cité et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la <i>Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public</i>, de la <i>Loi de 1995 sur les relations de travail</i>, de la <i>Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie</i> ou de la <i>Loi sur les services policiers</i>.</p>	Interprétation
Limitation	<p>(7) Section 33 of the Act is amended by adding the following subsection:</p> <p>(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000 the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (5) and 7 (4).</p> <p>(8) Clause 36 (1) (b) of the Act is repealed.</p>	<p>(7) L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :</p> <p>(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (5) et 7 (4) après le 31 décembre 2000.</p> <p>(8) L'alinéa 36 (1) b) de la Loi est abrogé.</p>	Restriction
	TOWN OF NORFOLK ACT, 1999	LOI DE 1999 SUR LA VILLE DE NORFOLK	
	<p>4. (1) The <i>Town of Norfolk Act, 1999</i> is amended by adding the following sections:</p>	<p>4. (1) La <i>Loi de 1999 sur la ville de Norfolk</i> est modifiée par adjonction des articles suivants :</p>	
Certain police powers	<p>13.1 The town, and not a police services board of the town, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the <i>Municipal Act</i>.</p>	<p>13.1 La ville, et non pas une commission de services policiers de celle-ci, peut adopter les règlements municipaux qu'une commission de services policiers d'une cité peut adopter en vertu des articles 234 et 239 de la <i>Loi sur les municipalités</i>.</p>	Certains pouvoirs de police
Powers re homes	<p>13.2 The town may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the <i>Homes for Retarded Persons Act</i> for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.</p>	<p>13.2 La ville peut conclure des accords avec des associations qui sont des associations agréées au sens de la <i>Loi sur les foyers pour déficients mentaux</i> en vue de la construction et de l'exploitation de foyers aux termes de cette loi.</p>	Pouvoirs : foyers
Powers re parks, etc.	<p>13.3 (1) The town may acquire land for public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.</p>	<p>13.3 (1) La ville peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades.</p>	Pouvoirs : parcs
Same	<p>(2) For the purposes described in subsection (1), the town has the powers of a board of park management under the <i>Public Parks Act</i>.</p>	<p>(2) Pour l'application du paragraphe (1), la ville possède les pouvoirs que la <i>Loi sur les parcs publics</i> attribue à une commission de gestion des parcs.</p>	Idem
Land owned by conservation authorities	<p>13.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is</p>	<p>13.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de</p>	Biens-fonds appartenant aux offices de protection de la nature

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

managed and controlled by the town under an agreement between the town and the conservation authority.

protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la ville aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.

Parks, etc.

(2) The town may establish, lay out, improve and maintain public parks, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the *Public Parks Act*.

(2) La ville peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la *Loi sur les parcs publics* attribue aux commissions de gestion des parcs.

Parcs

Roads and traffic

(3) The town may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the *Highway Traffic Act*, and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the *Highway Traffic Act*.

(3) La ville peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous réserve du *Code de la route*, et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du *Code de la route*.

Routes et circulation

Sale of liquor in parks

13.5 (1) The town may authorize a person to sell liquor, as defined in the *Liquor Licence Act*, in parks in the municipal area that belonged to The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk on December 31, 2000 and may impose such conditions as it considers appropriate.

13.5 (1) La ville peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la *Loi sur les permis d'alcool*, dans les parcs qui sont situés dans le secteur municipal et qui appartenaient à la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

Vente d'alcool dans les parcs

Restriction

(2) The power of the town is subject to the *Liquor Licence Act*.

(2) Le pouvoir de la ville est assujéti à la *Loi sur les permis d'alcool*.

Restriction

Waste management

13.6 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk under section 150 of the *Regional Municipalities Act* as of December 31, 2000 without the consent of the town, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.

13.6 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk exerçait en application de l'article 150 de la *Loi sur les municipalités régionales* au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la ville, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.

Gestion des déchets

Exception

(2) Despite subsection (1), the consent of the town is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.

(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la ville n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.

Exception

Same

(3) Despite subsection (1), the consent of the town is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.

(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la ville n'est pas nécessaire si le service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.

Idem

Appeal

(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the town fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.

(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la ville ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

Appel

16	Bill 62, Part I	DIRECT DEMOCRACY THROUGH MUNICIPAL REFERENDUMS	Sec./art. 4 (1)
	<i>Amendments (Sudbury, Haldimand, Hamilton, Norfolk and Ottawa)</i>	<i>Modification (Sudbury, Haldimand, Hamilton, Norfolk et Ottawa)</i>	
Same	(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.	(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Idem
Same	(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.	(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.	Idem
Confirmation by L.G. in C.	(7) Section 95 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> does not apply to a decision made under subsection (5).	(7) L'article 95 de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).	Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil
Fluoridation of water	13.7 (1) On and after January 1, 2001, the town may continue to fluoridate the water supply of those areas of the town to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000.	13.7 (1) À compter du 1 ^{er} janvier 2001, la ville peut continuer la fluoration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la ville qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.	Fluoruration de l'eau
Agreements	(2) The town may enter into agreements with an adjoining municipality (including a regional municipality) in respect of the supply and distribution of water in the municipal area including the establishment, construction, maintenance, operation, improvement and the extension of waterworks systems and the financing thereof.	(2) La ville peut conclure des accords avec une municipalité contiguë, y compris une municipalité régionale, à l'égard de l'approvisionnement en eau et de la distribution de l'eau dans le secteur municipal, y compris à l'égard de l'établissement, de la construction, de l'entretien, de l'exploitation, de l'amélioration et du prolongement des réseaux d'adduction d'eau et du financement de ces activités.	Accords
Other powers	13.8 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the town to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act. (2) The Act is amended by adding the following sections:	13.8 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la ville à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi. (2) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :	Autres pouvoirs
Borrowing limit for 2001	19.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the <i>Municipal Act</i> , the estimated revenue of the town for 2000 is the sum of, (a) the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000; and (b) the estimated revenues of each of the divided municipalities as shown in the estimates adopted for 2000, multiplied by the percentage prescribed for each municipality.	19.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la <i>Loi sur les municipalités</i> , les revenus estimatifs de la ville pour 2000 correspondent à la somme de ce qui suit : a) les revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000; b) les revenus estimatifs de chacune des municipalités démembrées tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000, multipliés par le pourcentage prescrit pour chaque municipalité.	Plafond d'emprunt pour 2001
Surplus or operating deficit for 2001	19.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the <i>Municipal Act</i> , the surplus for which allowance is to be made by the town for 2001 or the operating deficit to be provided for by the town for 2001, as the case may be, shall be determined as follows:	19.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la <i>Loi sur les municipalités</i> , l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la ville doit tenir compte pour 2001 est calculé comme suit :	Excédent ou déficit de fonctionnement pour 2001

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

1. Subtract the total of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000 from the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000.
2. For each divided municipality, multiply the audited operating deficit or audited surplus, as the case may be, as of December 31, 2000 by the percentage prescribed for each municipality.
3. Add the results obtained for each divided municipality under paragraph 2 to get a total amount for all divided municipalities.
4. Add the total amounts obtained under paragraphs 1 and 3.

Payment of
damages to
employees

19.3 (1) If the town recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.

Same

(2) Subsection (1) also applies in respect of members of a municipal police force and persons deemed to be town employees for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*.

Conditions

(3) The town may impose conditions on the payment.

Application

(4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.

Interpreta-
tion

33.1 Nothing in sections 29 to 33 prevents a collective agreement between the town and a bargaining agent that is made after the town or the bargaining agent gave notice to bargain under the *Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997*, the *Labour Relations Act, 1995*, the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* or the *Police Services Act* from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day before the effective date of that collective agreement.

(4) Section 34 of the Act is amended by adding the following subsection:

1. Soustraire la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme des excédents vérifiés des celles-ci à la même date.
2. Pour chaque municipalité démembrée, multiplier le déficit de fonctionnement vérifié ou l'excédent vérifié, selon le cas, au 31 décembre 2000 par le pourcentage prescrit pour la municipalité.
3. Additionner les résultats obtenus pour chaque municipalité démembrée aux termes de la disposition 2 pour calculer le total de toutes les municipalités démembrées.
4. Additionner les totaux obtenus aux termes des dispositions 1 et 3.

Versement de
dommages-
intérêts aux
employés

19.3 (1) Si la ville recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'employé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres d'un corps de police municipal et des personnes réputées des employés de la ville pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*.

Conditions

(3) La ville peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.

Application

(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouverts dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.

(3) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Interpréta-
tion

33.1 Les articles 29 à 33 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la ville et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public*, de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* ou de la *Loi sur les services policiers*.

(4) L'article 34 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Limitation	<p>(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000 the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (4), 6 (3) and 8 (3).</p>	Restriction
------------	---	-------------

(5) Clause 37 (1) (c) of the Act is repealed.	(5) L'alinéa 37 (1) c) de la Loi est abrogé.
---	--

CITY OF OTTAWA ACT, 1999	LOI DE 1999 SUR LA CITÉ D'OTTAWA
--------------------------	----------------------------------

<p>5. (1) The French version of the <i>City of Ottawa Act, 1999</i> is amended by striking out "cité d'Ottawa" and substituting "ville d'Ottawa" in the short title of the Act and in the definition of "cité" in section 1.</p>	<p>5. (1) La version française de la <i>Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa</i> est modifiée par substitution de «ville d'Ottawa» �� «cité d'Ottawa» dans le titre abrégé de la Loi et dans la définition de «cité» à l'article 1.</p>
--	--

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:	(2) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :
---	--

<p>"passenger transportation system" means a system that provides, for compensation, transportation for passengers or passengers and freight in vehicles operated underground, on the ground or above the ground, but not in taxicabs. ("réseau de transport de passagers")</p>	<p>«réseau de transport de passagers» Réseau qui assure, moyennant contrepartie, le transport de passagers seulement ou de passagers et de marchandises par voie souterraine, par voie de surface ou par voie surélevée dans des véhicules autres que des taxis. («passenger transportation system»)</p>
--	---

(3) Section 1 of the Act is amended by adding the following subsection:	(3) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :
---	---

Interpretation	<p>(2) In this Act, expressions relating to sewage, sewer systems, land drainage and treatment works, including a capital improvement of any of them, have the same meaning as set out in section 73 of the <i>Regional Municipalities Act</i>.</p>	Interprétation
----------------	---	-----------------

(4) Subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out "cité d'Ottawa" and substituting "ville d'Ottawa".	(4) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par substitution de «ville d'Ottawa» �� «cité d'Ottawa».
--	--

(5) Section 3 of the Act is amended by striking out "20" and substituting "21".	(5) L'article 3 de la Loi est modifié par substitution de «21» à «20».
---	--

(6) Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out "20" and substituting "21".	(6) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par substitution de «21» �� «20».
--	--

(7) The Act is amended by adding the following sections:	(7) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :
--	---

Certain police powers	<p>12.1 The city, and not the Ottawa Police Services Board, may pass the by-laws that a police services board of a city may pass under sections 234 and 239 of the <i>Municipal Act</i>.</p>	Certains pouvoirs de police
-----------------------	--	-----------------------------

Powers re homes	<p>12.2 The city may enter into agreements with corporations that are approved corporations under the <i>Homes for Retarded Persons Act</i> for the construction, operation and maintenance of homes under that Act.</p>	Pouvoirs : foyers
-----------------	--	-------------------

Powers re parks, etc.	<p>12.3 (1) The city may acquire land for public parks, forests, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards</p>	Pouvoirs : parcs
-----------------------	---	------------------

<p>12.3 (1) La cité peut acquérir des biens-fonds et y créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des forêts, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places,</p>

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

	and drives and may establish, lay out, improve and maintain them.	des avenues, des boulevards et des promenades.	
Same	(2) For the purposes described in subsection (1), the city has the powers of a board of park management under the <i>Public Parks Act</i> .	(2) Pour l'application du paragraphe (1), la cité possède les pouvoirs que la <i>Loi sur les parcs publics</i> attribue à une commission de gestion des parcs.	Idem
Land owned by conservation authorities	12.4 (1) This section applies to land that is vested in a conservation authority and that is managed and controlled by the city under an agreement between the city and the conservation authority.	12.4 (1) Le présent article s'applique aux biens-fonds qui sont dévolus à un office de protection de la nature et qui sont gérés et contrôlés par la cité aux termes d'un accord conclu avec celui-ci.	Biens-fonds appartenant aux offices de protection de la nature
Parks, etc.	(2) The city may establish, lay out, improve and maintain public parks, forests, zoological gardens, recreation areas, squares, avenues, boulevards and drives on the land, and it may exercise any of the powers conferred on boards of park management by the <i>Public Parks Act</i> .	(2) La cité peut créer, aménager, améliorer et entretenir des parcs publics, des forêts, des jardins zoologiques, des aires de loisirs, des places, des avenues, des boulevards et des promenades sur les biens-fonds et exercer les pouvoirs que la <i>Loi sur les parcs publics</i> attribue aux commissions de gestion des parcs.	Parcs
Roads and traffic	(3) The city may lay out, construct and maintain roads on the land, regulate traffic on the roads, subject to the <i>Highway Traffic Act</i> , and prescribe the rate of speed for motor vehicles driven on those roads, in accordance with subsection 128 (4) of the <i>Highway Traffic Act</i> .	(3) La cité peut aménager, construire et entretenir des routes sur les biens-fonds, réglementer la circulation sur celles-ci, sous réserve du <i>Code de la route</i> , et prescrire la vitesse maximale des véhicules automobiles qui y circulent, conformément au paragraphe 128 (4) du <i>Code de la route</i> .	Routes et circulation
Tax exemption	(4) Despite any other Act, the city may by by-law exempt the land from municipal taxation while the land is managed and controlled by the city and is used for park purposes.	(4) Malgré toute autre loi, la cité peut, par règlement municipal, exonérer les biens-fonds des impôts municipaux pendant qu'ils sont gérés et contrôlés par la cité et sont utilisés aux fins d'un parc.	Exonération d'impôts
Same	(5) The exemption from taxes shall be deemed to have the same effect as an exemption from taxes under section 3 of the <i>Assessment Act</i> .	(5) L'exonération d'impôts est réputée avoir le même effet que celle prévue à l'article 3 de la <i>Loi sur l'évaluation foncière</i> .	Idem
Acquisition of land for commercial uses, etc.	12.5 (1) The city may pass by-laws for acquiring and expropriating land and selling or leasing land for the purpose of sites for commercial and institutional uses and related uses.	12.5 (1) La cité peut, par règlement municipal, acquérir et exproprier des biens-fonds ainsi que les vendre ou les donner à bail comme sites destinés à des fins commerciales ou institutionnelles ou à des fins connexes.	Acquisition de biens-fonds à des fins commerciales
Conditions	(2) Clauses (a) to (c) of paragraph 57 of section 210 of the <i>Municipal Act</i> apply with necessary modifications to the city exercising its powers under subsection (1).	(2) Les alinéas a) à c) de la disposition 57 de l'article 210 de la <i>Loi sur les municipalités</i> s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la cité lorsqu'elle exerce les pouvoirs que lui attribue le paragraphe (1).	Conditions
Sale of liquor in parks	12.6 (1) The city may authorize a person to sell liquor, as defined in the <i>Liquor Licence Act</i> , in parks that belonged to The Regional Municipality of Ottawa-Carleton on December 31, 2000 and may impose such conditions as the city considers appropriate.	12.6 (1) La cité peut autoriser quiconque à vendre de l'alcool, au sens de la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> , dans les parcs qui appartiennent à la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton le 31 décembre 2000 et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Vente d'alcool dans les parcs
Restriction	(2) The power of the city is subject to the <i>Liquor Licence Act</i> .	(2) Le pouvoir de la cité est assujéti à la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> .	Restriction
By-laws re street vending	12.7 (1) The city may pass by-laws,	12.7 (1) La cité peut, par règlement municipal :	Règlements municipaux : vente dans la rue

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

- (a) designating all or any part of a highway under its jurisdiction, including the sidewalk portion, as a removal zone;
- (b) designating all highways under its jurisdiction in any area as a removal zone;
- (c) prohibiting the placing, stopping or parking in a removal zone of any object or vehicle used to sell or offer for sale goods or refreshments;
- (d) designating spaces in removal zones in which, despite clause (c), goods or refreshments may be sold or offered for sale; and
- (e) establishing a permit system granting the exclusive use of any designated space to the owner of an object or vehicle used to sell goods or refreshments.

Contents of
by-law

(2) A by-law passed under subsection (1) may,

- (a) prescribe the types of goods or refreshments that may be offered for sale or sold and the types of objects and vehicles permitted in the designated space which may be different for each designated space, and prohibit any type;
- (b) establish design criteria for the object or vehicle permitted in the designated space;
- (c) define "goods", "owner" and "refreshments"; and
- (d) exempt any type of vendor from all or part of the by-law.

Permits

(3) A by-law passed under subsection (1) may,

- (a) prescribe conditions for the issuance and continued use of a permit;
- (b) establish permit fees which may vary by location or type of goods sold;
- (c) fix the term of the permit which may vary with each permit;
- (d) provide for the issuance of identifying markers in connection with the permits and specifying the manner in which they are to be applied;

- a) désigner comme zone d'enlèvement tout ou partie d'une voie publique relevant de sa compétence, y compris les trottoirs;
- b) désigner comme zone d'enlèvement la totalité des voies publiques relevant de sa compétence dans quelque secteur que ce soit;
- c) interdire l'installation, l'arrêt ou le stationnement dans une zone d'enlèvement de tout objet ou véhicule servant à la vente ou à la mise en vente de marchandises ou de rafraîchissements;
- d) désigner, dans les zones d'enlèvement, des espaces dans lesquels, malgré l'alinéa c), des marchandises ou des rafraîchissements peuvent être vendus ou mis en vente;
- e) établir un système d'octroi de licences accordant l'usage exclusif d'un espace désigné au propriétaire d'un objet ou d'un véhicule servant à la vente de marchandises ou de rafraîchissements.

(2) Un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (1) peut :

- a) prescrire les types de marchandises ou de rafraîchissements qui peuvent être mis en vente ou vendus, ainsi que les types d'objets et de véhicules autorisés dans l'espace désigné, lesquels peuvent varier d'un espace désigné à l'autre, et interdire quelque type que ce soit;
- b) fixer des critères de conception à l'égard des objets ou des véhicules autorisés dans l'espace désigné;
- c) définir «marchandises», «propriétaire» et «rafraîchissements»;
- d) soustraire quelque type de vendeur que ce soit à l'application de tout ou partie du règlement municipal.

Contenu du
règlement
municipal

(3) Un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (1) peut :

- a) prescrire les conditions de délivrance et d'utilisation des licences;
- b) fixer les droits rattachés aux licences, lesquels peuvent varier selon le lieu ou le type de marchandises vendues;
- c) fixer la durée des licences, laquelle peut varier d'une licence à l'autre;
- d) prévoir la délivrance de marques d'identification relativement aux licences et préciser la manière dont il faut les apposer;

Licences

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)**Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

- (e) prohibit or restrict the transfer of permits;
- (f) establish the method of allocating designated spaces;
- (g) require that the applicant for a permit hold, or be eligible to hold, a valid licence for selling the goods or refreshments proposed to be sold from the designated space; and
- (h) regulate the hours of operation permitted under the permit, which may vary according to the location of the designated space.

Power to suspend, etc., street vending permit

12.8 (1) The city council or a committee of council may suspend or revoke a permit issued under section 12.7 if the conditions for its issuance or use are not complied with or for any other reason which the by-law may specify.

Hearing

(2) Before suspending or revoking a permit, the council or committee shall give the permit holder an opportunity to be heard.

Refund

(3) If a permit is revoked under subsection (1), that part of the fee paid for the permit proportionate to the unexpired part of the term for which the permit was granted shall be refunded to the permit holder.

Special circumstances

(4) A municipal official named in the by-law may suspend, without holding a hearing, the designation of all or part of a removal zone, the designation of a space or the operation of a permit for such time and subject to such conditions as the by-law may permit due to,

- (a) the holding of special events;
- (b) the construction, maintenance or repair of any highway;
- (c) the installation, maintenance or repair of public utilities and services; or
- (d) matters relating to pedestrian, vehicular or public safety.

Duration

(5) A suspension under subsection (4) shall not exceed four weeks from the date of suspension.

Inspection, removal re street vending

12.9 (1) Any peace officer authorized by by-law to enforce a by-law passed under section 12.7 or 12.8 who has reason to believe that any object or vehicle is placed, stopped or parked in a designated space or in a removal zone in contravention of the by-law,

- e) interdire ou restreindre le transfert de licences;
- f) fixer la méthode à utiliser pour attribuer les espaces désignés;
- g) exiger que l'auteur d'une demande de licence soit titulaire d'un permis valide l'autorisant à vendre les marchandises ou les rafraîchissements qu'il se propose de vendre à partir de l'espace désigné, ou qu'il réponde aux critères d'admissibilité à un tel permis;
- h) réglementer les heures d'activité autorisées en vertu de la licence, lesquelles peuvent varier selon l'emplacement de l'espace désigné.

12.8 (1) Le conseil municipal ou un de ses comités peut suspendre ou révoquer toute licence délivrée en vertu de l'article 12.7 si les conditions de sa délivrance ou de son utilisation ne sont pas respectées, ou pour tout autre motif que précise le règlement municipal.

(2) Avant de suspendre ou de révoquer une licence, le conseil ou le comité donne à son titulaire la possibilité d'être entendu.

(3) En cas de révocation d'une licence en vertu du paragraphe (1), la fraction des droits acquittés pour son obtention, proportionnelle à la partie non expirée de la durée pour laquelle elle a été accordée, est remboursée au titulaire.

(4) Le fonctionnaire municipal nommé dans le règlement municipal peut, sans tenir d'audience, suspendre la désignation de tout ou partie d'une zone d'enlèvement, la désignation d'un espace ou l'application d'une licence pour la durée et sous réserve des conditions qu'autorise le règlement municipal, pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- a) la tenue d'activités spéciales;
- b) la construction, l'entretien ou la réparation d'une voie publique;
- c) la mise en place, l'entretien ou la réparation de services publics;
- d) des questions touchant à la sécurité des piétons, des véhicules ou du public.

(5) La durée d'une suspension visée au paragraphe (4) ne doit pas dépasser quatre semaines.

12.9 (1) Tout agent de la paix autorisé, par règlement municipal, à exécuter un règlement municipal adopté en vertu de l'article 12.7 ou 12.8 et qui a des motifs de croire qu'un objet ou un véhicule est installé, arrêté ou stationné dans un espace désigné ou dans une zone

Suspension ou révocation des licences

Audience

Remboursement

Circonstances particulières

Durée

Inspection et enlèvement : vente dans la rue

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

		d'enlèvement en contravention avec le règlement municipal peut :	
	(a) may, upon producing appropriate identification, require that a valid permit be produced for reasonable inspection; and	a) sur présentation d'une pièce d'identité appropriée, exiger la production d'une licence valide en vue de procéder à une inspection raisonnable;	
	(b) if no valid permit is produced, may, after informing the person, if any, in charge of the object or vehicle that it is in a removal zone or designated space contrary to the by-law and upon giving a receipt for it to that person, cause the object or vehicle to be moved and stored in a suitable place.	b) si aucune licence valide n'est produite, faire enlever l'objet ou le véhicule et le faire remettre dans un lieu convenable, après avoir informé la personne responsable de l'objet ou du véhicule, s'il y en a une, que celui-ci se trouve dans une zone d'enlèvement ou dans un espace désigné en contravention avec le règlement municipal et après lui avoir remis un récépissé à cet effet.	
Lien	(2) Subject to subsections (3) and (4), all costs and charges for the removal, care and storage of any object or vehicle under the by-law are a lien upon it which may be enforced by the city in the manner provided by the <i>Repair and Storage Liens Act</i> .	(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), les frais engagés pour l'enlèvement, la garde et le remisage de tout objet ou véhicule en vertu du règlement municipal constituent un privilège sur celui-ci que la cité peut réaliser de la manière prévue par la <i>Loi sur le privilège des réparateurs et des entrepreneurs</i> .	Privilège
Unclaimed objects	(3) An object or vehicle removed and stored in accordance with subsection (1) and not claimed by the owner within 60 days is the property of the city and may be sold and the proceeds shall form part of the general funds of the city.	(3) Tout objet ou véhicule enlevé et remisé conformément au paragraphe (1) et qui n'est pas réclamé par son propriétaire dans les 60 jours devient la propriété de la cité et peut être vendu. Le produit de la vente est alors versé au fonds d'administration générale de la cité.	Objets non réclamés
Perishable object	(4) Despite subsection (3), any perishable object is the property of the city upon being moved from the removal zone or designated space in accordance with subsection (1) and may be destroyed or given to a charitable institution.	(4) Malgré le paragraphe (3), tout objet périssable devient la propriété de la cité dès qu'il est déplacé de la zone d'enlèvement ou de l'espace désigné conformément au paragraphe (1), et il peut être détruit ou donné à un établissement de bienfaisance.	Objet périssable
Regulation of sewers, etc.	12.10 (1) The city may pass by-laws for the maintenance and management of its sewers, sewer system, sewage works, treatment works and watercourses.	12.10 (1) La cité peut, par règlement municipal, traiter de l'entretien et de la gestion de ses égouts, de son réseau d'égouts, de ses ouvrages d'égouts, de ses ouvrages d'épuration et de ses conduites d'eau.	Réglementation des égouts
Scope of by-law	(2) The by-laws may regulate, (a) the manner, extent and nature of the reception and disposal of sewage and land drainage from any person; and (b) every other matter or thing related thereto that the city considers necessary and proper to secure for the inhabitants of the municipal area an adequate system of sewage and land drainage disposal.	(2) Les règlements municipaux peuvent réglementer : a) le mode de réception et d'évacuation des eaux d'égout et des eaux d'écoulement de toute personne ainsi que l'étendue et la nature de cette réception et de cette évacuation; b) toute autre question ou chose connexe que la cité estime nécessaire et opportune pour fournir aux habitants du secteur municipal un réseau adéquat d'évacuation des eaux d'égout et des eaux d'écoulement.	Portée du règlement municipal
Control of sewage	(3) The city may pass by-laws exercising its authority under paragraph 150 of section	(3) La cité peut, par règlement municipal adopté en vertu de la disposition 150 de l'ar-	Contrôle des eaux d'égout

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

210 of the *Municipal Act* in respect of any sewage which directly or indirectly enters into sewers or treatment works under the jurisdiction of the city.

ticle 210 de la *Loi sur les municipalités*, traiter des eaux d'égout qui pénètrent directement ou indirectement dans les égouts ou les ouvrages d'épuration qui relèvent de sa compétence.

Same

(4) The city may pass by-laws exercising its authority under subsections (1), (2) and (3) with respect to works owned or operated by or on behalf of any person, as if the works were city works.

(4) La cité peut, par règlement municipal adopté en vertu des paragraphes (1), (2) et (3), traiter des ouvrages dont est propriétaire ou qu'exploite qui que ce soit ou quelqu'un d'autre pour le compte de qui que ce soit, comme s'il s'agissait d'ouvrages de la cité.

Idem

By-laws re
discharge

(5) The city may pass by-laws requiring a person,

(5) La cité peut, par règlement municipal, exiger d'une personne ce qui suit :

Règlements
municipaux :
eaux déversées

(a) to install and maintain access openings, facilities, instruments or equipment suitable for the inspection and sampling of the discharge into any works owned or operated by or on behalf of the person; and

a) la mise en place et l'entretien d'ouvrures d'accès, d'installations, d'instruments ou de matériel propres à permettre l'inspection et l'échantillonnage des eaux déversées dans les ouvrages dont est propriétaire ou qu'exploite la personne ou quelqu'un d'autre pour son compte;

(b) to inspect and test the discharge in the manner and at the times required by the city and to provide to the city the results of the inspections and tests and such other information, which, in the opinion of the city, is necessary to properly monitor the discharge.

b) l'inspection et l'analyse des eaux déversées, de la manière et aux moments exigés par la cité, et la présentation à cette dernière des résultats des inspections et des analyses ainsi que de tous les autres renseignements qu'elle juge nécessaires à la surveillance adéquate des eaux déversées.

By-laws re
treatment
pond

12.11 (1) The city may pass by-laws to regulate the operation and maintenance of a land drainage treatment pond owned or operated by or on behalf of any person.

12.11 (1) La cité peut, par règlement municipal, réglementer l'exploitation et l'entretien d'un bassin d'épuration des eaux d'écoulement dont est propriétaire ou qu'exploite qui que ce soit ou quelqu'un d'autre pour le compte de qui que ce soit.

Règlements
municipaux :
bassin d'épuration

Definition

(2) In this section,

(2) La définition qui suit s'applique au présent article.

Définition

“land drainage treatment pond” means a treatment work that has as its primary purpose the treatment of land drainage but does not include a treatment work the primary purpose of which is the collection and holding of land drainage.

«bassin d'épuration des eaux d'écoulement» S'entend d'un ouvrage d'épuration dont le but premier est d'épurer les eaux d'écoulement. Est toutefois exclu de la présente définition l'ouvrage d'épuration dont le but premier est de capter et de retenir ces eaux.

Powers re
works and
watercourses

12.12 (1) No person shall enlarge, extend or alter any work or watercourse in the city that discharges into a city work or watercourse unless the person has the approval of the city to do so.

12.12 (1) Aucune personne ne doit agrandir, prolonger ou modifier dans la cité un ouvrage ou une conduite d'eau qui déverse ses eaux dans un ouvrage ou une conduite d'eau de la cité si ce n'est avec l'approbation de celle-ci.

Pouvoirs :
ouvrages et
conduites
d'eau

Same

(2) The city may pass by-laws regulating the design, construction, operation and maintenance of works owned or operated by or on behalf of any person.

(2) La cité peut, par règlement municipal, réglementer la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien des ouvrages dont est propriétaire ou qu'exploite qui que ce soit ou quelqu'un d'autre pour le compte de qui que ce soit.

Idem

Waste management	<p>12.13 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide services or facilities in the municipal area of the type authorized by the waste management powers that were assumed by The Regional Municipality of Ottawa-Carleton under section 150 of the <i>Regional Municipalities Act</i> as of December 31, 2000 without the consent of the city, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.</p>	<p>12.13 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des services ou des installations du genre autorisé par les pouvoirs de gestion des déchets que la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton exerçait en application de l'article 150 de la <i>Loi sur les municipalités régionales</i> au 31 décembre 2000 si ce n'est avec le consentement de la cité, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.</p>	Gestion des déchets
Exception	<p>(2) Despite subsection (1), the consent of the city is not required to provide services and facilities for the collection or removal of waste from non-residential properties and from residential properties containing more than five dwelling units.</p>	<p>(2) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire pour fournir des services et des installations en vue de la collecte ou de l'enlèvement des déchets provenant de biens non résidentiels et de biens résidentiels qui comprennent plus de cinq logements.</p>	Exception
Same	<p>(3) Despite subsection (1), the consent of the city is not required if the service or facility is being lawfully provided on December 31, 2000, so long as that service or facility continues to be used for the same purpose.</p>	<p>(3) Malgré le paragraphe (1), le consentement de la cité n'est pas nécessaire si le service ou l'installation est fourni conformément à la loi le 31 décembre 2000, pourvu qu'il continue d'être utilisé à la même fin.</p>	Idem
Appeal	<p>(4) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the city fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.</p>	<p>(4) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la cité ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.</p>	Appel
Same	<p>(5) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.</p>	<p>(5) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.</p>	Idem
Same	<p>(6) The decision of the Ontario Municipal Board is final.</p>	<p>(6) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.</p>	Idem
Confirmation by L.G. in C.	<p>(7) Section 95 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> does not apply to a decision made under subsection (5).</p>	<p>(7) L'article 95 de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (5).</p>	Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil
Waste disposal	<p>12.14 (1) No person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford, or a local board of any of them) shall provide facilities for the receiving, dumping and disposing of waste in the municipal area without the consent of the city, which may be granted upon such conditions, including the payment of compensation, as may be agreed upon.</p>	<p>12.14 (1) Aucune personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district et le comté d'Oxford ainsi que l'un ou l'autre de leurs conseils locaux, ne doit fournir dans le secteur municipal des installations servant à recevoir, à déverser et à éliminer des déchets si ce n'est avec le consentement de la cité, lequel peut être accordé aux conditions convenues, notamment le versement d'une indemnité.</p>	Élimination des déchets
Appeal	<p>(2) If consent is refused under subsection (1) or the applicant and the city fail to agree on the conditions relating to the consent, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board.</p>	<p>(2) Si le consentement visé au paragraphe (1) est refusé ou que le requérant et la cité ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions de ce consentement, le requérant</p>	Appel

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

		peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.	
Same	(3) The Ontario Municipal Board shall hear and determine the matter, and may impose such conditions as it considers appropriate.	(3) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience et tranche la question et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.	Idem
Same	(4) The decision of the Ontario Municipal Board is final.	(4) La décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario est définitive.	Idem
Confirmation by L.G. in C.	(5) Section 95 of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> does not apply to a decision made under subsection (3).	(5) L'article 95 de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> ne s'applique pas aux décisions rendues aux termes du paragraphe (3).	Confirmation du lieutenant-gouverneur en conseil
Fluoridation of water	12.15 (1) On and after January 1, 2001, the city may continue to fluoridate the water supply of those areas of the city to which fluoridated water was being supplied on December 31, 2000.	12.15 (1) À compter du 1 ^{er} janvier 2001, la cité peut continuer la fluoration du réseau d'alimentation en eau des secteurs de la cité qui étaient approvisionnés en eau fluorée le 31 décembre 2000.	Fluoration de l'eau
Agreements	(2) The city may enter into agreements with an adjoining municipality (including a regional municipality) in respect of the supply and distribution of water in the municipal area including the establishment, construction, maintenance, operation, improvement and the extension of waterworks systems and the financing thereof.	(2) La cité peut conclure des accords avec une municipalité contiguë, y compris une municipalité régionale, à l'égard de l'approvisionnement en eau et de la distribution de l'eau dans le secteur municipal, y compris à l'égard de l'établissement, de la construction, de l'entretien, de l'exploitation, de l'amélioration et du prolongement des réseaux d'adduction d'eau et du financement de ces activités.	Accords
Other powers	12.16 The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, authorize the city to do anything that is not specifically authorized by this Act that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act so long as the regulation does not conflict with this or any other Act.	12.16 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la cité à prendre des mesures qui ne sont pas expressément autorisées par la présente loi, mais qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour réaliser efficacement l'objet de celle-ci, pourvu que le règlement ne soit pas incompatible avec la présente loi ou toute autre loi.	Autres pouvoirs

PASSENGER TRANSPORTATION SYSTEM

RÉSEAU DE TRANSPORT DE PASSAGERS

Operation of a passenger transportation system	12.17 (1) Subject to the <i>Public Vehicles Act</i> , the city may establish, operate and maintain a passenger transportation system within the city, and between any point in the city and any point outside the city including any point outside Ontario.	12.17 (1) Sous réserve de la <i>Loi sur les véhicules de transport en commun</i> , la cité peut mettre sur pied, exploiter et entretenir un réseau de transport de passagers dans les limites de la cité ainsi qu'entre un point situé à l'intérieur de la cité et un point situé à l'extérieur, y compris à l'extérieur de l'Ontario.	Exploitation d'un réseau de transport de passagers
Same	(2) Without limiting subsection (1), the city may exercise its powers under that subsection with respect to private roads and ways and other structures and works.	(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), la cité peut exercer les pouvoirs que lui attribue ce paragraphe à l'égard des voies et chemins privés ainsi que d'autres constructions et ouvrages.	Idem
Agreements	(3) For the purpose of subsection (1), the city may enter into agreements with any person (including a municipality, a regional or district municipality or the County of Oxford or a passenger transportation operator in Quebec), including agreements in respect of connecting or reciprocal passenger transportation	(3) Pour l'application du paragraphe (1), la cité peut conclure des accords avec quiconque, notamment une municipalité, une municipalité régionale, une municipalité de district, le comté d'Oxford et l'exploitant d'une entreprise de transport de passagers du Québec, y compris des accords portant sur la correspondance ou la réciprocité entre les ré-	Accords

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

	systems, and the use of facilities, personnel or equipment.	seaux de transport de passagers et l'utilisation des installations, du personnel et du matériel.	
Fares	(4) The city may establish an appropriate fare structure for the use of the passenger transportation system and may provide for different levels of fares when a fare is paid on designated classes of transit vehicles.	(4) La cité peut fixer un barème de tarifs approprié pour l'utilisation du réseau de transport de passagers et prévoir des tarifs différents à l'égard de catégories désignées de véhicules de transport en commun.	Tarifs
Regulation of conduct	(5) The city may make by-laws, (a) governing the conduct of persons on a vehicle or on any land or structure used for or in connection with a passenger transportation system; and (b) requiring persons to prove, upon the request of a city employee, that they paid the required fare to use the passenger transportation system.	(5) La cité peut, par règlement municipal : a) régir la conduite des personnes dans un véhicule ou dans un bien-fonds ou une construction utilisé aux fins d'un réseau de transport de passagers ou relativement à celui-ci; b) exiger de personnes qu'elles prouvent, à la demande d'un employé de la cité, qu'elles ont acquitté le tarif exigé pour utiliser le réseau de transport de passagers.	Réglementation de la conduite des passagers
Enforcement	(6) An employee of the city may ask a person who is travelling on a vehicle of the passenger transportation system to leave the vehicle and may use reasonable force to remove the person from the vehicle if the employee has reason to believe that the person has not paid the required fare.	(6) Un employé de la cité peut demander à quiconque se trouve à bord d'un véhicule du réseau de transport de passagers de quitter le véhicule et utiliser toute force raisonnable pour l'en faire sortir s'il a des motifs de croire que la personne n'a pas acquitté le tarif exigé.	Exécution
Use of private roads, etc.	(7) The city may prohibit vehicles, conveyances, persons and animals from using any private road or way established by the city primarily for the use of transit vehicles and it may regulate the use of any such private road or way by vehicles, conveyances, persons and animals.	(7) La cité peut interdire et réglementer la circulation de véhicules, de moyens de transport, de personnes et d'animaux dans les voies ou chemins privés qu'elle a aménagés principalement à l'intention des véhicules de transport en commun.	Circulation dans des chemins privés
Exemption from payments	(8) The city is not required to make payments under section 27 of the <i>Assessment Act</i> with respect to land owned by the city and used for the purposes of a passenger transportation system, including car yards or shops used in connection with the system.	(8) La cité n'est pas tenue d'effectuer les versements prévus par l'article 27 de la <i>Loi sur l'évaluation foncière</i> à l'égard des biens-fonds qui lui appartiennent et qui sont utilisés aux fins d'un réseau de transport de passagers, y compris les dépôts de véhicules et les ateliers de réparation utilisés relativement au réseau.	Exonération
Same	(9) Subsection (8) does not apply with respect to concessions operated, rented or leased in passenger transportation stations.	(9) Le paragraphe (8) ne s'applique pas à l'égard des concessions exploitées, louées ou prises à bail dans les gares du réseau de transport de passagers.	Idem
Restriction re operators	12.18 (1) The city may, by by-law, provide that no person shall operate a passenger transportation system in the city, or in an area of the city designated in the by-law, unless the person is authorized to do so under this section or by the city.	12.18 (1) La cité peut, par règlement municipal, prévoir que nul ne doit exploiter un réseau de transport de passagers dans la cité, ou dans un secteur de celle-ci que désigne le règlement municipal, à moins d'y être autorisé en vertu du présent article ou par la cité.	Restriction : exploitants
Exceptions	(2) Subsection (1) does not apply with respect to the following types of passenger transportation systems: 1. Buses used to transport pupils, including buses owned and operated by, or operated under a contract with, a	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des genres suivants de réseaux de transport de passagers : 1. Les autobus utilisés pour transporter des élèves, y compris ceux dont est propriétaire et qu'exploite un conseil	Exceptions

*Amendments (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk and Ottawa)*

*Modification (Sudbury, Haldimand,
Hamilton, Norfolk et Ottawa)*

school board, a private school or a charitable organization.

scolaire, une école privée ou un organisme de bienfaisance ou qui sont exploités conformément à un contrat conclu avec un tel conseil, une telle école ou un tel organisme.

2. Railways operated by railway companies incorporated under a federal or provincial Act.
3. Ferries.
4. Aviation systems.

2. Les chemins de fer exploités par des compagnies de chemin de fer constituées en personne morale sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale.
3. Les traversiers.
4. Les réseaux d'aviation.

Authori-
zation

(3) Subject to the *Municipal Franchises Act*, the city may authorize a person to operate a passenger transportation system in an area of the city designated in a by-law under subsection (1) and may impose conditions on the authorization.

(3) Sous réserve de la *Loi sur les concessions municipales*, la cité peut autoriser une personne à exploiter un réseau de transport de passagers dans un secteur de celle-ci que désigne un règlement municipal visé au paragraphe (1) et peut assortir l'autorisation de conditions.

Autorisation

Deemed
by-law

(4) On January 1, 2001, the city shall be deemed to have passed a by-law under subsection (1) designating the entire city as an area in which no person shall operate a passenger transportation system unless the person is authorized to do so under this section or by the city.

(4) Le 1^{er} janvier 2001, la cité est réputée avoir adopté un règlement municipal en vertu du paragraphe (1) désignant la cité entière comme secteur dans lequel nul ne doit exploiter un réseau de transport de passagers à moins d'y être autorisé en vertu du présent article ou par la cité.

Règlement
municipal
réputé
adopté

Rights
unaffected

(5) Nothing in this section prevents a person from operating a passenger transportation system that is used to convey personal property and passengers from a point within an area designated in a by-law under subsection (1) to a point outside the area or from a point outside the area to a point inside the area.

(5) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher une personne d'exploiter un réseau de transport de passagers qui sert à transporter des biens meubles et des passagers entre un point situé dans un secteur désigné dans un règlement municipal visé au paragraphe (1) et un point situé à l'extérieur de celui-ci, ou inversement.

Droits

Same

(6) Nothing in this section affects any rights existing on January 1, 1972 of a person licensed under the *Public Vehicles Act* to operate a passenger transportation system.

(6) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits que possédait le 1^{er} janvier 1972 l'exploitant d'un réseau de transport de passagers titulaire d'un permis délivré en vertu de la loi intitulée *Public Vehicles Act*.

Idem

(8) The Act is amended by adding the following sections:

(8) La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Borrowing
limit for
2001

17.1 For the purpose of subsection 187 (4) of the *Municipal Act*, the estimated revenue of the city for 2000 is the sum of the estimated revenues of the old municipalities as shown in the estimates adopted for 2000.

17.1 Pour l'application du paragraphe 187 (4) de la *Loi sur les municipalités*, les revenus estimatifs de la cité pour 2000 correspondent à la somme des revenus estimatifs des anciennes municipalités tels qu'ils figurent dans les prévisions budgétaires adoptées pour 2000.

Plafond
d'emprunt
pour 2001

Surplus or
operating
deficit for
2001

17.2 For the purpose of subsection 367 (3) of the *Municipal Act*, the surplus for which allowance is to be made by the city for 2001 or the operating deficit to be provided for by the city for 2001, as the case may be, shall be determined by taking the total of the audited surpluses of the old municipalities as of December 31, 2000 and subtracting the total

17.2 Pour l'application du paragraphe 367 (3) de la *Loi sur les municipalités*, l'excédent ou le déficit de fonctionnement, selon le cas, dont la cité doit tenir compte pour 2001 est calculé en soustrayant la somme des déficits de fonctionnement vérifiés des anciennes municipalités au 31 décembre 2000 de la somme

Excédent ou
déficit de
fonctionne-
ment pour
2001

of the audited operating deficits of the old municipalities as of December 31, 2000.

des excédents vérifiés de celles-ci à la même date.

Payment of
damages to
employees

17.3 (1) If the city recovers damages from a third person in respect of an injury to an employee, all or part of the damages may be paid to the employee or, if the employee dies, to one or more of his or her dependants.

17.3 (1) Si la cité recouvre des dommages-intérêts d'un tiers à l'égard d'un préjudice subi par un employé, elle peut verser tout ou partie de ces dommages-intérêts à l'employé ou, en cas de décès de celui-ci, à une ou à plusieurs des personnes à sa charge.

Versement de
dommages-
intérêts aux
employés

Same

(2) Subsection (1) also applies in respect of members of the Ottawa Police Force and persons deemed to be city employees for the purposes of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*.

(2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des membres du corps de police d'Ottawa et des personnes réputées des employés de la cité pour l'application de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail*.

Idem

Conditions

(3) The city may impose conditions on the payment.

(3) La cité peut assortir de conditions le versement des dommages-intérêts.

Conditions

Application

(4) Subsection (1) applies whether the damages were recovered by a court proceeding or otherwise.

(4) Le paragraphe (1) s'applique indépendamment du fait que les dommages-intérêts ont été recouvrés dans le cadre d'une instance judiciaire ou autrement.

Application

(9) The Act is amended by adding the following section:

(9) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Interpreta-
tion

33.1 Nothing in sections 29 to 33 prevents a collective agreement between the city and a bargaining agent that is made after the city or the bargaining agent gave notice to bargain under the *Public Sector Labour Relations Transition Act, 1997*, the *Labour Relations Act, 1995*, the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* or the *Police Services Act* from providing for an increase in compensation in respect of all or part of the period beginning December 24, 1999 and ending on the day before the effective date of that collective agreement.

33.1 Les articles 29 à 33 n'ont pas pour effet d'empêcher une convention collective de prévoir une augmentation de la rétribution à l'égard de tout ou partie de la période commençant le 24 décembre 1999 et se terminant le jour précédant la date de son entrée en vigueur, dans le cas d'une convention conclue entre la cité et un agent négociateur après que l'un ou l'autre a donné un avis d'intention de négocier aux termes de la *Loi de 1997 sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public*, de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* ou de la *Loi sur les services policiers*.

Interpréta-
tion

(10) Section 34 of the Act is amended by adding the following subsection:

(10) L'article 34 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Limitation

(3) Despite subsection (1), after December 31, 2000, the powers of persons continued in office are limited to the powers described in subsections 5 (5), 7 (4) and 9 (2).

(3) Malgré le paragraphe (1), les pouvoirs des personnes qui demeurent en fonction sont limités à ceux visés aux paragraphes 5 (5), 7 (4) et 9 (2) après le 31 décembre 2000.

Restriction

(11) Clause 37 (1) (b) of the Act is repealed.

(11) L'alinéa 37 (1) b) de la Loi est abrogé.

PART II OTHER AMENDMENTS

PARTIE II AUTRES MODIFICATIONS

ASSESSMENT ACT

LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE

6. Section 15 of the *Assessment Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 43, Schedule G, section 18, is amended by adding "and, for the purpose of section 18 of that Act, the Minister may establish different dates for different municipalities" at the end.

6. L'article 15 de la *Loi sur l'évaluation foncière*, tel qu'il est réédité par l'article 18 de l'annexe G du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par adjonction de «et, pour l'application de l'article 18 de cette loi, le ministre peut fixer des dates différentes pour des municipalités différentes» à la fin de l'article.

BUILDING CODE ACT, 1992

7. Subsection 3 (7) of the *Building Code Act, 1992* is amended by striking out “except The Regional Municipality of Sudbury and The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk”.

CONSERVATION AUTHORITIES ACT

8. Subsection 6 (4) of the *Conservation Authorities Act* is repealed.

CONSOLIDATED HEARINGS ACT

9. The Schedule to the *Consolidated Hearings Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 63 and 1997, chapter 26, Schedule, is further amended by striking out “Regional Municipality of Ottawa-Carleton Act, subsection 53 (9)”.

COUNTY OF OXFORD ACT

10. Subsection 29 (2) of the *County of Oxford Act* is repealed and the following substituted:

(2) The County Council may by by-law add roads to or remove roads from the county road system, including such boundary line roads or portions thereof between the County and an adjoining county or regional municipality or the Town of Norfolk as may be agreed upon between the County Council and the council of the adjoining county or regional municipality or of the Town.

Adding or
removing
roads

EDUCATION ACT

11. (1) Clause 17 (1) (c) of the *Education Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 31, section 9, is repealed and the following substituted:

(c) reference to a county or a board in the terms and conditions of the gift or bequest is no longer appropriate because the county or board no longer exists; or

(2) Clause 190 (10) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 31, section 96, is repealed and the following substituted:

(b) in a municipality that is not in a territorial district is 48 kilometres or more.

LOI DE 1992 SUR LE CODE DU BÂTIMENT

7. Le paragraphe 3 (7) de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* est modifié par suppression de «, sauf celles de Sudbury et de Haldimand-Norfolk».

LOI SUR LES OFFICES DE PROTECTION DE LA NATURE

8. Le paragraphe 6 (4) de la *Loi sur les offices de protection de la nature* est abrogé.

LOI SUR LA JONCTION DES AUDIENCES

9. L'annexe de la *Loi sur la jonction des audiences*, telle qu'elle est modifiée par l'article 63 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'annexe du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifiée de nouveau par suppression de «Loi sur la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, paragraphe 53 (9)».

LOI SUR LE COMTÉ D'OXFORD

10. Le paragraphe 29 (2) de la *Loi sur le comté d'Oxford* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le conseil de comté peut, par règlement municipal, ajouter des routes au réseau routier de comté ou en retrancher du réseau, y compris les routes de démarcation ou les sections de celles-ci qui servent de frontières entre le comté et un comté ou une municipalité régionale contigus ou la ville de Norfolk et dont conviennent le conseil de comté et le conseil de ce comté ou de cette municipalité régionale contigu ou de cette ville.

Ajout ou re-
tranchement
de routes

LOI SUR L'ÉDUCATION

11. (1) L'alinéa 17 (1) c) de la *Loi sur l'éducation*, tel qu'il est modifié par l'article 9 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) la référence à un comté ou à un conseil dans les conditions du don ou du legs n'est plus pertinente parce que le comté ou le conseil n'existe plus;

(2) L'alinéa 190 (10) b) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 96 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) dans une municipalité qui n'est pas située dans un district territorial à au moins 48 kilomètres.

FRENCH LANGUAGE SERVICES ACT

12. The French version of the Schedule to the *French Language Services Act*, as amended by Ontario Regulation 407/94 and the Statutes of Ontario, 1997, chapter 26, Schedule, and 1999, chapter 14, Schedule F, section 4, is further amended by striking out "Cité d'Ottawa" and substituting "Ville d'Ottawa" and by striking out "Cité du Grand Sudbury" and substituting "Ville du Grand Sudbury".

GREATER TORONTO SERVICES BOARD ACT, 1998

13. (1) The definition of "member municipality" in subsection 1 (1) of the *Greater Toronto Services Board Act, 1998* is amended by striking out "other than a lower-tier municipality that forms part of The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth".

(2) The definition of "participating municipality" in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out "The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth" and substituting "the City of Hamilton".

(3) The definition of "regional transit area" in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out "The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth" and substituting "the City of Hamilton".

(4) Clause 4 (a) of the Act is amended by striking out "other than The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth".

(5) Clause 4 (d) of the Act is repealed and the following substituted:

(d) the mayor of the City of Hamilton; and

(6) Section 5 of the Act is amended by striking out "The chair of the council of The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth" and substituting "The mayor of the City of Hamilton".

(7) Subsection 6 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) The representation principles referred to in subsection (2) are the following:

1. For each participating municipality that is a regional municipality, the total votes of the members of the Board representing the regional municipality and the members of the Board representing the lower-tier municipalities of the regional municipality must, as near as is practical, be in the same proportion to the total votes of all the members of the Board, other than the

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

12. La version française de l'annexe de la *Loi sur les services en français*, telle qu'elle est modifiée par le Règlement de l'Ontario 407/94, par l'annexe du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1997 et par l'article 4 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifiée de nouveau par substitution de «Ville d'Ottawa» à «Cité d'Ottawa» et de «Ville du Grand Sudbury» à «Cité du Grand Sudbury».

LOI DE 1998 SUR LA COMMISSION DES SERVICES DU GRAND TORONTO

13. (1) La définition de «municipalité membre» au paragraphe 1 (1) de la *Loi de 1998 sur la Commission des services du grand Toronto* est modifiée par suppression de «, à l'exception d'une municipalité de palier inférieur qui fait partie de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(2) La définition de «municipalité participante» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par suppression de «Hamilton-Wentworth,» et par insertion de «, la cité de Hamilton» après «York».

(3) La définition de «secteur régional de transport en commun» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par substitution de «la cité de Hamilton» à «la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(4) L'alinéa 4 a) de la Loi est modifié par suppression de «, à l'exception de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth,».

(5) L'alinéa 4 d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) le maire de la cité de Hamilton;

(6) L'article 5 de la Loi est modifié par substitution de «Le maire de la cité de Hamilton» à «Le président du conseil de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(7) Le paragraphe 6 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Les principes de représentation visés au paragraphe (2) sont les suivants :

1. Pour chaque municipalité participante qui est une municipalité régionale, le rapport existant entre le nombre total de voix dont disposent les membres de la Commission qui représentent la municipalité régionale et ceux qui représentent les municipalités de palier inférieur de celle-ci et le nombre total de voix dont disposent l'ensemble des membres de la Commission, à l'except-

*Other Amendments**Autres modifications*

mayor of the City of Hamilton, as the population of the regional municipality is to the total population of the participating municipalities.

2. The total votes of the members of the Board representing the City of Toronto must, as near as is practical, be in the same proportion to the total votes of all the members of the Board, other than the mayor of the City of Hamilton, as the population of the City of Toronto is to the total population of the participating municipalities, other than the City of Hamilton.
3. Each member municipality must be represented by at least one member of the Board.
4. Each member of the Board must have at least one vote.
5. There must be at least one member of the Board representing the City of Hamilton.
6. The total votes of the members representing the City of Hamilton must be four or such greater number as is necessary to ensure that the total votes of such members is not less than half of the total votes of the members of the Board representing one of the regional municipalities and its lower-tier municipalities.

(8) Subsection 14 (1) of the Act is amended by striking out “The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth” and substituting “the City of Hamilton”.

(9) Clause 42 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

- (c) the mayor of the City of Hamilton; and
-

(10) Clauses 42 (2) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) the mayors of the City of Toronto and the City of Hamilton;
 - (b) the chairs of the councils of the regional municipalities of Durham, Halton, Peel and York; and
-

tion du maire de la cité de Hamilton, correspond, dans la mesure du possible, à celui qui existe entre la population de la municipalité régionale et la population totale des municipalités participantes.

2. Le rapport existant entre le nombre total de voix dont disposent les membres de la Commission qui représentent la cité de Toronto et le nombre total de voix dont disposent l'ensemble des membres de la Commission, à l'exception du maire de la cité de Hamilton, correspond, dans la mesure du possible, à celui qui existe entre la population de la cité de Toronto et la population totale des municipalités participantes, à l'exception de la cité de Hamilton.
3. Chaque municipalité membre est représentée par au moins un membre à la Commission.
4. Chaque membre de la Commission dispose d'au moins une voix.
5. La cité de Hamilton est représentée par au moins un membre à la Commission.
6. Le nombre total de voix dont disposent les membres qui représentent la cité de Hamilton correspond à quatre ou au nombre plus élevé nécessaire pour assurer que le nombre total de voix dont disposent ces membres ne soit pas inférieur à la moitié du nombre total de voix dont disposent les membres de la Commission qui représentent une des municipalités régionales et ses municipalités de palier inférieur.

(8) Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par substitution de «la cité de Hamilton» à «la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth».

(9) L'alinéa 42 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) le maire de la cité de Hamilton;
-

(10) Les alinéas 42 (2) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) les maires de la cité de Toronto et de la cité de Hamilton;
 - b) les présidents des conseils des municipalités régionales de Durham, de Halton, de Peel et de York;
-

(11) Paragraph 1 of subsection 42 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

1. A substitute for the mayor of the City of Toronto or the City of Hamilton must be a member of the council of the respective city.

(12) Paragraph 2 of subsection 42 (4) of the Act is amended by striking out "other than The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth".

(13) Paragraph 3 of subsection 42 (4) of the Act is repealed.

(14) Section 44 of the Act is repealed and the following substituted:

44. The mayor of the City of Hamilton shall remain a member of GT Transit after ceasing to be the mayor of the city until the new mayor begins to hold that office.

Mayor of
Hamilton
continuing
on GT
Transit

(15) Paragraph 2 of subsection 45 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

2. If the chair is the mayor of the City of Hamilton, the council of the city shall, by by-law, appoint a member of the council as a member of GT Transit.

(16) Subsection 48 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) The council of the City of Hamilton may pass by-laws for paying remuneration to the mayor of the city for the discharge of his or her duties under this Act as a member of GT Transit.

Same, mayor
of Hamilton

(17) The Table to the Act is amended by striking out "Hamilton-Wentworth, Regional Municipality of" at the end of the first column and substituting "Hamilton, City of".

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT

14. (1) Clause (c) of the definition of "board of health" in subsection 1 (1) of the *Health Protection and Promotion Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 30, Schedule D, section 1, is repealed and the following substituted:

- (c) a regional corporation or a city that, under the Act establishing or continuing the regional corporation or city, has the powers, rights and duties of a local board of health or of a board of health, and

(11) La disposition 1 du paragraphe 42 (4) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. La personne qui remplace le maire de la cité de Toronto ou de la cité de Hamilton doit être membre du conseil municipal en cause.

(12) La disposition 2 du paragraphe 42 (4) de la Loi est modifiée par suppression de «, à l'exception de la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth,».

(13) La disposition 3 du paragraphe 42 (4) de la Loi est abrogée.

(14) L'article 44 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

44. Le maire de la cité de Hamilton demeure membre du Réseau GT après qu'il cesse d'occuper sa charge de maire, et ce jusqu'à ce que son successeur commence à l'occuper à sa place.

Maire de
Hamilton :
maintien des
fonctions

(15) La disposition 2 du paragraphe 45 (8) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Si le président est maire de la cité de Hamilton, le conseil de celle-ci nomme, par règlement municipal, un de ses membres à titre de membre du Réseau GT.

(16) Le paragraphe 48 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le conseil de la cité de Hamilton peut, par règlement municipal, prévoir le versement d'une rémunération au maire à l'égard de l'exercice des fonctions que lui attribue la présente loi à titre de membre du Réseau GT.

Idem, maire
de Hamilton

(17) Le tableau de la Loi est modifié par substitution de «Hamilton, cité de» à «Hamilton-Wentworth, municipalité régionale de» à la fin de la première colonne.

LOI SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

14. (1) L'alinéa c) de la définition de «conseil de santé» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, tel qu'il est modifié par l'article 1 de l'annexe D du chapitre 30 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) la municipalité régionale ou la cité qui, aux termes de la loi qui la crée ou la maintient, possède les pouvoirs, les droits et les obligations d'un conseil local de santé ou d'un conseil de santé,

(2) Clause 49 (9) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

- (c) a regional corporation or a city that, under the Act establishing or continuing the regional corporation or city, has the powers, rights and duties of a local board of health or of a board of health.

(3) Section 55 of the Act is repealed and the following substituted:

55. Sections 52 to 54 and 56 to 59 do not apply to a regional corporation or a city that, under the Act establishing or continuing the regional corporation or city, has the powers, rights and duties of a local board of health or of a board of health.

(4) Subclause 96 (5) (d) (vii) of the Act is repealed and the following substituted:

- (vii) a regional corporation or a city that, under the Act establishing or continuing the regional corporation or city, has the powers, rights and duties of a local board of health or of a board of health.

MUNICIPAL ACT

15. (1) Subsection 1 (2) of the *Municipal Act* is amended by striking out “or The Regional Municipality of Sudbury” at the end and substituting “and is not the City of Greater Sudbury”.

(2) Section 6 of the Act is repealed and the following substituted:

6. (1) In this section,
“municipality” includes a regional and district municipality and the County of Oxford; (“municipalité”)
“special Act” means an Act relating to a particular municipality. (“loi spéciale”)

(2) Except where otherwise expressly or by necessary implication provided,

- (a) this Act does not limit or restrict the powers of a municipality under a special Act; and
(b) a special Act does not limit or restrict the powers of a municipality under this Act.

(3) Despite subsection (2) and the sections set out in subsection (4), a municipality may

(2) L’alinéa 49 (9) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) à la municipalité régionale ou à la cité qui, aux termes de la loi qui la crée ou la maintient, possède les pouvoirs, les droits et les obligations d’un conseil local de santé ou d’un conseil de santé.

(3) L’article 55 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

55. Les articles 52 à 54 et 56 à 59 ne s’appliquent pas à une municipalité régionale ou à une cité qui, aux termes de la loi qui la crée ou la maintient, possède les pouvoirs, les droits et les obligations d’un conseil local de santé ou d’un conseil de santé.

(4) Le sous-alinéa 96 (5) d) (vii) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (vii) la municipalité régionale ou la cité qui, aux termes de la loi qui la crée ou la maintient, possède les pouvoirs, les droits et les obligations d’un conseil local de santé ou d’un conseil de santé.

LOI SUR LES MUNICIPALITÉS

15. (1) Le paragraphe 1 (2) de la *Loi sur les municipalités* est modifié par substitution de «et n’est pas la cité du Grand Sudbury» à «ou la municipalité régionale de Sudbury» à la fin du paragraphe.

(2) L’article 6 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.
«loi spéciale» Loi se rapportant à une municipalité donnée. («special Act»)
«municipalité» S’entend en outre d’une municipalité régionale, d’une municipalité de district et du comté d’Oxford. («municipality»)

(2) Sauf disposition prévoyant le contraire expressément ou par déduction nécessaire :

- a) la présente loi ne porte pas atteinte aux pouvoirs qu’une loi spéciale attribue à une municipalité;
b) une loi spéciale ne porte pas atteinte aux pouvoirs que la présente loi attribue à une municipalité.

(3) Malgré le paragraphe (2) et les articles énoncés au paragraphe (4), une municipalité

Non-application

Non-application

Special Acts

Lois spéciales

Relationship between this Act and special Acts

Rapport entre la présente loi et les lois spéciales

Override

Dérogation

exercise its powers under any of the following provisions to override a special Act even if the special Act is more specific and is enacted more recently than the provision:

1. Sections 13 to 13.2 (wards).
2. Sections 26, 27 and 29 (council composition).
3. Sections 209.1 to 209.6 (service migration).
4. Section 210.4 (dissolution of local boards).
5. Any other provision of an Act that provides, expressly or by necessary implication, that the provision or the exercise of power under the provision prevails over the special Act.

Provisions

(4) The sections referred to in subsection (3) are section 124 of the *County of Oxford Act*, section 123 of the *District of Muskoka Act*, section 27 of the *City of Toronto Act*, 1997 (No. 1), section 120 of the *City of Toronto Act*, 1997 (No. 2), section 47 of the *Town of Haldimand Act*, 1999, section 37 of the *City of Hamilton Act*, 1999, section 38 of the *Town of Norfolk Act*, 1999, section 38 of the *City of Ottawa Act*, 1999, section 37 of the *City of Greater Sudbury Act*, 1999 and section 145 of the *Regional Municipalities Act*.

Exclusion

(5) Subsection (3) does not apply if the special Act expressly or by necessary implication precludes the exercise of the power by provisions other than those set out in subsection (4).

(3) Section 13.3 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 32, section 3, is repealed.

(4) The definition of "locality" in subsection 25.2 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule M, section 1 and amended by 1997, chapter 26, Schedule, is repealed and the following substituted:

"locality" means a geographic area, whether or not the area or any part of the area is situated in a municipality, but does not include area in a regional or district municipality, the City of Toronto, the City of Greater Sudbury, the City of Hamilton, the City of Ottawa, the Town of Haldimand, the Town of Norfolk or the County of Oxford. ("localité")

peut exercer les pouvoirs que lui confère n'importe laquelle des dispositions suivantes de façon à déroger à une loi spéciale même si celle-ci est plus spécifique et est édictée plus récemment que la disposition :

1. Les articles 13 à 13.2 (quartiers).
2. Les articles 26, 27 et 29 (composition des conseils).
3. Les articles 209.1 à 209.6 (migration des services).
4. L'article 210.4 (dissolution de conseils locaux).
5. Toute autre disposition d'une loi qui prévoit, expressément ou par déduction nécessaire, que la disposition ou l'exercice d'un pouvoir qu'elle confère l'emporte sur la loi spéciale.

Dispositions

(4) Les articles visés au paragraphe (3) sont l'article 124 de la *Loi sur le comté d'Oxford*, l'article 123 de la *Loi sur le district de Muskoka*, l'article 27 de la *Loi de 1997 sur la cité de Toronto* (n° 1), l'article 120 de la *Loi de 1997 sur la cité de Toronto* (n° 2), l'article 47 de la *Loi de 1999 sur la ville de Haldimand*, l'article 37 de la *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton*, l'article 38 de la *Loi de 1999 sur la ville de Norfolk*, l'article 38 de la *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa*, l'article 37 de la *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury* et l'article 145 de la *Loi sur les municipalités régionales*.

Exception

(5) Le paragraphe (3) ne s'applique pas si la loi spéciale empêche l'exercice du pouvoir expressément ou par déduction nécessaire par des dispositions autres que celles énoncées au paragraphe (4).

(3) L'article 13.3 de la *Loi*, tel qu'il est édicté par l'article 3 du chapitre 32 des *Lois de l'Ontario de 1996*, est abrogé.

(4) La définition de «localité» au paragraphe 25.2 (1) de la *Loi*, telle qu'elle est édictée par l'article 1 de l'annexe M du chapitre 1 des *Lois de l'Ontario de 1996* et telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 26 des *Lois de l'Ontario de 1997*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«localité» Région géographique, que celle-ci ou une partie de celle-ci soit située ou non dans une municipalité. La présente définition exclut toutefois une région située dans une municipalité régionale, une municipalité de district, la cité de Toronto, la cité du Grand Sudbury, la cité de Hamilton, la ville d'Ottawa, la ville de Haldimand, la ville de Norfolk ou le comté d'Oxford. («locality»)

Other Amendments

Autres modifications

(5) The definition of “municipality” in subsection 25.2 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule M, section 1, and amended by 1997, chapter 26, Schedule, is repealed and the following substituted:

“municipality” means a county or a local municipality but does not include the City of Toronto, the City of Greater Sudbury, the City of Hamilton, the City of Ottawa, the Town of Haldimand, the Town of Norfolk or a local municipality that forms part of a regional or district municipality or the County of Oxford. (“municipalité”)

(6) Subsection 25.3 (1) of the Act, as re-enacted by Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 5 is repealed and the following substituted:

Commission

(1) At the request of one of the following, the Minister may establish a commission on or before December 31, 2002 to develop a proposal for restructuring municipalities and unorganized territory in a locality or in such greater or lesser area as the Minister may prescribe:

1. A municipality in a locality.
2. At least 75 residents of the unorganized territory in the locality.

(7) Subsections 25.3 (1.1) and (1.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 5, are repealed.

(8) Subsection 117 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Maximum
pension
benefit

(3) Despite any general or special Act, a municipality or local board shall not make a contribution for the provision of a pension with respect to an employee under an approved pension plan or under the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act* that is in excess of an annual amount of 2 per cent of the employee's average annual earnings during the 60 consecutive months during which his or her earnings as an employee were highest multiplied by the number of years of his or her service up to 35 years and reduced in any year in which he or she is entitled to a pension under the Canada Pension Plan,

- (a) for the period from January 1, 1998 to December 31, 1998, by 0.7 per cent of the lesser of such average annual earnings or the average of the year's maxi-

(5) La définition de «municipalité» au paragraphe 25.2 (1) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 1 de l'annexe M du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1996 et telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«municipalité» S'entend d'un comté ou d'une municipalité locale. La présente définition exclut toutefois la cité de Toronto, la cité du Grand Sudbury, la cité de Hamilton, la ville d'Ottawa, la ville de Haldimand, la ville de Norfolk et une municipalité locale qui fait partie d'une municipalité régionale, d'une municipalité de district ou du comté d'Oxford. («municipality»)

(6) Le paragraphe 25.3 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 5 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Commission

(1) Le ministre peut, à la demande de la municipalité ou des résidents qui suivent, établir une commission au plus tard le 31 décembre 2002 pour élaborer une proposition aux fins de la restructuration des municipalités et du territoire non érigé en municipalité d'une localité ou de toute région plus grande ou petite que prescrit le ministre :

1. Une municipalité de la localité.
2. Au moins 75 résidents du territoire non érigé en municipalité de la localité.

(7) Les paragraphes 25.3 (1.1) et (1.2) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 5 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, sont abrogés.

(8) Le paragraphe 117 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prestation
de retraite
maximale

(3) Malgré toute loi générale ou spéciale, la municipalité ou le conseil local ne doit pas verser de cotisations à un régime de retraite approuvé ou en application de la *Loi sur le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario*, si cela a pour effet d'offrir à un employé une pension qui dépasse la somme annuelle obtenue en multipliant 2 pour cent des gains annuels moyens de l'employé, au cours des 60 mois consécutifs pendant lesquels ses gains à titre d'employé étaient les plus élevés, par le nombre de ses années de service, jusqu'à concurrence de 35, et en déduisant de ce produit, chaque année où l'employé a droit à une pension dans le cadre du Régime de pensions du Canada :

- a) pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1998 et le 31 décembre 1998, le produit obtenu en multipliant 0,7 pour cent du moindre de ces gains

maximum pensionable earnings for the year in which he or she ceases to be employed by the municipality or local board and for each of the three preceding years multiplied by the number of years of his or her service after January 1, 1966 up to 35 years; and

- (b) on and after January 1, 1999, by 0.675 per cent of the lesser of such average annual earnings or the average of the year's maximum pensionable earnings for the year in which he or she ceases to be employed by the municipality or local board and for each of the four preceding years multiplied by the number of years of his or her service after January 1, 1966 up to 35 years.

(9) Subsection 206.1 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 4, section 3, is amended by adding "or by an agreement under subsection (4) or (8)" after "Part X agreement" in the portion preceding clause (a) and by adding "or (8)" at the end of clause (b).

(10) Section 206.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 4, section 3, is amended by adding the following subsections:

(7) Municipalities may enter into and perform intermunicipal agreements to implement a Part X agreement.

(8) A municipality that has entered into a Part X agreement may enter into an agreement with one or more municipalities for the performance by the other municipality or municipalities of any of the functions given to the first municipality by the Part X agreement and the municipalities have the power to enter into and perform the agreement.

(9) An agreement entered into under subsection (8) requires the Attorney General's written consent.

(10) The power to perform an agreement under subsection (8) may be exercised in an area outside the municipality's territorial limits.

(11) The Act is amended by adding the following section:

363.1 (1) In this section,

nuels moyens ou de la moyenne du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension pour l'année où l'employé cesse d'être employé par la municipalité ou le conseil local et pour les trois années précédentes par le nombre de ses années de service postérieures au 1^{er} janvier 1966, jusqu'à concurrence de 35;

- b) à compter du 1^{er} janvier 1999, le produit obtenu en multipliant 0,675 pour cent du moindre de ces gains annuels moyens ou de la moyenne du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension pour l'année où l'employé cesse d'être employé par la municipalité ou le conseil local et pour les quatre années précédentes par le nombre de ses années de service postérieures au 1^{er} janvier 1966, jusqu'à concurrence de 35.

(9) Le paragraphe 206.1 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 3 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par adjonction de «ou une entente conclue en vertu du paragraphe (4) ou (8)» après «entente prévue à la partie X» dans le passage qui précède l'alinéa a) et par adjonction de «ou (8)» à la fin de l'alinéa b).

(10) L'article 206.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 3 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(7) Les municipalités peuvent conclure et exécuter des ententes intermunicipales pour mettre en oeuvre une entente prévue à la partie X.

(8) Toute municipalité qui a conclu une entente prévue à la partie X peut conclure une entente avec une ou plusieurs autres municipalités en vue de l'exercice, par cette autre ou ces autres municipalités, de n'importe laquelle des fonctions que l'entente prévue à la partie X attribue à la première municipalité, et les municipalités ont le pouvoir de conclure et d'exécuter l'entente.

(9) L'entente conclue en vertu du paragraphe (8) nécessite le consentement écrit du procureur général.

(10) Le pouvoir d'exécution d'une entente conclue en vertu du paragraphe (8) peut être exercé dans un secteur situé en dehors des limites territoriales de la municipalité.

(11) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

363.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Intermunicipal agreements

Further agreements

Consent

Extra-territorial effect

Separated municipalities

Ententes intermunicipales

Autres ententes

Consentement

Effet extra-territorial

Municipalités séparées

Other Amendments

Autres modifications

“separated area” means all or part of a separated municipality which becomes part of an upper-tier municipality for municipal purposes; (“secteur séparé”)

“separated municipality” means a local municipality which is situated within a geographic county but does not form part of the county for municipal purposes. (“municipalité séparée”)

«municipalité séparée» Municipalité locale qui est située dans un comté géographique, mais qui ne fait pas partie du comté aux fins municipales. («separated municipality»)

«secteur séparé» Tout ou partie d’une municipalité séparée qui fait dorénavant partie d’une municipalité de palier supérieur aux fins municipales. («separated area»)

Regulations

(2) If, as a result of an order under section 25.2 or 25.3, all or part of a separated municipality becomes part of an upper-tier municipality for municipal purposes on or after January 1, 2001, the Minister may make regulations establishing, or delegating to a municipality, the authority to establish tax ratios for the separated area that may be different from the tax ratios established by the upper-tier municipality for the rest of the upper-tier municipality.

(2) Si, par suite d’un arrêté ou d’un ordre visé à l’article 25.2 ou 25.3, tout ou partie d’une municipalité séparée fait dorénavant partie d’une municipalité de palier supérieur aux fins municipales le 1^{er} janvier 2001 ou par la suite, le ministre peut, par règlement, fixer, ou déléguer à une municipalité le pouvoir de fixer, des coefficients d’impôt applicables au secteur séparé qui peuvent être différents de ceux fixés par la municipalité de palier supérieur pour le reste de celle-ci.

Règlements

Content

(3) A regulation under subsection (2) may impose conditions on the delegation to the municipality of the authority to establish tax ratios for separated areas which may include,

(3) Les règlements prévus au paragraphe (2) peuvent assortir de conditions la délégation à la municipalité du pouvoir de fixer les coefficients d’impôt applicables aux secteurs séparés, notamment :

Contenu

- (a) the length of time the authority is delegated;
- (b) the dates by which the tax ratios must be set;
- (c) requiring the tax ratios differences between the separated area and the rest of the upper-tier municipality to be eliminated in a specified manner over a specified period;
- (d) the purposes for which the tax ratios for the separated area shall be used;
- (e) apportioning or determining the method of apportioning the general upper-tier levy and any special upper-tier levy that will be raised in the separated area between the separated area and the rest of the upper tier municipality;
- (f) varying the manner in which any tax-related authority of the upper-tier municipality under this Act and subsection 2 (3.1) of the *Assessment Act* applies in the separated area.

- a) la durée pendant laquelle le pouvoir est délégué;
- b) les dates limites auxquelles les coefficients d’impôt doivent être fixés;
- c) l’élimination obligatoire, sur une période et d’une manière déterminées, des différences entre les coefficients d’impôt applicables au secteur séparé et ceux applicables au reste de la municipalité de palier supérieur;
- d) les fins auxquelles les coefficients d’impôt applicables au secteur séparé doivent être utilisés;
- e) la répartition ou l’établissement du mode de répartition, entre le secteur séparé et le reste de la municipalité de palier supérieur, de l’impôt général de palier supérieur et de tout impôt extraordinaire de palier supérieur qui seront recueillis dans le secteur séparé;
- f) la modification de la façon dont les pouvoirs que la présente loi et le paragraphe 2 (3.1) de la *Loi sur l’évaluation foncière* attribuent à la municipalité de palier supérieur en matière d’imposition s’appliquent dans le secteur séparé.

Scope

(4) A regulation under this section may be general or particular in its application and may be retroactive to a date not earlier than

(4) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et un effet rétroactif à une

Portée

*Other Amendments**Autres modifications*

January 1 of the year in which the regulation was made.

**NIAGARA ESCARPMENT PLANNING AND
DEVELOPMENT ACT**

16. (1) Paragraph 2 of subsection 5 (2) of the *Niagara Escarpment Planning and Development Act* is repealed and the following substituted:

2. The eight remaining members shall be appointed from a list containing the names of at least three persons submitted by the council of the City of Hamilton and the council of each county and regional municipality whose jurisdiction includes any part of the Niagara Escarpment Planning Area and one member shall be appointed from each list.

(2) Subsection 21 (1) of the Act is amended by adding "or the council of a city outside of a county or regional municipality" at the end.

(3) Subsection 21 (2) of the Act is amended by striking out "of the regional municipality or county" and substituting "of the municipality".

NORTHERN SERVICES BOARDS ACT

17. The definition of "municipality" in section 34 of the *Northern Services Boards Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 16, section 10, is amended by striking out "and includes The Regional Municipality of Sudbury".

OTTAWA CONGRESS CENTRE ACT

18. (1) Clause 2 (3) (b) of the *Ottawa Congress Centre Act* is repealed and the following substituted:

- (b) not more than three shall be appointed by resolution of the council of the City of Ottawa.

(2) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out "The Regional Municipality of Ottawa-Carleton" and substituting "the City of Ottawa".

(3) Clause 6 (2) (f) of the Act is repealed and the following substituted:

- (f) to enter into agreements with the City of Ottawa for the use by the Centre of

date qui ne peut être antérieure au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle ils sont pris.

**LOI SUR LA PLANIFICATION ET
L'AMÉNAGEMENT DE L'ESCARPEMENT
DU NIAGARA**

16. (1) La disposition 2 du paragraphe 5 (2) de la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Les huit autres membres sont choisis à partir des listes qui renferment le nom d'au moins trois personnes et qui sont soumises par le conseil de la cité de Hamilton et par celui de chaque comté et municipalité régionale dont le territoire de compétence comprend une partie de la zone de planification de l'escarpement du Niagara. Un membre est choisi de chacune des listes.

(2) Le paragraphe 21 (1) de la Loi est modifié par substitution de «, du conseil d'un comté ou du conseil d'une cité située à l'extérieur d'un comté ou d'une municipalité régionale» à «ou d'un comté» à la fin du paragraphe.

(3) Le paragraphe 21 (2) de la Loi est modifié par substitution de «de la municipalité» à «de la municipalité régionale ou du comté».

**LOI SUR LES RÉGIES DES SERVICES PUBLICS
DU NORD**

17. La définition de «municipalité» à l'article 34 de la *Loi sur les régies des services publics du Nord*, telle qu'elle est édictée par l'article 10 du chapitre 16 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifiée par suppression de «S'entend en outre de la municipalité régionale de Sudbury.».

LOI SUR LE CENTRE DES CONGRÈS D'OTTAWA

18. (1) L'alinéa 2 (3) b) de la *Loi sur le Centre des congrès d'Ottawa* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) pas plus de trois sont nommés par résolution du conseil de la ville d'Ottawa.

(2) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution de «la ville d'Ottawa» à «la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton».

(3) L'alinéa 6 (2) f) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- f) de conclure avec la ville d'Ottawa des accords relatifs à l'utilisation par le

Other Amendments

Autres modifications

services, equipment and facilities of the City of Ottawa; and

Centre de services, de matériel et d'installations appartenant à cette cité;

(4) Subsection 7 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) Le paragraphe 7 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Head office

(1) The head office of the Centre shall be in the City of Ottawa.

(1) Le siège social du Centre est situé dans la ville d'Ottawa.

Siège social

(5) Subsection 10 (2) of the Act is repealed.

(5) Le paragraphe 10 (2) de la Loi est abrogé.

PAY EQUITY ACT

LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE

19. The definition of "geographic division" in subsection 1 (1) of the *Pay Equity Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 26, Schedule, is repealed and the following substituted:

19. La définition de «zone géographique» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l'équité salariale*, telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"geographic division" means,

«zone géographique» S'entend de ce qui suit :

- (a) a county, territorial district or regional municipality described in the *Territorial Division Act*,
- (b) the City of Toronto,
- (c) the City of Hamilton,
- (d) the City of Ottawa,
- (e) the Town of Haldimand,
- (f) the Town of Norfolk, and
- (g) the combination of the Territorial District of Sudbury and the City of Greater Sudbury. ("zone géographique")

- a) un comté, un district territorial ou une municipalité régionale mentionnée dans la *Loi sur la division territoriale*;
- b) la cité de Toronto;
- c) la cité de Hamilton;
- d) la ville d'Ottawa;
- e) la ville de Haldimand;
- f) la ville de Norfolk;
- g) la combinaison du district territorial de Sudbury et de la cité du Grand Sudbury. («geographic division»)

PLANNING ACT

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

20. Subsection 17 (2) of the *Planning Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 4, section 9, is amended by striking out "The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk", "The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth", and "The Regional Municipality of Ottawa-Carleton".

20. Le paragraphe 17 (2) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, tel qu'il est réédité par l'article 9 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par suppression de «de Haldimand-Norfolk», de «de Hamilton-Wentworth», et de «d'Ottawa-Carleton».

REGIONAL MUNICIPALITIES ACT

LOI SUR LES MUNICIPALITÉS RÉGIONALES

21. (1) The definitions of "Regional Act" and "regional municipality" in section 1 of the *Regional Municipalities Act* are repealed and the following substituted:

21. (1) Les définitions de «loi régionale» et de «Municipalité régionale» à l'article 1 de la *Loi sur les municipalités régionales* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

"Regional Act" means an Act establishing or continuing one of the regional municipalities of Durham, Halton, Niagara, Peel, Waterloo or York; ("loi régionale")

«loi régionale» Loi établissant ou maintenant une des municipalités régionales de Durham, de Halton, de Niagara, de Peel, de Waterloo ou de York. («Regional Act»)

"regional municipality" means the corporation of The Regional Municipality of Durham, The Regional Municipality of Halton, The Regional Municipality of Niagara, The Regional Municipality of Peel, The Re-

«municipalité régionale» La personne morale que constitue la municipalité régionale de Durham, la municipalité régionale de Halton, la municipalité régionale de Niagara, la municipalité régionale de Peel, la muni-

*Other Amendments**Autres modifications*

gional Municipality of Waterloo or The Regional Municipality of York. ("municipalité régionale")

(2) Subsection 4 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 10, is repealed.

(3) Subsection 6 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 14, section 1, is repealed and the following substituted:

Non-application

(4) This section does not apply to the regional municipalities of Halton and Waterloo and subsection (2) does not apply to The Regional Municipality of Niagara.

(4) Subsection 7 (7) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 11, is repealed and the following substituted:

Non-application

(7) Subsection (4) does not apply to The Regional Municipality of Waterloo.

(5) Subsection 9 (11) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 14, section 1, is repealed and the following substituted:

Non-application

(11) Subsections (1), (2) and (3) do not apply to the regional municipalities of Halton and Waterloo and subsections (6), (7), (8) and (9) do not apply to The Regional Municipality of Niagara and subsection (9) does not apply to The Regional Municipality of Waterloo.

(6) Subsection 12 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 13, is repealed.

(7) Subsection 21 (5) of the Act is amended by striking out "Ottawa-Carleton".

(8) Subsection 23 (12) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(12) Subsection (7) does not apply to the regional municipalities of Niagara and York.

(9) Subsection 29 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Application

(7) Subsections (3) and (4) apply only to The Regional Municipality of Niagara.

(10) Subsections 34 (11) and (12) of the Act are repealed.

(11) Subsection 34 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

cipalité régionale de Waterloo ou la municipalité régionale de York. («regional municipality»)

(2) Le paragraphe 4 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 10 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(3) Le paragraphe 6 (4) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 1 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(4) Le présent article ne s'applique pas aux municipalités régionales de Halton et de Waterloo et le paragraphe (2) ne s'applique pas à la municipalité régionale de Niagara.

(4) Le paragraphe 7 (7) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 11 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(7) Le paragraphe (4) ne s'applique pas à la municipalité régionale de Waterloo.

(5) Le paragraphe 9 (11) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 1 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(11) Les paragraphes (1), (2) et (3) ne s'appliquent pas aux municipalités régionales de Halton et de Waterloo, les paragraphes (6), (7), (8) et (9) ne s'appliquent pas à la municipalité régionale de Niagara et le paragraphe (9) ne s'applique pas à la municipalité régionale de Waterloo.

(6) Le paragraphe 12 (3) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 13 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(7) Le paragraphe 21 (5) de la Loi est modifié par suppression de «, d'Ottawa-Carleton».

(8) Le paragraphe 23 (12) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(12) Le paragraphe (7) ne s'applique pas aux municipalités régionales de Niagara et de York.

(9) Le paragraphe 29 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

(7) Les paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent qu'à la municipalité régionale de Niagara.

(10) Les paragraphes 34 (11) et (12) de la Loi sont abrogés.

(11) Le paragraphe 34 (13) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

*Other Amendments**Autres modifications*

Application	(13) Subsections (2), (3), (4) and (5) apply only to the regional municipalities of Halton and York. (12) Subsection 35 (6) of the Act is repealed and the following substituted:	(13) Les paragraphes (2), (3), (4) et (5) ne s'appliquent qu'aux municipalités régionales de Halton et de York. (12) Le paragraphe 35 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	Application
Application	(6) Subsections (2) and (3) apply only to The Regional Municipality of Waterloo. (13) Subsection 35 (8) of the Act is repealed and the following substituted:	(6) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent qu'à la municipalité régionale de Waterloo. (13) Le paragraphe 35 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	Application
Same	(8) Subsection (5) applies only to The Regional Municipality of Niagara. (14) Subsection 39 (3) of the Act is repealed. (15) Subsection 40 (13) of the Act is repealed and the following substituted:	(8) Le paragraphe (5) ne s'applique qu'à la municipalité régionale de Niagara. (14) Le paragraphe 39 (3) de la Loi est abrogé. (15) Le paragraphe 40 (13) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	Idem
Application	(13) Subsections (8) and (9) apply only to The Regional Municipality of York and subsections (6) and (7) do not apply to that regional municipality. (16) Subsection 44 (5) of the Act is repealed and the following substituted:	(13) Les paragraphes (8) et (9) ne s'appliquent qu'à la municipalité régionale de York et les paragraphes (6) et (7) ne s'y appliquent pas. (16) Le paragraphe 44 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	Application
Application	(5) Subsection (3) applies only to The Regional Municipality of Halton. (17) Subsections 46 (18), (19) and (20) of the Act are repealed and the following substituted:	(5) Le paragraphe (3) ne s'applique qu'à la municipalité régionale de Halton. (17) Les paragraphes 46 (18), (19) et (20) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	Application
Exception	(18) Subsections (1) to (4) and (7) to (17) do not apply to the regional municipalities of Niagara, Waterloo and York. (18) Subsection 72 (1) of the Act is repealed and the following substituted:	(18) Les paragraphes (1) à (4) et (7) à (17) ne s'appliquent pas aux municipalités régionales de Niagara, de Waterloo et de York. (18) Le paragraphe 72 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	Exception
Application	(1) This section applies only to the regional municipalities of Durham, Halton and Peel. (19) Subsection 74 (3) of the Act is repealed. (20) Section 74.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 14, is repealed. (21) Subsections 76 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:	(1) Le présent article ne s'applique qu'aux municipalités régionales de Durham, de Halton et de Peel. (19) Le paragraphe 74 (3) de la Loi est abrogé. (20) L'article 74.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 14 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé. (21) Les paragraphes 76 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	Application
Works assumed	(3) The works assumed are those designated and described in a by-law mentioned in subsection (1) or (2). (22) Subsection 76 (10) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 15, is repealed.	(3) Les ouvrages qui sont pris en charge sont ceux que désigne et décrit un règlement municipal visé au paragraphe (1) ou (2). (22) Le paragraphe 76 (10) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 15 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.	Prise en charge des ouvrages

(23) Subsections 76 (11) and (12) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 15, are repealed.

(24) Sections 79.1 and 79.2 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 16, are repealed.

(25) Subsection 80 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(5) This section does not apply to The Regional Municipality of York.

(26) Subsection 82 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Application

(5) This section applies only to The Regional Municipality of York.

(27) Section 84.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 17, is repealed.

(28) Subsection 86 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 15, section 29 and amended by 1994, chapter 1, section 18, is repealed.

(29) Section 86.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 19, is repealed.

(30) Subsection 88 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Non-application

(3) This section does not apply to The Regional Municipality of York.

(31) Section 95 of the Act is amended by striking out "Ottawa-Carleton".

(32) Section 97 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 6, section 4, 1997, chapter 24, section 227 and 1999, chapter 12, Schedule M, section 31, is repealed.

(33) Section 98 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 89 and 1997, chapter 24, section 227, is repealed.

(34) Section 99 of the Act is repealed.

(35) Section 100 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 90 and 1997, chapter 24, section 227, is repealed.

(36) Subsection 108 (3) of the Act is repealed.

(23) Les paragraphes 76 (11) et (12) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 15 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés.

(24) Les articles 79.1 et 79.2 de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 16 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés.

(25) Le paragraphe 80 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(5) Le présent article ne s'applique pas à la municipalité régionale de York.

(26) Le paragraphe 82 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

(5) Le présent article ne s'applique qu'à la municipalité régionale de York.

(27) L'article 84.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 17 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(28) Le paragraphe 86 (3) de la Loi, tel qu'il est réédicté par l'article 29 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 18 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(29) L'article 86.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 19 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(30) Le paragraphe 88 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-application

(3) Le présent article ne s'applique pas à la municipalité régionale de York.

(31) L'article 95 de la Loi est modifié par suppression de «d'Ottawa-Carleton».

(32) L'article 97 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 6 et l'article 227 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 1997 et par l'article 31 de l'annexe M du chapitre 12 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé.

(33) L'article 98 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 89 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 227 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé.

(34) L'article 99 de la Loi est abrogé.

(35) L'article 100 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 90 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 227 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé.

(36) Le paragraphe 108 (3) de la Loi est abrogé.

(37) Subsection 136 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule M, section 35 and 1996, chapter 32, section 85, is repealed and the following substituted:

Exception

- (2) Despite subsection (1),
- (a) subparagraph 69 iii of section 210 does not apply to the regional municipalities of Waterloo and York;
 - (b) paragraph 52 of section 207 applies to The Regional Municipality of York;
 - (c) section 257 applies to The Regional Municipality of Niagara; and
 - (d) for the purpose of exercising powers to pass by-laws licensing businesses under any Act, Part XVII.1 of the *Municipal Act* applies to the regional municipalities of Niagara, Waterloo and York and the Minister may make regulations under section 257.5 of that Act in relation to those powers.

(38) Subsection 136 (4) of the Act is amended by striking out "Ottawa-Carleton".

(39) Subsections 148 (4) and (5) of the Act are repealed.

REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON ACT

22. Subsections 7 (2) and (3) of the *Regional Municipality of Halton Act* are repealed and the following substituted:

One vote

- (2) Each member of the Regional Council has one vote.

REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO ACT

23. (1) Section 3 of the *Regional Municipality of Waterloo Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 11, section 1, is repealed and the following substituted:

Composition of councils

3. (1) The council of each area municipality shall be composed of a head of council, who shall be elected by a general vote of the electors of the area municipality and the following number of other members of council:

1. The City of Cambridge – six members elected by wards, with one member being elected from each ward.

(37) Le paragraphe 136 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 35 de l'annexe M du chapitre 1 et l'article 85 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

- (2) Malgré le paragraphe (1) :
- a) la sous-disposition 69 iii de l'article 210 ne s'applique pas aux municipalités régionales de Waterloo et de York;
 - b) la disposition 52 de l'article 207 s'applique à la municipalité régionale de York;
 - c) l'article 257 s'applique à la municipalité régionale de Niagara;
 - d) aux fins de l'exercice des pouvoirs d'adoption de règlements municipaux assujettissant des activités commerciales à l'obtention de permis aux termes d'une loi, la partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités* s'applique aux municipalités régionales de Niagara, de Waterloo et de York et le ministre peut prendre des règlements en application de l'article 257.5 de cette loi relativement à ces pouvoirs.

(38) Le paragraphe 136 (4) de la Loi est modifié par suppression de «d'Ottawa-Carleton».

(39) Les paragraphes 148 (4) et (5) de la Loi sont abrogés.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE HALTON

22. Les paragraphes 7 (2) et (3) de la *Loi sur la municipalité régionale de Halton* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- (2) Chaque membre du conseil régional dispose d'une voix.

Voix unique

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE WATERLOO

23. (1) L'article 3 de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo*, tel qu'il est réédité par l'article 1 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

3. (1) Le conseil de chaque municipalité de secteur se compose d'un président du conseil, élu au scrutin général par les électeurs de la municipalité de secteur, et du nombre suivant de membres :

Composition des conseils

1. Pour la cité de Cambridge – six membres élus par quartier, à raison de un par quartier.

- | | |
|--|--|
| <p>2. The City of Kitchener - six members elected by wards, with one member being elected from each ward.</p> <p>3. The City of Waterloo - five members elected by wards, with one member being elected from each ward.</p> <p>4. The Township of North Dumfries - four members elected by wards, with one member being elected from each ward.</p> <p>5. The Township of Wilmot - four members elected by wards, with one member being elected from each ward.</p> <p>6. The Township of Wellesley - four members elected by wards, with one member being elected from each ward.</p> <p>7. The Township of Woolwich - four members elected by wards, with two members being elected from one ward and one member being elected from each of the two remaining wards.</p> | <p>2. Pour la cité de Kitchener - six membres élus par quartier, à raison de un par quartier.</p> <p>3. Pour la cité de Waterloo - cinq membres élus par quartier, à raison de un par quartier.</p> <p>4. Pour le canton de North Dumfries - quatre membres élus par quartier, à raison de un par quartier.</p> <p>5. Pour le canton de Wilmot - quatre membres élus par quartier, à raison de un par quartier.</p> <p>6. Pour le canton de Wellesley - quatre membres élus par quartier, à raison de un par quartier.</p> <p>7. Pour le canton de Woolwich - quatre membres élus par quartier, à raison de deux pour un des quartiers et de un pour chacun des deux autres.</p> |
|--|--|

No board of control

(2) No area municipality shall have a board of control.

(2) Les municipalités de secteur ne doivent pas avoir de comité de régie.

Comité de régie

Woolwich

(3) For the purposes of paragraph 7 of subsection (1), the ward having two members is the same ward which, in the 1997 regular election, had three members.

(3) Pour l'application de la disposition 7 du paragraphe (1), le quartier qui compte deux membres est le même que celui qui en comptait trois lors de l'élection ordinaire de 1997.

Woolwich

(2) Sections 5 and 6 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 11, sections 2 and 3, respectively, are repealed and the following substituted:

(2) Les articles 5 et 6 de la Loi, tels qu'ils sont réédités par les articles 2 et 3 respectivement du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1997, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Composition of Regional Council

5. (1) The Regional Council shall be composed of,

5. (1) Le conseil régional se compose des personnes suivantes :

Composition du conseil régional

- (a) a chair who shall be elected by general vote of all of the electors of all of the area municipalities;
- (b) the head of council of each area municipality;
- (c) two members elected by general vote of the electors of the City of Cambridge;
- (d) four members elected by general vote of the electors of the City of Kitchener; and
- (e) two members elected by general vote of the electors of the City of Waterloo.

- a) un président, élu au scrutin général par l'ensemble des électeurs de toutes les municipalités de secteur;
- b) le président du conseil de chaque municipalité de secteur;
- c) deux membres élus au scrutin général par les électeurs de la cité de Cambridge;
- d) quatre membres élus au scrutin général par les électeurs de la cité de Kitchener;
- e) deux membres élus au scrutin général par les électeurs de la cité de Waterloo.

Application

(2) Section 107 of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Council.

(2) L'article 107 de la *Loi sur les municipalités* s'applique, avec les adaptations nécessaires, au conseil régional.

Application

Elections

6. (1) Except as otherwise provided in this Part, the elections to the office of chair and of

6. (1) Sauf disposition contraire de la présente partie, l'élection au poste de président

Élections

Other Amendments

Autres modifications

regional councillor (other than the head of council of an area municipality) shall be conducted in accordance with the *Municipal Elections Act, 1996* to be held concurrently with the regular election in the area municipalities.

Qualifications

(2) A person is qualified to hold office as chair or as regional councillor of the Regional Council if,

- (a) the person is entitled to be an elector under section 17 of the *Municipal Elections Act, 1996* for the election of members of the council of an area municipality; and
- (b) the person is not disqualified by this or any other Act from holding the office of chair or regional councillor, as the case may be.

Application

(3) Section 40 of the *Municipal Act* applies with necessary modifications to the Regional Council.

(3) Sections 6.1 and 6.2 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 11, section 3, are repealed and the following substituted:

Election of chair

6.1 (1) For the purposes of electing the chair of the Regional Council,

- (a) the clerk of the Regional Corporation is the returning officer;
- (b) nominations shall be filed with the clerk of the Regional Corporation, who shall send the names of the candidates to the clerk of each area municipality by registered mail within 48 hours after the closing of nominations;
- (c) despite clause (a), the clerk of each area municipality is the returning officer for the vote to be recorded in the area municipality and shall promptly report the vote recorded to the clerk of the Regional Corporation who shall prepare the final summary and announce the result of the vote.

Election of regional councillor

(2) For the purpose of electing a regional councillor in an area municipality (other than the head of council of an area municipality),

- (a) the clerk of the Regional Corporation is the returning officer;
- (b) nominations shall be filed with the clerk of the Regional Corporation, who shall send the names of the candidates

et à celui de conseiller régional, à l'exclusion du président du conseil d'une municipalité de secteur, se tient conformément à la *Loi de 1996 sur les élections municipales* et en même temps que l'élection ordinaire dans les municipalités de secteur.

(2) A les qualités requises pour occuper le poste de président ou de conseiller du conseil régional la personne qui :

Qualités requises

- a) d'une part, a le droit, aux termes de l'article 17 de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, d'être électeur lors de l'élection des membres du conseil d'une municipalité de secteur;
- b) d'une part, n'est pas inhabile aux termes de la présente loi ou d'une autre loi à occuper le poste de président ou de conseiller régional, selon le cas.

(3) L'article 40 de la *Loi sur les municipalités* s'applique, avec les adaptations nécessaires, au conseil régional.

Application

(3) Les articles 6.1 et 6.2 de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 3 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1997, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

6.1 (1) Aux fins de l'élection du président du conseil régional :

Élection du président

- a) le secrétaire de la Municipalité régionale est le directeur du scrutin;
- b) les déclarations de candidature sont déposées auprès du secrétaire de la Municipalité régionale, qui fait parvenir le nom des candidats au secrétaire de chaque municipalité de secteur, par courrier recommandé expédié dans les 48 heures qui suivent la clôture du dépôt des déclarations de candidature;
- c) malgré l'alinéa a), le secrétaire de chaque municipalité de secteur est le directeur du scrutin en ce qui a trait à l'enregistrement du vote dans la municipalité de secteur et communique promptement le vote enregistré au secrétaire de la Municipalité régionale, qui prépare les dernières compilations et annonce les résultats du vote.

(2) Aux fins de l'élection d'un conseiller régional dans une municipalité de secteur, à l'exclusion du président du conseil d'une telle municipalité :

Élection d'un conseiller régional

- a) le secrétaire de la Municipalité régionale est le directeur du scrutin;
- b) les déclarations de candidature sont déposées auprès du secrétaire de la Municipalité régionale, qui fait parvenir le

Other Amendments

Autres modifications

	to the clerk of the area municipality by registered mail within 48 hours after the closing of nominations;	nom des candidats au secrétaire de la municipalité de secteur, par courrier recommandé expédié dans les 48 heures qui suivent la clôture du dépôt des déclarations de candidature;	
	(c) despite clause (a), the clerk of each area municipality is the returning officer for the vote to be recorded in the area municipality and shall promptly report the vote recorded to the clerk of the Regional Corporation who shall prepare the final summary and announce the result of the vote.	c) malgré l'alinéa a), le secrétaire de chaque municipalité de secteur est le directeur du scrutin en ce qui a trait à l'enregistrement du vote dans la municipalité de secteur et communique promptement le vote enregistré au secrétaire de la Municipalité régionale, qui prépare les dernières compilations et annonce les résultats du vote.	
Oath, declaration	(3) Every member of the Regional Council, before taking his or her seat, shall take an oath of allegiance in Form 1 of the <i>Municipal Act</i> and make a declaration of office in Form 3 of the <i>Municipal Act</i> using either the English or the French version of those forms and, in the case of the heads of council of the area municipalities, in those forms as modified appropriately.	(3) Avant d'entrer en fonction, les membres du conseil régional prêtent le serment d'allégeance selon la formule 1 de la <i>Loi sur les municipalités</i> et font la déclaration selon la formule 3 de cette loi, en utilisant soit la version française, soit la version anglaise de ces formules. Le président du conseil d'une municipalité de secteur emploie ces formules telles qu'elles sont adaptées pour la circonstance.	Serment et déclaration
Regulations	(4) Despite this Act or the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> , the Minister may by regulation provide for those matters which, in the opinion of the Minister, are necessary or expedient to conduct the 2000 regular elections under the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> in the Regional Area.	(4) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> , le ministre peut, par règlement, prévoir les questions qui, à son avis, sont nécessaires ou pertinentes pour la tenue, dans le secteur régional, des élections ordinaires de 2000 prévues par la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> .	Règlements
Conflicts	(5) In the event of a conflict between a regulation made under subsection (4) and this Act or the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> , the regulation prevails.	(5) Les dispositions des règlements pris en application du paragraphe (4) l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> .	Incompatibilité
Quorum	6.2 (1) A majority of the members constituting the Regional Council is necessary to form a quorum and the concurring votes of a majority of the members present at any meeting are necessary to carry any resolution or other measure.	6.2 (1) La majorité des membres du conseil régional forme le quorum. L'adoption des résolutions et la prise d'autres décisions par le conseil exigent le vote affirmatif de la majorité des membres présents à la réunion.	Quorum
One vote	(2) Each member of the Regional Council has one vote.	(2) Chaque membre du conseil régional dispose d'une voix.	Voix unique
Different quorum	(3) Despite subsection (1), the Regional Council may, by by-law, adopt a different quorum provision that requires the attendance of more than a majority of its members.	(3) Malgré le paragraphe (1), le conseil régional peut, par règlement municipal, adopter une disposition différente qui exige la présence de plus de la majorité de ses membres pour former le quorum.	Quorum différent
Order of Minister	6.3 (1) Despite this or any other Act, the Minister shall, by order, establish six wards in the City of Kitchener and four wards in the Township of Wilmot.	6.3 (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi, le ministre constitue par arrêté six quartiers dans la cité de Kitchener et quatre quartiers dans le canton de Wilmot.	Arrêté du ministre
Effective date	(2) An order of the Minister under subsection (1) shall come into force on December 1,	(2) L'arrêté que prend le ministre aux termes du paragraphe (1) entre en vigueur le	Date d'entrée en vigueur

Other Amendments

Autres modifications

2000 and on that date the wards existing in the City of Kitchener and the Township of Wilmot as of November 30, 2000 are dissolved.

1^{er} décembre 2000 et les quartiers qui existent dans la cité de Kitchener et le canton de Wilmot le 30 novembre 2000 sont alors dissous.

Vacancies

6.4 (1) If a vacancy occurs on or before March 31 in the year of a regular election under the *Municipal Elections Act, 1996* in the office of a member who is the chair or a regional councillor (other than a head of council of an area municipality),

6.4 (1) Si le poste d'un membre qui est le président ou un conseiller régional, autre que le président du conseil d'une municipalité de secteur, devient vacant le 31 mars de l'année d'une élection ordinaire tenue aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* ou avant cette date :

Postes vacants

(a) the Regional Council shall appoint a person to fill the vacancy, and sections 45, 46 and 47 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the filling of the vacancy as though those offices were the offices of mayor and councillor, respectively; or

a) soit le conseil régional nomme une personne pour combler le poste, auquel cas les articles 45, 46 et 47 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au poste à combler comme s'il s'agissait des postes de maire et de conseiller respectivement;

(b) the clerks of the Regional Corporation and the affected area municipalities shall hold an election to fill the vacancy and sections 46 and 47 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the filling of the vacancy.

b) soit les secrétaires de la Municipalité régionale et des municipalités de secteur concernées tiennent une élection pour combler le poste, auquel cas les articles 46 et 47 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au poste à combler.

By-law

(2) The Regional Council shall by by-law determine whether clause (1) (a) or (b) is to apply.

(2) Le conseil régional décide par règlement municipal si c'est l'alinéa (1) a) ou b) qui doit s'appliquer.

Règlement municipal

Election year

(3) If a vacancy occurs after March 31 in the year of a regular election under the *Municipal Elections Act, 1996* in the office of a member who is the chair or a regional councillor (other than a head of council of an area municipality), the Regional Council shall fill the vacancy in accordance with clause (1) (a).

(3) Si le poste d'un membre qui est le président ou un conseiller régional, à l'exclusion du président du conseil d'une municipalité de secteur, devient vacant après le 31 mars de l'année d'une élection ordinaire tenue aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, le conseil régional comble le poste conformément à l'alinéa (1) a).

Année d'une élection

Expenses

(4) The Regional Corporation shall pay all reasonable expenses incurred by area municipalities with respect to the election under clause (1) (b).

(4) La Municipalité régionale paie les frais raisonnables qu'engagent les municipalités de secteur relativement à l'élection tenue conformément à l'alinéa (1) b).

Frais

Deemed resignation

(5) If a head of the council of an area municipality becomes chair of the Regional Council, he or she shall be deemed to have resigned as a member of the council and the person's seat on the council thereby becomes vacant.

(5) Si un président du conseil d'une municipalité de secteur devient président du conseil régional, il est réputé avoir démissionné comme membre du conseil et son siège au conseil devient alors vacant.

Démission

Status quo maintained

(4) The enactment or re-enactment of sections 3, 5, 6, 6.1, 6.2 and 6.3 of the *Regional Municipality of Waterloo Act* under this section does not affect the ward boundaries of area municipalities in The Regional Municipality of Waterloo, except in the City of Kitchener and the Township of Wilmot.

(4) L'édiction ou la réédiction des articles 3, 5, 6, 6.1, 6.2 et 6.3 de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* aux termes du présent article n'a pas pour effet de modifier les limites territoriales des quartiers des municipalités de secteur de la municipalité régionale de Waterloo, sauf dans la cité de Kitchener et le canton de Wilmot.

Maintien du statu quo

SCIENCE NORTH ACT

24. Subsection 8 (2) of the *Science North Act* is repealed and the following substituted:

Deemed
exemption

(2) The exemption of real property from taxation granted under subsection (1) is deemed to be an exemption under section 3 of the *Assessment Act*.

TERRITORIAL DIVISION ACT

25. (1) Section 1 of the *Territorial Division Act* is amended by striking out "metropolitan" and substituting "urban, municipal".

(2) Paragraph 12 of the Schedule to the Act is repealed and the following substituted:

12. The Town of Haldimand consists of the municipal area as defined in the *Town of Haldimand Act, 1999*.

(3) Paragraph 15 of the Schedule to the Act is repealed and the following substituted:

15. The City of Hamilton consists of the municipal area as defined in the *City of Hamilton Act, 1999*.

(4) The Schedule to the Act is amended by adding the following paragraph:

24.1 The Town of Norfolk consists of the municipal area as defined in the *Town of Norfolk Act, 1999*.

(5) Paragraph 26 of the Schedule to the Act is repealed and the following substituted:

26. The City of Ottawa consists of the municipal area as defined in the *City of Ottawa Act, 1999*.

(6) Clause (b) of paragraph 43 of the Schedule to the Act is amended by adding "Moosonee" after "Kapuskasing".

(7) Clause (d) of paragraph 43 of the Schedule to the Act is amended by striking out "Caron", by striking out "Horden" and by striking out "Moose".

(8) Clause (a) of paragraph 50 of the Schedule to the Act is repealed and the following substituted:

(a) the City of Greater Sudbury composed of the municipal area as defined in the *City of Greater Sudbury Act, 1999*.

LOI SUR SCIENCE NORD

24. Le paragraphe 8 (2) de la *Loi sur Science Nord* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) L'exonération d'impôts accordée à l'égard des biens immeubles en vertu du paragraphe (1) est réputée une exonération prévue à l'article 3 de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

Assimilation
à une
exonération

LOI SUR LA DIVISION TERRITORIALE

25. (1) L'article 1 de la *Loi sur la division territoriale* est modifié par substitution de «urbains, municipaux et régionaux» à «régionaux et de communauté urbaine».

(2) La disposition 12 de l'annexe de la *Loi* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

12. La ville de Haldimand se compose du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la ville de Haldimand*.

(3) La disposition 15 de l'annexe de la *Loi* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

15. La cité de Hamilton se compose du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la cité de Hamilton*.

(4) L'annexe de la *Loi* est modifiée par adjonction de la disposition suivante :

24.1 La ville de Norfolk se compose du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la ville de Norfolk*.

(5) La disposition 26 de l'annexe de la *Loi* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

26. La ville d'Ottawa se compose du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la cité d'Ottawa*.

(6) L'alinéa b) de la disposition 43 de l'annexe de la *Loi* est modifié par adjonction de «Moosonee,» après «Kapuskasing,».

(7) L'alinéa d) de la disposition 43 de l'annexe de la *Loi* est modifié par suppression de «Caron,», de «Horden,» et de «Moose,».

(8) L'alinéa a) de la disposition 50 de l'annexe de la *Loi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) la cité du Grand Sudbury composée du secteur municipal au sens de la *Loi de 1999 sur la cité du Grand Sudbury*.

THE LAKE OF THE WOODS DISTRICT HOSPITAL ACT, 1968

26. Subsection 3 (1) of *The Lake of the Woods District Hospital Act, 1968*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1990, chapter Pr5, section 2, is repealed and the following substituted:

Composition

(1) Of the 11 directors to be elected, 10 shall be elected by general vote in the City of Kenora and one shall be elected by general vote in the Township of Sioux Narrows.

PART III AMENDMENTS TO THE MUNICIPAL ELECTIONS ACT, 1996

27. (1) Subsection 8 (1) of the *Municipal Elections Act, 1996* is amended by adding "subject to section 8.1" at the beginning of clause (b) and by adding the following clause:

(c) subject to section 8.1, a question, the wording of which is established by an Act or a regulation under an Act.

(2) Subsection 8 (2.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is repealed.

(3) Section 8 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is further amended by adding the following subsection:

Conflicts

(11) In cases of conflict, the Act or regulation establishing the wording of a question under clause (1) (c) or the Act authorizing the regulation establishing the wording of the question prevails over this Act or a regulation under this Act.

28. The Act is amended by adding the following sections:

Conditions re: submitting a question

8.1 (1) A by-law to submit a question to the electors under clause 8 (1) (b) or (c),

- (a) shall be passed at least 180 days before voting day in the election at which it is intended to submit the question to the electors;
- (b) cannot be amended after the last date referred to in clause (a); and
- (c) despite clause (b), can be repealed on or before nomination day and, if the election does not include an election

THE LAKE OF THE WOODS DISTRICT HOSPITAL ACT, 1968

26. Le paragraphe 3 (1) de la loi intitulée *The Lake of the Woods District Hospital Act, 1968*, tel qu'il est réédité par l'article 2 du chapitre Pr5 des Lois de l'Ontario de 1990, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Composition

(1) Of the 11 directors to be elected, 10 shall be elected by general vote in the City of Kenora and one shall be elected by general vote in the Township of Sioux Narrows.

PARTIE III MODIFICATION DE LA LOI DE 1996 SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

27. (1) Le paragraphe 8 (1) de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* est modifié par adjonction de «sous réserve de l'article 8.1,» au début de l'alinéa b) et par adjonction de l'alinéa suivant :

c) sous réserve de l'article 8.1, une question dont le libellé est établi par une loi ou un règlement pris en application d'une loi.

(2) Le paragraphe 8 (2.1) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé.

(3) L'article 8 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(11) Les dispositions de la loi ou du règlement qui établit le libellé d'une question visée à l'alinéa (1) c) ou de la loi qui autorise le règlement établissant le libellé de la question l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou d'un règlement pris en application de celle-ci.

Incompatibilité

28. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

8.1 (1) Le règlement municipal visant à soumettre une question aux électeurs qui est adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c) réunit les conditions suivantes :

Conditions : soumission d'une question

- a) il est adopté au moins 180 jours avant le jour du scrutin de l'élection à laquelle la question doit être soumise aux électeurs;
- b) il ne peut pas être modifié après la date limite visée à l'alinéa a);
- c) malgré l'alinéa b), il peut être abrogé au plus tard le jour de la déclaration de candidature et, si l'élection ne com-

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

for an office, on or before the 31st day before voting day.

prend pas une élection à un poste, au plus tard le 31^e jour précédant le jour du scrutin.

Rules

(2) A question authorized by by-law under clause 8 (1) (b) shall comply with the following rules:

1. It shall concern a matter within the jurisdiction of the municipality.
2. Despite rule 1, it shall not concern a matter which has been prescribed by the Minister as a matter of provincial interest.
3. It shall be clear, concise and neutral.
4. It shall be capable of being answered in the affirmative or the negative and the only permitted answers to the question are "yes" or "no".

(2) La question qu'autorise un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) est conforme aux règles suivantes :

1. Elle porte sur une question qui relève de la compétence de la municipalité.
2. Malgré la règle 1, elle ne doit pas porter sur une question que le ministre a prescrite comme étant d'intérêt provincial.
3. Elle est claire, concise et neutre.
4. Elle permet que l'on puisse y répondre par l'affirmative ou la négative et les seules réponses permises sont «oui» et «non».

Règles

Notice of intent

(3) Before passing a by-law under clause 8 (1) (b) or (c), the clerk shall give at least 10 days notice of the intention to pass the by-law to the public and the Minister and hold at least one public meeting to consider the matter.

(3) Avant d'adopter un règlement municipal en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c), le secrétaire donne un avis d'intention d'au moins 10 jours au public et au ministre et tient au moins une réunion publique pour examiner le règlement municipal envisagé.

Avis d'intention

Notice of by-law

(4) Within 15 days after a municipality passes a by-law under clause 8 (1) (b) or (c), the clerk shall give notice of the passage of the by-law to the public and the Minister.

(4) Dans les 15 jours qui suivent l'adoption d'un règlement municipal par une municipalité en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c), le secrétaire donne avis de l'adoption au public et au ministre.

Avis de règlement municipal

Contents

(5) A notice under subsections (3) and (4) shall include,

- (a) the wording of the question;
- (b) in the case of a by-law under clause 8 (1) (b), a clear, concise and neutral description of the consequences of the question if it is approved and the consequences if it is rejected with the special majority under section 8.2, including an estimate of the costs, if any, that the municipality may incur in implementing the results of the question; and
- (c) in the case of a by-law under clause 8 (1) (b), a description of the right to appeal under subsection (6) including, in the case of a notice under subsection (4), the last day for filing a notice of appeal.

(5) L'avis prévu aux paragraphes (3) et (4) comprend les éléments suivants :

- a) le libellé de la question;
- b) dans le cas d'un règlement municipal visé à l'alinéa 8 (1) b), une description claire, concise et neutre des conséquences qu'aura l'approbation ou le rejet de la question à la majorité spéciale prévue à l'article 8.2, y compris une estimation des coûts éventuels que la municipalité peut avoir à engager pour mettre en oeuvre les résultats de la question;
- c) dans le cas d'un règlement municipal visé à l'alinéa 8 (1) b), une description du droit d'appel prévu au paragraphe (6), y compris, dans le cas d'un avis prévu au paragraphe (4), la date limite pour déposer un avis d'appel.

Contenu

Appeal

(6) Within 20 days after the clerk gives notice of the passage of a by-law under clause 8 (1) (b), the Minister or any other person or entity may appeal to the Chief Election Officer of the Province of Ontario on the grounds the question does not comply with paragraph 3 or 4 of subsection (2) by filing with the clerk a notice of appeal setting out the objec-

(6) Au plus tard 20 jours après que le secrétaire donne avis de l'adoption d'un règlement municipal en vertu de l'alinéa 8 (1) b), le ministre ou toute autre personne ou entité peut interjeter appel devant le directeur général des élections de la province de l'Ontario, pour le motif que la question n'est pas conforme à la disposition 3 ou 4 du para-

Appel

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

tions and the reasons in support of the objections.

Notices to
be forwarded

(7) The clerk shall, within 15 days after the last day for filing a notice of appeal under subsection (6), forward any notices of appeal received to the Chief Election Officer.

Other
information

(8) The clerk shall provide any other information or material to the Chief Election Officer that the Chief Election Officer requires in connection with the appeal.

Hearing

(9) The Chief Election Officer or his or her designate shall, within 60 days of receiving notices under subsection (7), hold a hearing and dismiss the appeal or allow the appeal in whole or in part.

Order

(10) If the Chief Election Officer allows the appeal in whole or in part, the Chief Election Officer may make an order amending the by-law or directing the municipality to amend the by-law in the manner ordered.

Non-
application

(11) Subsections (1) and (3) to (9) do not apply to anything done pursuant to an order under subsection (10).

Results

8.2 (1) The results of a question authorized by a by-law under clause 8 (1) (b) are binding on the municipality which passed the by-law if,

- (a) at least 50 per cent of the eligible electors in the municipality vote on the question; and
- (b) more than 50 per cent of the votes on the question are in favour of those results.

Determina-
tion of
number of
votes

(2) For the purpose of clause (1) (a), the number of eligible electors shall be determined from the voters' lists as they exist at the close of voting.

Implementa-
tion

8.3 (1) If the results of a question authorized by a by-law under clause 8 (1) (b) are binding on a municipality,

- (a) if an affirmative answer received the majority of the votes, the municipality shall do everything in its power to implement the results of the question in a timely manner; and
- (b) if a negative answer received the majority of the votes, the municipality shall not do anything within its jurisdiction to implement the matter which

phe (2), en déposant auprès du secrétaire un avis d'appel énonçant les oppositions et les raisons à l'appui de celles-ci.

(7) Dans les 15 jours qui suivent la date limite prévue pour déposer un avis d'appel en vertu du paragraphe (6), le secrétaire envoie les avis d'appel qu'il a reçus au directeur général des élections.

(8) Le secrétaire fournit au directeur général des élections tout autre renseignement ou matériel qu'il lui faut pour les besoins de l'appel.

(9) Au plus tard 60 jours après avoir reçu les avis visés au paragraphe (7), le directeur général des élections ou la personne qu'il désigne tient une audience et rejette l'appel ou l'accueille en totalité ou en partie.

(10) Si le directeur général des élections accueille l'appel en totalité ou en partie, il peut, par ordonnance, modifier le règlement municipal ou enjoindre à la municipalité de le faire de la manière dont il l'ordonne.

(11) Les paragraphes (1) et (3) à (9) ne s'appliquent pas aux mesures prises conformément à une ordonnance visée au paragraphe (10).

8.2 (1) Les résultats d'une question qu'autorise un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) lient la municipalité qui a adopté celui-ci si les conditions suivantes sont réunies :

- a) au moins 50 pour cent des personnes qui ont qualité d'électeur dans la municipalité votent sur la question;
- b) plus de 50 pour cent des voix exprimées sur la question sont en faveur de ces résultats.

(2) Pour l'application de l'alinéa (1) a), le nombre de personnes qui ont qualité d'électeur est calculé à partir des listes électorales telles qu'elles existent à la clôture du scrutin.

8.3 (1) Si les résultats d'une question qu'autorise un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) lient une municipalité :

- a) dans le cas d'une réponse affirmative à la majorité des voix, la municipalité prend toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour mettre en oeuvre les résultats de la question en temps opportun;
- b) dans le cas d'une réponse négative à la majorité des voix, la municipalité ne doit prendre aucune mesure relevant de sa compétence pour mettre en oeuvre

Envoi
des avis

Autres ren-
seignements

Audience

Ordonnance

Non-
application

Résultats

Calcul du
nombre
de voix

Mise en
oeuvre

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

was the subject of the question for a period of three years following voting day.

l'objet de la question pendant une période de trois ans à compter du jour du scrutin.

Same

(2) Without limiting subsection (1), the municipality shall, between 14 and 180 days after voting day,

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), la municipalité fait ce qui suit de 14 à 180 jours après le jour du scrutin :

Idem

(a) if a by-law or resolution is required to implement the results of the question, ensure that it is prepared and placed before council or, if a series of by-laws are required to implement the results, ensure that the first of the series is prepared and placed before council;

a) si un règlement municipal ou une résolution est exigé pour mettre en oeuvre les résultats de la question, elle veille à sa préparation et à sa présentation au conseil ou, si une série de règlements municipaux sont exigés pour le faire, elle veille à la préparation et à la présentation au conseil du premier de la série;

(b) despite clause (a), if passage of a by-law or resolution required to implement the results of the question is subject to a condition precedent under a regulation or statute (such as giving notice or holding a public hearing), ensure the initial steps have been taken to comply with the condition;

b) malgré l'alinéa a), si l'adoption d'un règlement municipal ou d'une résolution exigé pour mettre en oeuvre les résultats de la question est assujettie à une condition préalable fixée par un règlement ou une loi (par exemple l'obligation de donner un avis ou de tenir une audience publique), elle veille à ce que les mesures initiales soient prises pour s'y conformer;

(c) if administrative action to change a policy or practice is required to implement the results of the question, instruct municipal staff to take that action.

c) si une mesure administrative destinée à modifier une politique ou une pratique est exigée pour mettre en oeuvre les résultats de la question, elle charge le personnel municipal de la prendre.

Limitation

(3) For the purpose of clause (1) (a), it is not within the jurisdiction of the municipality to eliminate or override any substantive or procedural legal right of any person or entity who is or may be affected by the implementation of the results of the question as illustrated by the following examples:

(3) Pour l'application de l'alinéa (1) a), la municipalité n'a pas compétence pour éliminer un droit substantiel ou procédural que la loi reconnaît à une personne ou à une entité qui est ou pourrait être touchée par la mise en oeuvre des résultats de la question, ni d'y déroger, comme le montrent les exemples suivants :

Restriction

1. If a zoning change under the *Planning Act* is necessary to implement the results, the binding effect of the question is subject to the *Planning Act* and the discretion of the municipality under that Act is not constrained. If the zoning change is approved, the municipality is bound to implement the results; if it is not approved, the municipality is not bound.

1. Si une modification de zonage en application de la *Loi sur l'aménagement du territoire* est nécessaire pour mettre en oeuvre les résultats, l'effet obligatoire de la question est assujetti à cette loi et le pouvoir discrétionnaire que celle-ci confère à la municipalité n'est pas restreint. Si la modification de zonage est approuvée, la municipalité est obligée de mettre en oeuvre les résultats; si elle n'est pas approuvée, la municipalité n'est pas obligée de le faire.

2. If the results of the question require the passage of a by-law which requires notice to be given and at least one public meeting to be held to consider the matter before the by-law is passed, the binding effect of the question is subject to these procedural requirements and the discretion of the municipality to

2. Si les résultats de la question nécessitent l'adoption d'un règlement municipal qui exige la remise d'un avis et la tenue d'au moins une réunion publique pour examiner le règlement municipal envisagé avant son adoption, l'effet obligatoire de la question est assujetti à ces exigences procédurales et le pou-

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

proceed following the public meeting is not constrained. If, after the public meeting, the municipality decides not to implement the results of the question, it is not required to do so.

voir discrétionnaire qu'à la municipalité d'y donner suite après la réunion publique n'est pas restreint. Si, après la réunion publique, la municipalité décide de ne pas mettre en oeuvre les résultats de la question, elle n'est pas tenue de le faire.

Order

(4) A court presiding over a proceeding in respect of a recount, an offence under this Act or a proceeding under section 83 (controversial elections) may make an order temporarily staying the requirement of a municipality to implement the results of a question under this Act if satisfied that the requirement may be directly or indirectly affected by the proceeding.

(4) Le tribunal qui préside à une instance à l'égard d'un nouveau dépouillement du scrutin, à une instance à l'égard d'une infraction à la présente loi ou à une instance visée à l'article 83 (élection contestée) peut, par ordonnance, suspendre temporairement l'obligation, pour une municipalité, de mettre en oeuvre les résultats d'une question aux termes de la présente loi s'il est convaincu que l'instance est susceptible d'influer directement ou indirectement sur cette obligation.

Ordonnance

Time
restriction

(5) A municipality that has passed a by-law or resolution or taken any other action to implement the results of the question shall not do anything within its jurisdiction to reverse or substantially change the action for a period of three years following the day the action took effect.

(5) La municipalité qui a adopté un règlement municipal ou une résolution ou qui a pris toute autre mesure pour mettre en oeuvre les résultats de la question ne doit pas faire quoi que ce soit qui relève de sa compétence pour révoquer ou modifier considérablement ces mesures dans les trois ans qui suivent le jour où elles sont entrées en vigueur.

Délai

Exception

(6) Nothing in this section requires a municipality to do anything or prevents a municipality from doing anything if,

(6) Le présent article n'a pas pour effet d'exiger ou d'empêcher qu'une municipalité fasse quoi que ce soit si, selon le cas :

Exception

- (a) a subsequent binding question authorizes such action or inaction; or
- (b) the council is of the opinion, reasonably held, that there has been a material change in circumstances since the time it passed the by-law under clause 8 (1) (b) to put the binding question to the electors.

- a) une question subséquente à effet obligatoire l'autorise à faire ou à ne pas faire la chose;
- b) le conseil est d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'il est survenu un changement important de circonstances depuis le moment où il a adopté le règlement municipal visé à l'alinéa 8 (1) b) en vue de soumettre la question à effet obligatoire aux électeurs.

29. (1) Subsection 11 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is further amended by adding the following paragraphs:

29. (1) Le paragraphe 11 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié de nouveau par adjonction des dispositions suivantes :

- 2. The clerks specified in the *Regional Municipality of Halton Act* are responsible for certain aspects of the election of members of the Regional Council, as set out in that Act.
- 3. The clerks specified in the *Regional Municipality of Waterloo Act* are responsible for certain aspects of the election of members of the Regional Council, as set out in that Act.
- 4. The clerks specified in subsection (5) are responsible for certain aspects of

- 2. Les secrétaires précisés dans la *Loi sur la municipalité régionale de Halton* sont chargés de certains aspects de l'élection des membres du conseil régional, tel qu'énoncé dans cette loi.
- 3. Les secrétaires précisés dans la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* sont chargés de certains aspects de l'élection des membres du conseil régional, tel qu'énoncé dans cette loi.
- 4. Les secrétaires précisés au paragraphe (5) sont chargés de certains aspects de

the election with respect to a question an upper-tier municipality submits to its electors under clause 8 (1) (b) or (c).

(2) Section 11 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is further amended by adding the following subsection:

Upper-tier municipality

(5) Where an upper-tier municipality is submitting a question to its electors under clause 8 (1) (b) or (c), the clerk of the upper-tier municipality is responsible for conducting the election on the question except that the clerk of each local municipality which forms part of the upper-tier municipality for municipal purposes is responsible for recording the vote in the local municipality subject to the following:

1. Registration to incur expenses with respect to the question shall be filed with the clerk of the upper-tier municipality.
2. As soon as possible after the close of nominations or, in the case where the election does not involve an election for an office, no later than 28 days before voting day, the clerk of the upper-tier municipality shall provide the clerks of each of the local municipalities with a list of individuals, corporations or trade unions registered to incur expenses with respect to the question.
3. The clerk of each local municipality shall, subject to subsection 8 (9), certify the results of the election to the clerk of the upper-tier municipality.
4. The clerk of the upper-tier municipality shall prepare the final summary and announce the election results.

30. Subsection 19 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Preliminary list

(1) On or before July 31 in the year of a regular election, or such later deadline as the Minister may prescribe either before or after the July 31 deadline has passed, the Ontario Property Assessment Corporation shall prepare a preliminary list for each local municipality and deliver it to the clerk.

31. The Act is amended by adding the following section:

l'élection à l'égard d'une question qu'une municipalité de palier supérieur soumet aux électeurs en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c).

(2) L'article 11 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Municipalité de palier supérieur

(5) Lorsqu'une municipalité de palier supérieur soumet une question à ses électeurs en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c), le secrétaire de la municipalité est chargé de la tenue de l'élection sur la question, sauf que le secrétaire de chaque municipalité locale qui fait partie de la municipalité aux fins municipales est chargé de l'enregistrement du vote dans la municipalité locale, sous réserve de ce qui suit :

1. L'inscription pour l'engagement de dépenses à l'égard de la question est déposée auprès du secrétaire de la municipalité de palier supérieur.
2. Aussitôt que possible après la clôture du dépôt des déclarations de candidature ou, dans les cas où l'élection ne vise pas en outre à pourvoir à un poste, au plus tard 28 jours avant le jour du scrutin, le secrétaire de la municipalité de palier supérieur fournit au secrétaire de chacune des municipalités locales une liste des particuliers, personnes morales ou syndicats qui se sont inscrits pour engager des dépenses à l'égard de la question.
3. Sous réserve du paragraphe 8 (9), le secrétaire de chaque municipalité locale certifie les résultats de l'élection au secrétaire de la municipalité de palier supérieur.
4. Le secrétaire de la municipalité de palier supérieur prépare les dernières compilations et annonce les résultats de l'élection.

30. Le paragraphe 19 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Liste préliminaire

(1) Au plus tard le 31 juillet de l'année d'une élection ordinaire ou au plus tard à la date ultérieure que prescrit le ministre avant ou après ce 31 juillet, la Société ontarienne d'évaluation foncière dresse une liste préliminaire pour chaque municipalité locale et la remet au secrétaire.

31. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

REGISTRATION FOR MUNICIPAL QUESTION

INSCRIPTION AUX FINS D'UNE QUESTION
MUNICIPALENotice of
registration

39.1 (1) An individual, corporation or trade union described in paragraphs 1 to 3 of subsection 70 (3) that proposes to incur expenses with respect to a question under clause 8 (1) (b) or (c) shall, in person or by an agent, file with the clerk of the municipality responsible for conducting the election with respect to the question a notice of registration in the prescribed form which shall include a declaration of qualification signed by the individual, corporation or trade union, as the case may be.

39.1 (1) Les particuliers, les personnes morales et les syndicats visés aux dispositions 1 à 3 du paragraphe 70 (3) qui se proposent d'engager des dépenses à l'égard d'une question visée à l'alinéa 8 (1) b) ou c) déposent auprès du secrétaire de la municipalité chargé de la tenue de l'élection à l'égard de la question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant, un avis d'inscription rédigé sous la forme prescrite qui comprend une déclaration de qualités requises dûment signée par ceux-ci.

Avis
d'inscriptionTiming of
registration

(2) An individual, corporation or trade union that files a notice of registration is registered on the date of the filing.

(2) Le particulier, la personne morale ou le syndicat qui dépose un avis d'inscription est inscrit à la date du dépôt.

Date
d'inscription

Restriction

(3) Municipalities and the other bodies described in subsection 70 (4) cannot be registered under this section.

(3) Les municipalités et autres entités visées au paragraphe 70 (4) ne peuvent pas être inscrites aux termes du présent article.

Restriction

Timing

(4) A registration shall not be filed earlier than the day the by-law to submit the question to the electors is passed and not later than nomination day and if the election does not involve an election for an office, not later than 31 days before voting day.

(4) L'inscription est déposée au plus tôt le jour de l'adoption du règlement municipal visant à soumettre la question aux électeurs et au plus tard le jour de la déclaration de candidature et, si l'élection ne vise pas en outre à pourvoir à un poste, au plus tard 31 jours avant le jour du scrutin.

Délai

Certification

(5) The clerk shall, as soon as possible, examine each notice of registration that has been filed and,

(5) Le secrétaire examine aussitôt que possible chaque avis d'inscription qui a été déposé et :

Certification

(a) if satisfied that an individual, corporation or trade union is qualified to be registered and that the notice of registration complies with this Act, certify the notice of registration by signing it; or

a) s'il est convaincu qu'un particulier, une personne morale ou un syndicat a les qualités requises pour être inscrit et que l'avis d'inscription est conforme à la présente loi, il certifie l'avis d'inscription en y apposant sa signature;

(b) if not satisfied that an individual, corporation or trade union is qualified to be registered or that the notice of registration complies with this Act, reject the notice of registration.

b) s'il n'est pas convaincu qu'un particulier, une personne morale ou un syndicat a les qualités requises pour être inscrit ou que l'avis d'inscription est conforme à la présente loi, il rejette l'avis d'inscription.

Notice of
rejection

(6) If the clerk rejects a notice of registration, the clerk shall, as soon as possible, give notice of the fact to the individual, corporation or trade union.

(6) S'il rejette un avis d'inscription, le secrétaire en avise aussitôt que possible le particulier, la personne morale ou le syndicat.

Avis de rejet

Decision
final

(7) The clerk's decision to certify or reject a notice of registration is final.

(7) La décision du secrétaire de certifier ou de rejeter un avis d'inscription est définitive.

Décision
définitive

Expenses

(8) Nothing in this Act prevents a municipality or the clerk of a municipality from incurring expenses in respect of the question which are required or authorized to be incurred by this Act.

(8) La présente loi n'a pas pour effet d'empêcher une municipalité ou le secrétaire d'une municipalité d'engager à l'égard de la question des dépenses que la présente loi oblige ou autorise à engager.

Dépenses

32. (1) Subsection 65 (5) of the Act is amended by adding the following paragraph:

32. (1) Le paragraphe 65 (5) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

2.1 Despite rules 1 and 2, in the case of a question authorized by a by-law under clause 8 (1) (b) or (c), the date of voting day shall be a day at least 180 days after the day the by-law is passed.

(2) Subsection 65 (6) of the Act is amended by striking out "subject to paragraph 2 of subsection (5)" at the end and substituting "but a question authorized by a by-law under clause 8 (1) (b) or (c) shall not be combined with a by-election for an office".

33. Paragraphs 2, 4 and 5 of subsection 68 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

2. The election campaign period ends on December 31 in the case of a regular election and 45 days after voting day in the case of a by-election.

4. Despite rules 2 and 3, if the candidate has a deficit at the time the election campaign period would otherwise end and the candidate notifies the clerk in writing on or before December 31 in the case of a regular election and 45 days after voting day in the case of a by-election, the campaign period is extended and is deemed to have run continuously from the date of nomination until the earliest of,

- i. the following December 31 in the case of a regular election and the end of the 12 month period following the 45th day after voting day in the case of a by-election,
- ii. the day he or she is nominated in a subsequent election for an office on the council or local board in respect of which the deficit was incurred, and

iii. the day the candidate notifies the clerk in writing that he or she will not accept further contributions.

5. If, after the election campaign period ends under rule 2, 3 or 4, the candidate incurs expenses relating to a recount or to a proceeding under section 83 (controversial elections) and the candidate notifies the clerk in writing, the cam-

2.1 Malgré les règles 1 et 2, dans le cas d'une question qu'autorise un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c), la date du jour du scrutin tombe au moins 180 jours après celui de l'adoption du règlement municipal.

(2) Le paragraphe 65 (6) de la Loi est modifié par substitution de «Toutefois, une question qu'autorise un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 8 (1) b) ou c) ne doit pas être combinée avec une élection partielle visant un poste.» à «, sous réserve de la disposition 2 du paragraphe (5)» à la fin du paragraphe.

33. Les dispositions 2, 4 et 5 du paragraphe 68 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

2. La période de campagne électorale prend fin le 31 décembre, dans le cas d'une élection ordinaire, et 45 jours après le jour du scrutin, dans le cas d'une élection partielle.

4. Malgré les règles 2 et 3, si le candidat accuse un déficit au moment où la période de campagne électorale prendrait autrement fin et qu'il en avise le secrétaire par écrit au plus tard le 31 décembre, dans le cas d'une élection ordinaire, et 45 jours après le jour du scrutin, dans le cas d'une élection partielle, la période de campagne électorale est prolongée et est réputée s'être poursuivie sans interruption à partir du jour de la déclaration de candidature jusqu'au premier en date des jours suivants :

- i. le 31 décembre suivant, dans le cas d'une élection ordinaire, et 12 mois après le 45^e jour qui suit le jour du scrutin, dans le cas d'une élection partielle,
- ii. le jour où le candidat est déclaré candidat dans une élection subséquente à un poste au sein du conseil municipal ou du conseil local à l'égard duquel le déficit a été accusé,

iii. le jour où le candidat avise le secrétaire par écrit qu'il n'accepte plus de contributions.

5. Si, après que la période de campagne électorale prend fin aux termes de la règle 2, 3 ou 4, le candidat engage des dépenses liées à un nouveau dépouillement ou à une instance visée à l'article 83 (élection contestée) et qu'il en avise

*Amendments to the Municipal
Elections Act, 1996*

*Modification de la Loi de 1996
sur les élections municipales*

paign period is deemed to have recommenced, subject to subsection (2), and to have run continuously from the date of nomination until the earliest of,

- i. the day the total of A and B equal the total of C and D, where

A = any amount released to the candidate under subsection 79 (7),

B = any further contributions,

C = the expenses incurred after the election campaign period recommences,

D = the amount of the candidate's deficit, if any, before the election campaign period recommenced,

- ii. the day he or she is nominated in a subsequent election for an office on the council or local board in respect of which the expenses referred to in subparagraph i were incurred,

- iii. the day the candidate notifies the clerk in writing that he or she will not accept further contributions, and

- iv. the following December 31 in the case of a regular election and the end of the 12-month period following the 45th day after voting day in the case of a by-election.

34. Section 77 of the Act is repealed and the following substituted:

- 77.** For the purposes of sections 66 to 82,
- (a) the filing date is, in the case of a regular election, the following March 31 and in the case of a by-election, 90 days after voting day;
- (b) a supplementary filing date is the date that is 60 days after the end of a supplementary reporting period; and
- (c) a supplementary reporting period is, in the case of a regular election, each six-month period following the year of the election and, in the case of a by-election,

le secrétaire par écrit, la période de campagne électorale est réputée avoir recommencé, sous réserve du paragraphe (2), et s'être poursuivie sans interruption à partir du jour de la déclaration de candidature jusqu'au premier en date des jours suivants :

- i. le jour où le total de A et B est égal au total de C et D, où :

A correspond aux sommes remises au candidat aux termes du paragraphe 79 (7),

B correspond aux contributions supplémentaires,

C correspond aux dépenses engagées après que la période de campagne électorale recommence,

D correspond au déficit que le candidat a accusé, le cas échéant, avant que la période de campagne électorale n'ait recommencé,

- ii. le jour où le candidat est déclaré candidat dans une élection subséquente à un poste au sein du conseil municipal ou du conseil local à l'égard duquel les dépenses visées à la sous-disposition i ont été engagées,

- iii. le jour où le candidat avise le secrétaire par écrit qu'il n'accepte plus de contributions,

- iv. le 31 décembre suivant, dans le cas d'une élection ordinaire, et 12 mois après le 45^e jour qui suit le jour du scrutin, dans le cas d'une élection partielle.

34. L'article 77 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- 77.** Pour l'application des articles 66 à 82 :
- a) la date de dépôt est, dans le cas d'une élection ordinaire, le 31 mars suivant et, dans le cas d'une élection partielle, 90 jours après le jour du scrutin;
- b) la date de dépôt supplémentaire est celle qui tombe 60 jours après la fin de la période de déclaration supplémentaire;
- c) une période de déclaration supplémentaire correspond, dans le cas d'une élection ordinaire, à chaque période de six mois qui suit l'année de l'élection

Filing date,
reporting
period

Date de
dépôt et
période de
déclaration

tion, each six-month period following the 45th day after voting day.

35. (1) Clauses 78 (1) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

- (a) in the case of a regular election, as of December 31 in the year of the election; and
- (b) in the case of a by-election, as of the 45th day after voting day.

(2) Subsection 78 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) A supplementary financial statement or auditor's report shall include all the information contained in the initial statement or report filed under subsection (1) and in any previous supplementary statement or report under subsection (2), as the case may be, updated to reflect the changes to the candidate's election campaign finances during the supplementary reporting period.

36. Subsection 79 (10) of the Act is amended by striking out "Subsections (7) and (8) do not" at the beginning and substituting "Subsection (8) does not".

37. Subsection 80 (3) of the Act is amended by striking out "five" and substituting "10".

38. The Act is amended by adding the following section:

82.1 (1) Subject to subsection (2), the following provisions apply to an individual, corporation or trade union that is registered under section 39.1: section 66, subsection 67 (1), subsection 67 (2) except paragraph 9, subsection 68 (1) except subparagraph 4 ii, subsection 68 (2), sections 69 and 70, subsections 71 (1) and (3), sections 72 to 78, subsections 79 (1) and (2), subsection 79 (3) except clause (b), subsections 79 (4) to (7), section 81 and subsections 92 (1) to (4).

(2) In the provisions referred to in subsection (1),

- (a) a reference to a candidate shall be read as a reference to an individual, corporation or trade union registered under section 39.1;
- (b) a reference to nomination shall be read as a reference to registration under section 39.1;

et, dans le cas d'une élection partielle, à chaque période de six mois qui suit le 45^e jour après le jour du scrutin.

35. (1) Les alinéas 78 (1) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- a) dans le cas d'une élection ordinaire, le 31 décembre de l'année de l'élection;
- b) dans le cas d'une élection partielle, le 45^e jour après le jour du scrutin.

(2) Le paragraphe 78 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) L'état financier ou le rapport du vérificateur supplémentaires contient tous les renseignements qui figurent dans l'état ou le rapport initial déposé aux termes du paragraphe (1) et dans tout état ou rapport supplémentaire précédent visé au paragraphe (2), selon le cas, mis à jour pour refléter les changements survenus dans le financement de la campagne électorale du candidat pendant la période de déclaration supplémentaire.

36. Le paragraphe 79 (10) de la Loi est modifié par substitution de «Le paragraphe (8) ne s'applique pas» à «Les paragraphes (7) et (8) ne s'appliquent pas» au début du paragraphe.

37. Le paragraphe 80 (3) de la Loi est modifié par substitution de «10» à «cinq».

38. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

82.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les dispositions suivantes s'appliquent aux particuliers, aux personnes morales et aux syndicats qui sont inscrits aux termes de l'article 39.1 : l'article 66, le paragraphe 67 (1), le paragraphe 67 (2), sauf la disposition 9, le paragraphe 68 (1), sauf la sous-disposition 4 ii, le paragraphe 68 (2), les articles 69 et 70, les paragraphes 71 (1) et (3), les articles 72 à 78, les paragraphes 79 (1) et (2), le paragraphe 79 (3), sauf l'alinéa b), les paragraphes 79 (4) à (7), l'article 81 et les paragraphes 92 (1) à (4).

(2) Dans les dispositions mentionnées au paragraphe (1) :

- a) la mention d'un candidat vaut mention d'un particulier, d'une personne morale ou d'un syndicat inscrit aux termes de l'article 39.1;
- b) la mention d'une déclaration de candidature vaut mention d'une l'inscription prévue à l'article 39.1;

Supplementary report

Rapport supplémentaire

Application

Application

Modifications

Adaptations

*Amendments to the Municipal Elections Act, 1996**Modification de la Loi de 1996 sur les élections municipales*

- (c) a reference to a person shall be read as a reference to an individual, corporation or trade union;
- (d) subsubparagraph B of subparagraph 66 (2) 2 iv shall be read as follows:
- B. it is provided equally to all individuals, corporations or trade unions registered under section 39.1 with respect to a particular question;
- (e) paragraphs 1 and 3 of subsection 68 (1) shall be read as follows:
1. The election campaign period begins on the day the individual, corporation or trade union files a notice of registration under section 39.1.
 -
 3. Despite rule 2, the election campaign period ends on the day the by-law authorizing the question is repealed in accordance with clause 8.1 (1) (c) or the day the notice of registration is rejected under subsection 39.1 (5).
- (f) subsection 71 (1) shall be read as follows:
- (1) A contributor shall not make contributions exceeding a total of \$750 to any one individual, corporation or trade union registered under section 39.1 with respect to a particular question;
- (g) subsection 79 (4) shall be read as if “the clerk shall hold the amount in trust for the candidate” were replaced with “the surplus becomes the property of the municipality”; and
- (h) subsection 92 (1) shall be read as if the reference to “sections 70 to 76” was a reference to sections “69 to 79”.
- 39. (1) Subsection 95 (1) of the Act is amended by adding the following clause:**
- (a.1) prescribing a later deadline for the purpose of subsection 19 (1).
 - (2) Clause 95 (1) (h) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is repealed and the following substituted:
- (c) la mention d’une personne vaut mention d’un particulier, d’une personne morale ou d’un syndicat;
- d) le texte suivant est substitué à la sous-sous-disposition B de la sous-disposition 66 (2) 2 iv :
- B. elle est fournie de façon égale à tous les particuliers, personnes morales et syndicats inscrits aux termes de l’article 39.1 à l’égard d’une question particulière;
- e) le texte suivant est substitué aux dispositions 1 et 3 du paragraphe 68 (1) :
1. La période de campagne électorale commence le jour où le particulier, la personne morale ou le syndicat dépose un avis d’inscription aux termes de l’article 39.1;
 -
 3. Malgré la règle 2, la période de campagne électorale prend fin le jour où le règlement municipal qui autorise la question est abrogé conformément à l’alinéa 8.1 (1) c) ou le jour où l’avis d’inscription est rejeté aux termes du paragraphe 39.1 (5);
- f) le texte suivant est substitué au paragraphe 71 (1) :
- (1) Un donateur ne doit pas faire de contributions qui dépassent un total de 750 \$ en faveur d’un même particulier, d’une même personne morale ou d’un même syndicat inscrit aux termes de l’article 39.1 à l’égard d’une question particulière;
- g) au paragraphe 79 (4), les mots «l’excédent devient la propriété de la municipalité» sont substitués aux mots «le secrétaire le détient en fiducie pour le compte du candidat»;
- h) au paragraphe 92 (1), le renvoi aux «articles 70 à 76» vaut renvoi aux «articles 69 à 79».
- 39. (1) Le paragraphe 95 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :**
- a.1) prescrire une date ultérieure pour l’application du paragraphe 19 (1).
 - (2) L’alinéa 95 (1) h) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 6 de l’annexe F du chapitre 14 des Lois de l’Ontario de 1999, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- | | |
|--|---|
| <p>(h) prescribe matters of provincial interest for the purpose of paragraph 2 of subsection 8.1 (2);</p> <p>(i) provide for transitional matters that, in the opinion of the Minister, are necessary or desirable for the conduct of the election with respect to a question under clause 8 (1) (b) or (c) at the 2000 regular election;</p> <p>(j) governing and clarifying the application of the provisions of this Act related to questions under clauses 8 (1) (b) and (c);</p> <p>(k) varying the application of the provisions of this Act related to questions under clauses 8 (1) (b) and (c) if, in the opinion of the Minister, it is necessary or desirable to do so to further the purposes of this Act.</p> | <p>h) prescrire les questions d'intérêt provincial pour l'application de la disposition 2 du paragraphe 8.1 (2);</p> <p>i) prévoir les questions transitoires qui, de l'avis du ministre, sont nécessaires ou souhaitables pour la tenue de l'élection à l'égard d'une question visée à l'alinéa 8 (1) b) ou c) lors de l'élection ordinaire de 2000;</p> <p>j) régir et préciser l'application des dispositions de la présente loi qui se rapportent aux questions visées aux alinéas 8 (1) b) et c);</p> <p>k) modifier l'application des dispositions de la présente loi qui se rapportent aux questions visées aux alinéas 8 (1) b) et c) si, de l'avis du ministre, il est nécessaire ou souhaitable de le faire pour réaliser l'objet de la présente loi.</p> |
|--|---|

<p>(3) Subsection 95 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is repealed and the following substituted:</p>	<p>(3) Le paragraphe 95 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>
---	---

General or particular

(2) A regulation made under clause (1) (a), (a.1) (b), (c), (h), (i), (j) or (k) may be general or particular in its application.

(2) Les règlements pris en application de l'alinéa (1) a), a.1), b), c), h), i), j) ou k) peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Portée générale ou particulière

Regulation prevails

(2.1) A regulation made under clause (1) (i) applies despite any provision in this or any other public or private Act.

(2.1) Les règlements pris en application de l'alinéa (1) i) s'appliquent malgré toute disposition de la présente loi ou de toute autre loi d'intérêt public ou privé.

Préséance

<p>(4) Subsection 95 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 14, Schedule F, section 6, is amended by striking out "or a resolution under subsection 8 (2)".</p>	<p>(4) Le paragraphe 95 (4) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 6 de l'annexe F du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par suppression de «ou une résolution visée au paragraphe 8 (2)».</p>
---	---

<p>PART IV TOWN OF MOOSONEE ACT, 2000</p>	<p>PARTIE IV LOI DE 2000 SUR LA VILLE DE MOOSONEE</p>
---	---

<p>40. The <i>Town of Moosonee Act, 2000</i>, as set out in the Schedule, is hereby enacted.</p>	<p>40. Est édictée la <i>Loi de 2000 sur la ville de Moosonee</i>, telle qu'elle figure à l'annexe.</p>
--	---

<p>41. The <i>Moosonee Development Area Board Act</i>, being chapter 294 of the Revised Statutes of Ontario, 1980, is repealed.</p>	<p>41. La loi intitulée <i>Moosonee Development Area Board Act</i>, qui constitue le chapitre 294 des Lois refondues de l'Ontario de 1980, est abrogée.</p>
---	---

<p>PART V MISCELLANEOUS</p>	<p>PARTIE V DISPOSITIONS DIVERSES</p>
---	---

Deeming provision

42. (1) Despite subsections 27 (8) and (9) of the *Municipal Act*, section 27 of that Act applies and is deemed to have always applied to the County of Oxford with respect to by-laws of the County passed on or before January 1, 2000.

42. (1) Malgré les paragraphes 27 (8) et (9) de la *Loi sur les municipalités*, l'article 27 de cette loi s'applique et est réputé s'être toujours appliqué au comté d'Oxford à l'égard des règlements municipaux du comté adoptés le 1^{er} janvier 2000 ou avant cette date.

Disposition déterminative

Miscellaneous

Dispositions diverses

Same	(2) Despite subsection 29 (4) of the <i>Municipal Act</i> , that subsection shall be deemed to have never applied to the area municipalities forming part of the County of Oxford for municipal purposes with respect to by-laws of the local municipalities passed on or before January 1, 2000.	(2) Malgré le paragraphe 29 (4) de la <i>Loi sur les municipalités</i> , ce paragraphe est réputé ne s'être jamais appliqué aux municipalités de secteur qui font partie du comté d'Oxford aux fins municipales à l'égard des règlements municipaux des municipalités locales adoptés le 1 ^{er} janvier 2000 ou avant cette date.	Idem
Commence- ment	43. (1) Except as otherwise provided in this section, this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	43. (1) Sauf disposition contraire du présent article, la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Same	(2) The following come into force on January 1, 2001: 1. Part I, except subsections 1 (9), (10) and (11), 2 (3), (4) and (5), 3 (6), (7) and (8), 4 (3), (4) and (5) and 5 (9), (10) and (11). 2. Part II, except sections 6 and 15, subsections 21 (3), (4) and (5) and sections 22, 23, and 26. 3. Part IV and the Schedule.	(2) Les éléments suivants entrent en vigueur le 1 ^{er} janvier 2001 : 1. La partie I, sauf les paragraphes 1 (9), (10) et (11), 2 (3), (4) et (5), 3 (6), (7) et (8), 4 (3), (4) et (5) et 5 (9), (10) et (11). 2. La partie II, sauf les articles 6 et 15, les paragraphes 21 (3), (4) et (5) et les articles 22, 23 et 26. 3. La partie IV et l'annexe.	Idem
Same	(3) Subsections 21 (3), (4) and (5) and sections 22, 23 and 26 come into force on December 1, 2000.	(3) Les paragraphes 21 (3), (4) et (5) et les articles 22, 23 et 26 entrent en vigueur le 1 ^{er} décembre 2000.	Idem
Same	(4) Despite paragraph 3 of subsection (2), the 2000 regular election under the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> held in the municipal area comprising the new Town of Moosonee shall be conducted as if the <i>Town of Moosonee Act, 2000</i> were already in force and the rules set out in subsection 3 (2) of the <i>Town of Moosonee Act, 2000</i> shall be deemed to be apply to the town council elected in that election.	(4) Malgré la disposition 3 du paragraphe (2), les élections ordinaires de 2000 prévues par la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> qui se tiennent dans le secteur municipal constitué de la nouvelle ville de Moosonee se tiennent comme si la <i>Loi de 2000 sur la ville de Moosonee</i> était déjà en vigueur et les règles énoncées au paragraphe 3 (2) de celle-ci sont réputées s'appliquer au conseil municipal qui est élu lors de ces élections.	Idem
Same	(5) Despite subsection (3), the 2000 regular election under the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> held in the municipal area comprising the City of Kenora shall be conducted as if section 26 of this Act was already in force.	(5) Malgré le paragraphe (3), les élections ordinaires de 2000 prévues par la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> qui se tiennent dans le secteur municipal constitué de la cité de Kenora se tiennent comme si l'article 26 de la présente loi était déjà en vigueur.	Idem
Same	(6) Despite subsection (3), the 2000 regular elections under the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> in The Regional Municipality of Waterloo shall be conducted as if section 23 of this Act and a regulation made under subsection 6.2 (4) of <i>The Regional Municipality of Waterloo Act</i> (if any) and an order made under section 6.3 of the <i>Regional Municipality of Waterloo Act</i> were already in force.	(6) Malgré le paragraphe (3), les élections ordinaires de 2000 prévues par la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> qui se tiennent dans la municipalité régionale de Waterloo se tiennent comme si l'article 23 de la présente loi, un règlement pris le cas échéant en application du paragraphe 6.2 (4) de la <i>Loi sur la municipalité régionale de Waterloo</i> et un arrêté pris en vertu de l'article 6.3 de la <i>Loi sur la municipalité régionale de Waterloo</i> étaient déjà en vigueur.	Idem
Short title	44. The short title of this Act is the <i>Direct Democracy Through Municipal Referendums Act, 2000</i> .	44. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 2000 sur la démocratie directe par voie de référendum municipal</i> .	Titre abrégé

**SCHEDULE
TOWN OF MOOSONEE ACT, 2000**

**ANNEXE
LOI DE 2000 SUR LA VILLE
DE MOOSONEE**

Definitions	<p>1. In this Act,</p> <p>“Board” means The Moosonee Development Area Board as it exists on December 31, 2000; (“Conseil”)</p> <p>“municipal area” means the area that comprises the geographic area of jurisdiction of The Moosonee Development Area Board on December 31, 2000; (“secteur municipal”)</p> <p>“town” means The Corporation of the Town of Moosonee incorporated by this Act. (“ville”)</p>	<p>1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.</p> <p>«Conseil» Le Conseil de la zone de développement de Moosonee tel qu’il existe le 31 décembre 2000. («Board»)</p> <p>«secteur municipal» Secteur constitué du territoire relevant de la compétence du Conseil de la zone de développement de Moosonee le 31 décembre 2000. («municipal area»)</p> <p>«ville» La ville de Moosonee constituée aux termes de la présente loi. («town»)</p>	Définitions
Corporation	<p>2. (1) On January 1, 2001, the inhabitants of the municipal area are constituted a body corporate under the name The Corporation of the Town of Moosonee in English and ville de Moosonee in French.</p>	<p>2. (1) Le 1^{er} janvier 2001, les habitants du secteur municipal sont constitués en personne morale sous le nom de ville de Moosonee en français et de The Corporation of the Town of Moosonee en anglais.</p>	Constitution
Local municipality	<p>(2) The body corporate is a town and a local municipality for all purposes.</p>	<p>(2) La personne morale est une ville et une municipalité locale à toutes fins.</p>	Municipalité locale
Clerk, treasurer	<p>(3) The person who is the secretary-treasurer of the Board on December 31, 2000 becomes the clerk and treasurer of the town on January 1, 2001.</p>	<p>(3) La personne qui est secrétaire-trésorier du Conseil le 31 décembre 2000 devient secrétaire et trésorier de la ville le 1^{er} janvier 2001.</p>	Secrétaire et trésorier
Council	<p>3. (1) The town council is composed of the mayor and four other members, all of whom shall be elected by general vote of the electors of the town.</p>	<p>3. (1) Le conseil municipal se compose du maire et de quatre autres membres, élus au scrutin général par les électeurs de la ville.</p>	Conseil
Rules – 2000 election	<p>(2) The following special rules apply to the members of the town council elected in the 2000 regular election:</p> <p>1. Despite section 6 of the <i>Municipal Elections Act, 1996</i>, the member’s terms of office begin on January 1, 2001.</p> <p>2. Despite subsection 49 (1) of the <i>Municipal Act</i>, the first meeting of the council shall be held on or before January 9, 2001.</p>	<p>(2) Les règles particulières qui suivent s’appliquent aux membres du conseil élus lors des élections ordinaires de 2000 :</p> <p>1. Malgré l’article 6 de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i>, le mandat des membres commence le 1^{er} janvier 2001.</p> <p>2. Malgré le paragraphe 49 (1) de la <i>Loi sur les municipalités</i>, la première réunion du conseil se tient au plus tard le 9 janvier 2001.</p>	Règles : élections de 2000
Dissolution	<p>4. (1) On January 1, 2001, The Moosonee Development Area Board is dissolved and the town stands in the place of the Board for all purposes.</p>	<p>4. (1) Le 1^{er} janvier 2001, le Conseil de la zone de développement de Moosonee est dissous et la ville le remplace à toutes fins.</p>	Dissolution
Transfer	<p>(2) All the assets and liabilities of the Board on December 31, 2000, including all rights, interests, approvals, status, registrations, entitlements and contractual benefits and obligations become assets and liabilities of the town on January 1, 2001, without compensation, and the town has the same rights and powers to collect and recover all unpaid</p>	<p>(2) L’actif et le passif du Conseil au 31 décembre 2000, y compris les droits, intérêts, approbations, statuts et enregistrements ainsi que les avantages et obligations contractuels, passent à la ville le 1^{er} janvier 2001, sans versement d’indemnité, et la ville a les mêmes droits et pouvoirs pour percevoir et recouvrer les impôts impayés établis par le</p>	Transfert

	taxes imposed by the Board, as if such taxes had been imposed by the town.	Conseil que si elle les avait établis elle-même.	
By-laws	(3) Every by-law or resolution of the Board that is in force on December 31, 2000 shall be deemed to be a by-law or resolution of the town council on January 1, 2001.	(3) Les règlements et les résolutions du Conseil qui sont en vigueur le 31 décembre 2000 sont réputés des règlements et des résolutions du conseil municipal le 1 ^{er} janvier 2001.	Règlements
Employees	(4) A person who is an employee of the Board on December 31, 2000, and who would, but for this Act, still be an employee of the Board on January 1, 2001 is entitled to be an employee of the town on January 1, 2001.	(4) La personne qui est un employé du Conseil le 31 décembre 2000 et qui le serait encore le 1 ^{er} janvier 2001 en l'absence de la présente loi a le droit d'être un employé de la ville le 1 ^{er} janvier 2001.	Employés
Same	(5) A person's employment with the Board shall be deemed not to have been terminated for any purpose by anything in subsection (4).	(5) L'emploi d'une personne auprès du Conseil est réputé ne pas avoir pris fin à quelque fin que ce soit en raison du paragraphe (4).	Idem
Emergency powers	(6) Despite subsection (1), until the town council elected in the 2000 regular election is organized, the Board continues to have the powers it possesses on December 31, 2000 for the purpose of dealing with emergencies.	(6) Malgré le paragraphe (1), tant que le conseil municipal dont les membres sont élus aux élections ordinaires de 2000 n'a pas été constitué, le Conseil continue d'exercer les pouvoirs qu'il possède le 31 décembre 2000 afin de s'occuper des situations d'urgence.	Pouvoirs d'urgence
Special jurisdiction	5. (1) Part III of the <i>Municipal Affairs Act</i> applies with respect to the town and the Ministry of Municipal Affairs and Housing and the Ontario Municipal Board have the powers described in that Part in relation to the town.	5. (1) La partie III de la <i>Loi sur les affaires municipales</i> s'applique à l'égard de la ville et le ministère des Affaires municipales et du Logement ainsi que la Commission des affaires municipales de l'Ontario ont, relativement à la ville, les pouvoirs que confère cette partie.	Compétence spéciale
Elimination of powers	(2) The Minister of Municipal Affairs and Housing may, by regulation, provide that Part III of the <i>Municipal Affairs Act</i> ceases to apply with respect to the town and on the day that the regulation comes into force, the Ministry and the Board shall cease to have the powers described in that Part in respect of the town.	(2) Le ministre des Affaires municipales et du Logement peut, par règlement, prévoir que la partie III de la <i>Loi sur les affaires municipales</i> cesse de s'appliquer à l'égard de la ville et, le jour de l'entrée en vigueur d'un tel règlement, le ministère et la Commission cessent d'avoir, à l'égard de la ville, les pouvoirs que confère cette partie.	Élimination des pouvoirs
Conduct of 2000 election	6. (1) The secretary-treasurer of the Board shall conduct the regular election in 2000 in the municipal area under the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> .	6. (1) Le secrétaire-trésorier du Conseil tient les élections ordinaires de 2000 dans le secteur municipal aux termes de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> .	Tenue des élections de 2000
Same	(2) The Board shall act as the council for the purpose of making the decisions that the council is required to make under the <i>Municipal Elections Act, 1996</i> , for the regular election but once the council of the town is organized, the council of the town shall make those decisions.	(2) Le Conseil fait fonction de conseil municipal lorsqu'il s'agit de prendre les décisions que celui-ci est tenu de prendre aux termes de la <i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i> pour les élections ordinaires. Toutefois, une fois constitué, le conseil municipal prend ces décisions.	Idem
Transitional matters	7. (1) Despite this or any other Act, until December 31, 2003 the Minister of Municipal Affairs and Housing may, by regulation, provide for transitional matters which the Minister considers necessary or expedient to implement the incorporation of the town.	7. (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi, jusqu'au 31 décembre 2003, le ministre des Affaires municipales et du Logement peut, par règlement, prévoir les questions transitoires qu'il estime nécessaires ou utiles pour mener à bien la constitution de la ville.	Questions transitoires

*Town of Moosonee Act, 2000**Loi de 2000 sur la ville de Moosonee*

Conflicts

(2) In the event of a conflict between a regulation made under subsection (1) and this or any other Act, the regulation prevails.

(2) Les dispositions des règlements pris en application du paragraphe (1) l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou de toute autre loi.

Incompati-
bilité

Short title

8. The short title of this Act is the *Town of Moosonee Act, 2000*.

8. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur la ville de Moosonee*.

Titre abrégé



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 63

**An Act to amend the
Highway 407 Act, 1998**

Mr. Bisson

Private Member's Bill

1st Reading April 17, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 63

**Loi modifiant la
Loi de 1998 sur l'autoroute 407**

M. Bisson

Projet de loi de député

1^{re} lecture 17 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



**An Act to amend the
Highway 407 Act, 1998**

**Loi modifiant la
Loi de 1998 sur l'autoroute 407**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 16 (2) of the *Highway 407 Act, 1998* is amended by adding "and" at the end of clause (b), by striking out "and" at the end of clause (c), and by repealing clause (d).

2. Subsection 19 (8) of the Act is amended by striking out "the owner and the Registrar of Motor Vehicles" and substituting "and the owner."

3. Section 22 of the Act is repealed.

4. Subsection 24 (1) of the Act is amended by striking out "19 or 22" and substituting "or 19".

5. Section 25 of the Act is amended by striking out "16 to 22" and substituting "16 to 21".

6. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

7. The short title of this Act is the *Highway 407 Amendment Act, 2000*.

Commence-
ment

Short title

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 16 (2) de la *Loi de 1998 sur l'autoroute 407* est modifié par abrogation de l'alinéa d).

2. Le paragraphe 19 (8) de la Loi est modifié par substitution de «et au propriétaire» à «, au propriétaire et au registrateur des véhicules automobiles».

3. L'article 22 de la Loi est abrogé.

4. Le paragraphe 24 (1) de la Loi est modifié par substitution de «ou 19» à «, 19 ou 22».

5. L'article 25 de la Loi est modifié par substitution de «16 à 21» à «16 à 22».

6. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant la Loi sur l'autoroute 407*.

Entrée en
vigueur

Titre abrégé

EXPLANATORY NOTE

Section 22 of the *Highway 407 Act, 1998* requires the Registrar of Motor Vehicles to refuse to validate a vehicle permit issued to a person and to refuse to issue a vehicle permit to the person, when notified that the person has not paid a toll and related fees and interest within 90 days after being sent a notice of failure to pay. The Bill repeals that section and related provisions.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 22 de la *Loi de 1998 sur l'autoroute 407* exige du registrateur des véhicules automobiles qu'il refuse de valider un certificat d'immatriculation de véhicule délivré à une personne et qu'il refuse de délivrer un certificat d'immatriculation de véhicule à la personne lorsqu'il est avisé qu'elle n'a pas payé un péage et tous frais, droits et intérêts y afférents dans les 90 jours après qu'il lui a été envoyé un avis de défaut de paiement. Le projet de loi abroge cet article et les dispositions connexes.

XB
-B56



Gouvernement
de l'Ontario

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 64

**An Act to amend the
Safe Streets Act, 1999 and
the Highway Traffic Act to
recognize the fund-raising activities
of legitimate charities**

Mr. Crozier

Private Member's Bill

1st Reading April 17, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 64

**Loi modifiant la Loi de 1999 sur
la sécurité dans les rues et
le Code de la route pour reconnaître
les activités de financement des
organismes de bienfaisance légitimes**

M. Crozier

Projet de loi de député

1^{re} lecture 17 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



**An Act to amend the
Safe Streets Act, 1999 and
the Highway Traffic Act to
recognize the fund-raising activities
of legitimate charities**

**Loi modifiant la Loi de 1999 sur
la sécurité dans les rues et
le Code de la route pour reconnaître
les activités de financement des
organismes de bienfaisance légitimes**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 3 of the *Safe Streets Act, 1999* is amended by adding the following subsection:

Permitted
fund-raising
by charities

(3) Subsection (2) does not apply to fund-raising activities that meet the following conditions:

1. They are conducted by a charitable organization recognized by Revenue Canada.
2. They are permitted by a by-law of the municipality.

2. Section 177 of the *Highway Traffic Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 8, section 7, is amended by adding the following subsection:

Permitted
fund-raising
by charities

(3.1) Subsection (2) does not apply to fund-raising activities that meet the following conditions:

1. They are conducted by a charitable organization recognized by Revenue Canada.
2. They are permitted by a by-law of the municipality.

Commence-
ment

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the *Safe Streets Amendment Act, 2000*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 3 de la *Loi de 1999 sur la sécurité dans les rues* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas aux activités de financement qui réunissent les conditions suivantes :

Activités
permises des
organismes
de bienfai-
sance

1. Elles sont menées par un organisme de bienfaisance reconnu par Revenu Canada.
2. Elles sont permises par un règlement de la municipalité.

2. L'article 177 du *Code de la route*, tel qu'il est réédité par l'article 7 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1999, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) Le paragraphe (2) ne s'applique pas aux activités de financement qui réunissent les conditions suivantes :

Activités
permises des
organismes
de bienfai-
sance

1. Elles sont menées par un organisme de bienfaisance reconnu par Revenu Canada.
2. Elles sont permises par un règlement de la municipalité.

3. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant la Loi sur la sécurité dans les rues*.

Titre abrégé

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Safe Streets Act, 1999* to provide that the prohibition in subsection 3 (2) of the Act does not apply to fund-raising activities that are conducted by registered charities and are, in addition, permitted by municipal by-laws. A similar amendment is made to section 177 of the *Highway Traffic Act*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1999 sur la sécurité dans les rues* afin de prévoir que l'interdiction visée au paragraphe 3 (2) de la Loi ne s'applique pas aux activités de financement menées par des organismes de bienfaisance enregistrés et de plus permises par règlement municipal. Une modification semblable est apportée à l'article 177 du *Code de la route*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 65

An Act to establish the Ontario Association of Former Parliamentarians

Mr. Gilchrist

Chair, Standing Committee on
General Government

Secondary Sponsors:

Toby Barrett, Marie Bountrogianni,
Ted Chudleigh, Garfield Dunlop,
Dave Levac, Rosario Marchese,
Julia Munro

Committee Bill

1st Reading April 18, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 65

Loi constituant l'Association ontarienne des ex-parlementaires

M. Gilchrist

président du Comité permanent
des affaires gouvernementales

Coparrains :

Toby Barrett, Marie Bountrogianni,
Ted Chudleigh, Garfield Dunlop,
Dave Levac, Rosario Marchese,
Julia Munro

Projet de loi de comité

1^{re} lecture 18 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

This is the first Bill introduced in the Legislative Assembly under the procedures set out in Standing Order 124. It is presented to the Assembly by the Chair of the Standing Committee on General Government, Mr. Gilchrist. Under Standing Order 124, Mr. Gilchrist is the primary sponsor of the Bill and the following members of the committee are its secondary sponsors: Toby Barrett, Marie Bountrogianni, Ted Chudleigh, Garfield Dunlop, Dave Levac, Rosario Marchese and Julia Munro.

The Bill establishes the Ontario Association of Former Parliamentarians.

The Association is a non-partisan organization that is open to all persons who have been members of the Legislative Assembly of the Province of Ontario but who, at present, are not serving. The objects of the Association are,

- (a) to put the knowledge and experience of its members at the service of parliamentary democracy in Ontario and elsewhere;
- (b) to serve the public interest by providing non-partisan support for the parliamentary system of government in Ontario;
- (c) to foster a spirit of community among former parliamentarians;
- (d) to foster good relations between members of the Legislative Assembly of the Province of Ontario and former parliamentarians; and
- (e) to protect and promote the interests of former parliamentarians.

NOTE EXPLICATIVE

Le présent projet de loi est le premier à être déposé à l'Assemblée législative aux termes des modalités prévues à l'article 124 du Règlement de l'Assemblée législative. Il est présenté à celle-ci par M. Gilchrist, président du Comité permanent des affaires gouvernementales. Aux termes de l'article 124 du Règlement, M. Gilchrist est le parrain du projet de loi et les membres suivants du comité en sont les coparrains : Toby Barrett, Marie Bountrogianni, Ted Chudleigh, Garfield Dunlop, Dave Levac, Rosario Marchese et Julia Munro.

Le projet de loi constitue l'Association ontarienne des ex-parlementaires.

L'Association est une organisation non partisane dont l'adhésion est ouverte à tous ceux qui ont été députés à l'Assemblée législative de l'Ontario mais qui ne servent plus en cette qualité. Sa mission est la suivante :

- a) mettre les connaissances et l'expérience de ses membres au service de la démocratie parlementaire en Ontario et ailleurs;
- b) servir l'intérêt public en apportant un appui non partisan au système parlementaire de gouvernement en Ontario;
- c) favoriser un esprit de solidarité parmi les ex-parlementaires;
- d) promouvoir des relations harmonieuses entre les députés de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario et les ex-parlementaires;
- e) protéger et promouvoir les intérêts des ex-parlementaires.

**An Act to establish the
Ontario Association of
Former Parliamentarians**

**Loi constituant
l'Association ontarienne
des ex-parlementaires**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. In this Act,

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

“Association” means the Ontario Association of Former Parliamentarians established by this Act; (“Association”)

«Association» L'Association ontarienne des ex-parlementaires que constitue la présente loi. («Association»)

“Board” means the Board of Directors of the Association; (“conseil”)

«conseil» Le conseil d'administration de l'Association. («Board»)

“former parliamentarian” means a person who has served as a member of the Legislative Assembly of the Province of Ontario. (“ex-parlementaire”)

«ex-parlementaire» Personne qui a été député à l'Assemblée législative de la province de l'Ontario. («former parliamentarian»)

Association established

2. There is hereby established a non-profit corporation to be known in English as the Ontario Association of Former Parliamentarians and in French as Association ontarienne des ex-parlementaires.

2. Est constituée une personne morale sans but lucratif appelée Association ontarienne des ex-parlementaires en français et Ontario Association of Former Parliamentarians en anglais. Constitution

Objects

3. (1) The objects of the Association are,

3. (1) L'Association a pour mission ce qui suit : Mission

(a) to put the knowledge and experience of its members at the service of parliamentary democracy in Ontario and elsewhere;

a) mettre les connaissances et l'expérience de ses membres au service de la démocratie parlementaire en Ontario et ailleurs;

(b) to serve the public interest by providing non-partisan support for the parliamentary system of government in Ontario;

b) servir l'intérêt public en apportant un appui non partisan au système parlementaire de gouvernement en Ontario;

(c) to foster a spirit of community among former parliamentarians;

c) favoriser un esprit de solidarité parmi les ex-parlementaires;

(d) to foster good relations between members of the Legislative Assembly of the Province of Ontario and former parliamentarians; and

d) promouvoir des relations harmonieuses entre les députés de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario et les ex-parlementaires;

(e) to protect and promote the interests of former parliamentarians.

e) protéger et promouvoir les intérêts des ex-parlementaires.

Non-partisan nature

(2) The Association shall not pursue its objects for any partisan political purpose.

(2) L'Association ne doit poursuivre aucune visée politique partisane dans la réalisation de sa mission. Absence d'activité partisane

Membership

4. (1) All former members of the Legislative Assembly of the Province of Ontario are eligible to become members of the Association in accordance with its by-laws.

4. (1) Tous les ex-députés de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario peuvent devenir membres de l'Association conformément à ses règlements administratifs. Membres

Restriction	(2) If a person becomes a member of the Association and is then elected to the Legislative Assembly, he or she shall be deemed to have resigned his or her membership in the Association on the day that he or she is sworn in as a member of the Legislative Assembly.	(2) Quiconque devient membre de l'Association et est ensuite élu à l'Assemblée législative est réputé avoir renoncé à son adhésion à l'Association le jour où il prête serment à titre de député.	Restriction
Honorary and associate members	(3) Other persons may be made honorary members or associate members of the Association in accordance with its by-laws and they shall enjoy such rights as may be set out in the by-laws of the Association.	(3) D'autres personnes peuvent devenir membres honoraires ou membres associés de l'Association conformément à ses règlements administratifs. Elles possèdent alors les droits qui y sont énoncés.	Membres honoraires et membres associés
Powers	<p>5. The Association has the capacity of a natural person and, without limiting the generality of the foregoing, the Association may, in furtherance of its objects,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) initiate, finance and administer programs and activities relevant to its objects, including programs and activities by government, public or private organizations and agencies or individuals; (b) enter into contracts or agreements with governments, public or private organizations and agencies or individuals; (c) publish or otherwise disseminate information of all kinds related to its objects; (d) establish and award scholarships or fellowships for study related to its objects; (e) give recognition, by such means as it deems appropriate, for outstanding contributions to the promotion and understanding of Ontario's parliamentary system of government; (f) borrow money on the credit of the Association; (g) acquire property, money or securities by gift, bequest or otherwise and subject to the terms, if any, on which the property, money or securities is given, bequeathed or otherwise acquired, and it may hold, expend, invest, administer or dispose of any such property, money or securities, or it may create any security interest in such property, money or securities to secure any obligation of the Association; (h) acquire, establish and manage any charitable or benevolent work, undertaking or foundation as it considers appropriate; (i) expend all amounts received from individuals, corporations and organizations 	<p>5. L'Association a la capacité d'une personne physique et peut notamment, pour la réalisation de sa mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) lancer, financer et gérer des programmes et des activités relatifs à sa mission, notamment des programmes et activités entrepris par les pouvoirs publics, par des organisations ou organismes publics ou privés ou par des particuliers; b) conclure des contrats ou des accords avec les pouvoirs publics, avec des organisations ou organismes publics ou privés ou avec des particuliers; c) diffuser, notamment par publication, des renseignements de toutes sortes relatifs à sa mission; d) créer et attribuer des bourses d'études ou de recherche dans des domaines liés à sa mission; e) décerner les distinctions qu'elle juge indiquées pour les contributions exceptionnelles apportées à la compréhension et à l'avancement du système parlementaire de gouvernement en Ontario; f) contracter des emprunts fondés sur son crédit; g) acquérir par don, legs ou autre mode de libéralité des biens, notamment sous forme d'argent ou de valeurs mobilières, et les détenir, employer, investir ou gérer, en disposer ou les grever d'une sûreté pour garantir ses obligations, pourvu qu'elle respecte les conditions auxquelles ces libéralités peuvent être assujetties; h) acquérir, créer et administrer toute oeuvre, entreprise ou fondation de bienfaisance qu'elle estime appropriée; i) employer les sommes reçues de particuliers, de personnes morales ou d'organi- 	Pouvoirs

	as contributions to the Association for its activities; and	sations, à titre de contribution à l'Association, pour ses activités;	
	(j) do such other things as are conducive to the exercise of its objects.	j) prendre toute autre mesure utile à la réalisation de sa mission.	
Capacity to act outside Ontario	6. In addition to its capacity within Ontario, the Association may carry on its activities and affairs and exercise its powers in any jurisdiction outside Ontario to the extent that the laws of that jurisdiction permit.	6. Outre sa capacité en Ontario, l'Association peut exercer ses activités et ses pouvoirs à l'extérieur de l'Ontario dans les limites du droit applicable du territoire en cause.	Capacité à l'extérieur de l'Ontario
Head office	7. The head office of the Association shall be at such place in Ontario as the Board may determine.	7. Le siège social de l'Association est situé à l'endroit en Ontario que fixe le conseil.	Siège social
Board of directors	8. (1) The affairs of the Association shall be managed by a board of directors comprised of the chair and directors elected in accordance with the by-laws of the Association.	8. (1) Les affaires de l'Association sont administrées par un conseil d'administration composé d'un président et d'administrateurs élus conformément aux règlements administratifs de l'Association.	Conseil d'administration
Chair	(2) The chair shall be elected in accordance with the by-laws of the Association and shall preside at meetings of the Board and may perform such other duties as may be assigned by the Board.	(2) Le président est élu conformément aux règlements administratifs de l'Association. Il préside les réunions du conseil et peut exercer les autres fonctions que lui attribue celui-ci.	Présidence
Vice-chair	(3) The Board may elect from among its membership a vice-chair and, in the event of the absence or incapacity of the chair or if the office of chair is vacant, the vice-chair shall have all the duties and functions of the chair.	(3) Le conseil peut élire parmi ses membres un vice-président qui, en cas d'absence ou d'incapacité du président ou de vacance de son poste, assume la présidence du conseil.	Vice-présidence
Meetings	(4) Subject to subsection (5), the Board shall meet at such times and places as the chair considers necessary.	(4) Sous réserve du paragraphe (5), le conseil se réunit aux dates, heures et lieux que le président estime nécessaires.	Réunions
Same	(5) The Board shall meet at least once in each year at the head office of the Association.	(5) Le conseil se réunit au moins une fois l'an au siège social de l'Association.	Idem
Same	(6) On the request of a majority of the members of the Board, the chair shall call a meeting of the Board at its head office.	(6) Le président convoque une réunion du conseil au siège social sur demande de la majorité de ses membres.	Idem
Vacancy	(7) If the office of a director becomes vacant, the Board may, in accordance with the by-laws, appoint another person to serve as a director for the unexpired term of the person whose office is vacant.	(7) En cas de vacance du poste d'un administrateur, le conseil peut, conformément aux règlements administratifs, nommer quelqu'un d'autre pour le remplacer pendant la période restante de son mandat.	Vacance
Electronic participation	9. (1) The Board may authorize directors to participate by electronic means in a meeting.	9. (1) Le conseil peut autoriser les administrateurs à participer aux réunions par téléconférence.	Participation par téléconférence
Same	(2) If a director participates in the business of a meeting of the Board by electronic means, he or she shall be deemed to be fully present at the meeting.	(2) Les administrateurs qui participent à une réunion du conseil par téléconférence sont réputés être physiquement présents à la réunion.	Idem
Same	(3) Unless the Board decides otherwise, if a member of the Board participates electronically in a meeting, the meeting shall be deemed to take place at the place where a majority of the directors are gathered or, in the absence of a majority at one place, where the largest number of directors are gathered or the	(3) Sauf décision contraire du conseil, si un membre du conseil participe à une réunion par téléconférence, la réunion est réputée tenue à l'endroit où se trouvent la majorité des administrateurs ou, à défaut de telle majorité en un même endroit, soit à l'endroit où il se trouve le plus grand nombre d'administrateurs, soit à l'endroit où se trouve le président ou l'admi-	Idem

chair or other director presiding is in attendance, as the Board may determine.

By-laws

10. (1) The Board may make by-laws respecting,

- (a) membership in the Association, including honorary membership and associate membership;
- (b) the election or appointment of directors, their term of office, the expenses, if any, to be reimbursed to directors and the number of directors to be elected;
- (c) the employment, engagement or appointment and remuneration, expenses and duties of officers, employees and agents of, and consultants to, the Association;
- (d) the calling and holding of meetings of the Board and its committees or of the Association, and the procedures by which such meetings shall be conducted including the manner of holding votes at such meetings;
- (e) the appointment of patrons and honorary officers of the Association;
- (f) the delegation of powers to the Board or a committee of the Board;
- (g) generally, the administration and management of the business and affairs of the Association.

Approval required

(2) No by-law of the Association is valid or shall be acted on until it is approved at a general meeting of the members by at least two-thirds of those present and entitled to vote at the meeting.

Use of profits

11. Subject to any by-law of the Association providing for the remuneration of officers, employees and agents of the Association, any profits or accretions to the value of property of the Association shall be used to further the activities of the Association and no part of the property or profits of the Association may be distributed, directly or indirectly, to any member of the Association.

Dissolution

12. (1) On petition by the Association and in the manner specified in the petition, the minister of the Government of Ontario having responsibility for the regulation of Ontario corporations may dissolve the Association.

Same

(2) In the event of a dissolution of the Association, any property of the Association that remains after the payment of its debts and liabilities or after the making of an adequate

nistrateur qui préside la réunion, selon la décision du conseil.

10. (1) Le conseil d'administration peut, par règlement administratif, traiter de ce qui suit :

Règlements administratifs

- a) les conditions d'adhésion à l'Association, y compris à titre de membre honoraire ou de membre associé;
- b) l'élection ou la nomination des administrateurs, la durée de leur mandat, les indemnités auxquelles ils ont droit, le cas échéant, et le nombre d'administrateurs à élire;
- c) l'emploi, l'engagement ou la nomination ainsi que la rémunération, les indemnités et les fonctions des dirigeants, employés et mandataires de l'Association ainsi que des experts-conseils auprès d'elle;
- d) la convocation et la tenue des réunions du conseil et de ses comités ou de l'Association ainsi que la conduite des travaux, y compris la manière de voter, lors de telles réunions;
- e) la nomination de membres bienfaiteurs ou de dirigeants honoraires de l'Association;
- f) la délégation de pouvoirs au conseil ou à ses comités;
- g) de façon générale, la conduite et la gestion des affaires de l'Association.

(2) Les règlements administratifs de l'Association sont inopérants tant qu'ils n'ont pas été approuvés à une réunion générale par les deux tiers des membres présents qui ont voix délibérative.

Approbation exigée

11. Sous réserve de ses règlements administratifs prévoyant la rémunération de ses dirigeants, employés et mandataires, l'Association affecte ses bénéfices ou les plus-values provenant de ses biens à la promotion de ses activités et aucune partie de ses biens ou bénéfices ne peut être distribuée, directement ou indirectement, à ses membres.

Utilisation des bénéfices

12. (1) Le ministre du gouvernement de l'Ontario chargé de la réglementation des personnes morales ontariennes peut dissoudre l'Association, sur présentation d'une demande à cet effet par celle-ci, de la manière qui y est précisée.

Dissolution

(2) En cas de dissolution de l'Association, ses biens sont, après règlement de ses dettes et obligations ou constitution d'une provision suffisante à cette fin, transférés aux personnes

Idem

provision for the payment of its debts and liabilities shall be transferred to such person or institution as the Association may specify in the petition submitted under subsection (1).

Same (3) Notice of a dissolution under subsection (1) shall be published in *The Ontario Gazette*.

Transition **13.** (1) Upon the coming into force of this Act and subject to the provisions of this Act, Reverend Derwyn Shea, Mr. Tony Silipo, Mr. Gilles Morin, Mr. John Parker and Mr. Terence Young, being the Executive Committee of the unincorporated association known as the "Ontario Association of Former Parliamentarians", acquire all the powers of the Board.

Same (2) The members of the Executive Committee referred to in subsection (1) and the present officers of the unincorporated association shall, subject to the by-laws, rules or regulations of such association, continue to hold office as if they had been appointed or elected in accordance with the provisions of this Act and of the by-laws made under this Act until their successors in office have been appointed or elected.

Commencement **14.** This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title **15.** The short title of this Act is the *Ontario Association of Former Parliamentarians Act, 2000*.

ou organismes que désigne l'Association dans la demande qu'elle présente en vertu du paragraphe (1).

(3) Avis de toute dissolution visée au paragraphe (1) est publié dans la *Gazette de l'Ontario*. Idem

13. (1) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi et sous réserve des dispositions qu'elle contient, le révérend Derwyn Shea et MM. Tony Silipo, Gilles Morin, John Parker et Terence Young, qui forment le comité exécutif de l'association sans personnalité morale appelée «Ontario Association of Former Parliamentarians», exercent tous les pouvoirs du conseil. Disposition transitoire

(2) Les membres du comité exécutif mentionnés au paragraphe (1) et les dirigeants actuels de l'association sans personnalité morale continuent, sous réserve des règlements administratifs, règles et règlements de cette association, d'occuper leur charge comme s'ils avaient été nommés ou élus conformément aux dispositions de la présente loi et des règlements administratifs pris en application de celle-ci, jusqu'à ce que leurs successeurs aient été nommés ou élus. Idem

14. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale. Entrée en vigueur

15. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur l'Association ontarienne des ex-parlementaires*. Titre abrégé

CA20N
XB
BS6



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 65

*(Chapter 6
Statutes of Ontario, 2000)*

An Act to establish the Ontario Association of Former Parliamentarians

Mr. Gilchrist

Chair, Standing Committee on
General Government

Secondary Sponsors:

Toby Barrett, Marie Bountrogianni,
Ted Chudleigh, Garfield Dunlop,
Dave Levac, Rosario Marchese,
Julia Munro

1st Reading	April 18, 2000
2nd Reading	May 10, 2000
3rd Reading	May 10, 2000
Royal Assent	June 8, 2000

Projet de loi 65

*(Chapitre 6
Lois de l'Ontario de 2000)*

Loi constituant l'Association ontarienne des ex-parlementaires

M. Gilchrist

président du Comité permanent
des affaires gouvernementales

Coparrains :

Toby Barrett, Marie Bountrogianni,
Ted Chudleigh, Garfield Dunlop,
Dave Levac, Rosario Marchese,
Julia Munro

1 ^{re} lecture	18 avril 2000
2 ^e lecture	10 mai 2000
3 ^e lecture	10 mai 2000
Sanction royale	8 juin 2000



An Act to establish the Ontario Association of Former Parliamentarians

Loi constituant l'Association ontarienne des ex-parlementaires

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. In this Act,

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Association” means the Ontario Association of Former Parliamentarians established by this Act; (“Association”)

«Association» L'Association ontarienne des ex-parlementaires que constitue la présente loi. («Association»)

“Board” means the Board of Directors of the Association; (“conseil”)

«conseil» Le conseil d'administration de l'Association. («Board»)

“former parliamentarian” means a person who has served as a member of the Legislative Assembly of the Province of Ontario. (“ex-parlementaire”)

«ex-parlementaire» Personne qui a été député à l'Assemblée législative de la province de l'Ontario. («former parliamentarian»)

Association established

2. There is hereby established a non-profit corporation to be known in English as the Ontario Association of Former Parliamentarians and in French as Association ontarienne des ex-parlementaires.

2. Est constituée une personne morale sans but lucratif appelée Association ontarienne des ex-parlementaires en français et Ontario Association of Former Parliamentarians en anglais.

Constitution

Objects

3. (1) The objects of the Association are,

3. (1) L'Association a pour mission ce qui suit :

Mission

(a) to put the knowledge and experience of its members at the service of parliamentary democracy in Ontario and elsewhere;

a) mettre les connaissances et l'expérience de ses membres au service de la démocratie parlementaire en Ontario et ailleurs;

(b) to serve the public interest by providing non-partisan support for the parliamentary system of government in Ontario;

b) servir l'intérêt public en apportant un appui non partisan au système parlementaire de gouvernement en Ontario;

(c) to foster a spirit of community among former parliamentarians;

c) favoriser un esprit de solidarité parmi les ex-parlementaires;

(d) to foster good relations between members of the Legislative Assembly of the Province of Ontario and former parliamentarians; and

d) promouvoir des relations harmonieuses entre les députés de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario et les ex-parlementaires;

(e) to protect and promote the interests of former parliamentarians.

e) protéger et promouvoir les intérêts des ex-parlementaires.

Non-partisan nature

(2) The Association shall not pursue its objects for any partisan political purpose.

(2) L'Association ne doit poursuivre aucune visée politique partisane dans la réalisation de sa mission.

Absence d'activité partisane

Membership

4. (1) All former members of the Legislative Assembly of the Province of Ontario are eligible to become members of the Association in accordance with its by-laws.

4. (1) Tous les ex-députés de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario peuvent devenir membres de l'Association conformément à ses règlements administratifs.

Membres

Restriction	(2) If a person becomes a member of the Association and is then elected to the Legislative Assembly, he or she shall be deemed to have resigned his or her membership in the Association on the day that he or she is sworn in as a member of the Legislative Assembly.	(2) Quiconque devient membre de l'Association et est ensuite élu à l'Assemblée législative est réputé avoir renoncé à son adhésion à l'Association le jour où il prête serment à titre de député.	Restriction
Honorary and associate members	(3) Other persons may be made honorary members or associate members of the Association in accordance with its by-laws and they shall enjoy such rights as may be set out in the by-laws of the Association.	(3) D'autres personnes peuvent devenir membres honoraires ou membres associés de l'Association conformément à ses règlements administratifs. Elles possèdent alors les droits qui y sont énoncés.	Membres honoraires et membres associés
Powers	<p>5. The Association has the capacity of a natural person and, without limiting the generality of the foregoing, the Association may, in furtherance of its objects,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) initiate, finance and administer programs and activities relevant to its objects, including programs and activities by government, public or private organizations and agencies or individuals; (b) enter into contracts or agreements with governments, public or private organizations and agencies or individuals; (c) publish or otherwise disseminate information of all kinds related to its objects; (d) establish and award scholarships or fellowships for study related to its objects; (e) give recognition, by such means as it deems appropriate, for outstanding contributions to the promotion and understanding of Ontario's parliamentary system of government; (f) borrow money on the credit of the Association; (g) acquire property, money or securities by gift, bequest or otherwise and subject to the terms, if any, on which the property, money or securities is given, bequeathed or otherwise acquired, and it may hold, expend, invest, administer or dispose of any such property, money or securities, or it may create any security interest in such property, money or securities to secure any obligation of the Association; (h) acquire, establish and manage any charitable or benevolent work, undertaking or foundation as it considers appropriate; (i) expend all amounts received from individuals, corporations and organizations 	<p>5. L'Association a la capacité d'une personne physique et peut notamment, pour la réalisation de sa mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) lancer, financer et gérer des programmes et des activités relatifs à sa mission, notamment des programmes et activités entrepris par les pouvoirs publics, par des organisations ou organismes publics ou privés ou par des particuliers; b) conclure des contrats ou des accords avec les pouvoirs publics, avec des organisations ou organismes publics ou privés ou avec des particuliers; c) diffuser, notamment par publication, des renseignements de toutes sortes relatifs à sa mission; d) créer et attribuer des bourses d'études ou de recherche dans des domaines liés à sa mission; e) décerner les distinctions qu'elle juge indiquées pour les contributions exceptionnelles apportées à la compréhension et à l'avancement du système parlementaire de gouvernement en Ontario; f) contracter des emprunts fondés sur son crédit; g) acquérir par don, legs ou autre mode de libéralité des biens, notamment sous forme d'argent ou de valeurs mobilières, et les détenir, employer, investir ou gérer, en disposer ou les grever d'une sûreté pour garantir ses obligations, pourvu qu'elle respecte les conditions auxquelles ces libéralités peuvent être assujetties; h) acquérir, créer et administrer toute oeuvre, entreprise ou fondation de bienfaisance qu'elle estime appropriée; i) employer les sommes reçues de particuliers, de personnes morales ou d'organi- 	Pouvoirs

	as contributions to the Association for its activities; and	sations, à titre de contribution à l'Association, pour ses activités;	
	(j) do such other things as are conducive to the exercise of its objects.	j) prendre toute autre mesure utile à la réalisation de sa mission.	
Capacity to act outside Ontario	6. In addition to its capacity within Ontario, the Association may carry on its activities and affairs and exercise its powers in any jurisdiction outside Ontario to the extent that the laws of that jurisdiction permit.	6. Outre sa capacité en Ontario, l'Association peut exercer ses activités et ses pouvoirs à l'extérieur de l'Ontario dans les limites du droit applicable du territoire en cause.	Capacité à l'extérieur de l'Ontario
Head office	7. The head office of the Association shall be at such place in Ontario as the Board may determine.	7. Le siège social de l'Association est situé à l'endroit en Ontario que fixe le conseil.	Siège social
Board of directors	8. (1) The affairs of the Association shall be managed by a board of directors comprised of the chair and directors elected in accordance with the by-laws of the Association.	8. (1) Les affaires de l'Association sont administrées par un conseil d'administration composé d'un président et d'administrateurs élus conformément aux règlements administratifs de l'Association.	Conseil d'administration
Chair	(2) The chair shall be elected in accordance with the by-laws of the Association and shall preside at meetings of the Board and may perform such other duties as may be assigned by the Board.	(2) Le président est élu conformément aux règlements administratifs de l'Association. Il préside les réunions du conseil et peut exercer les autres fonctions que lui attribue celui-ci.	Présidence
Vice-chair	(3) The Board may elect from among its membership a vice-chair and, in the event of the absence or incapacity of the chair or if the office of chair is vacant, the vice-chair shall have all the duties and functions of the chair.	(3) Le conseil peut élire parmi ses membres un vice-président qui, en cas d'absence ou d'incapacité du président ou de vacance de son poste, assume la présidence du conseil.	Vice-présidence
Meetings	(4) Subject to subsection (5), the Board shall meet at such times and places as the chair considers necessary.	(4) Sous réserve du paragraphe (5), le conseil se réunit aux dates, heures et lieux que le président estime nécessaires.	Réunions
Same	(5) The Board shall meet at least once in each year at the head office of the Association.	(5) Le conseil se réunit au moins une fois l'an au siège social de l'Association.	Idem
Same	(6) On the request of a majority of the members of the Board, the chair shall call a meeting of the Board at its head office.	(6) Le président convoque une réunion du conseil au siège social sur demande de la majorité de ses membres.	Idem
Vacancy	(7) If the office of a director becomes vacant, the Board may, in accordance with the by-laws, appoint another person to serve as a director for the unexpired term of the person whose office is vacant.	(7) En cas de vacance du poste d'un administrateur, le conseil peut, conformément aux règlements administratifs, nommer quelqu'un d'autre pour le remplacer pendant la période restante de son mandat.	Vacance
Electronic participation	9. (1) The Board may authorize directors to participate by electronic means in a meeting.	9. (1) Le conseil peut autoriser les administrateurs à participer aux réunions par téléconférence.	Participation par téléconférence
Same	(2) If a director participates in the business of a meeting of the Board by electronic means, he or she shall be deemed to be fully present at the meeting.	(2) Les administrateurs qui participent à une réunion du conseil par téléconférence sont réputés être physiquement présents à la réunion.	Idem
Same	(3) Unless the Board decides otherwise, if a member of the Board participates electronically in a meeting, the meeting shall be deemed to take place at the place where a majority of the directors are gathered or, in the absence of a majority at one place, where the largest number of directors are gathered or the	(3) Sauf décision contraire du conseil, si un membre du conseil participe à une réunion par téléconférence, la réunion est réputée tenue à l'endroit où se trouvent la majorité des administrateurs ou, à défaut de telle majorité en un même endroit, soit à l'endroit où il se trouve le plus grand nombre d'administrateurs, soit à l'endroit où se trouve le président ou l'admi-	Idem

chair or other director presiding is in attendance, as the Board may determine.

By-laws

10. (1) The Board may make by-laws respecting,

- (a) membership in the Association, including honorary membership and associate membership;
- (b) the election or appointment of directors, their term of office, the expenses, if any, to be reimbursed to directors and the number of directors to be elected;
- (c) the employment, engagement or appointment and remuneration, expenses and duties of officers, employees and agents of, and consultants to, the Association;
- (d) the calling and holding of meetings of the Board and its committees or of the Association, and the procedures by which such meetings shall be conducted including the manner of holding votes at such meetings;
- (e) the appointment of patrons and honorary officers of the Association;
- (f) the delegation of powers to the Board or a committee of the Board;
- (g) generally, the administration and management of the business and affairs of the Association.

Approval required

(2) No by-law of the Association is valid or shall be acted on until it is approved at a general meeting of the members by at least two-thirds of those present and entitled to vote at the meeting.

Use of profits

11. Subject to any by-law of the Association providing for the remuneration of officers, employees and agents of the Association, any profits or accretions to the value of property of the Association shall be used to further the activities of the Association and no part of the property or profits of the Association may be distributed, directly or indirectly, to any member of the Association.

Dissolution

12. (1) On petition by the Association and in the manner specified in the petition, the minister of the Government of Ontario having responsibility for the regulation of Ontario corporations may dissolve the Association.

Same

(2) In the event of a dissolution of the Association, any property of the Association that remains after the payment of its debts and liabilities or after the making of an adequate

nistrateur qui préside la réunion, selon la décision du conseil.

10. (1) Le conseil d'administration peut, par règlement administratif, traiter de ce qui suit :

Règlements administratifs

- a) les conditions d'adhésion à l'Association, y compris à titre de membre honoraire ou de membre associé;
- b) l'élection ou la nomination des administrateurs, la durée de leur mandat, les indemnités auxquelles ils ont droit, le cas échéant, et le nombre d'administrateurs à élire;
- c) l'emploi, l'engagement ou la nomination ainsi que la rémunération, les indemnités et les fonctions des dirigeants, employés et mandataires de l'Association ainsi que des experts-conseils auprès d'elle;
- d) la convocation et la tenue des réunions du conseil et de ses comités ou de l'Association ainsi que la conduite des travaux, y compris la manière de voter, lors de telles réunions;
- e) la nomination de membres bienfaiteurs ou de dirigeants honoraires de l'Association;
- f) la délégation de pouvoirs au conseil ou à ses comités;
- g) de façon générale, la conduite et la gestion des affaires de l'Association.

(2) Les règlements administratifs de l'Association sont inopérants tant qu'ils n'ont pas été approuvés à une réunion générale par les deux tiers des membres présents qui ont voix délibérative.

Approbation exigée

11. Sous réserve de ses règlements administratifs prévoyant la rémunération de ses dirigeants, employés et mandataires, l'Association affecte ses bénéfices ou les plus-values provenant de ses biens à la promotion de ses activités et aucune partie de ses biens ou bénéfices ne peut être distribuée, directement ou indirectement, à ses membres.

Utilisation des bénéfices

12. (1) Le ministre du gouvernement de l'Ontario chargé de la réglementation des personnes morales ontariennes peut dissoudre l'Association, sur présentation d'une demande à cet effet par celle-ci, de la manière qui y est précisée.

Dissolution

(2) En cas de dissolution de l'Association, ses biens sont, après règlement de ses dettes et obligations ou constitution d'une provision suffisante à cette fin, transférés aux personnes

Idem

provision for the payment of its debts and liabilities shall be transferred to such person or institution as the Association may specify in the petition submitted under subsection (1).

Same (3) Notice of a dissolution under subsection (1) shall be published in *The Ontario Gazette*.

Transition 13. (1) Upon the coming into force of this Act and subject to the provisions of this Act, Reverend Derwyn Shea, Mr. Tony Silipo, Mr. Gilles Morin, Mr. John Parker and Mr. Terence Young, being the Executive Committee of the unincorporated association known as the "Ontario Association of Former Parliamentarians", acquire all the powers of the Board.

Same (2) The members of the Executive Committee referred to in subsection (1) and the present officers of the unincorporated association shall, subject to the by-laws, rules or regulations of such association, continue to hold office as if they had been appointed or elected in accordance with the provisions of this Act and of the by-laws made under this Act until their successors in office have been appointed or elected.

Commencement 14. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title 15. The short title of this Act is the *Ontario Association of Former Parliamentarians Act, 2000*.

ou organismes que désigne l'Association dans la demande qu'elle présente en vertu du paragraphe (1).

(3) Avis de toute dissolution visée au paragraphe (1) est publié dans la *Gazette de l'Ontario*. Idem

13. (1) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi et sous réserve des dispositions qu'elle contient, le révérend Derwyn Shea et MM. Tony Silipo, Gilles Morin, John Parker et Terence Young, qui forment le comité exécutif de l'association sans personnalité morale appelée «Ontario Association of Former Parliamentarians», exercent tous les pouvoirs du conseil. Disposition transitoire

(2) Les membres du comité exécutif mentionnés au paragraphe (1) et les dirigeants actuels de l'association sans personnalité morale continuent, sous réserve des règlements administratifs, règles et règlements de cette association, d'occuper leur charge comme s'ils avaient été nommés ou élus conformément aux dispositions de la présente loi et des règlements administratifs pris en application de celle-ci, jusqu'à ce que leurs successeurs aient été nommés ou élus. Idem

14. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale. Entrée en vigueur

15. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur l'Association ontarienne des ex-parlementaires*. Titre abrégé



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 66

**An Act to make Ontario judges
more accountable and to provide
for recommendations from the
Legislative Assembly for appointments
to the Supreme Court of Canada**

Mrs. Mushinski

Private Member's Bill

1st Reading April 18, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 66

**Loi visant à accroître l'obligation
de rendre des comptes des juges
de l'Ontario et prévoyant que
l'Assemblée législative fasse des
recommandations de nominations
à la Cour suprême du Canada**

Mme Mushinski

Projet de loi de député

1^{re} lecture 18 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill requires the Local Registrars and Clerks of the Superior Court of Justice and the Ontario Court of Justice to keep specified records of the sentences imposed in those courts in certain circumstances. Every year the Local Registrars and Clerks must provide these records to the Attorney General, who must table them at the next session of the Legislative Assembly.

The Bill also provides that the Legislature may recommend to the Governor in Council of Canada that a specified person be appointed to the Supreme Court of Canada.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi exige des greffiers locaux et des greffiers de la Cour supérieure de justice et de la Cour de justice de l'Ontario qu'ils gardent les dossiers précisés des peines imposées par ces tribunaux dans certaines circonstances. Chaque année, les greffiers locaux et les greffiers doivent fournir ces dossiers au procureur général, qui doit les déposer à la session suivante de l'Assemblée législative.

Le projet de loi prévoit aussi que l'Assemblée législative peut recommander au gouverneur en conseil du Canada de nommer une personne particulière à la Cour suprême du Canada.

An Act to make Ontario judges more accountable and to provide for recommendations from the Legislative Assembly for appointments to the Supreme Court of Canada

Loi visant à accroître l'obligation de rendre des comptes des juges de l'Ontario et prévoyant que l'Assemblée législative fasse des recommandations de nominations à la Cour suprême du Canada

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Records of sentences

1. (1) This section applies to the Superior Court of Justice and the Ontario Court of Justice.

1. (1) Le présent article s'applique à la Cour supérieure de justice et à la Cour de justice de l'Ontario.

Dossiers des peines

Registrar to keep record

(2) The Local Registrar or Clerk of a court shall keep a record with respect to all sentences imposed at the court when,

(2) Le greffier local ou le greffier d'un tribunal garde un dossier à l'égard de toute peine imposée par le tribunal si les conditions suivantes sont réunies :

Garde d'un dossier par le greffier

- (a) an accused does not plead guilty to the offence for which the accused is sentenced; and
- (b) the accused is sentenced after being found guilty of an offence for which the maximum punishment is imprisonment for five years or more.

- a) un accusé ne plaide pas coupable de l'infraction pour laquelle il est condamné;
- b) l'accusé est condamné après avoir été reconnu coupable d'une infraction pour laquelle la peine maximale est un emprisonnement de cinq ans ou plus.

Content of record

(3) The record referred to in subsection (2) shall include the following information:

(3) Le dossier visé au paragraphe (2) comprend les renseignements suivants :

Contenu du dossier

- 1. The court.
- 2. The name of the judge.
- 3. The offence for which the accused is sentenced.
- 4. The maximum punishment for the offence.
- 5. The sentence imposed by the judge.
- 6. If the judge gave written reasons, any mitigating circumstances set out in them which the judge said in the reasons resulted in a lower sentence.

- 1. Le tribunal.
- 2. Le nom du juge.
- 3. L'infraction pour laquelle l'accusé est condamné.
- 4. La peine maximale pour l'infraction.
- 5. La peine imposée par le juge.
- 6. Si le juge a donné des motifs écrits, toute circonstance atténuante qui y est mentionnée et qui a abouti à une réduction de la peine selon ces motifs.

Records to Attorney General

(4) Within 30 days after the end of each calendar year, each Local Registrar and Clerk shall provide to the Attorney General a copy of each record referred to in subsection (3) of sentences imposed in that year, and the Attorney General shall table the records at the beginning of the next session of the Legislative Assembly.

(4) Dans les 30 jours suivant la fin de chaque année civile, chaque greffier local et chaque greffier fournissent au procureur général une copie des dossiers visés au paragraphe (3) concernant les peines imposées durant cette année-là et le procureur général dépose les dossiers au début de la session suivante de l'Assemblée législative.

Remise des dossiers au procureur général

Appointments to the Supreme Court of Canada

2. At any time the Legislature may by resolution recommend to the Governor in

2. L'Assemblée législative peut en tout temps, par résolution, recommander au gouverneur en conseil du Canada de nommer une

Nominations à la Cour suprême du Canada

	Council of Canada that a specified person be appointed to the Supreme Court of Canada.	personne particulière à la Cour suprême du Canada.	
Commence- ment	3. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Same	(2) Section 1 comes into force 90 days after the day this Act receives Royal Assent.	(2) L'article 1 entre en vigueur 90 jours après le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.	Idem
Short title	4. The short title of this Act is the <i>Judicial Accountability Act, 2000</i> .	4. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 2000 sur l'obligation de rendre des comptes en matière de justice</i> .	Titre abrégé



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 67

**An Act to protect
the public by regulating the
sale of replicas of firearms**

Mr. Bryant

Private Member's Bill

1st Reading April 19, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Projet de loi 67

**Loi visant à protéger
le public en réglementant la vente
des répliques d'armes à feu**

M. Bryant

Projet de loi de député

1^{re} lecture 19 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill prohibits the sale or purchase of a replica of a firearm unless the purchaser is at least 18 years old and provides certain documentation and unless the seller has received confirmation that the purchaser has not been found guilty of a criminal offence and that there are no criminal charges pending against the purchaser. The bill requires the seller of such replicas to maintain a record of each sale for a period of five years.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi interdit la vente ou l'achat d'une réplique d'arme à feu, à moins que l'acheteur n'ait au moins 18 ans et qu'il ne fournisse certains documents, et à moins que le vendeur n'ait reçu une confirmation du fait que l'acheteur n'a pas été déclaré coupable d'une infraction criminelle et qu'aucune accusation criminelle ne pèse actuellement contre lui. Le projet de loi exige que le vendeur de telles répliques garde un dossier de chaque vente pour une période de cinq ans.

**An Act to protect
the public by regulating the
sale of replicas of firearms**

**Loi visant à protéger
le public en réglementant la vente
des répliques d'armes à feu**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. In this Act,

“firearm” means any barrelled weapon from which shot, bullet or other missile can be discharged by means of rimfire or centre-fire ammunition and that is capable of causing serious bodily harm or death; (“arme à feu”)

“replica of a firearm” means an object that is not a firearm but might reasonably be mistaken for a firearm and includes compressed air and compressed carbon dioxide powered b-b and pellet guns and starter pistols. (“réplique d'arme à feu”)

Prohibition,
purchase
of replica

2. (1) No person shall purchase a replica of a firearm unless he or she satisfies the following conditions:

1. The purchaser must produce identification showing that he or she is at least 18 years of age and showing his or her home address.
2. The purchaser must make a signed statement describing the intended use of the replica and confirming that he or she does not intend to use the replica for an unlawful purpose.
3. The purchaser must not have been convicted of a criminal offence and there must not be any pending criminal charges against the purchaser.

Use of
replica

(2) The purchaser of a replica of a firearm shall not use the replica for a purpose that is inconsistent with the intended use described in the statement referred to in paragraph 2 of subsection (1).

Prohibition,
sale of
replica

(3) No person shall sell a replica of a firearm to another person unless,

- (a) the purchaser produces documentation as required under subsection (1); and

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi :

Définitions

«arme à feu» Toute arme dotée d'un canon de laquelle un plomb, une balle ou un autre projectile peut être déchargé au moyen d'une amorce à percussion annulaire ou centrale et qui peut causer un préjudice physique grave ou la mort. («firearm»)

«réplique d'arme à feu» Objet qui n'est pas une arme à feu mais qui peut raisonnablement être confondu avec une arme à feu. S'entend en outre des fusils à balles BB ou à plombs à air ou à gaz carbonique comprimé et des pistolets de départ. («replica of a firearm»)

2. (1) Nul ne doit acheter une réplique d'arme à feu à moins de satisfaire aux conditions suivantes :

Interdiction,
achat de
répliques

1. L'acheteur doit produire une pièce d'identité établissant qu'il a au moins 18 ans et où figure son adresse domiciliaire.
2. L'acheteur doit signer une déclaration décrivant l'utilisation prévue de la réplique et attestant qu'il n'a pas l'intention de l'utiliser à une fin illicite.
3. L'acheteur ne doit pas avoir été déclaré coupable d'une infraction criminelle et aucune accusation criminelle ne doit peser actuellement contre lui.

(2) L'acheteur d'une réplique d'arme à feu ne doit pas l'utiliser à une fin incompatible avec l'utilisation prévue décrite dans la déclaration visée à la disposition 2 du paragraphe (1).

Utilisation
de la
réplique

(3) Quiconque ne peut vendre une réplique d'arme à feu à une autre personne que si :

Interdiction,
vente de
répliques

- a) d'une part, l'acheteur produit les documents exigés en vertu du paragraphe (1);

	(b) the seller has received a police report verifying that the purchaser has not been convicted of a criminal offence and that there are no pending criminal charges against the purchaser.	b) d'autre part, le vendeur a reçu un rapport de police attestant que l'acheteur n'a pas été déclaré coupable d'une infraction criminelle et qu'aucune accusation criminelle ne pèse actuellement contre lui.	
Record of sale	(4) The seller shall maintain a record of each sale of a replica of a firearm and shall include in the record copies of the documents referred to in subsection (1).	(4) Le vendeur garde un dossier de chaque vente de réplique d'arme à feu et y inclut des copies des documents visés au paragraphe (1).	Dossier de vente
Record-keeping	(5) The seller shall keep the record of the sales transaction until the fifth anniversary of the sale.	(5) Le vendeur tient le dossier de la vente jusqu'au cinquième anniversaire de celle-ci.	Tenue des dossiers
Offence	3. (1) A person who contravenes subsection 2 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable, (a) for a first offence, to a fine of not more than \$5,000; (b) for a second or subsequent offence, to a fine of not more than \$10,000.	3. (1) Quiconque contrevient au paragraphe 2 (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité : a) pour une première infraction, d'une amende d'au plus 5 000 \$; b) pour une deuxième infraction ou une infraction subséquente, d'une amende d'au plus 10 000 \$.	Infraction
Same	(2) A person who contravenes subsection 2 (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.	(2) Quiconque contrevient au paragraphe 2 (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.	Idem
Same	(3) A person who contravenes subsection 2 (3) is guilty of an offence and on conviction is liable, (a) for a first offence, to a fine of not more than \$25,000; (b) for a second or subsequent offence, to a fine of not more than \$50,000.	(3) Quiconque contrevient au paragraphe 2 (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité : a) pour une première infraction, d'une amende d'au plus 25 000 \$; b) pour une deuxième infraction ou une infraction subséquente, d'une amende d'au plus 50 000 \$.	Idem
Same	(4) A person who contravenes subsection 2 (4) or (5) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.	(4) Quiconque contrevient au paragraphe 2 (4) ou (5) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.	Idem
Commencement	4. This Act comes into force six months after the day it receives Royal Assent.	4. La présente loi entre en vigueur six mois après le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Short title	5. The short title of this Act is the <i>Replica Firearms Regulation and Protection Act, 2000</i>.	5. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 2000 sur la réglementation et la protection à l'égard des répliques d'armes à feu</i>.	Titre abrégé



13
-256

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 68

**An Act, in memory of
Brian Smith, to amend the
Mental Health Act and the
Health Care Consent Act, 1996**

The Hon. E. Witmer
Minister of Health and Long-Term Care

Government Bill

1st Reading April 25, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 68

**Loi à la mémoire de
Brian Smith modifiant la
Loi sur la santé mentale et la
Loi de 1996 sur le consentement
aux soins de santé**

L'honorable E. Witmer
Ministre de la Santé et des Soins de longue durée

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 25 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



The Bill proposes amendments to the *Mental Health Act* that would allow persons needing psychiatric treatment to live outside of a psychiatric facility under a community treatment order. The criteria that must be met before a physician may issue a community treatment order are set out in section 14 of the Bill (proposed subsection 33.1 (2) of the Act). Community treatment orders may only be issued for persons who, during the three-year period prior to the order, were patients in a psychiatric facility on two or more separate occasions or for a cumulative period of 30 days or more, and who, on examination, have been found to be suffering from mental disorder that if not treated would likely result in the person causing himself, herself or another person serious bodily harm or in substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person. The order must contain a community treatment plan developed by the issuing physician in consultation with others. The person is entitled to legal advice with respect to the order and no such order may be issued unless the person, or his or her substitute decision-maker, consents to the community treatment plan in the order. Once the order is issued the person subject to it is under the obligations set out in subsection 33.1 (6) respecting attendance at appointments with the issuing physician and others providing treatment under the plan and compliance with the terms of the order. Subsections 33.1 (8), (9) and (10) deal with the expiry and renewal of orders.

Proposed sections 33.2, 33.3 and 33.4 deal with specific circumstances in which community treatment orders may be terminated before they expire. This may happen pursuant to a request from the person subject to the order, because of a failure to comply with the order on the part of the person or because the person or substitute decision-maker withdraws his or her consent to the community treatment plan. The new sections 33.5 and 33.6, respectively, indicate the responsibilities of the physician who issues a community treatment order and of those persons who provide specific aspects of treatment under the community treatment plan, and provide protection from liability in certain circumstances. Section 33.7 sets out the minimum contents for community treatment plans.

Section 16 of the Bill (proposed section 35.1 of the Act) makes it clear that health practitioners and others who provide treatment to a person under a community treatment plan are permitted to share with each other information relating to the person for the purpose of providing the treatment. Section 21 (proposed section 39.1 of the Act) makes it possible for a person subject to a community treatment order to apply for a review to establish whether the criteria for such an order are met. This entitlement applies each time an order is issued or renewed and is mandatory each time a second renewal is issued.

The Bill also facilitates the admission of a person to a psychiatric facility where the person suffers from a mental disorder for which he or she has been previously treated and as a result of which the person has shown clinical improvement: new subsection 15 (1.1) of the Act. Subsection 16 (1.1) provides that a justice of the peace may issue an order for a person's examination by a physician if the criteria set out in the subsection are met, and

Le projet de loi propose d'apporter des modifications à la *Loi sur la santé mentale* pour permettre aux personnes qui ont besoin d'un traitement psychiatrique de vivre en dehors d'un établissement psychiatrique en vertu d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire. Les conditions à remplir pour qu'un médecin puisse prendre une ordonnance de traitement en milieu communautaire sont énoncées à l'article 14 du projet de loi (nouveau paragraphe 33.1 (2) de la Loi). Les ordonnances de traitement en milieu communautaire ne peuvent être prises qu'à l'égard des personnes qui, au cours de la période de trois ans qui précède l'ordonnance, étaient des malades dans un établissement psychiatrique à deux reprises au moins ou pendant une période cumulative d'au moins 30 jours et qui, à la suite d'un examen, ont été reconnues comme étant atteintes de troubles mentaux qui, s'ils ne sont pas traités, auront probablement comme conséquence qu'elles s'infligeront ou infligeront à d'autres personnes des lésions corporelles graves ou qu'elles subiront une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave. L'ordonnance doit comprendre un plan de traitement en milieu communautaire élaboré par le médecin qui la prend, en consultation avec d'autres personnes. La personne a le droit d'obtenir des conseils juridiques en ce qui concerne l'ordonnance, et aucune ordonnance ne peut être prise, à moins que la personne, ou son mandataire spécial, ne consente au plan de traitement en milieu communautaire prévu par l'ordonnance. Une fois que l'ordonnance est prise, la personne visée par celle-ci est tenue de respecter les obligations énoncées au paragraphe 33.1 (6) en ce qui concerne la présence aux rendez-vous chez le médecin qui a pris l'ordonnance et les autres personnes qui fournissent le traitement prévu par le plan, et en ce qui concerne le respect des conditions de l'ordonnance. Les paragraphes 33.1 (8), (9) et (10) traitent de l'expiration et du renouvellement des ordonnances.

Les nouveaux articles 33.2, 33.3 et 33.4 traitent des circonstances particulières dans lesquelles les ordonnances de traitement en milieu communautaire peuvent être révoquées avant leur expiration. Leur révocation peut se produire à la suite d'une demande présentée par la personne visée par l'ordonnance, parce qu'elle ne s'est pas conformée à l'ordonnance ou parce qu'elle ou son mandataire spécial retire son consentement au plan de traitement en milieu communautaire. Les nouveaux articles 33.5 et 33.6, respectivement, énoncent les responsabilités du médecin qui prend une ordonnance de traitement en milieu communautaire et des personnes qui fournissent des aspects particuliers du traitement prévu par le plan de traitement en milieu communautaire, et confèrent l'immunité dans certaines circonstances. L'article 33.7 énonce les éléments minimaux que les plans de traitement en milieu communautaire doivent comprendre.

L'article 16 du projet de loi (nouvel article 35.1 de la Loi) précise que les praticiens de la santé et les autres personnes qui fournissent à une personne le traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire sont autorisés à s'échanger des renseignements sur la personne afin de fournir le traitement. L'article 21 (nouvel article 39.1 de la Loi) permet à une personne visée par une ordonnance de traitement en milieu communautaire de demander, par voie de requête, une révision afin d'établir si les conditions relatives à une telle ordonnance sont remplies. Ce droit s'applique chaque fois qu'une ordonnance est prise ou renouvelée et est obligatoire chaque fois qu'un deuxième renouvellement est accordé.

Le projet de loi facilite également l'admission d'une personne à un établissement psychiatrique si celle-ci souffre d'un trouble mental pour lequel elle a déjà reçu un traitement par suite duquel elle a connu une amélioration sur le plan clinique de son état : nouveau paragraphe 15 (1.1) de la Loi. Le paragraphe 16 (1.1) prévoit qu'un juge de paix peut rendre une ordonnance en vue de l'examen d'une personne par un médecin si les conditions énon-

subsection 20 (1.1) proposes that an attending physician may admit a person as an involuntary patient if, on the basis of an examination of the person, the physician is of the opinion that the criteria stated in the subsection are met.

The definition of “treatment” in the *Health Care Consent Act, 1996* is expanded to include a community treatment plan. The rules governing treatment in the Act are thus made applicable to community treatment plans under the *Mental Health Act*.

Other amendments to the *Health Care Consent Act, 1996* are related to reducing the possibility of delays that result from applications for hearings before the Consent and Capacity Board and appeals to court which tend to postpone treatment. These proceedings include applications by an incapable person concerning his or her capacity to consent to treatment, for the appointment of a representative to make treatment decisions on the person’s behalf, applications by a substitute decision-maker to determine whether or not the incapable person has prior capable wishes about treatment or for authority to depart from the incapable person’s capable wishes, and an application by a health practitioner to determine whether or not a substitute decision-maker is in compliance with the rules for making substitute decisions. Sections 32 and 33 of the Bill propose that a health practitioner be permitted to make applications concerning the existence of prior capable wishes or that the substitute decision-maker be provided with authority to depart from such wishes, steps which will remove delays related to the substitute decision-maker’s reluctance to bring such applications, and which will allow the health practitioner to resolve any questions relating to prior capable wishes that may limit the ability to provide treatment. Similar amendments are made to parallel provisions in Part III of the Act (Admission to Care Facilities) and Part IV (Personal Assistance Services.) Furthermore, proposed sections 37.1, 54.1 and 69.1 of the Act will permit the Board to consider the issue of the person’s capacity to consent to treatment, admission to a care facility or a personal assistance service when an application is made concerning such issues.

The Bill also makes a number of housekeeping amendments.

cées à ce paragraphe sont remplies, et le paragraphe 20 (1.1) prévoit qu’un médecin traitant peut admettre une personne à titre de malade en cure obligatoire s’il est d’avis, d’après l’examen de la personne, que les conditions énoncées à ce paragraphe sont remplies.

La définition de «traitement» qui figure dans la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé* est élargie pour inclure un plan de traitement en milieu communautaire de sorte que les règles qui régissent le traitement aux termes de la Loi sont rendues applicables aux plans de traitement en milieu communautaire au sens de la *Loi sur la santé mentale*.

D’autres modifications apportées à la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé* visent à réduire la possibilité de retards résultant des requêtes en vue d’obtenir des audiences devant la Commission du consentement et de la capacité et résultant des appels devant les tribunaux qui ont tendance à faire reporter les traitements. Ces instances comprennent les requêtes présentées par un incapable concernant sa capacité de consentir à un traitement, en vue de nommer un représentant qui prendra les décisions concernant le traitement en son nom, les requêtes présentées par un mandataire spécial en vue de déterminer si l’incapable a exprimé, lorsqu’il était capable, des désirs à l’égard du traitement ou en vue d’être habilité à ne pas respecter les désirs de l’incapable, et les requêtes présentées par les praticiens de la santé en vue de déterminer si un mandataire spécial se conforme aux règles relatives à la prise de décisions au nom d’autrui. Les articles 32 et 33 du projet de loi proposent qu’un praticien de la santé soit autorisé à présenter des requêtes concernant l’existence de désirs exprimés par l’incapable lorsqu’il était capable ou que le mandataire spécial soit habilité à ne pas respecter de tels désirs, mesures qui élimineront les retards liés à la réticence du mandataire spécial à présenter de telles requêtes et qui permettront au praticien de la santé de régler toute question concernant des désirs exprimés par l’incapable lorsqu’il était capable et susceptibles de limiter l’habilité à fournir le traitement. Des modifications semblables sont apportées aux dispositions parallèles de la partie III de la Loi (Admission aux établissements de soins) et de la partie IV (Services d’aide personnelle). En outre, les nouveaux articles 37.1, 54.1 et 69.1 de la Loi autorisent la Commission à étudier les questions concernant la capacité de la personne de consentir à un traitement, à son admission à un établissement de soins ou à un service d’aide personnelle lorsqu’une requête est présentée à l’un ou l’autre égard.

Le projet de loi apporte également des modifications d’ordre administratif.

**An Act, in memory of
Brian Smith, to amend the
Mental Health Act and the
Health Care Consent Act, 1996**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**PART I
MENTAL HEALTH ACT**

1. (1) The English version of the definition of “attending physician” in subsection 1 (1) of the *Mental Health Act* is amended by striking out “means the physician” and substituting “means a physician”.

(2) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

“community treatment plan” means a plan described in section 33.7 that is a required part of a community treatment order. (“plan de traitement en milieu communautaire”)

(3) The definition of “Deputy Minister” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“Deputy Minister” means the deputy minister of the Minister. (“sous-ministre”)

(4) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

“health practitioner” has the same meaning as in the *Health Care Consent Act, 1996*. (“praticien de la santé”)

(5) The definitions of “Minister” and “Ministry” in subsection 1 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Health and Long-Term Care or such other member of

**Loi à la mémoire de
Brian Smith modifiant la
Loi sur la santé mentale et la
Loi de 1996 sur le consentement
aux soins de santé**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

**PARTIE I
LOI SUR LA SANTÉ MENTALE**

1. (1) La version anglaise de la définition de «attending physician» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la santé mentale* est modifiée par substitution de «means a physician» à «means the physician».

(2) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 72 du chapitre 2 des Lois de l’Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«plan de traitement en milieu communautaire» Plan décrit à l’article 33.7 qui constitue une partie obligatoire d’une ordonnance de traitement en milieu communautaire. («community treatment plan»)

(3) La définition de «sous-ministre» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«sous-ministre» Le sous-ministre du ministre. («Deputy Minister»)

(4) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 72 du chapitre 2 des Lois de l’Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«praticien de la santé» S’entend au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*. («health practitioner»)

(5) Les définitions de «ministère» et «ministre» au paragraphe 1 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

the Executive Council as the Lieutenant Governor in Council designates; ("ministre")

"Ministry" means the Ministry of the Minister. ("ministère")

(6) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

"plan of treatment" has the same meaning as in the *Health Care Consent Act, 1996*. ("plan de traitement")

(7) The definition of "psychiatric facility" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

"psychiatric facility" means a facility for the observation, care and treatment of persons suffering from mental disorder, and designated as such by the Minister. ("établissement psychiatrique")

(8) The definition of "rights adviser" in subsection 1 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 2, section 72, is repealed and the following substituted:

"rights adviser" means a person, or a member of a category of persons, designated by a psychiatric facility, the Minister or by the regulations to perform the functions of a rights adviser under this Act, but does not include a person involved in the direct clinical care of the person to whom the rights advice is to be given. ("conseiller en matière de droits")

(9) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

"treatment" has the same meaning as in the *Health Care Consent Act, 1996*. ("traitement")

2. (1) Subsection 13 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is further amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

«ministre» Le ministre de la Santé et des Soins de longue durée ou l'autre membre du Conseil exécutif que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil. («Minister»)

(6) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«plan de traitement» S'entend au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*. («plan of treatment»)

(7) La définition de «établissement psychiatrique» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«établissement psychiatrique» Établissement où les personnes souffrant de troubles mentaux sont mises en observation, reçoivent des soins et suivent un traitement, et que le ministre désigne comme tel. («psychiatric facility»)

(8) La définition de «conseiller en matière de droits» au paragraphe 1 (1) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«conseiller en matière de droits» Personne désignée par un établissement psychiatrique, le ministre ou les règlements pour remplir les fonctions de conseiller en matière de droits en vertu de la présente loi, ou membre d'une catégorie de personnes ainsi désignées. Est toutefois exclu de la présente définition quiconque participe à la fourniture directe de soins cliniques à la personne à laquelle les conseils en matière de droits doivent être donnés. («rights adviser»)

(9) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«traitement» S'entend au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*. («treatment»)

2. (1) Le paragraphe 13 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié de nouveau par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite».

(2) Subsection 13 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is further amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

3. (1) Clause 15 (1) (f) of the Act is amended by striking out “imminent and” at the beginning.

(2) Section 15 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) Where a physician examines a person and has reasonable cause to believe that the person,

(a) has previously received treatment for mental disorder of an ongoing or recurring nature that, when not treated, is of a nature or quality that likely will result in serious bodily harm to the person or to another person or substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person; and

(b) has shown clinical improvement as a result of the treatment,

and if in addition the physician is of the opinion that the person,

(c) is apparently suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one;

(d) given the person’s history of mental disorder and current mental or physical condition, is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or is likely to suffer substantial mental or physical deterioration or serious physical impairment; and

(e) is apparently incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her treatment in a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained,

the physician may make application in the prescribed form for a psychiatric assessment of the person.

(3) Subsection 15 (2) of the Act is amended by striking out “An application under subsec-

(2) Le paragraphe 13 (2) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié de nouveau par substitution de «à la Commission une requête rédigée selon la formule approuvée» à «une requête à la Commission sur la formule prescrite».

3. (1) L’alinéa 15 (1) f) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et».

(2) L’article 15 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Si un médecin examine une personne et a des motifs valables de croire que :

a) d’une part, elle a déjà reçu un traitement pour des troubles mentaux continus ou récidivants qui, lorsqu’ils ne sont pas traités, sont d’une nature ou d’un caractère qui aura probablement comme conséquence qu’elle s’infligera ou infligera à une autre personne des lésions corporelles graves ou qu’elle subira une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;

b) d’autre part, elle a connu une amélioration sur le plan clinique de son état par suite du traitement,

et qu’en plus, il est d’avis que cette personne :

c) souffre, selon toute apparence, du même trouble mental que celui pour lequel elle a déjà été traitée ou d’un trouble mental semblable;

d) étant donné ses antécédents de troubles mentaux et son état mental ou physique actuel, risque probablement de s’infliger ou d’infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;

e) est, selon toute apparence, incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son traitement dans un établissement psychiatrique et que le consentement de son mandataire spécial a été obtenu,

il peut présenter une demande d’évaluation psychiatrique de cette personne rédigée selon la formule prescrite.

(3) Le paragraphe 15 (2) de la Loi est modifié par substitution de «La demande d’éva-

Same

Idem

tion (1)" at the beginning and substituting "An application under subsection (1) or (1.1)".

(4) Subsection 15 (3) of the Act is amended by striking out "A physician who signs an application under subsection (1)" at the beginning and substituting "A physician who signs an application under subsection (1) or (1.1)".

(5) Subsection 15 (4) of the Act is amended by striking out "An application under subsection (1)" at the beginning and substituting "An application under subsection (1) or (1.1)".

(6) Subsection 15 (5) of the Act is amended by striking out "An application under subsection (1)" at the beginning and substituting "An application under subsection (1) or (1.1)".

4. (1) Clause 16 (1) (f) of the Act is amended by striking out "imminent and" at the beginning.

(2) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) Where information upon oath is brought before a justice of the peace that a person within the limits of the jurisdiction of the justice,

(a) has previously received treatment for mental disorder of an ongoing or recurring nature that, when not treated, is of a nature or quality that likely will result in serious bodily harm to the person or to another person or substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person; and

(b) has shown clinical improvement as a result of the treatment,

and in addition based upon the information before him or her the justice of the peace has reasonable cause to believe that the person,

(c) is apparently suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one;

(d) given the person's history of mental disorder and current mental or physical

evaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

(4) Le paragraphe 15 (3) de la Loi est modifié par substitution de «Le médecin qui signe la demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «Le médecin qui signe la demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

(5) Le paragraphe 15 (4) de la Loi est modifié par substitution de «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

(6) Le paragraphe 15 (5) de la Loi est modifié par substitution de «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

4. (1) L'alinéa 16 (1) f) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et».

(2) L'article 16 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Si un juge de paix est saisi de renseignements donnés sous serment selon lesquels une personne qui se trouve dans les limites du territoire placé sous sa compétence :

a) d'une part, a déjà reçu un traitement pour des troubles mentaux continus ou récidivants qui, lorsqu'ils ne sont pas traités, sont d'une nature ou d'un caractère qui aura probablement comme conséquence qu'elle s'infligera ou infligera à une autre personne des lésions corporelles graves ou qu'elle subira une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;

b) d'autre part, a connu une amélioration sur le plan clinique de son état par suite du traitement,

et qu'en plus, il a des motifs valables de croire, sur la foi des renseignements qui lui sont donnés, que cette personne :

c) souffre, selon toute apparence, du même trouble mental que celui pour lequel elle a déjà été traitée ou d'un trouble mental semblable;

d) étant donné ses antécédents de troubles mentaux et son état mental ou physi-

Same

Idem

condition, is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or is likely to suffer substantial mental or physical deterioration or serious physical impairment; and

- (e) is apparently incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her treatment in a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained,

the justice of the peace may issue an order in the prescribed form for the examination of the person by a physician.

(3) Subsection 16 (2) of the Act is amended by striking out “or other peace officers” after “police officers”.

(4) Subsection 16 (3) of the Act is amended by striking out “or other peace officer” after “police officer”.

(5) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsection:

(4) For the purposes of this section, information shall be brought before a justice of the peace in the prescribed manner.

5. Section 17 of the Act is repealed and the following substituted:

17. Where a police officer has reasonable and probable grounds to believe that a person is acting or has acted in a manner that in a normal person would be disorderly and has reasonable cause to believe that the person,

- (a) has threatened or attempted or is threatening or attempting to cause bodily harm to himself or herself;
- (b) has behaved or is behaving violently towards another person or has caused or is causing another person to fear bodily harm from him or her; or
- (c) has shown or is showing a lack of competence to care for himself or herself,

and in addition the police officer is of the opinion that the person is apparently suffering from mental disorder of a nature or quality that likely will result in,

- (d) serious bodily harm to the person;
- (e) serious bodily harm to another person; or

que actuel, risque probablement de s’infliger ou d’infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;

- e) est, selon toute apparence, incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son traitement dans un établissement psychiatrique et que le consentement de son mandataire spécial a été obtenu,

il peut rendre une ordonnance, rédigée selon la formule prescrite, pour que la personne soit examinée par un médecin.

(3) Le paragraphe 16 (2) de la Loi est modifié par suppression de «ou agents de la paix» après «les agents de police».

(4) Le paragraphe 16 (3) de la Loi est modifié par suppression de «ou à l’agent de la paix» après «l’agent de police».

(5) L’article 16 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4) Pour l’application du présent article, les renseignements sont présentés devant un juge de paix de la manière prescrite.

5. L’article 17 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

17. Si un agent de police a des motifs raisonnables et probables de croire qu’une personne agit ou a agi d’une façon qui serait considérée comme de l’inconduite chez une personne normale et qu’il a des motifs valables de croire que cette personne :

- a) soit a menacé ou tenté de s’infliger des lésions corporelles ou menace ou tente de le faire;
- b) soit s’est comportée ou se comporte avec violence envers une autre personne ou de manière à lui faire craindre qu’elle lui causera des lésions corporelles;
- c) soit a fait ou fait preuve de son incapacité de prendre soin d’elle-même,

et qu’en plus, il est d’avis que cette personne souffre, selon toute apparence, d’un trouble mental d’une nature ou d’un caractère qui aura probablement l’une des conséquences suivantes :

- d) elle s’infligera des lésions corporelles graves;
- e) elle infligera des lésions corporelles graves à une autre personne;

Manner of bringing information before justice

Action by police officer

Manière de présenter des renseignements devant un juge de paix

Intervention de l’agent de police

- (f) serious physical impairment of the person,

and that it would be dangerous to proceed under section 16, the police officer may take the person in custody to an appropriate place for examination by a physician.

6. Section 19 of the Act is amended by striking out "Subject to subsection 20 (5) "at the beginning and substituting "Subject to subsections 20 (1.1) and (5)".

7. (1) Clause 20 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

- (c) shall admit the person as an involuntary patient by completing and filing with the officer in charge a certificate of involuntary admission if the attending physician is of the opinion that the conditions set out in subsection (1.1) or (5) are met.

(2) Section 20 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) The attending physician shall complete a certificate of involuntary admission or a certificate of renewal if, after examining the patient, he or she is of the opinion that the patient,

- (a) has previously received treatment for mental disorder of an ongoing or recurring nature that, when not treated, is of a nature or quality that likely will result in serious bodily harm to the person or to another person or substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person;
- (b) has shown clinical improvement as a result of the treatment;
- (c) is suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one;
- (d) given the person's history of mental disorder and current mental or physical condition, is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or is likely to suffer substantial mental or physical deterioration or serious physical impairment;
- (e) has been found incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her

- f) elle subira un affaiblissement physique grave,

et qu'il serait dangereux d'agir selon les termes de l'article 16, il peut amener sous garde cette personne dans un lieu approprié afin qu'elle soit examinée par un médecin.

6. L'article 19 de la Loi est modifié par substitution de «Sous réserve des paragraphes 20 (1.1) et (5)» à «Sous réserve du paragraphe 20 (5)».

7. (1) L'alinéa 20 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) il admet cette personne à titre de malade en cure obligatoire en remplissant et en déposant auprès du dirigeant responsable un certificat d'admission en cure obligatoire s'il est d'avis que les conditions énoncées au paragraphe (1.1) ou (5) sont remplies.

(2) L'article 20 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le médecin traitant remplit un certificat d'admission en cure obligatoire ou un certificat de renouvellement si, après avoir examiné le malade, il est d'avis que celui-ci remplit les conditions suivantes :

- a) il a déjà reçu un traitement pour des troubles mentaux continus ou récidivants qui, lorsqu'ils ne sont pas traités, sont d'une nature ou d'un caractère qui aura probablement comme conséquence que le malade s'infligera ou infligera à une autre personne des lésions corporelles graves ou qu'il subira une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;
- b) il a connu une amélioration sur le plan clinique de son état par suite du traitement;
- c) il souffre du même trouble mental que celui pour lequel il a déjà été traité ou d'un trouble mental semblable;
- d) étant donné ses antécédents de troubles mentaux et son état mental ou physique actuel, il risque probablement de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;
- e) il a été jugé incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son trai-

Conditions
for
involuntary
admission

Conditions
de l'admission
en cure
obligatoire

treatment in a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained; and

- (f) is not suitable for admission or continuation as an informal or voluntary patient.

(3) Subsection 20 (5) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(5) The attending physician shall complete a certificate of involuntary admission or a certificate of renewal if, after examining the patient, he or she is of the opinion both,

Conditions
for
involuntary
admission

(4) Subclause 20 (5) (a) (iii) of the Act is amended by striking out “imminent and” at the beginning.

(5) Subsection 20 (7) of the Act is amended by striking out “upon completion of the prescribed form by the attending physician” at the end and substituting “upon completion of the approved form by the attending physician”.

(6) Subsection 20 (8) of the Act is amended by striking out “in accordance with subsections (1) and (2)” and substituting “in accordance with this section”.

8. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

25. Any person who is detained in a psychiatric facility under Part XX.1 of the *Criminal Code* (Canada) may be restrained, observed and examined under this Act and provided with treatment under the *Health Care Consent Act, 1996*.

Detention
under the
*Criminal
Code*
(Canada)

9. Subsection 28 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) Where a person who is subject to detention is absent without leave from a psychiatric facility, a police officer or any other person to whom the officer in charge has issued an order for return may, within one month after the absence becomes known to the officer in charge, return the person to the psychiatric facility or take the person to the psychiatric facility nearest to the place where the person is apprehended.

Unauthor-
ized absence

10. Subsection 29 (1) of the Act is amended by striking out “in the prescribed form” at the end and substituting “in the approved form”.

treatment dans un établissement psychiatrique et le consentement de son mandataire spécial a été obtenu;

- f) il ne convient pas de l'admettre à titre de malade en cure facultative ou volontaire ni de le maintenir en cure facultative ou volontaire.

(3) Le paragraphe 20 (5) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(5) Le médecin traitant remplit un certificat d'admission en cure obligatoire ou un certificat de renouvellement si, après avoir examiné le malade, il est d'avis que :

Conditions
de l'admis-
sion en cure
obligatoire

(4) Le sous-alinéa 20 (5) a) (iii) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et».

(5) Le paragraphe 20 (7) de la Loi est modifié par substitution de «dès que le médecin traitant a rempli la formule approuvée» à «dès que le médecin traitant a rempli la formule prescrite» à la fin du paragraphe.

(6) Le paragraphe 20 (8) de la Loi est modifié par substitution de «conformément au présent article» à «conformément aux paragraphes (1) et (2)» à la fin du paragraphe.

8. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25. Quiconque est détenu dans un établissement psychiatrique en vertu de la partie XX.1 du *Code criminel* (Canada) peut être maîtrisé, mis en observation et examiné en vertu de la présente loi et recevoir un traitement en vertu de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*.

Détention
en vertu du
*Code
criminel*
(Canada)

9. Le paragraphe 28 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si une personne détenue dans un établissement psychiatrique s'en absente sans autorisation, un agent de police ou toute autre personne à qui le dirigeant responsable a donné l'ordre de la ramener peut, au cours du mois qui suit le moment où le dirigeant responsable prend connaissance de l'absence, la ramener à l'établissement où elle était ou l'amener à l'établissement psychiatrique le plus proche du lieu où elle est appréhendée.

Absence non
autorisée

10. Le paragraphe 29 (1) de la Loi est modifié par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite» à la fin du paragraphe.

11. Section 31 of the Act is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

12. (1) Section 32 of the Act is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

(2) Section 32 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2) The Minister may, in writing, delegate his or her powers under subsection (1) to the Deputy Minister or to any officer or officers of the Ministry subject to such limitations, conditions and requirements as the Minister may set out in the delegation.

Delegation
of Minister's
powers

13. Section 33 of the Act is repealed and the following substituted:

33. A police officer or other person who takes a person in custody to a psychiatric facility shall remain at the facility and retain custody of the person until the facility takes custody of him or her in the prescribed manner.

Duty to
remain and
retain
custody

14. The Act is amended by adding the following sections:

33.1 (1) To provide a person with psychiatric treatment that is less restrictive to the person than being detained in a psychiatric facility, a physician may issue or renew a community treatment order in the prescribed form if the criteria set out in subsection (2) are met.

Community
treatment
order

(2) A physician may issue or renew a community treatment order under this section if,

Criteria
for order

(a) during the previous three-year period, the person,

(i) has been a patient in a psychiatric facility on two or more separate occasions or for a cumulative period of 30 days or more during that three-year period, or

(ii) has been the subject of a previous community treatment order under this section;

(b) the person or his or her substitute decision-maker, the physician who is considering issuing or renewing the community treatment order and any

11. L'article 31 de la Loi est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite» à la fin du paragraphe.

12. (1) L'article 32 de la Loi est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite».

(2) L'article 32 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Le ministre peut déléguer ses pouvoirs en vertu du paragraphe (1) au sous-ministre ou à un ou plusieurs fonctionnaires du ministère. La délégation est écrite et peut être assortie de restrictions, conditions et exigences.

Délégation
des pouvoirs
du ministre

13. L'article 33 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

33. L'agent de police ou l'autre personne qui amène sous garde une personne aux autorités d'un établissement psychiatrique y reste et maintient cette personne sous garde jusqu'à ce que les autorités de l'établissement acceptent d'en assumer la garde de la manière prescrite.

Responsabi-
lité de
la garde

14. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

33.1 (1) Afin de fournir à une personne un traitement psychiatrique qui soit moins contraignant pour celle-ci que la détention dans un établissement psychiatrique, un médecin peut prendre ou renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire rédigée selon la formule prescrite si les conditions énoncées au paragraphe (2) sont remplies.

Ordonnance
de traitement
en milieu
commu-
nautaire

(2) Le médecin peut prendre ou renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire en vertu du présent article si les conditions suivantes sont remplies :

Conditions
relatives à
l'ordonnance

a) au cours de la période précédente de trois ans, la personne :

(i) soit a été un malade dans un établissement psychiatrique à deux reprises au moins ou pendant une période cumulative de 30 jours au moins au cours de cette période de trois ans,

(ii) soit a déjà fait l'objet d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire prise en vertu du présent article;

b) la personne ou son mandataire spécial, le médecin qui envisage de prendre ou de renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire et

other health practitioner or person involved in the person's care or treatment have developed a community treatment plan for the person;

- (c) within the 72-hour period before entering into the community treatment plan, the physician has examined the person and is of the opinion, based on the examination and any other relevant facts communicated to the physician, that,
- (i) the person is suffering from mental disorder such that he or she needs continuing treatment or care and continuing supervision while living in the community,
 - (ii) the person meets the criteria for the completion of an application for psychiatric assessment under subsection 15 (1) or (1.1) where the person is not currently a patient in a psychiatric facility,
 - (iii) if the person does not receive continuing treatment or care and continuing supervision while living in the community, he or she is likely, because of mental disorder, to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or to suffer substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person,
 - (iv) the person is able to comply with the community treatment plan contained in the community treatment order, and
 - (v) the treatment or care and supervision required under the terms of the community treatment order are available in the community;
- (d) the physician has consulted with the health practitioners or other persons proposed to be named in the community treatment plan;
- (e) subject to subsection (3), the physician is satisfied that the person subject to the order or his or her substitute decision-maker has consulted with a rights adviser and has been advised of his or her legal rights; and

toute autre personne, notamment un praticien de la santé, qui participe à la fourniture de soins ou d'un traitement à la personne ont élaboré un plan de traitement en milieu communautaire pour celle-ci;

- c) dans les 72 heures précédant l'adhésion au plan de traitement en milieu communautaire, le médecin a examiné la personne et est d'avis, d'après l'examen et tous autres faits pertinents qui lui ont été communiqués, que les conditions suivantes sont réunies :
- (i) la personne souffre de troubles mentaux nécessitant un traitement ou des soins continus et une surveillance continue pendant qu'elle vit au sein de la collectivité,
 - (ii) la personne remplit les critères permettant que soit remplie une demande d'évaluation psychiatrique visée au paragraphe 15 (1) ou (1.1) si elle n'est pas déjà un malade dans un établissement psychiatrique,
 - (iii) en l'absence de traitement ou de soins continus et d'une surveillance continue pendant qu'elle vit au sein de la collectivité, la personne risque probablement, en raison de troubles mentaux, de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave,
 - (iv) la personne est en mesure de se conformer au plan de traitement en milieu communautaire décrit dans l'ordonnance de traitement en milieu communautaire,
 - (v) le traitement ou les soins et la surveillance exigés aux termes de l'ordonnance de traitement en milieu communautaire sont offerts dans la collectivité;
- d) le médecin a consulté les praticiens de la santé ou les autres personnes que l'on propose de désigner dans le plan de traitement en milieu communautaire;
- e) sous réserve du paragraphe (3), le médecin est convaincu que la personne visée par l'ordonnance, ou son mandataire spécial, a consulté un conseiller en matière de droits et qu'elle a été

		informée des droits que lui reconnaît la loi;	
	(f) the person or his or her substitute decision-maker consents to the community treatment plan.	f) la personne ou son mandataire spécial consent au plan de traitement en milieu communautaire.	
Exception	(3) Clause (2) (e) does not apply to the person subject to the order if the person himself or herself refuses to consult with a rights adviser.	(3) L'alinéa (2) e) ne s'applique pas à la personne visée par l'ordonnance si elle-même refuse de consulter un conseiller en matière de droits.	Exception
Content of order	(4) A community treatment order shall indicate,	(4) L'ordonnance de traitement en milieu communautaire fait état de ce qui suit :	Contenu de l'ordonnance
	(a) the date of the examination referred to in clause (2) (c);	a) la date de l'examen visé à l'alinéa (2) c);	
	(b) the facts on which the physician formed the opinion referred to in clause (2) (c);	b) les faits qui ont permis au médecin de formuler l'avis visé à l'alinéa (2) c);	
	(c) a description of the community treatment plan referred to in clause (2) (b); and	c) le plan de traitement en milieu communautaire visé à l'alinéa (2) b);	
	(d) an undertaking by the person to comply with his or her obligations as set out in subsection (6) or an undertaking by the person's substitute decision-maker to use his or her best efforts to ensure that the person complies with those obligations.	d) l'engagement de la personne à remplir les obligations énoncées au paragraphe (6) qui lui incombent ou celui de son mandataire spécial à faire de son mieux pour veiller à ce qu'elle les remplisse.	
Legal advice	(5) The person who is being considered for a community treatment order, or who is subject to such an order, and that person's substitute decision-maker, if any, have a right to retain and instruct counsel.	(5) La personne à l'égard de laquelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire est envisagée ou qui fait l'objet d'une telle ordonnance, et son mandataire spécial, si elle en a un, ont le droit de retenir les services d'un avocat et de le mandater.	Conseils juridiques
Obligations of person	(6) If a person or his or her substitute decision-maker consents to a community treatment plan under this section, the person shall,	(6) Si une personne ou son mandataire spécial consent à un plan de traitement en milieu communautaire en vertu du présent article, la personne :	Obligations de la personne
	(a) attend appointments with the physician who issued or renewed the community treatment order, or with any other health practitioner or other person referred to in the community treatment plan, at the times and places scheduled from time to time; and	a) d'une part, se présente à ses rendez-vous chez le médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance de traitement en milieu communautaire ou chez toute autre personne, notamment un praticien de la santé, mentionnée dans le plan de traitement en milieu communautaire, aux dates, heures et lieux prévus;	
	(b) comply with the community treatment plan described in the community treatment order.	b) d'autre part, se conforme au plan de traitement en milieu communautaire décrit dans l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.	
To whom copies of order and plan to be given	(7) The physician who issues or renews a community treatment order under this section shall ensure that a copy of the order, including the community treatment plan, is given to,	(7) Le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire veille à ce qu'une copie de l'ordonnance, y compris le plan de traitement en milieu communautaire, soit remise aux personnes suivantes :	Destinataires des copies de l'ordonnance et du plan

	<ul style="list-style-type: none"> (a) the person; (b) the person's substitute decision-maker, where applicable; (c) the officer in charge, where applicable; and (d) any other health practitioner or other person named in the community treatment plan. 	<ul style="list-style-type: none"> a) la personne; b) le mandataire spécial de la personne, s'il y a lieu; c) le dirigeant responsable, s'il y a lieu; d) toute autre personne, notamment un praticien de la santé, désignée dans le plan de traitement en milieu communautaire. 	
Expiry of order	(8) A community treatment order expires six months after the day it is made unless, <ul style="list-style-type: none"> (a) it is renewed in accordance with subsection (9); or (b) it is terminated earlier in accordance with section 33.2, 33.3 or 33.4. 	(8) Une ordonnance de traitement en milieu communautaire expire six mois après la date de son prononcé, sauf si, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) elle est renouvelée conformément au paragraphe (9); b) elle est révoquée plus tôt conformément à l'article 33.2, 33.3 ou 33.4. 	Expiration de l'ordonnance
Renewals	(9) A community treatment order may be renewed for a period of six months at any time before its expiry and within one month after its expiry.	(9) Une ordonnance de traitement en milieu communautaire peut être renouvelée pour une période de six mois en tout temps avant son expiration et dans le mois qui suit son expiration.	Renouvellements
Subsequent plans	(10) Upon the expiry or termination of a community treatment order, the parties may enter into a subsequent community treatment plan if the criteria set out in subsection (2) are met.	(10) Dès l'expiration ou la révocation d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire, les parties peuvent convenir d'un plan subséquent de traitement en milieu communautaire si les conditions énoncées au paragraphe (2) sont remplies.	Plans subséquents
Early termination of order pursuant to request	33.2 (1) At the request of a person who is subject to a community treatment order or of his or her substitute decision-maker, the physician who issued or renewed the order shall review the person's condition to determine if the person is able to continue to live in the community without being subject to the order.	33.2 (1) Le médecin qui a pris ou renouvelé une ordonnance de traitement en milieu communautaire examine l'état de la personne visée par l'ordonnance, à la demande de celle-ci ou de son mandataire spécial, afin de déterminer si elle est en mesure de continuer à vivre au sein de la collectivité sans être assujettie à l'ordonnance.	Révocation anticipée de l'ordonnance sur demande
Same	(2) If the physician determines, upon reviewing the person's condition, that the circumstances described in subclauses 33.1 (2) (c) (i), (ii) and (iii) no longer exist, the physician shall, <ul style="list-style-type: none"> (a) terminate the community treatment order; (b) notify the person that he or she may live in the community without being subject to the community treatment order; and (c) notify the persons referred to in clauses 33.1 (7) (b), (c) and (d) that the community treatment order has been terminated. 	(2) S'il détermine, après avoir examiné l'état de la personne, que les circonstances visées aux sous-alinéas 33.1 (2) c) (i), (ii) et (iii) n'existent plus, le médecin prend les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) il révoque l'ordonnance de traitement en milieu communautaire; b) il avise la personne qu'elle peut vivre au sein de la collectivité sans être assujettie à l'ordonnance de traitement en milieu communautaire; c) il informe les personnes visées aux alinéas 33.1 (7) b), c) et d) que l'ordonnance de traitement en milieu communautaire a été révoquée. 	Idem
Early termination of order for failure to comply	33.3 (1) If a physician who issued or renewed a community treatment order has reasonable cause to believe that the person subject to the order has failed to comply with	33.3 (1) Si le médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance de traitement en milieu communautaire a des motifs valables de croire que la personne visée par l'ordonnance n'a	Révocation anticipée de l'ordonnance pour défaut de se conformer

his or her obligations under subsection 33.1 (6), the physician may, subject to subsection (2), issue an order for examination of the person in the prescribed form.

Conditions
for issuing
order for
examination

(2) The physician shall not issue an order for examination under subsection (1) unless,

- (a) he or she is of the opinion that, because of the person's mental disorder, the person is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or to suffer substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person; and
- (b) reasonable efforts have been made to,
 - (i) locate the person,
 - (ii) inform the person of the failure to comply or, if the person is incapable within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, inform the person's substitute decision-maker of the failure,
 - (iii) inform the person or the substitute decision-maker of the possibility that the physician may issue an order for examination and of the possible consequences; and
 - (iv) provide assistance to the person to comply with the terms of the order.

Return to
physician

(3) An order for examination issued under subsection (1) is sufficient authority, for 30 days after it is issued, for a police officer to take the person named in it into custody and then promptly to the physician who issued the order.

Assessment
on return

(4) The physician shall promptly examine the person to determine whether,

- (a) the physician should make an application for a psychiatric assessment of the person under section 15;
- (b) the physician should issue another community treatment order where the person, or his or her substitute decision-maker, consents to the community treatment plan; or
- (c) the person should be released without being subject to a community treatment order.

pas rempli les obligations qui lui incombent aux termes du paragraphe 33.1 (6), il peut, sous réserve du paragraphe (2), prendre une ordonnance d'examen de la personne rédigée selon la formule prescrite.

(2) Le médecin ne prend l'ordonnance d'examen visé au paragraphe (1) que si :

- a) d'une part, il est d'avis que la personne risque probablement, en raison des troubles mentaux dont elle est atteinte, de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;
- b) d'autre part, des efforts raisonnables ont été faits pour :
 - (i) trouver la personne,
 - (ii) informer la personne de son défaut de se conformer à l'ordonnance ou, si elle est incapable au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, en informer son mandataire spécial,
 - (iii) informer la personne ou son mandataire spécial de la possibilité que le médecin prenne une ordonnance d'examen et des conséquences possibles,
 - (iv) fournir à la personne l'aide voulue pour lui permettre de se conformer aux conditions de l'ordonnance.

(3) Pendant la période de 30 jours suivant son prononcé, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) constitue une autorisation suffisante pour qu'un agent de police appréhende la personne qui y est désignée et l'amène promptement chez le médecin qui a pris l'ordonnance.

(4) Le médecin examine la personne promptement afin de déterminer si, selon le cas :

- a) il devrait présenter une demande d'évaluation psychiatrique de cette personne en vertu de l'article 15;
- b) il devrait prendre une autre ordonnance de traitement en milieu communautaire si la personne ou son mandataire spécial consent au plan de traitement en milieu communautaire;
- c) on devrait relâcher la personne sans l'assujettir à une ordonnance de traitement en milieu communautaire.

Conditions
du prononcé
de l'ordon-
nance

Retour de
la personne
chez le
médecin

Évaluation
dès le retour
de la
personne

Early termination of order on withdrawal of consent

33.4 (1) A person who is subject to a community treatment order, or his or her substitute decision-maker, may withdraw his or her consent to the community treatment plan by giving the physician who issued or renewed the order a notice of intention to withdraw consent.

Duty of physician

(2) Within 72 hours after receipt of the notice, the physician shall review the person's condition to determine if the person is able to continue to live in the community without being subject to the order.

Order for examination

(3) If the person subject to the community treatment order fails to permit the physician to review his or her condition, the physician may, within the 72-hour period, issue in the prescribed form an order for examination of the person if he or she is of the opinion that, because of the person's mental disorder, the person is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or to suffer substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person.

Return to physician

(4) An order for examination issued under subsection (3) is sufficient authority, for 30 days after it is issued, for a police officer to take the person named in it into custody and then promptly to the physician who issued the order.

Assessment on return

(5) The physician shall promptly examine the person to determine whether,

- (a) the physician should make an application for a psychiatric assessment of the person under section 15;
- (b) the physician should issue another community treatment order where the person, or his or her substitute decision-maker, consents to the community treatment plan; or
- (c) the person should be released without being subject to a community treatment order.

Accountability

33.5 (1) A physician who issues or renews a community treatment order, or a physician who is appointed under subsection (2), is responsible for the general supervision and management of the order.

Appointment of other physician

(2) If the physician who issues or renews a community treatment order is absent or, for any other reason, is unable to carry out his or

33.4 (1) La personne visée par une ordonnance de traitement en milieu communautaire, ou son mandataire spécial, peut retirer son consentement au plan de traitement en milieu communautaire en donnant un avis de son intention au médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance.

(2) Au plus tard 72 heures après qu'il a reçu l'avis, le médecin examine l'état de la personne afin de déterminer si elle est en mesure de continuer à vivre au sein de la collectivité sans être assujettie à l'ordonnance.

(3) Si la personne visée par une ordonnance de traitement en milieu communautaire ne permet pas au médecin d'examiner son état, ce dernier peut, dans le délai de 72 heures, prendre une ordonnance d'examen de la personne, rédigée selon la formule prescrite, s'il est d'avis que la personne risque probablement, en raison des troubles mentaux dont elle est atteinte, de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave.

(4) Pendant la période de 30 jours suivant son prononcé, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (3) constitue une autorisation suffisante pour qu'un agent de police appréhende la personne qui y est désignée et l'amène promptement chez le médecin qui a pris l'ordonnance.

(5) Le médecin examine la personne promptement afin de déterminer si, selon le cas :

- a) il devrait présenter une demande d'évaluation psychiatrique de cette personne en vertu de l'article 15;
- b) il devrait prendre une autre ordonnance de traitement en milieu communautaire si la personne ou son mandataire spécial consent au plan de traitement en milieu communautaire;
- c) on devrait relâcher la personne sans l'assujettir à une ordonnance de traitement en milieu communautaire.

33.5 (1) Le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire, ou le médecin qui est nommé aux termes du paragraphe (2), est responsable de la surveillance et de la gestion générales de la mise en application de l'ordonnance.

(2) Si le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire est absent ou, pour tout autre mo-

Révocation anticipée de l'ordonnance sur retrait du consentement

Obligation du médecin

Ordonnance d'examen

Retour de la personne chez le médecin

Évaluation dès le retour de la personne

Responsabilité

Nomination d'un autre médecin

*Mental Health Act**Loi sur la santé mentale*

her responsibilities under subsection (1) or under section 33.2, 33.3 or 33.4, the physician may appoint another physician to act in his or her place, with the consent of that physician.

Responsibility, named treatment providers

(3) A person who agrees to provide treatment under a community treatment plan shall indicate his or her agreement in the plan and is responsible for providing treatment in accordance with the plan.

Responsibility of other persons

(4) All persons named in a community treatment plan, including the person subject to the plan and the person's substitute decision-maker, if any, are responsible for implementing the plan to the extent indicated in it.

Protection from liability, issuing physician

33.6 (1) If the physician who issues or renews a community treatment order or a physician appointed under subsection 33.5 (2) believes, on reasonable grounds and in good faith, that the persons who are responsible for providing treatment under a community treatment plan are doing so in accordance with the plan, the physician is not liable for any default or neglect by those persons in providing treatment.

Same, other persons involved in treatment

(2) If a person who is responsible for providing an aspect of treatment under a community treatment plan believes, on reasonable grounds and in good faith, that a person who is responsible for providing another aspect of treatment under the plan is doing so in accordance with the plan, the person is not liable for any default or neglect by that person in providing that aspect of treatment.

Same, physician

(3) If a person who is responsible for providing an aspect of treatment under a community treatment plan believes, on reasonable grounds and in good faith, that the physician who issued or renewed the community treatment order or a physician appointed under subsection 33.5 (2) is providing treatment in accordance with the plan, the person is not liable for any default or neglect by the physician in providing treatment.

Reports

(4) The physician who issues or renews a community treatment order or a physician appointed under subsection 33.5 (2) may require reports on the condition of the person subject to the order from the persons who are responsible for providing treatment under the community treatment plan.

tif, est incapable de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent aux termes du paragraphe (1) ou de l'article 33.2, 33.3 ou 33.4, il peut nommer un autre médecin pour agir à sa place, avec le consentement de celui-ci.

(3) La personne qui convient de fournir un traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire indique son accord dans le plan et est responsable de la fourniture du traitement conformément au plan.

(4) Toutes les personnes désignées dans le plan de traitement en milieu communautaire, y compris la personne assujettie au plan et son mandataire spécial, si elle en a un, sont responsables de la mise en application du plan dans la mesure qui y est indiquée.

33.6 (1) Si le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire ou un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et en toute bonne foi, que les personnes responsables de la fourniture du traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire le fournissent conformément au plan, le médecin n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par ces personnes lorsqu'elles fournissent le traitement.

(2) Si une personne responsable de la fourniture d'un aspect du traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et en toute bonne foi, qu'une personne responsable de la fourniture d'un autre aspect du traitement prévu par le plan le fournit conformément au plan, la personne n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par cette personne lorsqu'elle fournit cet aspect du traitement.

(3) Si une personne responsable de la fourniture d'un aspect du traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et en toute bonne foi, que le médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance de traitement en milieu communautaire ou un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) fournit le traitement conformément au plan, la personne n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par le médecin lorsqu'il fournit le traitement.

(4) Le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire ou un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) peut exiger que les personnes responsables de la fourniture du traitement prévu par le plan de traitement en milieu communautaire lui remettent des rap-

Responsabilité des fournisseurs de traitement désignés

Responsabilité des autres personnes

Immunité : médecin qui prend l'ordonnance

Idem : autres personnes qui participent au traitement

Idem : médecin

Rapports

Community
treatment
plans**33.7** A community treatment plan shall contain at least the following:

1. A plan of treatment for the person subject to the community treatment order.
2. Any conditions relating to the treatment of the person or to his or her care or supervision.
3. The obligations of the person subject to the community treatment order.
4. The obligations of the substitute decision-maker, if any.
5. The name of the physician, if any, who has agreed to accept responsibility for the general supervision and management of the community treatment order under subsection 33.5 (2).
6. The names of all persons who have agreed to provide treatment under the community treatment plan.

15. Subsection 35 (3) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following clause:

- (d.1) a physician who is considering issuing or renewing, or who has issued or renewed, a community treatment order under section 33.1, a physician appointed under subsection 33.5 (2) or another person named in a person's community treatment plan as being involved in the person's care or treatment upon the written request of the physician or other named person.

16. The Act is amended by adding the following section:

35.1 (1) Despite any other Act or the regulations made under any other Act, a physician who is considering issuing or renewing a community treatment order with respect to a person may consult with a member of a regulated health profession or of the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers or any other person to determine

ports sur l'état de la personne visée par l'ordonnance.

33.7 Le plan de traitement en milieu communautaire comprend au moins les éléments suivants :

1. Un plan de traitement pour la personne visée par l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.
2. Toutes conditions relatives au traitement de la personne ou aux soins ou à la surveillance de celle-ci.
3. Les obligations de la personne visée par l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.
4. Les obligations du mandataire spécial, s'il y en a un.
5. Le nom du médecin, s'il y en a un, qui a convenu d'assumer la responsabilité de la supervision et de la gestion générales de la mise en application de l'ordonnance de traitement en milieu communautaire aux termes du paragraphe 33.5 (2).
6. Le nom de toutes les personnes qui ont convenu de fournir le traitement prévu par le plan de traitement en milieu communautaire.

15. Le paragraphe 35 (3) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

- d.1) un médecin qui envisage de prendre ou de renouveler, ou qui a pris ou renouvelé, une ordonnance de traitement en milieu communautaire en vertu de l'article 33.1, un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) ou une autre personne désignée, dans le plan de traitement en milieu communautaire d'une personne, comme personne participant à la fourniture de soins ou d'un traitement à la personne, à la demande écrite du médecin ou de l'autre personne désignée.

16. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

35.1 (1) Malgré toute autre loi ou ses règlements d'application, le médecin qui envisage de prendre ou de renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire à l'égard d'une personne peut consulter un membre d'une profession de la santé réglementée ou de l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Onta-

Plans de traitement en milieu communautaire

Consultation
permittedConsultation
autorisée

whether the order should be issued or renewed.

Sharing of
information

(2) Despite any other Act or the regulations made under any other Act, a member of a regulated health profession acting within the scope of practice of his or her profession or a member of the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers or any other person named in a community treatment plan as participating in the care or treatment of a person who is subject to the order may share information with each other relating to the person's mental or physical condition for the purpose of caring for or treating the person in accordance with the plan.

Definition

(3) In this section,

“regulated health profession” means a health profession set out in Schedule 1 of the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

17. Subsection 36 (14) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

18. Paragraph 1 of subsection 36.1 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

19. Subsection 36.2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

20. (1) Subsection 39 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is repealed and the following substituted:

Application
for review by
patient, etc.

(1) An involuntary patient, or any person on his or her behalf, may apply to the Board in the approved form to inquire into whether or not the prerequisites set out in this Act for admission or continuation as an involuntary patient are met.

(2) Subsection 39 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

rio ou toute autre personne afin de déterminer si l'ordonnance devrait être prise ou renouvelée.

(2) Malgré toute autre loi ou ses règlements d'application, un membre d'une profession de la santé réglementée qui agit dans le cadre de l'exercice de sa profession ou un membre de l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario ou toute autre personne désignée, dans un plan de traitement en milieu communautaire, comme personne participant à la fourniture de soins ou d'un traitement à une personne visée par l'ordonnance peuvent s'échanger des renseignements concernant l'état mental ou physique de la personne afin de lui fournir des soins ou un traitement conformément au plan.

Échange de
renseigne-
ments

(3) La définition qui suit s'applique au présent article.

«profession de la santé réglementée» Profession de la santé mentionnée à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

17. Le paragraphe 36 (14) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «présentée sur la formule prescrite».

18. La disposition 1 du paragraphe 36.1 (4) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifiée par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

19. Le paragraphe 36.2 (2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

20. (1) Le paragraphe 39 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le malade en cure obligatoire ou une personne agissant en son nom peut, sur requête rédigée selon la formule approuvée, demander à la Commission de procéder à une enquête afin d'établir si les conditions préalables d'admission à titre de malade en cure obligatoire ou de maintien en cure obligatoire sont remplies.

(2) Le paragraphe 39 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Requête en
révision pré-
sentée par le
malade ou
une autre
personne

When application may be made

(2) In addition to the applications under subsection (4), an application under subsection (1) may be made,

- (a) when a certificate of involuntary admission respecting the patient comes into force; or
- (b) when any certificate of renewal respecting the patient comes into force.

(3) Subsection 39 (4) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is repealed and the following substituted:

Where notice deemed to have been given

(4) On the completion of a fourth certificate of renewal and on the completion of every fourth certificate of renewal thereafter, the patient shall be deemed to have applied in the approved form under subsection (1) to the Board unless he or she has already applied under clause (2) (b).

21. The Act is amended by adding the following section:

Application for review by person subject to community treatment order

39.1 (1) A person who is subject to a community treatment order, or any person on his or her behalf, may apply to the Board in the approved form to inquire into whether or not the criteria for issuing or renewing a community treatment order set out in subsection 33.1 (2) are met.

When application may be made

(2) An application under subsection (1) may be made each time a community treatment order is issued or renewed under section 33.1.

Deemed application

(3) When a community treatment order is renewed for the second time and on the occasion of every second renewal thereafter, the person shall be deemed to have applied to the Board in the approved form under subsection (1) unless an application has already been made under that subsection.

Notice to Board

(4) When a physician renews a community treatment order for the second time, he or she shall give notice of the renewal to the Board in the approved form.

22. (1) Subsection 48 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 2, section 72, is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

(2) Outre les requêtes prévues au paragraphe (4), la requête prévue au paragraphe (1) peut être présentée dans l'une des circonstances suivantes :

- a) lorsqu'un certificat d'admission en cure obligatoire concernant le malade entre en vigueur;
- b) lorsqu'un certificat de renouvellement concernant le malade entre en vigueur.

(3) Le paragraphe 39 (4) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Lorsqu'est rempli un quatrième certificat de renouvellement et qu'est rempli chaque quatrième certificat subséquent, le malade est réputé avoir présenté à la Commission, en vertu du paragraphe (1), une requête rédigée selon la formule approuvée, à moins qu'il n'ait déjà présenté une requête en vertu de l'alinéa (2) b).

21. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

39.1 (1) La personne visée par une ordonnance de traitement en milieu communautaire ou une personne agissant en son nom peut, sur requête rédigée selon la formule approuvée, demander à la Commission de procéder à une enquête afin d'établir si les conditions du prononcé ou du renouvellement d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire énoncées au paragraphe 33.1 (2) sont remplies.

(2) La requête visée au paragraphe (1) peut être présentée chaque fois qu'une ordonnance de traitement en milieu communautaire est prise ou renouvelée en vertu de l'article 33.1.

(3) Lorsqu'une ordonnance de traitement en milieu communautaire est renouvelée pour la deuxième fois et, par la suite, à chaque deuxième renouvellement, la personne est réputée avoir présenté à la Commission, en vertu du paragraphe (1), une requête rédigée selon la formule approuvée, à moins qu'une requête n'ait déjà été présentée en vertu de ce paragraphe.

(4) Lorsqu'un médecin renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire pour la deuxième fois, il donne à la Commission un avis du renouvellement rédigé selon la formule approuvée.

22. (1) Le paragraphe 48 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

Présentation d'une requête

Cas où un avis est réputé donné

Requête en révision présentée par la personne visée par l'ordonnance

Moment où une requête peut être présentée

Requête réputée présentée

Avis à la Commission

(2) Clause 48 (7) (d) of the Act is amended by striking out “subsection 20 (5)” and substituting “subsection 20 (1.1) or (5)”.

(3) Subsection 48 (8) of the Act is amended by striking out “Subject to subsection 20 (5)” at the beginning and substituting “Subject to subsections 20 (1.1) and (5)”.

(4) Clause 48 (11) (d) of the Act is amended by striking out “subsection 20 (5)” and substituting “subsection 20 (1.1) or (5)”.

(5) Subsection 48 (12) of the Act is amended by striking out “subsection 20 (5)” at the end and substituting “subsection 20 (1.1) or (5)”.

23. Subsection 54 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

24. Section 55 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

25. Section 56 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

26. Subsection 57 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

27. Subsection 60 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

28. The Act is amended by adding the following sections:

80.1 The Minister may establish forms and require their use and may require the use of forms approved by the Minister.

80.2 (1) The Minister may designate and classify psychiatric facilities, and exempt any psychiatric facility or class of psychiatric facility from the application of any provision of the regulations made under clause 81 (1) (b).

(2) The Minister shall maintain a list of psychiatric facilities and their classifications,

(2) L’alinéa 48 (7) d) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 20 (1.1) ou (5)» à «paragraphe 20 (5)».

(3) Le paragraphe 48 (8) de la Loi est modifié par substitution de «Sous réserve des paragraphes 20 (1.1) et (5)» à «Sous réserve du paragraphe 20 (5)» au début du paragraphe.

(4) L’alinéa 48 (11) d) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 20 (1.1) ou (5)» à «paragraphe 20 (5)».

(5) Le paragraphe 48 (12) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 20 (1.1) ou (5)» à «paragraphe 20 (5)» à la fin du paragraphe.

23. Le paragraphe 54 (4) de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

24. L’article 55 de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite» à la fin de l’article.

25. L’article 56 de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite» à la fin de l’article.

26. Le paragraphe 57 (2) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

27. Le paragraphe 60 (1) de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «présentée selon la formule prescrite».

28. La Loi est modifiée par adjonction des article suivants :

80.1 Le ministre peut établir des formules et en exiger l’emploi et peut également exiger l’emploi des formules qu’il approuve.

80.2 (1) Le ministre peut désigner des établissements psychiatriques et les classer en catégories, et soustraire des établissements psychiatriques ou une catégorie de ceux-ci à l’application de toute disposition des règlements pris en application de l’alinéa 81 (1) b).

(2) Le ministre tient une liste des établissements psychiatriques et de leurs catégories

Forms

Power of Minister to designate

List

Formules

Pouvoir de désignation du ministre

Liste

and of any exemptions from the application of any provision of the regulations made under clause 81 (1) (b).

Same

(3) The list referred to in subsection (2) shall be available for public inspection from the Ministry.

29. (1) Clause 81 (1) (a) of the Act is repealed.

(2) Subsection 81 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, 1996, chapter 2, section 72 and 1997, chapter 15, section 11, is further amended by adding the following clause:

(f.1) prescribing the manner in which information may be brought before a justice of the peace for the purposes of section 16.

(3) Clause 81 (1) (g) of the Act is amended by striking out “respecting the examination and detention of persons” and substituting “respecting taking custody of persons under section 33, the examination and detention of persons” at the beginning.

(4) Subsection 81 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, 1996, chapter 2, section 72 and 1997, chapter 15, section 11, is further amended by adding the following clauses:

(g.1) respecting and governing community treatment orders, including the qualifications required for issuing such orders, additional duties of physicians who issue or renew such orders, additional duties of physicians who consent to an appointment under subsection 33.5 (2) and additional duties of persons who agree to provide treatment under a community treatment plan;

(g.2) designating persons or categories of persons who may review community treatment order documents to ascertain whether or not they have been completed in compliance with the criteria set out in this Act and prescribing additional duties of such persons;

(g.3) designating persons or categories of persons who may agree to provide

ainsi que des exemptions de l'application de toute disposition des règlements pris en application de l'alinéa 81 (1) b).

(3) La liste visée au paragraphe (2) est mise par le ministère à la disposition du public aux fins de consultation. Idem

29. (1) L'alinéa 81 (1) a) de la Loi est abrogé.

(2) Le paragraphe 81 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 11 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

f.1) prescrire le mode selon lequel des renseignements peuvent être présentés devant un juge de paix pour l'application de l'article 16.

(3) L'alinéa 81 (1) g) de la Loi est modifié par substitution de «traiter de la mise sous garde de personnes aux termes de l'article 33, de l'examen et de la détention de personnes» à «traiter de l'examen et de la détention de personnes» au début de l'alinéa.

(4) Le paragraphe 81 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 11 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

g.1) prévoir et régir les ordonnances de traitement en milieu communautaire, notamment les qualités requises pour prendre ces ordonnances, les fonctions supplémentaires des médecins qui prennent ou renouvellent ces ordonnances, les fonctions supplémentaires des médecins qui consentent à être nommés aux termes du paragraphe 33.5 (2) et les fonctions supplémentaires des personnes qui conviennent de fournir le traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire;

g.2) désigner des personnes ou des catégories de personnes qui peuvent examiner les documents relatifs aux ordonnances de traitement en milieu communautaire pour s'assurer qu'elles ont été remplis en conformité avec les conditions énoncées dans la présente loi et prescrire les fonctions supplémentaires de ces personnes;

g.3) désigner les personnes ou les catégories de personnes qui peuvent convenir

treatment under a community treatment plan under subsection 33.5 (3) and prescribing the qualifications or requirements that a person must meet before he or she may provide such treatment;

de fournir le traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire aux termes du paragraphe 33.5 (3) et prescrire les qualités requises qu'une personne doit posséder ou les exigences auxquelles elle doit satisfaire pour être habilitée à fournir ce traitement;

(h.1) designating persons or categories of persons as rights advisers and prescribing the qualifications or requirements that a person must meet before he or she may provide rights advice pursuant to clause 33.1 (2) (e);

h.1) désigner des personnes ou des catégories de personnes comme conseillers en matière de droits et prescrire les qualités requises qu'une personne doit posséder ou les exigences auxquelles elle doit satisfaire pour être habilitée à donner des conseils en matière de droits conformément à l'alinéa 33.1 (2) e);

(j.1) prescribing and governing the obligations of health practitioners, rights advisers, health facilities and others in relation to the provision of information about rights, and assistance in exercising rights, to persons who are subject to community treatment orders and to their substitute decision-makers, including,

j.1) prescrire et régir les obligations des praticiens de la santé, des conseillers en matière de droits, des établissements de santé et d'autres personnes en ce qui concerne la fourniture de renseignements sur les droits, et d'une aide pour exercer ces droits, aux personnes qui sont visées par des ordonnances de traitement en milieu communautaire et à leurs mandataires spéciaux, notamment :

(i) the information or assistance that must be given,

(i) les renseignements ou l'aide qui doivent être donnés,

(ii) the categories of persons who must be given the information or assistance,

(ii) les catégories de personnes auxquelles les renseignements ou l'aide doivent être donnés,

(iii) the circumstances in which the information or assistance must be given,

(iii) les circonstances dans lesquelles les renseignements ou l'aide doivent être donnés,

(iv) the persons by whom the information or assistance must be given; and

(iv) les personnes qui doivent donner les renseignements ou l'aide,

(v) the manner and time in which the information or assistance must be given.

(v) la manière dont les renseignements ou l'aide doivent être donnés et le moment où ils doivent l'être.

(5) Clauses 81 (1) (k), (k.1) and (k.3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 2, section 72, are repealed and the following substituted:

(5) Les alinéas 81 (1) k, k.1) et k.3) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(k) governing the transfer of information among those involved in the process of providing persons with information about their rights and among those involved in the process of implementing a community treatment plan;

k) régir l'échange de renseignements entre ceux qui participent au processus de fourniture de renseignements à des personnes sur leurs droits et entre ceux qui participent au processus de mise en application d'un plan de traitement en milieu communautaire;

(k.1) regulating the timing of the treatment of a person in a psychiatric facility or subject to a community treatment order, if the person must be provided with information about his or her rights or if the person exercises, or indicates an intention to exercise, any of his or her rights;

(k.3) governing the use, disclosure and retention of personal information obtained from the disclosure, transmission or examination of a clinical record under clause 35 (3) (d.1), (e.3), (e.4) or (e.5).

(6) Subsections 81 (2) and (3) of the Act are repealed.

PART II HEALTH CARE CONSENT ACT, 1996

30. (1) Subsection 2 (1) of the *Health Care Consent Act, 1996* is amended by adding the following definition:

“community treatment plan” has the same meaning as in the *Mental Health Act*. (“plan de traitement en milieu communautaire”)

(2) The definition of “treatment” in subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out “and includes a course of treatment or plan of treatment, but does not include” immediately before clause (a) and substituting “and includes a course of treatment, plan of treatment or community treatment plan, but does not include”.

31. Section 32 of the Act is amended by adding the following subsection:

(7) The Board’s decision under subsection (5) remains in effect pending an application for leave under subsection (6).

32. (1) Subsection 35 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(1) A substitute decision-maker or a health practitioner who proposed a treatment may apply to the Board for directions if the incapable person expressed a wish with respect to the treatment, but,

Decision effective while application for leave pending

Application for directions

k.1) régler le moment auquel peut avoir lieu le traitement d’une personne dans un établissement psychiatrique ou assujettie à une ordonnance de traitement en milieu communautaire, si la personne doit recevoir des renseignements sur ses droits ou qu’elle exerce ou manifeste son intention d’exercer l’un ou l’autre de ses droits;

k.3) régir l’utilisation, la divulgation et la conservation des renseignements personnels obtenus par suite de la divulgation, de la transmission ou de l’examen d’un dossier clinique en vertu de l’alinéa 35 (3) d.1), e.3), e.4) ou e.5).

(6) Les paragraphes 81 (2) et (3) de la Loi sont abrogés.

PARTIE II LOI DE 1996 SUR LE CONSENTEMENT AUX SOINS DE SANTÉ

30. (1) Le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«plan de traitement en milieu communautaire» S’entend au sens de la *Loi sur la santé mentale*. («community treatment plan»)

(2) La définition de «traitement» au paragraphe 2 (1) de la Loi est modifiée par substitution de «y compris une série de traitements, un plan de traitement ou un plan de traitement en milieu communautaire. Est toutefois exclu de la présente définition ce qui suit» à «y compris une série de traitements ou un plan de traitement. Est toutefois exclu de la présente définition ce qui suit» figurant immédiatement avant l’alinéa a).

31. L’article 32 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(7) La décision de la Commission visée au paragraphe (5) demeure en vigueur jusqu’à ce que soit décidée la requête en autorisation visée au paragraphe (6).

32. (1) Le paragraphe 35 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage précédant l’alinéa a) :

(1) Le mandataire spécial ou le praticien de la santé qui a proposé un traitement peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission si l’incapable a exprimé un désir à l’égard du traitement, mais que, selon le cas :

Décision en vigueur tant que la requête en autorisation est en instance

Requête en vue d’obtenir des directives

(2) Section 35 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to
substitute
decision-
maker

(1.1) A health practitioner who intends to apply for directions shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

(3) Subsection 35 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Directions

(3) The Board may give directions and, in doing so, shall apply section 21.

33. (1) Subsection 36 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Application
to depart
from wishes

(1) If a substitute decision-maker is required by paragraph 1 of subsection 21 (1) to refuse consent to a treatment because of a wish expressed by the incapable person while capable and after attaining 16 years of age,

- (a) the substitute decision-maker may apply to the Board for permission to consent to the treatment despite the wish; or
- (b) the health practitioner who proposed the treatment may apply to the Board to obtain permission for the substitute decision-maker to consent to the treatment despite the wish.

(2) Section 36 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to
substitute
decision-
maker

(1.1) A health practitioner who intends to apply under clause (1) (b) shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

34. Section 37 of the Act is amended by adding the following subsections:

Subsequent
substitute
decision-
maker

(6.1) If, under subsection (6), the substitute decision-maker is deemed not to meet the requirements of subsection 20 (2), any subsequent substitute decision-maker shall, subject to subsections (6.2) and (6.3), comply with the directions given by the Board on the application within the time specified by the Board.

Application
for directions

(6.2) If a subsequent substitute decision-maker knows of a wish expressed by the incapable person with respect to the treatment, the substitute decision-maker may, with leave of the Board, apply to the Board for directions under section 35.

(2) L'article 35 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Avis au
mandataire
spécial

(1.1) Le praticien de la santé qui a l'intention de présenter une requête informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

(3) Le paragraphe 35 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Directives

(3) La Commission peut donner des directives et, ce faisant, met en application l'article 21.

33. (1) Le paragraphe 36 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si le mandataire spécial est tenu, aux termes de la disposition 1 du paragraphe 21 (1), de refuser son consentement à un traitement en raison d'un désir que l'incapable a exprimé lorsqu'il était capable et avait au moins 16 ans révolus :

Requête en
vue de ne
pas respecter
les désirs

- a) soit le mandataire spécial peut, par voie de requête, demander à la Commission la permission de consentir au traitement malgré le désir exprimé;
- b) soit le praticien de la santé qui a proposé le traitement peut, par voie de requête, demander à la Commission d'accorder au mandataire spécial la permission de consentir au traitement malgré le désir exprimé.

(2) L'article 36 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le praticien de la santé qui a l'intention de présenter une requête en vertu de l'alinéa (1) b) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

Avis au
mandataire
spécial

34. L'article 37 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(6.1) Si, aux termes du paragraphe (6), le mandataire spécial est réputé ne pas satisfaire aux exigences du paragraphe 20 (2), tout mandataire spécial subséquent, sous réserve des paragraphes (6.2) et (6.3), se conforme aux directives données par la Commission relativement à la requête, dans le délai précisé par la Commission.

Mandataire
spécial
subséquent

(6.2) Si un mandataire spécial subséquent a connaissance d'un désir exprimé par l'incapable à l'égard du traitement, il peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission en vertu de l'article 35, si celle-ci l'y autorise.

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

Inconsistent
directions

(6.3) Directions given by the Board under section 35 on a subsequent substitute decision-maker's application brought with leave under subsection (6.2) prevail over inconsistent directions given under subsection (4) to the extent of the inconsistency.

(6.3) Les directives données par la Commission en vertu de l'article 35 relativement à la requête d'un mandataire spécial subséquent présentée sur autorisation en vertu du paragraphe (6.2) l'emportent sur les directives incompatibles données en vertu du paragraphe (4).

Directives
incompati-
bles

35. The Act is amended by adding the following section:

35. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Deemed
application
concerning
capacity

37.1 An application to the Board under section 33, 34, 35, 36 or 37 shall be deemed to include an application to the Board under section 32 with respect to the person's capacity to consent to treatment proposed by a health practitioner unless the person's capacity to consent to such treatment has been determined by the Board within the previous six months.

37.1 La requête présentée à la Commission en vertu de l'article 33, 34, 35, 36 ou 37 est réputée comprendre une requête présentée à la Commission en vertu de l'article 32 à l'égard de la capacité de la personne de consentir à un traitement proposé par un praticien de la santé, sauf si la capacité de la personne de consentir à ce traitement a été déterminée par la Commission au cours des six mois précédents.

Requête
réputée une
requête sur la
capacité

36. Subsection 50 (4) of the Act is amended by striking out "Subsections 32 (4) to (6)" at the beginning and substituting "Subsections 32 (4) to (7)".

36. Le paragraphe 50 (4) de la Loi est modifié par substitution de «Les paragraphes 32 (4) à (7)» à «Les paragraphes 32 (4) à (6)» au début du paragraphe.

37. (1) Subsection 52 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

37. (1) Le paragraphe 52 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage précédant l'alinéa a) :

Application
for directions

(1) A substitute-decision maker or the person responsible for authorizing admissions to a care facility may apply to the Board for directions if the incapable person expressed a wish with respect to his or her admission to the care facility, but,

(1) Le mandataire spécial ou la personne chargée d'autoriser les admissions à un établissement de soins peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission si l'incapable a exprimé un désir à l'égard de son admission à l'établissement de soins, mais que, selon le cas :

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

(2) Section 52 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2) L'article 52 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Notice to
substitute
decision-
maker

(1.1) If the person responsible for authorizing admissions to the care facility intends to apply for directions, the person shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

(1.1) La personne chargée d'autoriser les admissions à l'établissement de soins qui a l'intention de présenter une requête en vue d'obtenir des directives informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

Avis au
mandataire
spécial

(3) Subsection 52 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) Le paragraphe 52 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Directions

(3) The Board may give directions and, in doing so, shall apply section 42.

(3) La Commission peut donner des directives et, ce faisant, met en application l'article 42.

Directives

38. (1) Subsection 53 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

38. (1) Le paragraphe 53 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application
to depart
from wishes

(1) If a substitute decision-maker is required by paragraph 1 of subsection 42 (1) to refuse consent to the incapable person's admission to a care facility because of a wish expressed by the incapable person while capable and after attaining 16 years of age,

(1) Si le mandataire spécial est tenu, aux termes de la disposition 1 du paragraphe 42 (1), de refuser son consentement à l'admission de l'incapable à un établissement de soins en raison d'un désir que l'incapable a exprimé lorsqu'il était capable et avait au moins 16 ans révolus :

Requête en
vue de ne
pas respecter
les désirs

- (a) the substitute decision-maker may apply to the Board for permission to consent to the admission despite the wish; or
- (b) the person responsible for authorizing admissions to the care facility may apply to the Board to obtain permission for the substitute decision-maker to consent to the admission despite the wish.

(2) Section 53 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to
substitute
decision-
maker

(1.1) If the person responsible for authorizing admissions to the care facility intends to apply under subsection (1), the person shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

39. Section 54 of the Act is amended by adding the following subsections:

Subsequent
substitute
decision-
maker

(6.1) If, under subsection (6), the substitute decision-maker is deemed not to meet the requirements of subsection 20 (2), any subsequent substitute decision-maker shall, subject to subsections (6.2) and (6.3), comply with the directions given by the Board on the application within the time specified by the Board.

Application
for directions

(6.2) If a subsequent substitute decision-maker knows of a wish expressed by the incapable person with respect to the admission to a care facility, the substitute decision-maker may, with leave of the Board, apply to the Board for directions under section 52.

Inconsistent
directions

(6.3) Directions given by the Board under section 52 on a subsequent substitute decision-maker's application brought with leave under subsection (6.2) prevail over inconsistent directions given under subsection (4) to the extent of the inconsistency.

40. The Act is amended by adding the following section:

Deemed
application
concerning
capacity

54.1 An application to the Board under section 51, 52, 53 or 54 shall be deemed to include an application to the Board under section 50 with respect to the person's capacity to consent to his or her admission to a care facility unless the person's capacity to consent to such admission has been determined by the Board within the previous six months.

41. Subsection 65 (4) of the Act is amended by striking out "Subsections 32 (4) to (6)" at the beginning and substituting "Subsections 32 (4) to (7)".

- a) soit le mandataire spécial peut, par voie de requête, demander à la Commission la permission de consentir à l'admission malgré le désir exprimé;
- b) soit la personne chargée d'autoriser les admissions à l'établissement de soins peut, par voie de requête, demander à la Commission d'accorder au mandataire spécial la permission de consentir au traitement malgré le désir exprimé.

(2) L'article 53 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) La personne chargée d'autoriser les admissions à l'établissement de soins qui a l'intention de présenter une requête en vertu du paragraphe (1) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

Avis au
mandataire
spécial

39. L'article 54 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(6.1) Si, aux termes du paragraphe (6), le mandataire spécial est réputé ne pas satisfaire aux exigences du paragraphe 20 (2), tout mandataire spécial subséquent, sous réserve des paragraphes (6.2) et (6.3), se conforme aux directives données par la Commission relativement à la requête, dans le délai précisé par la Commission.

Mandataire
spécial
subséquent

(6.2) Si un mandataire spécial subséquent a connaissance d'un désir exprimé par l'incapable à l'égard de l'admission à un établissement de soins, il peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission en vertu de l'article 52, si celle-ci l'y autorise.

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

(6.3) Les directives données par la Commission en vertu de l'article 52 relativement à la requête d'un mandataire spécial subséquent présentée sur autorisation en vertu du paragraphe (6.2) l'emportent sur les directives incompatibles données en vertu du paragraphe (4).

Directives
incompati-
bles

40. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

54.1 La requête présentée à la Commission en vertu de l'article 51, 52, 53 ou 54 est réputée comprendre une requête présentée à la Commission en vertu de l'article 50 à l'égard de la capacité de la personne de consentir à son admission à un établissement de soins, sauf si la capacité de la personne de consentir à une telle admission a été déterminée par la Commission au cours des six mois précédents.

Requête
réputée une
requête sur
la capacité

41. Le paragraphe 65 (4) de la Loi est modifié par substitution de «Les paragraphes 32 (4) à (7)» à «Les paragraphes 32 (4) à (6)» au début du paragraphe.

42. (1) Subsection 67 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Application
for directions

(1) A substitute decision-maker or the member of a service provider's staff who is responsible for the personal assistance service may apply to the Board for directions if the incapable recipient expressed a wish with respect to the personal assistance service, but,

(2) Section 67 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to
substitute
decision-
maker

(1.1) If the member of the service provider's staff responsible for the personal assistance service intends to apply under subsection (1), the member shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

(3) Subsection 67 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Directions

(3) The Board may give directions and, in doing so, shall apply section 59.

43. (1) Subsection 68 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Application
to depart
from wishes

(1) If a substitute decision-maker is required by paragraph 1 of subsection 59 (1) to refuse consent to a personal assistance service because of a wish expressed by the incapable recipient while capable and after attaining 16 years of age,

(a) the substitute decision-maker may apply to the Board for permission to consent to the personal assistance service despite the wish; or

(b) the member of the service provider's staff who is responsible for the personal assistance service may apply to the Board to obtain permission for the substitute decision-maker to consent to the personal assistance service despite the wish.

(2) Section 68 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to
substitute
decision-
maker

(1.1) If the member of the service provider's staff who is responsible for the personal assistance service intends to apply under subsection (1), the member shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

42. (1) Le paragraphe 67 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage précédant l'alinéa a) :

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

(1) Le mandataire spécial ou le membre du personnel d'un fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission si le bénéficiaire incapable a exprimé un désir à l'égard d'un service d'aide personnelle, mais que, selon le cas :

(2) L'article 67 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Avis au
mandataire
spécial

(1.1) Le membre du personnel d'un fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service qui a l'intention de présenter une requête en vertu du paragraphe (1) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

(3) Le paragraphe 67 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Directives

(3) La Commission peut donner des directives et, ce faisant, met en application l'article 59.

43. (1) Le paragraphe 68 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Requête
en vue de ne
pas respecter
les désirs

(1) Si le mandataire spécial est tenu, aux termes de la disposition 1 du paragraphe 59 (1), de refuser son consentement à un service d'aide personnelle en raison d'un désir que le bénéficiaire incapable a exprimé lorsqu'il était capable et avait au moins 16 ans révolus :

a) soit le mandataire spécial peut, par voie de requête, demander à la Commission la permission de consentir au service d'aide personnelle malgré le désir exprimé;

b) soit le membre du personnel du fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service peut, par voie de requête, demander à la Commission d'accorder au mandataire spécial la permission de consentir au service d'aide personnelle malgré le désir exprimé.

(2) L'article 68 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Avis au
mandataire
spécial

(1.1) Le membre du personnel d'un fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service qui a l'intention de présenter une requête en vertu du paragraphe (1) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

44. Section 69 of the Act is amended by adding the following subsections:

Subsequent
substitute
decision-
maker

(6.1) If, under subsection (6), the substitute decision-maker is deemed not to meet the requirements of subsection 20 (2), any subsequent substitute decision-maker shall, subject to subsections (6.2) and (6.3), comply with the directions given by the Board on the application within the time specified by the Board.

Application
for directions

(6.2) If a subsequent substitute decision-maker knows of a wish expressed by the incapable person with respect to the personal assistance service, the substitute decision-maker may, with leave of the Board, apply to the Board for directions under section 67.

Inconsistent
directions

(6.3) Directions given by the Board under section 67 on a subsequent substitute decision-maker's application brought with leave under subsection (6.2) prevail over inconsistent directions given under subsection (4) to the extent of the inconsistency.

45. The Act is amended by adding the following section:

Deemed
application
concerning
capacity

69.1 An application to the Board under section 66, 67, 68 or 69 shall be deemed to include an application to the Board under section 65 with respect to the person's capacity to consent to a personal assistance service unless the person's capacity to consent to such service has been determined by the Board within the previous six months.

46. Subsection 80 (1) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

**PART III
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Commence-
ment

47. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant-Governor.

Short title

48. The short title of this Act is *Brian's Law (Mental Health Legislative Reform), 2000*.

44. L'article 69 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Mandataire
spécial
subséquent

(6.1) Si, aux termes du paragraphe (6), le mandataire spécial est réputé ne pas satisfaire aux exigences du paragraphe 20 (2), tout mandataire spécial subséquent, sous réserve des paragraphes (6.2) et (6.3), se conforme aux directives données par la Commission relativement à la requête, dans le délai précisé par la Commission.

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

(6.2) Si un mandataire spécial subséquent a connaissance d'un désir exprimé par l'incapable à l'égard du service d'aide personnelle, il peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission en vertu de l'article 67, si celle-ci l'y autorise.

Directives
incompati-
bles

(6.3) Les directives données par la Commission en vertu de l'article 67 relativement à la requête d'un mandataire spécial subséquent présentée sur autorisation en vertu du paragraphe (6.2) l'emportent sur les directives incompatibles données en vertu du paragraphe (4).

45. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Requête
réputée une
requête sur la
capacité

69.1 La requête présentée à la Commission en vertu de l'article 66, 67, 68 ou 69 est réputée comprendre une requête présentée à la Commission en vertu de l'article 65 à l'égard de la capacité de la personne de consentir à un service d'aide personnelle, sauf si la capacité de la personne de consentir à un tel service a été déterminée par la Commission au cours des six mois précédents.

46. Le paragraphe 80 (1) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

**PARTIE III
ENTRÉE EN VIGUEUR
ET TITRE ABRÉGÉ**

Entrée en
vigueur

47. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

48. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi Brian de 2000 sur la réforme législative concernant la santé mentale*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 68

**An Act, in memory of
Brian Smith, to amend the
Mental Health Act and the
Health Care Consent Act, 1996**

The Hon. E. Witmer
Minister of Health and Long-Term Care

Government Bill

1st Reading April 25, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Standing Committee
on General Government and as reported to the
Legislative Assembly June 1, 2000)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 68

**Loi à la mémoire de
Brian Smith modifiant la
Loi sur la santé mentale et la
Loi de 1996 sur le consentement
aux soins de santé**

L'honorable E. Witmer
Ministre de la Santé et des Soins de longue durée

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 25 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité
permanent des affaires gouvernementales et rapporté à
l'Assemblée législative le 1^{er} juin 2000)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



The Bill proposes amendments to the *Mental Health Act* that would allow persons needing psychiatric treatment to live outside of a psychiatric facility under a community treatment order. The criteria that must be met before a physician may issue a community treatment order are set out in section 14 of the Bill (proposed subsection 33.1 (2) of the Act). Community treatment orders may only be issued for persons who, during the three-year period prior to the order, were patients in a psychiatric facility on two or more separate occasions or for a cumulative period of 30 days or more, and who, on examination, have been found to be suffering from mental disorder that if not treated would likely result in the person causing himself, herself or another person serious bodily harm or in substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person. The order must contain a community treatment plan developed by the issuing physician in consultation with others. The person is entitled to legal advice with respect to the order and no such order may be issued unless the person, or his or her substitute decision-maker, consents to the community treatment plan in the order. Once the order is issued the person subject to it is under the obligations set out in subsection 33.1 (6) respecting attendance at appointments with the issuing physician and others providing treatment under the plan and compliance with the terms of the order. Subsections 33.1 (8), (9) and (10) deal with the expiry and renewal of orders.

Proposed sections 33.2, 33.3 and 33.4 deal with specific circumstances in which community treatment orders may be terminated before they expire. This may happen pursuant to a request from the person subject to the order, because of a failure to comply with the order on the part of the person or because the person or substitute decision-maker withdraws his or her consent to the community treatment plan. The new sections 33.5 and 33.6, respectively, indicate the responsibilities of the physician who issues a community treatment order and of those persons who provide specific aspects of treatment under the community treatment plan, and provide protection from liability in certain circumstances. Section 33.7 sets out the minimum contents for community treatment plans.

Section 16 of the Bill (proposed section 35.1 of the Act) makes it clear that health practitioners and others who provide treatment to a person under a community treatment plan are permitted to share with each other information relating to the person for the purpose of providing the treatment. Section 21 (proposed section 39.1 of the Act) makes it possible for a person subject to a community treatment order to apply for a review to establish whether the criteria for such an order are met. This entitlement applies each time an order is issued or renewed and is mandatory each time a second renewal is issued.

The Bill also facilitates the admission of a person to a psychiatric facility where the person suffers from a mental disorder for which he or she has been previously treated and as a result of which the person has shown clinical improvement: new subsection 15 (1.1) of the Act. Subsection 16 (1.1) provides that a justice of the peace may issue an order for a person's examination by a physician if the criteria set out in the subsection are met, and

Le projet de loi propose d'apporter des modifications à la *Loi sur la santé mentale* pour permettre aux personnes qui ont besoin d'un traitement psychiatrique de vivre en dehors d'un établissement psychiatrique en vertu d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire. Les conditions à remplir pour qu'un médecin puisse prendre une ordonnance de traitement en milieu communautaire sont énoncées à l'article 14 du projet de loi (nouveau paragraphe 33.1 (2) de la Loi). Les ordonnances de traitement en milieu communautaire ne peuvent être prises qu'à l'égard des personnes qui, au cours de la période de trois ans qui précède l'ordonnance, étaient des malades dans un établissement psychiatrique à deux reprises au moins ou pendant une période cumulative d'au moins 30 jours et qui, à la suite d'un examen, ont été reconnues comme étant atteintes de troubles mentaux qui, s'ils ne sont pas traités, auront probablement comme conséquence qu'elles s'infligeront ou infligeront à d'autres personnes des lésions corporelles graves ou qu'elles subiront une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave. L'ordonnance doit comprendre un plan de traitement en milieu communautaire élaboré par le médecin qui la prend, en consultation avec d'autres personnes. La personne a le droit d'obtenir des conseils juridiques en ce qui concerne l'ordonnance, et aucune ordonnance ne peut être prise, à moins que la personne, ou son mandataire spécial, ne consente au plan de traitement en milieu communautaire prévu par l'ordonnance. Une fois que l'ordonnance est prise, la personne visée par celle-ci est tenue de respecter les obligations énoncées au paragraphe 33.1 (6) en ce qui concerne la présence aux rendez-vous chez le médecin qui a pris l'ordonnance et les autres personnes qui fournissent le traitement prévu par le plan, et en ce qui concerne le respect des conditions de l'ordonnance. Les paragraphes 33.1 (8), (9) et (10) traitent de l'expiration et du renouvellement des ordonnances.

Les nouveaux articles 33.2, 33.3 et 33.4 traitent des circonstances particulières dans lesquelles les ordonnances de traitement en milieu communautaire peuvent être révoquées avant leur expiration. Leur révocation peut se produire à la suite d'une demande présentée par la personne visée par l'ordonnance, parce qu'elle ne s'est pas conformée à l'ordonnance ou parce qu'elle ou son mandataire spécial retire son consentement au plan de traitement en milieu communautaire. Les nouveaux articles 33.5 et 33.6, respectivement, énoncent les responsabilités du médecin qui prend une ordonnance de traitement en milieu communautaire et des personnes qui fournissent des aspects particuliers du traitement prévu par le plan de traitement en milieu communautaire, et confèrent l'immunité dans certaines circonstances. L'article 33.7 énonce les éléments minimaux que les plans de traitement en milieu communautaire doivent comprendre.

L'article 16 du projet de loi (nouvel article 35.1 de la Loi) précise que les praticiens de la santé et les autres personnes qui fournissent à une personne le traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire sont autorisés à s'échanger des renseignements sur la personne afin de fournir le traitement. L'article 21 (nouvel article 39.1 de la Loi) permet à une personne visée par une ordonnance de traitement en milieu communautaire de demander, par voie de requête, une révision afin d'établir si les conditions relatives à une telle ordonnance sont remplies. Ce droit s'applique chaque fois qu'une ordonnance est prise ou renouvelée et est obligatoire chaque fois qu'un deuxième renouvellement est accordé.

Le projet de loi facilite également l'admission d'une personne à un établissement psychiatrique si celle-ci souffre d'un trouble mental pour lequel elle a déjà reçu un traitement par suite duquel elle a connu une amélioration sur le plan clinique de son état: nouveau paragraphe 15 (1.1) de la Loi. Le paragraphe 16 (1.1) prévoit qu'un juge de paix peut rendre une ordonnance en vue de l'examen d'une personne par un médecin si les conditions énon-

subsection 20 (1.1) proposes that an attending physician may admit a person as an involuntary patient if, on the basis of an examination of the person, the physician is of the opinion that the criteria stated in the subsection are met.

The definition of “treatment” in the *Health Care Consent Act, 1996* is expanded to include a community treatment plan. The rules governing treatment in the Act are thus made applicable to community treatment plans under the *Mental Health Act*.

Other amendments to the *Health Care Consent Act, 1996* are related to reducing the possibility of delays that result from applications for hearings before the Consent and Capacity Board and appeals to court which tend to postpone treatment. These proceedings include applications by an incapable person concerning his or her capacity to consent to treatment, for the appointment of a representative to make treatment decisions on the person’s behalf, applications by a substitute decision-maker to determine whether or not the incapable person has prior capable wishes about treatment or for authority to depart from the incapable person’s capable wishes, and an application by a health practitioner to determine whether or not a substitute decision-maker is in compliance with the rules for making substitute decisions. Sections 32 and 33 of the Bill propose that a health practitioner be permitted to make applications concerning the existence of prior capable wishes or that the substitute decision-maker be provided with authority to depart from such wishes, steps which will remove delays related to the substitute decision-maker’s reluctance to bring such applications, and which will allow the health practitioner to resolve any questions relating to prior capable wishes that may limit the ability to provide treatment. Similar amendments are made to parallel provisions in Part III of the Act (Admission to Care Facilities) and Part IV (Personal Assistance Services.) Furthermore, proposed sections 37.1, 54.1 and 69.1 of the Act will permit the Board to consider the issue of the person’s capacity to consent to treatment, admission to a care facility or a personal assistance service when an application is made concerning such issues.

The Bill also makes a number of housekeeping amendments.

cées à ce paragraphe sont remplies, et le paragraphe 20 (1.1) prévoit qu’un médecin traitant peut admettre une personne à titre de malade en cure obligatoire s’il est d’avis, d’après l’examen de la personne, que les conditions énoncées à ce paragraphe sont remplies.

La définition de «traitement» qui figure dans la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé* est élargie pour inclure un plan de traitement en milieu communautaire de sorte que les règles qui régissent le traitement aux termes de la Loi sont rendues applicables aux plans de traitement en milieu communautaire au sens de la *Loi sur la santé mentale*.

D’autres modifications apportées à la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé* visent à réduire la possibilité de retards résultant des requêtes en vue d’obtenir des audiences devant la Commission du consentement et de la capacité et résultant des appels devant les tribunaux qui ont tendance à faire reporter les traitements. Ces instances comprennent les requêtes présentées par un incapable concernant sa capacité de consentir à un traitement, en vue de nommer un représentant qui prendra les décisions concernant le traitement en son nom, les requêtes présentées par un mandataire spécial en vue de déterminer si l’incapable a exprimé, lorsqu’il était capable, des désirs à l’égard du traitement ou en vue d’être habilité à ne pas respecter les désirs de l’incapable, et les requêtes présentées par les praticiens de la santé en vue de déterminer si un mandataire spécial se conforme aux règles relatives à la prise de décisions au nom d’autrui. Les articles 32 et 33 du projet de loi proposent qu’un praticien de la santé soit autorisé à présenter des requêtes concernant l’existence de désirs exprimés par l’incapable lorsqu’il était capable ou que le mandataire spécial soit habilité à ne pas respecter de tels désirs, mesures qui élimineront les retards liés à la réticence du mandataire spécial à présenter de telles requêtes et qui permettront au praticien de la santé de régler toute question concernant des désirs exprimés par l’incapable lorsqu’il était capable et susceptibles de limiter l’habilité à fournir le traitement. Des modifications semblables sont apportées aux dispositions parallèles de la partie III de la Loi (Admission aux établissements de soins) et de la partie IV (Services d’aide personnelle). En outre, les nouveaux articles 37.1, 54.1 et 69.1 de la Loi autorisent la Commission à étudier les questions concernant la capacité de la personne de consentir à un traitement, à son admission à un établissement de soins ou à un service d’aide personnelle lorsqu’une requête est présentée à l’un ou l’autre égard.

Le projet de loi apporte également des modifications d’ordre administratif.

**An Act, in memory of
Brian Smith, to amend the
Mental Health Act and the
Health Care Consent Act, 1996**

**Loi à la mémoire de
Brian Smith modifiant la
Loi sur la santé mentale et la
Loi de 1996 sur le consentement
aux soins de santé**

Preamble

↓

The Government of Ontario believes that it is essential that all components of the mental health system, including legislation, support the creation of an integrated and co-ordinated system. An important element of this vision is the striking of a balance between individual rights and the need to provide mentally ill persons living in the community with meaningful care and treatment.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows: ▲

**PART I
MENTAL HEALTH ACT**

1. (1) The English version of the definition of “attending physician” in subsection 1 (1) of the *Mental Health Act* is amended by striking out “means the physician” and substituting “means a physician”.

(2) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

“community treatment plan” means a plan described in section 33.7 that is a required part of a community treatment order. (“plan de traitement en milieu communautaire”)

(3) The definition of “Deputy Minister” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“Deputy Minister” means the deputy minister of the Minister. (“sous-ministre”)

(4) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32,

Préambule

↓

Le gouvernement de l’Ontario croit qu’il est essentiel que toutes les composantes du système de santé mentale, y compris les lois, favorisent la création d’un système intégré et concerté. Un élément important de cette vision consiste à trouver un équilibre entre les droits individuels et la nécessité de fournir aux malades mentaux qui vivent dans la collectivité des soins et des traitements efficaces.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte : ▲

**PARTIE I
LOI SUR LA SANTÉ MENTALE**

1. (1) La version anglaise de la définition de «attending physician» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la santé mentale* est modifiée par substitution de «means a physician» à «means the physician».

(2) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 72 du chapitre 2 des Lois de l’Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«plan de traitement en milieu communautaire» Plan décrit à l’article 33.7 qui constitue une partie obligatoire d’une ordonnance de traitement en milieu communautaire. («community treatment plan»)

(3) La définition de «sous-ministre» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«sous-ministre» Le sous-ministre du ministre. («Deputy Minister»)

(4) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des

section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

“health practitioner” has the same meaning as in the *Health Care Consent Act, 1996*. (“praticien de la santé”)

(5) The definitions of “Minister” and “Ministry” in subsection 1 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Health and Long-Term Care or such other member of the Executive Council as the Lieutenant Governor in Council designates; (“ministre”)

“Ministry” means the Ministry of the Minister. (“ministère”)

(6) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

“plan of treatment” has the same meaning as in the *Health Care Consent Act, 1996*. (“plan de traitement”)

(7) The definition of “psychiatric facility” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“psychiatric facility” means a facility for the observation, care and treatment of persons suffering from mental disorder, and designated as such by the Minister. (“établissement psychiatrique”)

(8) The definition of “rights adviser” in subsection 1 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 2, section 72, is repealed and the following substituted:

“rights adviser” means a person, or a member of a category of persons, designated by a psychiatric facility, the Minister or by the regulations to perform the functions of a rights adviser under this Act, but does not include a person involved in the direct clinical care of the person to whom the rights advice is to be given. (“conseiller en matière de droits”)

(9) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is

Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«praticien de la santé» S'entend au sens de la Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé. («health practitioner»)

(5) Les définitions de «ministère» et «ministre» au paragraphe 1 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

«ministre» Le ministre de la Santé et des Soins de longue durée ou l'autre membre du Conseil exécutif que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil. («Minister»)

(6) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«plan de traitement» S'entend au sens de la Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé. («plan of treatment»)

(7) La définition de «établissement psychiatrique» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«établissement psychiatrique» Établissement où les personnes souffrant de troubles mentaux sont mises en observation, reçoivent des soins et suivent un traitement, et que le ministre désigne comme tel. («psychiatric facility»)

(8) La définition de «conseiller en matière de droits» au paragraphe 1 (1) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«conseiller en matière de droits» Personne désignée par un établissement psychiatrique, le ministre ou les règlements pour remplir les fonctions de conseiller en matière de droits en vertu de la présente loi, ou membre d'une catégorie de personnes ainsi désignées. Est toutefois exclu de la présente définition quiconque participe à la fourniture directe de soins cliniques à la personne à laquelle les conseils en matière de droits doivent être donnés. («rights adviser»)

(9) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996,

further amended by adding the following definition:

“treatment” has the same meaning as in the *Health Care Consent Act, 1996*. (“traitement”)

2. (1) Subsection 13 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is further amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

(2) Subsection 13 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is further amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

3. (1) Clause 15 (1) (f) of the Act is amended by striking out “imminent and” at the beginning.

(2) Section 15 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) Where a physician examines a person and has reasonable cause to believe that the person,

- (a) has previously received treatment for mental disorder of an ongoing or recurring nature that, when not treated, is of a nature or quality that likely will result in serious bodily harm to the person or to another person or substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person; and
- (b) has shown clinical improvement as a result of the treatment,

and if in addition the physician is of the opinion that the person,

- (c) is apparently suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one;
- (d) given the person’s history of mental disorder and current mental or physical condition, is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or is likely to suffer substantial mental or physical deterioration or serious physical impairment; and

est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«traitement» S’entend au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*. («treatment»)

2. (1) Le paragraphe 13 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié de nouveau par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite».

(2) Le paragraphe 13 (2) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié de nouveau par substitution de «à la Commission une requête rédigée selon la formule approuvée» à «une requête à la Commission sur la formule prescrite».

3. (1) L’alinéa 15 (1) f) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et».

(2) L’article 15 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Si un médecin examine une personne et a des motifs valables de croire que :

- a) d’une part, elle a déjà reçu un traitement pour des troubles mentaux continus ou récidivants qui, lorsqu’ils ne sont pas traités, sont d’une nature ou d’un caractère qui aura probablement comme conséquence qu’elle s’infligera ou infligera à une autre personne des lésions corporelles graves ou qu’elle subira une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;
- b) d’autre part, elle a connu une amélioration sur le plan clinique de son état par suite du traitement,

et qu’en plus, il est d’avis que cette personne :

- c) souffre, selon toute apparence, du même trouble mental que celui pour lequel elle a déjà été traitée ou d’un trouble mental semblable;
- d) étant donné ses antécédents de troubles mentaux et son état mental ou physique actuel, risque probablement de s’infliger ou d’infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;

Same

Idem

- (e) is apparently incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her treatment in a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained,

the physician may make application in the prescribed form for a psychiatric assessment of the person.

(3) Subsection 15 (2) of the Act is amended by striking out "An application under subsection (1)" at the beginning and substituting "An application under subsection (1) or (1.1)".

(4) Subsection 15 (3) of the Act is amended by striking out "A physician who signs an application under subsection (1)" at the beginning and substituting "A physician who signs an application under subsection (1) or (1.1)".

(5) Subsection 15 (4) of the Act is amended by striking out "An application under subsection (1)" at the beginning and substituting "An application under subsection (1) or (1.1)".

(6) Subsection 15 (5) of the Act is amended by striking out "An application under subsection (1)" at the beginning and substituting "An application under subsection (1) or (1.1)".

4. (1) Clause 16 (1) (f) of the Act is amended by striking out "imminent and" at the beginning.

(2) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) Where information upon oath is brought before a justice of the peace that a person within the limits of the jurisdiction of the justice,

- (a) has previously received treatment for mental disorder of an ongoing or recurring nature that, when not treated, is of a nature or quality that likely will result in serious bodily harm to the person or to another person or substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person; and

- e) est, selon toute apparence, incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son traitement dans un établissement psychiatrique et que le consentement de son mandataire spécial a été obtenu,

il peut présenter une demande d'évaluation psychiatrique de cette personne rédigée selon la formule prescrite.

(3) Le paragraphe 15 (2) de la Loi est modifié par substitution de «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

(4) Le paragraphe 15 (3) de la Loi est modifié par substitution de «Le médecin qui signe la demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «Le médecin qui signe la demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

(5) Le paragraphe 15 (4) de la Loi est modifié par substitution de «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

(6) Le paragraphe 15 (5) de la Loi est modifié par substitution de «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

4. (1) L'alinéa 16 (1) f) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et».

(2) L'article 16 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Si un juge de paix est saisi de renseignements donnés sous serment selon lesquels une personne qui se trouve dans les limites du territoire placé sous sa compétence :

- a) d'une part, a déjà reçu un traitement pour des troubles mentaux continus ou récidivants qui, lorsqu'ils ne sont pas traités, sont d'une nature ou d'un caractère qui aura probablement comme conséquence qu'elle s'infligera ou infligera à une autre personne des lésions corporelles graves ou qu'elle subira une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;

Same

Idem

*Mental Health Act**Loi sur la santé mentale*

- (b) has shown clinical improvement as a result of the treatment,

and in addition based upon the information before him or her the justice of the peace has reasonable cause to believe that the person,

- (c) is apparently suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one;
- (d) given the person's history of mental disorder and current mental or physical condition, is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or is likely to suffer substantial mental or physical deterioration or serious physical impairment; and
- (e) is apparently incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her treatment in a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained,

the justice of the peace may issue an order in the prescribed form for the examination of the person by a physician.

(3) Subsection 16 (2) of the Act is amended by striking out "or other peace officers" after "police officers".

(4) Subsection 16 (3) of the Act is amended by striking out "or other peace officer" after "police officer".

(5) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsection:

(4) For the purposes of this section, information shall be brought before a justice of the peace in the prescribed manner.

5. Section 17 of the Act is repealed and the following substituted:

17. Where a police officer has reasonable and probable grounds to believe that a person is acting or has acted in a manner that in a normal person would be disorderly and has reasonable cause to believe that the person,

- (a) has threatened or attempted or is threatening or attempting to cause bodily harm to himself or herself;
- (b) has behaved or is behaving violently towards another person or has caused

- b) d'autre part, a connu une amélioration sur le plan clinique de son état par suite du traitement,

et qu'en plus, il a des motifs valables de croire, sur la foi des renseignements qui lui sont donnés, que cette personne :

- c) souffre, selon toute apparence, du même trouble mental que celui pour lequel elle a déjà été traitée ou d'un trouble mental semblable;
- d) étant donné ses antécédents de troubles mentaux et son état mental ou physique actuel, risque probablement de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;
- e) est, selon toute apparence, incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son traitement dans un établissement psychiatrique et que le consentement de son mandataire spécial a été obtenu,

il peut rendre une ordonnance, rédigée selon la formule prescrite, pour que la personne soit examinée par un médecin.

(3) Le paragraphe 16 (2) de la Loi est modifié par suppression de «ou agents de la paix» après «les agents de police».

(4) Le paragraphe 16 (3) de la Loi est modifié par suppression de «ou à l'agent de la paix» après «l'agent de police».

(5) L'article 16 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4) Pour l'application du présent article, les renseignements sont présentés devant un juge de paix de la manière prescrite.

5. L'article 17 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

17. Si un agent de police a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une personne agit ou a agi d'une façon qui serait considérée comme de l'inconduite chez une personne normale et qu'il a des motifs valables de croire que cette personne :

- a) soit a menacé ou tenté de s'infliger des lésions corporelles ou menace ou tente de le faire;
- b) soit s'est comportée ou se comporte avec violence envers une autre personne ou de manière à lui faire craindre

Manner
of bringing
information
before justice

Action by
police officer

Manière de
présenter des
renseigne-
ments devant
un juge de
paix

Intervention
de l'agent de
police

or is causing another person to fear bodily harm from him or her; or

- (c) has shown or is showing a lack of competence to care for himself or herself,

and in addition the police officer is of the opinion that the person is apparently suffering from mental disorder of a nature or quality that likely will result in,

- (d) serious bodily harm to the person;
- (e) serious bodily harm to another person; or
- (f) serious physical impairment of the person,

and that it would be dangerous to proceed under section 16, the police officer may take the person in custody to an appropriate place for examination by a physician.

6. Section 19 of the Act is amended by striking out "Subject to subsection 20 (5)" at the beginning and substituting "Subject to subsections 20 (1.1) and (5)".

7. (1) Clause 20 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

- (c) shall admit the person as an involuntary patient by completing and filing with the officer in charge a certificate of involuntary admission if the attending physician is of the opinion that the conditions set out in subsection (1.1) or (5) are met.

(2) Section 20 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) The attending physician shall complete a certificate of involuntary admission or a certificate of renewal if, after examining the patient, he or she is of the opinion that the patient,

- (a) has previously received treatment for mental disorder of an ongoing or recurring nature that, when not treated, is of a nature or quality that likely will result in serious bodily harm to the person or to another person or substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person;
- (b) has shown clinical improvement as a result of the treatment;

qu'elle lui causera des lésions corporelles;

- c) soit a fait ou fait preuve de son incapacité de prendre soin d'elle-même,

et qu'en plus, il est d'avis que cette personne souffre, selon toute apparence, d'un trouble mental d'une nature ou d'un caractère qui aura probablement l'une des conséquences suivantes :

- d) elle s'infligera des lésions corporelles graves;
- e) elle infligera des lésions corporelles graves à une autre personne;
- f) elle subira un affaiblissement physique grave,

et qu'il serait dangereux d'agir selon les termes de l'article 16, il peut amener sous garde cette personne dans un lieu approprié afin qu'elle soit examinée par un médecin.

6. L'article 19 de la Loi est modifié par substitution de «Sous réserve des paragraphes 20 (1.1) et (5)» à «Sous réserve du paragraphe 20 (5)».

7. (1) L'alinéa 20 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) il admet cette personne à titre de malade en cure obligatoire en remplissant et en déposant auprès du dirigeant responsable un certificat d'admission en cure obligatoire s'il est d'avis que les conditions énoncées au paragraphe (1.1) ou (5) sont remplies.

(2) L'article 20 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le médecin traitant remplit un certificat d'admission en cure obligatoire ou un certificat de renouvellement si, après avoir examiné le malade, il est d'avis que celui-ci remplit les conditions suivantes :

- a) il a déjà reçu un traitement pour des troubles mentaux continus ou récidivants qui, lorsqu'ils ne sont pas traités, sont d'une nature ou d'un caractère qui aura probablement comme conséquence que le malade s'infligera ou infligera à une autre personne des lésions corporelles graves ou qu'il subira une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;
- b) il a connu une amélioration sur le plan clinique de son état par suite du traitement;

Conditions
for
involuntary
admission

Conditions
de l'admission en cure
obligatoire

- (c) is suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one;
- (d) given the person's history of mental disorder and current mental or physical condition, is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or is likely to suffer substantial mental or physical deterioration or serious physical impairment;
- (e) has been found incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her treatment in a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained; and
- (f) is not suitable for admission or continuation as an informal or voluntary patient.

(3) Subsection 20 (5) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(5) The attending physician shall complete a certificate of involuntary admission or a certificate of renewal if, after examining the patient, he or she is of the opinion both,

(4) Subclause 20 (5) (a) (iii) of the Act is amended by striking out "imminent and" at the beginning.

(5) Subsection 20 (7) of the Act is amended by striking out "upon completion of the prescribed form by the attending physician" at the end and substituting "upon completion of the approved form by the attending physician".

(6) Subsection 20 (8) of the Act is amended by striking out "in accordance with subsections (1) and (2)" and substituting "in accordance with this section".

8. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

25. Any person who is detained in a psychiatric facility under Part XX.1 of the *Criminal Code* (Canada) may be restrained, observed and examined under this Act and provided with treatment under the *Health Care Consent Act, 1996*.

9. Subsection 28 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- c) il souffre du même trouble mental que celui pour lequel il a déjà été traité ou d'un trouble mental semblable;
- d) étant donné ses antécédents de troubles mentaux et son état mental ou physique actuel, il risque probablement de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;
- e) il a été jugé incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son traitement dans un établissement psychiatrique et le consentement de son mandataire spécial a été obtenu;
- f) il ne convient pas de l'admettre à titre de malade en cure facultative ou volontaire ni de le maintenir en cure facultative ou volontaire.

(3) Le paragraphe 20 (5) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(5) Le médecin traitant remplit un certificat d'admission en cure obligatoire ou un certificat de renouvellement si, après avoir examiné le malade, il est d'avis que :

(4) Le sous-alinéa 20 (5) a) (iii) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et».

(5) Le paragraphe 20 (7) de la Loi est modifié par substitution de «dès que le médecin traitant a rempli la formule approuvée» à «dès que le médecin traitant a rempli la formule prescrite» à la fin du paragraphe.

(6) Le paragraphe 20 (8) de la Loi est modifié par substitution de «conformément au présent article» à «conformément aux paragraphes (1) et (2)» à la fin du paragraphe.

8. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25. Quiconque est détenu dans un établissement psychiatrique en vertu de la partie XX.1 du *Code criminel* (Canada) peut être maîtrisé, mis en observation et examiné en vertu de la présente loi et recevoir un traitement en vertu de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*.

9. Le paragraphe 28 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Conditions
for
involuntary
admission

Conditions
de l'admission en cure
obligatoire

Detention
under the
*Criminal
Code*
(Canada)

Détention en
vertu du
*Code
criminel*
(Canada)

Unauthor-
ized absence

(1) Where a person who is subject to detention is absent without leave from a psychiatric facility, a police officer or any other person to whom the officer in charge has issued an order for return may, within one month after the absence becomes known to the officer in charge, return the person to the psychiatric facility or take the person to the psychiatric facility nearest to the place where the person is apprehended.

10. Subsection 29 (1) of the Act is amended by striking out "in the prescribed form" at the end and substituting "in the approved form".

11. Section 31 of the Act is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

12. (1) Section 32 of the Act is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

(2) Section 32 of the Act is amended by adding the following subsection:

Delegation
of Minister's
powers

(2) The Minister may, in writing, delegate his or her powers under subsection (1) to the Deputy Minister or to any officer or officers of the Ministry subject to such limitations, conditions and requirements as the Minister may set out in the delegation.

13. Section 33 of the Act is repealed and the following substituted:

Duty to
remain
and retain
custody

33. A police officer or other person who takes a person in custody to a psychiatric facility shall remain at the facility and retain custody of the person until the facility takes custody of him or her in the prescribed manner.

14. The Act is amended by adding the following sections:

Community
treatment
order

33.1 (1) To provide a person with psychiatric treatment that is less restrictive to the person than being detained in a psychiatric facility, a physician may issue or renew a community treatment order in the prescribed form if the criteria set out in subsection (2) are met.

Criteria
for order

(2) A physician may issue or renew a community treatment order under this section if,

(a) during the previous three-year period, the person,

(1) Si une personne détenue dans un établissement psychiatrique s'en absente sans autorisation, un agent de police ou toute autre personne à qui le dirigeant responsable a donné l'ordre de la ramener peut, au cours du mois qui suit le moment où le dirigeant responsable prend connaissance de l'absence, la ramener à l'établissement où elle était ou l'amener à l'établissement psychiatrique le plus proche du lieu où elle est appréhendée.

Absence non
autorisée

10. Le paragraphe 29 (1) de la Loi est modifié par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite» à la fin du paragraphe.

11. L'article 31 de la Loi est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite» à la fin du paragraphe.

12. (1) L'article 32 de la Loi est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite».

(2) L'article 32 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Le ministre peut déléguer ses pouvoirs en vertu du paragraphe (1) au sous-ministre ou à un ou plusieurs fonctionnaires du ministère. La délégation est écrite et peut être assortie de restrictions, conditions et exigences.

Délégation
des pouvoirs
du ministre

13. L'article 33 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

33. L'agent de police ou l'autre personne qui amène sous garde une personne aux autorités d'un établissement psychiatrique y reste et maintient cette personne sous garde jusqu'à ce que les autorités de l'établissement acceptent d'en assumer la garde de la manière prescrite.

Responsabi-
lité de la
garde

14. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

33.1 (1) Afin de fournir à une personne un traitement psychiatrique qui soit moins contraignant pour celle-ci que la détention dans un établissement psychiatrique, un médecin peut prendre ou renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire rédigée selon la formule prescrite si les conditions énoncées au paragraphe (2) sont remplies.

Ordonnance
de traitement
en milieu
communau-
taire

(2) Le médecin peut prendre ou renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire en vertu du présent article si les conditions suivantes sont remplies :

Conditions
relatives à
l'ordonnance

a) au cours de la période précédente de trois ans, la personne :

*Mental Health Act**Loi sur la santé mentale*

-
- | | |
|--|--|
| <p>(i) has been a patient in a psychiatric facility on two or more separate occasions or for a cumulative period of 30 days or more during that three-year period, or</p> <p>(ii) has been the subject of a previous community treatment order under this section;</p> <p>(b) the person or his or her substitute decision-maker, the physician who is considering issuing or renewing the community treatment order and any other health practitioner or person involved in the person's care or treatment have developed a community treatment plan for the person;</p> <p>(c) within the 72-hour period before entering into the community treatment plan, the physician has examined the person and is of the opinion, based on the examination and any other relevant facts communicated to the physician, that,</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) the person is suffering from mental disorder such that he or she needs continuing treatment or care and continuing supervision while living in the community,</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) the person meets the criteria for the completion of an application for psychiatric assessment under subsection 15 (1) or (1.1) where the person is not currently a patient in a psychiatric facility,</p> <p style="padding-left: 20px;">(iii) if the person does not receive continuing treatment or care and continuing supervision while living in the community, he or she is likely, because of mental disorder, to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or to suffer substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person,</p> <p style="padding-left: 20px;">(iv) the person is able to comply with the community treatment plan contained in the community treatment order, and</p> <p style="padding-left: 20px;">(v) the treatment or care and supervision required under the terms of</p> | <p>(i) soit a été un malade dans un établissement psychiatrique à deux reprises au moins ou pendant une période cumulative de 30 jours au moins au cours de cette période de trois ans,</p> <p>(ii) soit a déjà fait l'objet d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire prise en vertu du présent article;</p> <p>b) la personne ou son mandataire spécial, le médecin qui envisage de prendre ou de renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire et toute autre personne, notamment un praticien de la santé, qui participe à la fourniture de soins ou d'un traitement à la personne ont élaboré un plan de traitement en milieu communautaire pour celle-ci;</p> <p>c) dans les 72 heures précédant l'adhésion au plan de traitement en milieu communautaire, le médecin a examiné la personne et est d'avis, d'après l'examen et tous autres faits pertinents qui lui ont été communiqués, que les conditions suivantes sont réunies :</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) la personne souffre de troubles mentaux nécessitant un traitement ou des soins continus et une surveillance continue pendant qu'elle vit au sein de la collectivité,</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) la personne remplit les critères permettant que soit remplie une demande d'évaluation psychiatrique visée au paragraphe 15 (1) ou (1.1) si elle n'est pas déjà un malade dans un établissement psychiatrique,</p> <p style="padding-left: 20px;">(iii) en l'absence de traitement ou de soins continus et d'une surveillance continue pendant qu'elle vit au sein de la collectivité, la personne risque probablement, en raison de troubles mentaux, de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave,</p> <p style="padding-left: 20px;">(iv) la personne est en mesure de se conformer au plan de traitement en milieu communautaire décrit dans l'ordonnance de traitement en milieu communautaire,</p> <p style="padding-left: 20px;">(v) le traitement ou les soins et la surveillance exigés aux termes de</p> |
|--|--|

	the community treatment order are available in the community;		l'ordonnance de traitement en milieu communautaire sont offerts dans la collectivité;	
	(d) the physician has consulted with the health practitioners or other persons proposed to be named in the community treatment plan;		d) le médecin a consulté les praticiens de la santé ou les autres personnes que l'on propose de désigner dans le plan de traitement en milieu communautaire;	
	(e) subject to subsection (3), the physician is satisfied that the person subject to the order or his or her substitute decision-maker has consulted with a rights adviser and has been advised of his or her legal rights; and		e) sous réserve du paragraphe (3), le médecin est convaincu que la personne visée par l'ordonnance, ou son mandataire spécial, a consulté un conseiller en matière de droits et qu'elle a été informée des droits que lui reconnaît la loi;	
	(f) the person or his or her substitute decision-maker consents to the community treatment plan.		f) la personne ou son mandataire spécial consent au plan de traitement en milieu communautaire.	
Exception	(3) Clause (2) (e) does not apply to the person subject to the order if the person himself or herself refuses to consult with a rights adviser.		(3) L'alinéa (2) e) ne s'applique pas à la personne visée par l'ordonnance si elle-même refuse de consulter un conseiller en matière de droits.	Exception
Content of order	(4) A community treatment order shall indicate, (a) the date of the examination referred to in clause (2) (c); (b) the facts on which the physician formed the opinion referred to in clause (2) (c); (c) a description of the community treatment plan referred to in clause (2) (b); and (d) an undertaking by the person to comply with his or her obligations as set out in subsection (6) or an undertaking by the person's substitute decision-maker to use his or her best efforts to ensure that the person complies with those obligations.		(4) L'ordonnance de traitement en milieu communautaire fait état de ce qui suit : a) la date de l'examen visé à l'alinéa (2) c); b) les faits qui ont permis au médecin de formuler l'avis visé à l'alinéa (2) c); c) le plan de traitement en milieu communautaire visé à l'alinéa (2) b); d) l'engagement de la personne à remplir les obligations énoncées au paragraphe (6) qui lui incombent ou celui de son mandataire spécial à faire de son mieux pour veiller à ce qu'elle les remplisse.	Contenu de l'ordonnance
Legal advice	(5) The person who is being considered for a community treatment order, or who is subject to such an order, and that person's substitute decision-maker, if any, have a right to retain and instruct counsel.		(5) La personne à l'égard de laquelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire est envisagée ou qui fait l'objet d'une telle ordonnance, et son mandataire spécial, si elle en a un, ont le droit de retenir les services d'un avocat et de le mandater.	Conseils juridiques
Obligations of person	(6) If a person or his or her substitute decision-maker consents to a community treatment plan under this section, the person shall, (a) attend appointments with the physician who issued or renewed the community treatment order, or with any other health practitioner or other person referred to in the community treatment		(6) Si une personne ou son mandataire spécial consent à un plan de traitement en milieu communautaire en vertu du présent article, la personne : a) d'une part, se présente à ses rendez-vous chez le médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance de traitement en milieu communautaire ou chez toute autre personne, notamment un praticien de la santé, mentionnée dans le	Obligations de la personne

*Mental Health Act**Loi sur la santé mentale*

plan, at the times and places scheduled from time to time; and

- (b) comply with the community treatment plan described in the community treatment order.

To whom copies of order and plan to be given

(7) The physician who issues or renews a community treatment order under this section shall ensure that a copy of the order, including the community treatment plan, is given to,

- (a) the person;
- (b) the person's substitute decision-maker, where applicable;
- (c) the officer in charge, where applicable; and
- (d) any other health practitioner or other person named in the community treatment plan.

Expiry of order

(8) A community treatment order expires six months after the day it is made unless,

- (a) it is renewed in accordance with subsection (9); or
- (b) it is terminated earlier in accordance with section 33.2, 33.3 or 33.4.

Renewals

(9) A community treatment order may be renewed for a period of six months at any time before its expiry and within one month after its expiry.

Subsequent plans

(10) Upon the expiry or termination of a community treatment order, the parties may enter into a subsequent community treatment plan if the criteria set out in subsection (2) are met.

Early termination of order pursuant to request

33.2 (1) At the request of a person who is subject to a community treatment order or of his or her substitute decision-maker, the physician who issued or renewed the order shall review the person's condition to determine if the person is able to continue to live in the community without being subject to the order.

Same

(2) If the physician determines, upon reviewing the person's condition, that the circumstances described in subclauses 33.1 (2) (c) (i), (ii) and (iii) no longer exist, the physician shall,

plan de traitement en milieu communautaire, aux dates, heures et lieux prévus;

- b) d'autre part, se conforme au plan de traitement en milieu communautaire décrit dans l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.

(7) Le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire veille à ce qu'une copie de l'ordonnance, y compris le plan de traitement en milieu communautaire, soit remise aux personnes suivantes :

- a) la personne;
- b) le mandataire spécial de la personne, s'il y a lieu;
- c) le dirigeant responsable, s'il y a lieu;
- d) toute autre personne, notamment un praticien de la santé, désignée dans le plan de traitement en milieu communautaire.

(8) Une ordonnance de traitement en milieu communautaire expire six mois après la date de son prononcé, sauf si, selon le cas :

- a) elle est renouvelée conformément au paragraphe (9);
- b) elle est révoquée plus tôt conformément à l'article 33.2, 33.3 ou 33.4.

(9) Une ordonnance de traitement en milieu communautaire peut être renouvelée pour une période de six mois en tout temps avant son expiration et dans le mois qui suit son expiration.

(10) Dès l'expiration ou la révocation d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire, les parties peuvent convenir d'un plan subséquent de traitement en milieu communautaire si les conditions énoncées au paragraphe (2) sont remplies.

33.2 (1) Le médecin qui a pris ou renouvelé une ordonnance de traitement en milieu communautaire examine l'état de la personne visée par l'ordonnance, à la demande de celle-ci ou de son mandataire spécial, afin de déterminer si elle est en mesure de continuer à vivre au sein de la collectivité sans être assujettie à l'ordonnance.

(2) S'il détermine, après avoir examiné l'état de la personne, que les circonstances visées aux sous-alinéas 33.1 (2) c) (i), (ii) et (iii) n'existent plus, le médecin prend les mesures suivantes :

Destinataires des copies de l'ordonnance et du plan

Expiration de l'ordonnance

Renouvellements

Plans subséquents

Révocation anticipée de l'ordonnance sur demande

Idem

- (a) terminate the community treatment order;
- (b) notify the person that he or she may live in the community without being subject to the community treatment order; and
- (c) notify the persons referred to in clauses 33.1 (7) (b), (c) and (d) that the community treatment order has been terminated.

Early termination of order for failure to comply

33.3 (1) If a physician who issued or renewed a community treatment order has reasonable cause to believe that the person subject to the order has failed to comply with his or her obligations under subsection 33.1 (6), the physician may, subject to subsection (2), issue an order for examination of the person in the prescribed form.

Conditions for issuing order for examination

- (2) The physician shall not issue an order for examination under subsection (1) unless,
- (a) he or she is of the opinion that, because of the person's mental disorder, the person is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or to suffer substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person; and
 - (b) reasonable efforts have been made to,
 - (i) locate the person,
 - (ii) inform the person of the failure to comply or, if the person is incapable within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, inform the person's substitute decision-maker of the failure,
 - (iii) inform the person or the substitute decision-maker of the possibility that the physician may issue an order for examination and of the possible consequences; and
 - (iv) provide assistance to the person to comply with the terms of the order.

Return to physician

(3) An order for examination issued under subsection (1) is sufficient authority, for 30 days after it is issued, for a police officer to take the person named in it into custody and then promptly to the physician who issued the order.

- a) il révoque l'ordonnance de traitement en milieu communautaire;
- b) il avise la personne qu'elle peut vivre au sein de la collectivité sans être assujettie à l'ordonnance de traitement en milieu communautaire;
- c) il informe les personnes visées aux alinéas 33.1 (7) b), c) et d) que l'ordonnance de traitement en milieu communautaire a été révoquée.

33.3 (1) Si le médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance de traitement en milieu communautaire a des motifs valables de croire que la personne visée par l'ordonnance n'a pas rempli les obligations qui lui incombent aux termes du paragraphe 33.1 (6), il peut, sous réserve du paragraphe (2), prendre une ordonnance d'examen de la personne rédigée selon la formule prescrite.

Révocation anticipée de l'ordonnance pour défaut de se conformer

- (2) Le médecin ne prend l'ordonnance d'examen visé au paragraphe (1) que si :
- a) d'une part, il est d'avis que la personne risque probablement, en raison des troubles mentaux dont elle est atteinte, de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;
 - b) d'autre part, des efforts raisonnables ont été faits pour :
 - (i) trouver la personne,
 - (ii) informer la personne de son défaut de se conformer à l'ordonnance ou, si elle est incapable au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, en informer son mandataire spécial,
 - (iii) informer la personne ou son mandataire spécial de la possibilité que le médecin prenne une ordonnance d'examen et des conséquences possibles,
 - (iv) fournir à la personne l'aide voulue pour lui permettre de se conformer aux conditions de l'ordonnance.

Conditions du prononcé de l'ordonnance

(3) Pendant la période de 30 jours suivant son prononcé, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) constitue une autorisation suffisante pour qu'un agent de police appréhende la personne qui y est désignée et l'amène promptement chez le médecin qui a pris l'ordonnance.

Retour de la personne chez le médecin

Assessment
on return

(4) The physician shall promptly examine the person to determine whether,

- (a) the physician should make an application for a psychiatric assessment of the person under section 15;
- (b) the physician should issue another community treatment order where the person, or his or her substitute decision-maker, consents to the community treatment plan; or
- (c) the person should be released without being subject to a community treatment order.

Early
termination
of order on
withdrawal
of consent

33.4 (1) A person who is subject to a community treatment order, or his or her substitute decision-maker, may withdraw his or her consent to the community treatment plan by giving the physician who issued or renewed the order a notice of intention to withdraw consent.

Duty of
physician

(2) Within 72 hours after receipt of the notice, the physician shall review the person's condition to determine if the person is able to continue to live in the community without being subject to the order.

Order for
examination

(3) If the person subject to the community treatment order fails to permit the physician to review his or her condition, the physician may, within the 72-hour period, issue in the prescribed form an order for examination of the person if he or she is of the opinion that, because of the person's mental disorder, the person is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or to suffer substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person.

Return to
physician

(4) An order for examination issued under subsection (3) is sufficient authority, for 30 days after it is issued, for a police officer to take the person named in it into custody and then promptly to the physician who issued the order.

Assessment
on return

(5) The physician shall promptly examine the person to determine whether,

- (a) the physician should make an application for a psychiatric assessment of the person under section 15;
- (b) the physician should issue another community treatment order where the person, or his or her substitute deci-

(4) Le médecin examine la personne promptement afin de déterminer si, selon le cas :

- a) il devrait présenter une demande d'évaluation psychiatrique de cette personne en vertu de l'article 15;
- b) il devrait prendre une autre ordonnance de traitement en milieu communautaire si la personne ou son mandataire spécial consent au plan de traitement en milieu communautaire;
- c) on devrait relâcher la personne sans l'assujettir à une ordonnance de traitement en milieu communautaire.

33.4 (1) La personne visée par une ordonnance de traitement en milieu communautaire, ou son mandataire spécial, peut retirer son consentement au plan de traitement en milieu communautaire en donnant un avis de son intention au médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance.

(2) Au plus tard 72 heures après qu'il a reçu l'avis, le médecin examine l'état de la personne afin de déterminer si elle est en mesure de continuer à vivre au sein de la collectivité sans être assujettie à l'ordonnance.

(3) Si la personne visée par une ordonnance de traitement en milieu communautaire ne permet pas au médecin d'examiner son état, ce dernier peut, dans le délai de 72 heures, prendre une ordonnance d'examen de la personne, rédigée selon la formule prescrite, s'il est d'avis que la personne risque probablement, en raison des troubles mentaux dont elle est atteinte, de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave.

(4) Pendant la période de 30 jours suivant son prononcé, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (3) constitue une autorisation suffisante pour qu'un agent de police appréhende la personne qui y est désignée et l'amène promptement chez le médecin qui a pris l'ordonnance.

(5) Le médecin examine la personne promptement afin de déterminer si, selon le cas :

- a) il devrait présenter une demande d'évaluation psychiatrique de cette personne en vertu de l'article 15;
- b) il devrait prendre une autre ordonnance de traitement en milieu communautaire si la personne ou son mandataire spé-

Évaluation
dès le retour
de la
personne

Révocation
anticipée de
l'ordonnance
sur retrait du
consente-
ment

Obligation
du médecin

Ordonnance
d'examen

Retour de la
personne
chez le
médecin

Évaluation
dès le retour
de la
personne

*Mental Health Act**Loi sur la santé mentale*

	sion-maker, consents to the community treatment plan; or	cial consent au plan de traitement en milieu communautaire;	
	(c) the person should be released without being subject to a community treatment order.	c) on devrait relâcher la personne sans l'assujettir à une ordonnance de traitement en milieu communautaire.	
Accountability	33.5 (1) A physician who issues or renews a community treatment order, or a physician who is appointed under subsection (2), is responsible for the general supervision and management of the order.	33.5 (1) Le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire, ou le médecin qui est nommé aux termes du paragraphe (2), est responsable de la surveillance et de la gestion générales de la mise en application de l'ordonnance.	Responsabilité
Appointment of other physician	(2) If the physician who issues or renews a community treatment order is absent or, for any other reason, is unable to carry out his or her responsibilities under subsection (1) or under section 33.2, 33.3 or 33.4, the physician may appoint another physician to act in his or her place, with the consent of that physician.	(2) Si le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire est absent ou, pour tout autre motif, est incapable de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent aux termes du paragraphe (1) ou de l'article 33.2, 33.3 ou 33.4, il peut nommer un autre médecin pour agir à sa place, avec le consentement de celui-ci.	Nomination d'un autre médecin
Responsibility, named treatment providers	(3) A person who agrees to provide treatment under a community treatment plan shall indicate his or her agreement in the plan and is responsible for providing treatment in accordance with the plan.	(3) La personne qui convient de fournir un traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire indique son accord dans le plan et est responsable de la fourniture du traitement conformément au plan.	Responsabilité des fournisseurs de traitement désignés
Responsibility of other persons	(4) All persons named in a community treatment plan, including the person subject to the plan and the person's substitute decision-maker, if any, are responsible for implementing the plan to the extent indicated in it.	(4) Toutes les personnes désignées dans le plan de traitement en milieu communautaire, y compris la personne assujettie au plan et son mandataire spécial, si elle en a un, sont responsables de la mise en application du plan dans la mesure qui y est indiquée.	Responsabilité des autres personnes
Protection from liability, issuing physician	33.6 (1) If the physician who issues or renews a community treatment order or a physician appointed under subsection 33.5 (2) believes, on reasonable grounds and in good faith, that the persons who are responsible for providing treatment under a community treatment plan are doing so in accordance with the plan, the physician is not liable for any default or neglect by those persons in providing treatment.	33.6 (1) Si le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire ou un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et en toute bonne foi, que les personnes responsables de la fourniture du traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire le fournissent conformément au plan, le médecin n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par ces personnes lorsqu'elles fournissent le traitement.	Immunité : médecin qui prend l'ordonnance
Same, other persons involved in treatment	(2) If a person who is responsible for providing an aspect of treatment under a community treatment plan believes, on reasonable grounds and in good faith, that a person who is responsible for providing another aspect of treatment under the plan is doing so in accordance with the plan, the person is not liable for any default or neglect by that person in providing that aspect of treatment.	(2) Si une personne responsable de la fourniture d'un aspect du traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et en toute bonne foi, qu'une personne responsable de la fourniture d'un autre aspect du traitement prévu par le plan le fournit conformément au plan, la personne n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par cette personne lorsqu'elle fournit cet aspect du traitement.	Idem : autres personnes qui participent au traitement
Same, physician	(3) If a person who is responsible for providing an aspect of treatment under a com-	(3) Si une personne responsable de la four-	Idem : médecin

munity treatment plan believes, on reasonable grounds and in good faith, that the physician who issued or renewed the community treatment order or a physician appointed under subsection 33.5 (2) is providing treatment in accordance with the plan, the person is not liable for any default or neglect by the physician in providing treatment.

plan de traitement en milieu communautaire croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et en toute bonne foi, que le médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance de traitement en milieu communautaire ou un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) fournit le traitement conformément au plan, la personne n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par le médecin lorsqu'il fournit le traitement.

Reports

(4) The physician who issues or renews a community treatment order or a physician appointed under subsection 33.5 (2) may require reports on the condition of the person subject to the order from the persons who are responsible for providing treatment under the community treatment plan.

Rapports

(4) Le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire ou un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) peut exiger que les personnes responsables de la fourniture du traitement prévu par le plan de traitement en milieu communautaire lui remettent des rapports sur l'état de la personne visée par l'ordonnance.

Community treatment plans

33.7 A community treatment plan shall contain at least the following:

33.7 Le plan de traitement en milieu communautaire comprend au moins les éléments suivants :

Plans de traitement en milieu communautaire

1. A plan of treatment for the person subject to the community treatment order.
2. Any conditions relating to the treatment of the person or to his or her care or supervision.
3. The obligations of the person subject to the community treatment order.
4. The obligations of the substitute decision-maker, if any.
5. The name of the physician, if any, who has agreed to accept responsibility for the general supervision and management of the community treatment order under subsection 33.5 (2).
6. The names of all persons who have agreed to provide treatment under the community treatment plan.

1. Un plan de traitement pour la personne visée par l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.
2. Toutes conditions relatives au traitement de la personne ou aux soins ou à la surveillance de celle-ci.
3. Les obligations de la personne visée par l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.
4. Les obligations du mandataire spécial, s'il y en a un.
5. Le nom du médecin, s'il y en a un, qui a convenu d'assumer la responsabilité de la supervision et de la gestion générales de la mise en application de l'ordonnance de traitement en milieu communautaire aux termes du paragraphe 33.5 (2).
6. Le nom de toutes les personnes qui ont convenu de fournir le traitement prévu par le plan de traitement en milieu communautaire.

15. Subsection 35 (3) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following clause:

15. Le paragraphe 35 (3) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

- (d.1) a physician who is considering issuing or renewing, or who has issued or renewed, a community treatment order under section 33.1, a physician appointed under subsection 33.5 (2) or another person named in a person's

- d.1) un médecin qui envisage de prendre ou de renouveler, ou qui a pris ou renouvelé, une ordonnance de traitement en milieu communautaire en vertu de l'article 33.1, un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) ou une au-

community treatment plan as being involved in the person's care or treatment upon the written request of the physician or other named person.

16. The Act is amended by adding the following section:

Consultation permitted

35.1 (1) Despite any other Act or the regulations made under any other Act, a physician who is considering issuing or renewing a community treatment order with respect to a person may consult with a member of a regulated health profession or of the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers or any other person to determine whether the order should be issued or renewed.

Sharing of information

(2) Despite any other Act or the regulations made under any other Act, a member of a regulated health profession acting within the scope of practice of his or her profession or a member of the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers or any other person named in a community treatment plan as participating in the care or treatment of a person who is subject to the order may share information with each other relating to the person's mental or physical condition for the purpose of caring for or treating the person in accordance with the plan.

Definition

(3) In this section,

"regulated health profession" means a health profession set out in Schedule 1 of the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

17. Subsection 36 (14) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

18. Paragraph 1 of subsection 36.1 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

19. Subsection 36.2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking

tre personne désignée, dans le plan de traitement en milieu communautaire d'une personne, comme personne participant à la fourniture de soins ou d'un traitement à la personne, à la demande écrite du médecin ou de l'autre personne désignée.

16. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Consultation autorisée

35.1 (1) Malgré toute autre loi ou ses règlements d'application, le médecin qui envisage de prendre ou de renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire à l'égard d'une personne peut consulter un membre d'une profession de la santé réglementée ou de l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario ou toute autre personne afin de déterminer si l'ordonnance devrait être prise ou renouvelée.

Échange de renseignements

(2) Malgré toute autre loi ou ses règlements d'application, un membre d'une profession de la santé réglementée qui agit dans le cadre de l'exercice de sa profession ou un membre de l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario ou toute autre personne désignée, dans un plan de traitement en milieu communautaire, comme personne participant à la fourniture de soins ou d'un traitement à une personne visée par l'ordonnance peuvent s'échanger des renseignements concernant l'état mental ou physique de la personne afin de lui fournir des soins ou un traitement conformément au plan.

Définition

(3) La définition qui suit s'applique au présent article.

«profession de la santé réglementée» Profession de la santé mentionnée à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

17. Le paragraphe 36 (14) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «présentée sur la formule prescrite».

18. La disposition 1 du paragraphe 36.1 (4) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifiée par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

19. Le paragraphe 36.2 (2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par

out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

20. (1) Subsection 39 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is repealed and the following substituted:

Application
for review by
patient, etc.

(1) An involuntary patient, or any person on his or her behalf, may apply to the Board in the approved form to inquire into whether or not the prerequisites set out in this Act for admission or continuation as an involuntary patient are met.

(2) Subsection 39 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

When
application
may be made

(2) In addition to the applications under subsection (4), an application under subsection (1) may be made,

- (a) when a certificate of involuntary admission respecting the patient comes into force; or
- (b) when any certificate of renewal respecting the patient comes into force.

(3) Subsection 39 (4) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is repealed and the following substituted:

Where notice
deemed to
have been
given

(4) On the completion of a fourth certificate of renewal and on the completion of every fourth certificate of renewal thereafter, the patient shall be deemed to have applied in the approved form under subsection (1) to the Board unless he or she has already applied under clause (2) (b).

21. The Act is amended by adding the following section:

Application
for review
by person
subject to
community
treatment
order

39.1 (1) A person who is subject to a community treatment order, or any person on his or her behalf, may apply to the Board in the approved form to inquire into whether or not the criteria for issuing or renewing a community treatment order set out in subsection 33.1 (2) are met.

When
application
may be made

(2) An application under subsection (1) may be made each time a community treatment order is issued or renewed under section 33.1.

Deemed
application

(3) When a community treatment order is renewed for the second time and on the occa-

substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

20. (1) Le paragraphe 39 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le malade en cure obligatoire ou une personne agissant en son nom peut, sur requête rédigée selon la formule approuvée, demander à la Commission de procéder à une enquête afin d'établir si les conditions préalables d'admission à titre de malade en cure obligatoire ou de maintien en cure obligatoire sont remplies.

(2) Le paragraphe 39 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Outre les requêtes prévues au paragraphe (4), la requête prévue au paragraphe (1) peut être présentée dans l'une des circonstances suivantes :

- a) lorsqu'un certificat d'admission en cure obligatoire concernant le malade entre en vigueur;
- b) lorsqu'un certificat de renouvellement concernant le malade entre en vigueur.

(3) Le paragraphe 39 (4) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Lorsqu'est rempli un quatrième certificat de renouvellement et qu'est rempli chaque quatrième certificat subséquent, le malade est réputé avoir présenté à la Commission, en vertu du paragraphe (1), une requête rédigée selon la formule approuvée, à moins qu'il n'ait déjà présenté une requête en vertu de l'alinéa (2) b).

21. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

39.1 (1) La personne visée par une ordonnance de traitement en milieu communautaire ou une personne agissant en son nom peut, sur requête rédigée selon la formule approuvée, demander à la Commission de procéder à une enquête afin d'établir si les conditions du prononcé ou du renouvellement d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire énoncées au paragraphe 33.1 (2) sont remplies.

(2) La requête visée au paragraphe (1) peut être présentée chaque fois qu'une ordonnance de traitement en milieu communautaire est prise ou renouvelée en vertu de l'article 33.1.

(3) Lorsqu'une ordonnance de traitement en milieu communautaire est renouvelée pour

Requête en
révision pré-
sentée par le
malade ou
une autre
personne

Présentation
d'une
requête

Cas où un
avis est
réputé donné

Requête en
révision pré-
sentée par la
personne
visée par
l'ordonnance

Moment où
une requête
peut être
présentée

Requête
réputée
présentée

sion of every second renewal thereafter, the person shall be deemed to have applied to the Board in the approved form under subsection (1) unless an application has already been made under that subsection.

Notice
to Board

(4) When a physician renews a community treatment order for the second time, he or she shall give notice of the renewal to the Board in the approved form.

22. (1) Subsection 48 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 2, section 72, is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

(2) Clause 48 (7) (d) of the Act is amended by striking out "subsection 20 (5)" and substituting "subsection 20 (1.1) or (5)".

(3) Subsection 48 (8) of the Act is amended by striking out "Subject to subsection 20 (5)" at the beginning and substituting "Subject to subsections 20 (1.1) and (5)".

(4) Clause 48 (11) (d) of the Act is amended by striking out "subsection 20 (5)" and substituting "subsection 20 (1.1) or (5)".

(5) Subsection 48 (12) of the Act is amended by striking out "subsection 20 (5)" at the end and substituting "subsection 20 (1.1) or (5)".

23. Subsection 54 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

24. Section 55 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

25. Section 56 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

26. Subsection 57 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

27. Subsection 60 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking

la deuxième fois et, par la suite, à chaque deuxième renouvellement, la personne est réputée avoir présenté à la Commission, en vertu du paragraphe (1), une requête rédigée selon la formule approuvée, à moins qu'une requête n'ait déjà été présentée en vertu de ce paragraphe.

(4) Lorsqu'un médecin renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire pour la deuxième fois, il donne à la Commission un avis du renouvellement rédigé selon la formule approuvée.

22. (1) Le paragraphe 48 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

(2) L'alinéa 48 (7) d) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 20 (1.1) ou (5)» à «paragraphe 20 (5)».

(3) Le paragraphe 48 (8) de la Loi est modifié par substitution de «Sous réserve des paragraphes 20 (1.1) et (5)» à «Sous réserve du paragraphe 20 (5)» au début du paragraphe.

(4) L'alinéa 48 (11) d) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 20 (1.1) ou (5)» à «paragraphe 20 (5)».

(5) Le paragraphe 48 (12) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 20 (1.1) ou (5)» à «paragraphe 20 (5)» à la fin du paragraphe.

23. Le paragraphe 54 (4) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

24. L'article 55 de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite» à la fin de l'article.

25. L'article 56 de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite» à la fin de l'article.

26. Le paragraphe 57 (2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

27. Le paragraphe 60 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «rédigée selon la formule ap-

Avis à la
Commission

out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

28. The Act is amended by adding the following sections:

Forms

80.1 The Minister may establish forms and require their use and may require the use of forms approved by the Minister.

Power of Minister to designate

80.2 (1) The Minister may designate and classify psychiatric facilities, and exempt any psychiatric facility or class of psychiatric facility from the application of any provision of the regulations made under clause 81 (1) (b).

List

(2) The Minister shall maintain a list of psychiatric facilities and their classifications, and of any exemptions from the application of any provision of the regulations made under clause 81 (1) (b).

Same

(3) The list referred to in subsection (2) shall be available for public inspection from the Ministry.

29. (1) Clause 81 (1) (a) of the Act is repealed.

(2) Subsection 81 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, 1996, chapter 2, section 72 and 1997, chapter 15, section 11, is further amended by adding the following clause:

(f.1) prescribing the manner in which information may be brought before a justice of the peace for the purposes of section 16.

(3) Clause 81 (1) (g) of the Act is amended by striking out “respecting the examination and detention of persons” and substituting “respecting taking custody of persons under section 33, the examination and detention of persons” at the beginning.

(4) Subsection 81 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, 1996, chapter 2, section 72 and 1997, chapter 15, section 11, is further amended by adding the following clauses:

(g.1) respecting and governing community treatment orders, including the qualifications required for issuing such orders, additional duties of physicians who issue or renew such orders, additional duties of physicians who consent to an appointment under subsection 33.5 (2) and additional duties of persons who

prouvée» à «présentée selon la formule prescrite».

28. La Loi est modifiée par adjonction des article suivants :

Formules

80.1 Le ministre peut établir des formules et en exiger l'emploi et peut également exiger l'emploi des formules qu'il approuve.

Pouvoir de désignation du ministre

80.2 (1) Le ministre peut désigner des établissements psychiatriques et les classer en catégories, et soustraire des établissements psychiatriques ou une catégorie de ceux-ci à l'application de toute disposition des règlements pris en application de l'alinéa 81 (1) b).

Liste

(2) Le ministre tient une liste des établissements psychiatriques et de leurs catégories ainsi que des exemptions de l'application de toute disposition des règlements pris en application de l'alinéa 81 (1) b).

Idem

(3) La liste visée au paragraphe (2) est mise par le ministère à la disposition du public aux fins de consultation.

29. (1) L'alinéa 81 (1) a) de la Loi est abrogé.

(2) Le paragraphe 81 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 11 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

f.1) prescrire le mode selon lequel des renseignements peuvent être présentés devant un juge de paix pour l'application de l'article 16.

(3) L'alinéa 81 (1) g) de la Loi est modifié par substitution de «traiter de la mise sous garde de personnes aux termes de l'article 33, de l'examen et de la détention de personnes» à «traiter de l'examen et de la détention de personnes» au début de l'alinéa.

(4) Le paragraphe 81 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 11 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

g.1) prévoir et régir les ordonnances de traitement en milieu communautaire, notamment les qualités requises pour prendre ces ordonnances, les fonctions supplémentaires des médecins qui prennent ou renouvellent ces ordonnances, les fonctions supplémentaires des médecins qui consentent à être

- agree to provide treatment under a community treatment plan;
- (g.2) designating persons or categories of persons who may review community treatment order documents to ascertain whether or not they have been completed in compliance with the criteria set out in this Act and prescribing additional duties of such persons;
- (g.3) designating persons or categories of persons who may agree to provide treatment under a community treatment plan under subsection 33.5 (3) and prescribing the qualifications or requirements that a person must meet before he or she may provide such treatment;
-
- (h.1) designating persons or categories of persons as rights advisers and prescribing the qualifications or requirements that a person must meet before he or she may provide rights advice pursuant to clause 33.1 (2) (e);
-
- (j.1) prescribing and governing the obligations of health practitioners, rights advisers, health facilities and others in relation to the provision of information about rights, and assistance in exercising rights, to persons who are subject to community treatment orders and to their substitute decision-makers, including,
- (i) the information or assistance that must be given,
- (ii) the categories of persons who must be given the information or assistance,
- (iii) the circumstances in which the information or assistance must be given,
- nommés aux termes du paragraphe 33.5 (2) et les fonctions supplémentaires des personnes qui conviennent de fournir le traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire;
- g.2) désigner des personnes ou des catégories de personnes qui peuvent examiner les documents relatifs aux ordonnances de traitement en milieu communautaire pour s'assurer qu'elles ont été remplies en conformité avec les conditions énoncées dans la présente loi et prescrire les fonctions supplémentaires de ces personnes;
- g.3) désigner les personnes ou les catégories de personnes qui peuvent convenir de fournir le traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire aux termes du paragraphe 33.5 (3) et prescrire les qualités requises qu'une personne doit posséder ou les exigences auxquelles elle doit satisfaire pour être habilitée à fournir ce traitement;
-
- h.1) désigner des personnes ou des catégories de personnes comme conseillers en matière de droits et prescrire les qualités requises qu'une personne doit posséder ou les exigences auxquelles elle doit satisfaire pour être habilitée à donner des conseils en matière de droits conformément à l'alinéa 33.1 (2) e);
-
- j.1) prescrire et régir les obligations des praticiens de la santé, des conseillers en matière de droits, des établissements de santé et d'autres personnes en ce qui concerne la fourniture de renseignements sur les droits, et d'une aide pour exercer ces droits, aux personnes qui sont visées par des ordonnances de traitement en milieu communautaire et à leurs mandataires spéciaux, notamment :
- (i) les renseignements ou l'aide qui doivent être donnés,
- (ii) les catégories de personnes auxquelles les renseignements ou l'aide doivent être donnés,
- (iii) les circonstances dans lesquelles les renseignements ou l'aide doivent être donnés,

*Mental Health Act**Loi sur la santé mentale*

(iv) the persons by whom the information or assistance must be given; and

(v) the manner and time in which the information or assistance must be given.

(5) **Clauses 81 (1) (k), (k.1) and (k.3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 2, section 72, are repealed and the following substituted:**

(k) governing the transfer of information among those involved in the process of providing persons with information about their rights and among those involved in the process of implementing a community treatment plan;

(k.1) regulating the timing of the treatment of a person in a psychiatric facility or subject to a community treatment order, if the person must be provided with information about his or her rights or if the person exercises, or indicates an intention to exercise, any of his or her rights;

(k.3) governing the use, disclosure and retention of personal information obtained from the disclosure, transmission or examination of a clinical record under clause 35 (3) (d.1), (e.3), (e.4) or (e.5).

(6) **Subsections 81 (2) and (3) of the Act are repealed.**

PART II HEALTH CARE CONSENT ACT, 1996

30. (1) **Subsection 2 (1) of the *Health Care Consent Act, 1996* is amended by adding the following definition:**

“community treatment plan” has the same meaning as in the *Mental Health Act*. (“plan de traitement en milieu communautaire”)

(2) **The definition of “treatment” in subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out “and includes a course of treatment or plan of treatment, but does not include” immediately before clause (a) and substituting “and includes a course of treatment, plan of treatment or community treatment plan, but does not include”.**

(iv) les personnes qui doivent donner les renseignements ou l’aide,

(v) la manière dont les renseignements ou l’aide doivent être donnés et le moment où ils doivent l’être.

(5) **Les alinéas 81 (1) k), k.1) et k.3) de la Loi, tels qu’ils sont édictés par l’article 72 du chapitre 2 des Lois de l’Ontario de 1996, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**

k) régir l’échange de renseignements entre ceux qui participent au processus de fourniture de renseignements à des personnes sur leurs droits et entre ceux qui participent au processus de mise en application d’un plan de traitement en milieu communautaire;

k.1) réglementer le moment auquel peut avoir lieu le traitement d’une personne dans un établissement psychiatrique ou assujettie à une ordonnance de traitement en milieu communautaire, si la personne doit recevoir des renseignements sur ses droits ou qu’elle exerce ou manifeste son intention d’exercer l’un ou l’autre de ses droits;

k.3) régir l’utilisation, la divulgation et la conservation des renseignements personnels obtenus par suite de la divulgation, de la transmission ou de l’examen d’un dossier clinique en vertu de l’alinéa 35 (3) d.1), e.3), e.4) ou e.5).

(6) **Les paragraphes 81 (2) et (3) de la Loi sont abrogés.**

PARTIE II LOI DE 1996 SUR LE CONSENTEMENT AUX SOINS DE SANTÉ

30. (1) **Le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé* est modifié par adjonction de la définition suivante :**

«plan de traitement en milieu communautaire» S’entend au sens de la *Loi sur la santé mentale*. («community treatment plan»)

(2) **La définition de «traitement» au paragraphe 2 (1) de la Loi est modifiée par substitution de «y compris une série de traitements, un plan de traitement ou un plan de traitement en milieu communautaire. Est toutefois exclu de la présente définition ce qui suit» à «y compris une série de traitements ou un plan de traitement. Est toutefois exclu de la**

31. Section 32 of the Act is amended by adding the following subsection:

Decision effective while application for leave pending

(7) The Board's decision under subsection (5) remains in effect pending an application for leave under subsection (6).

32. (1) Subsection 35 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Application for directions

(1) A substitute decision-maker or a health practitioner who proposed a treatment may apply to the Board for directions if the incapable person expressed a wish with respect to the treatment, but,

(2) Section 35 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to substitute decision-maker

(1.1) A health practitioner who intends to apply for directions shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

(3) Subsection 35 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Directions

(3) The Board may give directions and, in doing so, shall apply section 21.

33. (1) Subsection 36 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Application to depart from wishes

(1) If a substitute decision-maker is required by paragraph 1 of subsection 21 (1) to refuse consent to a treatment because of a wish expressed by the incapable person while capable and after attaining 16 years of age,

- (a) the substitute decision-maker may apply to the Board for permission to consent to the treatment despite the wish; or
- (b) the health practitioner who proposed the treatment may apply to the Board to obtain permission for the substitute decision-maker to consent to the treatment despite the wish.

(2) Section 36 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to substitute decision-maker

(1.1) A health practitioner who intends to apply under clause (1) (b) shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

présente définition ce qui suit» figurant immédiatement avant l'alinéa a).

31. L'article 32 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(7) La décision de la Commission visée au paragraphe (5) demeure en vigueur jusqu'à ce que soit décidée la requête en autorisation visée au paragraphe (6).

Décision en vigueur tant que la requête en autorisation est en instance

32. (1) Le paragraphe 35 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage précédant l'alinéa a) :

(1) Le mandataire spécial ou le praticien de la santé qui a proposé un traitement peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission si l'incapable a exprimé un désir à l'égard du traitement, mais que, selon le cas :

Requête en vue d'obtenir des directives

(2) L'article 35 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le praticien de la santé qui a l'intention de présenter une requête informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

Avis au mandataire spécial

(3) Le paragraphe 35 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) La Commission peut donner des directives et, ce faisant, met en application l'article 21.

Directives

33. (1) Le paragraphe 36 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si le mandataire spécial est tenu, aux termes de la disposition 1 du paragraphe 21 (1), de refuser son consentement à un traitement en raison d'un désir que l'incapable a exprimé lorsqu'il était capable et avait au moins 16 ans révolus :

Requête en vue de ne pas respecter les désirs

- a) soit le mandataire spécial peut, par voie de requête, demander à la Commission la permission de consentir au traitement malgré le désir exprimé;
- b) soit le praticien de la santé qui a proposé le traitement peut, par voie de requête, demander à la Commission d'accorder au mandataire spécial la permission de consentir au traitement malgré le désir exprimé.

(2) L'article 36 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le praticien de la santé qui a l'intention de présenter une requête en vertu de l'alinéa (1) b) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

Avis au mandataire spécial

34. Section 37 of the Act is amended by adding the following subsections:Subsequent
substitute
decision-
maker

(6.1) If, under subsection (6), the substitute decision-maker is deemed not to meet the requirements of subsection 20 (2), any subsequent substitute decision-maker shall, subject to subsections (6.2) and (6.3), comply with the directions given by the Board on the application within the time specified by the Board.

Application
for directions

(6.2) If a subsequent substitute decision-maker knows of a wish expressed by the incapable person with respect to the treatment, the substitute decision-maker may, with leave of the Board, apply to the Board for directions under section 35.

Inconsistent
directions

(6.3) Directions given by the Board under section 35 on a subsequent substitute decision-maker's application brought with leave under subsection (6.2) prevail over inconsistent directions given under subsection (4) to the extent of the inconsistency.

35. The Act is amended by adding the following section:Deemed
application
concerning
capacity

37.1 An application to the Board under section 33, 34, 35, 36 or 37 shall be deemed to include an application to the Board under section 32 with respect to the person's capacity to consent to treatment proposed by a health practitioner unless the person's capacity to consent to such treatment has been determined by the Board within the previous six months.

36. Subsection 50 (4) of the Act is amended by striking out "Subsections 32 (4) to (6)" at the beginning and substituting "Subsections 32 (4) to (7)".

37. (1) Subsection 52 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Application
for directions

(1) A substitute-decision maker or the person responsible for authorizing admissions to a care facility may apply to the Board for directions if the incapable person expressed a wish with respect to his or her admission to the care facility, but,

(2) Section 52 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to
substitute
decision-
maker

(1.1) If the person responsible for authorizing admissions to the care facility intends to apply for directions, the person shall inform

34. L'article 37 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(6.1) Si, aux termes du paragraphe (6), le mandataire spécial est réputé ne pas satisfaire aux exigences du paragraphe 20 (2), tout mandataire spécial subséquent, sous réserve des paragraphes (6.2) et (6.3), se conforme aux directives données par la Commission relativement à la requête, dans le délai précisé par la Commission.

Mandataire
spécial
subséquent

(6.2) Si un mandataire spécial subséquent a connaissance d'un désir exprimé par l'incapable à l'égard du traitement, il peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission en vertu de l'article 35, si celle-ci l'y autorise.

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

(6.3) Les directives données par la Commission en vertu de l'article 35 relativement à la requête d'un mandataire spécial subséquent présentée sur autorisation en vertu du paragraphe (6.2) l'emportent sur les directives incompatibles données en vertu du paragraphe (4).

Directives
incompati-
bles**35. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

37.1 La requête présentée à la Commission en vertu de l'article 33, 34, 35, 36 ou 37 est réputée comprendre une requête présentée à la Commission en vertu de l'article 32 à l'égard de la capacité de la personne de consentir à un traitement proposé par un praticien de la santé, sauf si la capacité de la personne de consentir à ce traitement a été déterminée par la Commission au cours des six mois précédents.

Requête
réputée une
requête sur
la capacité

36. Le paragraphe 50 (4) de la Loi est modifié par substitution de «Les paragraphes 32 (4) à (7)» à «Les paragraphes 32 (4) à (6)» au début du paragraphe.

37. (1) Le paragraphe 52 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage précédant l'alinéa a) :

(1) Le mandataire spécial ou la personne chargée d'autoriser les admissions à un établissement de soins peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission si l'incapable a exprimé un désir à l'égard de son admission à l'établissement de soins, mais que, selon le cas :

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

(2) L'article 52 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) La personne chargée d'autoriser les admissions à l'établissement de soins qui a l'intention de présenter une requête en vue

Avis au
mandataire
spécial

the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

(3) Subsection 52 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Directions

(3) The Board may give directions and, in doing so, shall apply section 42.

38. (1) Subsection 53 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Application to depart from wishes

(1) If a substitute decision-maker is required by paragraph 1 of subsection 42 (1) to refuse consent to the incapable person's admission to a care facility because of a wish expressed by the incapable person while capable and after attaining 16 years of age,

- (a) the substitute decision-maker may apply to the Board for permission to consent to the admission despite the wish; or
- (b) the person responsible for authorizing admissions to the care facility may apply to the Board to obtain permission for the substitute decision-maker to consent to the admission despite the wish.

(2) Section 53 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to substitute decision-maker

(1.1) If the person responsible for authorizing admissions to the care facility intends to apply under subsection (1), the person shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

39. Section 54 of the Act is amended by adding the following subsections:

Subsequent substitute decision-maker

(6.1) If, under subsection (6), the substitute decision-maker is deemed not to meet the requirements of subsection 20 (2), any subsequent substitute decision-maker shall, subject to subsections (6.2) and (6.3), comply with the directions given by the Board on the application within the time specified by the Board.

Application for directions

(6.2) If a subsequent substitute decision-maker knows of a wish expressed by the incapable person with respect to the admission to a care facility, the substitute decision-maker may, with leave of the Board, apply to the Board for directions under section 52.

Inconsistent directions

(6.3) Directions given by the Board under section 52 on a subsequent substitute decision-maker's application brought with leave under subsection (6.2) prevail over inconsistent directions given under subsection (4) to the extent of the inconsistency.

d'obtenir des directives informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

(3) Le paragraphe 52 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Directives

(3) La Commission peut donner des directives et, ce faisant, met en application l'article 42.

38. (1) Le paragraphe 53 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Requête en vue de ne pas respecter les désirs

(1) Si le mandataire spécial est tenu, aux termes de la disposition 1 du paragraphe 42 (1), de refuser son consentement à l'admission de l'incapable à un établissement de soins en raison d'un désir que l'incapable a exprimé lorsqu'il était capable et avait au moins 16 ans révolus :

- a) soit le mandataire spécial peut, par voie de requête, demander à la Commission la permission de consentir à l'admission malgré le désir exprimé;
- b) soit la personne chargée d'autoriser les admissions à l'établissement de soins peut, par voie de requête, demander à la Commission d'accorder au mandataire spécial la permission de consentir au traitement malgré le désir exprimé.

(2) L'article 53 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Avis au mandataire spécial

(1.1) La personne chargée d'autoriser les admissions à l'établissement de soins qui a l'intention de présenter une requête en vertu du paragraphe (1) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

39. L'article 54 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Mandataire spécial subséquent

(6.1) Si, aux termes du paragraphe (6), le mandataire spécial est réputé ne pas satisfaire aux exigences du paragraphe 20 (2), tout mandataire spécial subséquent, sous réserve des paragraphes (6.2) et (6.3), se conforme aux directives données par la Commission relativement à la requête, dans le délai précisé par la Commission.

Requête en vue d'obtenir des directives

(6.2) Si un mandataire spécial subséquent a connaissance d'un désir exprimé par l'incapable à l'égard de l'admission à un établissement de soins, il peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission en vertu de l'article 52, si celle-ci l'y autorise.

Directives incompatibles

(6.3) Les directives données par la Commission en vertu de l'article 52 relativement à la requête d'un mandataire spécial subséquent présentée sur autorisation en vertu du paragraphe (6.2) l'emportent sur les directives in-

40. The Act is amended by adding the following section:

Deemed application concerning capacity

54.1 An application to the Board under section 51, 52, 53 or 54 shall be deemed to include an application to the Board under section 50 with respect to the person's capacity to consent to his or her admission to a care facility unless the person's capacity to consent to such admission has been determined by the Board within the previous six months.

41. Subsection 65 (4) of the Act is amended by striking out "Subsections 32 (4) to (6)" at the beginning and substituting "Subsections 32 (4) to (7)".

42. (1) Subsection 67 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Application for directions

(1) A substitute decision-maker or the member of a service provider's staff who is responsible for the personal assistance service may apply to the Board for directions if the incapable recipient expressed a wish with respect to the personal assistance service, but,

(2) Section 67 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to substitute decision-maker

(1.1) If the member of the service provider's staff responsible for the personal assistance service intends to apply under subsection (1), the member shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

(3) Subsection 67 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Directions

(3) The Board may give directions and, in doing so, shall apply section 59.

43. (1) Subsection 68 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Application to depart from wishes

(1) If a substitute decision-maker is required by paragraph 1 of subsection 59 (1) to refuse consent to a personal assistance service because of a wish expressed by the incapable recipient while capable and after attaining 16 years of age,

(a) the substitute decision-maker may apply to the Board for permission to

compatibles données en vertu du paragraphe (4).

40. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

54.1 La requête présentée à la Commission en vertu de l'article 51, 52, 53 ou 54 est réputée comprendre une requête présentée à la Commission en vertu de l'article 50 à l'égard de la capacité de la personne de consentir à son admission à un établissement de soins, sauf si la capacité de la personne de consentir à une telle admission a été déterminée par la Commission au cours des six mois précédents.

Requête réputée une requête sur la capacité

41. Le paragraphe 65 (4) de la Loi est modifié par substitution de «Les paragraphes 32 (4) à (7)» à «Les paragraphes 32 (4) à (6)» au début du paragraphe.

42. (1) Le paragraphe 67 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage précédant l'alinéa a) :

(1) Le mandataire spécial ou le membre du personnel d'un fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission si le bénéficiaire incapable a exprimé un désir à l'égard d'un service d'aide personnelle, mais que, selon le cas :

Requête en vue d'obtenir des directives

(2) L'article 67 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le membre du personnel d'un fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service qui a l'intention de présenter une requête en vertu du paragraphe (1) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

Avis au mandataire spécial

(3) Le paragraphe 67 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) La Commission peut donner des directives et, ce faisant, met en application l'article 59.

Directives

43. (1) Le paragraphe 68 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si le mandataire spécial est tenu, aux termes de la disposition 1 du paragraphe 59 (1), de refuser son consentement à un service d'aide personnelle en raison d'un désir que le bénéficiaire incapable a exprimé lorsqu'il était capable et avait au moins 16 ans révolus :

Requête en vue de ne pas respecter les désirs

a) soit le mandataire spécial peut, par voie de requête, demander à la Com-

consent to the personal assistance service despite the wish; or

- (b) the member of the service provider's staff who is responsible for the personal assistance service may apply to the Board to obtain permission for the substitute decision-maker to consent to the personal assistance service despite the wish.

(2) Section 68 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to
substitute
decision-
maker

(1.1) If the member of the service provider's staff who is responsible for the personal assistance service intends to apply under subsection (1), the member shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

44. Section 69 of the Act is amended by adding the following subsections:

Subsequent
substitute
decision-
maker

(6.1) If, under subsection (6), the substitute decision-maker is deemed not to meet the requirements of subsection 20 (2), any subsequent substitute decision-maker shall, subject to subsections (6.2) and (6.3), comply with the directions given by the Board on the application within the time specified by the Board.

Application
for directions

(6.2) If a subsequent substitute decision-maker knows of a wish expressed by the incapable person with respect to the personal assistance service, the substitute decision-maker may, with leave of the Board, apply to the Board for directions under section 67.

Inconsistent
directions

(6.3) Directions given by the Board under section 67 on a subsequent substitute decision-maker's application brought with leave under subsection (6.2) prevail over inconsistent directions given under subsection (4) to the extent of the inconsistency.

45. The Act is amended by adding the following section:

Deemed
application
concerning
capacity

69.1 An application to the Board under section 66, 67, 68 or 69 shall be deemed to include an application to the Board under section 65 with respect to the person's capacity to consent to a personal assistance service unless the person's capacity to consent to such service has been determined by the Board within the previous six months.

46. Subsection 80 (1) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Divi-

mission la permission de consentir au service d'aide personnelle malgré le désir exprimé;

- b) soit le membre du personnel du fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service peut, par voie de requête, demander à la Commission d'accorder au mandataire spécial la permission de consentir au service d'aide personnelle malgré le désir exprimé.

(2) L'article 68 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Avis au
mandataire
spécial

(1.1) Le membre du personnel d'un fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service qui a l'intention de présenter une requête en vertu du paragraphe (1) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

44. L'article 69 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Mandataire
spécial
subséquent

(6.1) Si, aux termes du paragraphe (6), le mandataire spécial est réputé ne pas satisfaire aux exigences du paragraphe 20 (2), tout mandataire spécial subséquent, sous réserve des paragraphes (6.2) et (6.3), se conforme aux directives données par la Commission relativement à la requête, dans le délai précisé par la Commission.

(6.2) Si un mandataire spécial subséquent a connaissance d'un désir exprimé par l'incapable à l'égard du service d'aide personnelle, il peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission en vertu de l'article 67, si celle-ci l'y autorise.

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

(6.3) Les directives données par la Commission en vertu de l'article 67 relativement à la requête d'un mandataire spécial subséquent présentée sur autorisation en vertu du paragraphe (6.2) l'emportent sur les directives incompatibles données en vertu du paragraphe (4).

Directives
incompati-
bles

45. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

69.1 La requête présentée à la Commission en vertu de l'article 66, 67, 68 ou 69 est réputée comprendre une requête présentée à la Commission en vertu de l'article 65 à l'égard de la capacité de la personne de consentir à un service d'aide personnelle, sauf si la capacité de la personne de consentir à un tel service a été déterminée par la Commission au cours des six mois précédents.

Requête
réputée une
requête sur
la capacité

46. Le paragraphe 80 (1) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de

sion)” and substituting “Superior Court of Justice”.

justice» à «Cour de l’Ontario (Division générale)».

**PART III
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

**PARTIE III
ENTRÉE EN VIGUEUR
ET TITRE ABRÉGÉ**

Commence-
ment

47. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

47. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

Short title

48. The short title of this Act is *Brian’s Law (Mental Health Legislative Reform), 2000*.

48. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi Brian de 2000 sur la réforme législative concernant la santé mentale*.

Titre abrégé



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 68

**An Act, in memory of
Brian Smith, to amend the
Mental Health Act and the
Health Care Consent Act, 1996**

The Hon. E. Witmer
Minister of Health and Long-Term Care

Government Bill

1st Reading April 25, 2000
2nd Reading June 7, 2000
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Standing Committee
on General Government and as reported to the
Legislative Assembly June 15, 2000)*

*(The provisions in this bill will be
renumbered after 3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 68

**Loi à la mémoire de
Brian Smith modifiant la
Loi sur la santé mentale et la
Loi de 1996 sur le consentement
aux soins de santé**

L'honorable E. Witmer
Ministre de la Santé et des Soins de longue durée

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 25 avril 2000
2^e lecture 7 juin 2000
3^e lecture

Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité
permanent des affaires gouvernementales et rapporté à
l'Assemblée législative le 15 juin 2000)*

*(Les dispositions du présent projet de loi seront
renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



The Bill proposes amendments to the *Mental Health Act* that would allow persons needing psychiatric treatment to live outside of a psychiatric facility under a community treatment order. The criteria that must be met before a physician may issue a community treatment order are set out in section 14 of the Bill (proposed subsection 33.1 (2) of the Act). Community treatment orders may only be issued for persons who, during the three-year period prior to the order, were patients in a psychiatric facility on two or more separate occasions or for a cumulative period of 30 days or more, and who, on examination, have been found to be suffering from mental disorder that if not treated would likely result in the person causing himself, herself or another person serious bodily harm or in substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person. The order must contain a community treatment plan developed by the issuing physician in consultation with others. The person is entitled to legal advice with respect to the order and no such order may be issued unless the person, or his or her substitute decision-maker, consents to the community treatment plan in the order. Once the order is issued the person subject to it is under the obligations set out in subsection 33.1 (6) respecting attendance at appointments with the issuing physician and others providing treatment under the plan and compliance with the terms of the order. Subsections 33.1 (8), (9) and (10) deal with the expiry and renewal of orders.

Proposed sections 33.2, 33.3 and 33.4 deal with specific circumstances in which community treatment orders may be terminated before they expire. This may happen pursuant to a request from the person subject to the order, because of a failure to comply with the order on the part of the person or because the person or substitute decision-maker withdraws his or her consent to the community treatment plan. The new sections 33.5 and 33.6, respectively, indicate the responsibilities of the physician who issues a community treatment order and of those persons who provide specific aspects of treatment under the community treatment plan, and provide protection from liability in certain circumstances. Section 33.7 sets out the minimum contents for community treatment plans.

Section 16 of the Bill (proposed section 35.1 of the Act) makes it clear that health practitioners and others who provide treatment to a person under a community treatment plan are permitted to share with each other information relating to the person for the purpose of providing the treatment. Section 21 (proposed section 39.1 of the Act) makes it possible for a person subject to a community treatment order to apply for a review to establish whether the criteria for such an order are met. This entitlement applies each time an order is issued or renewed and is mandatory each time a second renewal is issued.

The Bill also facilitates the admission of a person to a psychiatric facility where the person suffers from a mental disorder for which he or she has been previously treated and as a result of which the person has shown clinical improvement: new subsection 15 (1.1) of the Act. Subsection 16 (1.1) provides that a justice of the peace may issue an order for a person's examination by a physician if the criteria set out in the subsection are met, and

Le projet de loi propose d'apporter des modifications à la *Loi sur la santé mentale* pour permettre aux personnes qui ont besoin d'un traitement psychiatrique de vivre en dehors d'un établissement psychiatrique en vertu d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire. Les conditions à remplir pour qu'un médecin puisse prendre une ordonnance de traitement en milieu communautaire sont énoncées à l'article 14 du projet de loi (nouveau paragraphe 33.1 (2) de la Loi). Les ordonnances de traitement en milieu communautaire ne peuvent être prises qu'à l'égard des personnes qui, au cours de la période de trois ans qui précède l'ordonnance, étaient des malades dans un établissement psychiatrique à deux reprises au moins ou pendant une période cumulative d'au moins 30 jours et qui, à la suite d'un examen, ont été reconnues comme étant atteintes de troubles mentaux qui, s'ils ne sont pas traités, auront probablement comme conséquence qu'elles s'infligeront ou infligeront à d'autres personnes des lésions corporelles graves ou qu'elles subiront une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave. L'ordonnance doit comprendre un plan de traitement en milieu communautaire élaboré par le médecin qui la prend, en consultation avec d'autres personnes. La personne a le droit d'obtenir des conseils juridiques en ce qui concerne l'ordonnance, et aucune ordonnance ne peut être prise, à moins que la personne, ou son mandataire spécial, ne consente au plan de traitement en milieu communautaire prévu par l'ordonnance. Une fois que l'ordonnance est prise, la personne visée par celle-ci est tenue de respecter les obligations énoncées au paragraphe 33.1 (6) en ce qui concerne la présence aux rendez-vous chez le médecin qui a pris l'ordonnance et les autres personnes qui fournissent le traitement prévu par le plan, et en ce qui concerne le respect des conditions de l'ordonnance. Les paragraphes 33.1 (8), (9) et (10) traitent de l'expiration et du renouvellement des ordonnances.

Les nouveaux articles 33.2, 33.3 et 33.4 traitent des circonstances particulières dans lesquelles les ordonnances de traitement en milieu communautaire peuvent être révoquées avant leur expiration. Leur révocation peut se produire à la suite d'une demande présentée par la personne visée par l'ordonnance, parce qu'elle ne s'est pas conformée à l'ordonnance ou parce qu'elle ou son mandataire spécial retire son consentement au plan de traitement en milieu communautaire. Les nouveaux articles 33.5 et 33.6, respectivement, énoncent les responsabilités du médecin qui prend une ordonnance de traitement en milieu communautaire et des personnes qui fournissent des aspects particuliers du traitement prévu par le plan de traitement en milieu communautaire, et confèrent l'immunité dans certaines circonstances. L'article 33.7 énonce les éléments minimaux que les plans de traitement en milieu communautaire doivent comprendre.

L'article 16 du projet de loi (nouvel article 35.1 de la Loi) précise que les praticiens de la santé et les autres personnes qui fournissent à une personne le traitement prévu par un plan de traitement en milieu communautaire sont autorisés à s'échanger des renseignements sur la personne afin de fournir le traitement. L'article 21 (nouvel article 39.1 de la Loi) permet à une personne visée par une ordonnance de traitement en milieu communautaire de demander, par voie de requête, une révision afin d'établir si les conditions relatives à une telle ordonnance sont remplies. Ce droit s'applique chaque fois qu'une ordonnance est prise ou renouvelée et est obligatoire chaque fois qu'un deuxième renouvellement est accordé.

Le projet de loi facilite également l'admission d'une personne à un établissement psychiatrique si celle-ci souffre d'un trouble mental pour lequel elle a déjà reçu un traitement par suite duquel elle a connu une amélioration sur le plan clinique de son état : nouveau paragraphe 15 (1.1) de la Loi. Le paragraphe 16 (1.1) prévoit qu'un juge de paix peut rendre une ordonnance en vue de l'examen d'une personne par un médecin si les conditions énon-

subsection 20 (1.1) proposes that an attending physician may admit a person as an involuntary patient if, on the basis of an examination of the person, the physician is of the opinion that the criteria stated in the subsection are met.

The definition of “treatment” in the *Health Care Consent Act, 1996* is expanded to include a community treatment plan. The rules governing treatment in the Act are thus made applicable to community treatment plans under the *Mental Health Act*.

Other amendments to the *Health Care Consent Act, 1996* are related to reducing the possibility of delays that result from applications for hearings before the Consent and Capacity Board and appeals to court which tend to postpone treatment. These proceedings include applications by an incapable person concerning his or her capacity to consent to treatment, for the appointment of a representative to make treatment decisions on the person’s behalf, applications by a substitute decision-maker to determine whether or not the incapable person has prior capable wishes about treatment or for authority to depart from the incapable person’s capable wishes, and an application by a health practitioner to determine whether or not a substitute decision-maker is in compliance with the rules for making substitute decisions. Sections 32 and 33 of the Bill propose that a health practitioner be permitted to make applications concerning the existence of prior capable wishes or that the substitute decision-maker be provided with authority to depart from such wishes, steps which will remove delays related to the substitute decision-maker’s reluctance to bring such applications, and which will allow the health practitioner to resolve any questions relating to prior capable wishes that may limit the ability to provide treatment. Similar amendments are made to parallel provisions in Part III of the Act (Admission to Care Facilities) and Part IV (Personal Assistance Services.) Furthermore, proposed sections 37.1, 54.1 and 69.1 of the Act will permit the Board to consider the issue of the person’s capacity to consent to treatment, admission to a care facility or a personal assistance service when an application is made concerning such issues.

The Bill also makes a number of housekeeping amendments.

cées à ce paragraphe sont remplies, et le paragraphe 20 (1.1) prévoit qu’un médecin traitant peut admettre une personne à titre de malade en cure obligatoire s’il est d’avis, d’après l’examen de la personne, que les conditions énoncées à ce paragraphe sont remplies.

La définition de «traitement» qui figure dans la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé* est élargie pour inclure un plan de traitement en milieu communautaire de sorte que les règles qui régissent le traitement aux termes de la Loi sont rendues applicables aux plans de traitement en milieu communautaire au sens de la *Loi sur la santé mentale*.

D’autres modifications apportées à la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé* visent à réduire la possibilité de retards résultant des requêtes en vue d’obtenir des audiences devant la Commission du consentement et de la capacité et résultant des appels devant les tribunaux qui ont tendance à faire reporter les traitements. Ces instances comprennent les requêtes présentées par un incapable concernant sa capacité de consentir à un traitement, en vue de nommer un représentant qui prendra les décisions concernant le traitement en son nom, les requêtes présentées par un mandataire spécial en vue de déterminer si l’incapable a exprimé, lorsqu’il était capable, des désirs à l’égard du traitement ou en vue d’être habilité à ne pas respecter les désirs de l’incapable, et les requêtes présentées par les praticiens de la santé en vue de déterminer si un mandataire spécial se conforme aux règles relatives à la prise de décisions au nom d’autrui. Les articles 32 et 33 du projet de loi proposent qu’un praticien de la santé soit autorisé à présenter des requêtes concernant l’existence de désirs exprimés par l’incapable lorsqu’il était capable ou que le mandataire spécial soit habilité à ne pas respecter de tels désirs, mesures qui élimineront les retards liés à la réticence du mandataire spécial à présenter de telles requêtes et qui permettront au praticien de la santé de régler toute question concernant des désirs exprimés par l’incapable lorsqu’il était capable et susceptibles de limiter l’habilité à fournir le traitement. Des modifications semblables sont apportées aux dispositions parallèles de la partie III de la Loi (Admission aux établissements de soins) et de la partie IV (Services d’aide personnelle). En outre, les nouveaux articles 37.1, 54.1 et 69.1 de la Loi autorisent la Commission à étudier les questions concernant la capacité de la personne de consentir à un traitement, à son admission à un établissement de soins ou à un service d’aide personnelle lorsqu’une requête est présentée à l’un ou l’autre égard.

Le projet de loi apporte également des modifications d’ordre administratif.

**An Act, in memory of
Brian Smith, to amend the
Mental Health Act and the
Health Care Consent Act, 1996**

**Loi à la mémoire de
Brian Smith modifiant la
Loi sur la santé mentale et la
Loi de 1996 sur le consentement
aux soins de santé**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**PART I
MENTAL HEALTH ACT**

1. (1) The English version of the definition of “attending physician” in subsection 1 (1) of the *Mental Health Act* is amended by striking out “means the physician” and substituting “means a physician”.

(2) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

“community treatment plan” means a plan described in section 33.7 that is a required part of a community treatment order. (“plan de traitement en milieu communautaire”)

(3) The definition of “Deputy Minister” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“Deputy Minister” means the deputy minister of the Minister. (“sous-ministre”)

(4) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

“health practitioner” has the same meaning as in the *Health Care Consent Act, 1996*. (“praticien de la santé”)

(5) The definitions of “Minister” and “Ministry” in subsection 1 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Health and Long-Term Care or such other member of the Executive Council as the Lieutenant

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

**PARTIE I
LOI SUR LA SANTÉ MENTALE**

1. (1) La version anglaise de la définition de «attending physician» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la santé mentale* est modifiée par substitution de «means a physician» à «means the physician».

(2) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 72 du chapitre 2 des Lois de l’Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«plan de traitement en milieu communautaire»
Plan décrit à l’article 33.7 qui constitue une partie obligatoire d’une ordonnance de traitement en milieu communautaire. («community treatment plan»)

(3) La définition de «sous-ministre» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«sous-ministre» Le sous-ministre du ministre.
(«Deputy Minister»)

(4) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 72 du chapitre 2 des Lois de l’Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«praticien de la santé» S’entend au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*. («health practitioner»)

(5) Les définitions de «ministère» et «ministre» au paragraphe 1 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«ministère» Le ministère du ministre.
(«Ministry»)

Governor in Council designates; ("ministre")

"Ministry" means the Ministry of the Minister. ("ministère")



(5.1) The definition of "physician" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted.

"physician" means a legally qualified medical practitioner and, when referring to a community treatment order, means a legally qualified medical practitioner who meets the qualifications prescribed in the regulations for the issuing or renewing of a community treatment order. ("médecin")

(6) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

"plan of treatment" has the same meaning as in the *Health Care Consent Act, 1996*. ("plan de traitement")

(7) The definition of "psychiatric facility" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

"psychiatric facility" means a facility for the observation, care and treatment of persons suffering from mental disorder, and designated as such by the Minister. ("établissement psychiatrique")

(8) The definition of "rights adviser" in subsection 1 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 2, section 72, is repealed and the following substituted:



"rights adviser" means a person, or a member of a category of persons, qualified to perform the functions of a rights adviser under this Act and designated by a psychiatric facility, the Minister or by the regulations to perform those functions, but does not include,

- (a) a person involved in the direct clinical care of the person to whom the rights advice is to be given, or
- (b) a person providing treatment or care and supervision under a community treatment plan. ("conseiller en matière de droits")

«ministre» Le ministre de la Santé et des Soins de longue durée ou l'autre membre du Conseil exécutif que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil. («Minister»)



(5.1) La définition de «médecin» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«médecin» Médecin dûment qualifié et, relativement à une ordonnance de traitement en milieu communautaire, médecin dûment qualifié qui possède les qualités requises que prescrivent les règlements pour prendre ou renouveler cette ordonnance. («physician»)

(6) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«plan de traitement» S'entend au sens de la Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé. («plan of treatment»)

(7) La définition de «établissement psychiatrique» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«établissement psychiatrique» Établissement où les personnes souffrant de troubles mentaux sont mises en observation, reçoivent des soins et suivent un traitement, et que le ministre désigne comme tel. («psychiatric facility»)

(8) La définition de «conseiller en matière de droits» au paragraphe 1 (1) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogée et remplacée par ce qui suit :



«conseiller en matière de droits» Personne qui a les qualités requises pour remplir les fonctions de conseiller en matière de droits en vertu de la présente loi et qui est désignée par un établissement psychiatrique, le ministre ou les règlements pour remplir ces fonctions, ou membre d'une catégorie de personnes ayant ces qualités et ainsi désignées. Sont toutefois exclus de la présente définition :

- a) quiconque participe à la fourniture directe de soins cliniques à la personne à laquelle les conseils en matière de droits doivent être donnés;
- b) quiconque fournit un traitement ou fournit des soins et exerce une surveillance aux termes d'un plan de traite-

(9) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

“treatment” has the same meaning as in the *Health Care Consent Act, 1996*. (“traitement”)

2. (1) Subsection 13 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is further amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

(2) Subsection 13 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is further amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

3. (1) Clause 15 (1) (f) of the Act is amended by striking out “imminent and” at the beginning.

(2) Section 15 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) Where a physician examines a person and has reasonable cause to believe that the person,

(a) has previously received treatment for mental disorder of an ongoing or recurring nature that, when not treated, is of a nature or quality that likely will result in serious bodily harm to the person or to another person or substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person; and

(b) has shown clinical improvement as a result of the treatment,

and if in addition the physician is of the opinion that the person,

(c) is apparently suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one;

(d) given the person’s history of mental disorder and current mental or physical condition, is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to

ment en milieu communautaire.
(«rights adviser») ▲

(9) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 72 du chapitre 2 des Lois de l’Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«traitement» S’entend au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*. («treatment»)

2. (1) Le paragraphe 13 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié de nouveau par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite».

(2) Le paragraphe 13 (2) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié de nouveau par substitution de «à la Commission une requête rédigée selon la formule approuvée» à «une requête à la Commission sur la formule prescrite».

3. (1) L’alinéa 15 (1) f) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et».

(2) L’article 15 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Si un médecin examine une personne et a des motifs valables de croire que :

a) d’une part, elle a déjà reçu un traitement pour des troubles mentaux continus ou récidivants qui, lorsqu’ils ne sont pas traités, sont d’une nature ou d’un caractère qui aura probablement comme conséquence qu’elle s’infligera ou infligera à une autre personne des lésions corporelles graves ou qu’elle subira une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;

b) d’autre part, elle a connu une amélioration sur le plan clinique de son état par suite du traitement,

et qu’en plus, il est d’avis que cette personne :

c) souffre, selon toute apparence, du même trouble mental que celui pour lequel elle a déjà été traitée ou d’un trouble mental semblable;

d) étant donné ses antécédents de troubles mentaux et son état mental ou physique actuel, risque probablement de s’infliger ou d’infliger à une autre personne

Same

Idem

another person or is likely to suffer substantial mental or physical deterioration or serious physical impairment; and

- | (e) is incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her treatment in a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained,

the physician may make application in the prescribed form for a psychiatric assessment of the person.

(3) Subsection 15 (2) of the Act is amended by striking out "An application under subsection (1)" at the beginning and substituting "An application under subsection (1) or (1.1)".

(4) Subsection 15 (3) of the Act is amended by striking out "A physician who signs an application under subsection (1)" at the beginning and substituting "A physician who signs an application under subsection (1) or (1.1)".

(5) Subsection 15 (4) of the Act is amended by striking out "An application under subsection (1)" at the beginning and substituting "An application under subsection (1) or (1.1)".

(6) Subsection 15 (5) of the Act is amended by striking out "An application under subsection (1)" at the beginning and substituting "An application under subsection (1) or (1.1)".

4. (1) Clause 16 (1) (f) of the Act is amended by striking out "imminent and" at the beginning.

(2) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) Where information upon oath is brought before a justice of the peace that a person within the limits of the jurisdiction of the justice,

- (a) has previously received treatment for mental disorder of an ongoing or recurring nature that, when not treated, is of a nature or quality that likely will result in serious bodily harm to the person or to another person or substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person; and

des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;

- e) est incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son traitement dans un établissement psychiatrique et que le consentement de son mandataire spécial a été obtenu,

il peut présenter une demande d'évaluation psychiatrique de cette personne rédigée selon la formule prescrite.

(3) Le paragraphe 15 (2) de la Loi est modifié par substitution de «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

(4) Le paragraphe 15 (3) de la Loi est modifié par substitution de «Le médecin qui signe la demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «Le médecin qui signe la demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

(5) Le paragraphe 15 (4) de la Loi est modifié par substitution de «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

(6) Le paragraphe 15 (5) de la Loi est modifié par substitution de «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

4. (1) L'alinéa 16 (1) f) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et».

(2) L'article 16 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Si un juge de paix est saisi de renseignements donnés sous serment selon lesquels une personne qui se trouve dans les limites du territoire placé sous sa compétence :

- a) d'une part, a déjà reçu un traitement pour des troubles mentaux continus ou récidivants qui, lorsqu'ils ne sont pas traités, sont d'une nature ou d'un caractère qui aura probablement comme conséquence qu'elle s'infligera ou infligera à une autre personne des lésions corporelles graves ou qu'elle subira une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;

Same

Idem

- (b) has shown clinical improvement as a result of the treatment,

and in addition based upon the information before him or her the justice of the peace has reasonable cause to believe that the person,

- (c) is apparently suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one;
- (d) given the person's history of mental disorder and current mental or physical condition, is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or is likely to suffer substantial mental or physical deterioration or serious physical impairment; and
- (e) is apparently incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her treatment in a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained,

the justice of the peace may issue an order in the prescribed form for the examination of the person by a physician.

(3) Subsection 16 (2) of the Act is amended by striking out “or other peace officers” after “police officers”.

(4) Subsection 16 (3) of the Act is amended by striking out “or other peace officer” after “police officer”.

(5) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsection:

Manner of bringing information before justice

(4) For the purposes of this section, information shall be brought before a justice of the peace in the prescribed manner.

5. Section 17 of the Act is repealed and the following substituted:

Action by police officer

17. Where a police officer has reasonable and probable grounds to believe that a person is acting or has acted in a disorderly manner and has reasonable cause to believe that the person,

- (a) has threatened or attempted or is threatening or attempting to cause bodily harm to himself or herself;
- (b) has behaved or is behaving violently towards another person or has caused or is causing another person to fear bodily harm from him or her; or
- (c) has shown or is showing a lack of competence to care for himself or herself,

- b) d'autre part, a connu une amélioration sur le plan clinique de son état par suite du traitement,

et qu'en plus, il a des motifs valables de croire, sur la foi des renseignements qui lui sont donnés, que cette personne :

- c) souffre, selon toute apparence, du même trouble mental que celui pour lequel elle a déjà été traitée ou d'un trouble mental semblable;
- d) étant donné ses antécédents de troubles mentaux et son état mental ou physique actuel, risque probablement de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;
- e) est, selon toute apparence, incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son traitement dans un établissement psychiatrique et que le consentement de son mandataire spécial a été obtenu,

il peut rendre une ordonnance, rédigée selon la formule prescrite, pour que la personne soit examinée par un médecin.

(3) Le paragraphe 16 (2) de la Loi est modifié par suppression de «ou agents de la paix» après «les agents de police».

(4) Le paragraphe 16 (3) de la Loi est modifié par suppression de «ou à l'agent de la paix» après «l'agent de police».

(5) L'article 16 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4) Pour l'application du présent article, les renseignements sont présentés devant un juge de paix de la manière prescrite.

5. L'article 17 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

17. Si un agent de police a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une personne agit ou a agi d'une façon désordonnée et qu'il a des motifs valables de croire que cette personne :

- a) soit a menacé ou tenté de s'infliger des lésions corporelles ou menace ou tente de le faire;
- b) soit s'est comportée ou se comporte avec violence envers une autre personne ou de manière à lui faire craindre qu'elle lui causera des lésions corporelles;
- c) soit a fait ou fait preuve de son incapacité de prendre soin d'elle-même,

Manière de présenter des renseignements devant un juge de paix

Intervention de l'agent de police

and in addition the police officer is of the opinion that the person is apparently suffering from mental disorder of a nature or quality that likely will result in,

- (d) serious bodily harm to the person;
- (e) serious bodily harm to another person; or
- (f) serious physical impairment of the person,

and that it would be dangerous to proceed under section 16, the police officer may take the person in custody to an appropriate place for examination by a physician.

6. Section 19 of the Act is amended by striking out "Subject to subsection 20 (5)" at the beginning and substituting "Subject to subsections 20 (1.1) and (5)".

7. (1) Clause 20 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

- (c) shall admit the person as an involuntary patient by completing and filing with the officer in charge a certificate of involuntary admission if the attending physician is of the opinion that the conditions set out in subsection (1.1) or (5) are met.

(2) Section 20 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) The attending physician shall complete a certificate of involuntary admission or a certificate of renewal if, after examining the patient, he or she is of the opinion that the patient,

- (a) has previously received treatment for mental disorder of an ongoing or recurring nature that, when not treated, is of a nature or quality that likely will result in serious bodily harm to the person or to another person or substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person;
- (b) has shown clinical improvement as a result of the treatment;
- (c) is suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one;
- (d) given the person's history of mental disorder and current mental or physical condition, is likely to cause serious

et qu'en plus, il est d'avis que cette personne souffre, selon toute apparence, d'un trouble mental d'une nature ou d'un caractère qui aura probablement l'une des conséquences suivantes :

- d) elle s'infligera des lésions corporelles graves;
- e) elle infligera des lésions corporelles graves à une autre personne;
- f) elle subira un affaiblissement physique grave,

et qu'il serait dangereux d'agir selon les termes de l'article 16, il peut amener sous garde cette personne dans un lieu approprié afin qu'elle soit examinée par un médecin.

6. L'article 19 de la Loi est modifié par substitution de «Sous réserve des paragraphes 20 (1.1) et (5)» à «Sous réserve du paragraphe 20 (5)».

7. (1) L'alinéa 20 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) il admet cette personne à titre de malade en cure obligatoire en remplissant et en déposant auprès du dirigeant responsable un certificat d'admission en cure obligatoire s'il est d'avis que les conditions énoncées au paragraphe (1.1) ou (5) sont remplies.

(2) L'article 20 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le médecin traitant remplit un certificat d'admission en cure obligatoire ou un certificat de renouvellement si, après avoir examiné le malade, il est d'avis que celui-ci remplit les conditions suivantes :

- a) il a déjà reçu un traitement pour des troubles mentaux continus ou récidivants qui, lorsqu'ils ne sont pas traités, sont d'une nature ou d'un caractère qui aura probablement comme conséquence que le malade s'infligera ou infligera à une autre personne des lésions corporelles graves ou qu'il subira une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;
- b) il a connu une amélioration sur le plan clinique de son état par suite du traitement;
- c) il souffre du même trouble mental que celui pour lequel il a déjà été traité ou d'un trouble mental semblable;
- d) étant donné ses antécédents de troubles mentaux et son état mental ou physique actuel, il risque probablement de s'inflig

Conditions
for
involuntary
admission

Conditions
de l'admission
en cure
obligatoire

bodily harm to himself or herself or to another person or is likely to suffer substantial mental or physical deterioration or serious physical impairment;

- (e) has been found incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her treatment in a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained; and
- (f) is not suitable for admission or continuation as an informal or voluntary patient.

(3) Subsection 20 (5) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Conditions
for
involuntary
admission

(5) The attending physician shall complete a certificate of involuntary admission or a certificate of renewal if, after examining the patient, he or she is of the opinion both,

(4) Subclause 20 (5) (a) (iii) of the Act is amended by striking out “imminent and” at the beginning.

(5) Subsection 20 (7) of the Act is amended by striking out “upon completion of the prescribed form by the attending physician” at the end and substituting “upon completion of the approved form by the attending physician”.

(6) Subsection 20 (8) of the Act is amended by striking out “in accordance with subsections (1) and (2)” and substituting “in accordance with this section”.

8. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

Detention
under the
*Criminal
Code*
(Canada)

25. Any person who is detained in a psychiatric facility under Part XX.1 of the *Criminal Code* (Canada) may be restrained, observed and examined under this Act and provided with treatment under the *Health Care Consent Act, 1996*.



8.1 Section 27 of the Act is repealed and the following substituted:

Leave of
absence

27. (1) The attending physician may, subject to subsection (3), place a patient on a leave of absence from the psychiatric facility for a designated period of not more than three months if the intention is that the patient shall return to the facility.

Same

(2) The officer in charge may, upon the advice of the attending physician, place a patient

ger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;

- e) il a été jugé incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son traitement dans un établissement psychiatrique et le consentement de son mandataire spécial a été obtenu;
- f) il ne convient pas de l'admettre à titre de malade en cure facultative ou volontaire ni de le maintenir en cure facultative ou volontaire.

(3) Le paragraphe 20 (5) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(5) Le médecin traitant remplit un certificat d'admission en cure obligatoire ou un certificat de renouvellement si, après avoir examiné le malade, il est d'avis que :

Conditions
de l'admis-
sion en cure
obligatoire

(4) Le sous-alinéa 20 (5) a) (iii) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et».

(5) Le paragraphe 20 (7) de la Loi est modifié par substitution de «dès que le médecin traitant a rempli la formule approuvée» à «dès que le médecin traitant a rempli la formule prescrite» à la fin du paragraphe.

(6) Le paragraphe 20 (8) de la Loi est modifié par substitution de «conformément au présent article» à «conformément aux paragraphes (1) et (2)» à la fin du paragraphe.

8. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25. Quiconque est détenu dans un établissement psychiatrique en vertu de la partie XX.1 du *Code criminel* (Canada) peut être maîtrisé, mis en observation et examiné en vertu de la présente loi et recevoir un traitement en vertu de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*.

Détention en
vertu du
*Code
criminel*
(Canada)

8.1 L'article 27 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

27. (1) Le médecin traitant peut, sous réserve du paragraphe (3), donner à un malade l'autorisation de s'absenter de l'établissement psychiatrique pendant une période déterminée d'au plus trois mois s'il est prévu que le malade y reviendra.

Autorisation
de s'absenter

(2) Le dirigeant responsable peut, sur l'avis du médecin traitant, donner à un malade l'au-

Idem

on a leave of absence from the psychiatric facility for a designated period of not more than three months.

Terms and conditions

(3) The attending physician and the patient shall comply with such terms and conditions for the leave of absence as the officer in charge may prescribe.

Exception

(4) This section does not authorize the placing of a patient on a leave of absence where he or she is subject to detention otherwise than under this Act. ▲

9. Subsection 28 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Unauthorized absence

(1) Where a person who is subject to detention is absent without leave from a psychiatric facility, a police officer or any other person to whom the officer in charge has issued an order for return shall make reasonable attempts to return the person and may, within one month after the absence becomes known to the officer in charge, return the person to the psychiatric facility or take the person to the psychiatric facility nearest to the place where the person is apprehended.

10. Subsection 29 (1) of the Act is amended by striking out "in the prescribed form" at the end and substituting "in the approved form".

11. Section 31 of the Act is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

12. (2) Section 32 of the Act is amended by adding the following subsection:

Delegation of Minister's powers

(2) The Minister may, in writing, delegate his or her powers under subsection (1) to the Deputy Minister or to any officer or officers of the Ministry subject to such limitations, conditions and requirements as the Minister may set out in the delegation.

13. Section 33 of the Act is repealed and the following substituted:

Duty to remain and retain custody

33. A police officer or other person who takes a person in custody to a psychiatric facility shall remain at the facility and retain custody of the person until the facility takes custody of him or her in the prescribed manner.

14. The Act is amended by adding the following sections:

torisation de s'absenter de l'établissement psychiatrique pendant une période déterminée d'au plus trois mois.

(3) Le médecin traitant et le malade se conforment aux conditions de l'autorisation de s'absenter que le dirigeant responsable peut prescrire.

Conditions

(4) Le présent article ne permet pas d'accorder à un malade l'autorisation de s'absenter d'un établissement psychiatrique s'il y est détenu autrement qu'en vertu de la présente loi. ▲

Exception

9. Le paragraphe 28 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si une personne détenue dans un établissement psychiatrique s'en absente sans autorisation, un agent de police ou toute autre personne à qui le dirigeant responsable a donné l'ordre de la ramener doit faire des tentatives raisonnables pour la ramener et peut, au cours du mois qui suit le moment où le dirigeant responsable prend connaissance de l'absence, la ramener à l'établissement où elle était ou l'amener à l'établissement psychiatrique le plus proche du lieu où elle est appréhendée.

Absence non autorisée

10. Le paragraphe 29 (1) de la Loi est modifié par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite» à la fin du paragraphe.

11. L'article 31 de la Loi est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite» à la fin du paragraphe.

12. (2) L'article 32 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Le ministre peut déléguer ses pouvoirs en vertu du paragraphe (1) au sous-ministre ou à un ou plusieurs fonctionnaires du ministère. La délégation est écrite et peut être assortie de restrictions, conditions et exigences.

Délégation des pouvoirs du ministre

13. L'article 33 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

33. L'agent de police ou l'autre personne qui amène sous garde une personne aux autorités d'un établissement psychiatrique y reste et maintient cette personne sous garde jusqu'à ce que les autorités de l'établissement acceptent d'en assumer la garde de la manière prescrite.

Responsabilité de la garde

14. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Community
treatment
order

33.1 (1) A physician may issue or renew a community treatment order with respect to a person for a purpose described in subsection (1.2) if the criteria set out in subsection (2) are met.

Same

(1.1) The community treatment order must be in the prescribed form.

Purposes

(1.2) The purpose of a community treatment order is to provide a person who suffers from a serious mental disorder with a comprehensive plan of community-based treatment or care and supervision that is less restrictive than being detained in a psychiatric facility. Without limiting the generality of the foregoing, a purpose is to provide such a plan for a person who, as a result of his or her serious mental disorder, experiences this pattern: the person is admitted to a psychiatric facility where his or her condition is usually stabilized; after being released from the facility, the person often stops the treatment or care and supervision; the person's condition changes and, as a result, the person must be re-admitted to a psychiatric facility. ▲

Criteria
for order

(2) A physician may issue or renew a community treatment order under this section if,

- (a) during the previous three-year period, the person,
 - (i) has been a patient in a psychiatric facility on two or more separate occasions or for a cumulative period of 30 days or more during that three-year period, or
 - (ii) has been the subject of a previous community treatment order under this section;
- (b) the person or his or her substitute decision-maker, the physician who is considering issuing or renewing the community treatment order and any other health practitioner or person involved in the person's treatment or care and supervision have developed a community treatment plan for the person;
- (c) within the 72-hour period before entering into the community treatment plan, the physician has examined the person and is of the opinion, based on the

33.1 (1) Un médecin peut prendre ou renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire à l'égard d'une personne dans un but visé au paragraphe (1.2) si les conditions énoncées au paragraphe (2) sont remplies.

Ordonnance
de traitement
en milieu
communau-
taire

(1.1) L'ordonnance de traitement en milieu communautaire est rédigée selon la formule prescrite.

Idem

(1.2) Une ordonnance de traitement en milieu communautaire a pour but d'offrir à une personne qui souffre de graves troubles mentaux un plan complet de traitement ou de soins et de surveillance en milieu communautaire qui soit moins contraignant pour celle-ci que la détention dans un établissement psychiatrique. Sans préjudice de la portée générale de ce qui précède, un des buts est d'offrir un tel plan à une personne qui, en raison de graves troubles mentaux, se retrouve dans la situation suivante : elle est admise dans un établissement psychiatrique, où son état se stabilise habituellement; après avoir reçu son congé de l'établissement, elle met souvent fin au traitement ou aux soins et à la surveillance; son état change et, en conséquence, elle doit être réadmise dans un établissement psychiatrique. ▲

Buts

(2) Le médecin peut prendre ou renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire en vertu du présent article si les conditions suivantes sont remplies :

Conditions
relatives à
l'ordonnance

- a) au cours de la période précédente de trois ans, la personne :
 - (i) soit a été un malade dans un établissement psychiatrique à deux reprises au moins ou pendant une période cumulative de 30 jours au moins au cours de cette période de trois ans,
 - (ii) soit a déjà fait l'objet d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire prise en vertu du présent article;
- b) la personne ou son mandataire spécial, le médecin qui envisage de prendre ou de renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire et toute autre personne, notamment un praticien de la santé, qui participe à la fourniture d'un traitement à la personne ou à la fourniture de soins à celle-ci et à sa surveillance ont élaboré un plan de traitement en milieu communautaire pour celle-ci;
- c) dans les 72 heures précédant l'adhésion au plan de traitement en milieu communautaire, le médecin a examiné la personne et est d'avis, d'après l'examen et

examination and any other relevant facts communicated to the physician, that,

- (i) the person is suffering from mental disorder such that he or she needs continuing treatment or care and continuing supervision while living in the community,
 - (ii) the person meets the criteria for the completion of an application for psychiatric assessment under subsection 15 (1) or (1.1) where the person is not currently a patient in a psychiatric facility,
 - (iii) if the person does not receive continuing treatment or care and continuing supervision while living in the community, he or she is likely, because of mental disorder, to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or to suffer substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person,
 - (iv) the person is able to comply with the community treatment plan contained in the community treatment order, and
 - (v) the treatment or care and supervision required under the terms of the community treatment order are available in the community;
- (d) the physician has consulted with the health practitioners or other persons proposed to be named in the community treatment plan;
- ➡
- (e) subject to subsection (3), the physician is satisfied that the person subject to the order and his or her substitute decision-maker, if any, have consulted with a rights adviser and have been advised of their legal rights; and
 - (f) the person or his or her substitute decision-maker consents to the community treatment plan in accordance with the rules for consent under the *Health Care Consent Act, 1996*. ▲

Exception

(3) Clause (2) (e) does not apply to the person subject to the order if the person himself or herself refuses to consult with a rights

tous autres faits pertinents qui lui ont été communiqués, que les conditions suivantes sont réunies :

- (i) la personne souffre de troubles mentaux nécessitant un traitement ou des soins continus et une surveillance continue pendant qu'elle vit au sein de la collectivité,
 - (ii) la personne remplit les critères permettant que soit remplie une demande d'évaluation psychiatrique visée au paragraphe 15 (1) ou (1.1) si elle n'est pas déjà un malade dans un établissement psychiatrique,
 - (iii) en l'absence de traitement ou de soins continus et d'une surveillance continue pendant qu'elle vit au sein de la collectivité, la personne risque probablement, en raison de troubles mentaux, de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave,
 - (iv) la personne est en mesure de se conformer au plan de traitement en milieu communautaire décrit dans l'ordonnance de traitement en milieu communautaire,
 - (v) le traitement ou les soins et la surveillance exigés aux termes de l'ordonnance de traitement en milieu communautaire sont offerts dans la collectivité;
- d) le médecin a consulté les praticiens de la santé ou les autres personnes que l'on propose de désigner dans le plan de traitement en milieu communautaire;
- ➡
- e) sous réserve du paragraphe (3), le médecin est convaincu que la personne visée par l'ordonnance et son mandataire spécial, si elle en a un, ont consulté un conseiller en matière de droits et qu'ils ont été informés des droits que leur reconnaît la loi;
 - f) la personne ou son mandataire spécial consent au plan de traitement en milieu communautaire conformément aux règles relatives au consentement prévues par la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*. ▲

Exception

(3) L'alinéa (2) e) ne s'applique pas à la personne visée par l'ordonnance si elle-même refuse de consulter un conseiller en matière de droits et que ce dernier en informe le médecin.

adviser and the rights adviser so informs the physician.

Content of order

(4) A community treatment order shall indicate,

- (a) the date of the examination referred to in clause (2) (c);
- (b) the facts on which the physician formed the opinion referred to in clause (2) (c);
- (c) a description of the community treatment plan referred to in clause (2) (b); and
- (d) an undertaking by the person to comply with his or her obligations as set out in subsection (6) or an undertaking by the person's substitute decision-maker to use his or her best efforts to ensure that the person complies with those obligations.



Protection from liability, substitute decision-maker

(4.1) The substitute decision-maker who, in good faith, uses his or her best efforts to ensure the person's compliance and believes, on reasonable grounds, that the person is in compliance is not liable for any default or neglect of the person in complying.

Legal advice

(5) The person who is being considered for a community treatment order, or who is subject to such an order, and that person's substitute decision-maker, if any, have a right to retain and instruct counsel and to be informed of that right.

Obligations of person

(6) If a person or his or her substitute decision-maker consents to a community treatment plan under this section, the person shall,

- (a) attend appointments with the physician who issued or renewed the community treatment order, or with any other health practitioner or other person referred to in the community treatment plan, at the times and places scheduled from time to time; and
- (b) comply with the community treatment plan described in the community treatment order.

To whom copies of order and plan to be given

(7) The physician who issues or renews a community treatment order under this section shall ensure that a copy of the order, including the community treatment plan, is given to,

(4) L'ordonnance de traitement en milieu communautaire fait état de ce qui suit :

- a) la date de l'examen visé à l'alinéa (2) c);
- b) les faits qui ont permis au médecin de formuler l'avis visé à l'alinéa (2) c);
- c) le plan de traitement en milieu communautaire visé à l'alinéa (2) b);
- d) l'engagement de la personne à remplir les obligations énoncées au paragraphe (6) qui lui incombent ou celui de son mandataire spécial à faire de son mieux pour veiller à ce qu'elle les remplisse.



Contenu de l'ordonnance

(4.1) Le mandataire spécial qui, en toute bonne foi, fait de son mieux pour veiller à ce que la personne remplisse ses obligations et croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'elle les remplit n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par la personne à cet égard.

Immunité : mandataire spécial

(5) La personne à l'égard de laquelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire est envisagée ou qui fait l'objet d'une telle ordonnance, et son mandataire spécial, si elle en a un, ont le droit de retenir les services d'un avocat et de le mandater, ainsi que d'être informés de ce droit.

Conseils juridiques

(6) Si une personne ou son mandataire spécial consent à un plan de traitement en milieu communautaire en vertu du présent article, la personne :

Obligations de la personne

- a) d'une part, se présente à ses rendez-vous chez le médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance de traitement en milieu communautaire ou chez toute autre personne, notamment un praticien de la santé, mentionnée dans le plan de traitement en milieu communautaire, aux dates, heures et lieux prévus;
- b) d'autre part, se conforme au plan de traitement en milieu communautaire décrit dans l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.

(7) Le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire veille à ce qu'une copie de l'ordonnance, y compris le plan de traitement en milieu communautaire, soit remise aux personnes suivantes :

Destinataires des copies de l'ordonnance et du plan

	<p>(a) the person, along with a notice that he or she has a right to a hearing before the Board under section 39.1;</p> <p>(b) the person's substitute decision-maker, where applicable;</p> <p>(c) the officer in charge, where applicable; and</p> <p>(d) any other health practitioner or other person named in the community treatment plan.</p>		<p>a) la personne, de même qu'un avis l'informant qu'elle a droit à une audience devant la Commission en vertu de l'article 39.1;</p> <p>b) le mandataire spécial de la personne, s'il y a lieu;</p> <p>c) le dirigeant responsable, s'il y a lieu;</p> <p>d) toute autre personne, notamment un praticien de la santé, désignée dans le plan de traitement en milieu communautaire.</p>	
Expiry of order	<p>(8) A community treatment order expires six months after the day it is made unless,</p> <p>(a) it is renewed in accordance with subsection (9); or</p> <p>(b) it is terminated earlier in accordance with section 33.2, 33.3 or 33.4.</p>		<p>(8) Une ordonnance de traitement en milieu communautaire expire six mois après la date de son prononcé, sauf si, selon le cas :</p> <p>a) elle est renouvelée conformément au paragraphe (9);</p> <p>b) elle est révoquée plus tôt conformément à l'article 33.2, 33.3 ou 33.4.</p>	Expiration de l'ordonnance
Renewals	<p>(9) A community treatment order may be renewed for a period of six months at any time before its expiry and within one month after its expiry.</p>		<p>(9) Une ordonnance de traitement en milieu communautaire peut être renouvelée pour une période de six mois en tout temps avant son expiration et dans le mois qui suit son expiration.</p>	Renouvellements
Subsequent plans	<p>(10) Upon the expiry or termination of a community treatment order, the parties may enter into a subsequent community treatment plan if the criteria set out in subsection (2) are met.</p>		<p>(10) Dès l'expiration ou la révocation d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire, les parties peuvent convenir d'un plan subséquent de traitement en milieu communautaire si les conditions énoncées au paragraphe (2) sont remplies.</p>	Plans subséquents
Early termination of order pursuant to request	<p>33.2 (1) At the request of a person who is subject to a community treatment order or of his or her substitute decision-maker, the physician who issued or renewed the order shall review the person's condition to determine if the person is able to continue to live in the community without being subject to the order.</p>		<p>33.2 (1) Le médecin qui a pris ou renouvelé une ordonnance de traitement en milieu communautaire examine l'état de la personne visée par l'ordonnance, à la demande de celle-ci ou de son mandataire spécial, afin de déterminer si elle est en mesure de continuer à vivre au sein de la collectivité sans être assujettie à l'ordonnance.</p>	Révocation anticipée de l'ordonnance sur demande
Same	<p>(2) If the physician determines, upon reviewing the person's condition, that the circumstances described in subclauses 33.1 (2) (c) (i), (ii) and (iii) no longer exist, the physician shall,</p> <p>(a) terminate the community treatment order;</p> <p>(b) notify the person that he or she may live in the community without being subject to the community treatment order; and</p> <p>(c) notify the persons referred to in clauses 33.1 (7) (b), (c) and (d) that the community treatment order has been terminated.</p>		<p>(2) S'il détermine, après avoir examiné l'état de la personne, que les circonstances visées aux sous-alinéas 33.1 (2) c) (i), (ii) et (iii) n'existent plus, le médecin prend les mesures suivantes :</p> <p>a) il révoque l'ordonnance de traitement en milieu communautaire;</p> <p>b) il avise la personne qu'elle peut vivre au sein de la collectivité sans être assujettie à l'ordonnance de traitement en milieu communautaire;</p> <p>c) il informe les personnes visées aux alinéas 33.1 (7) b), c) et d) que l'ordonnance de traitement en milieu communautaire a été révoquée.</p>	Idem

Early termination of order for failure to comply

33.3 (1) If a physician who issued or renewed a community treatment order has reasonable cause to believe that the person subject to the order has failed to comply with his or her obligations under subsection 33.1 (6), the physician may, subject to subsection (2), issue an order for examination of the person in the prescribed form.

Conditions for issuing order for examination

(2) The physician shall not issue an order for examination under subsection (1) unless,

- (a) he or she has reasonable cause to believe that the criteria set out in subclauses 33.1 (2) (c) (i), (ii) and (iii) continue to be met; and
- (b) reasonable efforts have been made to,
 - (i) locate the person,
 - (ii) inform the person of the failure to comply or, if the person is incapable within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, inform the person's substitute decision-maker of the failure,
 - (iii) inform the person or the substitute decision-maker of the possibility that the physician may issue an order for examination and of the possible consequences; and
 - (iv) provide assistance to the person to comply with the terms of the order.

Return to physician

(3) An order for examination issued under subsection (1) is sufficient authority, for 30 days after it is issued, for a police officer to take the person named in it into custody and then promptly to the physician who issued the order.

Assessment on return

(4) The physician shall promptly examine the person to determine whether,

- (a) the physician should make an application for a psychiatric assessment of the person under section 15;
- (b) the physician should issue another community treatment order where the person, or his or her substitute decision-maker, consents to the community treatment plan; or
- (c) the person should be released without being subject to a community treatment order.

Early termination of order on withdrawal of consent

33.4 (1) A person who is subject to a community treatment order, or his or her substitute

33.3 (1) Si le médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance de traitement en milieu communautaire a des motifs valables de croire que la personne visée par l'ordonnance n'a pas rempli les obligations qui lui incombent aux termes du paragraphe 33.1 (6), il peut, sous réserve du paragraphe (2), prendre une ordonnance d'examen de la personne rédigée selon la formule prescrite.

(2) Le médecin ne prend l'ordonnance d'examen visé au paragraphe (1) que si :

- a) d'une part, il a des motifs valables de croire que les conditions énoncées aux sous-alinéas 33.1 (2) c) (i), (ii) et (iii) continuent d'être remplies;
- b) d'autre part, des efforts raisonnables ont été faits pour :
 - (i) trouver la personne,
 - (ii) informer la personne de son défaut de se conformer à l'ordonnance ou, si elle est incapable au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, en informer son mandataire spécial,
 - (iii) informer la personne ou son mandataire spécial de la possibilité que le médecin prenne une ordonnance d'examen et des conséquences possibles,
 - (iv) fournir à la personne l'aide voulue pour lui permettre de se conformer aux conditions de l'ordonnance.

(3) Pendant la période de 30 jours suivant son prononcé, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) constitue une autorisation suffisante pour qu'un agent de police appréhende la personne qui y est désignée et l'amène promptement chez le médecin qui a pris l'ordonnance.

(4) Le médecin examine la personne promptement afin de déterminer si, selon le cas :

- a) il devrait présenter une demande d'évaluation psychiatrique de cette personne en vertu de l'article 15;
- b) il devrait prendre une autre ordonnance de traitement en milieu communautaire si la personne ou son mandataire spécial consent au plan de traitement en milieu communautaire;
- c) on devrait relâcher la personne sans l'assujettir à une ordonnance de traitement en milieu communautaire.

33.4 (1) La personne visée par une ordonnance de traitement en milieu communautaire,

Révocation anticipée de l'ordonnance pour défaut de se conformer

Conditions du prononcé de l'ordonnance

Retour de la personne chez le médecin

Évaluation dès le retour de la personne

Révocation anticipée de l'ordonnance sur retrait du consentement

decision-maker, may withdraw his or her consent to the community treatment plan by giving the physician who issued or renewed the order a notice of intention to withdraw consent.

Duty of physician

(2) Within 72 hours after receipt of the notice, the physician shall review the person's condition to determine if the person is able to continue to live in the community without being subject to the order.



Order for examination

(3) If the person subject to the community treatment order fails to permit the physician to review his or her condition, the physician may, within the 72-hour period, issue in the prescribed form an order for examination of the person if he or she has reasonable cause to believe that the criteria set out in subclauses 33.1 (2) (c) (i), (ii) and (iii) continue to be met.



Return to physician

(4) An order for examination issued under subsection (3) is sufficient authority, for 30 days after it is issued, for a police officer to take the person named in it into custody and then promptly to the physician who issued the order.

Assessment on return

(5) The physician shall promptly examine the person to determine whether,

- (a) the physician should make an application for a psychiatric assessment of the person under section 15;
- (b) the physician should issue another community treatment order where the person, or his or her substitute decision-maker, consents to the community treatment plan; or
- (c) the person should be released without being subject to a community treatment order.

Accountability

33.5 (1) A physician who issues or renews a community treatment order, or a physician who is appointed under subsection (2), is responsible for the general supervision and management of the order.

Appointment of other physician

(2) If the physician who issues or renews a community treatment order is absent or, for any other reason, is unable to carry out his or her responsibilities under subsection (1) or under section 33.2, 33.3 or 33.4, the physician may appoint another physician to act in his or her place, with the consent of that physician.

ou son mandataire spécial, peut retirer son consentement au plan de traitement en milieu communautaire en donnant un avis de son intention au médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance.

(2) Au plus tard 72 heures après qu'il a reçu l'avis, le médecin examine l'état de la personne afin de déterminer si elle est en mesure de continuer à vivre au sein de la collectivité sans être assujettie à l'ordonnance.



(3) Si la personne visée par l'ordonnance de traitement en milieu communautaire ne permet pas au médecin d'examiner son état, ce dernier peut, dans le délai de 72 heures, prendre une ordonnance d'examen de la personne, rédigée selon la formule prescrite, s'il a des motifs valables de croire que les conditions énoncées aux sous-alinéas 33.1 (2) c) (i), (ii) et (iii) continuent d'être remplies.



(4) Pendant la période de 30 jours suivant son prononcé, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (3) constitue une autorisation suffisante pour qu'un agent de police appréhende la personne qui y est désignée et l'amène promptement chez le médecin qui a pris l'ordonnance.

(5) Le médecin examine la personne promptement afin de déterminer si, selon le cas :

- a) il devrait présenter une demande d'évaluation psychiatrique de cette personne en vertu de l'article 15;
- b) il devrait prendre une autre ordonnance de traitement en milieu communautaire si la personne ou son mandataire spécial consent au plan de traitement en milieu communautaire;
- c) on devrait relâcher la personne sans l'assujettir à une ordonnance de traitement en milieu communautaire.

33.5 (1) Le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire, ou le médecin qui est nommé aux termes du paragraphe (2), est responsable de la surveillance et de la gestion générales de la mise en application de l'ordonnance.

(2) Si le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire est absent ou, pour tout autre motif, est incapable de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent aux termes du paragraphe (1) ou de l'article 33.2, 33.3 ou 33.4, il peut nommer un autre médecin pour agir à sa place, avec le consentement de celui-ci.

Obligation du médecin

Ordonnance d'examen

Retour de la personne chez le médecin

Évaluation dès le retour de la personne

Responsabilité

Nomination d'un autre médecin

Responsabil-
ity, named
providers

(3) A person who agrees to provide treatment or care and supervision under a community treatment plan shall indicate his or her agreement in the plan and is responsible for providing the treatment or care and supervision in accordance with the plan. ▲

Responsibil-
ity of other
persons

(4) All persons named in a community treatment plan, including the person subject to the plan and the person's substitute decision-maker, if any, are responsible for implementing the plan to the extent indicated in it.

Protection
from liabil-
ity, issuing
physician

33.6 (1) If the physician who issues or renews a community treatment order or a physician appointed under subsection 33.5 (2) believes, on reasonable grounds and in good faith, that the persons who are responsible for providing treatment or care and supervision under a community treatment plan are doing so in accordance with the plan, the physician is not liable for any default or neglect by those persons in providing the treatment or care and supervision.

Same, other
persons
involved
in treatment

(2) If a person who is responsible for providing an aspect of treatment or care and supervision under a community treatment plan believes, on reasonable grounds and in good faith, that a person who is responsible for providing another aspect of treatment or care and supervision under the plan is doing so in accordance with the plan, the person is not liable for any default or neglect by that person in providing that aspect of treatment or care and supervision.

Same,
physician

(3) If a person who is responsible for providing an aspect of treatment or care and supervision under a community treatment plan believes, on reasonable grounds and in good faith, that the physician who issued or renewed the community treatment order or a physician appointed under subsection 33.5 (2) is providing treatment or care and supervision in accordance with the plan, the person is not liable for any default or neglect by the physician in providing the treatment or care and supervision.

(3) La personne qui convient de fournir un traitement ou de fournir des soins et d'exercer une surveillance aux termes d'un plan de traitement en milieu communautaire indique son accord dans le plan et est responsable de la fourniture du traitement ou de la fourniture des soins et de l'exercice de la surveillance conformément au plan. ▲

(4) Toutes les personnes désignées dans le plan de traitement en milieu communautaire, y compris la personne assujettie au plan et son mandataire spécial, si elle en a un, sont responsables de la mise en application du plan dans la mesure qui y est indiquée.

33.6 (1) Si le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire ou un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et en toute bonne foi, que les personnes responsables de la fourniture du traitement ou de la fourniture des soins et de l'exercice de la surveillance aux termes d'un plan de traitement en milieu communautaire le font conformément au plan, il n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par ces personnes à l'égard de ce traitement ou de ces soins et de cette surveillance.

(2) Si une personne responsable de la fourniture d'un aspect du traitement ou de la fourniture ou de l'exercice d'un aspect des soins et de la surveillance aux termes d'un plan de traitement en milieu communautaire croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et en toute bonne foi, qu'une personne responsable de la fourniture ou de l'exercice d'un autre aspect de ceux-ci aux termes du plan le fait conformément au plan, la personne n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par cette personne à l'égard de cet autre aspect du traitement ou des soins et de la surveillance.

(3) Si une personne responsable de la fourniture d'un aspect du traitement ou de la fourniture et de l'exercice d'un aspect des soins et de la surveillance aux termes d'un plan de traitement en milieu communautaire croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et en toute bonne foi, que le médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance de traitement en milieu communautaire ou un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) fournit un traitement ou fournit des soins et exerce une surveillance conformément au plan, la personne n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par le médecin à

Responsabi-
lité des four-
nisseurs
désignés

Responsabi-
lité des
autres
personnes

Immunité :
médecin qui
prend l'or-
donnance

Idem : autres
personnes
qui partici-
pent au
traitement

Idem :
médecin

Reports

(4) The physician who issues or renews a community treatment order or a physician appointed under subsection 33.5 (2) may require reports on the condition of the person subject to the order from the persons who are responsible for providing treatment or care and supervision under the community treatment plan. ➡

l'égard de ce traitement ou de ces soins et de cette surveillance.

Rapports

(4) Le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire ou un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) peut exiger que les personnes responsables de la fourniture du traitement ou de la fourniture des soins et de l'exercice de la surveillance aux termes du plan de traitement en milieu communautaire lui remettent des rapports sur l'état de la personne visée par l'ordonnance. ➡

Community treatment plans

33.7 A community treatment plan shall contain at least the following:

1. A plan of treatment for the person subject to the community treatment order.



2. Any conditions relating to the treatment or care and supervision of the person. ➡

3. The obligations of the person subject to the community treatment order.

4. The obligations of the substitute decision-maker, if any.

5. The name of the physician, if any, who has agreed to accept responsibility for the general supervision and management of the community treatment order under subsection 33.5 (2).

6. The names of all persons or organizations who have agreed to provide treatment or care and supervision under the community treatment plan and their obligations under the plan.

33.7 Le plan de traitement en milieu communautaire comprend au moins les éléments suivants :

1. Un plan de traitement pour la personne visée par l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.



2. Toutes conditions relatives au traitement ou aux soins et à la surveillance de la personne. ➡

3. Les obligations de la personne visée par l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.

4. Les obligations du mandataire spécial, s'il y en a un.

5. Le nom du médecin, s'il y en a un, qui a convenu d'assumer la responsabilité de la supervision et de la gestion générales de la mise en application de l'ordonnance de traitement en milieu communautaire aux termes du paragraphe 33.5 (2).

6. Le nom de toutes les personnes ou de tous les organismes qui ont convenu de fournir le traitement ou de fournir les soins et d'exercer la surveillance aux termes du plan de traitement en milieu communautaire, et les obligations qui leur incombent aux termes du plan.

Plans de traitement en milieu communautaire

No limitation

33.8 Nothing in sections 33.1 to 33.7 prevents a physician, a justice of the peace or a police officer from taking any of the actions that they may take under section 15, 16, 17 or 20.

33.8 Les articles 33.1 à 33.7 n'ont pas pour effet d'empêcher un médecin, un juge de paix ou un agent de police de prendre l'une ou l'autre des mesures qu'ils peuvent prendre en vertu de l'article 15, 16, 17 ou 20.

Aucune restriction

Review

33.9 (1) The Minister shall establish a process to review the following matters:

1. The reasons that community treatment orders were or were not used during the review period.

33.9 (1) Le ministre établit une procédure afin d'examiner les questions suivantes :

1. Les raisons pour lesquelles les ordonnances de traitement en milieu communautaire ont été ou n'ont pas été utilisées pendant la période d'examen.

Examen

2. The effectiveness of community treatment orders during the review period.
3. Methods used to evaluate the outcome of any treatment used under community treatment orders.

2. L'efficacité des ordonnances de traitement en milieu communautaire pendant la période d'examen.
3. Les méthodes employées pour évaluer l'issue d'un traitement utilisé aux termes d'ordonnances de traitement en milieu communautaire.

First
review

(1.1) The first review must be undertaken during the third year after the date on which subsection 33.1 (1) comes into force.

(1.1) Le premier examen est entrepris au cours de la troisième année qui suit la date d'entrée en vigueur du paragraphe 33.1 (1).

Premier
examen

Subsequent
reviews

(2) A review must be completed every five years after the first review is completed.

(2) Un examen est achevé tous les cinq ans après l'achèvement du premier.

Examens
subséquents

Report

(3) The Minister shall make available to the public for inspection the written report of the person conducting each review. ▲

(3) Le ministre met à la disposition du public aux fins de consultation le rapport écrit de la personne qui a procédé à un examen. ▲

Rapport

15. Subsection 35 (3) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following clause:

15. Le paragraphe 35 (3) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

(d.1) a physician who is considering issuing or renewing, or who has issued or renewed, a community treatment order under section 33.1, a physician appointed under subsection 33.5 (2) or another person named in a person's community treatment plan as being involved in the person's treatment or care and supervision upon the written request of the physician or other named person.

d.1) un médecin qui envisage de prendre ou de renouveler, ou qui a pris ou renouvelé, une ordonnance de traitement en milieu communautaire en vertu de l'article 33.1, un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) ou une autre personne désignée, dans le plan de traitement en milieu communautaire d'une personne, comme personne participant à la fourniture d'un traitement à la personne ou à la fourniture de soins à celle-ci et à sa surveillance, à la demande écrite du médecin ou de l'autre personne désignée.

16. The Act is amended by adding the following section:

16. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Consultation
permitted

35.1 (1) Despite any other Act or the regulations made under any other Act, a physician who is considering issuing or renewing a community treatment order with respect to a person may consult with a member of a regulated health profession or of the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers or any other person to determine whether the order should be issued or renewed.

35.1 (1) Malgré toute autre loi ou ses règlements d'application, le médecin qui envisage de prendre ou de renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire à l'égard d'une personne peut consulter un membre d'une profession de la santé réglementée ou de l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario ou toute autre personne afin de déterminer si l'ordonnance devrait être prise ou renouvelée.

Consultation
autorisée

Sharing of
information

(2) Despite any other Act or the regulations made under any other Act, a member of a regulated health profession acting within the scope of practice of his or her profession or a member of the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers or any other person named in a community treatment plan as participating in the treatment or care and supervision of a person who is subject to the order may share information with each

(2) Malgré toute autre loi ou ses règlements d'application, un membre d'une profession de la santé réglementée qui agit dans le cadre de l'exercice de sa profession ou un membre de l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario ou toute autre personne désignée, dans un plan de traitement en milieu communautaire, comme personne participant à la fourniture d'un traitement à une personne visée par l'ordonnance

Échange de
renseignements

other relating to the person's mental or physical condition for the purpose of treating, caring for and supervising the person in accordance with the plan.



Disclosure

(3) Except as provided in subsection (1), no person shall disclose the fact that a person is being considered for or is subject to a community treatment order without the consent of the person or the person's substitute decision-maker.

Prohibition

(3.1) A person who receives personal information under subsection (1) or (2) shall not disclose that information except in accordance with this section.

Definition

(4) In this section,

“regulated health profession” means a health profession set out in Schedule 1 of the *Regulated Health Professions Act, 1991*. ➡

17. Subsection 36 (14) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

18. Paragraph 1 of subsection 36.1 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

19. Subsection 36.2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

20. (1) Subsection 39 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is repealed and the following substituted:

Application for review by patient, etc.

(1) An involuntary patient, or any person on his or her behalf, may apply to the Board in the approved form to inquire into whether or not the prerequisites set out in this Act for admission or continuation as an involuntary patient are met.

(2) Subsection 39 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

ou à la fourniture de soins à celle-ci et à sa surveillance peuvent s'échanger des renseignements concernant l'état mental ou physique de la personne afin de la traiter, de lui fournir des soins et de la surveiller conformément au plan.



(3) Sous réserve du paragraphe (1), nul ne doit divulguer le fait qu'une ordonnance de traitement en milieu communautaire est envisagée à l'égard d'une personne ou que cette dernière fait l'objet d'une telle ordonnance, sans le consentement de la personne ou de son mandataire spécial.

Divulgence

(3.1) La personne qui reçoit des renseignements personnels en vertu du paragraphe (1) ou (2) ne doit pas les divulguer si ce n'est conformément au présent article.

Interdiction

(4) La définition qui suit s'applique au présent article.

Définition

«profession de la santé réglementée» Profession de la santé mentionnée à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. ➡

17. Le paragraphe 36 (14) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «présentée sur la formule prescrite».

18. La disposition 1 du paragraphe 36.1 (4) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifiée par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

19. Le paragraphe 36.2 (2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

20. (1) Le paragraphe 39 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le malade en cure obligatoire ou une personne agissant en son nom peut, sur requête rédigée selon la formule approuvée, demander à la Commission de procéder à une enquête afin d'établir si les conditions préalables d'admission à titre de malade en cure obligatoire ou de maintien en cure obligatoire sont remplies.

Requête en révision présentée par le malade ou une autre personne

(2) Le paragraphe 39 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

When application may be made

(2) In addition to the applications under subsection (4), an application under subsection (1) may be made,

- (a) when a certificate of involuntary admission respecting the patient comes into force; or
- (b) when any certificate of renewal respecting the patient comes into force.

(3) Subsection 39 (4) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is repealed and the following substituted:

Where notice deemed to have been given

(4) On the completion of a fourth certificate of renewal and on the completion of every fourth certificate of renewal thereafter, the patient shall be deemed to have applied in the approved form under subsection (1) to the Board unless he or she has already applied under clause (2) (b).

21. The Act is amended by adding the following section:

Application for review by person subject to community treatment order

39.1 (1) A person who is subject to a community treatment order, or any person on his or her behalf, may apply to the Board in the approved form to inquire into whether or not the criteria for issuing or renewing a community treatment order set out in subsection 33.1 (2) are met.

When application may be made

(2) An application under subsection (1) may be made each time a community treatment order is issued or renewed under section 33.1.

Deemed application

(3) When a community treatment order is renewed for the second time and on the occasion of every second renewal thereafter, the person shall be deemed to have applied to the Board in the approved form under subsection (1) unless an application has already been made under that subsection.



Notice to Board

(4) When a physician renews a community treatment order for the second time and on the occasion of every second renewal thereafter, he or she shall give notice of the renewal to the Board in the approved form.

Waiver

(5) A waiver by the person who is subject to the community treatment order of an application or of the right to an application mentioned in subsection (3) is a nullity.

(2) Outre les requêtes prévues au paragraphe (4), la requête prévue au paragraphe (1) peut être présentée dans l'une des circonstances suivantes :

- a) lorsqu'un certificat d'admission en cure obligatoire concernant le malade entre en vigueur;
- b) lorsqu'un certificat de renouvellement concernant le malade entre en vigueur.

(3) Le paragraphe 39 (4) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Lorsqu'est rempli un quatrième certificat de renouvellement et qu'est rempli chaque quatrième certificat subséquent, le malade est réputé avoir présenté à la Commission, en vertu du paragraphe (1), une requête rédigée selon la formule approuvée, à moins qu'il n'ait déjà présenté une requête en vertu de l'alinéa (2) b).

21. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

39.1 (1) La personne visée par une ordonnance de traitement en milieu communautaire ou une personne agissant en son nom peut, sur requête rédigée selon la formule approuvée, demander à la Commission de procéder à une enquête afin d'établir si les conditions du prononcé ou du renouvellement d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire énoncées au paragraphe 33.1 (2) sont remplies.

(2) La requête visée au paragraphe (1) peut être présentée chaque fois qu'une ordonnance de traitement en milieu communautaire est prise ou renouvelée en vertu de l'article 33.1.

(3) Lorsqu'une ordonnance de traitement en milieu communautaire est renouvelée pour la deuxième fois et, par la suite, à chaque deuxième renouvellement, la personne est réputée avoir présenté à la Commission, en vertu du paragraphe (1), une requête rédigée selon la formule approuvée, à moins qu'une requête n'ait déjà été présentée en vertu de ce paragraphe.



(4) Lorsqu'un médecin renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire pour la deuxième fois et, par la suite, à chaque deuxième renouvellement, il donne à la Commission un avis du renouvellement rédigé selon la formule approuvée.

(5) Est nul l'abandon par la personne visée par l'ordonnance de traitement en milieu communautaire d'une requête ou du droit de présenter une requête visée au paragraphe (3).

Présentation d'une requête

Cas où un avis est réputé donné

Requête en révision présentée par la personne visée par l'ordonnance

Moment où une requête peut être présentée

Requête réputée présentée

Avis à la Commission

Abandon

Review of
community
treatment
order

(6) On the hearing of an application, the Board shall promptly review whether or not the criteria for issuing or renewing the community treatment order set out in subsection 33.1 (2) are met at the time of the hearing of the application.

(6) Lors de l'audition d'une requête, la Commission examine promptement si les conditions du prononcé ou du renouvellement de l'ordonnance de traitement en milieu communautaire énoncées au paragraphe 33.1 (2) sont remplies au moment de l'audition de la requête.

Examen de
l'ordonnance
de traitement
en milieu
communau-
taire

Confirm or
revoke order

(7) The Board may, by order, confirm the issuance or renewal of the community treatment order if it determines that the criteria mentioned in subsection (6) are met at the time of the hearing, but, if the Board determines that those criteria are not met, it shall revoke the community treatment order.

(7) La Commission peut, par ordonnance, confirmer le prononcé ou le renouvellement de l'ordonnance de traitement en milieu communautaire si elle établit que les conditions visées au paragraphe (6) sont remplies au moment de l'audience. Toutefois, si elle établit que ces conditions ne le sont pas, elle révoque l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.

Confirmation
ou révoca-
tion de
l'ordonnance

Application
of order

(8) An order of the Board under subsection (7) applies to the community treatment order in force immediately before the making of the Board's order.

(8) L'ordonnance de la Commission prévue au paragraphe (7) s'applique à l'ordonnance de traitement en milieu communautaire qui est en vigueur immédiatement avant que l'ordonnance de la Commission ne soit rendue.

Application
de l'ordon-
nance

Parties

(9) The physician who issues or renews the community treatment order, the person subject to it or any other person who has required the hearing and such other persons as the Board may specify are parties to the hearing before the Board.

(9) Sont parties à l'audience devant la Commission le médecin qui prend ou renouvelle l'ordonnance de traitement en milieu communautaire, la personne visée par celle-ci ou toute autre personne qui a exigé la tenue de l'audience et les autres personnes que la Commission peut préciser.

Parties

Procedure

(10) Subsections 39 (5.1), (6) and (7) apply to an application under this section with necessary modifications. ▲

(10) Les paragraphes 39 (5.1), (6) et (7) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une requête présentée en vertu du présent article. ▲

Procédure

22. (1) Subsection 48 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 2, section 72, is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

22. (1) Le paragraphe 48 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

(2) Clause 48 (7) (d) of the Act is amended by striking out "subsection 20 (5)" and substituting "subsection 20 (1.1) or (5)".

(2) L'alinéa 48 (7) d) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 20 (1.1) ou (5)» à «paragraphe 20 (5)».

(3) Subsection 48 (8) of the Act is amended by striking out "Subject to subsection 20 (5)" at the beginning and substituting "Subject to subsections 20 (1.1) and (5)".

(3) Le paragraphe 48 (8) de la Loi est modifié par substitution de «Sous réserve des paragraphes 20 (1.1) et (5)» à «Sous réserve du paragraphe 20 (5)» au début du paragraphe.

(4) Clause 48 (11) (d) of the Act is amended by striking out "subsection 20 (5)" and substituting "subsection 20 (1.1) or (5)".

(4) L'alinéa 48 (11) d) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 20 (1.1) ou (5)» à «paragraphe 20 (5)».

(5) Subsection 48 (12) of the Act is amended by striking out "subsection 20 (5)" at the end and substituting "subsection 20 (1.1) or (5)".

(5) Le paragraphe 48 (12) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 20 (1.1) ou (5)» à «paragraphe 20 (5)» à la fin du paragraphe.

23. Subsection 54 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

23. Le paragraphe 54 (4) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

24. Section 55 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

25. Section 56 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

26. Subsection 57 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

27. Subsection 60 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

28. The Act is amended by adding the following sections:

Forms

80.1 The Minister may establish forms and require their use and may require the use of forms approved by the Minister.

Power of Minister to designate

80.2 (1) The Minister may designate and classify psychiatric facilities, and exempt any psychiatric facility or class of psychiatric facility from the application of any provision of the regulations made under clause 81 (1) (b).

List

(2) The Minister shall maintain a list of psychiatric facilities and their classifications, and of any exemptions from the application of any provision of the regulations made under clause 81 (1) (b).

Same

(3) The list referred to in subsection (2) shall be available for public inspection from the Ministry.

29. (1) Clause 81 (1) (a) of the Act is repealed.

(2) Subsection 81 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, 1996, chapter 2, section 72 and 1997, chapter 15, section 11, is further amended by adding the following clause:

(f.1) prescribing the manner in which information may be brought before a justice of the peace for the purposes of section 16.

(3) Clause 81 (1) (g) of the Act is amended by striking out “respecting the examination and detention of persons” and substituting “respecting taking custody of persons under

24. L'article 55 de la Loi, tel qu'il est réédicé par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite» à la fin de l'article.

25. L'article 56 de la Loi, tel qu'il est réédicé par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite» à la fin de l'article.

26. Le paragraphe 57 (2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

27. Le paragraphe 60 (1) de la Loi, tel qu'il est réédicé par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «présentée selon la formule prescrite».

28. La Loi est modifiée par adjonction des article suivants :

80.1 Le ministre peut établir des formules et en exiger l'emploi et peut également exiger l'emploi des formules qu'il approuve.

Formules

80.2 (1) Le ministre peut désigner des établissements psychiatriques et les classer en catégories, et soustraire des établissements psychiatriques ou une catégorie de ceux-ci à l'application de toute disposition des règlements pris en application de l'alinéa 81 (1) b).

Pouvoir de désignation du ministre

(2) Le ministre tient une liste des établissements psychiatriques et de leurs catégories ainsi que des exemptions de l'application de toute disposition des règlements pris en application de l'alinéa 81 (1) b).

Liste

(3) La liste visée au paragraphe (2) est mise par le ministère à la disposition du public aux fins de consultation.

Idem

29. (1) L'alinéa 81 (1) a) de la Loi est abrogé.

(2) Le paragraphe 81 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 11 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

f.1) prescrire le mode selon lequel des renseignements peuvent être présentés devant un juge de paix pour l'application de l'article 16.

(3) L'alinéa 81 (1) g) de la Loi est modifié par substitution de «traiter de la mise sous garde de personnes aux termes de l'article 33, de l'examen et de la détention de personnes» à

section 33, the examination and detention of persons" at the beginning.

(4) Subsection 81 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, 1996, chapter 2, section 72 and 1997, chapter 15, section 11, is further amended by adding the following clauses:



(g.1) respecting and governing community treatment orders, including the qualifications required for issuing such orders, additional duties of physicians who issue or renew such orders, additional duties of physicians who consent to an appointment under subsection 33.5 (2) and additional duties of persons who agree to provide treatment or care and supervision under a community treatment plan; ▲

(g.2) designating persons or categories of persons who may review community treatment order documents to ascertain whether or not they have been completed in compliance with the criteria set out in this Act and prescribing additional duties of such persons;



(g.3) designating persons or categories of persons who may agree to provide treatment or care and supervision under a community treatment plan under subsection 33.5 (3) and prescribing the qualifications or requirements that a person must meet before he or she provides such treatment or care and supervision; ▲

.

(h.1) designating persons or categories of persons as rights advisers and prescribing the qualifications or requirements that a person must meet before he or she may provide rights advice pursuant to clause 33.1 (2) (e);

.

«traiter de l'examen et de la détention de personnes» au début de l'alinéa.

(4) Le paragraphe 81 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 11 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :



g.1) prévoir et régir les ordonnances de traitement en milieu communautaire, notamment les qualités requises pour prendre ces ordonnances, les fonctions supplémentaires des médecins qui prennent ou renouvellent ces ordonnances, les fonctions supplémentaires des médecins qui consentent à être nommés aux termes du paragraphe 33.5 (2) et les fonctions supplémentaires des personnes qui conviennent de fournir un traitement ou de fournir des soins et d'exercer une surveillance aux termes d'un plan de traitement en milieu communautaire; ▲

g.2) désigner des personnes ou des catégories de personnes qui peuvent examiner les documents relatifs aux ordonnances de traitement en milieu communautaire pour s'assurer qu'elles ont été remplies en conformité avec les conditions énoncées dans la présente loi et prescrire les fonctions supplémentaires de ces personnes;



g.3) désigner les personnes ou les catégories de personnes qui peuvent convenir, aux termes du paragraphe 33.5 (3), de fournir un traitement ou de fournir des soins et d'exercer une surveillance aux termes d'un plan de traitement en milieu communautaire, et prescrire les qualités requises qu'une personne doit posséder ou les exigences auxquelles elle doit satisfaire pour être habilitée à fournir ce traitement ou à fournir ces soins et à exercer cette surveillance; ▲

.

h.1) désigner des personnes ou des catégories de personnes comme conseillers en matière de droits et prescrire les qualités requises qu'une personne doit posséder ou les exigences auxquelles elle doit satisfaire pour être habilitée à donner des conseils en matière de droits conformément à l'alinéa 33.1 (2) e);

.

(j.1) prescribing and governing the obligations of health practitioners, rights advisers, health facilities and others in relation to the provision of information about rights, and assistance in exercising rights, to persons who are subject to community treatment orders and to their substitute decision-makers, including,

- (i) the information or assistance that must be given,
- (ii) the categories of persons who must be given the information or assistance,
- (iii) the circumstances in which the information or assistance must be given,
- (iv) the persons by whom the information or assistance must be given; and
- (v) the manner and time in which the information or assistance must be given.

(5) **Clauses 81 (1) (k), (k.1) and (k.3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 2, section 72, are repealed and the following substituted:**

- (k) governing the transfer of information among those involved in the process of providing persons with information about their rights and among those involved in the process of implementing a community treatment plan;
- (k.1) regulating the timing of the treatment of a person in a psychiatric facility or subject to a community treatment order, if the person must be provided with information about his or her rights or if the person exercises, or indicates an intention to exercise, any of his or her rights;
-
- (k.3) governing the use, disclosure and retention of personal information obtained from the disclosure, transmission or examination of a clinical record under clause 35 (3) (d.1), (e.3), (e.4) or (e.5).

(6) **Subsections 81 (2) and (3) of the Act are repealed.**

j.1) prescrire et régir les obligations des praticiens de la santé, des conseillers en matière de droits, des établissements de santé et d'autres personnes en ce qui concerne la fourniture de renseignements sur les droits, et d'une aide pour exercer ces droits, aux personnes qui sont visées par des ordonnances de traitement en milieu communautaire et à leurs mandataires spéciaux, notamment :

- (i) les renseignements ou l'aide qui doivent être donnés,
- (ii) les catégories de personnes auxquelles les renseignements ou l'aide doivent être donnés,
- (iii) les circonstances dans lesquelles les renseignements ou l'aide doivent être donnés,
- (iv) les personnes qui doivent donner les renseignements ou l'aide,
- (v) la manière dont les renseignements ou l'aide doivent être donnés et le moment où ils doivent l'être.

(5) **Les alinéas 81 (1) k, k.1 et k.3 de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**

- k) régir l'échange de renseignements entre ceux qui participent au processus de fourniture de renseignements à des personnes sur leurs droits et entre ceux qui participent au processus de mise en application d'un plan de traitement en milieu communautaire;
- k.1) réglementer le moment auquel peut avoir lieu le traitement d'une personne dans un établissement psychiatrique ou assujettie à une ordonnance de traitement en milieu communautaire, si la personne doit recevoir des renseignements sur ses droits ou qu'elle exerce ou manifeste son intention d'exercer l'un ou l'autre de ses droits;
-
- k.3) régir l'utilisation, la divulgation et la conservation des renseignements personnels obtenus par suite de la divulgation, de la transmission ou de l'examen d'un dossier clinique en vertu de l'alinéa 35 (3) d.1), e.3), e.4) ou e.5).

(6) **Les paragraphes 81 (2) et (3) de la Loi sont abrogés.**

PART II
HEALTH CARE CONSENT ACT, 1996

30. (1) Subsection 2 (1) of the *Health Care Consent Act, 1996* is amended by adding the following definition:

“community treatment plan” has the same meaning as in the *Mental Health Act*. (“plan de traitement en milieu communautaire”)

(2) The definition of “treatment” in subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out “and includes a course of treatment or plan of treatment, but does not include” immediately before clause (a) and substituting “and includes a course of treatment, plan of treatment or community treatment plan, but does not include”.

31. Section 32 of the Act is amended by adding the following subsection:

(7) The Board’s decision under subsection (5) remains in effect pending an application for leave under subsection (6).

32. (1) Subsection 35 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(1) A substitute decision-maker or a health practitioner who proposed a treatment may apply to the Board for directions if the incapable person expressed a wish with respect to the treatment, but,

(2) Section 35 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) A health practitioner who intends to apply for directions shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

(3) Subsection 35 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) The Board may give directions and, in doing so, shall apply section 21.

33. (1) Subsection 36 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) If a substitute decision-maker is required by paragraph 1 of subsection 21 (1) to refuse consent to a treatment because of a wish expressed by the incapable person while capable and after attaining 16 years of age,

PARTIE II
LOI DE 1996 SUR LE CONSENTEMENT
AUX SOINS DE SANTÉ

30. (1) Le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«plan de traitement en milieu communautaire»
S’entend au sens de la *Loi sur la santé mentale*. («community treatment plan»)

(2) La définition de «traitement» au paragraphe 2 (1) de la Loi est modifiée par substitution de «y compris une série de traitements, un plan de traitement ou un plan de traitement en milieu communautaire. Est toutefois exclu de la présente définition ce qui suit» à «y compris une série de traitements ou un plan de traitement. Est toutefois exclu de la présente définition ce qui suit» figurant immédiatement avant l’alinéa a).

31. L’article 32 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(7) La décision de la Commission visée au paragraphe (5) demeure en vigueur jusqu’à ce que soit décidée la requête en autorisation visée au paragraphe (6).

32. (1) Le paragraphe 35 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage précédant l’alinéa a) :

(1) Le mandataire spécial ou le praticien de la santé qui a proposé un traitement peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission si l’incapable a exprimé un désir à l’égard du traitement, mais que, selon le cas :

(2) L’article 35 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le praticien de la santé qui a l’intention de présenter une requête informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

(3) Le paragraphe 35 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) La Commission peut donner des directives et, ce faisant, met en application l’article 21.

33. (1) Le paragraphe 36 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si le mandataire spécial est tenu, aux termes de la disposition 1 du paragraphe 21 (1), de refuser son consentement à un traitement en raison d’un désir que l’incapable a exprimé lorsqu’il était capable et avait au moins 16 ans révolus :

Decision effective while application for leave pending

Application for directions

Notice to substitute decision-maker

Directions

Application to depart from wishes

Décision en vigueur tant que la requête en autorisation est en instance

Requête en vue d’obtenir des directives

Avis au mandataire spécial

Directives

Requête en vue de ne pas respecter les désirs

- (a) the substitute decision-maker may apply to the Board for permission to consent to the treatment despite the wish; or
- (b) the health practitioner who proposed the treatment may apply to the Board to obtain permission for the substitute decision-maker to consent to the treatment despite the wish.

(2) Section 36 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to substitute decision-maker

(1.1) A health practitioner who intends to apply under clause (1) (b) shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

34. Section 37 of the Act is amended by adding the following subsections:

Subsequent substitute decision-maker

(6.1) If, under subsection (6), the substitute decision-maker is deemed not to meet the requirements of subsection 20 (2), any subsequent substitute decision-maker shall, subject to subsections (6.2) and (6.3), comply with the directions given by the Board on the application within the time specified by the Board.

Application for directions

(6.2) If a subsequent substitute decision-maker knows of a wish expressed by the incapable person with respect to the treatment, the substitute decision-maker may, with leave of the Board, apply to the Board for directions under section 35.

Inconsistent directions

(6.3) Directions given by the Board under section 35 on a subsequent substitute decision-maker's application brought with leave under subsection (6.2) prevail over inconsistent directions given under subsection (4) to the extent of the inconsistency.

35. The Act is amended by adding the following section:

Deemed application concerning capacity

37.1 An application to the Board under section 33, 34, 35, 36 or 37 shall be deemed to include an application to the Board under section 32 with respect to the person's capacity to consent to treatment proposed by a health practitioner unless the person's capacity to consent to such treatment has been determined by the Board within the previous six months.

36. Subsection 50 (4) of the Act is amended by striking out "Subsections 32 (4) to (6)" at the beginning and substituting "Subsections 32 (4) to (7)".

37. (1) Subsection 52 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

- a) soit le mandataire spécial peut, par voie de requête, demander à la Commission la permission de consentir au traitement malgré le désir exprimé;
- b) soit le praticien de la santé qui a proposé le traitement peut, par voie de requête, demander à la Commission d'accorder au mandataire spécial la permission de consentir au traitement malgré le désir exprimé.

(2) L'article 36 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le praticien de la santé qui a l'intention de présenter une requête en vertu de l'alinéa (1) b) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

Avis au mandataire spécial

34. L'article 37 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(6.1) Si, aux termes du paragraphe (6), le mandataire spécial est réputé ne pas satisfaire aux exigences du paragraphe 20 (2), tout mandataire spécial subséquent, sous réserve des paragraphes (6.2) et (6.3), se conforme aux directives données par la Commission relativement à la requête, dans le délai précisé par la Commission.

Mandataire spécial subséquent

(6.2) Si un mandataire spécial subséquent a connaissance d'un désir exprimé par l'incapable à l'égard du traitement, il peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission en vertu de l'article 35, si celle-ci l'y autorise.

Requête en vue d'obtenir des directives

(6.3) Les directives données par la Commission en vertu de l'article 35 relativement à la requête d'un mandataire spécial subséquent présentée sur autorisation en vertu du paragraphe (6.2) l'emportent sur les directives incompatibles données en vertu du paragraphe (4).

Directives incompatibles

35. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

37.1 La requête présentée à la Commission en vertu de l'article 33, 34, 35, 36 ou 37 est réputée comprendre une requête présentée à la Commission en vertu de l'article 32 à l'égard de la capacité de la personne de consentir à un traitement proposé par un praticien de la santé, sauf si la capacité de la personne de consentir à ce traitement a été déterminée par la Commission au cours des six mois précédents.

Requête réputée une requête sur la capacité

36. Le paragraphe 50 (4) de la Loi est modifié par substitution de «Les paragraphes 32 (4) à (7)» à «Les paragraphes 32 (4) à (6)» au début du paragraphe.

37. (1) Le paragraphe 52 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage précédant l'alinéa a) :

Application for directions	<p>(1) A substitute-decision maker or the person responsible for authorizing admissions to a care facility may apply to the Board for directions if the incapable person expressed a wish with respect to his or her admission to the care facility, but,</p>	<p>(1) Le mandataire spécial ou la personne chargée d'autoriser les admissions à un établissement de soins peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission si l'incapable a exprimé un désir à l'égard de son admission à l'établissement de soins, mais que, selon le cas :</p>	Requête en vue d'obtenir des directives
	<p>(2) Section 52 of the Act is amended by adding the following subsection:</p>	<p>(2) L'article 52 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :</p>	
Notice to substitute decision-maker	<p>(1.1) If the person responsible for authorizing admissions to the care facility intends to apply for directions, the person shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.</p>	<p>(1.1) La personne chargée d'autoriser les admissions à l'établissement de soins qui a l'intention de présenter une requête en vue d'obtenir des directives informe au préalable le mandataire spécial de son intention.</p>	Avis au mandataire spécial
	<p>(3) Subsection 52 (3) of the Act is repealed and the following substituted:</p>	<p>(3) Le paragraphe 52 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	
Directions	<p>(3) The Board may give directions and, in doing so, shall apply section 42.</p>	<p>(3) La Commission peut donner des directives et, ce faisant, met en application l'article 42.</p>	Directives
	<p>38. (1) Subsection 53 (1) of the Act is repealed and the following substituted:</p>	<p>38. (1) Le paragraphe 53 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	
Application to depart from wishes	<p>(1) If a substitute decision-maker is required by paragraph 1 of subsection 42 (1) to refuse consent to the incapable person's admission to a care facility because of a wish expressed by the incapable person while capable and after attaining 16 years of age,</p>	<p>(1) Si le mandataire spécial est tenu, aux termes de la disposition 1 du paragraphe 42 (1), de refuser son consentement à l'admission de l'incapable à un établissement de soins en raison d'un désir que l'incapable a exprimé lorsqu'il était capable et avait au moins 16 ans révolus :</p>	Requête en vue de ne pas respecter les désirs
	<p>(a) the substitute decision-maker may apply to the Board for permission to consent to the admission despite the wish; or</p>	<p>a) soit le mandataire spécial peut, par voie de requête, demander à la Commission la permission de consentir à l'admission malgré le désir exprimé;</p>	
	<p>(b) the person responsible for authorizing admissions to the care facility may apply to the Board to obtain permission for the substitute decision-maker to consent to the admission despite the wish.</p>	<p>b) soit la personne chargée d'autoriser les admissions à l'établissement de soins peut, par voie de requête, demander à la Commission d'accorder au mandataire spécial la permission de consentir au traitement malgré le désir exprimé.</p>	
	<p>(2) Section 53 of the Act is amended by adding the following subsection:</p>	<p>(2) L'article 53 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :</p>	
Notice to substitute decision-maker	<p>(1.1) If the person responsible for authorizing admissions to the care facility intends to apply under subsection (1), the person shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.</p>	<p>(1.1) La personne chargée d'autoriser les admissions à l'établissement de soins qui a l'intention de présenter une requête en vertu du paragraphe (1) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.</p>	Avis au mandataire spécial
	<p>39. Section 54 of the Act is amended by adding the following subsections:</p>	<p>39. L'article 54 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :</p>	
Subsequent substitute decision-maker	<p>(6.1) If, under subsection (6), the substitute decision-maker is deemed not to meet the requirements of subsection 20 (2), any subsequent substitute decision-maker shall, subject to subsections (6.2) and (6.3), comply with the directions given by the Board on the application within the time specified by the Board.</p>	<p>(6.1) Si, aux termes du paragraphe (6), le mandataire spécial est réputé ne pas satisfaire aux exigences du paragraphe 20 (2), tout mandataire spécial subséquent, sous réserve des paragraphes (6.2) et (6.3), se conforme aux directives données par la Commission relativement à la requête, dans le délai précisé par la Commission.</p>	Mandataire spécial subséquent

Application
for directions

(6.2) If a subsequent substitute decision-maker knows of a wish expressed by the incapable person with respect to the admission to a care facility, the substitute decision-maker may, with leave of the Board, apply to the Board for directions under section 52.

(6.2) Si un mandataire spécial subséquent a connaissance d'un désir exprimé par l'incapable à l'égard de l'admission à un établissement de soins, il peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission en vertu de l'article 52, si celle-ci l'y autorise.

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

Inconsistent
directions

(6.3) Directions given by the Board under section 52 on a subsequent substitute decision-maker's application brought with leave under subsection (6.2) prevail over inconsistent directions given under subsection (4) to the extent of the inconsistency.

(6.3) Les directives données par la Commission en vertu de l'article 52 relativement à la requête d'un mandataire spécial subséquent présentée sur autorisation en vertu du paragraphe (6.2) l'emportent sur les directives incompatibles données en vertu du paragraphe (4).

Directives
incompati-
bles

40. The Act is amended by adding the following section:

40. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Deemed
application
concerning
capacity

54.1 An application to the Board under section 51, 52, 53 or 54 shall be deemed to include an application to the Board under section 50 with respect to the person's capacity to consent to his or her admission to a care facility unless the person's capacity to consent to such admission has been determined by the Board within the previous six months.

54.1 La requête présentée à la Commission en vertu de l'article 51, 52, 53 ou 54 est réputée comprendre une requête présentée à la Commission en vertu de l'article 50 à l'égard de la capacité de la personne de consentir à son admission à un établissement de soins, sauf si la capacité de la personne de consentir à une telle admission a été déterminée par la Commission au cours des six mois précédents.

Requête
réputée une
requête sur
la capacité

41. Subsection 65 (4) of the Act is amended by striking out "Subsections 32 (4) to (6)" at the beginning and substituting "Subsections 32 (4) to (7)".

41. Le paragraphe 65 (4) de la Loi est modifié par substitution de «Les paragraphes 32 (4) à (7)» à «Les paragraphes 32 (4) à (6)» au début du paragraphe.

42. (1) Subsection 67 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

42. (1) Le paragraphe 67 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage précédant l'alinéa a) :

Application
for directions

(1) A substitute decision-maker or the member of a service provider's staff who is responsible for the personal assistance service may apply to the Board for directions if the incapable recipient expressed a wish with respect to the personal assistance service, but,

(1) Le mandataire spécial ou le membre du personnel d'un fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission si le bénéficiaire incapable a exprimé un désir à l'égard d'un service d'aide personnelle, mais que, selon le cas :

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

(2) Section 67 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2) L'article 67 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Notice to
substitute
decision-
maker

(1.1) If the member of the service provider's staff responsible for the personal assistance service intends to apply under subsection (1), the member shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

(1.1) Le membre du personnel d'un fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service qui a l'intention de présenter une requête en vertu du paragraphe (1) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

Avis au
mandataire
spécial

(3) Subsection 67 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) Le paragraphe 67 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Directions

(3) The Board may give directions and, in doing so, shall apply section 59.

(3) La Commission peut donner des directives et, ce faisant, met en application l'article 59.

Directives

43. (1) Subsection 68 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

43. (1) Le paragraphe 68 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application
to depart
from wishes

(1) If a substitute decision-maker is required by paragraph 1 of subsection 59 (1) to refuse consent to a personal assistance service

(1) Si le mandataire spécial est tenu, aux termes de la disposition 1 du paragraphe 59 (1), de refuser son consentement à un service

Requête en
vue de ne
pas respecter
les désirs

because of a wish expressed by the incapable recipient while capable and after attaining 16 years of age,

- (a) the substitute decision-maker may apply to the Board for permission to consent to the personal assistance service despite the wish; or
- (b) the member of the service provider's staff who is responsible for the personal assistance service may apply to the Board to obtain permission for the substitute decision-maker to consent to the personal assistance service despite the wish.

(2) Section 68 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) If the member of the service provider's staff who is responsible for the personal assistance service intends to apply under subsection (1), the member shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

44. Section 69 of the Act is amended by adding the following subsections:

(6.1) If, under subsection (6), the substitute decision-maker is deemed not to meet the requirements of subsection 20 (2), any subsequent substitute decision-maker shall, subject to subsections (6.2) and (6.3), comply with the directions given by the Board on the application within the time specified by the Board.

(6.2) If a subsequent substitute decision-maker knows of a wish expressed by the incapable person with respect to the personal assistance service, the substitute decision-maker may, with leave of the Board, apply to the Board for directions under section 67.

(6.3) Directions given by the Board under section 67 on a subsequent substitute decision-maker's application brought with leave under subsection (6.2) prevail over inconsistent directions given under subsection (4) to the extent of the inconsistency.

45. The Act is amended by adding the following section:

69.1 An application to the Board under section 66, 67, 68 or 69 shall be deemed to include an application to the Board under section 65 with respect to the person's capacity to consent to a personal assistance service unless the person's capacity to consent to such service has been determined by the Board within the previous six months.

d'aide personnelle en raison d'un désir que le bénéficiaire incapable a exprimé lorsqu'il était capable et avait au moins 16 ans révolus :

- a) soit le mandataire spécial peut, par voie de requête, demander à la Commission la permission de consentir au service d'aide personnelle malgré le désir exprimé;
- b) soit le membre du personnel du fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service peut, par voie de requête, demander à la Commission d'accorder au mandataire spécial la permission de consentir au service d'aide personnelle malgré le désir exprimé.

(2) L'article 68 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le membre du personnel d'un fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service qui a l'intention de présenter une requête en vertu du paragraphe (1) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

44. L'article 69 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(6.1) Si, aux termes du paragraphe (6), le mandataire spécial est réputé ne pas satisfaire aux exigences du paragraphe 20 (2), tout mandataire spécial subséquent, sous réserve des paragraphes (6.2) et (6.3), se conforme aux directives données par la Commission relativement à la requête, dans le délai précisé par la Commission.

(6.2) Si un mandataire spécial subséquent a connaissance d'un désir exprimé par l'incapable à l'égard du service d'aide personnelle, il peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission en vertu de l'article 67, si celle-ci l'y autorise.

(6.3) Les directives données par la Commission en vertu de l'article 67 relativement à la requête d'un mandataire spécial subséquent présentée sur autorisation en vertu du paragraphe (6.2) l'emportent sur les directives incompatibles données en vertu du paragraphe (4).

45. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

69.1 La requête présentée à la Commission en vertu de l'article 66, 67, 68 ou 69 est réputée comprendre une requête présentée à la Commission en vertu de l'article 65 à l'égard de la capacité de la personne de consentir à un service d'aide personnelle, sauf si la capacité de la personne de consentir à un tel service a été déterminée par la Commission au cours des six mois précédents.

Notice to substitute decision-maker

Subsequent substitute decision-maker

Application for directions

Inconsistent directions

Deemed application concerning capacity

Avis au mandataire spécial

Mandataire spécial subséquent

Requête en vue d'obtenir des directives

Directives incompatibles

Requête réputée une requête sur la capacité



45.1 The Act is amended by adding the following section:

Immunity

71.1 No proceeding for damages shall be commenced against the Board, a member, employee or agent of the Board or anyone acting under the authority of the chair of the Board for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.



46. Subsection 80 (1) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

PART III COMMENCEMENT AND SHORT TITLE



Commence-
ment

47. This Act comes into force on December 1, 2000.



Short title

48. The short title of this Act is *Brian's Law (Mental Health Legislative Reform), 2000*.



45.1 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Immunité

71.1 Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre la Commission, un de ses membres, employés ou mandataires ou contre quiconque agit sous l'autorité de son président pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour une négligence ou un manquement qu'ils auraient commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.



46. Le paragraphe 80 (1) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

PARTIE III ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ



47. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} décembre 2000.

Entrée en
vigueur

48. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi Brian de 2000 sur la réforme législative concernant la santé mentale*.

Titre abrégé



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{RE} SESSION, 37^E LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 68

*(Chapter 9
Statutes of Ontario, 2000)*

**An Act, in memory of
Brian Smith, to amend the
Mental Health Act and the
Health Care Consent Act, 1996**

The Hon. E. Witmer
Minister of Health and Long-Term Care

Projet de loi 68

*(Chapitre 9
Lois de l'Ontario de 2000)*

**Loi à la mémoire de
Brian Smith modifiant la
Loi sur la santé mentale et la
Loi de 1996 sur le consentement
aux soins de santé**

L'honorable E. Witmer
Ministre de la Santé et des Soins de longue durée

1st Reading	April 25, 2000
2nd Reading	June 7, 2000
3rd Reading	June 21, 2000
Royal Assent	June 23, 2000

1 ^{re} lecture	25 avril 2000
2 ^e lecture	7 juin 2000
3 ^e lecture	21 juin 2000
Sanction royale	23 juin 2000



**An Act, in memory of
Brian Smith, to amend the
Mental Health Act and the
Health Care Consent Act, 1996**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**PART I
MENTAL HEALTH ACT**

1. (1) The English version of the definition of “attending physician” in subsection 1 (1) of the *Mental Health Act* is amended by striking out “means the physician” and substituting “means a physician”.

(2) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

“community treatment plan” means a plan described in section 33.7 that is a required part of a community treatment order. (“plan de traitement en milieu communautaire”)

(3) The definition of “Deputy Minister” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“Deputy Minister” means the deputy minister of the Minister. (“sous-ministre”)

(4) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

“health practitioner” has the same meaning as in the *Health Care Consent Act, 1996*. (“praticien de la santé”)

(5) The definitions of “Minister” and “Ministry” in subsection 1 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Health and Long-Term Care or such other member of the Executive Council as the Lieutenant

**Loi à la mémoire de
Brian Smith modifiant la
Loi sur la santé mentale et la
Loi de 1996 sur le consentement
aux soins de santé**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

**PARTIE I
LOI SUR LA SANTÉ MENTALE**

1. (1) La version anglaise de la définition de «attending physician» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la santé mentale* est modifiée par substitution de «means a physician» à «means the physician».

(2) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 72 du chapitre 2 des Lois de l’Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«plan de traitement en milieu communautaire»
Plan décrit à l’article 33.7 qui constitue une partie obligatoire d’une ordonnance de traitement en milieu communautaire. («community treatment plan»)

(3) La définition de «sous-ministre» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«sous-ministre» Le sous-ministre du ministre.
(«Deputy Minister»)

(4) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 72 du chapitre 2 des Lois de l’Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«praticien de la santé» S’entend au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*. («health practitioner»)

(5) Les définitions de «ministère» et «ministre» au paragraphe 1 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«ministère» Le ministère du ministre.
(«Ministry»)

Governor in Council designates; ("ministre")

"Ministry" means the Ministry of the Minister. ("ministère")

(6) The definition of "physician" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted.

"physician" means a legally qualified medical practitioner and, when referring to a community treatment order, means a legally qualified medical practitioner who meets the qualifications prescribed in the regulations for the issuing or renewing of a community treatment order. ("médecin")

(7) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

"plan of treatment" has the same meaning as in the *Health Care Consent Act, 1996*. ("plan de traitement")

(8) The definition of "psychiatric facility" in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

"psychiatric facility" means a facility for the observation, care and treatment of persons suffering from mental disorder, and designated as such by the Minister. ("établissement psychiatrique")

(9) The definition of "rights adviser" in subsection 1 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 2, section 72, is repealed and the following substituted:

"rights adviser" means a person, or a member of a category of persons, qualified to perform the functions of a rights adviser under this Act and designated by a psychiatric facility, the Minister or by the regulations to perform those functions, but does not include,

- (a) a person involved in the direct clinical care of the person to whom the rights advice is to be given, or
- (b) a person providing treatment or care and supervision under a community treatment plan. ("conseiller en matière de droits")

«ministre» Le ministre de la Santé et des Soins de longue durée ou l'autre membre du Conseil exécutif que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil. («Minister»)

(6) La définition de «médecin» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«médecin» Médecin dûment qualifié et, relativement à une ordonnance de traitement en milieu communautaire, médecin dûment qualifié qui possède les qualités requises que prescrivent les règlements pour prendre ou renouveler cette ordonnance. («physician»)

(7) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«plan de traitement» S'entend au sens de la Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé. («plan of treatment»)

(8) La définition de «établissement psychiatrique» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«établissement psychiatrique» Établissement où les personnes souffrant de troubles mentaux sont mises en observation, reçoivent des soins et suivent un traitement, et que le ministre désigne comme tel. («psychiatric facility»)

(9) La définition de «conseiller en matière de droits» au paragraphe 1 (1) de la Loi, telle qu'elle est rééditée par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«conseiller en matière de droits» Personne qui a les qualités requises pour remplir les fonctions de conseiller en matière de droits en vertu de la présente loi et qui est désignée par un établissement psychiatrique, le ministre ou les règlements pour remplir ces fonctions, ou membre d'une catégorie de personnes ayant ces qualités et ainsi désignées. Sont toutefois exclus de la présente définition :

- a) quiconque participe à la fourniture directe de soins cliniques à la personne à laquelle les conseils en matière de droits doivent être donnés;
- b) quiconque fournit un traitement ou fournit des soins et exerce une surveillance aux termes d'un plan de traitement en milieu communautaire. («rights adviser»)

(10) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following definition:

“treatment” has the same meaning as in the *Health Care Consent Act, 1996*. (“traitement”)

2. (1) Subsection 13 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is further amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

(2) Subsection 13 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is further amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

3. (1) Clause 15 (1) (f) of the Act is amended by striking out “imminent and” at the beginning.

(2) Section 15 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) Where a physician examines a person and has reasonable cause to believe that the person,

(a) has previously received treatment for mental disorder of an ongoing or recurring nature that, when not treated, is of a nature or quality that likely will result in serious bodily harm to the person or to another person or substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person; and

(b) has shown clinical improvement as a result of the treatment,

and if in addition the physician is of the opinion that the person,

(c) is apparently suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one;

(d) given the person’s history of mental disorder and current mental or physical condition, is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or is likely to suffer

(10) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 72 du chapitre 2 des Lois de l’Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«traitement» S’entend au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*. («treatment»)

2. (1) Le paragraphe 13 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié de nouveau par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite».

(2) Le paragraphe 13 (2) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié de nouveau par substitution de «à la Commission une requête rédigée selon la formule approuvée» à «une requête à la Commission sur la formule prescrite».

3. (1) L’alinéa 15 (1) f) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et».

(2) L’article 15 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Si un médecin examine une personne et a des motifs valables de croire que :

a) d’une part, elle a déjà reçu un traitement pour des troubles mentaux continus ou récidivants qui, lorsqu’ils ne sont pas traités, sont d’une nature ou d’un caractère qui aura probablement comme conséquence qu’elle s’infligera ou infligera à une autre personne des lésions corporelles graves ou qu’elle subira une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;

b) d’autre part, elle a connu une amélioration sur le plan clinique de son état par suite du traitement,

et qu’en plus, il est d’avis que cette personne :

c) souffre, selon toute apparence, du même trouble mental que celui pour lequel elle a déjà été traitée ou d’un trouble mental semblable;

d) étant donné ses antécédents de troubles mentaux et son état mental ou physique actuel, risque probablement de s’infliger ou d’infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou

Same

Idem

substantial mental or physical deterioration or serious physical impairment; and

- (e) is incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her treatment in a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained,

the physician may make application in the prescribed form for a psychiatric assessment of the person.

(3) Subsection 15 (2) of the Act is amended by striking out "An application under subsection (1)" at the beginning and substituting "An application under subsection (1) or (1.1)".

(4) Subsection 15 (3) of the Act is amended by striking out "A physician who signs an application under subsection (1)" at the beginning and substituting "A physician who signs an application under subsection (1) or (1.1)".

(5) Subsection 15 (4) of the Act is amended by striking out "An application under subsection (1)" at the beginning and substituting "An application under subsection (1) or (1.1)".

(6) Subsection 15 (5) of the Act is amended by striking out "An application under subsection (1)" at the beginning and substituting "An application under subsection (1) or (1.1)".

4. (1) Clause 16 (1) (f) of the Act is amended by striking out "imminent and" at the beginning.

(2) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) Where information upon oath is brought before a justice of the peace that a person within the limits of the jurisdiction of the justice,

- (a) has previously received treatment for mental disorder of an ongoing or recurring nature that, when not treated, is of a nature or quality that likely will result in serious bodily harm to the person or to another person or substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person; and

de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;

- e) est incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son traitement dans un établissement psychiatrique et que le consentement de son mandataire spécial a été obtenu,

il peut présenter une demande d'évaluation psychiatrique de cette personne rédigée selon la formule prescrite.

(3) Le paragraphe 15 (2) de la Loi est modifié par substitution de «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

(4) Le paragraphe 15 (3) de la Loi est modifié par substitution de «Le médecin qui signe la demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «Le médecin qui signe la demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

(5) Le paragraphe 15 (4) de la Loi est modifié par substitution de «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

(6) Le paragraphe 15 (5) de la Loi est modifié par substitution de «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1) ou (1.1)» à «La demande d'évaluation psychiatrique prévue au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

4. (1) L'alinéa 16 (1) f) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et».

(2) L'article 16 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Si un juge de paix est saisi de renseignements donnés sous serment selon lesquels une personne qui se trouve dans les limites du territoire placé sous sa compétence :

- a) d'une part, a déjà reçu un traitement pour des troubles mentaux continus ou récidivants qui, lorsqu'ils ne sont pas traités, sont d'une nature ou d'un caractère qui aura probablement comme conséquence qu'elle s'infligera ou infligera à une autre personne des lésions corporelles graves ou qu'elle subira une détérioration mentale ou physique

Same

Idem

importante ou un affaiblissement physique grave;

- (b) has shown clinical improvement as a result of the treatment,

- b) d'autre part, a connu une amélioration sur le plan clinique de son état par suite du traitement,

and in addition based upon the information before him or her the justice of the peace has reasonable cause to believe that the person,

et qu'en plus, il a des motifs valables de croire, sur la foi des renseignements qui lui sont donnés, que cette personne :

- (c) is apparently suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one;
- (d) given the person's history of mental disorder and current mental or physical condition, is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or is likely to suffer substantial mental or physical deterioration or serious physical impairment; and
- (e) is apparently incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her treatment in a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained,

- c) souffre, selon toute apparence, du même trouble mental que celui pour lequel elle a déjà été traitée ou d'un trouble mental semblable;
- d) étant donné ses antécédents de troubles mentaux et son état mental ou physique actuel, risque probablement de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;
- e) est, selon toute apparence, incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son traitement dans un établissement psychiatrique et que le consentement de son mandataire spécial a été obtenu,

the justice of the peace may issue an order in the prescribed form for the examination of the person by a physician.

il peut rendre une ordonnance, rédigée selon la formule prescrite, pour que la personne soit examinée par un médecin.

(3) Subsection 16 (2) of the Act is amended by striking out "or other peace officers" after "police officers".

(3) Le paragraphe 16 (2) de la Loi est modifié par suppression de «ou agents de la paix» après «les agents de police».

(4) Subsection 16 (3) of the Act is amended by striking out "or other peace officer" after "police officer".

(4) Le paragraphe 16 (3) de la Loi est modifié par suppression de «ou à l'agent de la paix» après «l'agent de police».

(5) Section 16 of the Act is amended by adding the following subsection:

(5) L'article 16 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Manner of bringing information before justice

- (4) For the purposes of this section, information shall be brought before a justice of the peace in the prescribed manner.

- (4) Pour l'application du présent article, les renseignements sont présentés devant un juge de paix de la manière prescrite.

Manière de présenter des renseignements devant un juge de paix

5. Section 17 of the Act is repealed and the following substituted:

5. L'article 17 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Action by police officer

17. Where a police officer has reasonable and probable grounds to believe that a person is acting or has acted in a disorderly manner and has reasonable cause to believe that the person,

17. Si un agent de police a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une personne agit ou a agi d'une façon désordonnée et qu'il a des motifs valables de croire que cette personne :

Intervention de l'agent de police

- (a) has threatened or attempted or is threatening or attempting to cause bodily harm to himself or herself;
- (b) has behaved or is behaving violently towards another person or has caused

- a) soit a menacé ou tenté de s'infliger des lésions corporelles ou menacé ou tente de le faire;
- b) soit s'est comportée ou se comporte avec violence envers une autre person-

*Mental Health Act**Loi sur la santé mentale*

or is causing another person to fear bodily harm from him or her; or

- (c) has shown or is showing a lack of competence to care for himself or herself,

and in addition the police officer is of the opinion that the person is apparently suffering from mental disorder of a nature or quality that likely will result in,

- (d) serious bodily harm to the person;
- (e) serious bodily harm to another person; or
- (f) serious physical impairment of the person,

and that it would be dangerous to proceed under section 16, the police officer may take the person in custody to an appropriate place for examination by a physician.

6. Section 19 of the Act is amended by striking out "Subject to subsection 20 (5)" at the beginning and substituting "Subject to subsections 20 (1.1) and (5)".

7. (1) Clause 20 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

- (c) shall admit the person as an involuntary patient by completing and filing with the officer in charge a certificate of involuntary admission if the attending physician is of the opinion that the conditions set out in subsection (1.1) or (5) are met.

(2) Section 20 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) The attending physician shall complete a certificate of involuntary admission or a certificate of renewal if, after examining the patient, he or she is of the opinion that the patient,

- (a) has previously received treatment for mental disorder of an ongoing or recurring nature that, when not treated, is of a nature or quality that likely will result in serious bodily harm to the person or to another person or substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person;
- (b) has shown clinical improvement as a result of the treatment;

ne ou de manière à lui faire craindre qu'elle lui causera des lésions corporelles;

- c) soit a fait ou fait preuve de son incapacité de prendre soin d'elle-même,

et qu'en plus, il est d'avis que cette personne souffre, selon toute apparence, d'un trouble mental d'une nature ou d'un caractère qui aura probablement l'une des conséquences suivantes :

- d) elle s'infligera des lésions corporelles graves;
- e) elle infligera des lésions corporelles graves à une autre personne;
- f) elle subira un affaiblissement physique grave,

et qu'il serait dangereux d'agir selon les termes de l'article 16, il peut amener sous garde cette personne dans un lieu approprié afin qu'elle soit examinée par un médecin.

6. L'article 19 de la Loi est modifié par substitution de «Sous réserve des paragraphes 20 (1.1) et (5)» à «Sous réserve du paragraphe 20 (5)».

7. (1) L'alinéa 20 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) il admet cette personne à titre de malade en cure obligatoire en remplissant et en déposant auprès du dirigeant responsable un certificat d'admission en cure obligatoire s'il est d'avis que les conditions énoncées au paragraphe (1.1) ou (5) sont remplies.

(2) L'article 20 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le médecin traitant remplit un certificat d'admission en cure obligatoire ou un certificat de renouvellement si, après avoir examiné le malade, il est d'avis que celui-ci remplit les conditions suivantes :

- a) il a déjà reçu un traitement pour des troubles mentaux continus ou récidivants qui, lorsqu'ils ne sont pas traités, sont d'une nature ou d'un caractère qui aura probablement comme conséquence que le malade s'infligera ou infligera à une autre personne des lésions corporelles graves ou qu'il subira une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;
- b) il a connu une amélioration sur le plan clinique de son état par suite du traitement;

Conditions
for
involuntary
admission

Conditions
de l'admission
en cure
obligatoire

- (c) is suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one;
- (d) given the person's history of mental disorder and current mental or physical condition, is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or is likely to suffer substantial mental or physical deterioration or serious physical impairment;
- (e) has been found incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her treatment in a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained; and
- (f) is not suitable for admission or continuation as an informal or voluntary patient.

(3) Subsection 20 (5) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(5) The attending physician shall complete a certificate of involuntary admission or a certificate of renewal if, after examining the patient, he or she is of the opinion both,

(4) Subclause 20 (5) (a) (iii) of the Act is amended by striking out "imminent and" at the beginning.

(5) Subsection 20 (7) of the Act is amended by striking out "upon completion of the prescribed form by the attending physician" at the end and substituting "upon completion of the approved form by the attending physician".

(6) Subsection 20 (8) of the Act is amended by striking out "in accordance with subsections (1) and (2)" and substituting "in accordance with this section".

8. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

25. Any person who is detained in a psychiatric facility under Part XX.1 of the *Criminal Code* (Canada) may be restrained, observed and examined under this Act and provided with treatment under the *Health Care Consent Act, 1996*.

9. Section 27 of the Act is repealed and the following substituted:

- c) il souffre du même trouble mental que celui pour lequel il a déjà été traité ou d'un trouble mental semblable;
- d) étant donné ses antécédents de troubles mentaux et son état mental ou physique actuel, il risque probablement de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave;
- e) il a été jugé incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son traitement dans un établissement psychiatrique et le consentement de son mandataire spécial a été obtenu;
- f) il ne convient pas de l'admettre à titre de malade en cure facultative ou volontaire ni de le maintenir en cure facultative ou volontaire.

(3) Le paragraphe 20 (5) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage qui précède l'alinéa a) :

(5) Le médecin traitant remplit un certificat d'admission en cure obligatoire ou un certificat de renouvellement si, après avoir examiné le malade, il est d'avis que :

(4) Le sous-alinéa 20 (5) a) (iii) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et».

(5) Le paragraphe 20 (7) de la Loi est modifié par substitution de «dès que le médecin traitant a rempli la formule approuvée» à «dès que le médecin traitant a rempli la formule prescrite» à la fin du paragraphe.

(6) Le paragraphe 20 (8) de la Loi est modifié par substitution de «conformément au présent article» à «conformément aux paragraphes (1) et (2)» à la fin du paragraphe.

8. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25. Quiconque est détenu dans un établissement psychiatrique en vertu de la partie XX.1 du *Code criminel* (Canada) peut être maîtrisé, mis en observation et examiné en vertu de la présente loi et recevoir un traitement en vertu de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*.

9. L'article 27 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Conditions
for
involuntary
admission

Conditions
de l'admission
en cure
obligatoire

Detention
under the
*Criminal
Code*
(Canada)

Détention en
vertu du
*Code
criminel*
(Canada)

Leave of
absence

27. (1) The attending physician may, subject to subsection (3), place a patient on a leave of absence from the psychiatric facility for a designated period of not more than three months if the intention is that the patient shall return to the facility.

27. (1) Le médecin traitant peut, sous réserve du paragraphe (3), donner à un malade l'autorisation de s'absenter de l'établissement psychiatrique pendant une période déterminée d'au plus trois mois s'il est prévu que le malade y reviendra.

Autorisation
de s'absenter

Same

(2) The officer in charge may, upon the advice of the attending physician, place a patient on a leave of absence from the psychiatric facility for a designated period of not more than three months.

(2) Le dirigeant responsable peut, sur l'avis du médecin traitant, donner à un malade l'autorisation de s'absenter de l'établissement psychiatrique pendant une période déterminée d'au plus trois mois.

Idem

Terms and
conditions

(3) The attending physician and the patient shall comply with such terms and conditions for the leave of absence as the officer in charge may prescribe.

(3) Le médecin traitant et le malade se conforment aux conditions de l'autorisation de s'absenter que le dirigeant responsable peut prescrire.

Conditions

Exception

(4) This section does not authorize the placing of a patient on a leave of absence where he or she is subject to detention otherwise than under this Act.

(4) Le présent article ne permet pas d'accorder à un malade l'autorisation de s'absenter d'un établissement psychiatrique s'il y est détenu autrement qu'en vertu de la présente loi.

Exception

10. Subsection 28 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

10. Le paragraphe 28 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Unauthor-
ized absence

(1) Where a person who is subject to detention is absent without leave from a psychiatric facility, a police officer or any other person to whom the officer in charge has issued an order for return shall make reasonable attempts to return the person and may, within one month after the absence becomes known to the officer in charge, return the person to the psychiatric facility or take the person to the psychiatric facility nearest to the place where the person is apprehended.

(1) Si une personne détenue dans un établissement psychiatrique s'en absente sans autorisation, un agent de police ou toute autre personne à qui le dirigeant responsable a donné l'ordre de la ramener doit faire des tentatives raisonnables pour la ramener et peut, au cours du mois qui suit le moment où le dirigeant responsable prend connaissance de l'absence, la ramener à l'établissement où elle était ou l'amener à l'établissement psychiatrique le plus proche du lieu où elle est appréhendée.

Absence non
autorisée

11. Subsection 29 (1) of the Act is amended by striking out "in the prescribed form" at the end and substituting "in the approved form".

11. Le paragraphe 29 (1) de la Loi est modifié par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite» à la fin du paragraphe.

12. Section 31 of the Act is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

12. L'article 31 de la Loi est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «sur la formule prescrite» à la fin du paragraphe.

13. Section 32 of the Act is amended by adding the following subsection:

13. L'article 32 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Delegation
of Minister's
powers

(2) The Minister may, in writing, delegate his or her powers under subsection (1) to the Deputy Minister or to any officer or officers of the Ministry subject to such limitations, conditions and requirements as the Minister may set out in the delegation.

(2) Le ministre peut déléguer ses pouvoirs en vertu du paragraphe (1) au sous-ministre ou à un ou plusieurs fonctionnaires du ministère. La délégation est écrite et peut être assortie de restrictions, conditions et exigences.

Délégation
des pouvoirs
du ministre

14. Section 33 of the Act is repealed and the following substituted:

14. L'article 33 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Duty to
remain
and retain
custody

33. A police officer or other person who takes a person in custody to a psychiatric facility shall remain at the facility and retain custody of the person until the facility takes

33. L'agent de police ou l'autre personne qui amène sous garde une personne aux autorités d'un établissement psychiatrique y reste et maintient cette personne sous garde jusqu'à

Responsabi-
lité de la
garde

custody of him or her in the prescribed manner.

15. The Act is amended by adding the following sections:

ce que les autorités de l'établissement acceptent d'en assumer la garde de la manière prescrite.

15. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Community
treatment
order

33.1 (1) A physician may issue or renew a community treatment order with respect to a person for a purpose described in subsection (3) if the criteria set out in subsection (4) are met.

33.1 (1) Un médecin peut prendre ou renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire à l'égard d'une personne dans un but visé au paragraphe (3) si les conditions énoncées au paragraphe (4) sont remplies.

Ordonnance
de traitement
en milieu
communau-
taire

Same

(2) The community treatment order must be in the prescribed form.

(2) L'ordonnance de traitement en milieu communautaire est rédigée selon la formule prescrite.

Idem

Purposes

(3) The purpose of a community treatment order is to provide a person who suffers from a serious mental disorder with a comprehensive plan of community-based treatment or care and supervision that is less restrictive than being detained in a psychiatric facility. Without limiting the generality of the foregoing, a purpose is to provide such a plan for a person who, as a result of his or her serious mental disorder, experiences this pattern: The person is admitted to a psychiatric facility where his or her condition is usually stabilized; after being released from the facility, the person often stops the treatment or care and supervision; the person's condition changes and, as a result, the person must be re-admitted to a psychiatric facility.

(3) Une ordonnance de traitement en milieu communautaire a pour but d'offrir à une personne qui souffre de graves troubles mentaux un plan complet de traitement ou de soins et de surveillance en milieu communautaire qui soit moins contraignant pour celle-ci que la détention dans un établissement psychiatrique. Sans préjudice de la portée générale de ce qui précède, un des buts est d'offrir un tel plan à une personne qui, en raison de graves troubles mentaux, se retrouve dans la situation suivante : elle est admise dans un établissement psychiatrique, où son état se stabilise habituellement; après avoir reçu son congé de l'établissement, elle met souvent fin au traitement ou aux soins et à la surveillance; son état change et, en conséquence, elle doit être réadmise dans un établissement psychiatrique.

Buts

Criteria
for order

(4) A physician may issue or renew a community treatment order under this section if,

(4) Le médecin peut prendre ou renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire en vertu du présent article si les conditions suivantes sont remplies :

Conditions
relatives à
l'ordonnance

(a) during the previous three-year period, the person,

a) au cours de la période précédente de trois ans, la personne :

(i) has been a patient in a psychiatric facility on two or more separate occasions or for a cumulative period of 30 days or more during that three-year period, or

(i) soit a été un malade dans un établissement psychiatrique à deux reprises au moins ou pendant une période cumulative de 30 jours au moins au cours de cette période de trois ans,

(ii) has been the subject of a previous community treatment order under this section;

(ii) soit a déjà fait l'objet d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire prise en vertu du présent article;

(b) the person or his or her substitute decision-maker, the physician who is considering issuing or renewing the community treatment order and any other health practitioner or person involved in the person's treatment or care and supervision have developed a community treatment plan for the person;

b) la personne ou son mandataire spécial, le médecin qui envisage de prendre ou de renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire et toute autre personne, notamment un praticien de la santé, qui participe à la fourniture d'un traitement à la personne ou à la fourniture de soins à celle-ci

- et à sa surveillance ont élaboré un plan de traitement en milieu communautaire pour celle-ci;
- (c) within the 72-hour period before entering into the community treatment plan, the physician has examined the person and is of the opinion, based on the examination and any other relevant facts communicated to the physician, that,
 - (i) the person is suffering from mental disorder such that he or she needs continuing treatment or care and continuing supervision while living in the community,
 - (ii) the person meets the criteria for the completion of an application for psychiatric assessment under subsection 15 (1) or (1.1) where the person is not currently a patient in a psychiatric facility,
 - (iii) if the person does not receive continuing treatment or care and continuing supervision while living in the community, he or she is likely, because of mental disorder, to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or to suffer substantial mental or physical deterioration of the person or serious physical impairment of the person,
 - (iv) the person is able to comply with the community treatment plan contained in the community treatment order, and
 - (v) the treatment or care and supervision required under the terms of the community treatment order are available in the community;
 - (d) the physician has consulted with the health practitioners or other persons proposed to be named in the community treatment plan;
 - (e) subject to subsection (5), the physician is satisfied that the person subject to the order and his or her substitute decision-maker, if any, have consulted with a rights adviser and have been advised of their legal rights; and
 - (f) the person or his or her substitute decision-maker consents to the community
- c) dans les 72 heures précédant l'adhésion au plan de traitement en milieu communautaire, le médecin a examiné la personne et est d'avis, d'après l'examen et tous autres faits pertinents qui lui ont été communiqués, que les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) la personne souffre de troubles mentaux nécessitant un traitement ou des soins continus et une surveillance continue pendant qu'elle vit au sein de la collectivité,
 - (ii) la personne remplit les critères permettant que soit remplie une demande d'évaluation psychiatrique visée au paragraphe 15 (1) ou (1.1) si elle n'est pas déjà un malade dans un établissement psychiatrique,
 - (iii) en l'absence de traitement ou de soins continus et d'une surveillance continue pendant qu'elle vit au sein de la collectivité, la personne risque probablement, en raison de troubles mentaux, de s'infliger ou d'infliger à une autre personne des lésions corporelles graves ou de subir une détérioration mentale ou physique importante ou un affaiblissement physique grave,
 - (iv) la personne est en mesure de se conformer au plan de traitement en milieu communautaire décrit dans l'ordonnance de traitement en milieu communautaire,
 - (v) le traitement ou les soins et la surveillance exigés aux termes de l'ordonnance de traitement en milieu communautaire sont offerts dans la collectivité;
 - d) le médecin a consulté les praticiens de la santé ou les autres personnes que l'on propose de désigner dans le plan de traitement en milieu communautaire;
 - e) sous réserve du paragraphe (5), le médecin est convaincu que la personne visée par l'ordonnance et son mandataire spécial, si elle en a un, ont consulté un conseiller en matière de droits et qu'ils ont été informés des droits que leur reconnaît la loi;
 - f) la personne ou son mandataire spécial consent au plan de traitement en milieu

treatment plan in accordance with the rules for consent under the *Health Care Consent Act, 1996*.

communautaire conformément aux règles relatives au consentement prévues par la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*.

Exception

(5) Clause (4) (e) does not apply to the person subject to the order if the person himself or herself refuses to consult with a rights adviser and the rights adviser so informs the physician.

(5) L'alinéa (4) e) ne s'applique pas à la personne visée par l'ordonnance si elle-même refuse de consulter un conseiller en matière de droits et que ce dernier en informe le médecin.

Exception

Content of order

(6) A community treatment order shall indicate,

(6) L'ordonnance de traitement en milieu communautaire fait état de ce qui suit :

Contenu de l'ordonnance

- (a) the date of the examination referred to in clause (4) (c);
- (b) the facts on which the physician formed the opinion referred to in clause (4) (c);
- (c) a description of the community treatment plan referred to in clause (4) (b); and
- (d) an undertaking by the person to comply with his or her obligations as set out in subsection (9) or an undertaking by the person's substitute decision-maker to use his or her best efforts to ensure that the person complies with those obligations.

- a) la date de l'examen visé à l'alinéa (4) c);
- b) les faits qui ont permis au médecin de formuler l'avis visé à l'alinéa (4) c);
- c) le plan de traitement en milieu communautaire visé à l'alinéa (4) b);
- d) l'engagement de la personne à remplir les obligations énoncées au paragraphe (9) qui lui incombent ou celui de son mandataire spécial à faire de son mieux pour veiller à ce qu'elle les remplisse.

Protection from liability, substitute decision-maker

(7) The substitute decision-maker who, in good faith, uses his or her best efforts to ensure the person's compliance and believes, on reasonable grounds, that the person is in compliance is not liable for any default or neglect of the person in complying.

(7) Le mandataire spécial qui, en toute bonne foi, fait de son mieux pour veiller à ce que la personne remplisse ses obligations et croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'elle les remplit n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par la personne à cet égard.

Immunité : mandataire spécial

Legal advice

(8) The person who is being considered for a community treatment order, or who is subject to such an order, and that person's substitute decision-maker, if any, have a right to retain and instruct counsel and to be informed of that right.

(8) La personne à l'égard de laquelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire est envisagée ou qui fait l'objet d'une telle ordonnance, et son mandataire spécial, si elle en a un, ont le droit de retenir les services d'un avocat et de le mandater, ainsi que d'être informés de ce droit.

Conseils juridiques

Obligations of person

(9) If a person or his or her substitute decision-maker consents to a community treatment plan under this section, the person shall,

(9) Si une personne ou son mandataire spécial consent à un plan de traitement en milieu communautaire en vertu du présent article, la personne :

Obligations de la personne

- (a) attend appointments with the physician who issued or renewed the community treatment order, or with any other health practitioner or other person referred to in the community treatment plan, at the times and places scheduled from time to time; and
- (b) comply with the community treatment plan described in the community treatment order.

- a) d'une part, se présente à ses rendez-vous chez le médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance de traitement en milieu communautaire ou chez toute autre personne, notamment un praticien de la santé, mentionnée dans le plan de traitement en milieu communautaire, aux dates, heures et lieux prévus;
- b) d'autre part, se conforme au plan de traitement en milieu communautaire

		décrit dans l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.	
To whom copies of order and plan to be given	(10) The physician who issues or renews a community treatment order under this section shall ensure that a copy of the order, including the community treatment plan, is given to,	(10) Le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire veille à ce qu'une copie de l'ordonnance, y compris le plan de traitement en milieu communautaire, soit remise aux personnes suivantes :	Destinataires des copies de l'ordonnance et du plan
	(a) the person, along with a notice that he or she has a right to a hearing before the Board under section 39.1;	a) la personne, de même qu'un avis l'informant qu'elle a droit à une audience devant la Commission en vertu de l'article 39.1;	
	(b) the person's substitute decision-maker, where applicable;	b) le mandataire spécial de la personne, s'il y a lieu;	
	(c) the officer in charge, where applicable; and	c) le dirigeant responsable, s'il y a lieu;	
	(d) any other health practitioner or other person named in the community treatment plan.	d) toute autre personne, notamment un praticien de la santé, désignée dans le plan de traitement en milieu communautaire.	
Expiry of order	(11) A community treatment order expires six months after the day it is made unless,	(11) Une ordonnance de traitement en milieu communautaire expire six mois après la date de son prononcé, sauf si, selon le cas :	Expiration de l'ordonnance
	(a) it is renewed in accordance with subsection (12); or	a) elle est renouvelée conformément au paragraphe (12);	
	(b) it is terminated earlier in accordance with section 33.2, 33.3 or 33.4.	b) elle est révoquée plus tôt conformément à l'article 33.2, 33.3 ou 33.4.	
Renewals	(12) A community treatment order may be renewed for a period of six months at any time before its expiry and within one month after its expiry.	(12) Une ordonnance de traitement en milieu communautaire peut être renouvelée pour une période de six mois en tout temps avant son expiration et dans le mois qui suit son expiration.	Renouvellements
Subsequent plans	(13) Upon the expiry or termination of a community treatment order, the parties may enter into a subsequent community treatment plan if the criteria set out in subsection (4) are met.	(13) Dès l'expiration ou la révocation d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire, les parties peuvent convenir d'un plan subséquent de traitement en milieu communautaire si les conditions énoncées au paragraphe (4) sont remplies.	Plans subséquents
Early termination of order pursuant to request	33.2 (1) At the request of a person who is subject to a community treatment order or of his or her substitute decision-maker, the physician who issued or renewed the order shall review the person's condition to determine if the person is able to continue to live in the community without being subject to the order.	33.2 (1) Le médecin qui a pris ou renouvelé une ordonnance de traitement en milieu communautaire examine l'état de la personne visée par l'ordonnance, à la demande de celle-ci ou de son mandataire spécial, afin de déterminer si elle est en mesure de continuer à vivre au sein de la collectivité sans être assujettie à l'ordonnance.	Révocation anticipée de l'ordonnance sur demande
Same	(2) If the physician determines, upon reviewing the person's condition, that the circumstances described in subclauses 33.1 (4) (c) (i), (ii) and (iii) no longer exist, the physician shall,	(2) S'il détermine, après avoir examiné l'état de la personne, que les circonstances visées aux sous-alinéas 33.1 (4) c) (i), (ii) et (iii) n'existent plus, le médecin prend les mesures suivantes :	Idem
	(a) terminate the community treatment order;	a) il révoque l'ordonnance de traitement en milieu communautaire;	

- (b) notify the person that he or she may live in the community without being subject to the community treatment order; and
- (c) notify the persons referred to in clauses 33.1 (10) (b), (c) and (d) that the community treatment order has been terminated.

Early termination of order for failure to comply

33.3 (1) If a physician who issued or renewed a community treatment order has reasonable cause to believe that the person subject to the order has failed to comply with his or her obligations under subsection 33.1 (9), the physician may, subject to subsection (2), issue an order for examination of the person in the prescribed form.

Conditions for issuing order for examination

(2) The physician shall not issue an order for examination under subsection (1) unless,

- (a) he or she has reasonable cause to believe that the criteria set out in subclauses 33.1 (4) (c) (i), (ii) and (iii) continue to be met; and
- (b) reasonable efforts have been made to,
 - (i) locate the person,
 - (ii) inform the person of the failure to comply or, if the person is incapable within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, inform the person's substitute decision-maker of the failure,
 - (iii) inform the person or the substitute decision-maker of the possibility that the physician may issue an order for examination and of the possible consequences; and
 - (iv) provide assistance to the person to comply with the terms of the order.

Return to physician

(3) An order for examination issued under subsection (1) is sufficient authority, for 30 days after it is issued, for a police officer to take the person named in it into custody and then promptly to the physician who issued the order.

Assessment on return

(4) The physician shall promptly examine the person to determine whether,

- (a) the physician should make an application for a psychiatric assessment of the person under section 15;

- b) il avise la personne qu'elle peut vivre au sein de la collectivité sans être assujettie à l'ordonnance de traitement en milieu communautaire;
- c) il informe les personnes visées aux alinéas 33.1 (10) b), c) et d) que l'ordonnance de traitement en milieu communautaire a été révoquée.

33.3 (1) Si le médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance de traitement en milieu communautaire a des motifs valables de croire que la personne visée par l'ordonnance n'a pas rempli les obligations qui lui incombent aux termes du paragraphe 33.1 (9), il peut, sous réserve du paragraphe (2), prendre une ordonnance d'examen de la personne rédigée selon la formule prescrite.

Révocation anticipée de l'ordonnance pour défaut de se conformer

(2) Le médecin ne prend l'ordonnance d'examen visé au paragraphe (1) que si :

Conditions du prononcé de l'ordonnance

- a) d'une part, il a des motifs valables de croire que les conditions énoncées aux sous-alinéas 33.1 (4) c) (i), (ii) et (iii) continuent d'être remplies;
- b) d'autre part, des efforts raisonnables ont été faits pour :
 - (i) trouver la personne,
 - (ii) informer la personne de son défaut de se conformer à l'ordonnance ou, si elle est incapable au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, en informer son mandataire spécial,
 - (iii) informer la personne ou son mandataire spécial de la possibilité que le médecin prenne une ordonnance d'examen et des conséquences possibles,
 - (iv) fournir à la personne l'aide voulue pour lui permettre de se conformer aux conditions de l'ordonnance.

(3) Pendant la période de 30 jours suivant son prononcé, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) constitue une autorisation suffisante pour qu'un agent de police appréhende la personne qui y est désignée et l'amène promptement chez le médecin qui a pris l'ordonnance.

Retour de la personne chez le médecin

(4) Le médecin examine la personne promptement afin de déterminer si, selon le cas :

Évaluation dès le retour de la personne

- a) il devrait présenter une demande d'évaluation psychiatrique de cette personne en vertu de l'article 15;

- (b) the physician should issue another community treatment order where the person, or his or her substitute decision-maker, consents to the community treatment plan; or
- (c) the person should be released without being subject to a community treatment order.

- b) il devrait prendre une autre ordonnance de traitement en milieu communautaire si la personne ou son mandataire spécial consent au plan de traitement en milieu communautaire;
- c) on devrait relâcher la personne sans l'assujettir à une ordonnance de traitement en milieu communautaire.

Early termination of order on withdrawal of consent

33.4 (1) A person who is subject to a community treatment order, or his or her substitute decision-maker, may withdraw his or her consent to the community treatment plan by giving the physician who issued or renewed the order a notice of intention to withdraw consent.

33.4 (1) La personne visée par une ordonnance de traitement en milieu communautaire, ou son mandataire spécial, peut retirer son consentement au plan de traitement en milieu communautaire en donnant un avis de son intention au médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance.

Révocation anticipée de l'ordonnance sur retrait du consentement

Duty of physician

(2) Within 72 hours after receipt of the notice, the physician shall review the person's condition to determine if the person is able to continue to live in the community without being subject to the order.

(2) Au plus tard 72 heures après qu'il a reçu l'avis, le médecin examine l'état de la personne afin de déterminer si elle est en mesure de continuer à vivre au sein de la collectivité sans être assujettie à l'ordonnance.

Obligation du médecin

Order for examination

(3) If the person subject to the community treatment order fails to permit the physician to review his or her condition, the physician may, within the 72-hour period, issue in the prescribed form an order for examination of the person if he or she has reasonable cause to believe that the criteria set out in subsections 33.1 (4) (c) (i), (ii) and (iii) continue to be met.

(3) Si la personne visée par l'ordonnance de traitement en milieu communautaire ne permet pas au médecin d'examiner son état, ce dernier peut, dans le délai de 72 heures, prendre une ordonnance d'examen de la personne, rédigée selon la formule prescrite, s'il a des motifs valables de croire que les conditions énoncées aux sous-alinéas 33.1 (4) (c) (i), (ii) et (iii) continuent d'être remplies.

Ordonnance d'examen

Return to physician

(4) An order for examination issued under subsection (3) is sufficient authority, for 30 days after it is issued, for a police officer to take the person named in it into custody and then promptly to the physician who issued the order.

(4) Pendant la période de 30 jours suivant son prononcé, l'ordonnance prise en vertu du paragraphe (3) constitue une autorisation suffisante pour qu'un agent de police appréhende la personne qui y est désignée et l'amène promptement chez le médecin qui a pris l'ordonnance.

Retour de la personne chez le médecin

Assessment on return

(5) The physician shall promptly examine the person to determine whether,

(5) Le médecin examine la personne promptement afin de déterminer si, selon le cas :

Évaluation dès le retour de la personne

- (a) the physician should make an application for a psychiatric assessment of the person under section 15;
- (b) the physician should issue another community treatment order where the person, or his or her substitute decision-maker, consents to the community treatment plan; or
- (c) the person should be released without being subject to a community treatment order.

- a) il devrait présenter une demande d'évaluation psychiatrique de cette personne en vertu de l'article 15;
- b) il devrait prendre une autre ordonnance de traitement en milieu communautaire si la personne ou son mandataire spécial consent au plan de traitement en milieu communautaire;
- c) on devrait relâcher la personne sans l'assujettir à une ordonnance de traitement en milieu communautaire.

Accountability

33.5 (1) A physician who issues or renews a community treatment order, or a physician who is appointed under subsection (2), is responsible for the general supervision and management of the order.

33.5 (1) Le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire, ou le médecin qui est nommé aux termes du paragraphe (2), est responsable de la surveillance et de la gestion générale

Responsabilité

Appointment
of other
physician

(2) If the physician who issues or renews a community treatment order is absent or, for any other reason, is unable to carry out his or her responsibilities under subsection (1) or under section 33.2, 33.3 or 33.4, the physician may appoint another physician to act in his or her place, with the consent of that physician.

Responsibil-
ity, named
providers

(3) A person who agrees to provide treatment or care and supervision under a community treatment plan shall indicate his or her agreement in the plan and is responsible for providing the treatment or care and supervision in accordance with the plan.

Responsibil-
ity of other
persons

(4) All persons named in a community treatment plan, including the person subject to the plan and the person's substitute decision-maker, if any, are responsible for implementing the plan to the extent indicated in it.

Protection
from liabil-
ity, issuing
physician

33.6 (1) If the physician who issues or renews a community treatment order or a physician appointed under subsection 33.5 (2) believes, on reasonable grounds and in good faith, that the persons who are responsible for providing treatment or care and supervision under a community treatment plan are doing so in accordance with the plan, the physician is not liable for any default or neglect by those persons in providing the treatment or care and supervision.

Same, other
persons
involved in
treatment

(2) If a person who is responsible for providing an aspect of treatment or care and supervision under a community treatment plan believes, on reasonable grounds and in good faith, that a person who is responsible for providing another aspect of treatment or care and supervision under the plan is doing so in accordance with the plan, the person is not liable for any default or neglect by that person in providing that aspect of treatment or care and supervision.

Same,
physician

(3) If a person who is responsible for providing an aspect of treatment or care and supervision under a community treatment plan believes, on reasonable grounds and in good faith, that the physician who issued or

rales de la mise en application de l'ordonnance.

(2) Si le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire est absent ou, pour tout autre motif, est incapable de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent aux termes du paragraphe (1) ou de l'article 33.2, 33.3 ou 33.4, il peut nommer un autre médecin pour agir à sa place, avec le consentement de celui-ci.

(3) La personne qui convient de fournir un traitement ou de fournir des soins et d'exercer une surveillance aux termes d'un plan de traitement en milieu communautaire indique son accord dans le plan et est responsable de la fourniture du traitement ou de la fourniture des soins et de l'exercice de la surveillance conformément au plan.

(4) Toutes les personnes désignées dans le plan de traitement en milieu communautaire, y compris la personne assujettie au plan et son mandataire spécial, si elle en a un, sont responsables de la mise en application du plan dans la mesure qui y est indiquée.

33.6 (1) Si le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire ou un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et en toute bonne foi, que les personnes responsables de la fourniture du traitement ou de la fourniture des soins et de l'exercice de la surveillance aux termes d'un plan de traitement en milieu communautaire le font conformément au plan, il n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par ces personnes à l'égard de ce traitement ou de ces soins et de cette surveillance.

(2) Si une personne responsable de la fourniture d'un aspect du traitement ou de la fourniture ou de l'exercice d'un aspect des soins et de la surveillance aux termes d'un plan de traitement en milieu communautaire croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et en toute bonne foi, qu'une personne responsable de la fourniture ou de l'exercice d'un autre aspect de ceux-ci aux termes du plan le fait conformément au plan, la personne n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par cette personne à l'égard de cet autre aspect du traitement ou des soins et de la surveillance.

(3) Si une personne responsable de la fourniture d'un aspect du traitement ou de la fourniture et de l'exercice d'un aspect des soins et de la surveillance aux termes d'un plan de traitement en milieu communautaire croit, en

Nomination
d'un autre
médecin

Responsabi-
lité des four-
nisseurs
désignés

Responsabi-
lité des autres
personnes

Immunité :
médecin qui
prend
l'ordonnance

Idem : autres
personnes
qui partici-
pent au
traitement

Idem :
médecin

renewed the community treatment order or a physician appointed under subsection 33.5 (2) is providing treatment or care and supervision in accordance with the plan, the person is not liable for any default or neglect by the physician in providing the treatment or care and supervision.

se fondant sur des motifs raisonnables et en toute bonne foi, que le médecin qui a pris ou renouvelé l'ordonnance de traitement en milieu communautaire ou un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) fournit un traitement ou fournit des soins et exerce une surveillance conformément au plan, la personne n'est pas responsable d'un manquement ou d'une négligence commis par le médecin à l'égard de ce traitement ou de ces soins et de cette surveillance.

Reports

(4) The physician who issues or renews a community treatment order or a physician appointed under subsection 33.5 (2) may require reports on the condition of the person subject to the order from the persons who are responsible for providing treatment or care and supervision under the community treatment plan.

(4) Le médecin qui prend ou renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire ou un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) peut exiger que les personnes responsables de la fourniture du traitement ou de la fourniture des soins et de l'exercice de la surveillance aux termes du plan de traitement en milieu communautaire lui remettent des rapports sur l'état de la personne visée par l'ordonnance.

Rapports

Community treatment plans

33.7 A community treatment plan shall contain at least the following:

33.7 Le plan de traitement en milieu communautaire comprend au moins les éléments suivants :

Plans de traitement en milieu communautaire

1. A plan of treatment for the person subject to the community treatment order.
2. Any conditions relating to the treatment or care and supervision of the person.
3. The obligations of the person subject to the community treatment order.
4. The obligations of the substitute decision-maker, if any.
5. The name of the physician, if any, who has agreed to accept responsibility for the general supervision and management of the community treatment order under subsection 33.5 (2).
6. The names of all persons or organizations who have agreed to provide treatment or care and supervision under the community treatment plan and their obligations under the plan.

1. Un plan de traitement pour la personne visée par l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.
2. Toutes conditions relatives au traitement ou aux soins et à la surveillance de la personne.
3. Les obligations de la personne visée par l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.
4. Les obligations du mandataire spécial, s'il y en a un.
5. Le nom du médecin, s'il y en a un, qui a convenu d'assumer la responsabilité de la supervision et de la gestion générales de la mise en application de l'ordonnance de traitement en milieu communautaire aux termes du paragraphe 33.5 (2).
6. Le nom de toutes les personnes ou de tous les organismes qui ont convenu de fournir le traitement ou de fournir les soins et d'exercer la surveillance aux termes du plan de traitement en milieu communautaire, et les obligations qui leur incombent aux termes du plan.

No limitation

33.8 Nothing in sections 33.1 to 33.7 prevents a physician, a justice of the peace or a police officer from taking any of the actions that they may take under section 15, 16, 17 or 20.

33.8 Les articles 33.1 à 33.7 n'ont pas pour effet d'empêcher un médecin, un juge de paix ou un agent de police de prendre l'une ou l'autre des mesures qu'ils peuvent prendre en vertu de l'article 15, 16, 17 ou 20.

Aucune restriction

Review

33.9 (1) The Minister shall establish a process to review the following matters:

33.9 (1) Le ministre établit une procédure afin d'examiner les questions suivantes :

Examen

1. The reasons that community treatment orders were or were not used during the review period.
2. The effectiveness of community treatment orders during the review period.
3. Methods used to evaluate the outcome of any treatment used under community treatment orders.

First review

(2) The first review must be undertaken during the third year after the date on which subsection 33.1 (1) comes into force.

Subsequent reviews

(3) A review must be completed every five years after the first review is completed.

Report

(4) The Minister shall make available to the public for inspection the written report of the person conducting each review.

16. Subsection 35 (3) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by adding the following clause:

- (d.1) a physician who is considering issuing or renewing, or who has issued or renewed, a community treatment order under section 33.1, a physician appointed under subsection 33.5 (2) or another person named in a person's community treatment plan as being involved in the person's treatment or care and supervision upon the written request of the physician or other named person.

17. The Act is amended by adding the following section:

Consultation permitted

35.1 (1) Despite any other Act or the regulations made under any other Act, a physician who is considering issuing or renewing a community treatment order with respect to a person may consult with a member of a regulated health profession or of the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers or any other person to determine whether the order should be issued or renewed.

Sharing of information

(2) Despite any other Act or the regulations made under any other Act, a member of a regulated health profession acting within the scope of practice of his or her profession

1. Les raisons pour lesquelles les ordonnances de traitement en milieu communautaire ont été ou n'ont pas été utilisées pendant la période d'examen.
2. L'efficacité des ordonnances de traitement en milieu communautaire pendant la période d'examen.
3. Les méthodes employées pour évaluer l'issue d'un traitement utilisé aux termes d'ordonnances de traitement en milieu communautaire.

(2) Le premier examen est entrepris au cours de la troisième année qui suit la date d'entrée en vigueur du paragraphe 33.1 (1).

(3) Un examen est achevé tous les cinq ans après l'achèvement du premier.

(4) Le ministre met à la disposition du public aux fins de consultation le rapport écrit de la personne qui a procédé à un examen.

16. Le paragraphe 35 (3) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

- d.1) un médecin qui envisage de prendre ou de renouveler, ou qui a pris ou renouvelé, une ordonnance de traitement en milieu communautaire en vertu de l'article 33.1, un médecin nommé aux termes du paragraphe 33.5 (2) ou une autre personne désignée, dans le plan de traitement en milieu communautaire d'une personne, comme personne participant à la fourniture d'un traitement à la personne ou à la fourniture de soins à celle-ci et à sa surveillance, à la demande écrite du médecin ou de l'autre personne désignée.

17. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

35.1 (1) Malgré toute autre loi ou ses règlements d'application, le médecin qui envisage de prendre ou de renouveler une ordonnance de traitement en milieu communautaire à l'égard d'une personne peut consulter un membre d'une profession de la santé réglementée ou de l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario ou toute autre personne afin de déterminer si l'ordonnance devrait être prise ou renouvelée.

(2) Malgré toute autre loi ou ses règlements d'application, un membre d'une profession de la santé réglementée qui agit dans le cadre de l'exercice de sa profession ou un

Premier examen

Examens subséquents

Rapport

Consultation autorisée

Échange de renseignements

or a member of the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers or any other person named in a community treatment plan as participating in the treatment or care and supervision of a person who is subject to the order may share information with each other relating to the person's mental or physical condition for the purpose of treating, caring for and supervising the person in accordance with the plan.

membre de l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario ou toute autre personne désignée, dans un plan de traitement en milieu communautaire, comme personne participant à la fourniture d'un traitement à une personne visée par l'ordonnance ou à la fourniture de soins à celle-ci et à sa surveillance peuvent s'échanger des renseignements concernant l'état mental ou physique de la personne afin de la traiter, de lui fournir des soins et de la surveiller conformément au plan.

Disclosure

(3) Except as provided in subsection (1), no person shall disclose the fact that a person is being considered for or is subject to a community treatment order without the consent of the person or the person's substitute decision-maker.

(3) Sous réserve du paragraphe (1), nul ne doit divulguer le fait qu'une ordonnance de traitement en milieu communautaire est envisagée à l'égard d'une personne ou que cette dernière fait l'objet d'une telle ordonnance, sans le consentement de la personne ou de son mandataire spécial.

Divulgence

Prohibition

(4) A person who receives personal information under subsection (1) or (2) shall not disclose that information except in accordance with this section.

(4) La personne qui reçoit des renseignements personnels en vertu du paragraphe (1) ou (2) ne doit pas les divulguer si ce n'est conformément au présent article.

Interdiction

Definition

(5) In this section,

(5) La définition qui suit s'applique au présent article.

Définition

"regulated health profession" means a health profession set out in Schedule 1 of the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

«profession de la santé réglementée» Profession de la santé mentionnée à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

18. Subsection 36 (14) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20 and 1996, chapter 2, section 72, is further amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

18. Le paragraphe 36 (14) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «présentée sur la formule prescrite».

19. Paragraph 1 of subsection 36.1 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

19. La disposition 1 du paragraphe 36.1 (4) de la Loi, telle qu'elle est édictée par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifiée par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

20. Subsection 36.2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out "in the prescribed form" and substituting "in the approved form".

20. Le paragraphe 36.2 (2) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

21. (1) Subsection 39 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is repealed and the following substituted:

21. (1) Le paragraphe 39 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application for review by patient, etc.

(1) An involuntary patient, or any person on his or her behalf, may apply to the Board in the approved form to inquire into whether or not the prerequisites set out in this Act for admission or continuation as an involuntary patient are met.

(1) Le malade en cure obligatoire ou une personne agissant en son nom peut, sur requête rédigée selon la formule approuvée, demander à la Commission de procéder à une enquête afin d'établir si les conditions préalables d'admission à titre de malade en cure

Requête en révision présentée par le malade ou une autre personne

(2) Subsection 39 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

obligatoire ou de maintien en cure obligatoire sont remplies.

(2) Le paragraphe 39 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Outre les requêtes prévues au paragraphe (4), la requête prévue au paragraphe (1) peut être présentée dans l'une des circonstances suivantes :

Présentation d'une requête

(2) In addition to the applications under subsection (4), an application under subsection (1) may be made,

- (a) when a certificate of involuntary admission respecting the patient comes into force; or
- (b) when any certificate of renewal respecting the patient comes into force.

- a) lorsqu'un certificat d'admission en cure obligatoire concernant le malade entre en vigueur;
- b) lorsqu'un certificat de renouvellement concernant le malade entre en vigueur.

(3) Subsection 39 (4) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is repealed and the following substituted:**(3) Le paragraphe 39 (4) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

(4) On the completion of a fourth certificate of renewal and on the completion of every fourth certificate of renewal thereafter, the patient shall be deemed to have applied in the approved form under subsection (1) to the Board unless he or she has already applied under clause (2) (b).

(4) Lorsqu'est rempli un quatrième certificat de renouvellement et qu'est rempli chaque quatrième certificat subséquent, le malade est réputé avoir présenté à la Commission, en vertu du paragraphe (1), une requête rédigée selon la formule approuvée, à moins qu'il n'ait déjà présenté une requête en vertu de l'alinéa (2) b).

Cas où un avis est réputé donné

22. The Act is amended by adding the following section:**22. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

39.1 (1) A person who is subject to a community treatment order, or any person on his or her behalf, may apply to the Board in the approved form to inquire into whether or not the criteria for issuing or renewing a community treatment order set out in subsection 33.1 (4) are met.

39.1 (1) La personne visée par une ordonnance de traitement en milieu communautaire ou une personne agissant en son nom peut, sur requête rédigée selon la formule approuvée, demander à la Commission de procéder à une enquête afin d'établir si les conditions du prononcé ou du renouvellement d'une ordonnance de traitement en milieu communautaire énoncées au paragraphe 33.1 (4) sont remplies.

Requête en révision présentée par la personne visée par l'ordonnance

(2) An application under subsection (1) may be made each time a community treatment order is issued or renewed under section 33.1.

(2) La requête visée au paragraphe (1) peut être présentée chaque fois qu'une ordonnance de traitement en milieu communautaire est prise ou renouvelée en vertu de l'article 33.1.

Moment où une requête peut être présentée

(3) When a community treatment order is renewed for the second time and on the occasion of every second renewal thereafter, the person shall be deemed to have applied to the Board in the approved form under subsection (1) unless an application has already been made under that subsection.

(3) Lorsqu'une ordonnance de traitement en milieu communautaire est renouvelée pour la deuxième fois et, par la suite, à chaque deuxième renouvellement, la personne est réputée avoir présenté à la Commission, en vertu du paragraphe (1), une requête rédigée selon la formule approuvée, à moins qu'une requête n'ait déjà été présentée en vertu de ce paragraphe.

Requête réputée présentée

(4) When a physician renews a community treatment order for the second time and on the occasion of every second renewal thereafter, he or she shall give notice of the renewal to the Board in the approved form.

(4) Lorsqu'un médecin renouvelle une ordonnance de traitement en milieu communautaire pour la deuxième fois et, par la suite, à chaque deuxième renouvellement, il donne à la Commission un avis du renouvellement rédigé selon la formule approuvée.

Avis à la Commission

When application may be made

Where notice deemed to have been given

Application for review by person subject to community treatment order

When application may be made

Deemed application

Notice to Board

*Mental Health Act**Loi sur la santé mentale*

Waiver	(5) A waiver by the person who is subject to the community treatment order of an application or of the right to an application mentioned in subsection (3) is a nullity.	(5) Est nul l'abandon par la personne visée par l'ordonnance de traitement en milieu communautaire d'une requête ou du droit de présenter une requête visée au paragraphe (3).	Abandon
Review of community treatment order	(6) On the hearing of an application, the Board shall promptly review whether or not the criteria for issuing or renewing the community treatment order set out in subsection 33.1 (4) are met at the time of the hearing of the application.	(6) Lors de l'audition d'une requête, la Commission examine promptement si les conditions du prononcé ou du renouvellement de l'ordonnance de traitement en milieu communautaire énoncées au paragraphe 33.1 (4) sont remplies au moment de l'audition de la requête.	Examen de l'ordonnance de traitement en milieu communautaire
Confirm or revoke order	(7) The Board may, by order, confirm the issuance or renewal of the community treatment order if it determines that the criteria mentioned in subsection (6) are met at the time of the hearing, but, if the Board determines that those criteria are not met, it shall revoke the community treatment order.	(7) La Commission peut, par ordonnance, confirmer le prononcé ou le renouvellement de l'ordonnance de traitement en milieu communautaire si elle établit que les conditions visées au paragraphe (6) sont remplies au moment de l'audience. Toutefois, si elle établit que ces conditions ne le sont pas, elle révoque l'ordonnance de traitement en milieu communautaire.	Confirmation ou révocation de l'ordonnance
Application of order	(8) An order of the Board under subsection (7) applies to the community treatment order in force immediately before the making of the Board's order.	(8) L'ordonnance de la Commission prévue au paragraphe (7) s'applique à l'ordonnance de traitement en milieu communautaire qui est en vigueur immédiatement avant que l'ordonnance de la Commission ne soit rendue.	Application de l'ordonnance
Parties	(9) The physician who issues or renews the community treatment order, the person subject to it or any other person who has required the hearing and such other persons as the Board may specify are parties to the hearing before the Board.	(9) Sont parties à l'audience devant la Commission le médecin qui prend ou renouvelle l'ordonnance de traitement en milieu communautaire, la personne visée par celle-ci ou toute autre personne qui a exigé la tenue de l'audience et les autres personnes que la Commission peut préciser.	Parties
Procedure	(10) Subsections 39 (5.1), (6) and (7) apply to an application under this section with necessary modifications.	(10) Les paragraphes 39 (5.1), (6) et (7) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une requête présentée en vertu du présent article.	Procédure
	23. (1) Subsection 48 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 2, section 72, is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".	23. (1) Le paragraphe 48 (1) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».	
	(2) Clause 48 (7) (d) of the Act is amended by striking out "subsection 20 (5)" and substituting "subsection 20 (1.1) or (5)".	(2) L'alinéa 48 (7) d) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 20 (1.1) ou (5)» à «paragraphe 20 (5)».	
	(3) Subsection 48 (8) of the Act is amended by striking out "Subject to subsection 20 (5)" at the beginning and substituting "Subject to subsections 20 (1.1) and (5)".	(3) Le paragraphe 48 (8) de la Loi est modifié par substitution de «Sous réserve des paragraphes 20 (1.1) et (5)» à «Sous réserve du paragraphe 20 (5)» au début du paragraphe.	
	(4) Clause 48 (11) (d) of the Act is amended by striking out "subsection 20 (5)" and substituting "subsection 20 (1.1) or (5)".	(4) L'alinéa 48 (11) d) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 20 (1.1) ou (5)» à «paragraphe 20 (5)».	
	(5) Subsection 48 (12) of the Act is amended by striking out "subsection 20 (5)" at the end	(5) Le paragraphe 48 (12) de la Loi est modifié par substitution de «paragraphe 20 (1.1)	

and substituting “subsection 20 (1.1) or (5)”.

24. Subsection 54 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

25. Section 55 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

26. Section 56 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

27. Subsection 57 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

28. Subsection 60 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, is amended by striking out “in the prescribed form” and substituting “in the approved form”.

29. The Act is amended by adding the following sections:

Forms

80.1 The Minister may establish forms and require their use and may require the use of forms approved by the Minister.

Power of Minister to designate

80.2 (1) The Minister may designate and classify psychiatric facilities, and exempt any psychiatric facility or class of psychiatric facility from the application of any provision of the regulations made under clause 81 (1) (b).

List

(2) The Minister shall maintain a list of psychiatric facilities and their classifications, and of any exemptions from the application of any provision of the regulations made under clause 81 (1) (b).

Same

(3) The list referred to in subsection (2) shall be available for public inspection from the Ministry.

30. (1) Clause 81 (1) (a) of the Act is repealed.

(2) Subsection 81 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, 1996, chapter 2, section 72 and 1997, chapter 15, section 11, is further

ou (5)» à «paragraphe 20 (5)» à la fin du paragraphe.

24. Le paragraphe 54 (4) de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

25. L’article 55 de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite» à la fin de l’article.

26. L’article 56 de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite» à la fin de l’article.

27. Le paragraphe 57 (2) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié par substitution de «selon la formule approuvée» à «selon la formule prescrite».

28. Le paragraphe 60 (1) de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, est modifié par substitution de «rédigée selon la formule approuvée» à «présentée selon la formule prescrite».

29. La Loi est modifiée par adjonction des article suivants :

80.1 Le ministre peut établir des formules et en exiger l’emploi et peut également exiger l’emploi des formules qu’il approuve.

80.2 (1) Le ministre peut désigner des établissements psychiatriques et les classer en catégories, et soustraire des établissements psychiatriques ou une catégorie de ceux-ci à l’application de toute disposition des règlements pris en application de l’alinéa 81 (1) b).

(2) Le ministre tient une liste des établissements psychiatriques et de leurs catégories ainsi que des exemptions de l’application de toute disposition des règlements pris en application de l’alinéa 81 (1) b).

(3) La liste visée au paragraphe (2) est mise par le ministère à la disposition du public aux fins de consultation.

30. (1) L’alinéa 81 (1) a) de la Loi est abrogé.

(2) Le paragraphe 81 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 20 du chapitre 32 des Lois de l’Ontario de 1992, par l’article 72 du chapitre 2 des Lois de l’Ontario de 1996 et par l’article 11 du chapitre 15 des Lois de

Formules

Pouvoir de désignation du ministre

Liste

Idem

amended by adding the following clause:

- (f.1) prescribing the manner in which information may be brought before a justice of the peace for the purposes of section 16.

(3) Clause 81 (1) (g) of the Act is amended by striking out "respecting the examination and detention of persons" and substituting "respecting taking custody of persons under section 33, the examination and detention of persons" at the beginning.

(4) Subsection 81 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 32, section 20, 1996, chapter 2, section 72 and 1997, chapter 15, section 11, is further amended by adding the following clauses:

- (g.1) respecting and governing community treatment orders, including the qualifications required for issuing such orders, additional duties of physicians who issue or renew such orders, additional duties of physicians who consent to an appointment under subsection 33.5 (2) and additional duties of persons who agree to provide treatment or care and supervision under a community treatment plan;
- (g.2) designating persons or categories of persons who may review community treatment order documents to ascertain whether or not they have been completed in compliance with the criteria set out in this Act and prescribing additional duties of such persons;
- (g.3) designating persons or categories of persons who may agree to provide treatment or care and supervision under a community treatment plan under subsection 33.5 (3) and prescribing the qualifications or requirements that a person must meet before he or she provides such treatment or care and supervision;

l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

- f.1) prescrire le mode selon lequel des renseignements peuvent être présentés devant un juge de paix pour l'application de l'article 16.

(3) L'alinéa 81 (1) g) de la Loi est modifié par substitution de «traiter de la mise sous garde de personnes aux termes de l'article 33, de l'examen et de la détention de personnes» à «traiter de l'examen et de la détention de personnes» au début de l'alinéa.

(4) Le paragraphe 81 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 11 du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

- g.1) prévoir et régir les ordonnances de traitement en milieu communautaire, notamment les qualités requises pour prendre ces ordonnances, les fonctions supplémentaires des médecins qui prennent ou renouvellent ces ordonnances, les fonctions supplémentaires des médecins qui consentent à être nommés aux termes du paragraphe 33.5 (2) et les fonctions supplémentaires des personnes qui conviennent de fournir un traitement ou de fournir des soins et d'exercer une surveillance aux termes d'un plan de traitement en milieu communautaire;
- g.2) désigner des personnes ou des catégories de personnes qui peuvent examiner les documents relatifs aux ordonnances de traitement en milieu communautaire pour s'assurer qu'elles ont été remplis en conformité avec les conditions énoncées dans la présente loi et prescrire les fonctions supplémentaires de ces personnes;
- g.3) désigner les personnes ou les catégories de personnes qui peuvent convenir, aux termes du paragraphe 33.5 (3), de fournir un traitement ou de fournir des soins et d'exercer une surveillance aux termes d'un plan de traitement en milieu communautaire, et prescrire les qualités requises qu'une personne doit posséder ou les exigences auxquelles elle doit satisfaire pour être habilitée à fournir ce traitement ou à fournir ces soins et à exercer cette surveillance;

- (h.1) designating persons or categories of persons as rights advisers and prescribing the qualifications or requirements that a person must meet before he or she may provide rights advice pursuant to clause 33.1 (4) (e);
- (j.1) prescribing and governing the obligations of health practitioners, rights advisers, health facilities and others in relation to the provision of information about rights, and assistance in exercising rights, to persons who are subject to community treatment orders and to their substitute decision-makers, including,
- (i) the information or assistance that must be given,
 - (ii) the categories of persons who must be given the information or assistance,
 - (iii) the circumstances in which the information or assistance must be given,
 - (iv) the persons by whom the information or assistance must be given; and
 - (v) the manner and time in which the information or assistance must be given.
- (5) Clauses 81 (1) (k), (k.1) and (k.3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 2, section 72, are repealed and the following substituted:**
- (k) governing the transfer of information among those involved in the process of providing persons with information about their rights and among those involved in the process of implementing a community treatment plan;
- (k.1) regulating the timing of the treatment of a person in a psychiatric facility or subject to a community treatment order, if the person must be provided with information about his or her rights or if the person exercises, or indicates an intention to exercise, any of his or her rights;
- h.1) désigner des personnes ou des catégories de personnes comme conseillers en matière de droits et prescrire les qualités requises qu'une personne doit posséder ou les exigences auxquelles elle doit satisfaire pour être habilitée à donner des conseils en matière de droits conformément à l'alinéa 33.1 (4) e);
- j.1) prescrire et régir les obligations des praticiens de la santé, des conseillers en matière de droits, des établissements de santé et d'autres personnes en ce qui concerne la fourniture de renseignements sur les droits, et d'une aide pour exercer ces droits, aux personnes qui sont visées par des ordonnances de traitement en milieu communautaire et à leurs mandataires spéciaux, notamment :
- (i) les renseignements ou l'aide qui doivent être donnés,
 - (ii) les catégories de personnes auxquelles les renseignements ou l'aide doivent être donnés,
 - (iii) les circonstances dans lesquelles les renseignements ou l'aide doivent être donnés,
 - (iv) les personnes qui doivent donner les renseignements ou l'aide,
 - (v) la manière dont les renseignements ou l'aide doivent être donnés et le moment où ils doivent l'être.
- (5) Les alinéas 81 (1) k), k.1) et k.3) de la Loi, tels qu'ils sont édictés par l'article 72 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1996, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**
- k) régir l'échange de renseignements entre ceux qui participent au processus de fourniture de renseignements à des personnes sur leurs droits et entre ceux qui participent au processus de mise en application d'un plan de traitement en milieu communautaire;
- k.1) régler le moment auquel peut avoir lieu le traitement d'une personne dans un établissement psychiatrique ou assujettie à une ordonnance de traitement en milieu communautaire, si la personne doit recevoir des renseignements sur ses droits ou qu'elle exerce ou manifeste son intention d'exercer l'un ou l'autre de ses droits;

(k.3) governing the use, disclosure and retention of personal information obtained from the disclosure, transmission or examination of a clinical record under clause 35 (3) (d.1), (e.3), (e.4) or (e.5).

(6) Subsections 81 (2) and (3) of the Act are repealed.

PART II HEALTH CARE CONSENT ACT, 1996

31. (1) Subsection 2 (1) of the *Health Care Consent Act, 1996* is amended by adding the following definition:

“community treatment plan” has the same meaning as in the *Mental Health Act*. (“plan de traitement en milieu communautaire”)

(2) The definition of “treatment” in subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out “and includes a course of treatment or plan of treatment, but does not include” immediately before clause (a) and substituting “and includes a course of treatment, plan of treatment or community treatment plan, but does not include”.

32. Section 32 of the Act is amended by adding the following subsection:

(7) The Board’s decision under subsection (5) remains in effect pending an application for leave under subsection (6).

33. (1) Subsection 35 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(1) A substitute decision-maker or a health practitioner who proposed a treatment may apply to the Board for directions if the incapable person expressed a wish with respect to the treatment, but,

(2) Section 35 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) A health practitioner who intends to apply for directions shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

(3) Subsection 35 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

k.3) régir l’utilisation, la divulgation et la conservation des renseignements personnels obtenus par suite de la divulgation, de la transmission ou de l’examen d’un dossier clinique en vertu de l’alinéa 35 (3) d.1), e.3), e.4) ou e.5).

(6) Les paragraphes 81 (2) et (3) de la Loi sont abrogés.

PARTIE II LOI DE 1996 SUR LE CONSENTEMENT AUX SOINS DE SANTÉ

31. (1) Le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«plan de traitement en milieu communautaire»
S’entend au sens de la *Loi sur la santé mentale*. («community treatment plan»)

(2) La définition de «traitement» au paragraphe 2 (1) de la Loi est modifiée par substitution de «y compris une série de traitements, un plan de traitement ou un plan de traitement en milieu communautaire. Est toutefois exclu de la présente définition ce qui suit» à «y compris une série de traitements ou un plan de traitement. Est toutefois exclu de la présente définition ce qui suit» figurant immédiatement avant l’alinéa a).

32. L’article 32 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(7) La décision de la Commission visée au paragraphe (5) demeure en vigueur jusqu’à ce que soit décidée la requête en autorisation visée au paragraphe (6).

33. (1) Le paragraphe 35 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage précédant l’alinéa a) :

(1) Le mandataire spécial ou le praticien de la santé qui a proposé un traitement peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission si l’incapable a exprimé un désir à l’égard du traitement, mais que, selon le cas :

(2) L’article 35 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le praticien de la santé qui a l’intention de présenter une requête informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

(3) Le paragraphe 35 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Decision
effective
while
application
for leave
pending

Application
for directions

Notice to
substitute
decision-
maker

Décision
en vigueur
tant que la
requête en
autorisation
est en
instance

Requête
en vue
d’obtenir des
directives

Avis au
mandataire
spécial

Directions

(3) The Board may give directions and, in doing so, shall apply section 21.

34. (1) Subsection 36 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Application to depart from wishes

(1) If a substitute decision-maker is required by paragraph 1 of subsection 21 (1) to refuse consent to a treatment because of a wish expressed by the incapable person while capable and after attaining 16 years of age,

- (a) the substitute decision-maker may apply to the Board for permission to consent to the treatment despite the wish; or
- (b) the health practitioner who proposed the treatment may apply to the Board to obtain permission for the substitute decision-maker to consent to the treatment despite the wish.

(2) Section 36 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to substitute decision-maker

(1.1) A health practitioner who intends to apply under clause (1) (b) shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

35. Section 37 of the Act is amended by adding the following subsections:

Subsequent substitute decision-maker

(6.1) If, under subsection (6), the substitute decision-maker is deemed not to meet the requirements of subsection 20 (2), any subsequent substitute decision-maker shall, subject to subsections (6.2) and (6.3), comply with the directions given by the Board on the application within the time specified by the Board.

Application for directions

(6.2) If a subsequent substitute decision-maker knows of a wish expressed by the incapable person with respect to the treatment, the substitute decision-maker may, with leave of the Board, apply to the Board for directions under section 35.

Inconsistent directions

(6.3) Directions given by the Board under section 35 on a subsequent substitute decision-maker's application brought with leave under subsection (6.2) prevail over inconsistent directions given under subsection (4) to the extent of the inconsistency.

36. The Act is amended by adding the following section:

Deemed application concerning capacity

37.1 An application to the Board under section 33, 34, 35, 36 or 37 shall be deemed to include an application to the Board under

Directives

(3) La Commission peut donner des directives et, ce faisant, met en application l'article 21.

34. (1) Le paragraphe 36 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si le mandataire spécial est tenu, aux termes de la disposition 1 du paragraphe 21 (1), de refuser son consentement à un traitement en raison d'un désir que l'incapable a exprimé lorsqu'il était capable et avait au moins 16 ans révolus :

- a) soit le mandataire spécial peut, par voie de requête, demander à la Commission la permission de consentir au traitement malgré le désir exprimé;
- b) soit le praticien de la santé qui a proposé le traitement peut, par voie de requête, demander à la Commission d'accorder au mandataire spécial la permission de consentir au traitement malgré le désir exprimé.

(2) L'article 36 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le praticien de la santé qui a l'intention de présenter une requête en vertu de l'alinéa (1) b) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

35. L'article 37 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(6.1) Si, aux termes du paragraphe (6), le mandataire spécial est réputé ne pas satisfaire aux exigences du paragraphe 20 (2), tout mandataire spécial subséquent, sous réserve des paragraphes (6.2) et (6.3), se conforme aux directives données par la Commission relativement à la requête, dans le délai précisé par la Commission.

(6.2) Si un mandataire spécial subséquent a connaissance d'un désir exprimé par l'incapable à l'égard du traitement, il peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission en vertu de l'article 35, si celle-ci l'y autorise.

(6.3) Les directives données par la Commission en vertu de l'article 35 relativement à la requête d'un mandataire spécial subséquent présentée sur autorisation en vertu du paragraphe (6.2) l'emportent sur les directives incompatibles données en vertu du paragraphe (4).

36. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

37.1 La requête présentée à la Commission en vertu de l'article 33, 34, 35, 36 ou 37 est réputée comprendre une requête présentée à

Requête en vue de ne pas respecter les désirs

Avis au mandataire spécial

Mandataire spécial subséquent

Requête en vue d'obtenir des directives

Directives incompatibles

Requête réputée une requête sur la capacité

section 32 with respect to the person's capacity to consent to treatment proposed by a health practitioner unless the person's capacity to consent to such treatment has been determined by the Board within the previous six months.

37. Subsection 50 (4) of the Act is amended by striking out "Subsections 32 (4) to (6)" at the beginning and substituting "Subsections 32 (4) to (7)".

38. (1) Subsection 52 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Application
for directions

(1) A substitute-decision maker or the person responsible for authorizing admissions to a care facility may apply to the Board for directions if the incapable person expressed a wish with respect to his or her admission to the care facility, but,

(2) Section 52 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to
substitute
decision-
maker

(1.1) If the person responsible for authorizing admissions to the care facility intends to apply for directions, the person shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

(3) Subsection 52 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Directions

(3) The Board may give directions and, in doing so, shall apply section 42.

39. (1) Subsection 53 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Application
to depart
from wishes

(1) If a substitute decision-maker is required by paragraph 1 of subsection 42 (1) to refuse consent to the incapable person's admission to a care facility because of a wish expressed by the incapable person while capable and after attaining 16 years of age,

- (a) the substitute decision-maker may apply to the Board for permission to consent to the admission despite the wish; or
- (b) the person responsible for authorizing admissions to the care facility may apply to the Board to obtain permission for the substitute decision-maker to consent to the admission despite the wish.

la Commission en vertu de l'article 32 à l'égard de la capacité de la personne de consentir à un traitement proposé par un praticien de la santé, sauf si la capacité de la personne de consentir à ce traitement a été déterminée par la Commission au cours des six mois précédents.

37. Le paragraphe 50 (4) de la Loi est modifié par substitution de «Les paragraphes 32 (4) à (7)» à «Les paragraphes 32 (4) à (6)» au début du paragraphe.

38. (1) Le paragraphe 52 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage précédant l'alinéa a) :

(1) Le mandataire spécial ou la personne chargée d'autoriser les admissions à un établissement de soins peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission si l'incapable a exprimé un désir à l'égard de son admission à l'établissement de soins, mais que, selon le cas :

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

(2) L'article 52 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) La personne chargée d'autoriser les admissions à l'établissement de soins qui a l'intention de présenter une requête en vue d'obtenir des directives informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

Avis au
mandataire
spécial

(3) Le paragraphe 52 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) La Commission peut donner des directives et, ce faisant, met en application l'article 42.

Directives

39. (1) Le paragraphe 53 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si le mandataire spécial est tenu, aux termes de la disposition 1 du paragraphe 42 (1), de refuser son consentement à l'admission de l'incapable à un établissement de soins en raison d'un désir que l'incapable a exprimé lorsqu'il était capable et avait au moins 16 ans révolus :

Requête
en vue de ne
pas respecter
les désirs

- a) soit le mandataire spécial peut, par voie de requête, demander à la Commission la permission de consentir à l'admission malgré le désir exprimé;
- b) soit la personne chargée d'autoriser les admissions à l'établissement de soins peut, par voie de requête, demander à la Commission d'accorder au mandataire spécial la permission de consentir au traitement malgré le désir exprimé.

(2) Section 53 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to
substitute
decision-
maker

(1.1) If the person responsible for authorizing admissions to the care facility intends to apply under subsection (1), the person shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

40. Section 54 of the Act is amended by adding the following subsections:

Subsequent
substitute
decision-
maker

(6.1) If, under subsection (6), the substitute decision-maker is deemed not to meet the requirements of subsection 20 (2), any subsequent substitute decision-maker shall, subject to subsections (6.2) and (6.3), comply with the directions given by the Board on the application within the time specified by the Board.

Application
for directions

(6.2) If a subsequent substitute decision-maker knows of a wish expressed by the incapable person with respect to the admission to a care facility, the substitute decision-maker may, with leave of the Board, apply to the Board for directions under section 52.

Inconsistent
directions

(6.3) Directions given by the Board under section 52 on a subsequent substitute decision-maker's application brought with leave under subsection (6.2) prevail over inconsistent directions given under subsection (4) to the extent of the inconsistency.

41. The Act is amended by adding the following section:

Deemed
application
concerning
capacity

54.1 An application to the Board under section 51, 52, 53 or 54 shall be deemed to include an application to the Board under section 50 with respect to the person's capacity to consent to his or her admission to a care facility unless the person's capacity to consent to such admission has been determined by the Board within the previous six months.

42. Subsection 65 (4) of the Act is amended by striking out "Subsections 32 (4) to (6)" at the beginning and substituting "Subsections 32 (4) to (7)".

43. (1) Subsection 67 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Application
for directions

(1) A substitute decision-maker or the member of a service provider's staff who is responsible for the personal assistance service may apply to the Board for directions if the incapable recipient expressed a wish with respect to the personal assistance service, but,

(2) L'article 53 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Avis au
mandataire
spécial

(1.1) La personne chargée d'autoriser les admissions à l'établissement de soins qui a l'intention de présenter une requête en vertu du paragraphe (1) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

40. L'article 54 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Mandataire
spécial
subséquent

(6.1) Si, aux termes du paragraphe (6), le mandataire spécial est réputé ne pas satisfaire aux exigences du paragraphe 20 (2), tout mandataire spécial subséquent, sous réserve des paragraphes (6.2) et (6.3), se conforme aux directives données par la Commission relativement à la requête, dans le délai précisé par la Commission.

(6.2) Si un mandataire spécial subséquent a connaissance d'un désir exprimé par l'incapable à l'égard de l'admission à un établissement de soins, il peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission en vertu de l'article 52, si celle-ci l'y autorise.

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

(6.3) Les directives données par la Commission en vertu de l'article 52 relativement à la requête d'un mandataire spécial subséquent présentée sur autorisation en vertu du paragraphe (6.2) l'emportent sur les directives incompatibles données en vertu du paragraphe (4).

Directives
incompati-
bles

41. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

54.1 La requête présentée à la Commission en vertu de l'article 51, 52, 53 ou 54 est réputée comprendre une requête présentée à la Commission en vertu de l'article 50 à l'égard de la capacité de la personne de consentir à son admission à un établissement de soins, sauf si la capacité de la personne de consentir à une telle admission a été déterminée par la Commission au cours des six mois précédents.

Requête
réputée une
requête sur
la capacité

42. Le paragraphe 65 (4) de la Loi est modifié par substitution de «Les paragraphes 32 (4) à (7)» à «Les paragraphes 32 (4) à (6)» au début du paragraphe.

43. (1) Le paragraphe 67 (1) de la Loi est modifié par substitution de ce qui suit au passage précédant l'alinéa a) :

(1) Le mandataire spécial ou le membre du personnel d'un fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission si le bénéficiaire incapable a exprimé un désir à l'égard d'un

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

service d'aide personnelle, mais que, selon le cas :

(2) Section 67 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to
substitute
decision-
maker

(1.1) If the member of the service provider's staff responsible for the personal assistance service intends to apply under subsection (1), the member shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

(3) Subsection 67 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Directions

(3) The Board may give directions and, in doing so, shall apply section 59.

44. (1) Subsection 68 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Application
to depart
from wishes

(1) If a substitute decision-maker is required by paragraph 1 of subsection 59 (1) to refuse consent to a personal assistance service because of a wish expressed by the incapable recipient while capable and after attaining 16 years of age,

- (a) the substitute decision-maker may apply to the Board for permission to consent to the personal assistance service despite the wish; or
- (b) the member of the service provider's staff who is responsible for the personal assistance service may apply to the Board to obtain permission for the substitute decision-maker to consent to the personal assistance service despite the wish.

(2) Section 68 of the Act is amended by adding the following subsection:

Notice to
substitute
decision-
maker

(1.1) If the member of the service provider's staff who is responsible for the personal assistance service intends to apply under subsection (1), the member shall inform the substitute decision-maker of his or her intention before doing so.

45. Section 69 of the Act is amended by adding the following subsections:

Subsequent
substitute
decision-
maker

(6.1) If, under subsection (6), the substitute decision-maker is deemed not to meet the requirements of subsection 20 (2), any subsequent substitute decision-maker shall, subject to subsections (6.2) and (6.3), comply with the directions given by the Board on the

(2) L'article 67 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le membre du personnel d'un fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service qui a l'intention de présenter une requête en vertu du paragraphe (1) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

(3) Le paragraphe 67 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) La Commission peut donner des directives et, ce faisant, met en application l'article 59.

44. (1) Le paragraphe 68 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si le mandataire spécial est tenu, aux termes de la disposition 1 du paragraphe 59 (1), de refuser son consentement à un service d'aide personnelle en raison d'un désir que le bénéficiaire incapable a exprimé lorsqu'il était capable et avait au moins 16 ans révolus :

- a) soit le mandataire spécial peut, par voie de requête, demander à la Commission la permission de consentir au service d'aide personnelle malgré le désir exprimé;
- b) soit le membre du personnel du fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service peut, par voie de requête, demander à la Commission d'accorder au mandataire spécial la permission de consentir au service d'aide personnelle malgré le désir exprimé.

(2) L'article 68 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le membre du personnel d'un fournisseur d'un service d'aide personnelle qui est chargé de ce service qui a l'intention de présenter une requête en vertu du paragraphe (1) informe au préalable le mandataire spécial de son intention.

45. L'article 69 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(6.1) Si, aux termes du paragraphe (6), le mandataire spécial est réputé ne pas satisfaire aux exigences du paragraphe 20 (2), tout mandataire spécial subséquent, sous réserve des paragraphes (6.2) et (6.3), se conforme aux directives données par la Commission re-

Avis au
mandataire
spécial

Directives

Requête
en vue de ne
pas respecter
les désirs

Avis au
mandataire
spécial

Mandataire
spécial
subséquent

application within the time specified by the Board.

Application
for directions

(6.2) If a subsequent substitute decision-maker knows of a wish expressed by the incapable person with respect to the personal assistance service, the substitute decision-maker may, with leave of the Board, apply to the Board for directions under section 67.

Inconsistent
directions

(6.3) Directions given by the Board under section 67 on a subsequent substitute decision-maker's application brought with leave under subsection (6.2) prevail over inconsistent directions given under subsection (4) to the extent of the inconsistency.

46. The Act is amended by adding the following section:

Deemed
application
concerning
capacity

69.1 An application to the Board under section 66, 67, 68 or 69 shall be deemed to include an application to the Board under section 65 with respect to the person's capacity to consent to a personal assistance service unless the person's capacity to consent to such service has been determined by the Board within the previous six months.

47. The Act is amended by adding the following section:

Immunity

71.1 No proceeding for damages shall be commenced against the Board, a member, employee or agent of the Board or anyone acting under the authority of the chair of the Board for any act done in good faith in the performance or intended performance of the person's duty or for any alleged neglect or default in the performance in good faith of the person's duty.

48. Subsection 80 (1) of the Act is amended by striking out "Ontario Court (General Division)" and substituting "Superior Court of Justice".

PART III COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commence-
ment

49. This Act comes into force on December 1, 2000.

Short title

50. The short title of this Act is *Brian's Law (Mental Health Legislative Reform), 2000*.

lativement à la requête, dans le délai précisé par la Commission.

(6.2) Si un mandataire spécial subséquent a connaissance d'un désir exprimé par l'incapable à l'égard du service d'aide personnelle, il peut, par voie de requête, demander des directives à la Commission en vertu de l'article 67, si celle-ci l'y autorise.

Requête
en vue
d'obtenir des
directives

(6.3) Les directives données par la Commission en vertu de l'article 67 relativement à la requête d'un mandataire spécial subséquent présentée sur autorisation en vertu du paragraphe (6.2) l'emportent sur les directives incompatibles données en vertu du paragraphe (4).

Directives
incompati-
bles

46. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

69.1' La requête présentée à la Commission en vertu de l'article 66, 67, 68 ou 69 est réputée comprendre une requête présentée à la Commission en vertu de l'article 65 à l'égard de la capacité de la personne de consentir à un service d'aide personnelle, sauf si la capacité de la personne de consentir à un tel service a été déterminée par la Commission au cours des six mois précédents.

Requête
réputée une
requête sur
la capacité

47. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

71.1 Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre la Commission, un de ses membres, employés ou mandataires ou contre quiconque agit sous l'autorité de son président pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs fonctions ou pour une négligence ou un manquement qu'ils auraient commis dans l'exercice de bonne foi de leurs fonctions.

Immunité

48. Le paragraphe 80 (1) de la Loi est modifié par substitution de «Cour supérieure de justice» à «Cour de l'Ontario (Division générale)».

PARTIE III ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

49. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} décembre 2000.

Entrée en
vigueur

50. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi Brian de 2000 sur la réforme législative concernant la santé mentale*.

Titre abrégé



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 69

**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995
in relation to the
construction industry**

The Hon. C. Stockwell
Minister of Labour

Government Bill

1st Reading April 25, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 69

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations
de travail en ce qui a trait
à l'industrie de la construction**

L'honorable C. Stockwell
Ministre du Travail

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 25 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Amendments to section 126 of the Act concern what consideration is to be given to family relationships and key individuals in applications under the “single employer” and “sale of the business” provisions of the Act where one of the entities is an employer with which a construction trade union, council of construction trade unions or affiliated bargaining agent or employee bargaining agency has bargaining rights with respect to construction work.

The proposed sections 150.1 and 150.2 of the Act apply with respect to work in the residential sector of the construction industry in the City of Toronto and the regional municipalities of Halton, Peel and York. Section 150.1 deems all collective agreements that are to expire before April 30, 2004 and that apply to residential construction work to expire with respect to that work on April 30, 2001. It also provides that they are to expire every three years from that date with respect to residential construction work. For the 2001 round of bargaining only, section 150.2 limits strikes and lock-outs in the residential sector and provides for interest arbitration.

The proposed section 160.1 of the Act permits the abandonment of bargaining rights by agreement between an employer and its affiliated bargaining agents. The section permits such an agreement to apply with respect to all of Ontario or specified parts of it.

The proposed sections 163.2 to 163.4 deal with a process for local amendments to provincial agreements to remove competitive disadvantage in the industrial, commercial and institutional sector. An employer bargaining agency or a designated regional employers' organization is permitted to apply to an affiliated bargaining agent to agree to amendments to the provincial agreement with respect to certain kinds or all kinds of work performed by employees represented by the affiliated bargaining agent, certain markets or all markets in the sector and certain locations or all locations within the geographic jurisdiction of the affiliated bargaining agent. Only specified types of amendments are permitted in such an application. An interest arbitration procedure is provided if the parties are unable to agree on amendments.

The proposed section 163.5 sets out default provisions for provincial agreements to permit the employment of specified percentages of employees without going through the normal local union hiring hall process. Provision is made for the parties to a provincial agreement to agree not to include those provisions or to agree to higher percentages for those provisions. A strike or lock-out is not permitted in the context of an agreement not to include those provisions. Provision is also made for parties to agree to lower percentages.

The proposed section 163.6 requires the Minister to conduct a review of the provisions set out in the Bill by December 31, 2001.

La modification de l'article 126 de la Loi traite de l'importance à accorder, dans les requêtes présentées en vertu des dispositions de la Loi concernant les «employeurs uniques» et les «ventes d'entreprise», aux rapports familiaux et aux personnes qui jouent un rôle clé lorsqu'une des entités est un employeur avec lequel un syndicat de l'industrie de la construction, un conseil de syndicats de l'industrie de la construction, un agent négociateur affilié ou un organisme négociateur syndical a le droit de négocier à l'égard de travaux de construction.

Les nouveaux articles 150.1 et 150.2 de la Loi s'appliquent à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans la cité de Toronto et dans les municipalités régionales de Halton, de Peel et de York. Selon l'article 150.1, toutes les conventions collectives qui doivent expirer avant le 30 avril 2004 et qui s'appliquent aux travaux de construction d'habitations sont réputées expirer le 30 avril 2001 à l'égard de ces travaux. L'article prévoit également qu'elles expireront tous les trois ans à compter de cette date à l'égard de ces mêmes travaux. Pour les négociations de 2001 seulement, l'article 150.2 impose des restrictions aux grèves et aux lock-outs dans le secteur de l'habitation et prévoit l'arbitrage des différends.

Le nouvel article 160.1 de la Loi permet l'abandon du droit de négocier par suite d'un accord conclu entre un employeur donné et ses agents négociateurs affiliés. L'article permet qu'un tel accord s'applique à l'égard de tout l'Ontario ou de parties précisées de la province.

Les nouveaux articles 163.2 à 163.4 traitent du processus à suivre pour apporter des modifications locales aux conventions provinciales afin d'éliminer les désavantages concurrentiels dans le secteur industriel, commercial et institutionnel. Un organisme négociateur patronal ou une association patronale régionale désignée peut demander à un agent négociateur affilié d'accepter de modifier la convention provinciale à l'égard de tous les genres de travaux effectués par les employés qu'il représente ou de certains d'entre eux, de tous les marchés du secteur ou de certains d'entre eux et de tous les emplacements situés dans la région relevant de sa compétence territoriale ou de certains d'entre eux. Certains genres précisés de modifications seulement sont permis dans une telle demande. Une procédure d'arbitrage des différends est prévue si les parties n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les modifications.

Le nouvel article 163.5 énonce les dispositions réputées incluses dans les conventions provinciales afin de permettre l'emploi de pourcentages précisés d'employés sans passer par le processus normal d'embauchage par le biais des bureaux syndicaux locaux. Il est prévu que les parties à une convention provinciale peuvent se mettre d'accord pour ne pas inclure ces dispositions ou pour utiliser des pourcentages plus élevés à leur égard. Les grèves ou les lock-outs ne sont pas permis lorsqu'il existe un accord de ne pas inclure ces dispositions. Il est également prévu que les parties peuvent se mettre d'accord pour réduire ces pourcentages.

Le nouvel article 163.6 exige que le ministre procède à l'examen des dispositions du projet de loi d'ici le 31 décembre 2001.

**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995
in relation to the
construction industry**

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations
de travail en ce qui a trait
à l'industrie de la construction**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 125 of the *Labour Relations Act, 1995*, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 15, is further amended by adding the following clause:

(1.0.1) designating regional employers' organizations for the purposes of section 151.

2. Section 126 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 16, is further amended by adding the following subsections:

(2) Subsections (3) and (5) apply with respect to an employer or a non-construction employer where a trade union, council of trade unions or affiliated bargaining agent or employee bargaining agency, as defined in section 151, has bargaining rights in relation to construction work performed by or on behalf of that employer or non-construction employer.

(3) The following apply if an application is made under subsection 1 (4) for a declaration that two or more entities should be treated as constituting one employer and any of the entities is an employer or a non-construction employer:

1. The Board shall not consider any relationship by way of blood, marriage or adoption between an individual having a direct or indirect involvement with one of the entities and an individual having a direct or indirect involvement with any of the other entities.
2. If the applicant proposes that the entities should be treated as constituting one employer because an individual was a key individual with respect to two or more of them and if the time at which the individual was alleged to

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 125 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

1.0.1) désigner des associations patronales régionales pour l'application de l'article 151.

2. L'article 126 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 16 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(2) Les paragraphes (3) et (5) s'appliquent à l'égard des employeurs ou des employeurs extérieurs à l'industrie de la construction lorsqu'un syndicat, un conseil de syndicats ou un agent négociateur affilié ou un organisme négociateur syndical au sens de l'article 151 a le droit de négocier relativement aux travaux de construction effectués par eux ou pour leur compte.

(3) Les règles suivantes s'appliquent s'il est présenté, en vertu du paragraphe 1 (4), une requête visant à obtenir un jugement déclaratoire selon lequel deux entités ou plus devraient être considérées comme un seul employeur et que l'une ou l'autre de ces entités est un employeur ou un employeur extérieur à l'industrie de la construction :

1. La Commission ne doit pas examiner les liens par le sang, le mariage ou l'adoption qui existent entre un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités d'une des entités et un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités d'une des autres entités.
2. Si le requérant propose que les entités soient considérées comme un seul employeur parce qu'un particulier jouait un rôle clé auprès de deux d'entre elles ou plus et que la période pendant laquelle il aurait joué un rôle clé auprès

Interpreta-
tion

Single
employer
declarations

Interpréta-
tion

Jugements
déclara-
toires :
un seul
employeur

have been a key individual with respect to one of the entities is a different time than that at which he or she is alleged to have been a key individual with respect to the others, the Board shall consider,

- i. the length of any hiatus between when the individual was a key individual with the one entity and when the individual was a key individual with the other entity or entities,
- ii. whether the first entity with respect to which the individual is alleged to have been a key individual was one with which he or she occupied a formal management role; and
- iii. whether the first entity with respect to which the individual is alleged to have been a key individual was able to carry on business without substantial disruption or loss when he or she ceased to be involved with that entity.

Definition

(4) In subsection (3),

“entity” means a corporation, individual, firm, syndicate or association or any combination of any of them.

Sale of a business

(5) In determining whether an employer or a non-construction employer has sold a business, the following apply:

1. The Board shall not consider any relationship by way of blood, marriage or adoption between an individual having a direct or indirect involvement with the employer or non-construction employer that sold the business and an individual having a direct or indirect involvement with the person to whom the business was allegedly sold.
2. If it is alleged that the employer or non-construction employer sold a business because an individual was a key individual in relation both to the alleged seller and to the person to whom the business was allegedly sold and if the time at which the individual was alleged to have been a key individual in relation to the alleged seller is a different time than that at which he or she was alleged to have been a key individual in relation to the person to whom

de l'une d'elles est différente de celle pendant laquelle il aurait joué un tel rôle auprès des autres, la Commission examine ce qui suit :

- i. le temps écoulé, le cas échéant, entre la période pendant laquelle le particulier jouait un rôle clé auprès de l'une des entités et celle pendant laquelle il jouait un tel rôle auprès de l'autre ou des autres entités,
- ii. la question de savoir si le particulier avait des fonctions de gestion officielles chez la première entité auprès de laquelle il aurait joué un rôle clé,
- iii. la question de savoir si la première entité auprès de laquelle le particulier aurait joué un rôle clé était en mesure de continuer à fonctionner sans perturbation ni perte importante lorsqu'il a cessé de participer à ses activités.

(4) La définition qui suit s'applique au paragraphe (3).

«entité» Personne morale, particulier, firme, consortium ou association, ou une combinaison de ceux-ci.

(5) Les règles suivantes s'appliquent lorsqu'il s'agit de déterminer si un employeur ou un employeur extérieur à l'industrie de la construction a vendu une entreprise :

1. La Commission ne doit pas examiner les liens par le sang, le mariage ou l'adoption qui existent entre un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités de l'employeur ou de l'employeur extérieur à l'industrie de la construction qui a vendu l'entreprise et un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités de la personne à qui l'entreprise aurait été vendue.
2. S'il est allégué que l'employeur ou l'employeur extérieur à l'industrie de la construction a vendu une entreprise parce qu'un particulier jouait un rôle clé tant auprès du prétendu vendeur qu'auprès de la personne à qui l'entreprise aurait été vendue et que la période pendant laquelle il aurait joué un rôle clé auprès du prétendu vendeur est différente de celle pendant laquelle il aurait joué un tel rôle auprès de la personne à qui l'entreprise a été vendue, la Commission examine ce qui suit :

Définition

Vente d'une entreprise

the business was sold, the Board shall consider,

- i. the length of any hiatus between when the individual was a key individual in relation to the alleged seller and when the individual was a key individual in relation to the person to whom the business was allegedly sold,
- ii. whether the individual occupied a formal management role with the alleged seller, and
- iii. whether the alleged seller was able to carry on business without substantial disruption or loss when the individual ceased to be involved with the alleged seller.

3. The Act is amended by adding the following sections:

RESIDENTIAL SECTOR OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY

Application of section

150.1 (1) This section applies only with respect to the geographic areas of jurisdiction of the following municipalities:

1. The City of Toronto.
2. The Regional Municipality of Halton.
3. The Regional Municipality of Peel.
4. The Regional Municipality of York.

Deemed expiry of collective agreements

(2) A collective agreement between an employer or employers' organization and a trade union or council of trade unions that applies with respect to work performed in the residential sector of the construction industry shall be deemed to expire with respect to that work on April 30, 2001 if,

- (a) it is in effect on the day section 3 of the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry)*, 2000 comes into force or it comes into effect after that day; and
- (b) it is to expire before April 30, 2004.

Same

(3) Subsection (2) applies even if the collective agreement would have a term of less than one year as a result.

No extension permitted

(4) The parties to a collective agreement described in subsection (2) may not agree to continue the operation of that agreement with respect to work performed in the residential sector of the construction industry beyond April 30, 2001 and any renewal provision in a

- i. le temps écoulé, le cas échéant, entre la période pendant laquelle le particulier jouait un rôle clé auprès du prétendu vendeur et celle pendant laquelle il jouait un tel rôle auprès de la personne à qui l'entreprise aurait été vendue,
- ii. la question de savoir si le particulier avait des fonctions de gestion officielles chez le prétendu vendeur,
- iii. la question de savoir si le prétendu vendeur était en mesure de continuer à fonctionner sans perturbation ni perte importante lorsque le particulier a cessé de participer à ses activités.

3. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

SECTEUR DE L'HABITATION DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

150.1 (1) Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des régions géographiques qui relèvent de la compétence des municipalités suivantes :

Champ d'application

1. La cité de Toronto.
2. La municipalité régionale de Halton.
3. La municipalité régionale de Peel.
4. La municipalité régionale de York.

(2) La convention collective conclue entre un employeur ou une association patronale et un syndicat ou un conseil de syndicats qui s'applique à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction est réputée expirer à l'égard de ces travaux le 30 avril 2001 si les conditions suivantes sont réunies :

Expiration des conventions collectives

- a) elle est en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 3 de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)* ou elle entre en vigueur par la suite;
- b) elle doit expirer avant le 30 avril 2004.

(3) Le paragraphe (2) s'applique même si la convention collective devait en conséquence avoir une durée de moins d'un an.

Idem

(4) Les parties à la convention collective visée au paragraphe (2) ne peuvent pas s'entendre pour proroger au-delà du 30 avril 2001 son application à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction et toute disposition de recon-

Aucune prorogation

collective agreement that purports to do so shall be deemed to be void.

Agreements
to be
three-year
agreements

(5) Every collective agreement to which subsection (2) applies that is renewed and every new collective agreement that is made to replace a collective agreement to which subsection (2) applies shall, with respect to work performed in the residential sector of the construction industry, provide for the expiry of the agreement on April 30, calculated triennially from April 30, 2001.

Clarification
re other work

(6) Nothing in this section shall be interpreted to affect the validity of a collective agreement to which this section applies with respect to work other than work performed in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection (1).

Application
of section

150.2 (1) A reference in this section to a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall be deemed to be a reference to a collective agreement that is deemed under subsection 150.1 (2) to expire on April 30, 2001 with respect to work performed in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

Prohibition
re strike

(2) No individual represented by a trade union or council of trade unions that is seeking to renew or replace a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall commence or continue a strike after June 15, 2001 with respect to work in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

Prohibition
re calling
strike

(3) No trade union or council of trade unions that is seeking to renew or replace a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall call or authorize a strike or the continuation of a strike after June 15, 2001 with respect to work in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

Prohibition
re calling
lock-out

(4) No employer or employers' organization that is seeking to renew or replace a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall call or authorize a lock-out or the continuation of a lock-out after June 15, 2001 with respect to work in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

Interest
arbitration

(5) Subject to subsection (6), either party to negotiations for the renewal or replacement of a collective agreement that expires on April 30, 2001 may, by notice given in accordance with subsection (7), require that the matters in

duction de cette convention qui vise sa prorogation est réputée nulle.

(5) La convention collective visée au paragraphe (2) qui est reconduite et la nouvelle convention collective qui est conclue pour en remplacer une prévoient, en ce qui concerne les travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction, leur expiration le 30 avril, tous les trois ans après le 30 avril 2001.

Conventions
triennales

(6) Le présent article n'a aucune incidence sur la validité des conventions collectives auxquelles s'applique le présent article en ce qui concerne les travaux autres que ceux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe (1).

Précision :
autres
travaux

150.2 (1) La mention, au présent article, d'une convention collective qui expire le 30 avril 2001 est réputée la mention d'une convention collective qui est réputée, aux termes du paragraphe 150.1 (2), expirer le 30 avril 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Champ
d'application

(2) Aucun particulier représenté par un syndicat ou un conseil de syndicats qui cherche à reconduire ou à remplacer une convention collective qui expire le 30 avril 2001 ne doit déclarer ou poursuivre une grève après le 15 juin 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Interdiction :
grève

(3) Aucun syndicat ou conseil de syndicats qui cherche à reconduire ou à remplacer une convention collective qui expire le 30 avril 2001 ne doit ordonner ou autoriser une grève ou la poursuite d'une grève après le 15 juin 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Idem

(4) Aucun employeur ni aucune association patronale qui cherche à reconduire ou à remplacer une convention collective qui expire le 30 avril 2001 ne doit ordonner ou autoriser un lock-out ou la poursuite d'un lock-out après le 15 juin 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Interdiction :
lock-out

(5) Sous réserve du paragraphe (6), toute partie aux négociations sur la reconduction ou le remplacement d'une convention collective qui expire le 30 avril 2001 peut, par avis donné conformément au paragraphe (7), exiger

Arbitrage des
différends

	dispute between them be decided by arbitration.	que les questions en litige soient tranchées par arbitrage.	
Restriction	(6) A party shall not give notice under subsection (5) until the later of, (a) the day on which a strike or lock-out would have been legal had it not been for this section; and (b) June 15, 2001.	(6) Une partie ne doit pas donner l'avis prévu au paragraphe (5) avant le dernier en date des jours suivants : a) le jour où une grève ou un lock-out aurait été légal n'eut été du présent article; b) le 15 juin 2001.	Restriction
Notice	(7) The notice shall be given in writing to the other party and to the Minister of Labour.	(7) L'avis est donné par écrit à l'autre partie ainsi qu'au ministre du Travail.	Avis
Appointment	(8) If notice is given under subsection (7), (a) the parties may jointly appoint an arbitrator; or (b) either party may request the Minister in writing to appoint an arbitrator.	(8) Si un avis est donné aux termes du paragraphe (7) : a) soit les parties peuvent conjointement désigner un arbitre; b) soit l'une ou l'autre partie peut demander par écrit au ministre de désigner un arbitre.	Désignation
Minister to appoint	(9) Upon receiving a request under clause (8) (b), the Minister shall appoint an arbitrator.	(9) Dès qu'il reçoit une demande visée à l'alinéa (8) b), le ministre désigne un arbitre.	Désignation par le ministre
Replacement	(10) If the arbitrator who is appointed is unable or unwilling to perform his or her duties, a new arbitrator shall be appointed in accordance with subsections (8) and (9).	(10) Si l'arbitre désigné ne peut ou ne veut pas remplir les fonctions qui lui incombent, un nouvel arbitre est désigné conformément aux paragraphes (8) et (9).	Remplacement
Appointment and proceedings not to be questioned	(11) Where an individual has been appointed as an arbitrator under this section, it shall be presumed conclusively that the appointment was properly made and no application shall be made to question the appointment or to prohibit or restrain any of the arbitrator's proceedings.	(11) Si un particulier a été désigné comme arbitre aux termes du présent article, la désignation est présumée, de façon irréfragable, avoir été faite régulièrement. Est irrecevable toute requête en contestation de la désignation ou toute requête visant à faire interdire ou restreindre les travaux de l'arbitre.	Désignation et instances non susceptibles de révision
Fees and expenses	(12) Each party shall pay one-half of the fees and expenses of the arbitrator.	(12) Chaque partie verse la moitié des honoraires et des indemnités de l'arbitre.	Honoraires et indemnités
Arbitration method and procedure	(13) If the parties do not agree upon the method of arbitration or the arbitration procedure, the method or procedure, as the case may be, shall be as prescribed by the regulations.	(13) En cas de désaccord des parties à son propos, la méthode ou la procédure d'arbitrage, selon le cas, est prescrite par règlement.	Méthode et procédure d'arbitrage
Non-application of Arbitration Act, 1991	(14) The <i>Arbitration Act, 1991</i> does not apply to an arbitration under this section.	(14) La <i>Loi de 1991 sur l'arbitrage</i> ne s'applique pas à l'arbitrage prévu au présent article.	Non-application de la Loi de 1991 sur l'arbitrage
Regulations	(15) The Lieutenant Governor in Council may make regulations, (a) prescribing a method of arbitration, which may be mediation-arbitration, final offer selection or any other method of arbitration; (b) prescribing an arbitration procedure; (c) prescribing a scale of fees and expenses allowable to arbitrators with respect to their duties under this section and limiting or restricting the application of those fees or expenses;	(15) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement : a) prescrire une méthode d'arbitrage, à savoir, notamment, la médiation-arbitrage ou l'arbitrage des propositions finales; b) prescrire une procédure d'arbitrage; c) prescrire le tarif des honoraires et indemnités des arbitres en ce qui a trait à l'exercice des fonctions qui leur incombent aux termes du présent article et limiter ou restreindre l'application de ces honoraires et indemnités;	Règlements

- (d) providing a procedure for the review and determination of disputes concerning the fees and expenses charged or claimed by an arbitrator;
- (e) governing the filing of schedules of fees and expenses by arbitrators, requiring arbitrators to provide parties with a copy of the schedules upon being appointed and requiring arbitrators to charge fees and expenses in accordance with the filed schedules;
- (f) providing for the circumstances under which the jurisdiction of the arbitrator may be limited where the parties have agreed to some of the matters in dispute;
- (g) prescribing time limits for the commencement of arbitration proceedings or for the rendering of the arbitrator's decision and providing for the extension of those time limits;
- (h) requiring the parties to prepare and execute documents giving effect to the arbitrator's decision, requiring the arbitrator to prepare those documents if the parties fail to do so and providing for the deemed execution of the documents if either or both of the parties do not execute them.

Repeal of subsections

(16) Subsections (1) to (15) are repealed on April 30, 2002.

Continued application

(17) Despite the repeal of subsections (1) to (15), those subsections continue to apply for purposes of any arbitration proceedings commenced under this section that were not completed before April 30, 2002.

4. Subsection 151 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“designated regional employers’ organization” means an organization of employers that operate businesses in a particular geographic area in the construction industry if that organization is designated as such by the regulations. (“association patronale régionale désignée”)

5. The Act is amended by adding the following section:

160.1 (1) An employee bargaining agency may agree with an employer to abandon the bargaining rights held by it and its affiliated bargaining agents with respect to the employer.

(2) An agreement under subsection (1) may apply with respect to the whole of the Province of Ontario or any part or parts of it.

(3) On the effective date of an agreement described in subsection (1),

- d) prévoir la procédure à suivre pour l'étude et le règlement des différends portant sur les honoraires et les indemnités demandés ou réclamés par un arbitre;
- e) régir le dépôt de barèmes d'honoraires et d'indemnités par les arbitres et exiger qu'ils en fournissent une copie aux parties au moment où ils sont désignés et qu'ils demandent leurs honoraires et indemnités conformément aux barèmes déposés;
- f) prévoir les circonstances dans lesquelles la compétence de l'arbitre peut être restreinte lorsque les parties se sont mises d'accord sur certaines des questions en litige;
- g) prescrire les délais impartis pour entamer la procédure d'arbitrage ou rendre une sentence arbitrale et prévoir la prorogation de ces délais;
- h) exiger que les parties préparent et signent les documents qui donnent effet à la sentence arbitrale et que l'arbitre prépare ces documents si les parties ne le font pas, et prévoir que les documents sont réputés signés si les parties ou l'une d'elles ne les signent pas.

(16) Les paragraphes (1) à (15) sont abrogés le 30 avril 2002.

Abrogation

(17) Malgré leur abrogation, les paragraphes (1) à (15) continuent à s'appliquer aux fins des procédures d'arbitrage entamées aux termes du présent article qui ne sont pas terminées avant le 30 avril 2002.

Maintien en application

4. Le paragraphe 151 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«association patronale régionale désignée» Association d'employeurs qui exploitent des entreprises de l'industrie de la construction dans une région géographique donnée si les règlements la désignent comme telle. («designated regional employers' organization»)

5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

160.1 (1) Un organisme négociateur syndical peut se mettre d'accord avec un employeur pour abandonner le droit de négocier que lui-même et ses agents négociateurs affiliés ont à l'égard de celui-ci.

(2) L'accord visé au paragraphe (1) peut s'appliquer à l'égard de toute la province de l'Ontario ou d'une ou plusieurs de ses parties.

(3) À la date d'entrée en vigueur de l'accord visé au paragraphe (1) :

Abandon du droit de négociateur

Portée de l'accord

Effet de l'accord

Agreement to abandon bargaining rights

Scope of agreement

Effect of agreement

- (a) the affiliated bargaining agents cease to represent the employees of the employer in the area to which the agreement applies;
- (b) the bargaining rights vested in the employee bargaining agency under section 156 shall not be exercised for any purpose relating to the employer in the area to which the agreement applies; and
- (c) any provincial agreement in effect that bound the employer ceases to bind the employer in the area to which the agreement applies.

Abandonment of rights by other means not precluded

Subs. 167 (1) not breached by agreement

Where ss. 147 and 149 not breached

Agreements made before section in force

Local modifications to provincial agreement

(4) This section shall not be interpreted to preclude the abandonment of bargaining rights by other means.

(5) An employee bargaining agency that makes an agreement under this section that applies to only a part or parts of the Province of Ontario shall not be found to be in breach of subsection 167 (1) for having done so.

(6) A parent trade union as defined in section 145 or a council of trade unions that is a member of an employee bargaining agency that makes an agreement under this section shall not be found to be in breach of section 147 or 149 because the employee bargaining agency made the agreement or because the parent trade union or council of trade unions influenced or caused the employee bargaining agency to do so.

(7) Any agreement described in subsection (1) that was made after April 1, 2000 and before the day section 5 of the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry)*, 2000 comes into force shall be deemed to have been properly made under this section.

6. Subsection 162 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 20, is further amended by striking out "Subject to sections 153, 161 and 163.1" at the beginning and substituting "Subject to sections 153, 161, 163.1, 163.2 and 163.3".

7. The Act is amended by adding the following sections:

163.2 (1) An employer bargaining agency that is a party to a provincial agreement may apply to an affiliated bargaining agent that is bound by that agreement to agree to amendments to the agreement which would apply to any of the following:

1. The kind of work performed, which could be all work performed in the in-

- a) les agents négociateurs affiliés cessent de représenter les employés de l'employeur dans la région visée par l'accord;
- b) le droit de négocier qu'assume l'organisme négociateur syndical aux termes de l'article 156 ne doit être exercé à aucune fin liée à l'employeur dans la région visée par l'accord;
- c) les conventions provinciales en vigueur qui liaient l'employeur cessent de le lier dans la région visée par l'accord.

(4) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher l'abandon du droit de négocier par d'autres moyens.

(5) Il ne doit pas être conclu que l'organisme négociateur syndical qui, en vertu du présent article, conclut un accord qui ne s'applique qu'à une ou à plusieurs parties de la province de l'Ontario contrevient de ce fait au paragraphe 167 (1).

(6) Si un organisme négociateur syndical conclut un accord en vertu du présent article, le syndicat parent au sens de l'article 145 ou le conseil de syndicats qui en est membre ne contrevient pas à l'article 147 ou 149 de ce fait ni du fait qu'il ait poussé l'organisme négociateur syndical à ce faire ou qu'il le lui ait fait faire.

(7) L'accord visé au paragraphe (1) qui est conclu après le 1^{er} avril 2000, mais avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 5 de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)*, est réputé avoir été conclu régulièrement aux termes du présent article.

6. Le paragraphe 162 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par substitution de «Sous réserve des articles 153, 161, 163.1, 163.2 et 163.3» à «Sous réserve des articles 153, 161 et 163.1» au début du paragraphe.

7. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

163.2 (1) L'organisme négociateur patronal qui est partie à une convention provinciale peut demander à un agent négociateur affilié que lie la convention de donner son accord à la modification de celle-ci à l'égard de l'un ou l'autre des éléments suivants :

1. Le genre de travaux effectués, lequel pourrait correspondre à tous les travaux

Abandon du droit par d'autres moyens

Non-contreven-tion au par. 167 (1)

Non-contreven-tion aux art. 147 et 149

Accords antérieurs

Modification de la convention provinciale à l'échelon local

	dustrial, commercial and institutional sector or a specified kind of that work.	effectués dans le secteur industriel, commercial et institutionnel ou à un genre précisé de tels travaux.	
	2. The market in which it is performed, which could be work performed for all of the industrial, commercial and institutional sector or a specified market in it.	2. Le marché visé, lequel pourrait correspondre aux travaux effectués pour tout le secteur industriel, commercial et institutionnel ou pour un marché précisé de celui-ci.	
	3. The location of the work, which could be work performed in all of the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction or a specified portion of it.	3. L'emplacement des travaux, lequel pourrait correspondre aux travaux effectués dans toute la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié ou dans une partie précisée de celle-ci.	
Same	(2) A designated regional employers' organization having members who are bound by a provincial agreement may apply to an affiliated bargaining agent that is bound by that agreement to agree to amendments to the agreement which would apply to any of the matters set out in paragraphs 1, 2 and 3 of subsection (1) if at least some of the members of the designated regional employers' organization who are bound by the provincial agreement carry on business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction.	(2) L'association patronale régionale désignée dont des membres sont liés par une convention provinciale peut demander à un agent négociateur affilié que lie la convention de donner son accord à la modification de celle-ci à l'égard de l'un ou l'autre des éléments énoncés aux dispositions 1, 2 et 3 du paragraphe (1), à condition qu'au moins certains de ses membres que lie la convention provinciale exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié.	Idem
Restriction on timing of application	(3) No application shall be made under subsection (1) or (2) during the period of 120 days before the provincial agreement ceases to operate.	(3) Aucune demande ne doit être présentée en vertu du paragraphe (1) ou (2) dans les 120 jours qui précèdent la date d'expiration de la convention provinciale.	Restriction : délai de présentation de la demande
Restriction re amendments	(4) The application may seek only amendments that concern the following matters:	(4) La demande ne peut porter que sur des modifications qui concernent les questions suivantes :	Restriction : modifications
	1. Wages, including overtime pay and shift differentials, and benefits.	1. Les salaires, y compris les indemnités d'heures supplémentaires et les primes de poste, et les avantages sociaux.	
	2. Restrictions on the hiring of employees who are members of another affiliated bargaining agent that is in the same employee bargaining agency as that in which the affiliated bargaining agent is a member but who are not members of the affiliated bargaining agent.	2. Les restrictions imposées quant à l'embauche d'employés qui sont membres d'un autre agent négociateur affilié appartenant au même organisme négociateur syndical que l'agent négociateur affilié, mais qui ne sont pas membres de ce dernier.	
	3. Restrictions on an employer's ability to select employees who are members of the affiliated bargaining agent.	3. Les restrictions imposées quant à la capacité de l'employeur de choisir des employés qui sont membres de l'agent négociateur affilié.	
	4. Accommodation and travel allowances.	4. Les indemnités de logement et de déplacement.	
	5. Requirements respecting the ratio of apprentices to journeymen employed by an employer.	5. Les exigences ayant trait à la proportion que peuvent représenter les apprentis par rapport aux ouvriers qu'emploie un employeur.	
Form and content of application	(5) The application shall be in writing and shall,	(5) La demande est présentée par écrit et réunit les conditions suivantes :	Fonds et forme de la demande

	<p>(a) state the kind of work, the specified market and the location with respect to which the amendments would apply;</p> <p>(b) set out any submissions the applicant believes to be relevant to determine the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage with respect to any of the matters referred to in clause (a); and</p> <p>(c) set out the text of the amendments which are applied for.</p>	<p>a) elle indique le genre de travaux, le marché précisé et l'emplacement visés par les modifications;</p> <p>b) elle expose les observations que son auteur estime pertinentes pour décider si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel à l'égard de l'une ou l'autre des questions visées à l'alinéa a);</p> <p>c) elle contient le libellé des modifications proposées.</p>	
Service of application	<p>(6) The applicant shall serve the application on the affiliated bargaining agent and shall serve a copy of it,</p> <p>(a) on the employee bargaining agency of which the affiliated bargaining agent is a member;</p> <p>(b) if the applicant is an employer bargaining agency, on any designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction; and</p> <p>(c) if the applicant is a designated regional employers' organization, on the employer bargaining agency that is a party to the provincial agreement and on any other designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction.</p>	<p>(6) L'auteur de la demande la signifie à l'agent négociateur affilié et en signifie une copie aux entités suivantes :</p> <p>a) l'organisme négociateur syndical dont l'agent négociateur affilié est membre;</p> <p>b) s'il est un organisme négociateur patronal, toute association patronale régionale désignée dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié;</p> <p>c) s'il est une association patronale régionale désignée, l'organisme négociateur patronal qui est partie à la convention provinciale et les autres associations patronales régionales désignées dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié.</p>	Signification de la demande
Agreement on amendment	<p>(7) Subject to subsections (8) and (9), if the applicant and the affiliated bargaining agent agree to amend the provincial agreement and the employee bargaining agency of which the affiliated bargaining agent is a member advises the applicant in writing that it approves of the amendments, the provincial agreement is amended accordingly, but only with respect to the kind of work, the market and the location specified in the application.</p>	<p>(7) Sous réserve des paragraphes (8) et (9), si l'auteur de la demande et l'agent négociateur affilié se mettent d'accord pour modifier la convention provinciale et que l'organisme négociateur syndical dont l'agent négociateur affilié est membre avise l'auteur de la demande par écrit qu'il approuve les modifications, la convention provinciale est modifiée en conséquence, mais seulement à l'égard du genre de travaux, du marché et de l'emplacement précisés dans la demande.</p>	Accord sur les modifications
Agreement requirements	<p>(8) The agreement is not effective unless it is in writing and sets out the text of the amendments.</p>	<p>(8) L'accord n'est valide que s'il est conclu par écrit et que s'il contient le libellé des modifications.</p>	Exigences
Additional requirement re designated regional employers' organization	<p>(9) If the applicant is a designated regional employers' organization and the employer bargaining agency advises the employee bargaining agency in writing that it approves of the amendments that were agreed to under subsection (7), the provincial agreement shall be deemed to be so amended.</p>	<p>(9) Si l'auteur de la demande est une association patronale régionale désignée et que l'organisme négociateur patronal avise l'organisme négociateur syndical par écrit qu'il approuve les modifications visées par un accord conclu aux termes du paragraphe (7), la convention provinciale est réputée modifiée en conséquence.</p>	Exigence supplémentaire : associations patronales régionales désignées
Bar to other applications	<p>(10) If an application has been made to an affiliated bargaining agent under this section,</p>	<p>(10) Si une demande a été présentée à un agent négociateur affilié en vertu du présent</p>	Interdiction : autres demandes

no other application may be made to that agent that would apply, in whole or in part, to the same kind of work with respect to the same market and in the same location,

- (a) if the work, the market and the location are not the subject of a referral to an arbitrator under section 163.3, until six months and 21 days after the day on which the first application was served on the affiliated bargaining agent; and
- (b) if the work, the market and the location are the subject of such a referral, until six months after the arbitration proceedings have terminated.

Application of section

(11) This section applies only with respect to provincial agreements that come into operation after the day section 7 of the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry)*, 2000 comes into force.

Referral to arbitration

163.3 (1) If a provincial agreement that is the subject of an application under section 163.2 is not amended in accordance with that section within 14 days after the day on which the application was served on the affiliated bargaining agent, the employer bargaining agency or a designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction may give notice to the bargaining agent that it is referring the matter to a single arbitrator.

Notice requirements

- (2) The notice of referral shall be in writing and shall,
 - (a) state the name of the individual whom the organization making the referral nominates as the arbitrator;
 - (b) set out the organization's final offer with respect to the text of the amendments that the organization proposes to be made to the provincial agreement; and
 - (c) be accompanied by copies of those statements and submissions under clauses 163.2 (5) (a) and (b) that were provided with the application made under subsection 163.2 (1) or (2).

Restriction re subject matter of amendments

(3) The amendments proposed in the final offer of the organization making the referral may deal only with those provisions of the provincial agreement that concern the matters permitted in the original application, as set out in subsection 163.2 (4).

Restriction re submissions

(4) The organization making the referral may include in the notice of referral only those submissions that were included in the

article, il ne peut lui en être présenté d'autre qui s'appliquerait, en totalité ou en partie, au même genre de travaux, à l'égard du même marché et au même emplacement :

- a) avant que ne se soient écoulés six mois et 21 jours depuis le jour de la signification de la première demande à l'agent négociateur affilié, si les travaux, le marché et l'emplacement ne font pas l'objet d'un renvoi à un arbitre en vertu de l'article 163.3;
- b) avant que ne se soient écoulés six mois depuis la fin de la procédure d'arbitrage, si les travaux, le marché et l'emplacement font l'objet d'un tel renvoi.

(11) Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des conventions provinciales qui entrent en vigueur après le jour de l'entrée en vigueur de l'article 7 de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)*.

Champ d'application

163.3 (1) Si une convention provinciale qui fait l'objet d'une demande visée à l'article 163.2 n'est pas modifiée conformément à cet article dans les 14 jours qui suivent celui de la signification de la demande à l'agent négociateur affilié, l'organisme négociateur patronal ou une association patronale régionale désignée dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié peut aviser ce dernier qu'il renvoie la question à un arbitre unique.

Renvoi à l'arbitrage

- (2) L'avis de renvoi est rédigé par écrit et réunit les conditions suivantes :
 - a) il indique le nom du particulier que l'auteur du renvoi propose comme arbitre;
 - b) il contient la proposition finale de l'auteur du renvoi à l'égard du libellé des modifications qu'il propose d'apporter à la convention provinciale;

Exigences

- c) lui sont jointes les copies des déclarations et des observations visées aux alinéas 163.2 (5) a) et b) qui ont été jointes à la demande présentée en vertu du paragraphe 163.2 (1) ou (2).

(3) Les modifications exposées dans la proposition finale de l'auteur du renvoi ne peuvent porter que sur les dispositions de la convention provinciale qui concernent les questions permises dans la demande initiale, qui sont énoncées au paragraphe 163.2 (4).

Restriction : objet des modifications

(4) L'auteur du renvoi ne peut inclure dans l'avis de renvoi que les observations qui étaient incluses dans la demande visée au pa-

Restriction : observations

application under subsection 163.2 (1) or (2), even if the organization was not the applicant.

Service of
notice

(5) The organization making the referral shall serve the notice of referral on the affiliated bargaining agent and shall serve a copy of it,

- (a) on the employee bargaining agency of which the affiliated bargaining agent is a member;
- (b) if the organization making the referral is an employer bargaining agency, on any designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction; and
- (c) if the organization making the referral is a designated regional employers' organization, on the employer bargaining agency that is a party to the provincial agreement and on any other designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction.

Timing
requirement
re response

(6) Within seven days after being served with a notice of referral, the affiliated bargaining agent shall serve a response on the organization that made the referral and a copy of the response on the organizations described in clauses (5) (a), (b) and (c).

Form and
content of
response

- (7) The response shall be in writing and,
- (a) shall state whether the affiliated bargaining agent agrees to the appointment of the individual whom the referrer nominated as the arbitrator and, if it does not agree, name the individual whom the affiliated bargaining agent nominates as arbitrator;
 - (b) shall set out the affiliated bargaining agent's final offer with respect to the text of the amendments, if any, that it proposes to be made to the provincial agreement; and
 - (c) shall set out any submissions that the affiliated bargaining agent believes are relevant to the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage with respect to the kind of work, the market and the location to which the amendments would apply.

Joint
appointment
of arbitrator

(8) If the parties agree on the appointment of an arbitrator, they shall jointly appoint him or her and advise each organization that was

ragraphe 163.2 (1) ou (2), et ce même s'il n'en est pas l'auteur.

(5) L'auteur du renvoi signifie l'avis de renvoi à l'agent négociateur affilié et en signifie une copie aux entités suivantes :

Signification
de l'avis

- a) l'organisme négociateur syndical dont l'agent négociateur affilié est membre;
- b) s'il est un organisme négociateur patronal, toute association patronale régionale désignée dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié;
- c) s'il est une association patronale régionale désignée, l'organisme négociateur patronal qui est partie à la convention provinciale et toute autre association patronale régionale désignée dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié.

(6) Au plus tard sept jours après que lui a été signifié l'avis de renvoi, l'agent négociateur affilié signifie une réponse à l'auteur du renvoi et une copie de celle-ci aux organismes visés aux alinéas (5) a), b) et c).

Délai de
réponse

(7) La réponse est rédigée par écrit et réunit les conditions suivantes :

Fond et
forme de
la réponse

- a) elle indique si l'agent négociateur affilié est d'accord avec la désignation du particulier que l'auteur du renvoi a proposé comme arbitre et, dans le cas contraire, elle indique le nom du particulier qu'il propose à ce titre;
- b) elle contient la proposition finale de l'agent négociateur affilié à l'égard du libellé des modifications éventuelles qu'il propose d'apporter à la convention provinciale;
- c) elle contient les observations que l'agent négociateur affilié estime pertinentes pour décider si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel à l'égard du genre de travaux, du marché et de l'emplacement visés par les modifications.

(8) Si les parties se mettent d'accord sur la désignation d'un arbitre, elles le désignent conjointement et en informent les organismes

Désignation
conjointe de
l'arbitre

	served with copies of the notice of referral and response that they have done so.	auxquels ont été signifiées des copies de l'avis de renvoi et de la réponse.	
Failure to appoint	(9) If, within seven days after the affiliated bargaining agent is served with a notice of referral under subsection (5), the bargaining agent and the organization making the referral have not appointed an arbitrator, either of them may make a written request to the Minister to appoint an arbitrator.	(9) Si, au plus tard sept jours après la signification d'un avis de renvoi à l'agent négociateur affilié aux termes du paragraphe (5), ce dernier et l'auteur du renvoi n'ont pas désigné d'arbitre, l'un ou l'autre peut, par écrit, demander au ministre de le faire.	Absence de désignation
Appointment by Minister	(10) Within two days after receiving a request under subsection (9), the Minister shall appoint an arbitrator and shall inform the affiliated bargaining agent and the organization making the referral of the name and address of the arbitrator.	(10) Au plus tard deux jours après avoir reçu la demande visée au paragraphe (9), le ministre désigne un arbitre et en transmet les nom et adresse à l'agent négociateur affilié et à l'auteur du renvoi.	Désignation par le ministre
Replacement	(11) If the arbitrator who is appointed is unable or unwilling to perform his or her duties, a new arbitrator shall be appointed in accordance with subsections (8), (9) and (10).	(11) Si l'arbitre désigné ne peut ou ne veut pas remplir les fonctions qui lui incombent, un nouvel arbitre est désigné conformément aux paragraphes (8), (9) et (10).	Remplacement
Appointment and proceedings not to be questioned	(12) Where an individual has been appointed as an arbitrator under this section, it shall be presumed conclusively that the appointment was properly made and no application shall be made to question the appointment or to prohibit or restrain any of the arbitrator's proceedings.	(12) Si un particulier est désigné comme arbitre aux termes du présent article, la désignation est présumée, de façon irréfragable, avoir été faite régulièrement. Est irrecevable toute requête en contestation de la désignation ou toute requête visant à faire interdire ou restreindre les travaux de l'arbitre.	Désignation et instances non susceptibles de révision
Notice of appointment	(13) Where the Minister appoints an arbitrator, the parties shall advise each organization that was served with copies of the notice of referral and response that the Minister has done so.	(13) Lorsque le ministre désigne un arbitre, les parties en informent les organismes auxquels ont été signifiées des copies de l'avis de renvoi et de la réponse.	Avis de désignation
Notice and response delivered to arbitrator	(14) When the organization making the referral and the affiliated bargaining agent appoint an arbitrator under subsection (8) or receive notice of an appointment under subsection (10), they shall each deliver to the arbitrator copies of the notice of referral and response, respectively.	(14) Lorsque l'auteur du renvoi et l'agent négociateur affilié désignent un arbitre aux termes du paragraphe (8) ou reçoivent un avis de désignation aux termes du paragraphe (10), ils remettent chacun à l'arbitre des copies de l'avis de renvoi et de la réponse, respectivement.	Remise de l'avis et de la réponse à l'arbitre
Other organizations' final offers	(15) An organization that is served with copies of the notice of referral and response may propose in writing a final offer on the text of the amendments to be made to the provincial agreement by serving a copy of it, without submissions, on the organization making the referral, the affiliated bargaining agent and the arbitrator.	(15) Tout organisme auquel ont été signifiées des copies de l'avis de renvoi et de la réponse peut présenter par écrit une proposition finale quant au libellé des modifications à apporter à la convention provinciale en en signifiant une copie, sans observations, à l'auteur du renvoi, à l'agent négociateur affilié et à l'arbitre.	Propositions finales d'autres organismes
Same	(16) The organization must serve that final offer on the arbitrator and the organizations within two days after receiving notice of the appointment of the arbitrator.	(16) L'organisme signifie cette proposition finale à l'arbitre et aux organismes au plus tard deux jours après avoir reçu avis de la désignation de l'arbitre.	Idem
Restriction re proposed amendments	(17) The amendments proposed in an organization's final offer under subsection (15) may deal only with those provisions of the provincial agreement that concern the matters permitted in the original application, as set out in subsection 163.2 (4).	(17) Les modifications envisagées dans la proposition finale qu'un organisme présente en vertu du paragraphe (15) ne peuvent porter que sur les dispositions de la convention provinciale qui concernent les questions permises dans la demande initiale, qui sont énoncées au paragraphe 163.2 (4).	Restriction : modifications proposées

Submission re factual error	(18) If the organization that made the referral to the arbitrator believes that the affiliated bargaining agent's response under subsection (7) contains a factual error, the organization may make a written submission to the arbitrator concerning the alleged error.	(18) L'auteur du renvoi à l'arbitre qui croit que la réponse de l'agent négociateur affilié visée au paragraphe (7) contient une erreur de fait peut présenter des observations écrites à l'arbitre au sujet de la prétendue erreur.	Observations : erreur de fait
Restriction	(19) The submission made under subsection (18) shall contain no new arguments in support of the organization's position with respect to the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage.	(19) Les observations présentées en vertu du paragraphe (18) ne doivent contenir aucun argument nouveau à l'appui de la position de l'auteur du renvoi en ce qui a trait à la question de savoir si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel.	Restriction
Submission served on affiliated bargaining agent	(20) An organization that makes a written submission to the arbitrator under subsection (18) shall also serve that submission on the affiliated bargaining agent at the same time.	(20) L'auteur des observations écrites présentées à l'arbitre en vertu du paragraphe (18) les signifie également, en même temps, à l'agent négociateur affilié.	Significations des observations à l'agent négociateur affilié
Response to submission under subs. (18)	(21) If the organization that made the referral makes a submission under subsection (18), the affiliated bargaining agent may make a written submission to the arbitrator in response and shall also serve a copy of it on the organization at the same time.	(21) Si l'auteur du renvoi présente des observations en vertu du paragraphe (18), l'agent négociateur affilié peut présenter des observations écrites à l'arbitre en réponse et en signifie également, en même temps, une copie à l'auteur du renvoi.	Réponse
Restriction	(22) The submission made under subsection (21) shall contain no new arguments in support of the affiliated bargaining agent's position with respect to the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage.	(22) Les observations présentées en vertu du paragraphe (21) ne doivent contenir aucun argument nouveau à l'appui de la position de l'agent négociateur affilié en ce qui a trait à la question de savoir si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel.	Restriction
Written hearing	(23) After being appointed, the arbitrator shall hold a written hearing.	(23) Après sa désignation, l'arbitre tient une audience écrite.	Audience écrite
Restriction on what arbitrator may consider	(24) Subject to subsection (25), the arbitrator shall consider only the following when making a decision: <ol style="list-style-type: none"> 1. The statements and submissions under clauses 163.2 (5) (a) and (b) that were included with the original application under subsection 163.2 (1) or (2), as the case may be. 2. The final offer of the organization making the referral to arbitration. 3. The affiliated bargaining agent's final offer as set out under clause (7) (b). 4. The submissions contained in the affiliated bargaining agent's notice under clause (7) (c). 5. Any final offers proposed under subsection (15). 	(24) Sous réserve du paragraphe (25), l'arbitre n'examine que ce qui suit lorsqu'il rend une sentence : <ol style="list-style-type: none"> 1. Les déclarations et les observations visées aux alinéas 163.2 (5) a) et b) qui figuraient dans la demande initiale visée au paragraphe 163.2 (1) ou (2), selon le cas. 2. La proposition finale de l'auteur du renvoi à l'arbitrage. 3. La proposition finale de l'agent négociateur affilié, telle qu'elle est énoncée aux termes de l'alinéa (7) b). 4. Les observations figurant dans l'avis de l'agent négociateur affilié aux termes de l'alinéa (7) c). 5. Les propositions finales présentées en vertu du paragraphe (15). 	Restriction
Use of submissions under subs. (18) and (21)	(25) The arbitrator may consider submissions made under subsections (18) and (21) but only with respect to matters of fact.	(25) L'arbitre peut examiner les observations présentées en vertu des paragraphes (18) et (21), mais seulement à l'égard de questions de fait.	Utilisation des observations

Same	(26) In considering a submission made under subsection (18) or (21), the arbitrator shall not consider any matters of opinion or any new arguments contrary to subsection (19) or (22).	(26) Lorsqu'il examine les observations présentées en vertu du paragraphe (18) ou (21), l'arbitre ne doit examiner aucune opinion ni aucun nouvel argument présenté contrairement au paragraphe (19) ou (22).	Idem
Oral, electronic hearings	(27) The arbitrator may convene an oral or electronic hearing if he or she feels it is necessary to do so in order to resolve an issue arising from a submission made under subsection (18) or (21) or in order to resolve any other issue he or she feels cannot be adequately addressed without such a hearing.	(27) L'arbitre peut convoquer une audience orale ou électronique s'il estime qu'il est nécessaire de le faire pour résoudre une question découlant des observations présentées en vertu du paragraphe (18) ou (21) ou toute autre question qui, à son avis, ne peut être traitée adéquatement sans une telle audience.	Audiences orales ou électroniques
Failure to serve an organization	(28) If the arbitrator becomes aware that an organization that should have been served with a notice of referral under subsection (5) or a response under subsection (6) was not so served, the arbitrator shall arrange for service on that organization.	(28) S'il apprend qu'un avis de renvoi prévu au paragraphe (5) ou une réponse prévue au paragraphe (6) aurait dû être signifié à un organisme et qu'il ne l'a pas été, l'arbitre fait en sorte que la signification soit effectuée.	Absence de signification
Final offer from organization	(29) An organization that is served with a notice or response under subsection (28) may, within two days after receiving the notice or response, submit to the arbitrator a final offer with respect to the text of the amendments that the organization proposes to be made to the provincial agreement.	(29) Tout organisme auquel a été signifié un avis ou une réponse aux termes du paragraphe (28) peut, dans les deux jours qui en suivent la réception, présenter à l'arbitre une proposition finale à l'égard du libellé des modifications qu'il veut faire apporter à la convention provinciale.	Proposition finale de l'association ou de l'organisme
Same	(30) The organization shall also serve a copy of a final offer proposed under subsection (29) on the organization that made the referral and the affiliated bargaining agent.	(30) L'organisme signifie également une copie de la proposition finale visée au paragraphe (29) à l'auteur du renvoi et à l'agent négociateur affilié.	Idem
No amendment of final offers	(31) The arbitrator shall not consider any purported amendment to a final offer.	(31) L'arbitre ne doit examiner aucune modification qu'il est proposé d'apporter à une proposition finale.	Aucune modification des propositions finales
Decision	<p>(32) After considering the submissions and final offers which he or she may consider under this section, the arbitrator,</p> <p>(a) shall determine whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage with respect to the kind of work, the market and the location indicated in the application;</p> <p>(b) if the arbitrator finds that the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage, shall determine whether the competitive disadvantage would be removed if the provincial agreement were amended in accordance with any of the final offers;</p> <p>(c) if amendment of the provincial agreement in accordance with only one of the final offers would remove the competitive advantage, shall select that final offer;</p> <p>(d) if amendment of the provincial agreement in accordance with none of the final offers would remove the competi-</p>	<p>(32) Après avoir examiné les observations et les propositions finales qu'il peut examiner en vertu du présent article, l'arbitre fait ce qui suit :</p> <p>a) il décide si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel à l'égard du genre de travaux, du marché et de l'emplacement précisés dans la demande;</p> <p>b) s'il constate que les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel, il décide si la modification de la convention conformément à l'une ou l'autre des propositions finales éliminerait ce désavantage;</p> <p>c) il choisit la proposition finale qui prévoit une modification de la convention provinciale qui éliminerait le désavantage concurrentiel, s'il n'y en a qu'une;</p> <p>d) il choisit la proposition finale qui réduit le plus le désavantage concurrentiel si aucune d'elles ne prévoit de modifica-</p>	Sentence

	tive disadvantage, shall select the final offer that most reduces the disadvantage; and	tion de la convention provinciale qui l'éliminerait;	
	(e) if amendment of the provincial agreement in accordance with two or more of the final offers would remove the competitive disadvantage, shall select the final offer that would least deviate from the provincial agreement.	e) il choisit la proposition finale qui s'écarterait le moins possible de la convention provinciale si deux propositions finales ou plus prévoient une modification de la convention qui éliminerait le désavantage concurrentiel.	
Timing of decision	(33) Subject to subsection (35), the arbitrator shall give the parties his or her written decision within 12 days after the day on which he or she was appointed.	(33) Sous réserve du paragraphe (35), l'arbitre remet sa sentence écrite aux parties dans les 12 jours qui suivent celui de sa désignation.	Délai
No reasons	(34) The decision shall not include reasons.	(34) La sentence ne doit pas être motivée.	Aucun motif
Extension of time by agreement	(35) The time limit set out in subsection (33) may be extended by agreement of the organization that made the referral, the affiliated bargaining agent and all of the organizations that were served with copies of the notice of referral.	(35) Le délai imparti au paragraphe (33) peut être prorogé avec l'accord de l'auteur du renvoi, de l'agent négociateur affilié et de tous les organismes auxquels ont été signifiées des copies de l'avis de renvoi.	Prorogation par accord
Parties to prepare document	(36) If the arbitrator selects a final offer containing amendments to the provincial agreement, the parties to the provincial agreement shall prepare and execute a document giving effect to his or her decision within five days after the organization that made the referral is advised of the arbitrator's decision.	(36) Si l'arbitre choisit une proposition finale qui contient des modifications à apporter à la convention provinciale, les parties à cette dernière préparent et signent un document donnant effet à sa sentence dans les cinq jours qui suivent celui où l'auteur du renvoi en est informé.	Préparation de documents
When document prepared by arbitrator	(37) If the parties have not prepared and executed a document within the time required by subsection (36), either party may ask the arbitrator to prepare the document and the arbitrator shall do so and provide the document to the organization that made the referral.	(37) Si les parties n'ont pas préparé ni signé de document dans le délai imparti au paragraphe (36), l'une d'elles peut demander à l'arbitre d'en préparer un. L'arbitre s'exécute et remet le document à l'auteur du renvoi.	Préparation par l'arbitre
Deemed execution	(38) If the arbitrator has prepared a document and either party to the provincial agreement has not executed it within five days after the arbitrator provided it to the organization that made the referral, the document shall be deemed to have been executed by both parties.	(38) Si l'arbitre a préparé un document et qu'aucune des parties à la convention provinciale ne l'a signé dans les cinq jours qui suivent sa remise par l'arbitre à l'auteur du renvoi, le document est réputé avoir été signé par les deux parties.	Signature réputée apposée
Effective date of amended provincial agreement	(39) The amendments to the provincial agreement, as they appear in the document prepared and executed under subsections (36) to (38), shall be deemed to have come into effect on the day of the arbitrator's decision.	(39) Les modifications apportées à la convention provinciale, telles qu'elles figurent dans le document préparé et signé aux termes des paragraphes (36) à (38), sont réputées être entrées en vigueur le jour de la sentence arbitrale.	Date d'entrée en vigueur de la convention provinciale modifiée
Fees and expenses	(40) The organization that made the referral and the affiliated bargaining agent shall each pay one-half of the fees and expenses of the arbitrator.	(40) L'auteur du renvoi et l'agent négociateur affilié versent chacun la moitié des honoraires et des indemnités de l'arbitre.	Honoraires et indemnités
Non-application of Arbitration Act, 1991	(41) The <i>Arbitration Act, 1991</i> does not apply to an arbitration under this section.	(41) La <i>Loi de 1991 sur l'arbitrage</i> ne s'applique pas à l'arbitrage prévu au présent article.	Non-application de la <i>Loi de 1991 sur l'arbitrage</i>
Judicial review	(42) On an application for judicial review of the arbitrator's decision, no determination or selection that the arbitrator was required to make under subsection (32) shall be over-	(42) Sur requête en révision judiciaire de la sentence arbitrale, aucune décision ni aucun choix que l'arbitre a été tenu de rendre ou de faire aux termes du paragraphe (32) ne doit	Révision judiciaire

turned unless the determination or selection was patently unreasonable.

Application of section

(43) This section applies only with respect to provincial agreements that come into operation after the day section 7 of the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry)*, 2000 comes into force.

Service

163.4 (1) For the purposes of sections 163.2 and 163.3, service may be effected,

- (a) in the case of service on an organization, by personal service on an officer of the organization or by facsimile transmission to the organization;
- (b) in the case of service on an individual, by personal service or by facsimile transmission.

Amendment deemed under subs. 58 (5)

(2) An amendment to a provincial agreement made in accordance with section 163.2 or 163.3 shall be deemed to be a revision by mutual consent of the parties within the meaning of subsection 58 (5).

Where conflict

(3) If there is a conflict between an amendment to a provincial agreement made in accordance with section 163.2 or 163.3 and provisions that are deemed to be included in the provincial agreement under subsection 163.5 (1), the amendment to the provincial agreement prevails.

8. The Act is amended by adding the following section:

Default provisions re hiring

163.5 (1) Every provincial agreement shall be deemed to include the following provisions that apply in fulfilling a contract for construction in the industrial, commercial and institutional sector of the construction industry:

1. An employer may employ up to 40 per cent of the total number of the employer's employees who perform work under the provincial agreement in the course of fulfilling the contract who were not members of the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed at the time of hiring.
2. The employer may select for employment up to 60 per cent of the employees not employed in accordance with paragraph 1 from members of the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed without referral from or selection, designation, assignment or scheduling by or the concurrence of that bargaining agent.

être annulé à moins que la décision ou le choix ne soit manifestement déraisonnable.

(43) Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des conventions provinciales qui entrent en vigueur après le jour de l'entrée en vigueur de l'article 7 de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)*.

Champ d'application

163.4 (1) Pour l'application des articles 163.2 et 163.3, la signification peut être effectuée :

- a) dans le cas d'une signification à un organisme, par signification à personne à un de ses dirigeants ou par télécopie;
- b) dans le cas d'une signification à un particulier, par signification à personne ou par télécopie.

Signification

(2) Les modifications apportées à une convention provinciale conformément à l'article 163.2 ou 163.3 sont réputées une révision effectuée du consentement mutuel des parties au sens du paragraphe 58 (5).

Modification réputée une révision

(3) Les modifications apportées à une convention provinciale conformément à l'article 163.2 ou 163.3 l'emportent sur les dispositions réputées comprises dans la convention aux termes du paragraphe 163.5 (1) qui sont incompatibles avec elles.

Incompatibilité

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

163.5 (1) Les conventions provinciales sont réputées comprendre les dispositions suivantes, qui s'appliquent lors de l'exécution d'un contrat de construction dans le secteur industriel, commercial et institutionnel de l'industrie de la construction :

Dispositions réputées incluses

1. Un employeur peut employer jusqu'à 40 pour cent du nombre total de ses employés qui effectuent des travaux visés par la convention provinciale dans le cadre de l'exécution du contrat, qui n'étaient pas, au moment de l'embauche, membres de l'agent négociateur affilié dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués.
2. L'employeur peut, pour les employer, choisir jusqu'à concurrence de 60 pour cent des employés non employés conformément à la disposition 1 parmi les membres de l'agent négociateur affilié dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués sans que celui-ci ne participe à leur orientation, à leur choix, à leur désignation, à leur affectation ou à

		leur classement ni ne donne son assentiment à cet égard.	
Restriction	(2) Nothing in paragraph 1 of subsection (1) permits an employer to employ an individual who is not a member of an affiliated bargaining agent that is subordinate or directly related to the same provincial, national or international trade union as the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed if the provincial agreement would prohibit that employment.	(2) La disposition 1 du paragraphe (1) n'a pas pour effet de permettre à un employeur d'employer un particulier qui n'est pas membre d'un agent négociateur affilié subordonné ou directement apparenté au même syndicat provincial, national ou international que celui dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués, si la convention provinciale interdit un tel emploi.	Restriction
Inconsistency	(3) Subject to subsection 163.4 (3), a provision in a provincial agreement that is inconsistent with a provision set out in subsection (1) is, to the extent of the inconsistency, of no effect.	(3) Sous réserve du paragraphe 163.4 (3), les dispositions d'une convention provinciale qui sont incompatibles avec celles énoncées au paragraphe (1) sont sans effet.	Incompatibilité
Decreased percentages	(4) Despite subsections (1) and (3), an employee bargaining agency and an employer bargaining agency may agree that a provincial agreement shall be deemed not to include one or both of the provisions described in subsection (1) or, <ul style="list-style-type: none"> (a) that a specified percentage less than 40 per cent shall be deemed to apply for the purposes of paragraph 1 of subsection (1); (b) that a specified percentage less than 60 per cent shall be deemed to apply for the purposes of paragraph 2 of subsection (1); or (c) that a specified percentage less than 40 per cent shall be deemed to apply for the purposes of paragraph 1 of subsection (1) and a specified percentage less than 60 per cent shall be deemed to apply for the purposes of paragraph 2 of subsection (1). 	(4) Malgré les paragraphes (1) et (3), un organisme négociateur syndical et un organisme négociateur patronal peuvent se mettre d'accord pour qu'une convention provinciale soit réputée ne pas inclure les dispositions visées au paragraphe (1) ou l'une d'entre elles seulement ou pour que, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) un pourcentage précisé inférieur à 40 pour cent soit réputé s'appliquer pour l'application de la disposition 1 du paragraphe (1); b) un pourcentage précisé inférieur à 60 pour cent soit réputé s'appliquer pour l'application de la disposition 2 du paragraphe (1); c) un pourcentage précisé inférieur à 40 pour cent soit réputé s'appliquer pour l'application de la disposition 1 du paragraphe (1) et un pourcentage précisé inférieur à 60 pour cent soit réputé s'appliquer pour l'application de la disposition 2 du paragraphe (1). 	Diminution des pourcentages
Restriction re impasse	(5) No strike or lock-out shall be called or authorized because there is a failure to reach an agreement under subsection (4).	(5) Aucune grève ni aucun lock-out ne doit être ordonné ou autorisé en raison de l'absence de l'accord prévu au paragraphe (4).	Restriction : impasse
Increased percentage	(6) Despite subsections (1) and (3), an employee bargaining agency and an employer bargaining agency may agree, <ul style="list-style-type: none"> (a) that a specified percentage greater than 40 per cent shall be deemed to apply for the purposes of paragraph 1 of subsection (1); (b) a specified percentage greater than 60 per cent shall be deemed to apply for the purposes of paragraph 2 of subsection (1); and (c) that a specified percentage greater than 40 per cent shall be deemed to apply for the purposes of paragraph 1 of subsection (1) and a specified percentage 	(6) Malgré les paragraphes (1) et (3), un organisme négociateur syndical et un organisme négociateur patronal peuvent se mettre d'accord sur ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) un pourcentage précisé supérieur à 40 pour cent est réputé s'appliquer pour l'application de la disposition 1 du paragraphe (1); b) un pourcentage précisé supérieur à 60 pour cent est réputé s'appliquer pour l'application de la disposition 2 du paragraphe (1); c) un pourcentage précisé supérieur à 40 pour cent est réputé s'appliquer pour l'application de la disposition 1 du paragraphe (1) et un pourcentage précisé 	Accroissement des pourcentages

greater than 60 per cent shall be deemed to apply for the purposes of paragraph 2 of subsection (1).

Non-application of section

(7) This section does not apply to a project agreement made under section 163.1.

9. The Act is amended by adding the following section:

Review of provisions

163.6 The Minister shall, by no later than December 31, 2001, conduct a review of the effectiveness of provisions of this Act enacted by the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry), 2000* in improving the competitiveness of the industrial, commercial and institutional sector of Ontario's construction industry.

Commencement

10. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

11. The short title of this Act is the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry), 2000*.

supérieur à 60 pour cent est réputé s'appliquer pour l'application de la disposition 2 du paragraphe (1).

(7) Le présent article ne s'applique pas aux conventions concernant un projet visées à l'article 163.1. Non-application

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

163.6 Au plus tard le 31 décembre 2001, le ministre examine l'efficacité des dispositions de la présente loi qu'édicté la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)* sur le plan de l'amélioration de la compétitivité du secteur industriel, commercial et institutionnel de l'industrie ontarienne de la construction. Examen

10. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. Entrée en vigueur

11. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)*. Titre abrégé



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 69

**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995
in relation to the
construction industry**

The Hon. C. Stockwell
Minister of Labour

Government Bill

1st Reading April 25, 2000
2nd Reading May 10, 2000
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Standing Committee on
Justice and Social Policy and as reported to the
Legislative Assembly May 30, 2000)*

*(The provisions in this bill will be
renumbered after 3rd reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 69

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations
de travail en ce qui a trait
à l'industrie de la construction**

L'honorable C. Stockwell
Ministre du Travail

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 25 avril 2000
2^e lecture 10 mai 2000
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité perma-
nent de la justice et des affaires sociales et rapporté à
l'Assemblée législative le 30 mai 2000)*

*(Les dispositions du présent projet de loi seront
renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



Amendments to section 126 of the Act concern what consideration is to be given to family relationships and key individuals in applications under the “single employer” and “sale of the business” provisions of the Act where one of the entities is an employer with which a construction trade union, council of construction trade unions or affiliated bargaining agent or employee bargaining agency has bargaining rights with respect to construction work.

The proposed sections 150.1 and 150.2 of the Act apply with respect to work in the residential sector of the construction industry in the City of Toronto, the regional municipalities of Halton, Peel, York and Durham and the County of Simcoe. Section 150.1 deems all collective agreements that are to expire before April 30, 2004 and that apply to residential construction work to expire with respect to that work on April 30, 2001. It also provides that they are to expire every three years from that date with respect to residential construction work. For the 2001 round of bargaining only, section 150.2 limits strikes and lock-outs in the residential sector and provides for interest arbitration.



Under the proposed section 160.1 of the Act, if a majority of employee bargaining agencies that hold bargaining rights with respect to an employer agree to abandon their bargaining rights, the Lieutenant Governor in Council may make a regulation deeming the bargaining rights held by all employee bargaining agencies and their affiliated bargaining agents with respect to that employer to have been abandoned. The Lieutenant Governor in Council may also make a regulation that would apply with respect to the non-civil trades if a majority of employee bargaining agencies representing employees in those trades agree to abandon their bargaining rights. The section permits those agreements and subsequent regulations with respect to the employer to apply with respect to all of Ontario or specified parts of it.

The proposed sections 163.2 to 163.4 deal with a process for local amendments to provincial agreements to remove competitive disadvantage in the industrial, commercial and institutional sector. An employer bargaining agency or a designated regional employers' organization is permitted to apply to an affiliated bargaining agent to agree to amendments to the provincial agreement with respect to certain kinds or all kinds of work performed by employees represented by the affiliated bargaining agent, certain markets or all markets in the sector and certain locations or all locations within the geographic jurisdiction of the affiliated bargaining agent. Only specified types of amendments are permitted in such an application. An interest arbitration procedure is provided if the parties are unable to agree on amendments.



The proposed section 163.5 permits an employer who is bound to a provincial agreement to elect to have the provisions set out in that section deemed to be included in the provincial agreement. The provisions permit the employment of specified percentages of employees without going through the normal local union hiring hall process. The election may apply to one, more or all of the employer's construction contracts under which the employer uses employees who perform work under the provincial agreement. Provision is made for the parties to a provincial agreement to agree that the employer will not make the election or that one or both of the percentages set out in those provisions will be lower. A strike

La modification de l'article 126 de la Loi traite de l'importance à accorder, dans les requêtes présentées en vertu des dispositions de la Loi concernant les «employeurs uniques» et les «ventes d'entreprise», aux rapports familiaux et aux personnes qui jouent un rôle clé lorsqu'une des entités est un employeur avec lequel un syndicat de l'industrie de la construction, un conseil de syndicats de l'industrie de la construction, un agent négociateur affilié ou un organisme négociateur syndical a le droit de négocier à l'égard de travaux de construction.

Les nouveaux articles 150.1 et 150.2 de la Loi s'appliquent à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans la cité de Toronto et dans les municipalités régionales de Halton, de Peel, de York et de Durham et dans le comté de Simcoe. Selon l'article 150.1, toutes les conventions collectives qui doivent expirer avant le 30 avril 2004 et qui s'appliquent aux travaux de construction d'habitations sont réputées expirer le 30 avril 2001 à l'égard de ces travaux. L'article prévoit également qu'elles expireront tous les trois ans à compter de cette date à l'égard de ces mêmes travaux. Pour les négociations de 2001 seulement, l'article 150.2 impose des restrictions aux grèves et aux lock-outs dans le secteur de l'habitation et prévoit l'arbitrage des différends.



Aux termes du nouvel article 160.1 de la Loi, si la majorité des organismes négociateurs syndicaux qui ont le droit de négocier à l'égard d'un employeur conviennent d'abandonner leur droit de négocier, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déclarer que le droit de négocier qu'ont tous les organismes négociateurs syndicaux et leurs agents négociateurs affiliés est réputé abandonné à l'égard de cet employeur. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également prendre un règlement qui s'appliquerait à l'égard des corps de métier autres que ceux de gros oeuvre si la majorité des organismes négociateurs syndicaux qui représentent les employés de ces corps de métier conviennent d'abandonner leur droit de négocier. L'article permet que de tels accords et les règlements pris ultérieurement à l'égard de l'employeur s'appliquent à l'égard de tout l'Ontario ou de parties précisées de la province.

Les nouveaux articles 163.2 à 163.4 traitent du processus à suivre pour apporter des modifications locales aux conventions provinciales afin d'éliminer les désavantages concurrentiels dans le secteur industriel, commercial et institutionnel. Un organisme négociateur patronal ou une association patronale régionale désignée peut demander à un agent négociateur affilié d'accepter de modifier la convention provinciale à l'égard de tous les genres de travaux effectués par les employés qu'il représente ou de certains d'entre eux, de tous les marchés du secteur ou de certains d'entre eux et de tous les emplacements situés dans la région relevant de sa compétence territoriale ou de certains d'entre eux. Certains genres précisés de modifications seulement sont permis dans une telle demande. Une procédure d'arbitrage des différends est prévue si les parties n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les modifications.



Le nouvel article 163.5 permet à un employeur que lie une convention provinciale de choisir que les dispositions énoncées dans cet article soient réputées comprises dans la convention. Ces dispositions permettent l'emploi de pourcentages précisés d'employés sans passer par le processus normal d'embauchage par le biais des bureaux syndicaux locaux. Le choix peut s'appliquer à tous les contrats de construction de l'employeur dans le cadre desquels il fait appel à des employés qui effectuent des travaux visés par la convention provinciale, ou à un ou à plusieurs de ces contrats. Il est prévu que les parties à une convention provinciale peuvent convenir que l'employeur ne fasse pas ce choix ou que les

or lock-out is not permitted in the context of an agreement. Provision is also made for parties to agree to higher percentages. ➡

deux pourcentages précisés dans ces dispositions, ou l'un ou l'autre d'entre eux seulement, soient inférieurs. Les grèves ou les lock-outs ne sont pas permis lorsqu'il existe un tel accord. Il est également prévu que les parties peuvent convenir d'augmenter ces pourcentages. ➡

**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995
in relation to the
construction industry**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 125 of the *Labour Relations Act, 1995*, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 15, is further amended by adding the following clause:

(1.0.1) designating regional employers' organizations for the purposes of section 151.

2. Section 126 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 16, is further amended by adding the following subsections:

(2) Subsections (3) and (5) apply with respect to an employer or a non-construction employer where a trade union, council of trade unions or affiliated bargaining agent or employee bargaining agency, as defined in section 151, has bargaining rights in relation to construction work performed by or on behalf of that employer or non-construction employer.

(3) The following apply if an application is made under subsection 1 (4) for a declaration that two or more entities should be treated as constituting one employer and any of the entities is an employer or a non-construction employer:

1. The Board shall not consider any relationship by way of blood, marriage or adoption between an individual having a direct or indirect involvement with one of the entities and an individual having a direct or indirect involvement with any of the other entities.
2. If the applicant proposes that the entities should be treated as constituting one employer because an individual was a key individual with respect to two or more of them and if the time at which the individual was alleged to

Interpreta-
tion

Single
employer
declarations

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations
de travail en ce qui a trait
à l'industrie de la construction**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 125 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

1.0.1) désigner des associations patronales régionales pour l'application de l'article 151.

2. L'article 126 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 16 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(2) Les paragraphes (3) et (5) s'appliquent à l'égard des employeurs ou des employeurs extérieurs à l'industrie de la construction lorsqu'un syndicat, un conseil de syndicats ou un agent négociateur affilié ou un organisme négociateur syndical au sens de l'article 151 a le droit de négocier relativement aux travaux de construction effectués par eux ou pour leur compte.

(3) Les règles suivantes s'appliquent s'il est présenté, en vertu du paragraphe 1 (4), une requête visant à obtenir un jugement déclaratoire selon lequel deux entités ou plus devraient être considérées comme un seul employeur et que l'une ou l'autre de ces entités est un employeur ou un employeur extérieur à l'industrie de la construction :

1. La Commission ne doit pas examiner les liens par le sang, le mariage ou l'adoption qui existent entre un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités d'une des entités et un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités d'une des autres entités.
2. Si le requérant propose que les entités soient considérées comme un seul employeur parce qu'un particulier jouait un rôle clé auprès de deux d'entre elles ou plus et que la période pendant laquelle il aurait joué un rôle clé auprès

Interpréta-
tion

Jugements
déclara-
toires :
un seul
employeur

have been a key individual with respect to one of the entities is a different time than that at which he or she is alleged to have been a key individual with respect to the others, the Board shall consider,

- i. the length of any hiatus between when the individual was a key individual with the one entity and when the individual was a key individual with the other entity or entities,
- ii. whether the first entity with respect to which the individual is alleged to have been a key individual was one with which he or she occupied a formal management role; and
- iii. whether the first entity with respect to which the individual is alleged to have been a key individual was able to carry on business without substantial disruption or loss when he or she ceased to be involved with that entity.

Definition

(4) In subsection (3),

“entity” means a corporation, individual, firm, syndicate or association or any combination of any of them.

Sale of a business

(5) In determining whether an employer or a non-construction employer has sold a business, the following apply:

1. The Board shall not consider any relationship by way of blood, marriage or adoption between an individual having a direct or indirect involvement with the employer or non-construction employer that sold the business and an individual having a direct or indirect involvement with the person to whom the business was allegedly sold.
2. If it is alleged that the employer or non-construction employer sold a business because an individual was a key individual in relation both to the alleged seller and to the person to whom the business was allegedly sold and if the time at which the individual was alleged to have been a key individual in relation to the alleged seller is a different time than that at which he or she was alleged to have been a key individual in relation to the person to whom

de l'une d'elles est différente de celle pendant laquelle il aurait joué un tel rôle auprès des autres, la Commission examine ce qui suit :

- i. le temps écoulé, le cas échéant, entre la période pendant laquelle le particulier jouait un rôle clé auprès de l'une des entités et celle pendant laquelle il jouait un tel rôle auprès de l'autre ou des autres entités,
- ii. la question de savoir si le particulier avait des fonctions de gestion officielles chez la première entité auprès de laquelle il aurait joué un rôle clé,
- iii. la question de savoir si la première entité auprès de laquelle le particulier aurait joué un rôle clé était en mesure de continuer à fonctionner sans perturbation ni perte importante lorsqu'il a cessé de participer à ses activités.

(4) La définition qui suit s'applique au paragraphe (3).

«entité» Personne morale, particulier, firme, consortium ou association, ou une combinaison de ceux-ci.

(5) Les règles suivantes s'appliquent lorsqu'il s'agit de déterminer si un employeur ou un employeur extérieur à l'industrie de la construction a vendu une entreprise :

1. La Commission ne doit pas examiner les liens par le sang, le mariage ou l'adoption qui existent entre un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités de l'employeur ou de l'employeur extérieur à l'industrie de la construction qui a vendu l'entreprise et un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités de la personne à qui l'entreprise aurait été vendue.
2. S'il est allégué que l'employeur ou l'employeur extérieur à l'industrie de la construction a vendu une entreprise parce qu'un particulier jouait un rôle clé tant auprès du prétendu vendeur qu'auprès de la personne à qui l'entreprise aurait été vendue et que la période pendant laquelle il aurait joué un rôle clé auprès du prétendu vendeur est différente de celle pendant laquelle il aurait joué un tel rôle auprès de la personne à

Définition

Vente d'une entreprise

the business was sold, the Board shall consider,

- i. the length of any hiatus between when the individual was a key individual in relation to the alleged seller and when the individual was a key individual in relation to the person to whom the business was allegedly sold,
- ii. whether the individual occupied a formal management role with the alleged seller, and
- iii. whether the alleged seller was able to carry on business without substantial disruption or loss when the individual ceased to be involved with the alleged seller.

3. The Act is amended by adding the following sections:

RESIDENTIAL SECTOR OF THE
CONSTRUCTION INDUSTRY

Application
of section

150.1 (1) This section applies only with respect to the geographic areas of jurisdiction of the following municipalities:

1. The City of Toronto.
2. The Regional Municipality of Halton.
3. The Regional Municipality of Peel.
4. The Regional Municipality of York.



5. The Regional Municipality of Durham.
6. The County of Simcoe. 

Deemed
expiry of
collective
agreements

(2) A collective agreement between an employer or employers' organization and a trade union or council of trade unions that applies with respect to work performed in the residential sector of the construction industry shall be deemed to expire with respect to that work on April 30, 2001 if,

- (a) it is in effect on the day section 3 of the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry)*, 2000 comes into force or it comes into effect after that day; and
- (b) it is to expire before April 30, 2004.

Same

(3) Subsection (2) applies even if the collective agreement would have a term of less than one year as a result.

qui l'entreprise a été vendue, la Commission examine ce qui suit :

- i. le temps écoulé, le cas échéant, entre la période pendant laquelle le particulier jouait un rôle clé auprès du prétendu vendeur et celle pendant laquelle il jouait un tel rôle auprès de la personne à qui l'entreprise aurait été vendue,
- ii. la question de savoir si le particulier avait des fonctions de gestion officielles chez le prétendu vendeur,
- iii. la question de savoir si le prétendu vendeur était en mesure de continuer à fonctionner sans perturbation ni perte importante lorsque le particulier a cessé de participer à ses activités.

3. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

SECTEUR DE L'HABITATION DE L'INDUSTRIE
DE LA CONSTRUCTION

150.1 (1) Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des régions géographiques qui relèvent de la compétence des municipalités suivantes :

Champ
d'application

1. La cité de Toronto.
2. La municipalité régionale de Halton.
3. La municipalité régionale de Peel.
4. La municipalité régionale de York.



5. La municipalité régionale de Durham.
6. Le comté de Simcoe. 

Expiration
des
conventions
collectives

(2) La convention collective conclue entre un employeur ou une association patronale et un syndicat ou un conseil de syndicats qui s'applique à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction est réputée expirer à l'égard de ces travaux le 30 avril 2001 si les conditions suivantes sont réunies :

- a) elle est en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 3 de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)* ou elle entre en vigueur par la suite;
- b) elle doit expirer avant le 30 avril 2004.

(3) Le paragraphe (2) s'applique même si la convention collective devait en conséquence avoir une durée de moins d'un an.

Idem

Notice to
bargain

(3.1) Despite subsection 59 (1), a notice of desire to bargain may be given any time after December 31, 2000 with respect to a collective agreement that is deemed under this section to expire on April 30, 2001.

(3.1) Malgré le paragraphe 59 (1), un avis d'intention de négocier peut être donné en tout temps après le 31 décembre 2000 à l'égard de la convention collective qui est réputée, aux termes du présent article, expirer le 30 avril 2001.

Avis
d'intention
de négocier

No extension
permitted

(4) The parties to a collective agreement described in subsection (2) may not agree to continue the operation of that agreement with respect to work performed in the residential sector of the construction industry beyond April 30, 2001 and any renewal provision in a collective agreement that purports to do so shall be deemed to be void.

(4) Les parties à la convention collective visée au paragraphe (2) ne peuvent pas s'entendre pour proroger au-delà du 30 avril 2001 son application à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction et toute disposition de reconduction de cette convention qui vise sa prorogation est réputée nulle.

Aucune pro-
rogation

Agreements
to be
three-year
agreements

(5) Every collective agreement to which subsection (2) applies that is renewed and every new collective agreement that is made to replace a collective agreement to which subsection (2) applies shall, with respect to work performed in the residential sector of the construction industry, provide for the expiry of the agreement on April 30, calculated triennially from April 30, 2001.

(5) La convention collective visée au paragraphe (2) qui est reconduite et la nouvelle convention collective qui est conclue pour en remplacer une prévoient, en ce qui concerne les travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction, leur expiration le 30 avril, tous les trois ans après le 30 avril 2001.

Conventions
triennales

Clarification
re other work

(6) Nothing in this section shall be interpreted to affect the validity of a collective agreement to which this section applies with respect to work other than work performed in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection (1).

(6) Le présent article n'a aucune incidence sur la validité des conventions collectives auxquelles s'applique le présent article en ce qui concerne les travaux autres que ceux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe (1).

Précision :
autres
travaux

Application
of section

150.2 (1) A reference in this section to a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall be deemed to be a reference to a collective agreement that is deemed under subsection 150.1 (2) to expire on April 30, 2001 with respect to work performed in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

150.2 (1) La mention, au présent article, d'une convention collective qui expire le 30 avril 2001 est réputée la mention d'une convention collective qui est réputée, aux termes du paragraphe 150.1 (2), expirer le 30 avril 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Champ
d'application

Prohibition
re strike

(2) No individual represented by a trade union or council of trade unions that is seeking to renew or replace a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall commence or continue a strike after June 15, 2001 with respect to work in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

(2) Aucun particulier représenté par un syndicat ou un conseil de syndicats qui cherche à reconduire ou à remplacer une convention collective qui expire le 30 avril 2001 ne doit déclarer ou poursuivre une grève après le 15 juin 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Interdiction :
grève

Prohibition
re calling
strike

(3) No trade union or council of trade unions that is seeking to renew or replace a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall call or authorize a strike or the continuation of a strike after June 15, 2001 with respect to work in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

(3) Aucun syndicat ou conseil de syndicats qui cherche à reconduire ou à remplacer une convention collective qui expire le 30 avril 2001 ne doit ordonner ou autoriser une grève ou la poursuite d'une grève après le 15 juin 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Idem

Prohibition
re calling
lock-out

(4) No employer or employers' organization that is seeking to renew or replace a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall call or authorize a lock-out or the continuation of a lock-out after June 15, 2001 with respect to work in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

(4) Aucun employeur ni aucune association patronale qui cherche à reconduire ou à remplacer une convention collective qui expire le 30 avril 2001 ne doit ordonner ou autoriser un lock-out ou la poursuite d'un lock-out après le 15 juin 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1)

Interdiction :
lock-out

Interest
arbitration

(5) Subject to subsection (6), either party to negotiations for the renewal or replacement of a collective agreement that expires on April 30, 2001 may, by notice given in accordance with subsection (7), require that the matters in dispute between them be decided by arbitration.

(5) Sous réserve du paragraphe (6), toute partie aux négociations sur la reconduction ou le remplacement d'une convention collective qui expire le 30 avril 2001 peut, par avis donné conformément au paragraphe (7), exiger que les questions en litige soient tranchées par arbitrage.

Arbitrage des
différends

Restriction

(6) A party shall not give notice under subsection (5) until the later of,

(6) Une partie ne doit pas donner l'avis prévu au paragraphe (5) avant le dernier en date des jours suivants :

Restriction

- (a) the day on which a strike or lock-out would have been legal had it not been for this section; and
- (b) June 15, 2001.

- a) le jour où une grève ou un lock-out aurait été légal n'eut été du présent article;
- b) le 15 juin 2001.

Exception

(6.1) Despite subsection (6), notice under subsection (5) may be given any time after April 30, 2001 if notice of desire to bargain has been given and both parties agree that it may be done.

(6.1) Malgré le paragraphe (6), l'avis prévu au paragraphe (5) peut être donné en tout temps après le 30 avril 2001 si l'avis d'intention de négocier a été donné et que les deux parties en conviennent.

Exception

Notice

(7) The notice shall be given in writing to the other party and to the Minister of Labour.

(7) L'avis est donné par écrit à l'autre partie ainsi qu'au ministre du Travail.

Avis

If notice
given







(8) If notice is given under subsection (5),

(8) Si un avis est donné aux termes du paragraphe (5) :

Cas où un
avis est
donné

- (a) the parties may jointly appoint an arbitrator or either party may request the Minister in writing to appoint an arbitrator;
- (b) if subsection (6.1) applies, the Minister shall not appoint a conciliation officer, a conciliation board or a mediator;
- (c) if subsection (6.1) applies and a conciliation officer, a conciliation board or a mediator has been appointed, that appointment shall be deemed to be terminated; and
- (d) subject to subsection (8.1), all terms and conditions of employment and all rights, privileges and duties that existed under the collective agreement that expired on April 30, 2001 shall apply with respect to the employer, the trade union and the employees, as the case may be, during the period beginning on the day

- a) les parties peuvent conjointement désigner un arbitre ou l'une ou l'autre partie peut demander par écrit au ministre de le faire;
- b) le ministre ne doit pas désigner de conciliateur ou de médiateur ni constituer de commission de conciliation si le paragraphe (6.1) s'applique;
- c) la désignation du conciliateur ou du médiateur désigné, le cas échéant, ou la constitution de la commission de conciliation constituée, le cas échéant, est réputée révoquée si le paragraphe (6.1) s'applique;
- d) sous réserve du paragraphe (8.1), les conditions d'emploi et les droits, privilèges et devoirs existant aux termes de la convention collective qui a expiré le 30 avril 2001 s'appliquent à l'égard de l'employeur, du syndicat et des employés, selon le cas, pendant la période

	on which notice was given and ending on the day,	qui débute le jour de la remise de l'avis et qui se termine le jour :	
	(i) a new collective agreement is made or the collective agreement that expired is renewed, or	(i) soit de la conclusion d'une nouvelle convention collective ou de la reconduction de celle qui a expiré,	
	(ii) the right of the trade union to represent the employees is terminated.	(ii) soit de la révocation du droit du syndicat de représenter les employés.	
Exception	(8.1) The employer and the trade union may agree to alter a term or condition of employment or a right, privilege or duty referred to in clause (8) (b).	(8.1) L'employeur et le syndicat peuvent se mettre d'accord pour modifier les conditions d'emploi ou les droits, privilèges ou devoirs visés à l'alinéa (8) b).	Exception
Minister to appoint arbitrator	(9) Upon receiving a request under clause (8) (a), the Minister shall appoint an arbitrator. 	(9) Dès qu'il reçoit une demande visée à l'alinéa (8) a), le ministre désigne un arbitre. 	Désignation par le ministre
Replacement	(10) If the arbitrator who is appointed is unable or unwilling to perform his or her duties, a new arbitrator shall be appointed in accordance with subsections (8) and (9).	(10) Si l'arbitre désigné ne peut ou ne veut pas remplir les fonctions qui lui incombent, un nouvel arbitre est désigné conformément aux paragraphes (8) et (9).	Remplacement
Appointment and proceedings not to be questioned	(11) Where an individual has been appointed as an arbitrator under this section, it shall be presumed conclusively that the appointment was properly made and no application shall be made to question the appointment or to prohibit or restrain any of the arbitrator's proceedings.	(11) Si un particulier a été désigné comme arbitre aux termes du présent article, la désignation est présumée, de façon irréfragable, avoir été faite régulièrement. Est irrecevable toute requête en contestation de la désignation ou toute requête visant à faire interdire ou restreindre les travaux de l'arbitre.	Désignation et instances non susceptibles de révision
Fees and expenses	(12) Each party shall pay one-half of the fees and expenses of the arbitrator.	(12) Chaque partie verse la moitié des honoraires et des indemnités de l'arbitre.	Honoraires et indemnités
Arbitration method and procedure	(13) If the parties do not agree upon the method of arbitration or the arbitration procedure, the method or procedure, as the case may be, shall be as prescribed by the regulations.	(13) En cas de désaccord des parties à son propos, la méthode ou la procédure d'arbitrage, selon le cas, est prescrite par règlement.	Méthode et procédure d'arbitrage
Non-application of Arbitration Act, 1991	(14) The <i>Arbitration Act, 1991</i> does not apply to an arbitration under this section.	(14) La <i>Loi de 1991 sur l'arbitrage</i> ne s'applique pas à l'arbitrage prévu au présent article.	Non-application de la <i>Loi de 1991 sur l'arbitrage</i>
Regulations	(15) The Lieutenant Governor in Council may make regulations, (a) prescribing a method of arbitration, which may be mediation-arbitration, final offer selection or any other method of arbitration; (b) prescribing an arbitration procedure;  (b.1) prescribing the powers of an arbitrator;  (c) prescribing a scale of fees and expenses allowable to arbitrators with respect to their duties under this section and limiting or restricting the application of those fees or expenses; (d) providing a procedure for the review and determination of disputes concern-	(15) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement : a) prescrire une méthode d'arbitrage, à savoir, notamment, la médiation-arbitrage ou l'arbitrage des propositions finales; b) prescrire une procédure d'arbitrage;  b.1) prescrire les pouvoirs des arbitres;  c) prescrire le tarif des honoraires et indemnités des arbitres en ce qui a trait à l'exercice des fonctions qui leur incombent aux termes du présent article et limiter ou restreindre l'application de ces honoraires et indemnités; d) prévoir la procédure à suivre pour l'étude et le règlement des différends por-	Règlements

ing the fees and expenses charged or claimed by an arbitrator;

- (e) governing the filing of schedules of fees and expenses by arbitrators, requiring arbitrators to provide parties with a copy of the schedules upon being appointed and requiring arbitrators to charge fees and expenses in accordance with the filed schedules;
- (f) providing for the circumstances under which the jurisdiction of the arbitrator may be limited where the parties have agreed to some of the matters in dispute;
- (g) prescribing time limits for the commencement of arbitration proceedings or for the rendering of the arbitrator's decision and providing for the extension of those time limits;
- (h) requiring the parties to prepare and execute documents giving effect to the arbitrator's decision, requiring the arbitrator to prepare those documents if the parties fail to do so and providing for the deemed execution of the documents if either or both of the parties do not execute them.

Repeal of subsections

(16) Subsections (1) to (15) are repealed on April 30, 2002.

Continued application


(17) Despite the repeal of subsections (1) to (15), those subsections continue to apply for purposes of any arbitration proceedings commenced under this section that were not completed before April 30, 2002.



Director to convene meeting

150.3 (1) At least twice in each year beginning in 2001, the Director of Labour Management Services shall convene a meeting of representatives of employers or employers' organizations and of trade unions or councils of trade unions to discuss matters of interest relating to collective bargaining and labour relations in the residential sector of the construction industry.

Selection

(2) The representatives invited to attend the meeting shall be selected by the Director of Labour Management Services in his or her sole discretion. 

4. (1) Subsection 151 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“designated regional employers’ organization” means an organization of employers that operate businesses in a particular geographic area in the construction industry if that organization is designated as such by the Minister. (“association patronale régionale désignée”)

tant sur les honoraires et les indemnités demandés ou réclamés par un arbitre;

- e) régir le dépôt de barèmes d'honoraires et d'indemnités par les arbitres et exiger qu'ils en fournissent une copie aux parties au moment où ils sont désignés et qu'ils demandent leurs honoraires et indemnités conformément aux barèmes déposés;
- f) prévoir les circonstances dans lesquelles la compétence de l'arbitre peut être restreinte lorsque les parties se sont mises d'accord sur certaines des questions en litige;
- g) prescrire les délais impartis pour entamer la procédure d'arbitrage ou rendre une sentence arbitrale et prévoir la prorogation de ces délais;
- h) exiger que les parties préparent et signent les documents qui donnent effet à la sentence arbitrale et que l'arbitre prépare ces documents si les parties ne le font pas, et prévoir que les documents sont réputés signés si les parties ou l'une d'elles ne les signent pas.

(16) Les paragraphes (1) à (15) sont abrogés le 30 avril 2002.

Abrogation


(17) Malgré leur abrogation, les paragraphes (1) à (15) continuent à s'appliquer aux fins des procédures d'arbitrage entamées aux termes du présent article qui ne sont pas terminées avant le 30 avril 2002.



Maintien en application

150.3 (1) Au moins deux fois par année à compter de 2001, le directeur des relations patronales-syndicales convoque une réunion des représentants des employeurs ou des associations patronales et des syndicats ou des conseils de syndicats pour discuter de questions relatives à la négociation collective et aux relations de travail dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction.

Convocation d'une réunion par le directeur

(2) Le directeur des relations patronales-syndicales choisit, à son entière discrétion, les représentants qui sont invités à participer à la réunion. 

Choix

4. (1) Le paragraphe 151 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«association patronale régionale désignée» Association d'employeurs qui exploitent des entreprises de l'industrie de la construction dans une région géographique donnée si le ministre la désigne comme telle. («designated regional employers' organization»)



(2) Section 151 of the Act is amended by adding the following subsections:

Designation
of regional
employers'
organizations

(3) The Minister may, upon the terms and conditions the Minister considers appropriate, designate regional employers' organizations.

Non-
application

(4) The *Regulations Act* does not apply to a designation made under subsection (3). 

5. The Act is amended by adding the following section:



Agreement
to abandon
bargaining
rights

160.1 (1) If a majority of employee bargaining agencies that hold bargaining rights with respect to an employer have filed with the Minister a written agreement to abandon the bargaining rights held by them and their affiliated bargaining agents with respect to that employer in an area comprising all of Ontario or specified parts of Ontario, the Lieutenant Governor in Council may make a regulation deeming the bargaining rights held by all employee bargaining agencies and their affiliated bargaining agents with respect to that employer in that area to have been abandoned.

Majority of
class

(2) If a majority of employee bargaining agencies whose affiliated bargaining agents represent employees in the trades other than the civil trades file with the Minister a written agreement to abandon bargaining rights with respect to an employer in an area comprising all of Ontario or specified parts of Ontario, the Lieutenant Governor in Council may make a regulation deeming the bargaining rights held by all such employee bargaining agencies and their affiliated bargaining agents with respect to that employer in that area to have been abandoned.

Effect

(3) On the effective date of a regulation under subsection (1) or (2),


- (a) all the affiliated bargaining agents to which the regulation applies cease to represent the employees of the employer in the area to which the regulation applies;
- (b) the bargaining rights vested under section 156 in all the employee bargaining agencies to which the regulation applies shall not be exercised for any purpose relating to the employer in the area to which the regulation applies; and



(2) L'article 151 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(3) Le ministre peut, aux conditions qu'il estime appropriées, désigner des associations patronales régionales.

Désignation
d'associa-
tions
patronales
régionales

(4) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux désignations faites en vertu du paragraphe (3). 

Non-
application

5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :



160.1 (1) Si la majorité des organismes négociateurs syndicaux qui ont le droit de négocier à l'égard d'un employeur ont déposé auprès du ministre un accord écrit portant abandon du droit de négocier qu'ont ces organismes et leurs agents négociateurs affiliés à l'égard de cet employeur dans une région comprenant toute la province de l'Ontario ou des parties précisées de celle-ci, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déclarer que le droit de négocier qu'ont tous ces organismes et leurs agents négociateurs affiliés est réputé abandonné dans cette région à l'égard de cet employeur.

Abandon du
droit de né-
gociateur

(2) Si la majorité des organismes négociateurs syndicaux dont les agents négociateurs affiliés représentent des employés de corps de métier autres que les corps de métiers de gros oeuvre déposent auprès du ministre un accord écrit portant abandon du droit de négocier à l'égard d'un employeur dans une région comprenant toute la province de l'Ontario ou des parties précisées de celle-ci, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déclarer que le droit de négocier qu'ont tous ces organismes et leurs agents négociateurs affiliés est réputé abandonné dans cette région à l'égard de cet employeur.

Majorité de
la catégorie

(3) À la date d'entrée en vigueur d'un règlement pris en application du paragraphe (1) ou (2) :

Effet

- a) tous les agents négociateurs affiliés visés par le règlement cessent de représenter les employés de l'employeur dans la région visée par le règlement;
- b) le droit de négocier qu'assument aux termes de l'article 156 tous les organismes négociateurs syndicaux visés par le règlement ne doit être exercé à aucune fin liée à l'employeur dans la région visée par le règlement;

	(c) all provincial agreements in effect to which the employee bargaining agencies to which the regulation applies were party that bound the employer cease to bind the employer in the area to which the regulation applies.	c) toutes les conventions provinciales en vigueur auxquelles sont parties les organismes négociateurs syndicaux visés par le règlement et qui liaient l'employeur cesse de le lier dans la région visée par le règlement.	
Other means of abandonment	(4) Nothing in this section precludes a finding of abandonment of bargaining rights otherwise than as a result of an agreement or a regulation.	(4) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher de conclure à l'abandon du droit de négocier autrement que par suite d'un accord ou d'un règlement.	Autres moyens
Subs. 167 (1) not breached	(5) An employee bargaining agency that makes or files an agreement under this section shall not be found to be in breach of subsection 167 (1) for having done so, whether the agreement applies with respect to the whole of the province or only a part or parts of it.	(5) Il ne doit pas être conclu que l'organisme négociateur syndical qui conclut ou dépose un accord aux termes du présent article contrevient au paragraphe 167 (1), que l'accord s'applique à l'égard de toute la province ou d'une ou plusieurs de ses parties.	Non-contravention au par. 167 (1)
Where s. 147 not breached	(6) A parent trade union as defined in section 145 that is a member of an employee bargaining agency that makes or files an agreement under this section shall not be found to be in breach of section 147 because the employee bargaining agency made or filed the agreement or because the parent trade union influenced or caused the employee bargaining agency to do so.	(6) Il ne doit pas être conclu qu'un syndicat parent au sens de l'article 145, membre d'un organisme négociateur syndical qui conclut ou dépose un accord aux termes du présent article, contrevient à l'article 147 parce que l'organisme négociateur syndical a conclu ou a déposé l'accord ou que le syndicat parent l'a poussé à ce faire ou le lui a fait faire.	Non-contravention à l'art. 147
Where s. 149 not breached	(7) A council of trade unions that is a member of an employee bargaining agency that makes or files an agreement under this section shall not be found to be in breach of section 149 because the employee bargaining agency made or filed the agreement or because the council of trade unions influenced or caused the employee bargaining agency to do so.	(7) Il ne doit pas être conclu qu'un conseil de syndicats, membre d'un organisme négociateur syndical qui conclut ou dépose un accord aux termes du présent article, contrevient à l'article 149 parce que l'organisme négociateur syndical a conclu ou a déposé l'accord ou que le conseil de syndicats l'a poussé à ce faire ou le lui a fait faire.	Non-contravention à l'art. 149
Same	(8) A parent trade union as defined in section 145 that is a member of an employee bargaining agency that makes or files an agreement under this section shall not be found to be in breach of section 149 because the employee bargaining agency made or filed the agreement or because the parent trade union influenced or caused the employee bargaining agency to do so.	(8) Il ne doit pas être conclu qu'un syndicat parent au sens de l'article 145, membre d'un organisme négociateur syndical qui conclut ou dépose un accord aux termes du présent article, contrevient à l'article 149 parce que l'organisme négociateur syndical a conclu ou a déposé l'accord ou que le syndicat parent l'a poussé à ce faire ou le lui a fait faire.	Idem
No rescission	(9) An agreement that has been filed with the Minister under this section cannot be rescinded without the permission of the Minister.	(9) L'accord qui a été déposé auprès du ministre aux termes du présent article ne peut être annulé sans son autorisation.	Annulation interdite
Agreements made or filed before section in force	(10) An agreement described in this section that was made or filed before the day section 5 of the <i>Labour Relations Amendment Act (Construction Industry)</i> , 2000 comes into force is not invalid because it was made or filed before that day.	(10) Les accords visés au présent article qui ont été conclus ou déposés avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 5 de la <i>Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)</i> ne sont pas invalides de ce fait.	Accords conclus ou déposés avant l'entrée en vigueur de l'article
Meaning of "civil trades"	(11) In this section, "civil trades" means bricklayers, carpenters, labourers, operating engineers, operative plasterers, cement masons and rodmen. ➡	(11) La définition qui suit s'applique au présente article. «corps de métier de gros oeuvre» Briqueteurs, charpentiers-menuisiers, manoeuvres, conducteurs d'engins de construction, plâtriers, cimentiers-finisseurs et poseurs d'armatures métalliques. ➡	Définition

6. Subsection 162 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 20, is further amended by striking out "Subject to sections 153, 161 and 163.1" at the beginning and substituting "Subject to sections 153, 161, 163.1, 163.2 and 163.3".

7. The Act is amended by adding the following sections:

163.2 (1) An employer bargaining agency that is a party to a provincial agreement may apply to an affiliated bargaining agent that is bound by that agreement to agree to amendments to the agreement which would apply to any of the following:

1. The kind of work performed, which could be all work performed in the industrial, commercial and institutional sector or a specified kind of that work.
2. The market in which it is performed, which could be work performed for all of the industrial, commercial and institutional sector or a specified market in it.
3. The location of the work, which could be work performed in all of the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction or a specified portion of it.

(2) A designated regional employers' organization having members who are bound by a provincial agreement may apply to an affiliated bargaining agent that is bound by that agreement to agree to amendments to the agreement which would apply to any of the matters set out in paragraphs 1, 2 and 3 of subsection (1) if at least some of the members of the designated regional employers' organization who are bound by the provincial agreement carry on business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction.

(3) No application shall be made under subsection (1) or (2) during the period of 120 days before the provincial agreement ceases to operate.

(4) The application may seek only amendments that concern the following matters:

1. Wages, including overtime pay and shift differentials.

6. Le paragraphe 162 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par substitution de «Sous réserve des articles 153, 161, 163.1, 163.2 et 163.3» à «Sous réserve des articles 153, 161 et 163.1» au début du paragraphe.

7. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

163.2 (1) L'organisme négociateur patronal qui est partie à une convention provinciale peut demander à un agent négociateur affilié que lie la convention de donner son accord à la modification de celle-ci à l'égard de l'un ou l'autre des éléments suivants :

1. Le genre de travaux effectués, lequel pourrait correspondre à tous les travaux effectués dans le secteur industriel, commercial et institutionnel ou à un genre précisé de tels travaux.
2. Le marché visé, lequel pourrait correspondre aux travaux effectués pour tout le secteur industriel, commercial et institutionnel ou pour un marché précisé de celui-ci.
3. L'emplacement des travaux, lequel pourrait correspondre aux travaux effectués dans toute la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié ou dans une partie précisée de celle-ci.

(2) L'association patronale régionale désignée dont des membres sont liés par une convention provinciale peut demander à un agent négociateur affilié que lie la convention de donner son accord à la modification de celle-ci à l'égard de l'un ou l'autre des éléments énoncés aux dispositions 1, 2 et 3 du paragraphe (1), à condition qu'au moins certains de ses membres que lie la convention provinciale exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié.

(3) Aucune demande ne doit être présentée en vertu du paragraphe (1) ou (2) dans les 120 jours qui précèdent la date d'expiration de la convention provinciale.

(4) La demande ne peut porter que sur des modifications qui concernent les questions suivantes :

1. Les salaires, y compris les indemnités d'heures supplémentaires et les primes de poste.

Modification de la convention provinciale à l'échelon local

Idem

Restriction : délai de présentation de la demande

Restriction : modifications

Local modifications to provincial agreement

Same

Restriction on timing of application

Restriction re amendments

2. Restrictions on the hiring of employees who are members of another affiliated bargaining agent that is in the same employee bargaining agency as that in which the affiliated bargaining agent is a member but who are not members of the affiliated bargaining agent.
3. Restrictions on an employer's ability to select employees who are members of the affiliated bargaining agent.
4. Accommodation and travel allowances.
5. Requirements respecting the ratio of apprentices to journeymen employed by an employer.



6. Hours of work and work schedules. ▲

Form and
content of
application

(5) The application shall be in writing and shall,

- (a) state the kind of work, the specified market and the location with respect to which the amendments would apply;
- (b) set out any submissions the applicant believes to be relevant to determine the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage with respect to any of the matters referred to in clause (a); and
- (c) set out the text of the amendments which are applied for.

Service of
application

(6) The applicant shall serve the application on the affiliated bargaining agent and shall serve a copy of it,

- (a) on the employee bargaining agency of which the affiliated bargaining agent is a member;
- (b) if the applicant is an employer bargaining agency, on any designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction; and
- (c) if the applicant is a designated regional employers' organization, on the employer bargaining agency that is a party to the provincial agreement and on any other designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction.

2. Les restrictions imposées quant à l'embauche d'employés qui sont membres d'un autre agent négociateur affilié appartenant au même organisme négociateur syndical que l'agent négociateur affilié, mais qui ne sont pas membres de ce dernier.
3. Les restrictions imposées quant à la capacité de l'employeur de choisir des employés qui sont membres de l'agent négociateur affilié.
4. Les indemnités de logement et de déplacement.
5. Les exigences ayant trait à la proportion que peuvent représenter les apprentis par rapport aux ouvriers qu'emploie un employeur.



6. Les heures et les horaires de travail. ▲

(5) La demande est présentée par écrit et réunit les conditions suivantes :

Fonds et
forme de
la demande

- a) elle indique le genre de travaux, le marché précisé et l'emplacement visés par les modifications;
- b) elle expose les observations que son auteur estime pertinentes pour décider si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel à l'égard de l'une ou l'autre des questions visées à l'alinéa a);
- c) elle contient le libellé des modifications proposées.

(6) L'auteur de la demande la signifie à l'agent négociateur affilié et en signifie une copie aux entités suivantes :

Signification
de la
demande

- a) l'organisme négociateur syndical dont l'agent négociateur affilié est membre;
- b) s'il est un organisme négociateur patronal, toute association patronale régionale désignée dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié;
- c) s'il est une association patronale régionale désignée, l'organisme négociateur patronal qui est partie à la convention provinciale et les autres associations patronales régionales désignées dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié.

Agreement on amendment	(7) Subject to subsections (8) and (9), if the applicant and the affiliated bargaining agent agree to amend the provincial agreement and the employee bargaining agency of which the affiliated bargaining agent is a member advises the applicant in writing that it approves of the amendments, the provincial agreement is amended accordingly, but only with respect to the kind of work, the market and the location specified in the application.	(7) Sous réserve des paragraphes (8) et (9), si l'auteur de la demande et l'agent négociateur affilié se mettent d'accord pour modifier la convention provinciale et que l'organisme négociateur syndical dont l'agent négociateur affilié est membre avise l'auteur de la demande par écrit qu'il approuve les modifications, la convention provinciale est modifiée en conséquence, mais seulement à l'égard du genre de travaux, du marché et de l'emplacement précisés dans la demande.	Accord sur les modifications
Agreement requirements	(8) The agreement is not effective unless it is in writing and sets out the text of the amendments.	(8) L'accord n'est valide que s'il est conclu par écrit et que s'il contient le libellé des modifications.	Exigences
Additional requirement re designated regional employers' organization	(9) If the applicant is a designated regional employers' organization and the employer bargaining agency advises the employee bargaining agency in writing that it approves of the amendments that were agreed to under subsection (7), the provincial agreement shall be deemed to be so amended.	(9) Si l'auteur de la demande est une association patronale régionale désignée et que l'organisme négociateur patronal avise l'organisme négociateur syndical par écrit qu'il approuve les modifications visées par un accord conclu aux termes du paragraphe (7), la convention provinciale est réputée modifiée en conséquence.	Exigence supplémentaire : associations patronales régionales désignées
Bar to other applications	(10) If an application has been made to an affiliated bargaining agent under this section, no other application may be made to that agent that would apply, in whole or in part, to the same kind of work with respect to the same market and in the same location, (a) if the work, the market and the location are not the subject of a referral to an arbitrator under section 163.3, until six months and 21 days after the day on which the first application was served on the affiliated bargaining agent; and (b) if the work, the market and the location are the subject of such a referral, until six months after the arbitration proceedings have terminated.	(10) Si une demande a été présentée à un agent négociateur affilié en vertu du présent article, il ne peut lui en être présenté d'autre qui s'appliquerait, en totalité ou en partie, au même genre de travaux, à l'égard du même marché et au même emplacement : a) avant que ne se soient écoulés six mois et 21 jours depuis le jour de la signification de la première demande à l'agent négociateur affilié, si les travaux, le marché et l'emplacement ne font pas l'objet d'un renvoi à un arbitre en vertu de l'article 163.3; b) avant que ne se soient écoulés six mois depuis la fin de la procédure d'arbitrage, si les travaux, le marché et l'emplacement font l'objet d'un tel renvoi.	Interdiction : autres demandes
Application of section	(11) This section applies only with respect to provincial agreements that come into operation after the day section 7 of the <i>Labour Relations Amendment Act (Construction Industry)</i> , 2000 comes into force.	(11) Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des conventions provinciales qui entrent en vigueur après le jour de l'entrée en vigueur de l'article 7 de la <i>Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)</i> .	Champ d'application
Referral to arbitration	163.3 (1) If a provincial agreement that is the subject of an application under section 163.2 is not amended in accordance with that section within 14 days after the day on which the application was served on the affiliated bargaining agent, the applicant may give notice to the bargaining agent that it is referring the matter to a single arbitrator.	163.3 (1) Si une convention provinciale qui fait l'objet d'une demande visée à l'article 163.2 n'est pas modifiée conformément à cet article dans les 14 jours qui suivent celui de la signification de la demande à l'agent négociateur affilié, l'auteur de la demande peut aviser ce dernier qu'il renvoie la question à un arbitre unique.	Renvoi à l'arbitrage
Notice requirements	(2) The notice of referral shall be in writing and shall, (a) state the name of the individual whom the organization making the referral nominates as the arbitrator;	(2) L'avis de renvoi est rédigé par écrit et réunit les conditions suivantes : a) il indique le nom du particulier que l'auteur du renvoi propose comme arbitre;	Exigences

	<p>(b) set out the organization's final offer with respect to the text of the amendments that the organization proposes to be made to the provincial agreement; and</p> <p>(c) be accompanied by copies of those statements and submissions under clauses 163.2 (5) (a) and (b) that were provided with the application made under subsection 163.2 (1) or (2).</p>	<p>b) il contient la proposition finale de l'auteur du renvoi à l'égard du libellé des modifications qu'il propose d'apporter à la convention provinciale;</p> <p>c) lui sont jointes les copies des déclarations et des observations visées aux alinéas 163.2 (5) a) et b) qui ont été jointes à la demande présentée en vertu du paragraphe 163.2 (1) ou (2).</p>	
Restriction re subject matter of amendments	(3) The amendments proposed in the final offer of the organization making the referral may deal only with those provisions of the provincial agreement that concern the matters permitted in the original application, as set out in subsection 163.2 (4).	(3) Les modifications exposées dans la proposition finale de l'auteur du renvoi ne peuvent porter que sur les dispositions de la convention provinciale qui concernent les questions permises dans la demande initiale, qui sont énoncées au paragraphe 163.2 (4).	Restriction : objet des modifications
Restriction re submissions	(4) The organization making the referral may include in the notice of referral only those submissions that were included in the application under subsection 163.2 (1) or (2).	(4) L'auteur du renvoi ne peut inclure dans l'avis de renvoi que les observations qui étaient incluses dans la demande visée au paragraphe 163.2 (1) ou (2).	Restriction : observations
Service of notice	<p>(5) The organization making the referral shall serve the notice of referral and the statements and submissions referred to in clause (2) (c) on the affiliated bargaining agent and shall serve a copy of the notice of referral without those statements and submissions,</p> <p>(a) on the employee bargaining agency of which the affiliated bargaining agent is a member;</p> <p>(b) if the organization making the referral is an employer bargaining agency, on any designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction; and</p> <p>(c) if the organization making the referral is a designated regional employers' organization, on the employer bargaining agency that is a party to the provincial agreement and on any other designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction.</p>	<p>(5) L'auteur du renvoi signifie l'avis de renvoi ainsi que les déclarations et les observations visées à l'alinéa (2) c) à l'agent négociateur affilié et signifie une copie de l'avis de renvoi seulement aux entités suivantes :</p> <p>a) l'organisme négociateur syndical dont l'agent négociateur affilié est membre;</p> <p>b) s'il est un organisme négociateur patronal, toute association patronale régionale désignée dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié;</p> <p>c) s'il est une association patronale régionale désignée, l'organisme négociateur patronal qui est partie à la convention provinciale et toute autre association patronale régionale désignée dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié.</p>	Signification de l'avis
Service of response	<p>(6) Within seven days after being served with a notice of referral, the affiliated bargaining agent,</p> <p>(a) shall serve a response on the organization that made the referral; and</p> <p>(b) shall serve a copy of the response, without the submissions, if any, referred to in clause (7) (c), on the organizations described in clauses (5) (a), (b) and (c).</p>	<p>(6) Au plus tard sept jours après que lui a été signifié l'avis de renvoi, l'agent négociateur affilié :</p> <p>a) d'une part, signifie une réponse à l'auteur du renvoi;</p> <p>b) d'autre part, signifie une copie de la réponse, sans les observations éventuelles visées à l'alinéa (7) c), aux organismes visés aux alinéas (5) a), b) et c).</p>	Signification d'une réponse

Form and
content of
response

(7) The response shall be in writing and,

- (a) shall state whether the affiliated bargaining agent agrees to the appointment of the individual whom the referrer nominated as the arbitrator and, if it does not agree, name the individual whom the affiliated bargaining agent nominates as arbitrator;
- (b) shall set out the affiliated bargaining agent's final offer with respect to the text of the amendments, if any, that it proposes to be made to the provincial agreement; and
- (c) shall set out any submissions that the affiliated bargaining agent believes are relevant to the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage with respect to the kind of work, the market and the location to which the amendments would apply.

Joint
appointment
of arbitrator

(8) If the parties agree on the appointment of an arbitrator, they shall jointly appoint him or her and advise each organization that was served with copies of the notice of referral and response that they have done so.

Failure to
appoint

(9) If, within seven days after the affiliated bargaining agent is served with a notice of referral under subsection (5), the bargaining agent and the organization making the referral have not appointed an arbitrator, either of them may make a written request to the Minister to appoint an arbitrator.

Appointment
by Minister

(10) Within two days after receiving a request under subsection (9), the Minister shall appoint an arbitrator and shall inform the affiliated bargaining agent and the organization making the referral of the name and address of the arbitrator.

Replacement

(11) If the arbitrator who is appointed is unable or unwilling to perform his or her duties, a new arbitrator shall be appointed in accordance with subsections (8), (9) and (10).

Appointment
and
proceedings
not to be
questioned

(12) Where an individual has been appointed as an arbitrator under this section, it shall be presumed conclusively that the appointment was properly made and no application shall be made to question the appointment or to prohibit or restrain any of the arbitrator's proceedings.

Notice of
appointment

(13) Where the Minister appoints an arbitrator, the parties shall advise each organization that was served with copies of the notice of referral and response that the Minister has done so.

(7) La réponse est rédigée par écrit et réunit les conditions suivantes :

Fond et
forme de
la réponse

- a) elle indique si l'agent négociateur affilié est d'accord avec la désignation du particulier que l'auteur du renvoi a proposé comme arbitre et, dans le cas contraire, elle indique le nom du particulier qu'il propose à ce titre;
- b) elle contient la proposition finale de l'agent négociateur affilié à l'égard du libellé des modifications éventuelles qu'il propose d'apporter à la convention provinciale;
- c) elle contient les observations que l'agent négociateur affilié estime pertinentes pour décider si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel à l'égard du genre de travaux, du marché et de l'emplacement visés par les modifications.

(8) Si les parties se mettent d'accord sur la désignation d'un arbitre, elles le désignent conjointement et en informent les organismes auxquels ont été signifiées des copies de l'avis de renvoi et de la réponse.

Désignation
conjointe de
l'arbitre

(9) Si, au plus tard sept jours après la signification d'un avis de renvoi à l'agent négociateur affilié aux termes du paragraphe (5), ce dernier et l'auteur du renvoi n'ont pas désigné d'arbitre, l'un ou l'autre peut, par écrit, demander au ministre de le faire.

Absence de
désignation

(10) Au plus tard deux jours après avoir reçu la demande visée au paragraphe (9), le ministre désigne un arbitre et en transmet les nom et adresse à l'agent négociateur affilié et à l'auteur du renvoi.

Désignation
par le
ministre

(11) Si l'arbitre désigné ne peut ou ne veut pas remplir les fonctions qui lui incombent, un nouvel arbitre est désigné conformément aux paragraphes (8), (9) et (10).

Remplace-
ment

(12) Si un particulier est désigné comme arbitre aux termes du présent article, la désignation est présumée, de façon irréfragable, avoir été faite régulièrement. Est irrecevable toute requête en contestation de la désignation ou toute requête visant à faire interdire ou restreindre les travaux de l'arbitre.

Désignation
et instances
non suscepti-
bles de
révision

(13) Lorsque le ministre désigne un arbitre, les parties en informent les organismes auxquels ont été signifiées des copies de l'avis de renvoi et de la réponse.

Avis de
désignation

Notice and response delivered to arbitrator	(14) When the organization making the referral and the affiliated bargaining agent appoint an arbitrator under subsection (8) or receive notice of an appointment under subsection (10), they shall each deliver to the arbitrator copies of the notice of referral and response, respectively.	(14) Lorsque l'auteur du renvoi et l'agent négociateur affilié désignent un arbitre aux termes du paragraphe (8) ou reçoivent un avis de désignation aux termes du paragraphe (10), ils remettent chacun à l'arbitre des copies de l'avis de renvoi et de la réponse, respectivement.	Remise de l'avis et de la réponse à l'arbitre
Other organizations	(15) The organization making the referral shall advise the arbitrator of the names and mailing addresses of the organizations that were served with a copy of the notice of referral under clauses (5) (a), (b) or (c).	(15) L'auteur du renvoi communique à l'arbitre les nom et adresse postale des organismes auxquels a été signifiée une copie de l'avis de renvoi aux termes de l'alinéa (5) a), b) ou c).	Autres organismes
Submission re factual error	(18) If the organization that made the referral to the arbitrator believes that the affiliated bargaining agent's response under subsection (7) contains a factual error, the organization may make a written submission to the arbitrator concerning the alleged error.	(18) L'auteur du renvoi à l'arbitre qui croit que la réponse de l'agent négociateur affilié visée au paragraphe (7) contient une erreur de fait peut présenter des observations écrites à l'arbitre au sujet de la prétendue erreur.	Observations : erreur de fait
Restriction	(19) The submission made under subsection (18) shall contain no new arguments in support of the organization's position with respect to the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage.	(19) Les observations présentées en vertu du paragraphe (18) ne doivent contenir aucun argument nouveau à l'appui de la position de l'auteur du renvoi en ce qui a trait à la question de savoir si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel.	Restriction
Submission served on affiliated bargaining agent	(20) An organization that makes a written submission to the arbitrator under subsection (18) shall also serve that submission on the affiliated bargaining agent at the same time.	(20) L'auteur des observations écrites présentées à l'arbitre en vertu du paragraphe (18) les signifie également, en même temps, à l'agent négociateur affilié.	Significations des observations à l'agent négociateur affilié
Response to submission under subs. (18)	(21) If the organization that made the referral makes a submission under subsection (18), the affiliated bargaining agent may make a written submission to the arbitrator in response and shall also serve a copy of it on the organization at the same time.	(21) Si l'auteur du renvoi présente des observations en vertu du paragraphe (18), l'agent négociateur affilié peut présenter des observations écrites à l'arbitre en réponse et en signifie également, en même temps, une copie à l'auteur du renvoi.	Réponse
Restriction	(22) The submission made under subsection (21) shall contain no new arguments in support of the affiliated bargaining agent's position with respect to the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage.	(22) Les observations présentées en vertu du paragraphe (21) ne doivent contenir aucun argument nouveau à l'appui de la position de l'agent négociateur affilié en ce qui a trait à la question de savoir si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel.	Restriction
Written hearing	(23) After being appointed, the arbitrator shall hold a written hearing.	(23) Après sa désignation, l'arbitre tient une audience écrite.	Audience écrite
Restriction on what arbitrator may consider	(24) Subject to subsection (25), the arbitrator shall consider only the following when making a decision: 1. The statements and submissions under clauses 163.2 (5) (a) and (b) that were included with the original application under subsection 163.2 (1) or (2), as the case may be. 2. The final offer of the organization making the referral to arbitration.	(24) Sous réserve du paragraphe (25), l'arbitre n'examine que ce qui suit lorsqu'il rend une sentence : 1. Les déclarations et les observations visées aux alinéas 163.2 (5) a) et b) qui figuraient dans la demande initiale visée au paragraphe 163.2 (1) ou (2), selon le cas. 2. La proposition finale de l'auteur du renvoi à l'arbitrage.	Restriction

3. The affiliated bargaining agent's final offer as set out under clause (7) (b).

4. The submissions contained in the affiliated bargaining agent's notice under clause (7) (c).

3. La proposition finale de l'agent négociateur affilié, telle qu'elle est énoncée aux termes de l'alinéa (7) b).

4. Les observations figurant dans l'avis de l'agent négociateur affilié aux termes de l'alinéa (7) c).

Use of submissions under subs. (18) and (21)

(25) The arbitrator may consider submissions made under subsections (18) and (21) but only with respect to matters of fact.

(25) L'arbitre peut examiner les observations présentées en vertu des paragraphes (18) et (21), mais seulement à l'égard de questions de fait.

Utilisation des observations

Same

(26) In considering a submission made under subsection (18) or (21), the arbitrator shall not consider any matters of opinion or any new arguments contrary to subsection (19) or (22).

(26) Lorsqu'il examine les observations présentées en vertu du paragraphe (18) ou (21), l'arbitre ne doit examiner aucune opinion ni aucun nouvel argument présenté contrairement au paragraphe (19) ou (22).

Idem

Oral, electronic hearings

(27) The arbitrator may convene an oral or electronic hearing if he or she feels it is necessary to do so in order to resolve an issue arising from a submission made under subsection (18) or (21) or in order to resolve any other issue he or she feels cannot be adequately addressed without such a hearing.

(27) L'arbitre peut convoquer une audience orale ou électronique s'il estime qu'il est nécessaire de le faire pour résoudre une question découlant des observations présentées en vertu du paragraphe (18) ou (21) ou toute autre question qui, à son avis, ne peut être traitée adéquatement sans une telle audience.

Audiences orales ou électroniques

Failure to serve an organization

(28) If the arbitrator becomes aware that an organization that should have been served with a copy of a notice of referral under subsection (5) or a copy of a response under subsection (6) was not so served, the arbitrator shall arrange for service on that organization.

(28) S'il apprend qu'un organisme qui aurait dû recevoir signification d'une copie d'un avis de renvoi aux termes du paragraphe (5) ou d'une copie d'une réponse aux termes du paragraphe (6) ne l'a pas reçue, l'arbitre fait en sorte que la signification soit effectuée.

Absence de signification

Arbitrator's powers

(29) Subsection 48 (12) applies with necessary modifications with respect to the arbitrator.

(29) Le paragraphe 48 (12) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'arbitre.

Pouvoirs de l'arbitre

No amendment of final offers

(31) The arbitrator shall not consider any purported amendment to a final offer.

(31) L'arbitre ne doit examiner aucune modification qu'il est proposé d'apporter à une proposition finale.

Aucune modification des propositions finales

Decision

(32) After considering the submissions and final offers which he or she may consider under this section, the arbitrator,

(32) Après avoir examiné les observations et les propositions finales qu'il peut examiner en vertu du présent article, l'arbitre fait ce qui suit :

Sentence

- (a) shall determine whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage with respect to the kind of work, the market and the location indicated in the application;
- (b) if the arbitrator finds that the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage, shall determine whether the competitive disadvantage would be removed if the provincial agreement were amended in accordance with either of the final offers;

- a) il décide si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel à l'égard du genre de travaux, du marché et de l'emplacement précisés dans la demande;
- b) s'il constate que les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel, il décide si la modification de la convention conformément à l'une ou l'autre des propositions finales éliminerait ce désavantage;

	<p>(c) if amendment of the provincial agreement in accordance with only one of the final offers would remove the competitive disadvantage, shall select that final offer;</p> <p>(d) if amendment of the provincial agreement in accordance with neither of the final offers would remove the competitive disadvantage, shall select the final offer that most reduces the disadvantage; and</p> <p>(e) if amendment of the provincial agreement in accordance with either of the final offers would remove the competitive disadvantage, shall select the final offer that would be less of a deviation from the provincial agreement.</p>	<p>c) il choisit la proposition finale qui prévoit une modification de la convention provinciale qui éliminerait le désavantage concurrentiel, s'il n'y en a qu'une qui le fait;</p> <p>d) il choisit la proposition finale qui réduit le plus le désavantage concurrentiel si aucune d'elles ne prévoit de modification de la convention provinciale qui l'éliminerait;</p> <p>e) il choisit la proposition finale qui s'écarterait le moins possible de la convention provinciale si l'une ou l'autre des propositions finales prévoit une modification de la convention qui éliminerait le désavantage concurrentiel.</p>	
Timing of decision	(33) Subject to subsection (35), the arbitrator shall give his or her written decision to the parties and any organizations that were served under subsection (5) or (28) within 12 days after the day on which he or she was appointed. ▲	(33) Sous réserve du paragraphe (35), l'arbitre remet sa sentence écrite aux parties et aux organismes qui ont reçu signification d'un document aux termes du paragraphe (5) ou (28) dans les 12 jours qui suivent celui de sa désignation. ▲	Délai
No reasons	(34) The decision shall not include reasons.	(34) La sentence ne doit pas être motivée.	Aucun motif
Extension of time by agreement	(35) The time limit set out in subsection (33) may be extended by agreement of the organization that made the referral, the affiliated bargaining agent and all of the organizations that were served with copies of the notice of referral.	(35) Le délai imparti au paragraphe (33) peut être prorogé avec l'accord de l'auteur du renvoi, de l'agent négociateur affilié et de tous les organismes auxquels ont été signifiées des copies de l'avis de renvoi.	Prorogation par accord
Parties to prepare document	(36) If the arbitrator selects a final offer containing amendments to the provincial agreement, the parties to the provincial agreement shall prepare and execute a document giving effect to his or her decision within five days after the organization that made the referral is advised of the arbitrator's decision.	(36) Si l'arbitre choisit une proposition finale qui contient des modifications à apporter à la convention provinciale, les parties à cette dernière préparent et signent un document donnant effet à sa sentence dans les cinq jours qui suivent celui où l'auteur du renvoi en est informé.	Préparation de documents
When document prepared by arbitrator	(37) If the parties have not prepared and executed a document within the time required by subsection (36), either party may ask the arbitrator to prepare the document and the arbitrator shall do so and provide the document to the organization that made the referral.	(37) Si les parties n'ont pas préparé ni signé de document dans le délai imparti au paragraphe (36), l'une d'elles peut demander à l'arbitre d'en préparer un. L'arbitre s'exécute et remet le document à l'auteur du renvoi.	Préparation par l'arbitre
Deemed execution	(38) If the arbitrator has prepared a document and either party to the provincial agreement has not executed it within five days after the arbitrator provided it to the organization that made the referral, the document shall be deemed to have been executed by both parties.	(38) Si l'arbitre a préparé un document et qu'aucune des parties à la convention provinciale ne l'a signé dans les cinq jours qui suivent sa remise par l'arbitre à l'auteur du renvoi, le document est réputé avoir été signé par les deux parties.	Signature réputée apposée
Effective date of amended provincial agreement	(39) The amendments to the provincial agreement, as they appear in the document prepared and executed under subsections (36) to (38), shall be deemed to have come into effect on the day of the arbitrator's decision.	(39) Les modifications apportées à la convention provinciale, telles qu'elles figurent dans le document préparé et signé aux termes des paragraphes (36) à (38), sont réputées être entrées en vigueur le jour de la sentence arbitrale.	Date d'entrée en vigueur de la convention provinciale modifiée

Fees and expenses	(40) The organization that made the referral and the affiliated bargaining agent shall each pay one-half of the fees and expenses of the arbitrator.	(40) L'auteur du renvoi et l'agent négociateur affilié versent chacun la moitié des honoraires et des indemnités de l'arbitre.	Honoraires et indemnités
Non-application of Arbitration Act, 1991	(41) The <i>Arbitration Act, 1991</i> does not apply to an arbitration under this section.	(41) La <i>Loi de 1991 sur l'arbitrage</i> ne s'applique pas à l'arbitrage prévu au présent article.	Non-application de la <i>Loi de 1991 sur l'arbitrage</i>
Judicial review	(42) On an application for judicial review of the arbitrator's decision, no determination or selection that the arbitrator was required to make under subsection (32) shall be overturned unless the determination or selection was patently unreasonable.	(42) Sur requête en révision judiciaire de la sentence arbitrale, aucune décision ni aucun choix que l'arbitre a été tenu de rendre ou de faire aux termes du paragraphe (32) ne doit être annulé à moins que la décision ou le choix ne soit manifestement déraisonnable.	Révision judiciaire
Application of section	(43) This section applies only with respect to provincial agreements that come into operation after the day section 7 of the <i>Labour Relations Amendment Act (Construction Industry), 2000</i> comes into force.	(43) Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des conventions provinciales qui entrent en vigueur après le jour de l'entrée en vigueur de l'article 7 de la <i>Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)</i> .	Champ d'application
Service	163.4 (1) For the purposes of sections 163.2 and 163.3, service may be effected, <div> <div>(a) in the case of service on an organization, by personal service on an officer of the organization or by facsimile transmission to the organization;</div> <div>(b) in the case of service on an individual, by personal service or by facsimile transmission.</div> </div>	163.4 (1) Pour l'application des articles 163.2 et 163.3, la signification peut être effectuée : <div> <div>a) dans le cas d'une signification à un organisme, par signification à personne à un de ses dirigeants ou par télécopie;</div> <div>b) dans le cas d'une signification à un particulier, par signification à personne ou par télécopie.</div> </div>	Signification
Amendment deemed under subs. 58 (5)	(2) An amendment to a provincial agreement made in accordance with section 163.2 or 163.3 shall be deemed to be a revision by mutual consent of the parties within the meaning of subsection 58 (5).	(2) Les modifications apportées à une convention provinciale conformément à l'article 163.2 ou 163.3 sont réputées une révision effectuée du consentement mutuel des parties au sens du paragraphe 58 (5).	Modification réputée une révision
Where conflict	(3) If there is a conflict between an amendment to a provincial agreement made in accordance with section 163.2 or 163.3 and provisions that are deemed to be included in the provincial agreement under subsection 163.5 (1), the amendment to the provincial agreement prevails.	(3) Les modifications apportées à une convention provinciale conformément à l'article 163.2 ou 163.3 l'emportent sur les dispositions réputées comprises dans la convention aux termes du paragraphe 163.5 (1) qui sont incompatibles avec elles.	Incompatibilité
	8. The Act is amended by adding the following section:	8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
	<div> <div> <div></div> <div></div> </div> </div>	<div> <div> <div></div> <div></div> </div> </div>	
Election	163.5 (1) A provincial agreement shall be deemed to include the following provision with respect to an employer who is bound by it if the employer so elects: <div> <div>1. Up to 75 per cent of the employees who perform work in fulfilling a contract for construction in the industrial, commercial and institutional sector of the construction industry may be individuals who were hired by the employer without referral from or selection, designation, assignment or scheduling by or the concurrence of the affiliated bar-</div> </div>	163.5 (1) Les conventions provinciales sont réputées comprendre la disposition suivante à l'égard des employeurs qu'elles lient si ceux-ci en font le choix : <div> <div>1. Jusqu'à 75 pour cent des employés qui effectuent des travaux dans le cadre de l'exécution d'un contrat de construction dans le secteur industriel, commercial et institutionnel de l'industrie de la construction peuvent être des particuliers qu'a embauchés l'employeur sans que l'agent négociateur affilié dans la région relevant de la compétence territoriale duquel</div> </div>	Choix

gaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed.

2. For the purposes of article 1, no more than 40 per cent of the employees who perform work in fulfilling the contract may be individuals who are not members of the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed.
3. The percentages set out in articles 1 and 2 must apply with reference to the number of employees of the employer who perform work under the provincial agreement on each day during the period in which the contract is being fulfilled.

Scope of election

(2) The election may be made with respect to one or more or all of the construction contracts that the employer fulfils using employees who perform work under the provincial agreement.

Manner of election

(3) An election under subsection (1) shall be made by giving written notice of the election to the employee bargaining agency that is party to the provincial agreement.

Restriction re: membership in local

(4) Nothing in article 1 of the provision set out in subsection (1) permits an employer to employ an individual who is not a member of the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed if,

- (a) the provincial agreement would prohibit that employment; and
- (b) the employment of the individual is not permitted under article 2 of the provision.

Restriction: membership in affiliate

(5) Nothing in article 2 of the provision set out in subsection (1) permits an employer to employ an individual who is not a member of an affiliated bargaining agent that is subordinate or directly related to the same provincial, national or international trade union as the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed if the provincial agreement would prohibit that employment.

Inconsistency

(6) Subject to subsection 163.4 (3), a provision in a provincial agreement that is inconsistent with an article in the provision set out in subsection (1) is, to the extent of the inconsistency, of no effect.

les travaux sont effectués ne participe à leur orientation, à leur choix, à leur désignation, à leur affectation ou à leur classement ni ne donne son assentiment à cet égard.

2. Pour l'application de la clause 1, pas plus de 40 pour cent des employés qui effectuent des travaux dans le cadre de l'exécution du contrat peuvent être des particuliers qui ne sont pas membres de l'agent négociateur affilié dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués.
3. Les pourcentages énoncés aux clauses 1 et 2 s'appliquent relativement au nombre d'employés de l'employeur qui effectuent des travaux aux termes de la convention provinciale chaque jour de la période d'exécution du contrat.

Portée du choix

(2) Le choix peut être fait à l'égard de tous les contrats de construction que l'employeur exécute en faisant appel à des employés qui effectuent des travaux visés par la convention provinciale ou d'un ou de plusieurs de ces contrats.

Manière de faire le choix

(3) Le choix prévu au paragraphe (1) se fait en en avisant par écrit l'organisme négociateur syndical qui est partie à la convention provinciale.

Restriction : membre d'un syndicat local

(4) La clause 1 de la disposition énoncée au paragraphe (1) n'a pas pour effet de permettre à un employeur d'employer un particulier qui n'est pas membre de l'agent négociateur affilié dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués si :

- a) d'une part, la convention provinciale interdit un tel emploi;
- b) d'autre part, la clause 2 de la disposition interdit d'employer le particulier.

Restriction : membre d'un agent négociateur affilié

(5) La clause 2 de la disposition énoncée au paragraphe (1) n'a pas pour effet de permettre à un employeur d'employer un particulier qui n'est pas membre d'un agent négociateur affilié subordonné ou directement apparenté au même syndicat provincial, national ou international que celui dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués, si la convention provinciale interdit un tel emploi.

Incompatibilité

(6) Sous réserve du paragraphe 163.4 (3), les dispositions d'une convention provinciale qui sont incompatibles avec une clause de la disposition énoncée au paragraphe (1) sont sans effet.

Decreased percentages

(7) An employee bargaining agency and an employer bargaining agency may agree that an employer may not make the election under subsection (1) or may agree to either or both of the following:

1. That article 1 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it referred to a specified percentage less than 75 per cent.
2. That article 2 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it referred to a specified percentage less than 40 per cent.

Restriction re: impasse


(8) No strike or lock-out shall be called or authorized because there is a failure to reach an agreement under subsection (7).

Increased percentages

(9) An employee bargaining agency and an employer bargaining agency may agree to any or all of the following:

1. That article 1 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it referred to a specified percentage of more than 75 per cent.
2. That article 2 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it referred to a specified percentage of more than 40 per cent.
3. That article 3 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it required the percentages set out in sections 1 and 2 of the provision to be applied with reference to the total number of employees of the employer who perform work under the provincial agreement during the entire period in which the contract is being fulfilled.

Non-application of section

(10) This section does not apply with respect to a project agreement made under section 163.1. 

9. The Act is amended by adding the following section:

Review of provisions

163.6 The Minister shall, by no later than December 31, 2001, conduct a review of the effectiveness of provisions of this Act enacted by the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry)*, 2000 in improving the competitiveness of the industrial, commercial and institutional sector of Ontario's construction industry.

Commencement

10. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

11. The short title of this Act is the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry)*, 2000.

(7) Un organisme négociateur syndical et un organisme négociateur patronal peuvent convenir qu'un employeur peut ne pas faire le choix prévu au paragraphe (1), ou des énoncés suivants ou de l'un ou l'autre d'entre eux seulement :

Diminution des pourcentages

1. La clause 1 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle faisait mention d'un pourcentage précisé inférieur à 75 pour cent.
2. La clause 2 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle faisait mention d'un pourcentage précisé inférieur à 40 pour cent.


(8) Aucune grève ni aucun lock-out ne doit être ordonné ou autorisé en raison de l'absence de l'accord prévu au paragraphe (7).

Restriction : impasse

(9) Un organisme négociateur syndical et un organisme négociateur patronal peuvent convenir des énoncés suivants ou de l'un d'entre eux seulement :

Accroissement des pourcentages

1. La clause 1 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle faisait mention d'un pourcentage précisé supérieur à 75 pour cent.
2. La clause 2 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle faisait mention d'un pourcentage précisé supérieur à 40 pour cent.
3. La clause 3 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle exigeait que les pourcentages énoncés aux clauses 1 et 2 de la disposition soit appliqué au nombre total des employés de l'employeur qui effectuent des travaux visés par la convention provinciale pendant toute la période d'exécution du contrat.

(10) Le présent article ne s'applique pas à l'égard des conventions concernant un projet visées à l'article 163.1. 

Non-application

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

163.6 Au plus tard le 31 décembre 2001, le ministre examine l'efficacité des dispositions de la présente loi qu'édicté la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)* sur le plan de l'amélioration de la compétitivité du secteur industriel, commercial et institutionnel de l'industrie ontarienne de la construction.

Examen

10. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en vigueur

11. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)*.

Titre abrégé

XB
B56



Publications

1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 69

**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995
in relation to the
construction industry**

The Hon. C. Stockwell
Minister of Labour

Government Bill

1st Reading April 25, 2000
2nd Reading May 10, 2000
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Standing Committee on
Justice and Social Policy and as reported to the
Legislative Assembly November 20, 2000)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 69

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations
de travail en ce qui a trait
à l'industrie de la construction**

L'honorable C. Stockwell
Ministre du Travail

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 25 avril 2000
2^e lecture 10 mai 2000
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité permanent
de la justice et des affaires sociales et rapporté à
l'Assemblée législative le 20 novembre 2000)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

Amendments to section 126 of the Act concern what consideration is to be given to family relationships and key individuals in applications under the "single employer" and "sale of the business" provisions of the Act where one of the entities is an employer with which a construction trade union, council of construction trade unions or affiliated bargaining agent or employee bargaining agency has bargaining rights with respect to construction work.

The proposed sections 150.1 and 150.2 of the Act apply with respect to work in the residential sector of the construction industry in the City of Toronto, the regional municipalities of Halton, Peel, York and Durham and the County of Simcoe. Section 150.1 deems all collective agreements that are to expire before April 30, 2004 and that apply to residential construction work to expire with respect to that work on April 30, 2001. It also provides that they are to expire every three years from that date with respect to residential construction work. For the 2001 round of bargaining only, section 150.2 limits strikes and lock-outs in the residential sector and provides for interest arbitration.

Under proposed section 160.1 of the Act, the Lieutenant Governor in Council may make a regulation deeming bargaining rights held by an employee bargaining agency and its affiliated bargaining agents to be abandoned with respect to an employer or a class of employers in the industrial, commercial and institutional sector of the construction industry. The regulation may apply to all or part of Ontario.

The proposed sections 163.2 to 163.4 deal with a process for local amendments to provincial agreements to remove competitive disadvantage in the industrial, commercial and institutional sector. An employer bargaining agency or a designated regional employers' organization is permitted to apply to an affiliated bargaining agent to agree to amendments to the provincial agreement with respect to certain kinds or all kinds of work performed by employees represented by the affiliated bargaining agent, certain markets or all markets in the sector and certain locations or all locations within the geographic jurisdiction of the affiliated bargaining agent. Only specified types of amendments are permitted in such an application. An interest arbitration procedure is provided if the parties are unable to agree on amendments.

The proposed section 163.5 permits an employer who is bound to a provincial agreement to elect to have the provisions set out in that section deemed to be included in the provincial agreement. The provisions permit the employment of specified percentages of employees without going through the normal local union hiring hall process. The election may apply to one, more or all of the employer's construction contracts under which the employer uses employees who perform work under the provincial agreement. Provision is made for the parties to a provincial agreement to agree that the employer will not make the election or that one or both of the percentages set out in those provisions will be lower. A strike or lock-out is not permitted in the context of an agreement. Provision is also made for parties to agree to higher percentages.

NOTE EXPLICATIVE

La modification de l'article 126 de la Loi traite de l'importance à accorder, dans les requêtes présentées en vertu des dispositions de la Loi concernant les «employeurs uniques» et les «ventes d'entreprise», aux rapports familiaux et aux personnes qui jouent un rôle clé lorsqu'une des entités est un employeur avec lequel un syndicat de l'industrie de la construction, un conseil de syndicats de l'industrie de la construction, un agent négociateur affilié ou un organisme négociateur syndical a le droit de négocier à l'égard de travaux de construction.

Les nouveaux articles 150.1 et 150.2 de la Loi s'appliquent à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans la cité de Toronto et dans les municipalités régionales de Halton, de Peel, de York et de Durham et dans le comté de Simcoe. Selon l'article 150.1, toutes les conventions collectives qui doivent expirer avant le 30 avril 2004 et qui s'appliquent aux travaux de construction d'habitations sont réputées expirer le 30 avril 2001 à l'égard de ces travaux. L'article prévoit également qu'elles expireront tous les trois ans à compter de cette date à l'égard de ces mêmes travaux. Pour les négociations de 2001 seulement, l'article 150.2 impose des restrictions aux grèves et aux lock-outs dans le secteur de l'habitation et prévoit l'arbitrage des différends.

Aux termes du nouvel article 160.1 de la Loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déclarer que le droit de négocier qu'ont un organisme négociateur syndical et ses agents négociateurs affiliés est réputé abandonné à l'égard d'un employeur ou d'une catégorie d'employeurs du secteur industriel, commercial et institutionnel de l'industrie de la construction. Le règlement peut s'appliquer à tout ou partie de l'Ontario.

Les nouveaux articles 163.2 à 163.4 traitent du processus à suivre pour apporter des modifications locales aux conventions provinciales afin d'éliminer les désavantages concurrentiels dans le secteur industriel, commercial et institutionnel. Un organisme négociateur patronal ou une association patronale régionale désignée peut demander à un agent négociateur affilié d'accepter de modifier la convention provinciale à l'égard de tous les genres de travaux effectués par les employés qu'il représente ou de certains d'entre eux, de tous les marchés du secteur ou de certains d'entre eux et de tous les emplacements situés dans la région relevant de sa compétence territoriale ou de certains d'entre eux. Certains genres précisés de modifications seulement sont permis dans une telle demande. Une procédure d'arbitrage des différends est prévue si les parties n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les modifications.

Le nouvel article 163.5 permet à un employeur que lie une convention provinciale de choisir que les dispositions énoncées dans cet article soient réputées comprises dans la convention. Ces dispositions permettent l'emploi de pourcentages précisés d'employés sans passer par le processus normal d'embauchage par le biais des bureaux syndicaux locaux. Le choix peut s'appliquer à tous les contrats de construction de l'employeur dans le cadre desquels il fait appel à des employés qui effectuent des travaux visés par la convention provinciale, ou à un ou à plusieurs de ces contrats. Il est prévu que les parties à une convention provinciale peuvent convenir que l'employeur ne fasse pas ce choix ou que les deux pourcentages précisés dans ces dispositions, ou l'un ou l'autre d'entre eux seulement, soient inférieurs. Les grèves ou les lock-outs ne sont pas permis lorsqu'il existe un tel accord. Il est également prévu que les parties peuvent convenir d'augmenter ces pourcentages.

**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995
in relation to the
construction industry**

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations
de travail en ce qui a trait
à l'industrie de la construction**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 125 of the *Labour Relations Act, 1995*, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 15, is further amended by adding the following clause:

(1.0.1) designating regional employers' organizations for the purposes of section 151.

2. Section 126 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 16, is further amended by adding the following subsections:

Interpretation

(2) Subsections (3) and (5) apply with respect to an employer or a non-construction employer where a trade union, council of trade unions or affiliated bargaining agent or employee bargaining agency, as defined in section 151, has bargaining rights in relation to construction work performed by or on behalf of that employer or non-construction employer.

Single employer declarations

(3) The following apply if an application is made under subsection 1 (4) for a declaration that two or more entities should be treated as constituting one employer and any of the entities is an employer or a non-construction employer:

1. The Board shall not consider any relationship by way of blood, marriage or adoption between an individual having a direct or indirect involvement with one of the entities and an individual having a direct or indirect involvement with any of the other entities.
2. If the applicant proposes that the entities should be treated as constituting one employer because an individual was a key individual with respect to two or more of them and if the time at which the individual was alleged to have been a key individual with respect to one of the entities is a different time than that at which he or she is alleged

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 125 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

1.0.1) désigner des associations patronales régionales pour l'application de l'article 151.

2. L'article 126 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 16 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

Interprétation

(2) Les paragraphes (3) et (5) s'appliquent à l'égard des employeurs ou des employeurs extérieurs à l'industrie de la construction lorsqu'un syndicat, un conseil de syndicats ou un agent négociateur affilié ou un organisme négociateur syndical au sens de l'article 151 a le droit de négocier relativement aux travaux de construction effectués par eux ou pour leur compte.

Jugements déclaratoires : un seul employeur

(3) Les règles suivantes s'appliquent s'il est présenté, en vertu du paragraphe 1 (4), une requête visant à obtenir un jugement déclaratoire selon lequel deux entités ou plus devraient être considérées comme un seul employeur et que l'une ou l'autre de ces entités est un employeur ou un employeur extérieur à l'industrie de la construction :

1. La Commission ne doit pas examiner les liens par le sang, le mariage ou l'adoption qui existent entre un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités d'une des entités et un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités d'une des autres entités.
2. Si le requérant propose que les entités soient considérées comme un seul employeur parce qu'un particulier jouait un rôle clé auprès de deux d'entre elles ou plus et que la période pendant laquelle il aurait joué un rôle clé auprès de l'une d'elles est différente de celle pendant laquelle il aurait joué un tel rôle auprès des autres, la Com-

to have been a key individual with respect to the others, the Board shall consider,

- i. the length of any hiatus between when the individual was a key individual with the one entity and when the individual was a key individual with the other entity or entities,
- ii. whether the first entity with respect to which the individual is alleged to have been a key individual was one with which he or she occupied a formal management role; and
- iii. whether the first entity with respect to which the individual is alleged to have been a key individual was able to carry on business without substantial disruption or loss when he or she ceased to be involved with that entity.

Definition

(4) In subsection (3),

“entity” means a corporation, individual, firm, syndicate or association or any combination of any of them.

Sale of a business

(5) In determining whether an employer or a non-construction employer has sold a business, the following apply:

1. The Board shall not consider any relationship by way of blood, marriage or adoption between an individual having a direct or indirect involvement with the employer or non-construction employer that sold the business and an individual having a direct or indirect involvement with the person to whom the business was allegedly sold.
2. If it is alleged that the employer or non-construction employer sold a business because an individual was a key individual in relation both to the alleged seller and to the person to whom the business was allegedly sold and if the time at which the individual was alleged to have been a key individual in relation to the alleged seller is a different time than that at which he or she was alleged to have been a key individual in relation to the person to whom the business was sold, the Board shall consider,
 - i. the length of any hiatus between when the individual was a key individual in relation to the alleged seller and when the individual was a key individual in relation to the person to whom the business was allegedly sold,
 - ii. whether the individual occupied a formal management role with the alleged seller, and

mission examine ce qui suit :

- i. le temps écoulé, le cas échéant, entre la période pendant laquelle le particulier jouait un rôle clé auprès de l'une des entités et celle pendant laquelle il jouait un tel rôle auprès de l'autre ou des autres entités,
- ii. la question de savoir si le particulier avait des fonctions de gestion officielles chez la première entité auprès de laquelle il aurait joué un rôle clé,
- iii. la question de savoir si la première entité auprès de laquelle le particulier aurait joué un rôle clé était en mesure de continuer à fonctionner sans perturbation ni perte importante lorsqu'il a cessé de participer à ses activités.

Définition

(4) La définition qui suit s'applique au paragraphe (3).

«entité» Personne morale, particulier, firme, consortium ou association, ou une combinaison de ceux-ci.

Vente d'une entreprise

(5) Les règles suivantes s'appliquent lorsqu'il s'agit de déterminer si un employeur ou un employeur extérieur à l'industrie de la construction a vendu une entreprise :

1. La Commission ne doit pas examiner les liens par le sang, le mariage ou l'adoption qui existent entre un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités de l'employeur ou de l'employeur extérieur à l'industrie de la construction qui a vendu l'entreprise et un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités de la personne à qui l'entreprise aurait été vendue.
2. S'il est allégué que l'employeur ou l'employeur extérieur à l'industrie de la construction a vendu une entreprise parce qu'un particulier jouait un rôle clé tant auprès du prétendu vendeur qu'auprès de la personne à qui l'entreprise aurait été vendue et que la période pendant laquelle il aurait joué un rôle clé auprès du prétendu vendeur est différente de celle pendant laquelle il aurait joué un tel rôle auprès de la personne à qui l'entreprise a été vendue, la Commission examine ce qui suit :
 - i. le temps écoulé, le cas échéant, entre la période pendant laquelle le particulier jouait un rôle clé auprès du prétendu vendeur et celle pendant laquelle il jouait un tel rôle auprès de la personne à qui l'entreprise aurait été vendue,
 - ii. la question de savoir si le particulier avait des fonctions de gestion officielles chez le prétendu vendeur,

- iii. whether the alleged seller was able to carry on business without substantial disruption or loss when the individual ceased to be involved with the alleged seller.

3. The Act is amended by adding the following sections:

RESIDENTIAL SECTOR OF THE
CONSTRUCTION INDUSTRY

Application of section

150.1 (1) This section applies only with respect to the geographic areas of jurisdiction of the following municipalities:

1. The City of Toronto.
2. The Regional Municipality of Halton.
3. The Regional Municipality of Peel.
4. The Regional Municipality of York.
5. The Regional Municipality of Durham.
6. The County of Simcoe.

Deemed expiry of collective agreements

(2) A collective agreement between an employer or employers' organization and a trade union or council of trade unions that applies with respect to work performed in the residential sector of the construction industry shall be deemed to expire with respect to that work on April 30, 2001 if,

- (a) it is in effect on the day section 3 of the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry)*, 2000 comes into force or it comes into effect after that day; and
- (b) it is to expire before April 30, 2004.

Same

(3) Subsection (2) applies even if the collective agreement would have a term of less than one year as a result.

Notice to bargain

(4) Despite subsection 59 (1), a notice of desire to bargain may be given any time after December 31, 2000 with respect to a collective agreement that is deemed under this section to expire on April 30, 2001.

No extension permitted

(5) The parties to a collective agreement described in subsection (2) may not agree to continue the operation of that agreement with respect to work performed in the residential sector of the construction industry beyond April 30, 2001 and any renewal provision in a collective agreement that purports to do so shall be deemed to be void.

Agreements to be three-year agreements

- (6) Every collective agreement to which subsection

- iii. la question de savoir si le prétendu vendeur était en mesure de continuer à fonctionner sans perturbation ni perte importante lorsque le particulier a cessé de participer à ses activités.

3. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

SECTEUR DE L'HABITATION DE L'INDUSTRIE
DE LA CONSTRUCTION

Champ d'application

150.1 (1) Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des régions géographiques qui relèvent de la compétence des municipalités suivantes :

1. La cité de Toronto.
2. La municipalité régionale de Halton.
3. La municipalité régionale de Peel.
4. La municipalité régionale de York.
5. La municipalité régionale de Durham.
6. Le comté de Simcoe.

Expiration des conventions collectives

(2) La convention collective conclue entre un employeur ou une association patronale et un syndicat ou un conseil de syndicats qui s'applique à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction est réputée expirer à l'égard de ces travaux le 30 avril 2001 si les conditions suivantes sont réunies :

- a) elle est en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 3 de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)* ou elle entre en vigueur par la suite;
- b) elle doit expirer avant le 30 avril 2004.

Idem

(3) Le paragraphe (2) s'applique même si la convention collective devait en conséquence avoir une durée de moins d'un an.

Avis d'intention de négocier

(4) Malgré le paragraphe 59 (1), un avis d'intention de négocier peut être donné en tout temps après le 31 décembre 2000 à l'égard de la convention collective qui est réputée, aux termes du présent article, expirer le 30 avril 2001.

Aucune prorogation

(5) Les parties à la convention collective visée au paragraphe (2) ne peuvent pas s'entendre pour proroger au-delà du 30 avril 2001 son application à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction et toute disposition de reconduction de cette convention qui vise sa prorogation est réputée nulle.

Conventions triennales

- (6) La convention collective visée au paragraphe (2)

(2) applies that is renewed and every new collective agreement that is made to replace a collective agreement to which subsection (2) applies shall, with respect to work performed in the residential sector of the construction industry, provide for the expiry of the agreement on April 30, calculated triennially from April 30, 2001.

Clarification re other work

(7) Nothing in this section shall be interpreted to affect the validity of a collective agreement to which this section applies with respect to work other than work performed in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection (1).

Application of section

150.2 (1) A reference in this section to a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall be deemed to be a reference to a collective agreement that is deemed under subsection 150.1 (2) to expire on April 30, 2001 with respect to work performed in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

Prohibition re strike

(2) No individual represented by a trade union or council of trade unions that is seeking to renew or replace a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall commence or continue a strike after June 15, 2001 with respect to work in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

Prohibition re calling strike

(3) No trade union or council of trade unions that is seeking to renew or replace a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall call or authorize a strike or the continuation of a strike after June 15, 2001 with respect to work in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

Prohibition re calling lock-out

(4) No employer or employers' organization that is seeking to renew or replace a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall call or authorize a lock-out or the continuation of a lock-out after June 15, 2001 with respect to work in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

Interest arbitration

(5) Subject to subsection (6), either party to negotiations for the renewal or replacement of a collective agreement that expires on April 30, 2001 may, by notice given in accordance with subsection (8), require that the matters in dispute between them be decided by arbitration.

Restriction

(6) A party shall not give notice under subsection (5) until the later of,

qui est reconduite et la nouvelle convention collective qui est conclue pour en remplacer une prévoient, en ce qui concerne les travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction, leur expiration le 30 avril, tous les trois ans après le 30 avril 2001.

Précision : autres travaux

(7) Le présent article n'a aucune incidence sur la validité des conventions collectives auxquelles s'applique le présent article en ce qui concerne les travaux autres que ceux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe (1).

Champ d'application

150.2 (1) La mention, au présent article, d'une convention collective qui expire le 30 avril 2001 est réputée la mention d'une convention collective qui est réputée, aux termes du paragraphe 150.1 (2), expirer le 30 avril 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Interdiction : grève

(2) Aucun particulier représenté par un syndicat ou un conseil de syndicats qui cherche à reconduire ou à remplacer une convention collective qui expire le 30 avril 2001 ne doit déclarer ou poursuivre une grève après le 15 juin 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Idem

(3) Aucun syndicat ou conseil de syndicats qui cherche à reconduire ou à remplacer une convention collective qui expire le 30 avril 2001 ne doit ordonner ou autoriser une grève ou la poursuite d'une grève après le 15 juin 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Interdiction : lock-out

(4) Aucun employeur ni aucune association patronale qui cherche à reconduire ou à remplacer une convention collective qui expire le 30 avril 2001 ne doit ordonner ou autoriser un lock-out ou la poursuite d'un lock-out après le 15 juin 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Arbitrage des différends

(5) Sous réserve du paragraphe (6), toute partie aux négociations sur la reconduction ou le remplacement d'une convention collective qui expire le 30 avril 2001 peut, par avis donné conformément au paragraphe (8), exiger que les questions en litige soient tranchées par arbitrage.

Restriction

(6) Une partie ne doit pas donner l'avis prévu au paragraphe (5) avant le dernier en date des jours suivants :

- (a) the day on which a strike or lock-out would have been legal had it not been for this section; and
- (b) June 15, 2001.

Exception

(7) Despite subsection (6), notice under subsection (5) may be given any time after April 30, 2001 if notice of desire to bargain has been given and both parties agree that it may be done.

Notice

(8) The notice shall be given in writing to the other party and to the Minister of Labour.

If notice given

- (9) If notice is given under subsection (5),
 - (a) the parties may jointly appoint an arbitrator or either party may request the Minister in writing to appoint an arbitrator;
 - (b) if subsection (7) applies, the Minister shall not appoint a conciliation officer, a conciliation board or a mediator;
 - (c) if subsection (7) applies and a conciliation officer, a conciliation board or a mediator has been appointed, that appointment shall be deemed to be terminated; and
 - (d) subject to subsection (10), all terms and conditions of employment and all rights, privileges and duties that existed under the collective agreement that expired on April 30, 2001 shall apply with respect to the employer, the trade union and the employees, as the case may be, during the period beginning on the day on which notice was given and ending on the day,
 - (i) a new collective agreement is made or the collective agreement that expired is renewed, or
 - (ii) the right of the trade union to represent the employees is terminated.

Exception

(10) The employer and the trade union may agree to alter a term or condition of employment or a right, privilege or duty referred to in clause (9) (b).

Minister to appoint arbitrator

(11) Upon receiving a request under clause (9) (a), the Minister shall appoint an arbitrator.

Replacement

(12) If the arbitrator who is appointed is unable or unwilling to perform his or her duties, a new arbitrator shall be appointed in accordance with subsections (9) and (11).

Appointment and proceedings not to be questioned

(13) Where an individual has been appointed as an arbitrator under this section, it shall be presumed con-

- a) le jour où une grève ou un lock-out aurait été légal n'eut été du présent article;
- b) le 15 juin 2001.

Exception

(7) Malgré le paragraphe (6), l'avis prévu au paragraphe (5) peut être donné en tout temps après le 30 avril 2001 si l'avis d'intention de négocier a été donné et que les deux parties en conviennent.

Avis

(8) L'avis est donné par écrit à l'autre partie ainsi qu'au ministre du Travail.

Cas où un avis est donné

- (9) Si un avis est donné aux termes du paragraphe (5) :
 - a) les parties peuvent conjointement désigner un arbitre ou l'une ou l'autre partie peut demander par écrit au ministre de le faire;
 - b) le ministre ne doit pas désigner de conciliateur ou de médiateur ni constituer de commission de conciliation si le paragraphe (7) s'applique;
 - c) la désignation du conciliateur ou du médiateur désigné, le cas échéant, ou la constitution de la commission de conciliation constituée, le cas échéant, est réputée révoquée si le paragraphe (7) s'applique;
 - d) sous réserve du paragraphe (10), les conditions d'emploi et les droits, privilèges et devoirs existant aux termes de la convention collective qui a expiré le 30 avril 2001 s'appliquent à l'égard de l'employeur, du syndicat et des employés, selon le cas, pendant la période qui débute le jour de la remise de l'avis et qui se termine le jour :
 - (i) soit de la conclusion d'une nouvelle convention collective ou de la reconduction de celle qui a expiré,
 - (ii) soit de la révocation du droit du syndicat de représenter les employés.

Exception

(10) L'employeur et le syndicat peuvent se mettre d'accord pour modifier les conditions d'emploi ou les droits, privilèges ou devoirs visés à l'alinéa (9) b).

Désignation par le ministre

(11) Dès qu'il reçoit une demande visée à l'alinéa (9) a), le ministre désigne un arbitre.

Remplacement

(12) Si l'arbitre désigné ne peut ou ne veut pas remplir les fonctions qui lui incombent, un nouvel arbitre est désigné conformément aux paragraphes (9) et (11).

Désignation et instances non susceptibles de révision

(13) Si un particulier a été désigné comme arbitre aux termes du présent article, la désignation est présumée, de

clusively that the appointment was properly made and no application shall be made to question the appointment or to prohibit or restrain any of the arbitrator's proceedings.

Fees and expenses

(14) Each party shall pay one-half of the fees and expenses of the arbitrator.

Arbitration method and procedure

(15) If the parties do not agree upon the method of arbitration or the arbitration procedure, the method or procedure, as the case may be, shall be as prescribed by the regulations.

Non-application of *Arbitration Act, 1991*

(16) The *Arbitration Act, 1991* does not apply to an arbitration under this section.

Regulations

(17) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing a method of arbitration, which may be mediation-arbitration, final offer selection or any other method of arbitration;
- (b) prescribing an arbitration procedure;
- (c) prescribing the powers of an arbitrator;
- (d) prescribing a scale of fees and expenses allowable to arbitrators with respect to their duties under this section and limiting or restricting the application of those fees or expenses;
- (e) providing a procedure for the review and determination of disputes concerning the fees and expenses charged or claimed by an arbitrator;
- (f) governing the filing of schedules of fees and expenses by arbitrators, requiring arbitrators to provide parties with a copy of the schedules upon being appointed and requiring arbitrators to charge fees and expenses in accordance with the filed schedules;
- (g) providing for the circumstances under which the jurisdiction of the arbitrator may be limited where the parties have agreed to some of the matters in dispute;
- (h) prescribing time limits for the commencement of arbitration proceedings or for the rendering of the arbitrator's decision and providing for the extension of those time limits;
- (i) requiring the parties to prepare and execute documents giving effect to the arbitrator's decision, requiring the arbitrator to prepare those documents if the parties fail to do so and providing for the deemed execution of the documents if either or both of the parties do not execute them.

façon irréfutable, avoir été faite régulièrement. Est irrecevable toute requête en contestation de la désignation ou toute requête visant à faire interdire ou restreindre les travaux de l'arbitre.

Honoraires et indemnités

(14) Chaque partie verse la moitié des honoraires et des indemnités de l'arbitre.

Méthode et procédure d'arbitrage

(15) En cas de désaccord des parties à son propos, la méthode ou la procédure d'arbitrage, selon le cas, est prescrite par règlement.

Non-application de la *Loi de 1991 sur l'arbitrage*

(16) La *Loi de 1991 sur l'arbitrage* ne s'applique pas à l'arbitrage prévu au présent article.

Règlements

(17) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire une méthode d'arbitrage, à savoir, notamment, la médiation-arbitrage ou l'arbitrage des propositions finales;
- b) prescrire une procédure d'arbitrage;
- c) prescrire les pouvoirs des arbitres;
- d) prescrire le tarif des honoraires et indemnités des arbitres en ce qui a trait à l'exercice des fonctions qui leur incombent aux termes du présent article et limiter ou restreindre l'application de ces honoraires et indemnités;
- e) prévoir la procédure à suivre pour l'étude et le règlement des différends portant sur les honoraires et les indemnités demandés ou réclamés par un arbitre;
- f) régir le dépôt de barèmes d'honoraires et d'indemnités par les arbitres et exiger qu'ils en fournissent une copie aux parties au moment où ils sont désignés et qu'ils demandent leurs honoraires et indemnités conformément aux barèmes déposés;
- g) prévoir les circonstances dans lesquelles la compétence de l'arbitre peut être restreinte lorsque les parties se sont mises d'accord sur certaines des questions en litige;
- h) prescrire les délais impartis pour entamer la procédure d'arbitrage ou rendre une sentence arbitrale et prévoir la prorogation de ces délais;
- i) exiger que les parties préparent et signent les documents qui donnent effet à la sentence arbitrale et que l'arbitre prépare ces documents si les parties ne le font pas, et prévoir que les documents sont réputés signés si les parties ou l'une d'elles ne les signent pas.

Repeal of subsections

(18) Subsections (1) to (17) are repealed on April 30, 2002.

Continued application

(19) Despite the repeal of subsections (1) to (17), those subsections continue to apply for purposes of any arbitration proceedings commenced under this section that were not completed before April 30, 2002.

Director to convene meeting

150.3 (1) At least twice in each year beginning in 2001, the Director of Labour Management Services shall convene a meeting of representatives of employers or employers' organizations and of trade unions or councils of trade unions to discuss matters of interest relating to collective bargaining and labour relations in the residential sector of the construction industry.

Selection

(2) The representatives invited to attend the meeting shall be selected by the Director of Labour Management Services in his or her sole discretion.

4. (1) Subsection 151 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“designated regional employers' organization” means an organization of employers that operate businesses in a particular geographic area in the construction industry if that organization is designated as such by the Minister. (“association patronale régionale désignée”)

(2) Section 151 of the Act is amended by adding the following subsections:

Designation of regional employers' organizations

(3) The Minister may, upon the terms and conditions the Minister considers appropriate, designate regional employers' organizations.

Non-application

(4) The *Regulations Act* does not apply to a designation made under subsection (3).



5. (1) The Act is amended by adding the following section:

Deemed abandonment of bargaining rights

160.1 (1) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, deem bargaining rights held by an employee bargaining agency and its affiliated bargaining agents to be abandoned with respect to an employer or a class of employers.

Scope of regulation

(2) A regulation made under subsection (1) may apply with respect to all of Ontario or any part or parts of it.

Abrogation

(18) Les paragraphes (1) à (17) sont abrogés le 30 avril 2002.

Maintien en application

(19) Malgré leur abrogation, les paragraphes (1) à (17) continuent à s'appliquer aux fins des procédures d'arbitrage entamées aux termes du présent article qui ne sont pas terminées avant le 30 avril 2002.

Convocation d'une réunion par le directeur

150.3 (1) Au moins deux fois par année à compter de 2001, le directeur des relations patronales-syndicales convoque une réunion des représentants des employeurs ou des associations patronales et des syndicats ou des conseils de syndicats pour discuter de questions relatives à la négociation collective et aux relations de travail dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction.

Choix

(2) Le directeur des relations patronales-syndicales choisit, à son entière discrétion, les représentants qui sont invités à participer à la réunion.

4. (1) Le paragraphe 151 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«association patronale régionale désignée» Association d'employeurs qui exploitent des entreprises de l'industrie de la construction dans une région géographique donnée si le ministre la désigne comme telle. («designated regional employers' organization»)

(2) L'article 151 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Désignation d'associations patronales régionales

(3) Le ministre peut, aux conditions qu'il estime appropriées, désigner des associations patronales régionales.

Non-application

(4) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux désignations faites en vertu du paragraphe (3).



5. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Droit de négocier réputé abandonné

160.1 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déclarer que le droit de négocier qu'ont un organisme négociateur syndical et ses agents négociateurs affiliés est réputé abandonné à l'égard d'un employeur ou d'une catégorie d'employeurs.

Portée des règlements

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent s'appliquer à l'égard de tout l'Ontario ou d'une ou de plusieurs de ses parties.


Effect of regulation

(3) On the day a regulation made under this section comes into force,

- (a) the affiliated bargaining agents of the employee bargaining agency referred to in the regulation cease to represent the employees of the employer employed in the industrial, commercial and institutional sector of the construction industry in the area to which the regulation applies;
- (b) the bargaining rights vested in the employee bargaining agency under section 156 shall not be exercised for any purpose relating to the employer or class of employers referred to in the regulation in the area to which the regulation applies; and
- (c) any provincial agreement to which the employee bargaining agency is a party that bound the employer or employers in the class of employers referred to in the regulation ceases to bind them in the area to which the regulation applies.

Abandonment of rights by other means not precluded

(4) This section shall not be interpreted to preclude the abandonment of bargaining rights by other means.

(2) Section 160.1 of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed on the day that is one year after the day this section comes into force. 

6. Subsection 162 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 20, is further amended by striking out "Subject to sections 153, 161 and 163.1" at the beginning and substituting "Subject to sections 153, 161, 163.1, 163.2 and 163.3".

7. The Act is amended by adding the following sections:

Local modifications to provincial agreement

163.2 (1) An employer bargaining agency that is a party to a provincial agreement may apply to an affiliated bargaining agent that is bound by that agreement to agree to amendments to the agreement which would apply to any of the following:

1. The kind of work performed, which could be all work performed in the industrial, commercial and institutional sector or a specified kind of that work.
2. The market in which it is performed, which could be work performed for all of the industrial, commercial and institutional sector or a specified market in it.
3. The location of the work, which could be work performed in all of the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction or a specified portion of it.

Same

- (2) A designated regional employers' organization

Effet

(3) À la date d'entrée en vigueur d'un règlement pris en application du présent article :

- a) les agents négociateurs affiliés de l'organisme négociateur syndical visé par le règlement cessent de représenter les employés de l'employeur employés dans le secteur industriel, commercial et institutionnel de l'industrie de la construction dans la région visée par le règlement;
- b) le droit de négocier qu'assume l'organisme négociateur syndical aux termes de l'article 156 ne doit être exercé à aucune fin liée à l'employeur ou à la catégorie d'employeurs visé par le règlement dans la région visée par celui-ci;
- c) toute convention provinciale à laquelle est partie l'organisme négociateur syndical et qui liait l'employeur visé par le règlement ou les employeurs de la catégorie visée par celui-ci cesse de les lier dans la région qu'il vise.

Abandon du droit par d'autres moyens

(4) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher l'abandon du droit de négocier par d'autres moyens.

(2) L'article 160.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (1), est abrogé le jour qui tombe un an après l'entrée en vigueur du présent article. 

6. Le paragraphe 162 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par substitution de «Sous réserve des articles 153, 161, 163.1, 163.2 et 163.3» à «Sous réserve des articles 153, 161 et 163.1» au début du paragraphe.

7. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Modification de la convention provinciale à l'échelon local

163.2 (1) L'organisme négociateur patronal qui est partie à une convention provinciale peut demander à un agent négociateur affilié que lie la convention de donner son accord à la modification de celle-ci à l'égard de l'un ou l'autre des éléments suivants :

1. Le genre de travaux effectués, lequel pourrait correspondre à tous les travaux effectués dans le secteur industriel, commercial et institutionnel ou à un genre précisé de tels travaux.
2. Le marché visé, lequel pourrait correspondre aux travaux effectués pour tout le secteur industriel, commercial et institutionnel ou pour un marché précisé de celui-ci.
3. L'emplacement des travaux, lequel pourrait correspondre aux travaux effectués dans toute la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié ou dans une partie précisée de celle-ci.

Idem

- (2) L'association patronale régionale désignée dont

having members who are bound by a provincial agreement may apply to an affiliated bargaining agent that is bound by that agreement to agree to amendments to the agreement which would apply to any of the matters set out in paragraphs 1, 2 and 3 of subsection (1) if at least some of the members of the designated regional employers' organization who are bound by the provincial agreement carry on business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction.

Restriction on timing of application

(3) No application shall be made under subsection (1) or (2) during the period of 120 days before the provincial agreement ceases to operate.

Restriction re amendments

(4) The application may seek only amendments that concern the following matters:

1. Wages, including overtime pay and shift differentials.
2. Restrictions on the hiring of employees who are members of another affiliated bargaining agent that is in the same employee bargaining agency as that in which the affiliated bargaining agent is a member but who are not members of the affiliated bargaining agent.
3. Restrictions on an employer's ability to select employees who are members of the affiliated bargaining agent.
4. Accommodation and travel allowances.
5. Requirements respecting the ratio of apprentices to journeymen employed by an employer.
6. Hours of work and work schedules.

Form and content of application

(5) The application shall be in writing and shall,

- (a) state the kind of work, the specified market and the location with respect to which the amendments would apply;
- (b) set out any submissions the applicant believes to be relevant to determine the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage with respect to any of the matters referred to in clause (a); and
- (c) set out the text of the amendments which are applied for.

Service of application

(6) The applicant shall serve the application on the affiliated bargaining agent and shall serve a copy of it,

- (a) on the employee bargaining agency of which the affiliated bargaining agent is a member;
- (b) if the applicant is an employer bargaining agency, on any designated regional employers' organiza-

des membres sont liés par une convention provinciale peut demander à un agent négociateur affilié que lie la convention de donner son accord à la modification de celle-ci à l'égard de l'un ou l'autre des éléments énoncés aux dispositions 1, 2 et 3 du paragraphe (1), à condition qu'au moins certains de ses membres que lie la convention provinciale exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié.

Restriction : délai de présentation de la demande

(3) Aucune demande ne doit être présentée en vertu du paragraphe (1) ou (2) dans les 120 jours qui précèdent la date d'expiration de la convention provinciale.

Restriction : modifications

(4) La demande ne peut porter que sur des modifications qui concernent les questions suivantes :

1. Les salaires, y compris les indemnités d'heures supplémentaires et les primes de poste.
2. Les restrictions imposées quant à l'embauche d'employés qui sont membres d'un autre agent négociateur affilié appartenant au même organisme négociateur syndical que l'agent négociateur affilié, mais qui ne sont pas membres de ce dernier.
3. Les restrictions imposées quant à la capacité de l'employeur de choisir des employés qui sont membres de l'agent négociateur affilié.
4. Les indemnités de logement et de déplacement.
5. Les exigences ayant trait à la proportion que peuvent représenter les apprentis par rapport aux ouvriers qu'emploie un employeur.
6. Les heures et les horaires de travail.

Fonds et forme de la demande

(5) La demande est présentée par écrit et réunit les conditions suivantes :

- a) elle indique le genre de travaux, le marché précisé et l'emplacement visés par les modifications;
- b) elle expose les observations que son auteur estime pertinentes pour décider si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel à l'égard de l'une ou l'autre des questions visées à l'alinéa a);
- c) elle contient le libellé des modifications proposées.

Signification de la demande

(6) L'auteur de la demande la signifie à l'agent négociateur affilié et en signifie une copie aux entités suivantes :

- a) l'organisme négociateur syndical dont l'agent négociateur affilié est membre;
- b) s'il est un organisme négociateur patronal, toute association patronale régionale désignée dont des

tion having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction; and

- (c) if the applicant is a designated regional employers' organization, on the employer bargaining agency that is a party to the provincial agreement and on any other designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction.

Agreement on amendment

(7) Subject to subsections (8) and (9), if the applicant and the affiliated bargaining agent agree to amend the provincial agreement and the employee bargaining agency of which the affiliated bargaining agent is a member advises the applicant in writing that it approves of the amendments, the provincial agreement is amended accordingly, but only with respect to the kind of work, the market and the location specified in the application.

Agreement requirements

(8) The agreement is not effective unless it is in writing and sets out the text of the amendments.

Additional requirement re designated regional employers' organization

(9) If the applicant is a designated regional employers' organization and the employer bargaining agency advises the employee bargaining agency in writing that it approves of the amendments that were agreed to under subsection (7), the provincial agreement shall be deemed to be so amended.

Bar to other applications

(10) If an application has been made to an affiliated bargaining agent under this section, no other application may be made to that agent that would apply, in whole or in part, to the same kind of work with respect to the same market and in the same location,

- (a) if the work, the market and the location are not the subject of a referral to an arbitrator under section 163.3, until six months and 21 days after the day on which the first application was served on the affiliated bargaining agent; and
- (b) if the work, the market and the location are the subject of such a referral, until six months after the arbitration proceedings have terminated.

Application of section

(11) This section applies only with respect to provincial agreements that come into operation after the day section 7 of the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry)*, 2000 comes into force.

Referral to arbitration

163.3 (1) If a provincial agreement that is the subject of an application under section 163.2 is not amended in accordance with that section within 14 days after the day

membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié;

- c) s'il est une association patronale régionale désignée, l'organisme négociateur patronal qui est partie à la convention provinciale et les autres associations patronales régionales désignées dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié.

Accord sur les modifications

(7) Sous réserve des paragraphes (8) et (9), si l'auteur de la demande et l'agent négociateur affilié se mettent d'accord pour modifier la convention provinciale et que l'organisme négociateur syndical dont l'agent négociateur affilié est membre avise l'auteur de la demande par écrit qu'il approuve les modifications, la convention provinciale est modifiée en conséquence, mais seulement à l'égard du genre de travaux, du marché et de l'emplacement précisés dans la demande.

Exigences

(8) L'accord n'est valide que s'il est conclu par écrit et que s'il contient le libellé des modifications.

Exigence supplémentaire : associations patronales régionales désignées

(9) Si l'auteur de la demande est une association patronale régionale désignée et que l'organisme négociateur patronal avise l'organisme négociateur syndical par écrit qu'il approuve les modifications visées par un accord conclu aux termes du paragraphe (7), la convention provinciale est réputée modifiée en conséquence.

Interdiction : autres demandes

(10) Si une demande a été présentée à un agent négociateur affilié en vertu du présent article, il ne peut lui en être présenté d'autre qui s'appliquerait, en totalité ou en partie, au même genre de travaux, à l'égard du même marché et au même emplacement :

- a) avant que ne se soient écoulés six mois et 21 jours depuis le jour de la signification de la première demande à l'agent négociateur affilié, si les travaux, le marché et l'emplacement ne font pas l'objet d'un renvoi à un arbitre en vertu de l'article 163.3;
- b) avant que ne se soient écoulés six mois depuis la fin de la procédure d'arbitrage, si les travaux, le marché et l'emplacement font l'objet d'un tel renvoi.

Champ d'application

(11) Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des conventions provinciales qui entrent en vigueur après le jour de l'entrée en vigueur de l'article 7 de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)*.

Renvoi à l'arbitrage

163.3 (1) Si une convention provinciale qui fait l'objet d'une demande visée à l'article 163.2 n'est pas modifiée conformément à cet article dans les 14 jours

on which the application was served on the affiliated bargaining agent, the applicant may give notice to the bargaining agent that it is referring the matter to a single arbitrator.

Notice requirements

- (2) The notice of referral shall be in writing and shall,
 - (a) state the name of the individual whom the organization making the referral nominates as the arbitrator;
 - (b) set out the organization's final offer with respect to the text of the amendments that the organization proposes to be made to the provincial agreement; and
 - (c) be accompanied by copies of those statements and submissions under clauses 163.2 (5) (a) and (b) that were provided with the application made under subsection 163.2 (1) or (2).

Restriction re subject matter of amendments

(3) The amendments proposed in the final offer of the organization making the referral may deal only with those provisions of the provincial agreement that concern the matters permitted in the original application, as set out in subsection 163.2 (4).

Restriction re subject matter of amendments

(4) The organization making the referral may include in the notice of referral only those submissions that were included in the application under subsection 163.2 (1) or (2).

Service of notice

(5) The organization making the referral shall serve the notice of referral and the statements and submissions referred to in clause (2) (c) on the affiliated bargaining agent and shall serve a copy of the notice of referral without those statements and submissions,

- (a) on the employee bargaining agency of which the affiliated bargaining agent is a member;
- (b) if the organization making the referral is an employer bargaining agency, on any designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction; and
- (c) if the organization making the referral is a designated regional employers' organization, on the employer bargaining agency that is a party to the provincial agreement and on any other designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction.

Service of response

(6) Within seven days after being served with a notice of referral, the affiliated bargaining agent,

qui suivent celui de la signification de la demande à l'agent négociateur affilié, l'auteur de la demande peut aviser ce dernier qu'il renvoie la question à un arbitre unique.

Exigences

(2) L'avis de renvoi est rédigé par écrit et réunit les conditions suivantes :

- a) il indique le nom du particulier que l'auteur du renvoi propose comme arbitre;
- b) il contient la proposition finale de l'auteur du renvoi à l'égard du libellé des modifications qu'il propose d'apporter à la convention provinciale;
- c) lui sont jointes les copies des déclarations et des observations visées aux alinéas 163.2 (5) a) et b) qui ont été jointes à la demande présentée en vertu du paragraphe 163.2 (1) ou (2).

Restriction : objet des modifications

(3) Les modifications exposées dans la proposition finale de l'auteur du renvoi ne peuvent porter que sur les dispositions de la convention provinciale qui concernent les questions permises dans la demande initiale, qui sont énoncées au paragraphe 163.2 (4).

Restriction : observations

(4) L'auteur du renvoi ne peut inclure dans l'avis de renvoi que les observations qui étaient incluses dans la demande visée au paragraphe 163.2 (1) ou (2).

Signification de l'avis

(5) L'auteur du renvoi signifie l'avis de renvoi ainsi que les déclarations et les observations visées à l'alinéa (2) c) à l'agent négociateur affilié et signifie une copie de l'avis de renvoi seulement aux entités suivantes :

- a) l'organisme négociateur syndical dont l'agent négociateur affilié est membre;
- b) s'il est un organisme négociateur patronal, toute association patronale régionale désignée dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié;
- c) s'il est une association patronale régionale désignée, l'organisme négociateur patronal qui est partie à la convention provinciale et toute autre association patronale régionale désignée dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié.

Signification d'une réponse

(6) Au plus tard sept jours après que lui a été signifié l'avis de renvoi, l'agent négociateur affilié :

- (a) shall serve a response on the organization that made the referral; and
- (b) shall serve a copy of the response, without the submissions, if any, referred to in clause (7) (c), on the organizations described in clauses (5) (a), (b) and (c).

Form and content of response

(7) The response shall be in writing and,

- (a) shall state whether the affiliated bargaining agent agrees to the appointment of the individual whom the referrer nominated as the arbitrator and, if it does not agree, name the individual whom the affiliated bargaining agent nominates as arbitrator;
- (b) shall set out the affiliated bargaining agent's final offer with respect to the text of the amendments, if any, that it proposes to be made to the provincial agreement; and
- (c) shall set out any submissions that the affiliated bargaining agent believes are relevant to the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage with respect to the kind of work, the market and the location to which the amendments would apply.

Joint appointment of arbitrator

(8) If the parties agree on the appointment of an arbitrator, they shall jointly appoint him or her and advise each organization that was served with copies of the notice of referral and response that they have done so.

Failure to appoint

(9) If, within seven days after the affiliated bargaining agent is served with a notice of referral under subsection (5), the bargaining agent and the organization making the referral have not appointed an arbitrator, either of them may make a written request to the Minister to appoint an arbitrator.

Appointment by Minister

(10) Within two days after receiving a request under subsection (9), the Minister shall appoint an arbitrator and shall inform the affiliated bargaining agent and the organization making the referral of the name and address of the arbitrator.

Replacement

(11) If the arbitrator who is appointed is unable or unwilling to perform his or her duties, a new arbitrator shall be appointed in accordance with subsections (8), (9) and (10).

Appointment and proceedings not to be questioned

(12) Where an individual has been appointed as an arbitrator under this section, it shall be presumed conclusively that the appointment was properly made and no application shall be made to question the appointment or to prohibit or restrain any of the arbitrator's proceedings.

- a) d'une part, signifie une réponse à l'auteur du renvoi;
- b) d'autre part, signifie une copie de la réponse, sans les observations éventuelles visées à l'alinéa (7) c), aux organismes visés aux alinéas (5) a), b) et c).

Fond et forme de la réponse

(7) La réponse est rédigée par écrit et réunit les conditions suivantes :

- a) elle indique si l'agent négociateur affilié est d'accord avec la désignation du particulier que l'auteur du renvoi a proposé comme arbitre et, dans le cas contraire, elle indique le nom du particulier qu'il propose à ce titre;
- b) elle contient la proposition finale de l'agent négociateur affilié à l'égard du libellé des modifications éventuelles qu'il propose d'apporter à la convention provinciale;
- c) elle contient les observations que l'agent négociateur affilié estime pertinentes pour décider si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel à l'égard du genre de travaux, du marché et de l'emplacement visés par les modifications.

Désignation conjointe de l'arbitre

(8) Si les parties se mettent d'accord sur la désignation d'un arbitre, elles le désignent conjointement et en informent les organismes auxquels ont été signifiées des copies de l'avis de renvoi et de la réponse.

Absence de désignation

(9) Si, au plus tard sept jours après la signification d'un avis de renvoi à l'agent négociateur affilié aux termes du paragraphe (5), ce dernier et l'auteur du renvoi n'ont pas désigné d'arbitre, l'un ou l'autre peut, par écrit, demander au ministre de le faire.

Désignation par le ministre

(10) Au plus tard deux jours après avoir reçu la demande visée au paragraphe (9), le ministre désigne un arbitre et en transmet le nom et l'adresse à l'agent négociateur affilié et à l'auteur du renvoi.

Remplacement

(11) Si l'arbitre désigné ne peut ou ne veut pas remplir les fonctions qui lui incombent, un nouvel arbitre est désigné conformément aux paragraphes (8), (9) et (10).

Désignation et instances non susceptibles de révision

(12) Si un particulier est désigné comme arbitre aux termes du présent article, la désignation est présumée, de façon irréfragable, avoir été faite régulièrement. Est irrecevable toute requête en contestation de la désignation ou toute requête visant à faire interdire ou restreindre les travaux de l'arbitre.

Notice of appointment

(13) Where the Minister appoints an arbitrator, the parties shall advise each organization that was served with copies of the notice of referral and response that the Minister has done so.

Notice and response delivered to arbitrator

(14) When the organization making the referral and the affiliated bargaining agent appoint an arbitrator under subsection (8) or receive notice of an appointment under subsection (10), they shall each deliver to the arbitrator copies of the notice of referral and response, respectively.

Other organizations

(15) The organization making the referral shall advise the arbitrator of the names and mailing addresses of the organizations that were served with a copy of the notice of referral under clauses (5) (a), (b) or (c).

Submission re factual error

(16) If the organization that made the referral to the arbitrator believes that the affiliated bargaining agent's response under subsection (7) contains a factual error, the organization may make a written submission to the arbitrator concerning the alleged error.

Restriction

(17) The submission made under subsection (16) shall contain no new arguments in support of the organization's position with respect to the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage.

Submission served on affiliated bargaining agent

(18) An organization that makes a written submission to the arbitrator under subsection (16) shall also serve that submission on the affiliated bargaining agent at the same time.

Response to submission under subs. (16)

(19) If the organization that made the referral makes a submission under subsection (16), the affiliated bargaining agent may make a written submission to the arbitrator in response and shall also serve a copy of it on the organization at the same time.

Restriction

(20) The submission made under subsection (19) shall contain no new arguments in support of the affiliated bargaining agent's position with respect to the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage.

Written hearing

(21) After being appointed, the arbitrator shall hold a written hearing.

Restriction on what arbitrator may consider

(22) Subject to subsection (23), the arbitrator shall consider only the following when making a decision:

Avis de désignation

(13) Lorsque le ministre désigne un arbitre, les parties en informent les organismes auxquels ont été signifiées des copies de l'avis de renvoi et de la réponse.

Remise de l'avis et de la réponse à l'arbitre

(14) Lorsque l'auteur du renvoi et l'agent négociateur affilié désignent un arbitre aux termes du paragraphe (8) ou reçoivent un avis de désignation aux termes du paragraphe (10), ils remettent chacun à l'arbitre des copies de l'avis de renvoi et de la réponse, respectivement.

Autres organismes

(15) L'auteur du renvoi communique à l'arbitre les nom et adresse postale des organismes auxquels a été signifiée une copie de l'avis de renvoi aux termes de l'alinéa (5) a), b) ou c).

Observations : erreur de fait

(16) L'auteur du renvoi à l'arbitre qui croit que la réponse de l'agent négociateur affilié visée au paragraphe (7) contient une erreur de fait peut présenter des observations écrites à l'arbitre au sujet de la prétendue erreur.

Restriction

(17) Les observations présentées en vertu du paragraphe (16) ne doivent contenir aucun argument nouveau à l'appui de la position de l'auteur du renvoi en ce qui a trait à la question de savoir si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel.

Significations des observations à l'agent négociateur affilié

(18) L'auteur des observations écrites présentées à l'arbitre en vertu du paragraphe (16) les signifie également, en même temps, à l'agent négociateur affilié.

Réponse

(19) Si l'auteur du renvoi présente des observations en vertu du paragraphe (16), l'agent négociateur affilié peut présenter des observations écrites à l'arbitre en réponse et en signifie également, en même temps, une copie à l'auteur du renvoi.

Restriction

(20) Les observations présentées en vertu du paragraphe (19) ne doivent contenir aucun argument nouveau à l'appui de la position de l'agent négociateur affilié en ce qui a trait à la question de savoir si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel.

Audience écrite

(21) Après sa désignation, l'arbitre tient une audience écrite.

Restriction

(22) Sous réserve du paragraphe (23), l'arbitre n'examine que ce qui suit lorsqu'il rend une sentence :

1. The statements and submissions under clauses 163.2 (5) (a) and (b) that were included with the original application under subsection 163.2 (1) or (2), as the case may be.
2. The final offer of the organization making the referral to arbitration.
3. The affiliated bargaining agent's final offer as set out under clause (7) (b).
4. The submissions contained in the affiliated bargaining agent's notice under clause (7) (c).

Use of submissions under subss. (16) and (19)

(23) The arbitrator may consider submissions made under subsections (16) and (19) but only with respect to matters of fact.

Same

(24) In considering a submission made under subsection (16) or (19), the arbitrator shall not consider any matters of opinion or any new arguments contrary to subsection (17) or (20).

Oral, electronic hearings

(25) The arbitrator may convene an oral or electronic hearing if he or she feels it is necessary to do so in order to resolve an issue arising from a submission made under subsection (16) or (19) or in order to resolve any other issue he or she feels cannot be adequately addressed without such a hearing.

Failure to serve an organization

(26) If the arbitrator becomes aware that an organization that should have been served with a copy of a notice of referral under subsection (5) or a copy of a response under subsection (6) was not so served, the arbitrator shall arrange for service on that organization.

Arbitrator's powers

(27) Subsection 48 (12) applies with necessary modifications with respect to the arbitrator.

No amendment of final offers

(28) The arbitrator shall not consider any purported amendment to a final offer.

Decision

(29) After considering the submissions and final offers which he or she may consider under this section, the arbitrator,

- (a) shall determine whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage with respect to the kind of work, the market and the location indicated in the application;
- (b) if the arbitrator finds that the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage, shall determine whether the competitive disadvantage would be removed if the provincial agreement

1. Les déclarations et les observations visées aux alinéas 163.2 (5) a) et b) qui figuraient dans la demande initiale visée au paragraphe 163.2 (1) ou (2), selon le cas.
2. La proposition finale de l'auteur du renvoi à l'arbitrage.
3. La proposition finale de l'agent négociateur affilié, telle qu'elle est énoncée aux termes de l'alinéa (7) b).
4. Les observations figurant dans l'avis de l'agent négociateur affilié aux termes de l'alinéa (7) c).

Utilisation des observations

(23) L'arbitre peut examiner les observations présentées en vertu des paragraphes (16) et (19), mais seulement à l'égard de questions de fait.

Idem

(24) Lorsqu'il examine les observations présentées en vertu du paragraphe (16) ou (19), l'arbitre ne doit examiner aucune opinion ni aucun nouvel argument présenté contrairement au paragraphe (17) ou (20).

Audiences orales ou électroniques

(25) L'arbitre peut convoquer une audience orale ou électronique s'il estime qu'il est nécessaire de le faire pour résoudre une question découlant des observations présentées en vertu du paragraphe (16) ou (19) ou toute autre question qui, à son avis, ne peut être traitée adéquatement sans une telle audience.

Absence de signification

(26) S'il apprend qu'un organisme qui aurait dû recevoir signification d'une copie d'un avis de renvoi aux termes du paragraphe (5) ou d'une copie d'une réponse aux termes du paragraphe (6) ne l'a pas reçue, l'arbitre fait en sorte que la signification soit effectuée.

Pouvoirs de l'arbitre

(27) Le paragraphe 48 (12) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'arbitre.

Aucune modification des propositions finales

(28) L'arbitre ne doit examiner aucune modification qu'il est proposé d'apporter à une proposition finale.

Sentence

(29) Après avoir examiné les observations et les propositions finales qu'il peut examiner en vertu du présent article, l'arbitre fait ce qui suit :

- a) il décide si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel à l'égard du genre de travaux, du marché et de l'emplacement précisés dans la demande;
- b) s'il constate que les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel, il décide si la modification de la convention conformément à l'une ou l'autre des propositions finales éliminerait ce

were amended in accordance with either of the final offers;

- (c) if amendment of the provincial agreement in accordance with only one of the final offers would remove the competitive disadvantage, shall select that final offer;
- (d) if amendment of the provincial agreement in accordance with neither of the final offers would remove the competitive disadvantage, shall select the final offer that most reduces the disadvantage; and
- (e) if amendment of the provincial agreement in accordance with either of the final offers would remove the competitive disadvantage, shall select the final offer that would be less of a deviation from the provincial agreement.

Timing of decision

(30) Subject to subsection (32), the arbitrator shall give his or her written decision to the parties and any organizations that were served under subsection (5) or (26) within 12 days after the day on which he or she was appointed.

No reasons

(31) The decision shall not include reasons.

Extension of time by agreement

(32) The time limit set out in subsection (30) may be extended by agreement of the organization that made the referral, the affiliated bargaining agent and all of the organizations that were served with copies of the notice of referral.

Parties to prepare document

(33) If the arbitrator selects a final offer containing amendments to the provincial agreement, the parties to the provincial agreement shall prepare and execute a document giving effect to his or her decision within five days after the organization that made the referral is advised of the arbitrator's decision.

When document prepared by arbitrator

(34) If the parties have not prepared and executed a document within the time required by subsection (33), either party may ask the arbitrator to prepare the document and the arbitrator shall do so and provide the document to the organization that made the referral.

Deemed execution

(35) If the arbitrator has prepared a document and either party to the provincial agreement has not executed it within five days after the arbitrator provided it to the organization that made the referral, the document shall be deemed to have been executed by both parties.

Effective date of amended provincial agreement

(36) The amendments to the provincial agreement, as they appear in the document prepared and executed under subsections (33) to (35), shall be deemed to have come into effect on the day of the arbitrator's decision.

désavantage;

- c) il choisit la proposition finale qui prévoit une modification de la convention provinciale qui éliminerait le désavantage concurrentiel, s'il n'y en a qu'une qui le fait;
- d) il choisit la proposition finale qui réduit le plus le désavantage concurrentiel si aucune d'elles ne prévoit de modification de la convention provinciale qui l'éliminerait;
- e) il choisit la proposition finale qui s'écarterait le moins possible de la convention provinciale si l'une ou l'autre des propositions finales prévoit une modification de la convention qui éliminerait le désavantage concurrentiel.

Délai

(30) Sous réserve du paragraphe (32), l'arbitre remet sa sentence écrite aux parties et aux organismes qui ont reçu signification d'un document aux termes du paragraphe (5) ou (26) dans les 12 jours qui suivent celui de sa désignation.

Aucun motif

(31) La sentence ne doit pas être motivée.

Prorogation par accord

(32) Le délai imparti au paragraphe (30) peut être prorogé avec l'accord de l'auteur du renvoi, de l'agent négociateur affilié et de tous les organismes auxquels ont été signifiées des copies de l'avis de renvoi.

Préparation de documents

(33) Si l'arbitre choisit une proposition finale qui contient des modifications à apporter à la convention provinciale, les parties à cette dernière préparent et signent un document donnant effet à sa sentence dans les cinq jours qui suivent celui où l'auteur du renvoi en est informé.

Préparation par l'arbitre

(34) Si les parties n'ont pas préparé ni signé de document dans le délai imparti au paragraphe (33), l'une d'elles peut demander à l'arbitre d'en préparer un. L'arbitre s'exécute et remet le document à l'auteur du renvoi.

Signature réputée apposée

(35) Si l'arbitre a préparé un document et qu'aucune des parties à la convention provinciale ne l'a signé dans les cinq jours qui suivent sa remise par l'arbitre à l'auteur du renvoi, le document est réputé avoir été signé par les deux parties.

Date d'entrée en vigueur de la convention provinciale modifiée

(36) Les modifications apportées à la convention provinciale, telles qu'elles figurent dans le document préparé et signé aux termes des paragraphes (33) à (35), sont réputées être entrées en vigueur le jour de la sentence arbitrale.

Fees and expenses

(37) The organization that made the referral and the affiliated bargaining agent shall each pay one-half of the fees and expenses of the arbitrator.

Non-application of *Arbitration Act, 1991*

(38) The *Arbitration Act, 1991* does not apply to an arbitration under this section.

Judicial review

(39) On an application for judicial review of the arbitrator's decision, no determination or selection that the arbitrator was required to make under subsection (29) shall be overturned unless the determination or selection was patently unreasonable.

Application of section

(40) This section applies only with respect to provincial agreements that come into operation after the day section 7 of the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry), 2000* comes into force.

Service

163.4 (1) For the purposes of sections 163.2 and 163.3, service may be effected,

- (a) in the case of service on an organization, by personal service on an officer of the organization or by facsimile transmission to the organization;
- (b) in the case of service on an individual, by personal service or by facsimile transmission.

Amendment deemed under subs. 58 (5)

(2) An amendment to a provincial agreement made in accordance with section 163.2 or 163.3 shall be deemed to be a revision by mutual consent of the parties within the meaning of subsection 58 (5).

Where conflict

(3) If there is a conflict between an amendment to a provincial agreement made in accordance with section 163.2 or 163.3 and provisions that are deemed to be included in the provincial agreement under subsection 163.5 (1), the amendment to the provincial agreement prevails.

8. The Act is amended by adding the following section:

Election

163.5 (1) A provincial agreement shall be deemed to include the following provision with respect to an employer who is bound by it if the employer so elects:

- 1. Up to 75 per cent of the employees who perform work in fulfilling a contract for construction in the industrial, commercial and institutional sector of the construction industry may be individuals who were hired by the employer without referral from or selection, designation, assignment or scheduling by or the concurrence of the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed.

Honoraires et indemnités

(37) L'auteur du renvoi et l'agent négociateur affilié versent chacun la moitié des honoraires et des indemnités de l'arbitre.

Non-application de la *Loi de 1991 sur l'arbitrage*

(38) La *Loi de 1991 sur l'arbitrage* ne s'applique pas à l'arbitrage prévu au présent article.

Révision judiciaire

(39) Sur requête en révision judiciaire de la sentence arbitrale, aucune décision ni aucun choix que l'arbitre a été tenu de rendre ou de faire aux termes du paragraphe (29) ne doit être annulé à moins que la décision ou le choix ne soit manifestement déraisonnable.

Champ d'application

(40) Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des conventions provinciales qui entrent en vigueur après le jour de l'entrée en vigueur de l'article 7 de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)*.

Signification

163.4 (1) Pour l'application des articles 163.2 et 163.3, la signification peut être effectuée :

- a) dans le cas d'une signification à un organisme, par signification à personne à un de ses dirigeants ou par télécopie;
- b) dans le cas d'une signification à un particulier, par signification à personne ou par télécopie.

Modification réputée une révision

(2) Les modifications apportées à une convention provinciale conformément à l'article 163.2 ou 163.3 sont réputées une révision effectuée du consentement mutuel des parties au sens du paragraphe 58 (5).

Incompatibilité

(3) Les modifications apportées à une convention provinciale conformément à l'article 163.2 ou 163.3 l'emportent sur les dispositions réputées comprises dans la convention aux termes du paragraphe 163.5 (1) qui sont incompatibles avec elles.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Choix

163.5 (1) Les conventions provinciales sont réputées comprendre la disposition suivante à l'égard des employeurs qu'elles lient si ceux-ci en font le choix :

- 1. Jusqu'à 75 pour cent des employés qui effectuent des travaux dans le cadre de l'exécution d'un contrat de construction dans le secteur industriel, commercial et institutionnel de l'industrie de la construction peuvent être des particuliers qu'a embauchés l'employeur sans que l'agent négociateur affilié dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués ne participe à leur orientation, à leur choix, à leur désignation, à leur affectation ou à leur classement ni ne donne son assentiment à cet égard.

2. For the purposes of article 1, no more than 40 per cent of the employees who perform work in fulfilling the contract may be individuals who are not members of the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed.
3. The percentages set out in articles 1 and 2 must apply with reference to the number of employees of the employer who perform work under the provincial agreement on each day during the period in which the contract is being fulfilled.

Scope of election

(2) The election may be made with respect to one or more or all of the construction contracts that the employer fulfils using employees who perform work under the provincial agreement.

Manner of election

(3) An election under subsection (1) shall be made by giving written notice of the election to the employee bargaining agency that is party to the provincial agreement.

Restriction re: membership in local

(4) Nothing in article 1 of the provision set out in subsection (1) permits an employer to employ an individual who is not a member of the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed if,

- (a) the provincial agreement would prohibit that employment; and
- (b) the employment of the individual is not permitted under article 2 of the provision.

Restriction: membership in affiliate

(5) Nothing in article 2 of the provision set out in subsection (1) permits an employer to employ an individual who is not a member of an affiliated bargaining agent that is subordinate or directly related to the same provincial, national or international trade union as the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed if the provincial agreement would prohibit that employment.

Inconsistency

(6) Subject to subsection 163.4 (3), a provision in a provincial agreement that is inconsistent with an article in the provision set out in subsection (1) is, to the extent of the inconsistency, of no effect.

Decreased percentages

(7) An employee bargaining agency and an employer bargaining agency may agree that an employer may not make the election under subsection (1) or may agree to either or both of the following:

1. That article 1 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it referred to a specified percentage less than 75 per cent.

2. Pour l'application de la clause 1, pas plus de 40 pour cent des employés qui effectuent des travaux dans le cadre de l'exécution du contrat peuvent être des particuliers qui ne sont pas membres de l'agent négociateur affilié dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués.
3. Les pourcentages énoncés aux clauses 1 et 2 s'appliquent relativement au nombre d'employés de l'employeur qui effectuent des travaux aux termes de la convention provinciale chaque jour de la période d'exécution du contrat.

Portée du choix

(2) Le choix peut être fait à l'égard de tous les contrats de construction que l'employeur exécute en faisant appel à des employés qui effectuent des travaux visés par la convention provinciale ou d'un ou de plusieurs de ces contrats.

Manière de faire le choix

(3) Le choix prévu au paragraphe (1) se fait en avisant par écrit l'organisme négociateur syndical qui est partie à la convention provinciale.

Restriction : membre d'un syndicat local

(4) La clause 1 de la disposition énoncée au paragraphe (1) n'a pas pour effet de permettre à un employeur d'employer un particulier qui n'est pas membre de l'agent négociateur affilié dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués si :

- a) d'une part, la convention provinciale interdit un tel emploi;
- b) d'autre part, la clause 2 de la disposition interdit d'employer le particulier.

Restriction : membre d'un agent négociateur affilié

(5) La clause 2 de la disposition énoncée au paragraphe (1) n'a pas pour effet de permettre à un employeur d'employer un particulier qui n'est pas membre d'un agent négociateur affilié subordonné ou directement apparenté au même syndicat provincial, national ou international que celui dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués, si la convention provinciale interdit un tel emploi.

Incompatibilité

(6) Sous réserve du paragraphe 163.4 (3), les dispositions d'une convention provinciale qui sont incompatibles avec une clause de la disposition énoncée au paragraphe (1) sont sans effet.

Diminution des pourcentages

(7) Un organisme négociateur syndical et un organisme négociateur patronal peuvent convenir qu'un employeur peut ne pas faire le choix prévu au paragraphe (1), ou des énoncés suivants ou de l'un ou l'autre d'entre eux seulement :

1. La clause 1 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle faisait mention d'un pourcentage précisé inférieur à 75 pour cent.

2. That article 2 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it referred to a specified percentage less than 40 per cent.

Restriction re: impasse

(8) No strike or lock-out shall be called or authorized because there is a failure to reach an agreement under subsection (7).

Increased percentages

(9) An employee bargaining agency and an employer bargaining agency may agree to any or all of the following:

1. That article 1 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it referred to a specified percentage of more than 75 per cent.
2. That article 2 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it referred to a specified percentage of more than 40 per cent.
3. That article 3 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it required the percentages set out in sections 1 and 2 of the provision to be applied with reference to the total number of employees of the employer who perform work under the provincial agreement during the entire period in which the contract is being fulfilled.

Non-application of section

(10) This section does not apply with respect to a project agreement made under section 163.1.

Commencement

9. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

10. The short title of this Act is the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry), 2000*.

2. La clause 2 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle faisait mention d'un pourcentage précisé inférieur à 40 pour cent.

Restriction : impasse

(8) Aucune grève ni aucun lock-out ne doit être ordonné ou autorisé en raison de l'absence de l'accord prévu au paragraphe (7).

Accroissement des pourcentages

(9) Un organisme négociateur syndical et un organisme négociateur patronal peuvent convenir des énoncés suivants ou de l'un d'entre eux seulement :

1. La clause 1 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle faisait mention d'un pourcentage précisé supérieur à 75 pour cent.
2. La clause 2 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle faisait mention d'un pourcentage précisé supérieur à 40 pour cent.
3. La clause 3 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle exigeait que les pourcentages énoncés aux clauses 1 et 2 de la disposition soit appliqué au nombre total des employés de l'employeur qui effectuent des travaux visés par la convention provinciale pendant toute la période d'exécution du contrat.

Non-application

(10) Le présent article ne s'applique pas à l'égard des conventions concernant un projet visées à l'article 163.1.

Entrée en vigueur

9. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

10. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 69

*(Chapter 24
Statutes of Ontario, 2000)*

**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995
in relation to the
construction industry**

The Hon. C. Stockwell
Minister of Labour

1st Reading	April 25, 2000
2nd Reading	May 10, 2000
3rd Reading	November 28, 2000
Royal Assent	December 4, 2000

Projet de loi 69

*(Chapitre 24
Lois de l'Ontario de 2000)*

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations
de travail en ce qui a trait
à l'industrie de la construction**

L'honorable C. Stockwell
Ministre du Travail

1 ^{re} lecture	25 avril 2000
2 ^e lecture	10 mai 2000
3 ^e lecture	28 novembre 2000
Sanction royale	4 décembre 2000



**An Act to amend the
Labour Relations Act, 1995
in relation to the
construction industry**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 125 of the *Labour Relations Act, 1995*, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 15, is further amended by adding the following clause:

(1.0.1) designating regional employers' organizations for the purposes of section 151.

2. Section 126 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 16, is further amended by adding the following subsections:

Interpretation

(2) Subsections (3) and (5) apply with respect to an employer or a non-construction employer where a trade union, council of trade unions or affiliated bargaining agent or employee bargaining agency, as defined in section 151, has bargaining rights in relation to construction work performed by or on behalf of that employer or non-construction employer.

Single employer declarations

(3) The following apply if an application is made under subsection 1 (4) for a declaration that two or more entities should be treated as constituting one employer and any of the entities is an employer or a non-construction employer:

1. The Board shall not consider any relationship by way of blood, marriage or adoption between an individual having a direct or indirect involvement with one of the entities and an individual having a direct or indirect involvement with any of the other entities.
2. If the applicant proposes that the entities should be treated as constituting one employer because an individual was a key individual with respect to two or more of them and if the time at which the individual was alleged to have been a key individual with respect to one of the entities is a different time than that at which he or she is alleged

**Loi modifiant la
Loi de 1995 sur les relations
de travail en ce qui a trait
à l'industrie de la construction**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 125 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

1.0.1) désigner des associations patronales régionales pour l'application de l'article 151.

2. L'article 126 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 16 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

Interprétation

(2) Les paragraphes (3) et (5) s'appliquent à l'égard des employeurs ou des employeurs extérieurs à l'industrie de la construction lorsqu'un syndicat, un conseil de syndicats ou un agent négociateur affilié ou un organisme négociateur syndical au sens de l'article 151 a le droit de négocier relativement aux travaux de construction effectués par eux ou pour leur compte.

Jugements déclaratoires : un seul employeur

(3) Les règles suivantes s'appliquent s'il est présenté, en vertu du paragraphe 1 (4), une requête visant à obtenir un jugement déclaratoire selon lequel deux entités ou plus devraient être considérées comme un seul employeur et que l'une ou l'autre de ces entités est un employeur ou un employeur extérieur à l'industrie de la construction :

1. La Commission ne doit pas examiner les liens par le sang, le mariage ou l'adoption qui existent entre un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités d'une des entités et un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités d'une des autres entités.
2. Si le requérant propose que les entités soient considérées comme un seul employeur parce qu'un particulier jouait un rôle clé auprès de deux d'entre elles ou plus et que la période pendant laquelle il aurait joué un rôle clé auprès de l'une d'elles est différente de celle pendant laquelle il aurait joué un tel rôle auprès des autres, la Com-

to have been a key individual with respect to the others, the Board shall consider,

- i. the length of any hiatus between when the individual was a key individual with the one entity and when the individual was a key individual with the other entity or entities,
- ii. whether the first entity with respect to which the individual is alleged to have been a key individual was one with which he or she occupied a formal management role; and
- iii. whether the first entity with respect to which the individual is alleged to have been a key individual was able to carry on business without substantial disruption or loss when he or she ceased to be involved with that entity.

Definition

(4) In subsection (3),

“entity” means a corporation, individual, firm, syndicate or association or any combination of any of them.

Sale of a business

(5) In determining whether an employer or a non-construction employer has sold a business, the following apply:

1. The Board shall not consider any relationship by way of blood, marriage or adoption between an individual having a direct or indirect involvement with the employer or non-construction employer that sold the business and an individual having a direct or indirect involvement with the person to whom the business was allegedly sold.
2. If it is alleged that the employer or non-construction employer sold a business because an individual was a key individual in relation both to the alleged seller and to the person to whom the business was allegedly sold and if the time at which the individual was alleged to have been a key individual in relation to the alleged seller is a different time than that at which he or she was alleged to have been a key individual in relation to the person to whom the business was sold, the Board shall consider,
 - i. the length of any hiatus between when the individual was a key individual in relation to the alleged seller and when the individual was a key individual in relation to the person to whom the business was allegedly sold,
 - ii. whether the individual occupied a formal management role with the alleged seller, and

mission examine ce qui suit :

- i. le temps écoulé, le cas échéant, entre la période pendant laquelle le particulier jouait un rôle clé auprès de l'une des entités et celle pendant laquelle il jouait un tel rôle auprès de l'autre ou des autres entités,
- ii. la question de savoir si le particulier avait des fonctions de gestion officielles chez la première entité auprès de laquelle il aurait joué un rôle clé,
- iii. la question de savoir si la première entité auprès de laquelle le particulier aurait joué un rôle clé était en mesure de continuer à fonctionner sans perturbation ni perte importante lorsqu'il a cessé de participer à ses activités.

Définition

(4) La définition qui suit s'applique au paragraphe (3).

«entité» Personne morale, particulier, firme, consortium ou association, ou une combinaison de ceux-ci.

Vente d'une entreprise

(5) Les règles suivantes s'appliquent lorsqu'il s'agit de déterminer si un employeur ou un employeur extérieur à l'industrie de la construction a vendu une entreprise :

1. La Commission ne doit pas examiner les liens par le sang, le mariage ou l'adoption qui existent entre un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités de l'employeur ou de l'employeur extérieur à l'industrie de la construction qui a vendu l'entreprise et un particulier qui participe directement ou indirectement aux activités de la personne à qui l'entreprise aurait été vendue.
2. S'il est allégué que l'employeur ou l'employeur extérieur à l'industrie de la construction a vendu une entreprise parce qu'un particulier jouait un rôle clé tant auprès du prétendu vendeur qu'auprès de la personne à qui l'entreprise aurait été vendue et que la période pendant laquelle il aurait joué un rôle clé auprès du prétendu vendeur est différente de celle pendant laquelle il aurait joué un tel rôle auprès de la personne à qui l'entreprise a été vendue, la Commission examine ce qui suit :
 - i. le temps écoulé, le cas échéant, entre la période pendant laquelle le particulier jouait un rôle clé auprès du prétendu vendeur et celle pendant laquelle il jouait un tel rôle auprès de la personne à qui l'entreprise aurait été vendue,
 - ii. la question de savoir si le particulier avait des fonctions de gestion officielles chez le prétendu vendeur,

- iii. whether the alleged seller was able to carry on business without substantial disruption or loss when the individual ceased to be involved with the alleged seller.

3. The Act is amended by adding the following sections:

**RESIDENTIAL SECTOR OF THE
CONSTRUCTION INDUSTRY**

Application of section

150.1 (1) This section applies only with respect to the geographic areas of jurisdiction of the following municipalities:

1. The City of Toronto.
2. The Regional Municipality of Halton.
3. The Regional Municipality of Peel.
4. The Regional Municipality of York.
5. The Regional Municipality of Durham.
6. The County of Simcoe.

Deemed expiry of collective agreements

(2) A collective agreement between an employer or employers' organization and a trade union or council of trade unions that applies with respect to work performed in the residential sector of the construction industry shall be deemed to expire with respect to that work on April 30, 2001 if,

- (a) it is in effect on the day section 3 of the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry)*, 2000 comes into force or it comes into effect after that day; and
- (b) it is to expire before April 30, 2004.

Same

(3) Subsection (2) applies even if the collective agreement would have a term of less than one year as a result.

Notice to bargain

(4) Despite subsection 59 (1), a notice of desire to bargain may be given any time after December 31, 2000 with respect to a collective agreement that is deemed under this section to expire on April 30, 2001.

No extension permitted

(5) The parties to a collective agreement described in subsection (2) may not agree to continue the operation of that agreement with respect to work performed in the residential sector of the construction industry beyond April 30, 2001 and any renewal provision in a collective agreement that purports to do so shall be deemed to be void.

Agreements to be three-year agreements

- (6) Every collective agreement to which subsection

- iii. la question de savoir si le prétendu vendeur était en mesure de continuer à fonctionner sans perturbation ni perte importante lorsque le particulier a cessé de participer à ses activités.

3. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

**SECTEUR DE L'HABITATION DE L'INDUSTRIE
DE LA CONSTRUCTION**

Champ d'application

150.1 (1) Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des régions géographiques qui relèvent de la compétence des municipalités suivantes :

1. La cité de Toronto.
2. La municipalité régionale de Halton.
3. La municipalité régionale de Peel.
4. La municipalité régionale de York.
5. La municipalité régionale de Durham.
6. Le comté de Simcoe.

Expiration des conventions collectives

(2) La convention collective conclue entre un employeur ou une association patronale et un syndicat ou un conseil de syndicats qui s'applique à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction est réputée expirer à l'égard de ces travaux le 30 avril 2001 si les conditions suivantes sont réunies :

- a) elle est en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 3 de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)* ou elle entre en vigueur par la suite;
- b) elle doit expirer avant le 30 avril 2004.

Idem

(3) Le paragraphe (2) s'applique même si la convention collective devait en conséquence avoir une durée de moins d'un an.

Avis d'intention de négocier

(4) Malgré le paragraphe 59 (1), un avis d'intention de négocier peut être donné en tout temps après le 31 décembre 2000 à l'égard de la convention collective qui est réputée, aux termes du présent article, expirer le 30 avril 2001.

Aucune prorogation

(5) Les parties à la convention collective visée au paragraphe (2) ne peuvent pas s'entendre pour proroger au-delà du 30 avril 2001 son application à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction et toute disposition de reconduction de cette convention qui vise sa prorogation est réputée nulle.

Conventions triennales

- (6) La convention collective visée au paragraphe (2)

(2) applies that is renewed and every new collective agreement that is made to replace a collective agreement to which subsection (2) applies shall, with respect to work performed in the residential sector of the construction industry, provide for the expiry of the agreement on April 30, calculated triennially from April 30, 2001.

Clarification re other work

(7) Nothing in this section shall be interpreted to affect the validity of a collective agreement to which this section applies with respect to work other than work performed in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection (1).

Application of section

150.2 (1) A reference in this section to a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall be deemed to be a reference to a collective agreement that is deemed under subsection 150.1 (2) to expire on April 30, 2001 with respect to work performed in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

Prohibition re strike

(2) No individual represented by a trade union or council of trade unions that is seeking to renew or replace a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall commence or continue a strike after June 15, 2001 with respect to work in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

Prohibition re calling strike

(3) No trade union or council of trade unions that is seeking to renew or replace a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall call or authorize a strike or the continuation of a strike after June 15, 2001 with respect to work in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

Prohibition re calling lock-out

(4) No employer or employers' organization that is seeking to renew or replace a collective agreement that expires on April 30, 2001 shall call or authorize a lock-out or the continuation of a lock-out after June 15, 2001 with respect to work in the residential sector of the construction industry in the geographic areas referred to in subsection 150.1 (1).

Interest arbitration

(5) Subject to subsection (6), either party to negotiations for the renewal or replacement of a collective agreement that expires on April 30, 2001 may, by notice given in accordance with subsection (8), require that the matters in dispute between them be decided by arbitration.

Restriction

(6) A party shall not give notice under subsection (5) until the later of,

qui est reconduite et la nouvelle convention collective qui est conclue pour en remplacer une prévoient, en ce qui concerne les travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction, leur expiration le 30 avril, tous les trois ans après le 30 avril 2001.

Précision : autres travaux

(7) Le présent article n'a aucune incidence sur la validité des conventions collectives auxquelles s'applique le présent article en ce qui concerne les travaux autres que ceux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe (1).

Champ d'application

150.2 (1) La mention, au présent article, d'une convention collective qui expire le 30 avril 2001 est réputée la mention d'une convention collective qui est réputée, aux termes du paragraphe 150.1 (2), expirer le 30 avril 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Interdiction : grève

(2) Aucun particulier représenté par un syndicat ou un conseil de syndicats qui cherche à reconduire ou à remplacer une convention collective qui expire le 30 avril 2001 ne doit déclarer ou poursuivre une grève après le 15 juin 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Idem

(3) Aucun syndicat ou conseil de syndicats qui cherche à reconduire ou à remplacer une convention collective qui expire le 30 avril 2001 ne doit ordonner ou autoriser une grève ou la poursuite d'une grève après le 15 juin 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Interdiction : lock-out

(4) Aucun employeur ni aucune association patronale qui cherche à reconduire ou à remplacer une convention collective qui expire le 30 avril 2001 ne doit ordonner ou autoriser un lock-out ou la poursuite d'un lock-out après le 15 juin 2001 à l'égard de travaux effectués dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction dans les régions géographiques visées au paragraphe 150.1 (1).

Arbitrage des différends

(5) Sous réserve du paragraphe (6), toute partie aux négociations sur la reconduction ou le remplacement d'une convention collective qui expire le 30 avril 2001 peut, par avis donné conformément au paragraphe (8), exiger que les questions en litige soient tranchées par arbitrage.

Restriction

(6) Une partie ne doit pas donner l'avis prévu au paragraphe (5) avant le dernier en date des jours suivants :

- (a) the day on which a strike or lock-out would have been legal had it not been for this section; and
- (b) June 15, 2001.

Exception

(7) Despite subsection (6), notice under subsection (5) may be given any time after April 30, 2001 if notice of desire to bargain has been given and both parties agree that it may be done.

Notice

(8) The notice shall be given in writing to the other party and to the Minister of Labour.

If notice given

- (9) If notice is given under subsection (5),
 - (a) the parties may jointly appoint an arbitrator or either party may request the Minister in writing to appoint an arbitrator;
 - (b) if subsection (7) applies, the Minister shall not appoint a conciliation officer, a conciliation board or a mediator;
 - (c) if subsection (7) applies and a conciliation officer, a conciliation board or a mediator has been appointed, that appointment shall be deemed to be terminated; and
 - (d) subject to subsection (10), all terms and conditions of employment and all rights, privileges and duties that existed under the collective agreement that expired on April 30, 2001 shall apply with respect to the employer, the trade union and the employees, as the case may be, during the period beginning on the day on which notice was given and ending on the day,
 - (i) a new collective agreement is made or the collective agreement that expired is renewed, or
 - (ii) the right of the trade union to represent the employees is terminated.

Exception

(10) The employer and the trade union may agree to alter a term or condition of employment or a right, privilege or duty referred to in clause (9) (b).

Minister to appoint arbitrator

(11) Upon receiving a request under clause (9) (a), the Minister shall appoint an arbitrator.

Replacement

(12) If the arbitrator who is appointed is unable or unwilling to perform his or her duties, a new arbitrator shall be appointed in accordance with subsections (9) and (11).

Appointment and proceedings not to be questioned

(13) Where an individual has been appointed as an arbitrator under this section, it shall be presumed con-

- a) le jour où une grève ou un lock-out aurait été légal n'eut été du présent article;
- b) le 15 juin 2001.

Exception

(7) Malgré le paragraphe (6), l'avis prévu au paragraphe (5) peut être donné en tout temps après le 30 avril 2001 si l'avis d'intention de négocier a été donné et que les deux parties en conviennent.

Avis

(8) L'avis est donné par écrit à l'autre partie ainsi qu'au ministre du Travail.

Cas où un avis est donné

- (9) Si un avis est donné aux termes du paragraphe (5) :
 - a) les parties peuvent conjointement désigner un arbitre ou l'une ou l'autre partie peut demander par écrit au ministre de le faire;
 - b) le ministre ne doit pas désigner de conciliateur ou de médiateur ni constituer de commission de conciliation si le paragraphe (7) s'applique;
 - c) la désignation du conciliateur ou du médiateur désigné, le cas échéant, ou la constitution de la commission de conciliation constituée, le cas échéant, est réputée révoquée si le paragraphe (7) s'applique;
 - d) sous réserve du paragraphe (10), les conditions d'emploi et les droits, privilèges et devoirs existant aux termes de la convention collective qui a expiré le 30 avril 2001 s'appliquent à l'égard de l'employeur, du syndicat et des employés, selon le cas, pendant la période qui débute le jour de la remise de l'avis et qui se termine le jour :
 - (i) soit de la conclusion d'une nouvelle convention collective ou de la reconduction de celle qui a expiré,
 - (ii) soit de la révocation du droit du syndicat de représenter les employés.

Exception

(10) L'employeur et le syndicat peuvent se mettre d'accord pour modifier les conditions d'emploi ou les droits, privilèges ou devoirs visés à l'alinéa (9) b).

Désignation par le ministre

(11) Dès qu'il reçoit une demande visée à l'alinéa (9) a), le ministre désigne un arbitre.

Remplacement

(12) Si l'arbitre désigné ne peut ou ne veut pas remplir les fonctions qui lui incombent, un nouvel arbitre est désigné conformément aux paragraphes (9) et (11).

Désignation et instances non susceptibles de révision

(13) Si un particulier a été désigné comme arbitre aux termes du présent article, la désignation est présumée, de

clusively that the appointment was properly made and no application shall be made to question the appointment or to prohibit or restrain any of the arbitrator's proceedings.

Fees and expenses

(14) Each party shall pay one-half of the fees and expenses of the arbitrator.

Arbitration method and procedure

(15) If the parties do not agree upon the method of arbitration or the arbitration procedure, the method or procedure, as the case may be, shall be as prescribed by the regulations.

Non-application of *Arbitration Act, 1991*

(16) The *Arbitration Act, 1991* does not apply to an arbitration under this section.

Regulations

(17) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing a method of arbitration, which may be mediation-arbitration, final offer selection or any other method of arbitration;
- (b) prescribing an arbitration procedure;
- (c) prescribing the powers of an arbitrator;
- (d) prescribing a scale of fees and expenses allowable to arbitrators with respect to their duties under this section and limiting or restricting the application of those fees or expenses;
- (e) providing a procedure for the review and determination of disputes concerning the fees and expenses charged or claimed by an arbitrator;
- (f) governing the filing of schedules of fees and expenses by arbitrators, requiring arbitrators to provide parties with a copy of the schedules upon being appointed and requiring arbitrators to charge fees and expenses in accordance with the filed schedules;
- (g) providing for the circumstances under which the jurisdiction of the arbitrator may be limited where the parties have agreed to some of the matters in dispute;
- (h) prescribing time limits for the commencement of arbitration proceedings or for the rendering of the arbitrator's decision and providing for the extension of those time limits;
- (i) requiring the parties to prepare and execute documents giving effect to the arbitrator's decision, requiring the arbitrator to prepare those documents if the parties fail to do so and providing for the deemed execution of the documents if either or both of the parties do not execute them.

façon irréfragable, avoir été faite régulièrement. Est irrecevable toute requête en contestation de la désignation ou toute requête visant à faire interdire ou restreindre les travaux de l'arbitre.

Honoraires et indemnités

(14) Chaque partie verse la moitié des honoraires et des indemnités de l'arbitre.

Méthode et procédure d'arbitrage

(15) En cas de désaccord des parties à son propos, la méthode ou la procédure d'arbitrage, selon le cas, est prescrite par règlement.

Non-application de la *Loi de 1991 sur l'arbitrage*

(16) La *Loi de 1991 sur l'arbitrage* ne s'applique pas à l'arbitrage prévu au présent article.

Règlements

(17) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire une méthode d'arbitrage, à savoir, notamment, la médiation-arbitrage ou l'arbitrage des propositions finales;
- b) prescrire une procédure d'arbitrage;
- c) prescrire les pouvoirs des arbitres;
- d) prescrire le tarif des honoraires et indemnités des arbitres en ce qui a trait à l'exercice des fonctions qui leur incombent aux termes du présent article et limiter ou restreindre l'application de ces honoraires et indemnités;
- e) prévoir la procédure à suivre pour l'étude et le règlement des différends portant sur les honoraires et les indemnités demandés ou réclamés par un arbitre;
- f) régir le dépôt de barèmes d'honoraires et d'indemnités par les arbitres et exiger qu'ils en fournissent une copie aux parties au moment où ils sont désignés et qu'ils demandent leurs honoraires et indemnités conformément aux barèmes déposés;
- g) prévoir les circonstances dans lesquelles la compétence de l'arbitre peut être restreinte lorsque les parties se sont mises d'accord sur certaines des questions en litige;
- h) prescrire les délais impartis pour entamer la procédure d'arbitrage ou rendre une sentence arbitrale et prévoir la prorogation de ces délais;
- i) exiger que les parties préparent et signent les documents qui donnent effet à la sentence arbitrale et que l'arbitre prépare ces documents si les parties ne le font pas, et prévoir que les documents sont réputés signés si les parties ou l'une d'elles ne les signent pas.

Repeal of subsections

(18) Subsections (1) to (17) are repealed on April 30, 2002.

Continued application

(19) Despite the repeal of subsections (1) to (17), those subsections continue to apply for purposes of any arbitration proceedings commenced under this section that were not completed before April 30, 2002.

Director to convene meeting

150.3 (1) At least twice in each year beginning in 2001, the Director of Labour Management Services shall convene a meeting of representatives of employers or employers' organizations and of trade unions or councils of trade unions to discuss matters of interest relating to collective bargaining and labour relations in the residential sector of the construction industry.

Selection

(2) The representatives invited to attend the meeting shall be selected by the Director of Labour Management Services in his or her sole discretion.

4. (1) Subsection 151 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“designated regional employers' organization” means an organization of employers that operate businesses in a particular geographic area in the construction industry if that organization is designated as such by the Minister. (“association patronale régionale désignée”)

(2) Section 151 of the Act is amended by adding the following subsections:

Designation of regional employers' organizations

(3) The Minister may, upon the terms and conditions the Minister considers appropriate, designate regional employers' organizations.

Non-application

(4) The *Regulations Act* does not apply to a designation made under subsection (3).

5. (1) The Act is amended by adding the following section:

Deemed abandonment of bargaining rights

160.1 (1) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, deem bargaining rights held by an employee bargaining agency and its affiliated bargaining agents to be abandoned with respect to an employer or a class of employers.

Scope of regulation

(2) A regulation made under subsection (1) may apply with respect to all of Ontario or any part or parts of it.

Effect of regulation

(3) On the day a regulation made under this section comes into force,

Abrogation

(18) Les paragraphes (1) à (17) sont abrogés le 30 avril 2002.

Maintien en application

(19) Malgré leur abrogation, les paragraphes (1) à (17) continuent à s'appliquer aux fins des procédures d'arbitrage entamées aux termes du présent article qui ne sont pas terminées avant le 30 avril 2002.

Convocation d'une réunion par le directeur

150.3 (1) Au moins deux fois par année à compter de 2001, le directeur des relations patronales-syndicales convoque une réunion des représentants des employeurs ou des associations patronales et des syndicats ou des conseils de syndicats pour discuter de questions relatives à la négociation collective et aux relations de travail dans le secteur de l'habitation de l'industrie de la construction.

Choix

(2) Le directeur des relations patronales-syndicales choisit, à son entière discrétion, les représentants qui sont invités à participer à la réunion.

4. (1) Le paragraphe 151 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«association patronale régionale désignée» Association d'employeurs qui exploitent des entreprises de l'industrie de la construction dans une région géographique donnée si le ministre la désigne comme telle. («designated regional employers' organization»)

(2) L'article 151 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Désignation d'associations patronales régionales

(3) Le ministre peut, aux conditions qu'il estime appropriées, désigner des associations patronales régionales.

Non-application

(4) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux désignations faites en vertu du paragraphe (3).

5. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Droit de négociier réputé abandonné

160.1 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déclarer que le droit de négociier qu'ont un organisme négociateur syndical et ses agents négociateurs affiliés est réputé abandonné à l'égard d'un employeur ou d'une catégorie d'employeurs.

Portée des règlements

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent s'appliquer à l'égard de tout l'Ontario ou d'une ou de plusieurs de ses parties.

Effet

(3) À la date d'entrée en vigueur d'un règlement pris en application du présent article :

- (a) the affiliated bargaining agents of the employee bargaining agency referred to in the regulation cease to represent the employees of the employer employed in the industrial, commercial and institutional sector of the construction industry in the area to which the regulation applies;
- (b) the bargaining rights vested in the employee bargaining agency under section 156 shall not be exercised for any purpose relating to the employer or class of employers referred to in the regulation in the area to which the regulation applies; and
- (c) any provincial agreement to which the employee bargaining agency is a party that bound the employer or employers in the class of employers referred to in the regulation ceases to bind them in the area to which the regulation applies.

Abandonment of rights by other means not precluded

(4) This section shall not be interpreted to preclude the abandonment of bargaining rights by other means.

(2) Section 160.1 of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed on the day that is one year after the day this section comes into force.

6. Subsection 162 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 8, section 20, is further amended by striking out "Subject to sections 153, 161 and 163.1" at the beginning and substituting "Subject to sections 153, 161, 163.1, 163.2 and 163.3".

7. The Act is amended by adding the following sections:

Local modifications to provincial agreement

163.2 (1) An employer bargaining agency that is a party to a provincial agreement may apply to an affiliated bargaining agent that is bound by that agreement to agree to amendments to the agreement which would apply to any of the following:

- 1. The kind of work performed, which could be all work performed in the industrial, commercial and institutional sector or a specified kind of that work.
- 2. The market in which it is performed, which could be work performed for all of the industrial, commercial and institutional sector or a specified market in it.
- 3. The location of the work, which could be work performed in all of the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction or a specified portion of it.

Same

(2) A designated regional employers' organization having members who are bound by a provincial agreement may apply to an affiliated bargaining agent that is bound by that agreement to agree to amendments to the agreement which would apply to any of the matters set

- a) les agents négociateurs affiliés de l'organisme négociateur syndical visé par le règlement cessent de représenter les employés de l'employeur employés dans le secteur industriel, commercial et institutionnel de l'industrie de la construction dans la région visée par le règlement;
- b) le droit de négocier qu'assume l'organisme négociateur syndical aux termes de l'article 156 ne doit être exercé à aucune fin liée à l'employeur ou à la catégorie d'employeurs visé par le règlement dans la région visée par celui-ci;
- c) toute convention provinciale à laquelle est partie l'organisme négociateur syndical et qui liait l'employeur visé par le règlement ou les employeurs de la catégorie visée par celui-ci cesse de les lier dans la région qu'il vise.

Abandon du droit par d'autres moyens

(4) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher l'abandon du droit de négocier par d'autres moyens.

(2) L'article 160.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (1), est abrogé le jour qui tombe un an après l'entrée en vigueur du présent article.

6. Le paragraphe 162 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 20 du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par substitution de «Sous réserve des articles 153, 161, 163.1, 163.2 et 163.3» à «Sous réserve des articles 153, 161 et 163.1» au début du paragraphe.

7. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Modification de la convention provinciale à l'échelon local

163.2 (1) L'organisme négociateur patronal qui est partie à une convention provinciale peut demander à un agent négociateur affilié que lie la convention de donner son accord à la modification de celle-ci à l'égard de l'un ou l'autre des éléments suivants :

- 1. Le genre de travaux effectués, lequel pourrait correspondre à tous les travaux effectués dans le secteur industriel, commercial et institutionnel ou à un genre précisé de tels travaux.
- 2. Le marché visé, lequel pourrait correspondre aux travaux effectués pour tout le secteur industriel, commercial et institutionnel ou pour un marché précisé de celui-ci.
- 3. L'emplacement des travaux, lequel pourrait correspondre aux travaux effectués dans toute la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié ou dans une partie précisée de celle-ci.

Idem

(2) L'association patronale régionale désignée dont des membres sont liés par une convention provinciale peut demander à un agent négociateur affilié que lie la convention de donner son accord à la modification de celle-ci à l'égard de l'un ou l'autre des éléments énoncés

out in paragraphs 1, 2 and 3 of subsection (1) if at least some of the members of the designated regional employers' organization who are bound by the provincial agreement carry on business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction.

Restriction on timing of application

(3) No application shall be made under subsection (1) or (2) during the period of 120 days before the provincial agreement ceases to operate.

Restriction re amendments

(4) The application may seek only amendments that concern the following matters:

1. Wages, including overtime pay and shift differentials.
2. Restrictions on the hiring of employees who are members of another affiliated bargaining agent that is in the same employee bargaining agency as that in which the affiliated bargaining agent is a member but who are not members of the affiliated bargaining agent.
3. Restrictions on an employer's ability to select employees who are members of the affiliated bargaining agent.
4. Accommodation and travel allowances.
5. Requirements respecting the ratio of apprentices to journeymen employed by an employer.
6. Hours of work and work schedules.

Form and content of application

(5) The application shall be in writing and shall,

- (a) state the kind of work, the specified market and the location with respect to which the amendments would apply;
- (b) set out any submissions the applicant believes to be relevant to determine the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage with respect to any of the matters referred to in clause (a); and
- (c) set out the text of the amendments which are applied for.

Service of application

(6) The applicant shall serve the application on the affiliated bargaining agent and shall serve a copy of it,

- (a) on the employee bargaining agency of which the affiliated bargaining agent is a member;
- (b) if the applicant is an employer bargaining agency, on any designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction; and

aux dispositions 1, 2 et 3 du paragraphe (1), à condition qu'au moins certains de ses membres que lie la convention provinciale exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié.

Restriction : délai de présentation de la demande

(3) Aucune demande ne doit être présentée en vertu du paragraphe (1) ou (2) dans les 120 jours qui précèdent la date d'expiration de la convention provinciale.

Restriction : modifications

(4) La demande ne peut porter que sur des modifications qui concernent les questions suivantes :

1. Les salaires, y compris les indemnités d'heures supplémentaires et les primes de poste.
2. Les restrictions imposées quant à l'embauche d'employés qui sont membres d'un autre agent négociateur affilié appartenant au même organisme négociateur syndical que l'agent négociateur affilié, mais qui ne sont pas membres de ce dernier.
3. Les restrictions imposées quant à la capacité de l'employeur de choisir des employés qui sont membres de l'agent négociateur affilié.
4. Les indemnités de logement et de déplacement.
5. Les exigences ayant trait à la proportion que peuvent représenter les apprentis par rapport aux ouvriers qu'emploie un employeur.
6. Les heures et les horaires de travail.

Fonds et forme de la demande

(5) La demande est présentée par écrit et réunit les conditions suivantes :

- a) elle indique le genre de travaux, le marché précisé et l'emplacement visés par les modifications;
- b) elle expose les observations que son auteur estime pertinentes pour décider si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel à l'égard de l'une ou l'autre des questions visées à l'alinéa a);
- c) elle contient le libellé des modifications proposées.

Signification de la demande

(6) L'auteur de la demande la signifie à l'agent négociateur affilié et en signifie une copie aux entités suivantes :

- a) l'organisme négociateur syndical dont l'agent négociateur affilié est membre;
- b) s'il est un organisme négociateur patronal, toute association patronale régionale désignée dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié;

- (c) if the applicant is a designated regional employers' organization, on the employer bargaining agency that is a party to the provincial agreement and on any other designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction.

Agreement on amendment

(7) Subject to subsections (8) and (9), if the applicant and the affiliated bargaining agent agree to amend the provincial agreement and the employee bargaining agency of which the affiliated bargaining agent is a member advises the applicant in writing that it approves of the amendments, the provincial agreement is amended accordingly, but only with respect to the kind of work, the market and the location specified in the application.

Agreement requirements

(8) The agreement is not effective unless it is in writing and sets out the text of the amendments.

Additional requirement re designated regional employers' organization

(9) If the applicant is a designated regional employers' organization and the employer bargaining agency advises the employee bargaining agency in writing that it approves of the amendments that were agreed to under subsection (7), the provincial agreement shall be deemed to be so amended.

Bar to other applications

(10) If an application has been made to an affiliated bargaining agent under this section, no other application may be made to that agent that would apply, in whole or in part, to the same kind of work with respect to the same market and in the same location,

- (a) if the work, the market and the location are not the subject of a referral to an arbitrator under section 163.3, until six months and 21 days after the day on which the first application was served on the affiliated bargaining agent; and
- (b) if the work, the market and the location are the subject of such a referral, until six months after the arbitration proceedings have terminated.

Application of section

(11) This section applies only with respect to provincial agreements that come into operation after the day section 7 of the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry)*, 2000 comes into force.

Referral to arbitration

163.3 (1) If a provincial agreement that is the subject of an application under section 163.2 is not amended in accordance with that section within 14 days after the day on which the application was served on the affiliated bargaining agent, the applicant may give notice to the

- c) s'il est une association patronale régionale désignée, l'organisme négociateur patronal qui est partie à la convention provinciale et les autres associations patronales régionales désignées dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié.

Accord sur les modifications

(7) Sous réserve des paragraphes (8) et (9), si l'auteur de la demande et l'agent négociateur affilié se mettent d'accord pour modifier la convention provinciale et que l'organisme négociateur syndical dont l'agent négociateur affilié est membre avise l'auteur de la demande par écrit qu'il approuve les modifications, la convention provinciale est modifiée en conséquence, mais seulement à l'égard du genre de travaux, du marché et de l'emplacement précisés dans la demande.

Exigences

(8) L'accord n'est valide que s'il est conclu par écrit et que s'il contient le libellé des modifications.

Exigence supplémentaire : associations patronales régionales désignées

(9) Si l'auteur de la demande est une association patronale régionale désignée et que l'organisme négociateur patronal avise l'organisme négociateur syndical par écrit qu'il approuve les modifications visées par un accord conclu aux termes du paragraphe (7), la convention provinciale est réputée modifiée en conséquence.

Interdiction : autres demandes

(10) Si une demande a été présentée à un agent négociateur affilié en vertu du présent article, il ne peut lui en être présenté d'autre qui s'appliquerait, en totalité ou en partie, au même genre de travaux, à l'égard du même marché et au même emplacement :

- a) avant que ne se soient écoulés six mois et 21 jours depuis le jour de la signification de la première demande à l'agent négociateur affilié, si les travaux, le marché et l'emplacement ne font pas l'objet d'un renvoi à un arbitre en vertu de l'article 163.3;
- b) avant que ne se soient écoulés six mois depuis la fin de la procédure d'arbitrage, si les travaux, le marché et l'emplacement font l'objet d'un tel renvoi.

Champ d'application

(11) Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des conventions provinciales qui entrent en vigueur après le jour de l'entrée en vigueur de l'article 7 de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)*.

Renvoi à l'arbitrage

163.3 (1) Si une convention provinciale qui fait l'objet d'une demande visée à l'article 163.2 n'est pas modifiée conformément à cet article dans les 14 jours qui suivent celui de la signification de la demande à l'agent négociateur affilié, l'auteur de la demande peut

bargaining agent that it is referring the matter to a single arbitrator.

Notice requirements

- (2) The notice of referral shall be in writing and shall,
 - (a) state the name of the individual whom the organization making the referral nominates as the arbitrator;
 - (b) set out the organization's final offer with respect to the text of the amendments that the organization proposes to be made to the provincial agreement; and
 - (c) be accompanied by copies of those statements and submissions under clauses 163.2 (5) (a) and (b) that were provided with the application made under subsection 163.2 (1) or (2).

Restriction re subject matter of amendments

(3) The amendments proposed in the final offer of the organization making the referral may deal only with those provisions of the provincial agreement that concern the matters permitted in the original application, as set out in subsection 163.2 (4).

Restriction re subject matter of amendments

(4) The organization making the referral may include in the notice of referral only those submissions that were included in the application under subsection 163.2 (1) or (2).

Service of notice

(5) The organization making the referral shall serve the notice of referral and the statements and submissions referred to in clause (2) (c) on the affiliated bargaining agent and shall serve a copy of the notice of referral without those statements and submissions,

- (a) on the employee bargaining agency of which the affiliated bargaining agent is a member;
- (b) if the organization making the referral is an employer bargaining agency, on any designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction; and
- (c) if the organization making the referral is a designated regional employers' organization, on the employer bargaining agency that is a party to the provincial agreement and on any other designated regional employers' organization having members who carry on a business in the area covered by the affiliated bargaining agent's geographic jurisdiction.

Service of response

(6) Within seven days after being served with a notice of referral, the affiliated bargaining agent,

- (a) shall serve a response on the organization that made the referral; and

aviser ce dernier qu'il renvoie la question à un arbitre unique.

Exigences

(2) L'avis de renvoi est rédigé par écrit et réunit les conditions suivantes :

- a) il indique le nom du particulier que l'auteur du renvoi propose comme arbitre;
- b) il contient la proposition finale de l'auteur du renvoi à l'égard du libellé des modifications qu'il propose d'apporter à la convention provinciale;
- c) lui sont jointes les copies des déclarations et des observations visées aux alinéas 163.2 (5) a) et b) qui ont été jointes à la demande présentée en vertu du paragraphe 163.2 (1) ou (2).

Restriction : objet des modifications

(3) Les modifications exposées dans la proposition finale de l'auteur du renvoi ne peuvent porter que sur les dispositions de la convention provinciale qui concernent les questions permises dans la demande initiale, qui sont énoncées au paragraphe 163.2 (4).

Restriction : observations

(4) L'auteur du renvoi ne peut inclure dans l'avis de renvoi que les observations qui étaient incluses dans la demande visée au paragraphe 163.2 (1) ou (2).

Signification de l'avis

(5) L'auteur du renvoi signifie l'avis de renvoi ainsi que les déclarations et les observations visées à l'alinéa (2) c) à l'agent négociateur affilié et signifie une copie de l'avis de renvoi seulement aux entités suivantes :

- a) l'organisme négociateur syndical dont l'agent négociateur affilié est membre;
- b) s'il est un organisme négociateur patronal, toute association patronale régionale désignée dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié;
- c) s'il est une association patronale régionale désignée, l'organisme négociateur patronal qui est partie à la convention provinciale et toute autre association patronale régionale désignée dont des membres exploitent une entreprise dans la région qui relève de la compétence territoriale de l'agent négociateur affilié.

Signification d'une réponse

(6) Au plus tard sept jours après que lui a été signifié l'avis de renvoi, l'agent négociateur affilié :

- a) d'une part, signifie une réponse à l'auteur du renvoi;

- (b) shall serve a copy of the response, without the submissions, if any, referred to in clause (7) (c), on the organizations described in clauses (5) (a), (b) and (c).

Form and content of response

- (7) The response shall be in writing and,
- (a) shall state whether the affiliated bargaining agent agrees to the appointment of the individual whom the referrer nominated as the arbitrator and, if it does not agree, name the individual whom the affiliated bargaining agent nominates as arbitrator;
 - (b) shall set out the affiliated bargaining agent's final offer with respect to the text of the amendments, if any, that it proposes to be made to the provincial agreement; and
 - (c) shall set out any submissions that the affiliated bargaining agent believes are relevant to the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage with respect to the kind of work, the market and the location to which the amendments would apply.

Joint appointment of arbitrator

- (8) If the parties agree on the appointment of an arbitrator, they shall jointly appoint him or her and advise each organization that was served with copies of the notice of referral and response that they have done so.

Failure to appoint

- (9) If, within seven days after the affiliated bargaining agent is served with a notice of referral under subsection (5), the bargaining agent and the organization making the referral have not appointed an arbitrator, either of them may make a written request to the Minister to appoint an arbitrator.

Appointment by Minister

- (10) Within two days after receiving a request under subsection (9), the Minister shall appoint an arbitrator and shall inform the affiliated bargaining agent and the organization making the referral of the name and address of the arbitrator.

Replacement

- (11) If the arbitrator who is appointed is unable or unwilling to perform his or her duties, a new arbitrator shall be appointed in accordance with subsections (8), (9) and (10).

Appointment and proceedings not to be questioned

- (12) Where an individual has been appointed as an arbitrator under this section, it shall be presumed conclusively that the appointment was properly made and no application shall be made to question the appointment or to prohibit or restrain any of the arbitrator's proceedings.

Notice of appointment

- (13) Where the Minister appoints an arbitrator, the

- b) d'autre part, signifie une copie de la réponse, sans les observations éventuelles visées à l'alinéa (7) c), aux organismes visés aux alinéas (5) a), b) et c).

Fond et forme de la réponse

- (7) La réponse est rédigée par écrit et réunit les conditions suivantes :
- a) elle indique si l'agent négociateur affilié est d'accord avec la désignation du particulier que l'auteur du renvoi a proposé comme arbitre et, dans le cas contraire, elle indique le nom du particulier qu'il propose à ce titre;
 - b) elle contient la proposition finale de l'agent négociateur affilié à l'égard du libellé des modifications éventuelles qu'il propose d'apporter à la convention provinciale;
 - c) elle contient les observations que l'agent négociateur affilié estime pertinentes pour décider si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel à l'égard du genre de travaux, du marché et de l'emplacement visés par les modifications.

Désignation conjointe de l'arbitre

- (8) Si les parties se mettent d'accord sur la désignation d'un arbitre, elles le désignent conjointement et en informent les organismes auxquels ont été signifiées des copies de l'avis de renvoi et de la réponse.

Absence de désignation

- (9) Si, au plus tard sept jours après la signification d'un avis de renvoi à l'agent négociateur affilié aux termes du paragraphe (5), ce dernier et l'auteur du renvoi n'ont pas désigné d'arbitre, l'un ou l'autre peut, par écrit, demander au ministre de le faire.

Désignation par le ministre

- (10) Au plus tard deux jours après avoir reçu la demande visée au paragraphe (9), le ministre désigne un arbitre et en transmet les nom et adresse à l'agent négociateur affilié et à l'auteur du renvoi.

Remplacement

- (11) Si l'arbitre désigné ne peut ou ne veut pas remplir les fonctions qui lui incombent, un nouvel arbitre est désigné conformément aux paragraphes (8), (9) et (10).

Désignation et instances non susceptibles de révision

- (12) Si un particulier est désigné comme arbitre aux termes du présent article, la désignation est présumée, de façon irréfutable, avoir été faite régulièrement. Est irrecevable toute requête en contestation de la désignation ou toute requête visant à faire interdire ou restreindre les travaux de l'arbitre.

Avis de désignation

- (13) Lorsque le ministre désigne un arbitre, les par-

parties shall advise each organization that was served with copies of the notice of referral and response that the Minister has done so.

Notice and response delivered to arbitrator

(14) When the organization making the referral and the affiliated bargaining agent appoint an arbitrator under subsection (8) or receive notice of an appointment under subsection (10), they shall each deliver to the arbitrator copies of the notice of referral and response, respectively.

Other organizations

(15) The organization making the referral shall advise the arbitrator of the names and mailing addresses of the organizations that were served with a copy of the notice of referral under clauses (5) (a), (b) or (c).

Submission re factual error

(16) If the organization that made the referral to the arbitrator believes that the affiliated bargaining agent's response under subsection (7) contains a factual error, the organization may make a written submission to the arbitrator concerning the alleged error.

Restriction

(17) The submission made under subsection (16) shall contain no new arguments in support of the organization's position with respect to the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage.

Submission served on affiliated bargaining agent

(18) An organization that makes a written submission to the arbitrator under subsection (16) shall also serve that submission on the affiliated bargaining agent at the same time.

Response to submission under subs. (16)

(19) If the organization that made the referral makes a submission under subsection (16), the affiliated bargaining agent may make a written submission to the arbitrator in response and shall also serve a copy of it on the organization at the same time.

Restriction

(20) The submission made under subsection (19) shall contain no new arguments in support of the affiliated bargaining agent's position with respect to the question of whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage.

Written hearing

(21) After being appointed, the arbitrator shall hold a written hearing.

Restriction on what arbitrator may consider

(22) Subject to subsection (23), the arbitrator shall consider only the following when making a decision:

1. The statements and submissions under clauses 163.2 (5) (a) and (b) that were included with the

ties en informant les organismes auxquels ont été signifiées des copies de l'avis de renvoi et de la réponse.

Remise de l'avis et de la réponse à l'arbitre

(14) Lorsque l'auteur du renvoi et l'agent négociateur affilié désignent un arbitre aux termes du paragraphe (8) ou reçoivent un avis de désignation aux termes du paragraphe (10), ils remettent chacun à l'arbitre des copies de l'avis de renvoi et de la réponse, respectivement.

Autres organismes

(15) L'auteur du renvoi communique à l'arbitre le nom et adresse postale des organismes auxquels a été signifiée une copie de l'avis de renvoi aux termes de l'alinéa (5) a), b) ou c).

Observations : erreur de fait

(16) L'auteur du renvoi à l'arbitre qui croit que la réponse de l'agent négociateur affilié visée au paragraphe (7) contient une erreur de fait peut présenter des observations écrites à l'arbitre au sujet de la prétendue erreur.

Restriction

(17) Les observations présentées en vertu du paragraphe (16) ne doivent contenir aucun argument nouveau à l'appui de la position de l'auteur du renvoi en ce qui a trait à la question de savoir si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel.

Significations des observations à l'agent négociateur affilié

(18) L'auteur des observations écrites présentées à l'arbitre en vertu du paragraphe (16) les signifie également, en même temps, à l'agent négociateur affilié.

Réponse

(19) Si l'auteur du renvoi présente des observations en vertu du paragraphe (16), l'agent négociateur affilié peut présenter des observations écrites à l'arbitre en réponse et en signifie également, en même temps, une copie à l'auteur du renvoi.

Restriction

(20) Les observations présentées en vertu du paragraphe (19) ne doivent contenir aucun argument nouveau à l'appui de la position de l'agent négociateur affilié en ce qui a trait à la question de savoir si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel.

Audience écrite

(21) Après sa désignation, l'arbitre tient une audience écrite.

Restriction

(22) Sous réserve du paragraphe (23), l'arbitre n'examine que ce qui suit lorsqu'il rend une sentence :

1. Les déclarations et les observations visées aux alinéas 163.2 (5) a) et b) qui figuraient dans la

original application under subsection 163.2 (1) or (2), as the case may be.

2. The final offer of the organization making the referral to arbitration.
3. The affiliated bargaining agent's final offer as set out under clause (7) (b).
4. The submissions contained in the affiliated bargaining agent's notice under clause (7) (c).

Use of submissions under subss. (16) and (19)

(23) The arbitrator may consider submissions made under subsections (16) and (19) but only with respect to matters of fact.

Same

(24) In considering a submission made under subsection (16) or (19), the arbitrator shall not consider any matters of opinion or any new arguments contrary to subsection (17) or (20).

Oral, electronic hearings

(25) The arbitrator may convene an oral or electronic hearing if he or she feels it is necessary to do so in order to resolve an issue arising from a submission made under subsection (16) or (19) or in order to resolve any other issue he or she feels cannot be adequately addressed without such a hearing.

Failure to serve an organization

(26) If the arbitrator becomes aware that an organization that should have been served with a copy of a notice of referral under subsection (5) or a copy of a response under subsection (6) was not so served, the arbitrator shall arrange for service on that organization.

Arbitrator's powers

(27) Subsection 48 (12) applies with necessary modifications with respect to the arbitrator.

No amendment of final offers

(28) The arbitrator shall not consider any purported amendment to a final offer.

Decision

(29) After considering the submissions and final offers which he or she may consider under this section, the arbitrator,

- (a) shall determine whether the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage with respect to the kind of work, the market and the location indicated in the application;
- (b) if the arbitrator finds that the provisions of the provincial agreement render employers who are bound by it at a competitive disadvantage, shall determine whether the competitive disadvantage would be removed if the provincial agreement were amended in accordance with either of the final offers;

demande initiale visée au paragraphe 163.2 (1) ou (2), selon le cas.

2. La proposition finale de l'auteur du renvoi à l'arbitrage.
3. La proposition finale de l'agent négociateur affilié, telle qu'elle est énoncée aux termes de l'alinéa (7) b).
4. Les observations figurant dans l'avis de l'agent négociateur affilié aux termes de l'alinéa (7) c).

Utilisation des observations

(23) L'arbitre peut examiner les observations présentées en vertu des paragraphes (16) et (19), mais seulement à l'égard de questions de fait.

Idem

(24) Lorsqu'il examine les observations présentées en vertu du paragraphe (16) ou (19), l'arbitre ne doit examiner aucune opinion ni aucun nouvel argument présenté contrairement au paragraphe (17) ou (20).

Audiences orales ou électroniques

(25) L'arbitre peut convoquer une audience orale ou électronique s'il estime qu'il est nécessaire de le faire pour résoudre une question découlant des observations présentées en vertu du paragraphe (16) ou (19) ou toute autre question qui, à son avis, ne peut être traitée adéquatement sans une telle audience.

Absence de signification

(26) S'il apprend qu'un organisme qui aurait dû recevoir signification d'une copie d'un avis de renvoi aux termes du paragraphe (5) ou d'une copie d'une réponse aux termes du paragraphe (6) ne l'a pas reçue, l'arbitre fait en sorte que la signification soit effectuée.

Pouvoirs de l'arbitre

(27) Le paragraphe 48 (12) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'arbitre.

Aucune modification des propositions finales

(28) L'arbitre ne doit examiner aucune modification qu'il est proposé d'apporter à une proposition finale.

Sentence

(29) Après avoir examiné les observations et les propositions finales qu'il peut examiner en vertu du présent article, l'arbitre fait ce qui suit :

- a) il décide si les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel à l'égard du genre de travaux, du marché et de l'emplacement précisés dans la demande;
- b) s'il constate que les dispositions de la convention provinciale font subir aux employeurs qu'elle lie un désavantage concurrentiel, il décide si la modification de la convention conformément à l'une ou l'autre des propositions finales éliminerait ce désavantage;

- (c) if amendment of the provincial agreement in accordance with only one of the final offers would remove the competitive disadvantage, shall select that final offer;
- (d) if amendment of the provincial agreement in accordance with neither of the final offers would remove the competitive disadvantage, shall select the final offer that most reduces the disadvantage; and
- (e) if amendment of the provincial agreement in accordance with either of the final offers would remove the competitive disadvantage, shall select the final offer that would be less of a deviation from the provincial agreement.

Timing of decision

(30) Subject to subsection (32), the arbitrator shall give his or her written decision to the parties and any organizations that were served under subsection (5) or (26) within 12 days after the day on which he or she was appointed.

No reasons

- (31) The decision shall not include reasons.

Extension of time by agreement

(32) The time limit set out in subsection (30) may be extended by agreement of the organization that made the referral, the affiliated bargaining agent and all of the organizations that were served with copies of the notice of referral.

Parties to prepare document

(33) If the arbitrator selects a final offer containing amendments to the provincial agreement, the parties to the provincial agreement shall prepare and execute a document giving effect to his or her decision within five days after the organization that made the referral is advised of the arbitrator's decision.

When document prepared by arbitrator

(34) If the parties have not prepared and executed a document within the time required by subsection (33), either party may ask the arbitrator to prepare the document and the arbitrator shall do so and provide the document to the organization that made the referral.

Deemed execution

(35) If the arbitrator has prepared a document and either party to the provincial agreement has not executed it within five days after the arbitrator provided it to the organization that made the referral, the document shall be deemed to have been executed by both parties.

Effective date of amended provincial agreement

(36) The amendments to the provincial agreement, as they appear in the document prepared and executed under subsections (33) to (35), shall be deemed to have come into effect on the day of the arbitrator's decision.

Fees and expenses

- (37) The organization that made the referral and the

- c) il choisit la proposition finale qui prévoit une modification de la convention provinciale qui éliminerait le désavantage concurrentiel, s'il n'y en a qu'une qui le fait;
- d) il choisit la proposition finale qui réduit le plus le désavantage concurrentiel si aucune d'elles ne prévoit de modification de la convention provinciale qui l'éliminerait;
- e) il choisit la proposition finale qui s'écarterait le moins possible de la convention provinciale si l'une ou l'autre des propositions finales prévoit une modification de la convention qui éliminerait le désavantage concurrentiel.

Délai

(30) Sous réserve du paragraphe (32), l'arbitre remet sa sentence écrite aux parties et aux organismes qui ont reçu signification d'un document aux termes du paragraphe (5) ou (26) dans les 12 jours qui suivent celui de sa désignation.

Aucun motif

- (31) La sentence ne doit pas être motivée.

Prorogation par accord

(32) Le délai imparti au paragraphe (30) peut être prorogé avec l'accord de l'auteur du renvoi, de l'agent négociateur affilié et de tous les organismes auxquels ont été signifiées des copies de l'avis de renvoi.

Préparation de documents

(33) Si l'arbitre choisit une proposition finale qui contient des modifications à apporter à la convention provinciale, les parties à cette dernière préparent et signent un document donnant effet à sa sentence dans les cinq jours qui suivent celui où l'auteur du renvoi en est informé.

Préparation par l'arbitre

(34) Si les parties n'ont pas préparé ni signé de document dans le délai imparti au paragraphe (33), l'une d'elles peut demander à l'arbitre d'en préparer un. L'arbitre s'exécute et remet le document à l'auteur du renvoi.

Signature réputée apposée

(35) Si l'arbitre a préparé un document et qu'aucune des parties à la convention provinciale ne l'a signé dans les cinq jours qui suivent sa remise par l'arbitre à l'auteur du renvoi, le document est réputé avoir été signé par les deux parties.

Date d'entrée en vigueur de la convention provinciale modifiée

(36) Les modifications apportées à la convention provinciale, telles qu'elles figurent dans le document préparé et signé aux termes des paragraphes (33) à (35), sont réputées être entrées en vigueur le jour de la sentence arbitrale.

Honoraires et indemnités

- (37) L'auteur du renvoi et l'agent négociateur affilié

affiliated bargaining agent shall each pay one-half of the fees and expenses of the arbitrator.

Non-application of *Arbitration Act, 1991*

(38) The *Arbitration Act, 1991* does not apply to an arbitration under this section.

Judicial review

(39) On an application for judicial review of the arbitrator's decision, no determination or selection that the arbitrator was required to make under subsection (29) shall be overturned unless the determination or selection was patently unreasonable.

Application of section

(40) This section applies only with respect to provincial agreements that come into operation after the day section 7 of the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry), 2000* comes into force.

Service

163.4 (1) For the purposes of sections 163.2 and 163.3, service may be effected,

- (a) in the case of service on an organization, by personal service on an officer of the organization or by facsimile transmission to the organization;
- (b) in the case of service on an individual, by personal service or by facsimile transmission.

Amendment deemed under subs. 58 (5)

(2) An amendment to a provincial agreement made in accordance with section 163.2 or 163.3 shall be deemed to be a revision by mutual consent of the parties within the meaning of subsection 58 (5).

Where conflict

(3) If there is a conflict between an amendment to a provincial agreement made in accordance with section 163.2 or 163.3 and provisions that are deemed to be included in the provincial agreement under subsection 163.5 (1), the amendment to the provincial agreement prevails.

8. The Act is amended by adding the following section:

Election

163.5 (1) A provincial agreement shall be deemed to include the following provision with respect to an employer who is bound by it if the employer so elects:

1. Up to 75 per cent of the employees who perform work in fulfilling a contract for construction in the industrial, commercial and institutional sector of the construction industry may be individuals who were hired by the employer without referral from or selection, designation, assignment or scheduling by or the concurrence of the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed.
2. For the purposes of article 1, no more than 40 per cent of the employees who perform work in fulfilling the contract

versent chacun la moitié des honoraires et des indemnités de l'arbitre.

Non-application de la *Loi de 1991 sur l'arbitrage*

(38) La *Loi de 1991 sur l'arbitrage* ne s'applique pas à l'arbitrage prévu au présent article.

Révision judiciaire

(39) Sur requête en révision judiciaire de la sentence arbitrale, aucune décision ni aucun choix que l'arbitre a été tenu de rendre ou de faire aux termes du paragraphe (29) ne doit être annulé à moins que la décision ou le choix ne soit manifestement déraisonnable.

Champ d'application

(40) Le présent article ne s'applique qu'à l'égard des conventions provinciales qui entrent en vigueur après le jour de l'entrée en vigueur de l'article 7 de la *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)*.

Signification

163.4 (1) Pour l'application des articles 163.2 et 163.3, la signification peut être effectuée :

- a) dans le cas d'une signification à un organisme, par signification à personne à un de ses dirigeants ou par télécopie;
- b) dans le cas d'une signification à un particulier, par signification à personne ou par télécopie.

Modification réputée une révision

(2) Les modifications apportées à une convention provinciale conformément à l'article 163.2 ou 163.3 sont réputées une révision effectuée du consentement mutuel des parties au sens du paragraphe 58 (5).

Incompatibilité

(3) Les modifications apportées à une convention provinciale conformément à l'article 163.2 ou 163.3 l'emportent sur les dispositions réputées comprises dans la convention aux termes du paragraphe 163.5 (1) qui sont incompatibles avec elles.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Choix

163.5 (1) Les conventions provinciales sont réputées comprendre la disposition suivante à l'égard des employeurs qu'elles lient si ceux-ci en font le choix :

1. Jusqu'à 75 pour cent des employés qui effectuent des travaux dans le cadre de l'exécution d'un contrat de construction dans le secteur industriel, commercial et institutionnel de l'industrie de la construction peuvent être des particuliers qu'a embauchés l'employeur sans que l'agent négociateur affilié dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués ne participe à leur orientation, à leur choix, à leur désignation, à leur affectation ou à leur classement ni ne donne son assentiment à cet égard.
2. Pour l'application de la clause 1, pas plus de 40 pour cent des employés qui effectuent des travaux dans le cadre de

may be individuals who are not members of the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed.

3. The percentages set out in articles 1 and 2 must apply with reference to the number of employees of the employer who perform work under the provincial agreement on each day during the period in which the contract is being fulfilled.

Scope of election

(2) The election may be made with respect to one or more or all of the construction contracts that the employer fulfils using employees who perform work under the provincial agreement.

Manner of election

(3) An election under subsection (1) shall be made by giving written notice of the election to the employee bargaining agency that is party to the provincial agreement.

Restriction re: membership in local

(4) Nothing in article 1 of the provision set out in subsection (1) permits an employer to employ an individual who is not a member of the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed if,

- (a) the provincial agreement would prohibit that employment; and
- (b) the employment of the individual is not permitted under article 2 of the provision.

Restriction: membership in affiliate

(5) Nothing in article 2 of the provision set out in subsection (1) permits an employer to employ an individual who is not a member of an affiliated bargaining agent that is subordinate or directly related to the same provincial, national or international trade union as the affiliated bargaining agent in whose geographic jurisdiction the work is performed if the provincial agreement would prohibit that employment.

Inconsistency

(6) Subject to subsection 163.4 (3), a provision in a provincial agreement that is inconsistent with an article in the provision set out in subsection (1) is, to the extent of the inconsistency, of no effect.

Decreased percentages

(7) An employee bargaining agency and an employer bargaining agency may agree that an employer may not make the election under subsection (1) or may agree to either or both of the following:

1. That article 1 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it referred to a specified percentage less than 75 per cent.
2. That article 2 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it referred to a specified percentage less than 40 per cent.

l'exécution du contrat peuvent être des particuliers qui ne sont pas membres de l'agent négociateur affilié dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués.

3. Les pourcentages énoncés aux clauses 1 et 2 s'appliquent relativement au nombre d'employés de l'employeur qui effectuent des travaux aux termes de la convention provinciale chaque jour de la période d'exécution du contrat.

Portée du choix

(2) Le choix peut être fait à l'égard de tous les contrats de construction que l'employeur exécute en faisant appel à des employés qui effectuent des travaux visés par la convention provinciale ou d'un ou de plusieurs de ces contrats.

Manière de faire le choix

(3) Le choix prévu au paragraphe (1) se fait en avisant par écrit l'organisme négociateur syndical qui est partie à la convention provinciale.

Restriction : membre d'un syndicat local

(4) La clause 1 de la disposition énoncée au paragraphe (1) n'a pas pour effet de permettre à un employeur d'employer un particulier qui n'est pas membre de l'agent négociateur affilié dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués si :

- a) d'une part, la convention provinciale interdit un tel emploi;
- b) d'autre part, la clause 2 de la disposition interdit d'employer le particulier.

Restriction : membre d'un agent négociateur affilié

(5) La clause 2 de la disposition énoncée au paragraphe (1) n'a pas pour effet de permettre à un employeur d'employer un particulier qui n'est pas membre d'un agent négociateur affilié subordonné ou directement apparenté au même syndicat provincial, national ou international que celui dans la région relevant de la compétence territoriale duquel les travaux sont effectués, si la convention provinciale interdit un tel emploi.

Incompatibilité

(6) Sous réserve du paragraphe 163.4 (3), les dispositions d'une convention provinciale qui sont incompatibles avec une clause de la disposition énoncée au paragraphe (1) sont sans effet.

Diminution des pourcentages

(7) Un organisme négociateur syndical et un organisme négociateur patronal peuvent convenir qu'un employeur peut ne pas faire le choix prévu au paragraphe (1), ou des énoncés suivants ou de l'un ou l'autre d'entre eux seulement :

1. La clause 1 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle faisait mention d'un pourcentage précisé inférieur à 75 pour cent.
2. La clause 2 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle faisait mention d'un pourcentage précisé inférieur à 40 pour cent.

Restriction re: impasse

(8) No strike or lock-out shall be called or authorized because there is a failure to reach an agreement under subsection (7).

Increased percentages

(9) An employee bargaining agency and an employer bargaining agency may agree to any or all of the following:

1. That article 1 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it referred to a specified percentage of more than 75 per cent.
2. That article 2 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it referred to a specified percentage of more than 40 per cent.
3. That article 3 of the provision set out in subsection (1) shall be read as if it required the percentages set out in sections 1 and 2 of the provision to be applied with reference to the total number of employees of the employer who perform work under the provincial agreement during the entire period in which the contract is being fulfilled.

Non-application of section

(10) This section does not apply with respect to a project agreement made under section 163.1.

Commencement

9. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

10. The short title of this Act is the *Labour Relations Amendment Act (Construction Industry), 2000*.

Restriction : impasse

(8) Aucune grève ni aucun lock-out ne doit être ordonné ou autorisé en raison de l'absence de l'accord prévu au paragraphe (7).

Accroissement des pourcentages

(9) Un organisme négociateur syndical et un organisme négociateur patronal peuvent convenir des énoncés suivants ou de l'un d'entre eux seulement :

1. La clause 1 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle faisait mention d'un pourcentage précisé supérieur à 75 pour cent.
2. La clause 2 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle faisait mention d'un pourcentage précisé supérieur à 40 pour cent.
3. La clause 3 de la disposition énoncée au paragraphe (1) s'interprète comme si elle exigeait que les pourcentages énoncés aux clauses 1 et 2 de la disposition soit appliqué au nombre total des employés de l'employeur qui effectuent des travaux visés par la convention provinciale pendant toute la période d'exécution du contrat.

Non-application

(10) Le présent article ne s'applique pas à l'égard des conventions concernant un projet visées à l'article 163.1.

Entrée en vigueur

9. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

10. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{re} SESSION, 37^e LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 70

**An Act with respect to
Electronic Information,
Documents and Payments**

Mr. Hastings

Private Member's Bill

1st Reading April 26, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 70

**Loi concernant
les renseignements, les documents
et les paiements électroniques**

M. Hastings

Projet de loi de député

1^{re} lecture 26 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

Under the Bill, the legal effect and enforceability of information or documents may not be denied just because the information is in an electronic form. Subject to specified limits, where a law requires that information or a document be in writing or that a document be signed, the information or document may be provided electronically and the document signed electronically.

Subject to specified limits, if a law requires a person to present or retain information or a document in its original form, the person may provide or retain the information or document in an electronic form. In specified circumstances, an electronic form may be used to satisfy a statutory or prescribed requirement for the use of a form.

A payment that is authorized or required to be made to a government body may be made in an electronic form in any manner acceptable to that body. A payment that is authorized or required to be made by the Province of Ontario may be made in an electronic form in any manner specified by the Minister of Finance.

The Bill provides that the legal effect and enforceability of a contract may not be denied just because information or a document in an electronic form was used in its formation. The Bill recognizes contracts formed as the result of specified electronic exchanges and allows for errors arising from transactions with electronic agents to be corrected.

The Bill specifies how the time and place of the sending and receipt of information or documents in an electronic form are to be determined. It specifies when electronic documents may be used in place of paper documents in contracts for the carriage of goods.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi prévoit que l'effet juridique et la force exécutoire de renseignements ou de documents ne peuvent être annulés du seul fait qu'ils se présentent sous forme électronique. Sous réserve de restrictions précisées, lorsqu'une loi exige que des renseignements ou un document se présentent par écrit ou qu'un document soit signé, les renseignements ou le document peuvent être fournis par voie électronique et le document peut être signé par voie électronique.

Sous réserve de restrictions précisées, si une loi exige qu'une personne présente ou conserve des renseignements ou un document dans leur forme originale, celle-ci peut les fournir ou les conserver sous forme électronique. Dans des circonstances précisées, une formule électronique peut être utilisée pour respecter une exigence légale ou prescrite requérant l'utilisation d'une formule.

Le paiement qui peut ou doit être fait à un organisme gouvernemental peut être effectué sous forme électronique selon tout mode que celui-ci juge acceptable. Le paiement que la province de l'Ontario peut ou doit faire peut être effectué sous forme électronique selon tout mode que précise le ministre des Finances.

Le projet de loi prévoit que l'effet juridique et la force exécutoire d'un contrat ne peuvent être annulés du seul fait qu'il est formé à l'aide de renseignements ou d'un document qui se présentent sous forme électronique. Le projet de loi reconnaît les contrats formés par suite d'échanges électroniques précisés et autorise la correction d'erreurs qui se produisent lors d'opérations mettant en cause des agents électroniques.

Le projet de loi précise la façon dont sont fixés le moment et le lieu de l'envoi et de la réception de renseignements ou de documents qui se présentent sous forme électronique. Il précise les cas où il peut être utilisé des documents électroniques plutôt que des documents écrits dans les contrats de transport de marchandises.

**An Act with respect to
electronic information,
documents and payments**

**Loi concernant
les renseignements, les documents
et les paiements électroniques**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. In this Act,

“electronic” includes created, recorded, transmitted or stored in digital form or in other intangible form by electronic, magnetic or optical means or by any other means that has capabilities for creation, recording, transmission or storage similar to those means and “electronically” has a corresponding meaning; (“électronique”)

“electronic signature” means information in electronic form that a person has created or adopted in order to sign a document and that is in, attached to or associated with the document; (“signature électronique”)

“government body” means any of the following:

1. The government of Ontario.
2. A ministry of the government of Ontario.
3. A municipal corporation, including a metropolitan, district or regional municipality or the County of Oxford.
4. A school board, public utilities commission, hydro-electric commission, transit commission, suburban roads commission, public library board, board of health, police commission, conservation authority, district social services administration board, local services board, planning board, local roads board, police village or joint committee of management or joint board of management established under the *Municipal Act*.
5. Any agency, board, commission, corporation or other body designated as an institution in the regulations; (“organisme gouvernemental”)

“prescribed” means prescribed by the regulations made under this Act; (“prescrit”)

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«électronique» S'entend notamment de ce qui est créé, enregistré, transmis ou mis en mémoire sous une forme intangible, notamment numérique, par des moyens électroniques, magnétiques ou optiques ou par d'autres moyens capables de créer, d'enregistrer, de transmettre ou de mettre en mémoire de manière similaire à ceux-ci. Le terme «par voie électronique» a un sens correspondant. («electronic»)

«organisme gouvernemental» S'entend des organismes suivants :

1. Le gouvernement de l'Ontario.
2. Les ministères du gouvernement de l'Ontario.
3. Les municipalités, y compris les municipalités régionales, de district ou de communauté urbaine ou le comté d'Oxford.
4. Les conseils scolaires, les commissions de services publics, les commissions hydroélectriques, les commissions de transport, les commissions de voirie de banlieue, les conseils de bibliothèque publique, les conseils de santé, les commissions de police, les offices de protection de la nature, les conseils d'administration de district des services sociaux, les régies locales des services publics, les conseils de planification, les régies des routes locales, les villages partiellement autonomes ou les comités ou les conseils de gestion conjoints créés en vertu de la *Loi sur les municipalités*.
5. Les organismes, conseils, commissions, personnes morales ou autres entités désignées comme institutions dans les règlements. («government body»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«signature électronique» Renseignements qui se présentent sous forme électronique, qu’une personne a créés ou adoptés en vue de signer un document et qui sont dans le document ou qui y sont joints ou associés. («electronic signature»)

Application

2. (1) This Act does not apply to,

2. (1) La présente loi ne s’applique pas aux documents suivants :

Champ d’application

- (a) wills;
- (b) trusts created by wills;
- (c) powers of attorney for property and powers of attorney for personal care;
- (d) documents that create or transfer interests in land and that require registration to be effective against third parties;
- (e) a prescribed class of document or instrument.

- a) les testaments;
- b) les fiducies constituées par testament;
- c) les procurations relatives aux biens et les procurations relatives au soin de la personne;
- d) les documents qui créent ou transfèrent des droits sur des biens-fonds et qui doivent être enregistrés pour produire des effets à l’encontre des tiers;
- e) les catégories prescrites de documents ou d’effets.

Negotiable instruments excluded

(2) Except for this Part and Part III, this Act does not apply in respect of negotiable instruments, including negotiable documents of title.

(2) À l’exception de la présente partie et de la partie III, la présente loi ne s’applique pas à l’égard des effets négociables, y compris les titres négociables.

Exclusion des effets négociables

Other Acts not limited

(3) Nothing in this Act limits the operation of any law that expressly authorizes, prohibits or regulates the use of information or documents in an electronic form.

(3) La présente loi n’a pas pour effet de limiter l’application de toute loi qui autorise, interdit ou réglemente de façon expresse l’utilisation de renseignements ou de documents qui se présentent sous forme électronique.

Champ d’application d’autres lois

Same

(4) For the purpose of subsection (3), a law does not prohibit the use of information or documents in an electronic form just because the law contains the words “in writing” and “signature” or similar words or expressions.

(4) Pour l’application du paragraphe (3), une loi n’a pas pour effet d’interdire l’utilisation de renseignements ou de documents qui se présentent sous forme électronique du seul fait qu’elle contient des termes ou des expressions tels que «par écrit» et «signature».

Idem

Crown bound

3. This Act binds the Crown.

3. La présente loi lie la Couronne.

La Couronne est liée

Interpretation

4. The provisions of this Act relating to the satisfaction of a requirement of law apply whether or not the law creates an obligation or provides consequences for doing something or for not doing something.

4. Les dispositions de la présente loi qui portent sur l’observation d’une exigence légale s’appliquent que la loi crée ou non une obligation ou qu’elle prévoie ou non les conséquences de l’accomplissement d’un acte ou de son omission.

Interprétation

PART I PROVISION AND RETENTION OF INFORMATION AND DOCUMENTS

PARTIE I FOURNITURE ET CONSERVATION DE RENSEIGNEMENTS ET DE DOCUMENTS

Legal recognition

5. No information or document to which this Act applies shall be denied legal effect and enforceability just because the information or document is in an electronic form.

5. Le fait que les renseignements ou les documents auxquels s’applique la présente loi se présentent sous forme électronique n’est pas un motif suffisant pour annuler leur effet juridique et leur force exécutoire.

Reconnaissance juridique

Acceptance of electronic information

6. (1) Nothing in this Act requires a person to use or accept information or a document in an electronic form.

6. (1) La présente loi n’a pas pour effet d’exiger qu’une personne utilise ou accepte des renseignements ou un document sous forme électronique.

Acceptation de renseignements électroniques

Consent inferred	(2) The consent of a person that is not a government body to accept or use information or a document in an electronic form may be inferred from the person's conduct.	(2) Le consentement d'une personne qui n'est pas un organisme gouvernemental relativement à l'acceptation ou l'utilisation de renseignements ou d'un document sous forme électronique peut être déduit de ses actes.	Consentement déduit
Consent of government body	(3) A government body is not presumed to consent to accept information or a document in an electronic form unless it expresses its consent by communication accessible to the public or to those likely to communicate with it for particular purposes.	(3) Le consentement d'un organisme gouvernemental à accepter des renseignements ou un document sous forme électronique ne peut être présumé, à moins qu'il ne le manifeste au moyen d'une communication accessible au public ou à ceux qui sont susceptibles de communiquer avec lui à des fins particulières.	Consentement d'un organisme gouvernemental
Requirement for written information	7. A requirement in law that information or a document be in writing is satisfied by information or a document in an electronic form if the information or document is accessible so as to be usable for subsequent reference.	7. Des renseignements ou un document qui se présentent sous forme électronique respectent l'exigence légale portant que des renseignements ou un document doivent se présenter par écrit s'ils sont accessibles de manière à être utilisables pour consultation ultérieure.	Exigence relative à des renseignements écrits
Providing information in writing	8. A requirement in law for a person to provide information or a document in writing to another person is satisfied by the provision of the information or document in an electronic form if the following conditions are met: <ol style="list-style-type: none"> 1. The information or document that is provided to the other person is accessible by the other person and capable of being retained by the other person so as to be usable for subsequent reference. 2. The other person has consented to accept information or documents in an electronic form in satisfaction of the requirement. 3. The information or document in an electronic form meets the information technology standards and acknowledgment rules, if any, established by the other person. 	8. La fourniture de renseignements ou d'un document sous forme électronique respecte l'exigence légale portant qu'une personne doit fournir des renseignements ou un document par écrit à une autre personne si les conditions suivantes sont réunies : <ol style="list-style-type: none"> 1. L'autre personne y a accès et peut les conserver de manière qu'ils soient utilisables pour consultation ultérieure. 2. L'autre personne a consenti à accepter des renseignements ou des documents sous forme électronique aux fins de l'observation de l'exigence. 3. Les renseignements ou le document qui se présentent sous forme électronique satisfont aux normes relatives aux technologies de l'information et aux règles relatives aux accusés de réception établies, le cas échéant, par l'autre personne. 	Fourniture de renseignements par écrit
Providing information in specific form	9. A requirement in law for a person to provide information or a document to another person in a specified non-electronic form is satisfied by the provision of the information or document in an electronic form if the following conditions are met: <ol style="list-style-type: none"> 1. The information or document in an electronic form is provided in the same or substantially the same form and is accessible by the other person and capable of being retained by the other person so as to be usable for subsequent reference. 2. The other person to which the information or document is to be provided has consented to accept information or 	9. La fourniture de renseignements ou d'un document sous forme électronique respecte l'exigence légale portant qu'une personne doit fournir des renseignements ou un document à une autre personne sous une forme non électronique précisée si les conditions suivantes sont réunies : <ol style="list-style-type: none"> 1. Les renseignements ou le document qui se présentent sous forme électronique sont fournis sous la même forme ou essentiellement la même forme et l'autre personne y a accès et peut les conserver de manière qu'ils soient utilisables pour consultation ultérieure. 2. L'autre personne à qui les renseignements ou le document doivent être fournis a consenti à les accepter sous forme 	Fourniture de renseignements sous une forme précise

documents in an electronic form in satisfaction of the requirement.

3. The information or document in an electronic form meets the information technology standards and acknowledgment rules, if any, established by the other person.

Signatures

10. (1) Subject to prescribed requirements, if any, made under subsection (2), a requirement in law for the signature of a person is satisfied by an electronic signature if,

- (a) the person to whom the signature or signed documents are to be provided has consented to accept electronic signatures; and
- (b) the electronic document meets the information technology standards and requirements as to method and as to reliability of the signature, if any, established by the person to whom the signature or signed documents are to be provided.

Regulation

(2) The Lieutenant Governor in Council may by regulation,

- (a) require an electronic signature to be reliable for the purpose of identifying the person, in light of all the circumstances, including any relevant agreement and the time the electronic signature was made;
- (b) require the association of the electronic signature with the relevant electronic document to be reliable for the purpose for which the electronic document was made, in light of all the circumstances, including any relevant agreement and the time the electronic signature was made.

Provision of originals

11. (1) A requirement in law that a person present or retain information or a document in original form is satisfied by the provision or retention of the information or document in an electronic form if the following conditions are met:

1. There exists a reliable assurance as to the integrity of the information or document in the electronic form from the time it was first made in its final form, whether as a paper document or otherwise.
2. Where the information or document in original form is to be provided to a person, the information or document in the

électronique aux fins de l'observation de l'exigence.

3. Les renseignements ou le document qui se présentent sous forme électronique satisfont aux normes relatives aux technologies de l'information et aux règles relatives aux accusés de réception établies, le cas échéant, par l'autre personne.

Signatures

10. (1) Sous réserve des exigences prescrites, le cas échéant, énoncées au paragraphe (2), une signature électronique respecte l'exigence légale requérant la signature d'une personne si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la personne à qui la signature ou les documents signés doivent être fournis a consenti à accepter des signatures électroniques;
- b) le document électronique satisfait aux normes relatives aux technologies de l'information et aux exigences relatives au mode de signature et à la fiabilité des signatures établies, le cas échéant, par la personne à qui la signature ou les documents signés doivent être fournis.

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) exiger qu'une signature électronique permette d'identifier une personne de façon fiable eu égard à toutes les circonstances, y compris tout accord pertinent et le moment de l'apposition de la signature électronique;
- b) exiger que l'association entre la signature électronique et le document électronique pertinent soit fiable aux fins auxquelles le document électronique a été créé, eu égard à toutes les circonstances, y compris tout accord pertinent et le moment de l'apposition de la signature électronique.

Fourniture d'originaux

11. (1) La fourniture ou la conservation de renseignements ou d'un document sous forme électronique respecte l'exigence légale portant qu'une personne doit présenter ou conserver des renseignements ou un document dans leur forme originale si les conditions suivantes sont réunies :

1. Il existe une garantie fiable quant à l'intégrité des renseignements ou du document qui se présentent sous forme électronique, à compter du moment où les renseignements ou le document ont été rédigés ou créés dans leur forme définitive de document écrit ou autre.
2. La personne à qui l'original des renseignements ou du document doit être fourni a accès aux renseignements ou

electronic form that is provided to the person is accessible by the person and capable of being retained by the person so as to be usable for subsequent reference.

3. Where the information or document in original form is to be provided to a person, the person has consented to accept information or documents in an electronic form in satisfaction of the requirement.
4. Where the information or document in original form is to be provided to a person, the information or document in the electronic form meets the information technology standards and acknowledgment rules, if any, established by the person.

Criteria for integrity and reliability

(2) For the purpose of paragraph 1 of subsection (1),

- (a) the criterion for assessing integrity is whether the information or document has remained complete and unaltered, apart from the introduction of any changes that arise in the normal course of communication, storage and display; and
- (b) the standard of reliability required shall be assessed in light of the purpose for which the information or document was made and in light of all the circumstances.

Document not capable of being retained

12. Information or document in an electronic form shall be deemed not to be capable of being retained if the person providing the information or document inhibits the printing or storage of the information or document by the recipient.

Retention of information and documents

13. A requirement in law to retain information or a document is satisfied by the retention of the information or document in an electronic form if the following conditions are met:

1. The information or document is retained in the format in which it was made, sent or received, or in a format that does not materially change the information or document.
2. The information or document will be accessible so as to be usable for subsequent reference by any person who is entitled to have access to the information or document or who is authorized to require its production.
3. Where the information or document was sent or received, information, if

au document fournis sous forme électronique et peut les conserver de manière qu'ils soient utilisables pour consultation ultérieure.

3. Si l'original des renseignements ou du document doit être fourni à une personne, celle-ci a consenti à accepter des renseignements ou des documents sous forme électronique aux fins de l'observation de l'exigence.
4. Si l'original des renseignements ou du document doit être fourni à une personne, les renseignements ou le document qui se présentent sous forme électronique satisfont aux normes relatives aux technologies de l'information et aux règles relatives aux accusés de réception que celle-ci a établies, le cas échéant.

(2) Pour l'application de la disposition 1 du paragraphe (1) :

- a) l'intégrité des renseignements ou du document s'apprécie en déterminant si ceux-ci sont demeurés complets et n'ont pas été altérés, exception faite de toute modification apportée dans le cours normal de la communication, de la mise en mémoire et de l'affichage;
- b) la norme de fiabilité exigée s'apprécie eu égard à l'objet pour lequel les renseignements ou le document ont été rédigés ou créés et eu égard à toutes les circonstances.

Critères relatifs à l'intégrité et à la fiabilité

12. Les renseignements ou le document qui se présentent sous forme électronique sont réputés ne pas pouvoir être conservés si la personne qui les fournit en empêche l'impression ou la mise en mémoire par le destinataire.

Impossibilité de conserver un document

13. La conservation de renseignements ou d'un document qui se présentent sous forme électronique respecte l'exigence légale requérant la conservation de renseignements ou d'un document si les conditions suivantes sont réunies :

Conservation des renseignements et des documents

1. Ils sont conservés selon la même disposition que celle dans laquelle ils ont été rédigés ou créés, envoyés ou reçus, ou selon une disposition qui ne les modifie pas de façon importante.
2. Quiconque a le droit d'y avoir accès ou est autorisé à exiger leur production y a accès de manière qu'ils soient utilisables pour consultation ultérieure.
3. S'ils ont été envoyés ou reçus, les renseignements éventuels qui permettent

any, that identifies the origin and destination of the information or document and the date and time when it was sent or received is also retained.

d'identifier leur origine et leur destination, ainsi que la date et l'heure de leur envoi ou de leur réception, sont également conservés.

Copies	<p>14. Where information or a document may be provided in an electronic form, a requirement in law for one or more copies of the information or a document to be provided to a single addressee at the same time is satisfied by the submission of a single version in an electronic form.</p>	<p>14. Si des renseignements ou un document peuvent être fournis sous forme électronique, la présentation d'une seule version sous forme électronique respecte l'exigence légale portant qu'une ou plusieurs copies doivent en être fournies à un seul destinataire au même moment.</p>	Copies
Other requirements apply	<p>15. Nothing in this Part limits the operation of any requirement in law for information or a document to be posted or displayed in a specified manner or for any information or document to be delivered in a specified manner.</p>	<p>15. La présente partie n'a pas pour effet de limiter l'application de toute exigence légale portant que des renseignements ou un document doivent être affichés d'une manière précisée ou remis selon une méthode précisée.</p>	Application d'autres exigences
Forms	<p>16. (1) If a person is required by or under a statute to provide information or a document, the minister of the Crown responsible for the statute may prescribe electronic means to be used to provide the information or document and the use of those means satisfies that requirement.</p>	<p>16. (1) Si une personne est tenue, par une loi ou en vertu de celle-ci, de fournir des renseignements ou un document, le ministre de la Couronne chargé de l'application de cette loi peut prescrire des moyens électroniques à utiliser à cette fin et l'utilisation de ces moyens respecte cette exigence.</p>	Formules
Electronic forms	<p>(2) If a statute sets out a form, the authority responsible for the form may make an electronic form that is substantially the same as the form set out in the statute and the electronic form is to be considered as the form set out in the statute.</p>	<p>(2) Si une loi prévoit une formule, l'autorité responsable de la formule peut en établir une version électronique qui lui est essentiellement identique. La formule électronique doit être considérée comme étant la formule prévue dans la loi.</p>	Formules électroniques
Prescribed forms	<p>(3) A provision of a statute that authorizes the prescription of a form or the manner of submitting a form includes the authority to prescribe an electronic form or electronic means of submitting the form, as the case may be.</p>	<p>(3) Le pouvoir de prescrire une formule ou son mode de présentation, que confère une disposition légale, comprend le pouvoir de prescrire une formule électronique ou un mode de présentation par voie électronique, selon le cas.</p>	Formules prescrites
Collection, storage, etc.	<p>17. (1) In the absence of an express provision in a law that electronic means may not be used or that they must be used in specified ways, a government body may use electronic means to create, collect, receive, store, transfer, distribute, publish or otherwise deal with documents or information.</p>	<p>17. (1) En l'absence d'une disposition légale expresse portant que des moyens électroniques ne peuvent pas être utilisés ou qu'ils doivent être utilisés d'une manière précisée, un organisme gouvernemental peut utiliser tout moyen électronique pour traiter des documents ou des renseignements, notamment pour les créer, les recueillir, les recevoir, les mettre en mémoire, les transférer, les distribuer ou les publier.</p>	Cueillette, mise en mémoire, etc.
Same	<p>(2) For the purpose of subsection (1), a law does not expressly provide that electronic means may not be used or that they must be used in specified ways just because the law contains the words "in writing" and "signature" or similar words or expressions.</p>	<p>(2) Pour l'application du paragraphe (1), une loi n'a pas pour effet de prévoir expressément que des moyens électroniques ne peuvent pas être utilisés ou qu'ils doivent être utilisés d'une manière précisée du seul fait qu'elle contient des termes ou des expressions tels que «par écrit» et «signature».</p>	Idem
Electronic payments to government bodies	<p>18. (1) A payment that is authorized or required to be made to a government body may be made in an electronic form in any manner acceptable to the government body.</p>	<p>18. (1) Le paiement qui peut ou doit être fait à un organisme gouvernemental peut être effectué sous forme électronique selon tout mode qu'il juge acceptable.</p>	Paiements électroniques faits aux organismes gouvernementaux

Electronic payments by the Province

(2) A payment that is authorized or required to be made by the Province of Ontario may be made in an electronic form in any manner specified by the Minister of Finance.

(2) Le paiement que la province de l'Ontario peut ou doit faire peut être effectué sous forme électronique selon tout mode que préconise le ministre des Finances.

Paiements électroniques effectués par la province

PART II COMMUNICATION OF ELECTRONIC DOCUMENTS

PARTIE II COMMUNICATION DE DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES

Definition of "electronic agent"

19. In this Part,

"electronic agent" means a computer program or any electronic means used to initiate an action or to respond to electronic documents or actions, in whole or in part, without review by an individual at the time of the response or action.

19. La définition qui suit s'applique à la présente partie.

Définition de «agent électronique»

«agent électronique» Programme informatique ou tout autre moyen électronique qui permet d'entreprendre un acte ou de répondre à des documents ou à des actes électroniques en tout ou en partie, sans examen par un particulier au moment de la réponse ou de l'acte.

Formation and operation of contracts

20. (1) Unless the parties agree otherwise, an offer or the acceptance of an offer, or any other matter that is material to the formation or operation of a contract, may be expressed,

20. (1) Sauf accord contraire des parties, une offre, l'acceptation d'une offre ou toute autre question liée à la formation ou à l'effet d'un contrat peut être exprimée :

Formation et effet des contrats électroniques

(a) by means of information or document in an electronic form; or

a) soit au moyen de renseignements ou d'un document qui se présentent sous forme électronique;

(b) by an action in an electronic form, including touching or clicking on an appropriately designated icon or place on a computer screen or otherwise communicating electronically in a manner that is intended to express the offer, acceptance or other matter.

b) soit par un geste posé sous forme électronique, notamment toucher ou cliquer sur l'icône ou l'endroit approprié sur un écran d'ordinateur, ou communiquer autrement par voie électronique avec l'intention d'exprimer l'offre, l'acceptation ou la question.

Same

(2) The legal effect and enforceability of a contract shall not be denied just because information or a document in an electronic form was used in its formation.

(2) Le fait que des renseignements ou un document qui se présentent sous forme électronique ont été utilisés pour former un contrat n'est pas un motif suffisant pour annuler son effet juridique et sa force exécutoire.

Idem

Involvement of electronic agents

21. A contract may be formed by the interaction of an electronic agent and an individual or by the interaction of electronic agents.

21. Un contrat peut être formé par l'interaction d'un agent électronique et d'un particulier ou par l'interaction d'agents électroniques.

Recours à des agents électroniques

Errors and electronic agents

22. An electronic document made by an individual with the electronic agent of another person has no legal effect and is not enforceable if the individual made a material error in the document and,

22. Le document électronique créé par un particulier avec l'agent électronique d'une autre personne n'a pas d'effet juridique ni de force exécutoire si le particulier a commis une erreur importante dans le document et que les conditions suivantes sont réunies :

Erreurs et agents électroniques

(a) the electronic agent did not provide the individual with an opportunity to prevent or correct the error;

a) l'agent électronique ne fournit pas au particulier l'occasion d'empêcher ou de corriger l'erreur;

(b) the individual notifies the other person of the error as soon as practicable after the individual learns of the error and indicates that he or she made an error in the electronic document;

b) le particulier avise l'autre personne de l'erreur dès que possible après en avoir pris connaissance et lui indique qu'il a commis une erreur dans le document électronique;

(c) the individual takes reasonable steps, including steps that conform to the other person's instructions, to return the consideration received, if any, as a result of the error or, if instructed to do so, to destroy the consideration; and

c) le particulier prend des mesures raisonnables, notamment des mesures conformes aux instructions de l'autre personne, pour retourner la contrepartie reçue par suite de l'erreur, le cas échéant, ou, s'il a des instructions à cet égard, pour détruire la contrepartie;

- (d) the individual has not used or received any material benefit or value from the consideration, if any, received from the other person.

Time and place

23. (1) Unless the originator and the addressee agree otherwise, information or a document in an electronic form is sent when it enters an information system outside the control of the originator or, if the originator and the addressee are in the same information system, when it becomes capable of being retrieved and processed by the addressee.

Receipt presumed

(2) Information or a document in an electronic form is presumed to be received by the addressee,

- (a) when it enters an information system designated or used by the addressee for the purpose of receiving documents of the type sent and it is capable of being retrieved and processed by the addressee; or
- (b) if the addressee has not designated or does not use an information system for the purpose of receiving information or documents of the type sent, when the addressee becomes aware of the information or document in the addressee's information system and the information or document is capable of being retrieved and processed by the addressee.

Place of sending and receipt

(3) Unless the originator and the addressee agree otherwise,

- (a) information or a document in an electronic form shall be deemed to be sent from the originator's place of business or, if the originator has no place of business, the originator's habitual residence; and
- (b) information or a document in an electronic form shall be deemed to be received at the addressee's place of business or, if the addressee has no place of business, the addressee's habitual residence.

Multiple places of business

(4) For the purposes of subsection (3), if the originator or the addressee has more than one place of business, the place of business is that which has the closest relationship to the underlying transaction to which the information or document in an electronic form relates or, if there is no underlying transaction, the principal place of business of the originator or the addressee.

- d) le particulier n'a pas utilisé la contrepartie reçue, le cas échéant, de l'autre personne ni n'en a tiré d'avantage important, pécuniaire ou autre.

23. (1) Sauf accord contraire de l'expéditeur et du destinataire, l'envoi de renseignements ou d'un document sous forme électronique se produit lorsqu'ils entrent dans un système d'information sur lequel l'expéditeur n'a aucun contrôle ou, si l'expéditeur et le destinataire utilisent le même système d'information, lorsque ce dernier peut les récupérer et les traiter.

Moment et lieu de l'envoi

(2) Le destinataire de renseignements ou d'un document qui se présentent sous forme électronique est présumé les avoir reçus :

Présomption relative à la réception

- a) soit lorsqu'ils entrent dans un système d'information qu'il a désigné ou qu'il utilise dans le but de recevoir des documents du même genre et qu'il peut les récupérer et les traiter;
- b) soit, s'il n'a pas désigné ou s'il n'utilise pas de système d'information dans le but de recevoir des renseignements ou des documents du même genre, lorsqu'il prend connaissance de la présence des renseignements ou du document dans son système d'information et qu'il peut les récupérer et les traiter.

(3) Sauf accord contraire de l'expéditeur et du destinataire :

- a) d'une part, les renseignements ou le document qui se présentent sous forme électronique sont réputés être envoyés de l'établissement de l'expéditeur ou, si celui-ci n'en a pas, de sa résidence habituelle;
- b) d'autre part, les renseignements ou le document qui se présentent sous forme électronique sont réputés être reçus à l'établissement du destinataire ou, si celui-ci n'en a pas, à sa résidence habituelle.

Lieu d'envoi et de réception

(4) Pour l'application du paragraphe (3), si l'expéditeur ou le destinataire a plus d'un établissement, l'établissement retenu est celui qui a la relation la plus étroite avec l'opération sous-jacente à laquelle se rapportent les renseignements ou le document qui se présentent sous forme électronique ou, en l'absence d'opération sous-jacente, son établissement principal.

Établissements multiples

PART III CARRIAGE OF GOODS

Actions re
carriage of
goods

24. This Part applies to any action in connection with a contract of carriage of goods, including, but not limited to,

- (a) furnishing the marks, number, quantity or weight of goods;
- (b) stating or declaring the nature or value of goods;
- (c) issuing a receipt for goods;
- (d) confirming that goods have been loaded;
- (e) giving instructions to a carrier of goods;
- (f) claiming delivery of goods;
- (g) authorizing release of goods;
- (h) giving notice of loss of, or damage to, goods;
- (i) undertaking to deliver goods to a named person or a person authorized to claim delivery;
- (j) granting, acquiring, renouncing, surrendering, transferring or negotiating rights in goods;
- (k) notifying a person of terms and conditions of a contract of carriage of goods;
- (l) giving a notice or statement in connection with the performance of a contract of carriage of goods; and
- (m) acquiring or transferring rights and obligations under a contract of carriage of goods.

Documents

25. (1) Subject to subsection (2), a requirement in law that an action referred to in any of clauses 24 (a) to (m) be carried out in writing or by using a paper document is satisfied if the action is carried out by using one or more documents in an electronic form.

Same

(2) If a right is to be granted to or an obligation is to be acquired by one person and no other person and a provision in a law requires that, in order to do so, the right or obligation must be conveyed to that person by the transfer or use of a document in writing, that requirement is satisfied if the right or obligation is conveyed through the use of one or more documents in an electronic form created by a method that gives reliable assurance that

PARTIE III TRANSPORT DE MARCHANDISES

Actes relatifs
au transport
de marchan-
dises

24. La présente partie s'applique à tout acte relatif à un contrat de transport de marchandises, notamment aux actes suivants :

- a) l'indication des marques, du nombre, de la quantité ou du poids des marchandises;
- b) la déclaration de la nature ou de la valeur des marchandises;
- c) la remise d'un récépissé pour les marchandises;
- d) la confirmation du chargement des marchandises;
- e) la communication d'instructions au transporteur des marchandises;
- f) la demande de la livraison des marchandises;
- g) l'autorisation de la remise des marchandises;
- h) la notification de la perte ou de l'avarie des marchandises;
- i) l'engagement de livrer les marchandises à une personne désignée ou à une personne autorisée à en demander la livraison;
- j) l'octroi, l'acquisition, la répudiation, l'abandon, le transfert ou la négociation de droits sur les marchandises;
- k) la notification des conditions du contrat;
- l) tout autre notification ou déclaration présentée dans le cadre de l'exécution du contrat;
- m) l'acquisition ou le transfert de droits et d'obligations prévus dans le contrat.

Documents

25. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'exécution d'un acte visé à l'un ou l'autre des alinéas 24 a) à m) au moyen d'un ou de plusieurs documents qui se présentent sous forme électronique respecte l'exigence légale portant qu'il doit être exécuté par écrit ou au moyen d'un document écrit.

Idem

(2) Lors de l'octroi d'un droit à une personne et à aucune autre ou de l'acquisition d'une obligation par celle-ci, si une disposition légale requiert, à cette fin, que la transmission se fasse par le transfert ou l'utilisation d'un document écrit, cette exigence est respectée si la transmission se fait par un ou plusieurs documents qui se présentent sous forme électronique et que la méthode ayant servi à les créer donne une garantie fiable que le droit ou

the right or obligation has become the right or obligation of that person and no other person.

Standard of reliability

(3) For the purposes of subsection (2), the standard of reliability required shall be assessed in light of the purpose for which the right or obligation was conveyed and in light of all the circumstances, including any relevant agreement.

Same

(4) If one or more documents in an electronic form are used to accomplish an action referred to in clause 24 (j) or (m), no document in writing used to effect the action is valid unless the use of documents in an electronic form has been terminated and replaced by the use of documents in writing.

Same

(5) A document in writing issued in the circumstances described in subsection (4) must contain a statement of the termination.

Rights not affected

(6) The replacement of the documents in an electronic form by documents in writing under subsection (4) does not affect the rights or obligations of the parties involved.

Provisions in law apply

(7) If a provision in law is compulsorily applicable to a contract of carriage of goods that is set out in, or is evidenced by, a document in writing, that provision shall not be inapplicable to a contract of carriage of goods that is evidenced by one or more documents in an electronic form just because the contract is evidenced by documents in an electronic form instead of by a document in writing.

Regulations

26. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) specifying provisions of or requirements under a law in respect of which this Act does not apply;
- (b) prescribing documents or instruments for the purpose of clause 2 (1) (e);
- (c) despite subsection 2 (1), making this Act apply to any document described in clause 2 (1) (a), (b) or (c);
- (d) prescribing anything which is in this Act described as prescribed.

Commencement

27. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

28. The short title of this Act is the *E-Commerce Act, 2000*.

l'obligation est devenu celui de l'intéressé et d'aucune autre personne.

Norme de fiabilité

(3) Pour l'application du paragraphe (2), la norme de fiabilité requise s'apprécie eu égard à l'objet pour lequel le droit ou l'obligation a été transmis et eu égard à toutes les circonstances, notamment tout accord pertinent.

Idem

(4) Si un ou plusieurs documents qui se présentent sous forme électronique sont utilisés pour exécuter l'un des actes visés à l'alinéa 24 j) ou m), aucun document écrit utilisé à cette fin n'est valide à moins que l'utilisation de documents qui se présentent sous forme électronique n'ait été abandonnée et remplacée par l'utilisation de documents écrits.

Idem

(5) Tout document écrit émis dans les circonstances énoncées au paragraphe (4) doit contenir une déclaration de l'abandon.

Effet sur les droits

(6) Le remplacement des documents qui se présentent sous forme électronique par des documents écrits, visé au paragraphe (4), n'a pas d'incidence sur les droits ou les obligations des parties concernées.

Application de dispositions légales

(7) La disposition légale qui est impérativement applicable à un contrat de transport de marchandises énoncé dans un document écrit ou constaté par un tel document n'est pas rendue inapplicable à un contrat constaté par un ou plusieurs documents qui se présentent sous forme électronique du seul fait qu'il est constaté par ces documents et non par un document écrit.

Règlements

26. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) préciser les dispositions ou exigences légales à l'égard desquelles la présente loi ne s'applique pas;
- b) prescrire les documents ou les effets pour l'application de l'alinéa 2 (1) e);
- c) malgré le paragraphe 2 (1), rendre la présente loi applicable à tout document visé à l'alinéa 2 (1) a), b) ou c);
- d) prescrire tout ce que la présente loi mentionne comme prescrit.

Entrée en vigueur

27. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

28. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur le commerce électronique*.



1ST SESSION, 37TH LEGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

1^{RE} SESSION, 37^E LÉGISLATURE, ONTARIO
49 ELIZABETH II, 2000

Bill 71

Projet de loi 71

**An Act to freeze development
on the Oak Ridges Moraine and
to amend the Planning Act to
increase and strengthen the protection
of natural areas across Ontario**

**Loi imposant un moratoire
sur les aménagements dans la
moraine d'Oak Ridges et modifiant la
Loi sur l'aménagement du territoire
de manière à accroître et à
renforcer la protection des
sites naturels partout en Ontario**

Ms Martel

Mme Martel

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading April 27, 2000
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 27 avril 2000
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

Sections 1 and 2 of the Bill place a development freeze on the Oak Ridges Moraine, to continue until a policy statement dealing with the moraine is issued under subsection 3 (1) of the *Planning Act*.

Section 3 of the Bill makes amendments to the *Planning Act* to:

1. Add two Schedules to the Act, one dealing with ecosystem protection and restoration, the other with wetlands protection and human settlement areas.
2. Amend section 3 of the Act to make compliance with policy statements issued under subsection (1) mandatory, and to give the Schedules the same status as policy statements.
3. Extend the periods that must elapse before persons seeking certain planning-related decisions can appeal to the Ontario Municipal Board. (Amendments to subsection 17 (40), clauses 22 (7) (c) and (d) and subsection 34 (11) of the Act.)
4. Provide for an intervenor funding program. (Section 7.1 of the Act.)

NOTE EXPLICATIVE

Les articles 1 et 2 du projet de loi imposent un moratoire sur les aménagements dans la moraine d'Oak Ridges jusqu'à ce qu'il soit fait une déclaration de principes sur la moraine en vertu du paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*.

L'article 3 du projet de loi apporte les modifications suivantes à la *Loi sur l'aménagement du territoire* :

1. Ajout de deux annexes à la Loi; l'une traitant de la protection et de la restauration des écosystèmes, et l'autre, de la protection des zones humides et des zones de peuplement.
2. Modification de l'article 3 de la Loi de manière à rendre obligatoire le respect des déclarations de principes faites en vertu du paragraphe (1), et à donner aux annexes la même valeur que ces dernières.
3. Prolongation des délais qui doivent s'écouler avant que les personnes qui sollicitent certaines décisions en matière d'aménagement puissent interjeter un appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario. (Modifications apportées au paragraphe 17 (40), aux alinéas 22 (7) c) et d) et au paragraphe 34 (11) de la Loi.)
4. Création d'un programme d'aide financière aux intervenants. (Article 7.1 de la Loi)

**An Act to freeze development
on the Oak Ridges Moraine and
to amend the Planning Act to
increase and strengthen the protection
of natural areas across Ontario**

**Loi imposant un moratoire
sur les aménagements dans la
moraine d'Oak Ridges et modifiant la
Loi sur l'aménagement du territoire
de manière à accroître et à
renforcer la protection des
sites naturels partout en Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“development” means,

- (a) the construction, reconstruction, erection or placing of a building or structure of any kind,
- (b) any change to a building or structure that would have the effect of altering the use or potential use of the building or structure, increasing the size of the building or structure or increasing the number of dwelling units in the building or structure,
- (c) site clearing or grading, or
- (d) the temporary or permanent placing, dumping or removal of any material, originating on the site or elsewhere; (“aménagement”)

“Oak Ridges Moraine” means,

- (a) the land identified as belonging to the Oak Ridges Moraine in “Oak Ridges Moraine Strategy for the Greater Toronto Area: An Ecosystem Approach for Long Term Management”, prepared for the Minister of Natural Resources by the Oak Ridges Moraine Technical Working Committee in November, 1994, and
- (b) any additional land designated under subsection 2 (4). (“moraine d'Oak Ridges”)

Development
control

2. (1) No development shall be permitted on the Oak Ridges Moraine.

Conflict

(2) Subsection (1) applies despite any other Act or regulation.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«aménagement» S'entend, selon le cas :

- a) de la construction, de la reconstruction, de l'édification ou de l'implantation d'un bâtiment ou d'une structure de tout genre;
- b) de toute modification apportée à un bâtiment ou à une structure qui aurait pour effet d'en modifier l'utilisation actuelle ou éventuelle, d'en augmenter les dimensions ou d'en augmenter le nombre de logements;
- c) du déblaiement ou du nivellement de l'emplacement;
- d) de la mise en place temporaire ou permanente, de la décharge ou de l'enlèvement de tout matériel, provenant ou non de l'emplacement. («development»)

«moraine d'Oak Ridges» S'entend de ce qui suit :

- a) le territoire identifié comme faisant partie de la moraine d'Oak Ridges dans le document intitulé «Oak Ridges Moraine Strategy for the Greater Toronto Area: An Ecosystem Approach for Long Term Management», préparé pour le ministre des Richesses naturelles en novembre 1994 par le comité appelé «Oak Ridges Moraine Technical Working Committee»;
- b) tout territoire additionnel désigné en vertu du paragraphe 2 (4). («Oak Ridges Moraine»)

2. (1) Aucun aménagement ne doit être permis dans la moraine d'Oak Ridges.

Aménage-
ment interdit

(2) Le paragraphe (1) s'applique malgré toute autre loi ou tout règlement.

Incompati-
bilité

Effect of
policy
statement

(3) Subsection (1) ceases to apply on the day a policy statement dealing with the Oak Ridges Moraine is issued under subsection 3 (1) of the *Planning Act*.

(3) Le paragraphe (1) cesse de s'appliquer le jour où il est fait une déclaration de principes sur la moraine d'Oak Ridges en vertu du paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*.

Effet d'une
déclaration
de principes

Designation
of additional
land

(4) The Minister of Municipal Affairs and Housing may make an order designating, for the purposes of clause (b) of the definition of "Oak Ridges Moraine" in section 1, any land outside the Greater Toronto Area that forms part of the geological feature known as the Oak Ridges Moraine.

(4) Pour l'application de l'alinéa b) de la définition de «moraine d'Oak Ridges» à l'article 1, le ministre des Affaires municipales et du Logement peut, par arrêté, désigner tout territoire situé à l'extérieur des limites du grand Toronto qui fait partie de la formation géologique connue sous le nom de la moraine d'Oak Ridges.

Désignation
de territoire
additionnel

3. (1) Section 3 of the *Planning Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 6, 1996, chapter 4, section 3 and 1998, chapter 15, Schedule E, section 27, is further amended by adding the following subsection:

3. (1) L'article 3 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, tel qu'il est modifié par l'article 6 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 3 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 27 de l'annexe E du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1998, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Schedules
1 and 2

(4.1) Schedules 1 and 2 to this Act have the same status as policy statements issued under subsection (1).

(4.1) Les annexes 1 et 2 de la présente loi ont la même valeur que les déclarations de principes faites en vertu du paragraphe (1).

Annexes
1 et 2

(2) Subsections 3 (5) and (6) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 4, section 3 and amended by 1998, chapter 15, Schedule E, section 27, are repealed and the following substituted:

(2) Les paragraphes 3 (5) et (6) de la Loi, tels qu'ils sont réédités par l'article 3 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1996 et tels qu'ils sont modifiés par l'article 27 de l'annexe E du chapitre 15 des Lois de l'Ontario de 1998, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Exercising
authority

(5) Any decisions affecting a planning matter that are made by the council of a municipality, a local board, a planning board, a minister of the Crown or a ministry, board, commission or agency of the government, including the Municipal Board, shall be consistent with Schedules 1 and 2 and with policy statements issued under subsection (1).

(5) Doivent être compatibles avec les annexes 1 et 2 et avec les déclarations de principes faites en vertu du paragraphe (1) les décisions touchant une question relative à l'aménagement que prennent ou rendent le conseil d'une municipalité, un conseil local, un conseil d'aménagement, un ministre de la Couronne ou un ministère, un conseil, une commission ou un organisme du gouvernement, y compris la Commission des affaires municipales.

Exercice des
pouvoirs

Advice

(6) Any comments, submissions or advice affecting a planning matter that are provided by a minister or ministry, board, commission or agency of the government shall be consistent with Schedules 1 and 2 and with policy statements issued under subsection (1).

(6) Doivent être compatibles avec les annexes 1 et 2 et avec les déclarations de principes faites en vertu du paragraphe (1) les commentaires, observations ou conseils touchant une question relative à l'aménagement que fournissent un ministre ou un ministère, un conseil, une commission ou un organisme du gouvernement.

Conseils

(3) Part I of the Act is amended by adding the following section:

(3) La partie I de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Regulation,
intervenor
funding

7.1 (1) The Minister has authority to make and implement and shall make and implement a regulation establishing an intervenor funding program to assist intervenors who wish to participate in hearings of the Municipal Board under this Act.

7.1 (1) Le ministre a le pouvoir et l'obligation de prendre et de faire appliquer un règlement créant un programme d'aide financière aux intervenants afin d'aider les intervenants qui désirent participer aux audiences tenues devant la Commission des affaires municipales aux termes de la présente loi.

Règlement :
aide finan-
cière aux
intervenants

Same

(2) The intervenor funding program shall have the following features:

1. Funding decisions shall be made by an independent decision-maker.
2. Funding shall be made available, on application, to an intervenor who has special knowledge about the subject of the hearing or has, in the decision-maker's opinion, an interest in the subject of the hearing.
3. The funding shall be provided by the party to the hearing who, in the decision-maker's opinion, is potentially a major financial beneficiary of the Municipal Board's decision.
4. The funding in each case shall be sufficient to pay for appropriate research and other professional support as well as legal expenses.

(4) Subsection 17 (40) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 4, section 9, is amended by striking out "within 90 days after the day the plan is received by the approval authority" and substituting "within 180 days after the day the plan is received by the approval authority".

(5) Clause 22 (7) (c) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 4, section 13, is amended by striking out "within 90 days after the day the request is received" and substituting "within 180 days after the day the request is received".

(6) Clause 22 (7) (d) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 4, section 13, is amended by striking out "within 90 days after the day the request is received" and substituting "within 180 days after the day the request is received".

(7) Subsection 34 (11) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 21, is further amended by striking out "within 90 days after the receipt by the clerk of the application" and substituting "within 180 days after the clerk receives the application".

(8) The Act is amended by adding the following Schedules:

(2) Le programme d'aide financière aux intervenants présente les caractéristiques suivantes :

1. Les décisions concernant l'aide financière sont prises par un décideur indépendant.
2. L'aide financière est fournie, sur présentation d'une demande, à l'intervenant qui a des connaissances spéciales concernant l'objet de l'audience ou que celui-ci, de l'avis du décideur, intéresse.
3. L'aide financière est fournie par la partie à l'audience qui, de l'avis du décideur, pourrait éventuellement profiter grandement, sur le plan financier, de la décision de la Commission des affaires municipales.
4. Dans chaque cas, l'aide financière est suffisante pour payer la recherche et le soutien professionnel appropriés ainsi que les frais d'avocat.

(4) Le paragraphe 17 (40) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 9 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de «dans les 180 jours qui suivent le jour de la réception du plan par celle-ci» à «dans les 90 jours qui suivent le jour de la réception du plan par celle-ci».

(5) L'alinéa 22 (7) c) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 13 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de «dans les 180 jours qui suivent le jour de la réception de la demande» à «dans les 90 jours qui suivent le jour de la réception de la demande».

(6) L'alinéa 22 (7) d) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 13 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de «dans les 180 jours qui suivent le jour de la réception de la demande» à «dans les 90 jours qui suivent le jour de la réception de la demande».

(7) Le paragraphe 34 (11) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 21 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de «dans les 180 jours qui suivent la réception de la demande par le secrétaire de la municipalité» à «dans les 90 jours de la réception de la demande par le secrétaire de la municipalité».

(8) La Loi est modifiée par adjonction des annexes suivantes :

SCHEDULE 1

GOAL: To protect the quality and integrity of ecosystems, including air, water, land, and biota; and, where quality and integrity have been diminished, to encourage restoration or remediation to healthy conditions.

1. Development may be permitted only if the quantity and quality of ground-water and surface water are protected. Development that will negatively impact on ground-water recharge areas, head-waters and aquifers that have been identified as sensitive areas will not be permitted.

2. (1) Natural heritage features and areas will be protected.

(2) Development will not be permitted in significant ravine, valley, river, and stream corridors, and in significant portions of the habitat of endangered species and threatened species. Development will not be permitted on adjacent lands if it negatively impacts the ecological functions of the features listed above.

(3) Except for the areas covered in subsection (2), significant portions of the habitat of vulnerable species, significant natural corridors, significant woodlands south and east of the Canadian Shield, areas of natural and scientific interest, shorelines of lakes, rivers and streams, and significant wildlife habitat will be classified into areas where either,

(a) no development is permitted; or

(b) development may be permitted only if it does not negatively impact the features or the ecological functions for which the area is identified.

(4) Development will not be permitted on adjacent lands to clauses (3) (a) and (b) if it negatively impacts the features or the ecological functions for which the area is identified.

3. Development may be permitted if it does not harmfully alter, disrupt or destroy fish habitat. There will be no net loss of productive capacity of fish habitat, and a net gain of productive capacity wherever possible.

ANNEXE 1

OBJECTIF : Protéger la qualité et l'intégrité des écosystèmes, y compris de l'air, de l'eau, du sol et du biote. Dans les cas d'atteinte à cette qualité et à cette intégrité, encourager la restauration ou le retour à des conditions saines par la prise de mesures de réhabilitation.

1. Un aménagement ne peut être permis que s'il protège la quantité et la qualité des eaux souterraines et des eaux de surface. Ne doit être permis aucun aménagement qui aura des répercussions nuisibles sur les régions d'alimentation d'une nappe souterraine, les eaux d'amont ou les couches aquifères qui ont été reconnues comme étant des zones sensibles.

2. (1) Les zones et les éléments de patrimoine naturel doivent être protégés.

(2) Aucun aménagement ne doit être permis dans les corridors importants formés par un ravin, une vallée, un fleuve, une rivière ou un cours d'eau et dans les parties importantes de l'habitat d'espèces en danger de disparition et d'espèces menacées. De même, aucun aménagement ne doit être permis sur les terrains adjacents s'il a des répercussions nuisibles sur les fonctions écologiques des éléments précités.

(3) À l'exception des zones visées à la disposition (2), les parties importantes de l'habitat d'espèces vulnérables, les corridors naturels importants, les terrains boisés importants situés au sud et à l'est du Bouclier canadien, les zones d'intérêt naturel et scientifique, les rives des lacs, des fleuves, des rivières et des cours d'eau et les habitats fauniques importants doivent être classifiés en deux types de zones :

a) les zones dans lesquelles aucun aménagement n'est permis;

b) les zones dans lesquelles un aménagement ne peut être permis que s'il n'a aucune répercussion nuisible sur les éléments ou sur les fonctions écologiques qui caractérisent les zones.

(4) Aucun aménagement ne doit être permis sur les terrains adjacents aux zones visées aux dispositions (3) a) et b) s'il a des répercussions nuisibles sur les éléments ou sur les fonctions écologiques qui caractérisent les zones.

3. Un aménagement peut être permis s'il ne détériore, ne perturbe ou ne détruit aucunement l'habitat du poisson. Il ne doit y avoir aucune baisse nette de la capacité de production de l'habitat. Au contraire, il doit y avoir, dans la mesure du possible, un accroissement net de cette capacité.

4. In decisions regarding development, every reasonable opportunity should be taken to maintain the quality of air, land, water, and biota, maintain biodiversity compatible with indigenous natural systems, and protect natural links and corridors. The improvement and enhancement of these features and systems is encouraged.

SCHEDULE 2

GOAL: To ensure that wetlands are identified and adequately protected through the land use planning process and to achieve no loss of provincially significant wetlands.

1. All planning jurisdictions, including municipalities, planning boards and resource management bodies shall protect provincially significant wetlands where they have been identified.

2. All planning jurisdictions, including municipalities and planning boards, are encouraged to protect other wetlands that are not provincially significant.

3. In the Great Lakes – St. Lawrence Region, development shall not be permitted within provincially significant wetlands.

4. In the Great Lakes – St. Lawrence Region, on adjacent lands, development may be permitted only if it does not result in any of the following:

- (a) loss of wetland functions;
- (b) subsequent demand for future development that will negatively impact on existing wetland functions;
- (c) conflict with existing site-specific wetland management practices; and
- (d) loss of contiguous wetland area.

This shall be demonstrated by an environmental impact study (EIS), prepared in accordance with established procedures and carried out by a proponent, addressing clauses (a) to (d) inclusive.

5. In the Boreal Region, in provincially significant wetlands and adjacent lands, development may be permitted only if it does not result in any of the following:

4. Lors de la prise de décisions en matière d'aménagement, tous les efforts raisonnables devraient être déployés pour permettre la préservation de la qualité de l'air, du sol, de l'eau et du biote, le maintien d'une biodiversité compatible avec les systèmes naturels indigènes et la protection des liens et des corridors naturels. L'amélioration de ces éléments et de ces systèmes est encouragée.

ANNEXE 2

OBJECTIF : Assurer la reconnaissance et la protection adéquate des zones humides par le biais du processus d'aménagement du territoire et ne permettre aucune perte de zones humides importantes à l'échelle de la province.

1. Toutes les autorités chargées de l'aménagement du territoire, notamment les municipalités, les conseils d'aménagement et les organismes de gestion des ressources, doivent protéger les zones humides importantes à l'échelle de la province qui ont été reconnues comme telles.

2. Toutes les autorités chargées de l'aménagement du territoire, notamment les municipalités et les conseils d'aménagement, sont encouragées à protéger les autres zones humides qui ne sont pas importantes à l'échelle de la province.

3. Dans la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent, aucun aménagement ne doit être permis dans les zones humides importantes à l'échelle de la province.

4. Dans la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent, un aménagement ne peut être permis sur les terrains adjacents que s'il n'a aucune des conséquences suivantes :

- a) une perte de fonctions des zones humides;
- b) une demande subséquente d'aménagement futur qui aura des répercussions nuisibles sur les fonctions actuelles des zones humides;
- c) une incompatibilité avec les pratiques localisées en vigueur en matière de gestion des zones humides;
- d) une perte de zones humides contiguës.

L'absence des conséquences visées aux dispositions a) à d) inclusivement doit être démontrée dans une étude des incidences environnementales préparée conformément aux modalités établies et effectuée par un promoteur.

5. Dans la région boréale, un aménagement ne peut être permis dans les zones humides importantes à l'échelle de la province et les terrains adjacents que s'il n'a aucune des conséquences suivantes :

- (a) loss of wetland functions;
- (b) subsequent demand for future development that will negatively impact on existing wetland functions; and
- (c) conflict with existing site-specific wetland management practices.

This shall be demonstrated by an environmental impact study (EIS), prepared in accordance with established procedures and carried out by a proponent, addressing clauses (a) to (c) inclusive.

6. On adjacent lands, established agricultural activities are permitted without an EIS.

7. New utilities and facilities shall be located outside provincially significant wetlands wherever possible. Approval authorities shall consider alternative methods and measures for minimizing impacts on wetland functions when reviewing proposals to construct transportation, communication, sanitation and other such utilities and facilities in provincially significant wetlands.

8. Where settlement areas within a municipality are serviced by full municipal sewage and water services,

- (a) opportunities will be provided in built-up areas for intensification and a mix of uses;
- (b) areas proposed for development that are within settlement areas but are not built-up areas,
 - (i) will be logical extensions of built-up areas, and will be serviced by full municipal sewage and water services with sufficient reserve water and sewage plant capacity to accommodate proposed development, and
 - (ii) will have a compact form, a mix of uses, and densities that effi-

- a) une perte de fonctions des zones humides;
- b) une demande subséquente d'aménagement futur qui aura des répercussions nuisibles sur les fonctions actuelles des zones humides;
- c) une incompatibilité avec les pratiques localisées en vigueur en matière de gestion des zones humides.

L'absence des conséquences visées aux dispositions a) à c) inclusivement doit être démontrée dans une étude des incidences environnementales préparée conformément aux modalités établies et effectuée par un promoteur.

6. Sur les terrains adjacents, les activités agricoles déjà établies sont permises sans qu'il soit nécessaire d'effectuer une étude des incidences environnementales.

7. Dans la mesure du possible, les nouveaux services publics et les nouvelles installations doivent être aménagés hors des limites des zones humides importantes à l'échelle de la province. Lorsqu'elles examinent des propositions d'aménagement de services de transport, de communication, d'hygiène publique et d'autres services publics et installations semblables dans des zones humides importantes à l'échelle de la province, les autorités approbatrices doivent envisager le recours à d'autres méthodes et à d'autres mesures pour en minimiser les conséquences sur les fonctions des zones humides.

8. Lorsque des zones de peuplement d'une municipalité sont desservies par des services d'égout et d'approvisionnement en eau municipaux complets :

- a) il doit être déployé des efforts dans les zones bâties pour permettre une intensification de même qu'une polyvalence des usages;
- b) les zones dont l'aménagement est proposé qui sont situées dans des zones de peuplement mais qui ne sont pas des zones bâties :
 - (i) doivent être le prolongement logique des zones bâties et être desservies par des services d'égout et d'approvisionnement en eau municipaux complets pouvant compter sur une réserve d'eau suffisante et une station d'épuration des eaux d'égout de capacité suffisante pour les besoins de l'aménagement qui est proposé,
 - (ii) doivent se caractériser par une forme compacte, une polyvalence des usages et une densité compatibles

ciently use land, infrastructure, and public service facilities;

- (c) extensions of a settlement area may be permitted only if the following conditions are met:
- (i) the amount of land included within extensions is justified, based on the amount of land available for development in the settlement area, and on population projections and employment targets for the municipality for a planning horizon of 15-20 years, unless a longer time period has been established for specific regional municipalities as a result of a comprehensive provincial planning exercise, such as that co-ordinated by the Province in the Greater Toronto Area,
 - (ii) areas proposed for development are logical extensions of the settlement area, and will be serviced by full municipal sewage and water services with sufficient reserve water and sewage plant capacity to accommodate proposed development,
 - (iii) a strategy for the staging, financing and construction of the infrastructure for the extension is formulated,
 - (iv) opportunities are provided in the settlement area for the efficient use of land, infrastructure, and public service facilities through intensification, a mix of uses and a compact form,
 - (v) the extension will have a compact form, a mix of uses, and densities that efficiently use land, infrastructure, and public service facilities, and
 - (vi) prime agricultural areas are included in the extension only if there is no reasonable alternative, but in all cases specialty crop land will be avoided.

avec une utilisation efficace du territoire, des infrastructures et des installations de services publics;

- c) l'agrandissement d'une zone de peuplement ne peut être permis que si les conditions suivantes sont réunies :
- (i) la proportion de terrain comprise dans l'agrandissement se justifie par la proportion de terrain utilisable pour l'aménagement dans la zone de peuplement ainsi que par les projections démographiques et les objectifs d'emploi établis pour la municipalité pour un horizon de planification s'échelonnant sur 15 à 20 ans, à moins qu'un horizon plus vaste n'ait été prévu pour des municipalités régionales précises par suite d'une planification globale effectuée par la province, comme celle qu'elle a coordonnée pour le grand Toronto,
 - (ii) les zones dont l'aménagement est proposé sont le prolongement logique de la zone de peuplement et seront desservies par des services d'égout et d'approvisionnement en eau municipaux complets pouvant compter sur une réserve d'eau suffisante et une station d'épuration des eaux d'égout de capacité suffisante pour les besoins de l'aménagement qui est proposé,
 - (iii) il est formulé une stratégie pour l'organisation, le financement et la construction des infrastructures de l'agrandissement,
 - (iv) il est déployé des efforts dans la zone de peuplement pour permettre une utilisation efficace du territoire, des infrastructures et des installations de services publics par le biais d'une intensification, d'une polyvalence des usages et d'une forme compacte,
 - (v) l'agrandissement se caractérise par une forme compacte, une polyvalence des usages et une densité compatibles avec une utilisation efficace du territoire, des infrastructures et des installations de services publics,
 - (vi) l'agrandissement n'englobe des zones agricoles à fort rendement que s'il n'y a pas d'autre choix raisonnable; toutefois, il évite dans tous les cas les terres de culture spéciale.

9. Where settlement areas within a municipality are not serviced by full municipal sewage and water services,

- (a) areas proposed for development that are within settlement areas but are not built-up areas,
 - (i) will be logical extensions of built-up areas, and will be serviced by public communal services or individual on-site systems, and
 - (ii) will have a compact form, and densities and uses appropriate to the sewage and water systems proposed;
- (b) extensions of a settlement area may be permitted only if the following conditions are met:
 - (i) the amount of land included within extensions is justified, based on the amount of land available for development in the settlement area, and on population projections and employment targets for the municipality for a planning horizon of 15-20 years, unless a longer time period has been established for specific regional municipalities as a result of a comprehensive provincial planning exercise, such as that co-ordinated by the Province in the Greater Toronto Area,
 - (ii) areas proposed for development will be logical extensions of the settlement area,
 - (iii) a strategy for the staging, financing and provision of any required infrastructure for the extension is formulated,
 - (iv) the long-term suitability of the site for public communal services or individual on-site systems to accommodate proposed uses is demonstrated,
 - (v) the extension will have a compact form, and densities and uses appropriate to the sewage and water systems proposed, and
 - (vi) prime agricultural areas are included in the extension only if

9. Lorsque des zones de peuplement d'une municipalité ne sont pas desservies par des services d'égout et d'approvisionnement en eau municipaux complets :

- a) les zones dont l'aménagement est proposé qui sont situées dans des zones de peuplement mais qui ne sont pas des zones bâties :
 - (i) doivent être le prolongement logique des zones bâties et être desservies par des services publics communautaires ou des installations individuelles,
 - (ii) doivent se caractériser par une forme compacte, des usages et une densité compatibles avec les installations d'égout et d'approvisionnement en eau proposées;
- b) l'agrandissement d'une zone de peuplement ne peut être permis que si les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) la proportion de terrain comprise dans l'agrandissement se justifie par la proportion de terrain utilisable pour l'aménagement dans la zone de peuplement ainsi que par les projections démographiques et les objectifs d'emploi établis pour la municipalité pour un horizon de planification s'échelonnant sur 15 à 20 ans, à moins qu'un horizon plus vaste n'ait été prévu pour des municipalités régionales précises par suite d'une planification globale effectuée par la province, comme celle qu'elle a coordonnée pour le grand Toronto,
 - (ii) les zones dont l'aménagement est proposé sont le prolongement logique de la zone de peuplement,
 - (iii) il est formulé une stratégie pour l'organisation, le financement et la fourniture de toutes les infrastructures requises pour l'agrandissement,
 - (iv) la convenance à long terme, compte tenu des usages proposés, de l'emplacement des services publics communautaires ou des installations individuelles est démontrée,
 - (v) l'agrandissement se caractérise par une forme compacte, des usages et une densité compatibles avec les installations d'égout et d'approvisionnement en eau proposées,
 - (vi) l'agrandissement n'englobe des zones agricoles à fort rendement

there is no reasonable alternative, but in all cases specialty crop land will be avoided.

que s'il n'y a pas d'autre choix raisonnable; toutefois, il évite dans tous les cas les terres de culture spéciale.

10. In rural areas within a municipality,

10. Dans les zones rurales d'une municipalité :

(a) residential development that is not an extension of a settlement area may be permitted only if the following conditions are met:

a) l'aménagement résidentiel qui n'est pas l'agrandissement d'une zone de peuplement ne peut être permis que si les conditions suivantes sont réunies :

(i) the demand for the type and scale of development is justified based on population projections for the municipality for a planning horizon of 15-20 years and the amount of suitable land available for the proposed type of development in settlement areas within the municipality,

(i) la demande pour un aménagement de ce genre et de cette taille se justifie par les projections démographiques établies pour la municipalité pour un horizon de planification s'échelonnant sur 15 à 20 ans ainsi que par la proportion de terrain convenable qui est utilisable dans les zones de peuplement de la municipalité pour le genre d'aménagement qui est proposé,

(ii) the reasonably anticipated effects of development on rural and recreational characteristics are assessed and are acceptable,

(ii) les répercussions raisonnablement prévisibles de l'aménagement sur les caractéristiques rurales et récréatives sont évaluées et jugées acceptables,

(iii) the long-term suitability of the site for public communal services or individual on-site systems to accommodate proposed uses is demonstrated, and

(iii) la convenance à long terme, compte tenu des usages proposés, de l'emplacement des services publics communautaires ou des installations individuelles est démontrée,

(iv) the long-term public costs of infrastructure, public services and public service facilities are assessed and are acceptable;

(iv) les dépenses publiques à long terme liées aux infrastructures, aux services publics et aux installations de services publics sont évaluées et jugées acceptables;

(b) recreational and tourism development that is not an extension of a settlement area may be permitted only if the following conditions are met:

b) l'aménagement récréatif et touristique qui n'est pas l'agrandissement d'une zone de peuplement ne peut être permis que si les conditions suivantes sont réunies :

(i) the type and scale of development is justified based on the demand for the development and the amount of suitable land available for the proposed type of development in settlement areas within the municipality,

(i) un aménagement de ce genre et de cette taille se justifie par la demande pour celui-ci ainsi que par la proportion de terrain convenable qui est utilisable dans les zones de peuplement de la municipalité pour le genre d'aménagement qui est proposé,

(ii) the reasonably anticipated effects of development on rural and recreational characteristics and on natural features and functions are assessed and are acceptable,

(ii) les répercussions raisonnablement prévisibles de l'aménagement sur les caractéristiques rurales et récréatives et sur les fonctions et les éléments naturels sont évaluées et jugées acceptables,

(iii) the long-term suitability of the site for public communal services or

(iii) la convenance à long terme, compte tenu des usages proposés, de

individual on-site systems to accommodate proposed uses is demonstrated, and

- (iv) the long-term public costs of infrastructure, public services and public service facilities are assessed and are acceptable; and
- (c) industrial, commercial and institutional development should be directed to settlement areas, but small-scale industrial, commercial and institutional development serving the needs of rural and agricultural areas may be permitted only if the following conditions are met:
 - (i) the type and scale of development is justified based on demand, the suitability of the use for location in rural and agricultural areas within the municipality, and, where applicable, the municipality's economic development strategy,
 - (ii) the reasonably anticipated effects of development on rural and recreational characteristics and on natural features and functions are assessed and are acceptable,
 - (iii) the long-term suitability of the site for public communal services or individual on-site systems to accommodate proposed uses is demonstrated, and
 - (iv) the long-term public costs of infrastructure, public services and public service facilities are assessed and are acceptable.

l'emplacement des services publics communautaires ou des installations individuelles est démontrée,

- (iv) les dépenses publiques à long terme liées aux infrastructures, aux services publics et aux installations de services publics sont évaluées et jugées acceptables;
- c) l'aménagement industriel, commercial ou institutionnel devrait se limiter aux zones de peuplement; toutefois, un aménagement de ce genre qui est de petite taille et qui répond aux besoins de zones rurales et agricoles ne peut être permis que si les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) un aménagement de ce genre et de cette taille se justifie par la demande pour celui-ci, par la convenance d'un tel usage dans des zones rurales et agricoles de la municipalité et, le cas échéant, par la stratégie de développement économique de celle-ci,
 - (ii) les répercussions raisonnablement prévisibles de l'aménagement sur les caractéristiques rurales et récréatives et sur les fonctions et les éléments naturels sont évaluées et jugées acceptables,
 - (iii) la convenance à long terme, compte tenu des usages proposés, de l'emplacement des services publics communautaires ou des installations individuelles est démontrée,
 - (iv) les dépenses publiques à long terme liées aux infrastructures, aux services publics et aux installations de services publics sont évaluées et jugées acceptables.

Transition	4. (1) Subsection 2 (1) applies to all development except development specifically authorized by a final decision under the <i>Planning Act</i> that is made before the day this Act comes into force.	4. (1) Le paragraphe 2 (1) s'applique à tous les aménagements, à l'exception de ceux qui sont expressément autorisés par une décision définitive prise ou rendue aux termes de la <i>Loi sur l'aménagement du territoire</i> avant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.	Disposition transitoire
Same	(2) Subsection 3 (5) of the <i>Planning Act</i>, as re-enacted by subsection 3 (2) of this Act, applies in respect of decisions made on or after the day this Act comes into force.	(2) Le paragraphe 3 (5) de la <i>Loi sur l'aménagement du territoire</i>, tel qu'il est réédité par le paragraphe 3 (2) de la présente loi, s'applique à l'égard des décisions prises ou rendues le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi ou par la suite.	Idem
Same	(3) Subsection 3 (6) of the <i>Planning Act</i>, as re-enacted by subsection 3 (2) of this Act, applies in respect of comments, submissions	(3) Le paragraphe 3 (6) de la <i>Loi sur l'aménagement du territoire</i>, tel qu'il est réédité par le paragraphe 3 (2) de la présente loi, s'appli-	Idem

and advice provided on or after the day this Act comes into force.

que à l'égard des commentaires, des observations et des conseils fournis le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi ou par la suite.

Same (4) Subsection 17 (40) of the *Planning Act*, as amended by subsection 3 (4) of this Act, applies in respect of plans received by approval authorities on or after the day that is 90 days before the day this Act comes into force.

(4) Le paragraphe 17 (40) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, tel qu'il est modifié par le paragraphe 3 (4) de la présente loi, s'applique à l'égard des plans reçus par les autorités approbatrices le 90^e jour précédant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi ou par la suite. Idem

Same (5) Clause 22 (7) (c) of the *Planning Act*, as amended by subsection 3 (5) of this Act, applies in respect of requests received by councils and planning boards on or after the day that is 90 days before the day this Act comes into force.

(5) L'alinéa 22 (7) c) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, tel qu'il est modifié par le paragraphe 3 (5) de la présente loi, s'applique à l'égard des demandes reçues par les conseils et les conseils d'aménagement le 90^e jour précédant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi ou par la suite. Idem

Same (6) Clause 22 (7) (d) of the *Planning Act*, as amended by subsection 3 (6) of this Act, applies in respect of requests received by councils and planning boards on or after the day that is 90 days before the day this Act comes into force.

(6) L'alinéa 22 (7) d) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, tel qu'il est modifié par le paragraphe 3 (6) de la présente loi, s'applique à l'égard des demandes reçues par les conseils et les conseils d'aménagement le 90^e jour précédant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi ou par la suite. Idem

Same (7) Subsection 34 (11) of the *Planning Act*, as amended by subsection 3 (7) of this Act, applies in respect of applications received by clerks on or after the day that is 90 days before the day this Act comes into force.

(7) Le paragraphe 34 (11) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, tel qu'il est modifié par le paragraphe 3 (7) de la présente loi, s'applique à l'égard des demandes reçues par les secrétaires de municipalité le 90^e jour précédant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi ou par la suite. Idem

Commence-
ment 5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

5. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale. Entrée en vigueur

Short title 6. The short title of this Act is the *Oak Ridges Moraine Green Planning Act, 2000*.

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2000 sur l'aménagement écologique de la moraine d'Oak Ridges*. Titre abrégé

3 1761 11470901 7

